ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE

EN

1984

Synthèse annuelle

I

BRUXELLES

IMPRIMERIE PUVREZ S.A.
AVENUE FONSNY 59

1985

Belgique - Ministère des Affaires économiques

L'Economie belge en 1984
Première partie : synthèse annuelle

Bruxelles : Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

1985 - XVI, 124 p. - 20,5×28,5 cm
I.S.S.N. 0771 - 5641
D/1985/1226
Prix : 200 FB.

Les données de cette publication peuvent être reprises moyennant indication claire de la source.

AVANT-PROPOS

En 1984, la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques modifiait profondément la conception de son rapport annuel sur l'économie belge en le scindant en deux volumes, le premier analysant l'évolution conjoncturelle au cours de l'année précédente, le second rassemblant des séries statistiques et des graphiques commentés méthodologiquement et portant sur plusieurs années.

Une présentation identique est adoptée pour cette édition; la première partie examine donc les grandes tendances économiques de la Belgique en 1984. Elle est subdivisée en trois chapitres:

- le premier analyse l'environnement international; il constitue le fondement nécessaire à l'examen de toute économie ouverte;

- le deuxième se penche spécifiquement sur l'économie belge elle-même en observant de quelle manière le redressement économique s'est poursuivi durant l'année écoulée, en passant en revue les facteurs qui furent moins favorables pour se terminer par quelques réflexions sur les rigidités et les flexibilités de l'économie nationale;

- la dernière partie, enfin, est consacrée à quelques aspects macro-économiques ainsi qu'à des prévisions pour 1985.

La partie « tableaux statistiques et graphiques » sera publiée dans le courant de l'automne prochain.

Bruxelles, le 31 mai 1985.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos VII
Table des matières IX
Liste des tableaux XII
Liste des graphiques XIV
Liste des abréviations XV

1. L'ECONOMIE INTERNATIONALE EN 1984 1
1.1. L'ACTIVITE AUX ETATS-UNIS 1
1.2. ACTIVITE DANS LES AUTRES PAYS DEVELOPPES 3
1.3. ASPECTS MONETAIRES ET FINANCIERS 6

SYNTHESE 1 10

2. L'ECONOMIE BELGE EN 1984 11
2.1. POURSUITE DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE 11
2.1.1. **Politique économique** 11
A. COMPETITIVITE 11
B. CHOMAGE 11
C. POLITIQUE BUDGETAIRE 12
2.1.2. **Les investissements** 14
A. LES INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES 14
a. les facteurs de la reprise 14
b. ampleur de la reprise 16
c. investissements, emploi et redistribution des activités 17
B. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LA CONSTRUCTION 21
a. les logements 21
b. la construction non résidentielle 21
2.1.3. **Le commerce extérieur de l'UEBL** 23
A. EVOLUTION GENERALE 23
B. REPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITE 24
C. REPARTITION GEOGRAPHIQUE 26
D. BALANCE COMMERCIALE 27
E. COMPETITIVITE 28
F. BALANCE DES PAIEMENTS 29
2.1.4. **Effets d'entraînement sur d'autres secteurs** 30
A. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE 30
a. hausse de la production 30

b. ampleur du redressement conjoncturel 30
c. nature du redressement industriel 30
d. la conjoncture industrielle suivant les indicateurs de la Banque Nationale ... 33
e. évolution régionale 35
f. le maillon faible: l'industrie de la construction 35
B. LA PRODUCTION DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS 36
a. la métallurgie de base 36
b. l'industrie chimique 36
c. les matériaux de construction 37
d. l'énergie 37
e. les fabrications métalliques 37
f. le textile 38
g. les autres industries 39
C. CONSOMMATION D'ENERGIE 39
a. les combustibles solides 40
b. l'électricité 41
c. le gaz 41
d. le pétrole 43
D. LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES 43
a. le transport maritime 44
b. la flotte marchande 45
c. la navigation intérieure 46
d. le transport routier 46
e. le transport par chemin de fer 48
f. le transport aérien 48
2.1.5. **Rentabilité et revenu des sociétés** 49
2.1.6. **Marchés de l'argent et des capitaux** 54
A. LE MARCHE DES OBLIGATIONS 54
B. LE MARCHE DES ACTIONS 55
a. l'évolution des cours 56
b. titres traités, capitalisation boursière et émission d'actions 58
c. rendement et évolution sectorielle 59
d. influence évanescente de l'arrêté royal n° 15 60
C. STOCK MONETAIRE, ACTIFS FINANCIERS ET ENGAGEMENTS 61
a. stock monétaire 61
b. épargne nette et formation de capital 63
c. formation d'actifs financiers 63
d. les engagements financiers des entreprises et des particuliers 69
D. L'EPARGNE 69
SYNTHESE 2.1 72
2.2. LES ELEMENTS MOINS FAVORABLES 73
2.2.1. **Emploi et chômage** 74
A. LA POPULATION ACTIVE 74
B. L'EMPLOI 74
a. l'emploi privé 74
b. l'emploi dans le secteur public 77
c. les travailleurs indépendants 77
C. LE CHOMAGE 77
a. le chômage par branche d'activité 77
b. confrontation entre emploi et chômage par branche d'activité 79
c. le chômage des jeunes 80
d. le chômage selon la base d'admission et la durée 81
e. le chômage par régions 82

D. LE PROGRAMME DE RESORPTION DU CHOMAGE 82

2.2.2. **Les prix** 83

A. MATIERES PREMIERES 83

B. PRIX DE GROS 84

C. PRIX A LA CONSOMMATION 86

2.2.3. **Salaires, revenus des ménages et consommation privée** 88

A. LES SALAIRES 88

B. REVENUS DES MENAGES ET CONSOMMATION PRIVEE 88

a. les revenus des ménages 88

b. la consommation privée 90

2.2.4. **Les finances publiques** 96

A. SITUATION GENERALE DE LA TRESORERIE 96

B. REGIONS ET COMMUNAUTES 96

C. LES RECETTES 101

D. LES DEPENSES 104

E. LA DETTE 105

2.2.5. **Evolution des taux d'intérêt et du franc belge** 107

A. EVOLUTION DES TAUX D'INTERET 107

B. TENUE DU FRANC BELGE 107

SYNTHESE 2.2 111

2.3. RIGIDITES ET FLEXIBILITES DE L'ECONOMIE BELGE 112

2.3.1. **L'inflation** 112

A. LES FACTEURS STRUCTURELS 113

B. LES FACTEURS CONJONCTURELS 113

a. les salaires 113

b. les prix à l'importation 114

c. les marges bénéficiaires 114

d. les impôts indirects 114

e. les autres éléments 114

2.3.2. **Le marché de l'emploi** 115

A. LES SALAIRES 115

B. LE PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL 115

a. l'opération 5.3.3. 115

b. le travail à temps partiel 116

c. les stages des jeunes 116

d. les prépensions 116

e. les Pouvoirs publics 116

2.3.3. **Les finances publiques** 117

SYNTHESE 2.3. 118

3. SYNTHESE GENERALE 119

3.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES EN 1984 119

3.2. PREVISION DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE EN 1985 120

LISTE DES TABLEAUX

1 — Production industrielle dans les principaux pays 2
2 — Taux de chômage dans les principaux pays 2
3 — Evolution des prix à la consommation dans les principaux pays 5
4 — Balance commerciale des principaux pays 5
5 — Taux d'intérêt à court terme dans les principaux pays 8
6 — Investissements selon les déclarations à la TVA 15
7 — Efficacité de l'investissement dans les industries manufacturières 19
8 — Valeur ajoutée, productivité, emploi et taux d'investissement dans l'industrie manufacturière 20
9 — Indices du commerce extérieur de l'UEBL 23
10 — Répartition du commerce extérieur par branche d'activité 25
11 — Répartition géographique du commerce extérieur 27
12 — Mesures de la situation concurrentielle de la Belgique comparée à quatorze pays de l'OCDE 28
13 — Indices de la production industrielle 31
14 — Indices trimestriels de la production industrielle 32
15 — Consommation brute d'énergie primaire 40
16 — Balance charbonnière 40
17 — Bilan électrique 41
18 — Bilan du gaz 42
19 — Répartition géographique des importations de gaz 42
20 — Fournitures de produits pétroliers sur le marché intérieur 42
21 — Répartition géographique des importations de pétrole brut et de produits intermédiaires 43
22 — Activité dans les principaux ports belges 44
23 — Activité par port de mer 45
24 — Navigation intérieure 46
25 — Résultats des enquêtes de l'ITR 47
26 — Aperçu du nombre d'entreprises de transport professionnel routier 47
27 — Transport de marchandises par chemin de fer 48
28 — Activité des aérodromes belges 48
29 — Rentabilité nette et rapport entre les fonds propres et le patrimoine total 49
30 — Rentabilité et charges de la dette des entreprises 50
31 — Rentabilité des entreprises 51
32 — Evolution du chiffre d'affaires des coûts de personnel et des charges financières dans certains secteurs 52
33 — Compte des revenus des sociétés et comparaison avec le PNB 53
34 — Principales émissions du secteur public 54
35 — Principales émissions à plus d'un an du secteur public 55
36 — Indice boursier de la Bourse de Bruxelles 56
37 — Activité des fonds de placement reconnus dans le cadre de l'Arrêté royal nº 15 57
38 — Evolution des titres et des capitaux négociés 58
39 — Comparaison des indices boursiers de la Bourse de Bruxelles par rubrique 59
40 — Comparaison des cours de certaines bourses étrangères 61
41 — Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 62
42 — Epargne nette et formation de capital 64

43 — Actifs financiers en possession des entreprises et des particuliers 65
44 — Nouveaux engagements des entreprises et des particuliers 67
45 — Engagements nouveaux des sociétés et des entreprises individuelles envers la Belgique 68
46 — Répartition des formes de placement pour le Royaume et par région 70
47 — Population active 75
48 — Emploi salarié du secteur privé 75
49 — Croissance du chômage complet indemnisé par branche d'activité 78
50 — Chômage complet indemnisé, prépensions et pertes d'emploi par branche d'activité .. 80
51 — Chômage complet indemnisé selon la base d'admission, la durée d'inactivité et le sexe 81
52 — Bénéficiaires du programme de résorption du chômage 82
53 — Indices HWWA des prix mondiaux des matières premières 83
54 — Indices des prix de gros 84
55 — Indices des prix à la consommation 86
56 — Variations de l'indice des prix à la consommation et part relative des composantes ... 87
57 — Evolution du compte des ménages 89
58 — Chiffre d'affaires en volume selon les déclarations à la TVA 91
59 — Immatriculations de véhicules 92
60 — Chiffre d'affaires en volume des services selon les déclarations à la TVA 93
61 — Indicateur de la situation financière des ménages 94
62 — Indicateur de la capacité d'épargne des ménages 94
63 — Aperçu des opérations du Trésor et variations de la dette publique 97
64 — Répartition des recettes sur base de la situation du Trésor 98
65 — Evolution des moyens budgétaires accordés par l'Etat aux Communautés et aux Régions 99
66 — Aperçu des opérations budgétaires sur base de caisse de l'Etat central, des Régions et des Communautés 100
67 — Total des recettes fiscales 102
68 — Répartition des dépenses de caisse 104
69 — Charges d'intérêt de la dette de l'Etat 105
70 — Financement monétaire du solde net à financer 105
71 — Financement du déficit par émissions en francs belges 106
72 — Evolution de divers taux d'intérêt 108
73 — Appréciation ou dépréciation des cours nominaux de change effectifs 110
74 — Evolution de l'indice des prix implicite de la consommation privée 112
75 — Principaux agrégats économiques 122

LISTE DES GRAPHIQUES

1 — Production industrielle dans quelques pays
2 — Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et des investissements
3 — Indicateur de la conjoncture de la Banque Nationale
4 — Evolution des prix de gros et de détail
5 — Emploi, chômage et production

LISTE DES ABREVIATIONS

ABB	Association belge des banques
AR	Arrêté Royal
BNB	Banque Nationale de Belgique
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEE	Communauté Economique Européenne
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
CIFoP	Centre Inter-universitaire de Formation Permanente
CLIO	Classification « Entrées-Sorties »
CPAS	Centre Public d'Aide Sociale
DGED	Direction Générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques
DM	Deutsche Mark
ECU	Unité monétaire européenne
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques
FB	Franc Belge
FF	Franc Français
Fl	Florin hollandais
FMI	Fonds Monétaire International
HORECA	Hôtels, Restaurants et Cafés
HWWA	Hamburgisches Weltwirtschaftsarchiv
GATT	Accord Général sur le Commerce et les Tarifs
INAMI	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité
INS	Institut National de Statistique du Ministère des Affaires économiques
IRES	Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain
IRG	Institut de Réescompte et de Garantie
IRSIA	Insitut pour la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture
ITR	Institut du Transport Routier
MAE	Minstère des Affaires économiques
MB	Moniteur Belge
NACE	Nomenclature des Activités économiques dans la Communauté Européenne
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OCR	Office de la Circulation Routière
ONEm	Office National de l'Emploi
ONSS	Office National de Sécurité Sociale
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
Paribas	Banque de Paris et des Pays-Bas
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
RFA	République Fédérale Allemande
RTT	Régie des Télégraphes et Téléphones
SME	Système Monétaire Européen
SNCB	Société Nationale des Chemins de Fer Belges
SNCI	Société Nationale de Crédit à l'Industrie
TRB	Tonneau Registre Brut
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEBL	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

1. L'ECONOMIE INTERNATIONALE

L'évolution économique dans le monde en 1984 a été profondément marquée par la poursuite de la croissance de la demande et de l'activité aux Etats-Unis, laquelle a entraîné une progression considérable du commerce mondial. Cette dernière aurait été, selon le GATT, de 8 % en volume par rapport à l'année antérieure, contre à peine 2 % en 1983.

Pendant ce temps, les pays développés ont maintenu leurs efforts en vue de ralentir la hausse des prix là où elle apparaissait encore trop rapide, comme en France ou en Italie, ou pour lui conserver un rythme modéré là où les résultats obtenus étaient déjà satisfaisants, comme en République fédérale d'Allemagne et au Japon.

1.1 L'ACTIVITE AUX ETATS-UNIS

L'expansion de l'économie américaine, en cours depuis la fin de 1982, s'est poursuivie tout au long de 1984. Son rythme, très rapide pendant les premiers mois de l'année, s'est progressivement ralenti par la suite. Selon le Département du Commerce, le PNB a augmenté de 10,8 %; à prix constants, sa hausse atteint 6,8 %. L'augmentation des stocks a joué un rôle positif très important dans cette expansion au cours des premiers mois ainsi qu'au troisième trimestre, tandis que le commerce extérieur a exercé une influence de plus en plus négative dans le temps.

L'activité industrielle (tableau 1), très intense jusqu'à l'été, s'est stabilisée par la suite. La progression des investissements productifs a été considérable: elle dépasse 13 % dans l'industrie manufacturière. Cependant, ceux-ci n'atteignent pas leur niveau d'avant la récession.

L'accroissement des dépenses de consommation, sensible au deuxième trimestre, est devenu minime au troisième. Toutefois, une reprise paraît être intervenue au cours des derniers mois.

L'emploi a continué d'augmenter durant toute l'année (+ 4,5 %). Sa crois-

TABLEAU 1 - **Production industrielle dans les principaux pays**

chiffres corrigés des variations saisonnières, 1980=100

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983	1984			
				I	II	III	IV
Etats-Unis	102,7	94,3	100,4	108,7	111,0	112,7	112,1
CEE	97,8	96,3	97,0	99,7	97,9	100,9	100,8
Belgique	97,2	97,0	99,0	100,9	104,4	102,2	103,8
Pays-Bas	98,0	94,0	96,0	101,0	102,0	102,0	100,0
France	99,0	97,0	98,0	100,0	98,0	100,0	100,0
RFA	99,0	96,0	96,0	100,0	95,0	101,0	103,0
Royaume-Uni	96,4	98,6	101,9	104,0	101,8	102,1	103,3
Italie	97,8	95,4	92,3	94,4	94,9	96,6	94,9
Japon	101,0	101,4	105,0	112,6	115,4	117,3	120,4

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques.

sance est particulièrement forte dans les secteurs des services et du commerce. Dans l'industrie manufacturière, il a retrouvé 70% des postes perdus au cours de la récession de 1981-1982. Le taux de chômage (tableau 2), de 9,5 % de la main-d'oeuvre civile en 1983, est revenu à 7,4 % en 1984, ce qui correspond à 8,5 millions de chômeurs.

En dépit de la croissance économique, la hausse des prix (tableau 3) n'a pas marqué d'accélération importante; en décembre, l'augmentation des prix à la consommation atteignait 4 % l'an, contre 3,8 % à la fin de l'année précédente. Pour les prix de gros cependant, la hausse depuis le début de l'année s'élevait à 1,8 % contre 0,6 % en 1983.

TABLEAU 2 - **Taux de chômage (a) dans les principaux pays**

chiffres corrigés des variations saisonnières, en % de la population active

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983	1984			
				I	II	III	IV
Etats-Unis	7,5	9,5	9,5	7,8	7,4	7,3	7,1
CEE	7,8	9,1	10,2	10,7	10,9	10,8	10,8
Belgique	11,1	12,6	13,9	13,9	13,9	14,0	14,0
Pays-Bas	8,6	11,4	13,7	14,1	14,3	13,9	13,4
France	7,3	8,2	8,4	9,3	9,8	10,0	10,1
RFA	4,4	6,1	8,0	8,2	8,7	8,9	8,5
Royaume-Uni	10,6	12,3	13,1	13,1	13,2	13,2	13,4
Italie	8,3	9,0	9,8	10,7	10,4	9,7	10,0
Japon	2,2	2,4	2,6	2,7	2,7	2,8	2,7

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

(a) Ces taux, calculés sur la base des données nationales, ont été corrigés de façon à les rendre relativement comparables d'un pays à l'autre; ils sont homogènes dans le temps.

D'après les statistiques du Département du Travail, la hausse du salaire horaire dans l'ensemble de l'économie, secteurs agricole et public exclus, atteint en moyenne 4,6 % par rapport à l'année précédente, ce qui implique une très légère augmentation de son pouvoir d'achat (0,3 %). La croissance de la productivité est estimée à 3,1 % de sorte que l'augmentation du coût de la main-d'oeuvre par unité produite est de 1,5 % contre 1,4 % en 1983. Elle avait atteint 11,0 % en 1980, 7,3 % en 1981 et 7,9 % en 1982; il faut remonter à 1965 pour trouver un taux aussi faible.

Déjà considérable au cours des années antérieures, le déficit de la balance commerciale (tableau 4) s'est largement aggravé en 1984 : la hausse du dollar et la croissance de l' économie augmentent les importations et freinent les exportations des Etats-Unis. En outre, le surplus net des services tend à fléchir à la suite notamment du coût élevé des emprunts extérieurs. Il en résulte un déficit considérable du compte courant de la balance des paiements qui s'est élevé à 101,6 milliards de dollars; il avait déjà atteint un record avec 41,5 milliards de dollars en 1983.

1.2 ACTIVITE DANS LES AUTRES PAYS DEVELOPPES

La croissance Outre-Atlantique a entraîné l'expansion des économies des autres pays développés, principalement par le biais du commerce international. Des différences apparaissent cependant selon qu'il s'agit du Japon ou de la Communauté économique européenne. Cette forte demande américaine a suscité un regain, parfois important, des investissements dans la CEE.

Au Japon, le taux de croissance pour l'année écoulée a atteint 5,8 % au lieu de 3,4 % un an auparavant. Le principal soutien est venu de la demande extérieure: les exportations japonaises ont en effet progressé de 15,5 % en dollars après avoir déjà crû de 6,3 % en 1983.

Dans la Communauté européenne, la croissance économique est demeurée modérée en 1984. La Commission évalue à 2,2 % le taux d'expansion économique de l'ensemble des pays membres, ce qui constitue un meilleur résultat qu'au cours des années précédentes: en effet, après un faible recul en 1981, seules des progressions modestes avaient été enregistrées les deux années suivantes. Les exportations de biens et services furent à la base de cet accroissement: elles auraient en effet augmenté de 6,4 % à prix constants au lieu de 2,3 % en 1983 et 0,9 % en 1982.

La production japonaise (tableau 1) a augmenté plus rapidement en 1984 qu'au cours de l'année précédente. Dans la CEE également, la reprise de la production industrielle s'est accélérée. Il convient de rappeler qu'elle avait fléchi en 1981 et 1982 pour se redresser l'année suivante.

L'investissement productif a constitué au Japon et dans les autres pays industrialisés, et après l'exportation, un deuxième facteur de soutien de l'activité sans atteindre cependant dans l'ensemble le rythme de croissance américain. C'est ainsi qu'en République fédérale d'Allemagne, après la forte avance enregistrée en

1983, les dépenses d'investissement, relativement élevées au premier trimestre, ont reculé ensuite au deuxième et avancé à nouveau au troisième. En France, après trois années de baisse, elles devraient avoir haussé légèrement à prix constants. Selon le Département du Commerce et de l'Industrie, une hausse de celles-ci se serait produite au Royaume-Uni.

Au Japon, la consommation privée s'est accrue de 3,5 % tandis que dans la CEE, elle ne haussait que de 1,2 %, ce qui correspond à l'augmentation des revenus réels disponibles.

Les efforts entrepris et poursuivis partout en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises en limitant les hausses de salaires, pèsent sur le pouvoir d'achat des ménages et sur leurs dépenses de consommation. A ceci s'ajoutent les mesures visant à rétablir ou à maintenir les équilibres intérieurs - budget, croissance monétaire - et extérieurs - balance des paiements - qui ont les mêmes effets restrictifs sur la consommation.

Les pays développés ont connu des évolutions divergentes concernant l'emploi, comme ce fut déjà le cas un an auparavant. A la différence de ce qui s'est produit Outre-Atlantique, l'emploi en Europe ne semble au mieux que s'être stabilisé après deux années successives de recul. La main-d'oeuvre disponible a continué d'augmenter lentement de sorte que le chômage (tableau 2) s'est encore aggravé: son taux moyen s'établit à 10,8 % pour l'ensemble des pays de la CEE contre 10,2 % et 9,2 % les deux années précédentes. Hormis l'Irlande, les taux les plus élevés sont ceux de la Belgique et des Pays-Bas; à l'exception du grand-duché de Luxembourg, le taux le plus faible est celui de la RFA .

Au Japon, les prix à la consommation (tableau 3) n'ont que peu haussé alors que ceux de gros restaient pratiquement stables.

En Europe, l'évolution des prix est demeurée modérée là où elle l'était déjà et s'est nettement ralentie dans les pays où elle était restée rapide, sauf en Grèce. Des

TABLEAU 3 - **Evolution des prix à la consommation dans les principaux pays**

1980=100

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983	1984			
				I	II	III	IV
Etats-Unis	110,4	117,1	120,9	124,1	125,5	126,9	127,8
CEE	111,1	122,1	131,2	136,4	138,6	139,9	141,9
Belgique	107,6	117,0	126,0	131,5	133,4	134,9	136,1
Pays-Bas	106,7	113,1	116,2	118,8	119,8	120,0	121,3
France	113,4	126,8	139,0	145,4	148,1	150,6	152,7
RFA	106,3	111,9	115,6	117,7	118,3	118,3	119,2
Royaume-Uni	111,9	121,5	127,1	130,4	133,1	134,2	135,9
Italie	117,8	137,3	157,3	169,1	173,0	175,5	179,7
Japon	104,9	107,7	109,7	111,2	112,1	111,9	113,3

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

écarts encore importants ont néanmoins encore subsisté entre les taux d'inflation des pays de la Communauté. Hormis la Grèce, l'Italie connaît la hausse la plus forte, même si elle a diminué de moitié depuis 1980; la progression la plus faible est enregistrée par la RFA suivie par les Pays-Bas.

TABLEAU 4 - **Balance commerciale des principaux pays**

moyennes mensuelles-millions de dollars

Pays ou groupes de pays	1981	1982	1983	1984			
				I	II	III	IV
Etats-Unis	-2270	-2640	-4793	-8907	-8590	-10495	-7929
CEE	-2858	-2267	-1413	-1250	-2056	- 1175	
UEBL	- 531	- 452	- 188	- 149	- 259	- 424	
Pays-Bas	212	304	344	227	481	152	493
France	-1602	-1919	-1148	-1168	- 916	- 613	- 726
RFA	1049	1784	1403	1593	1118	1656	1987
Royaume-Uni	52	- 205	- 690	- 508	-1066	- 1044	- 894
Italie	-1291	-1045	- 629	- 845	-1078	- 568	
Japon	758	594	1717	2407	2719	2513	3522

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

Dans la CEE, malgré le redressement conjoncturel, la hausse des rémunérations a continué de ralentir: 6 % contre 7,6 % en 1983. Elle est cependant demeurée plus élevée qu'aux Etats-Unis et au Japon.

Au Japon, le surplus de la balance commerciale reste considérable tout comme celui du compte courant de la balance des paiements. Néanmoins, par suite d'importantes sorties de capitaux, la balance de base accuse un déficit de 17,4 milliards de dollars.

Les exportations de la CEE ont augmenté de 6,4 % en volume et les importations, de 5,9 %. La reconstitution des stocks et les efforts d'équipement expliquent cette dernière progression. Cependant, à la suite de la dégradation des termes de l'échange, due essentiellement à la revalorisation de la monnaie américaine, une légère détérioration du compte courant de la balance des paiements est enregistrée.

L'augmentation des exportations mondiales, largement dependantes de l'évolution aux Etats-Unis, a profité surtout aux pays industrialisés qui ont accrû leur part du commerce mondial.

L'amélioration de l'activité économique dans le monde développé n'a toutefois profité que très modérément aux pays en développement, essentiellement producteurs de matières premières. La demande de celles-ci a continué de se redresser, mais très lentement, alors que l'offre, à la suite des investissements réalisés au cours des années antérieures, avait notablement progressé. Estimés en dollars, les cours des matières premières, encore en léger progrès au cours des premiers mois de 1984, se sont effrités par la suite: à la fin de l'année, l'indice Dow Jones du comptant accusait un recul de 14,7% en un an. Par contre, le fléchissement des prix des produits industriels, encore très marqué en 1983, s'est ralenti

progressivement au cours du premier semestre et la tendance s'est inversée durant le second. Il en est résulté pour les pays producteurs de matières premières une détérioration des termes de l'échange. Le marché pétrolier est demeuré faible. Les cotations libellées en dollars ont encore baissé à la suite de la faible demande et de la surabondance de l'offre liée aux dépassements des quotas de production de certains pays membres de l'OPEP et à l'accroissement de production de pays non membres du cartel.

Les résultats économiques globaux de l'URSS ne devraient pas être aussi bons qu'en 1983, en raison essentiellement d'une récolte plus médiocre que celle de l'année précédente. Les pays de l'Europe de l'Est devraient s'être maintenus de manière générale au moins au taux de croissance modeste qu'ils avaient connu en 1983.

1.3 ASPECTS MONETAIRES ET FINANCIERS

L'évolution du dollar a entraîné des tensions persistantes sur les marchés des changes et des répercussions non négligeables sur les cours des matières premières et des denrées. Aux Etats-Unis, le recours de plus en plus large au crédit effectué par le secteur public, dû aux déficits croissants des comptes des autorités fédérales et aux besoins considérables de financement de l'économie, entrée dans une phase de croissance rapide, n'a continué de rencontrer qu'une offre parcimonieuse à la suite du maintien de la politique monétaire restrictive pratiquée au cours des années antérieures.

Les taux d'intérêt, déjà élevés au début de l'année, ont encore haussé dès le mois de mars. Ils n'ont commencé à fléchir qu'à la fin du troisième trimestre,lorsqu'est clairement apparu le net ralentissement de la croissance économique.

La hausse du cours du dollar sur les marchés de changes, déjà sensible en 1982 et 1983, s'est poursuivie en 1984. Le recul des taux d'intérêt en fin d'année n'a pas pu l'entamer. Ce dollar fort pèse de plus en plus lourd sur la compétitivité de nombreux secteurs de l'industrie américaine, ce qui, avec la vive progression de la demande intérieure liée à l'expansion économique, a entraîné une aggravation sensible du déficit commercial des Etats-Unis.

La croissance monétaire a été vive au premier semestre : aux besoins considérables de capitaux du secteur public, s'est ajoutée une forte demande du secteur privé; pendant cette période, le rythme annuel de croissance du crédit à court terme aux entreprises a été proche de 17%. Il en est résulté une hausse des taux d'intérêt tant sur le marché monétaire que sur celui des capitaux. Le taux préférentiel des banques, fixé à 11% depuis août 1983, a été relevé par paliers pour atteindre 13% en juin.

Sur le marché des capitaux, le taux des emprunts d'Etat à long terme calculé par la Réserve fédérale, déjà en hausse au second semestre de 1983, s'est encore redressé pour atteindre 13% en moyenne en juin 1984 contre 10,8 % pour l'année précédente. Dès septembre cependant, les autorités monétaires, sensibles au ralentissement de la croissance et à la perte de compétitivité des entreprises due

à la hausse du dollar, ont mis à profit le ralentissement de la croissance monétaire pour alléger leur pression sur les réserves bancaires.

Cette orientation nouvelle de la politique des autorités monétaires s'est concrétisée par un repli des taux qui s'est accentué au cours des deux derniers mois à la suite de la baisse du taux d'escompte du système fédéral de réserve de 9% à 8,5% le 21 novembre et à 8% un mois plus tard. Le taux préférentiel des banques est de la sorte revenu par étapes à 10,75% en fin d'année.

Les taux ont évolué de manière parallèle sur le marché des capitaux. Le rendement des fonds d'Etat, en hausse au début de l'année, a fléchi de quelque 2% entre juillet et décembre.

Une des raisons principales du niveau élevé des taux demeure l'importance des appels du Trésor au marché des capitaux. Le déficit du budget fédéral pour l'exercice 1983-1984, qui s'est clôturé le 30 septembre, s'élève à 175 milliards de dollars; il est le plus élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour l'exercice suivant, il devrait atteindre, d'après des prévisions faites en août, 172 milliards; il était toutefois déjà admis à la fin de l'année que ce montant pourrait être largement dépassé si de nouvelles mesures n'étaient pas prises rapidement.

Au Japon, le taux de croissance de la masse monétaire serait de 7,7 %. En ce qui concerne les finances publiques, une diminution insignifiante des dépenses est constatée (-0,1 %) par rapport à l'exercice précédent, en dépit de l'accroissement du coût de la dette publique. L'emprunt néanmoins aura dû assurer encore 25 % des dépenses et le déficit de l'Etat représente 4,3 % du produit national brut.

Dans la Communauté, la politique monétaire menée a contribué sans conteste à renforcer la stabilité des monnaies tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Une décélération de la masse monétaire dans les pays où l'inflation reste un problème s'est produite, sans cependant que le manque de liquidités n'entrave la reprise économique. La baisse des taux d'intérêt européens, souhaitée pour faciliter la reprise de l'expansion et réduire le coût de la dette publique, a été contrecarrée par les hauts taux d'intérêt aux Etats-Unis qui ont entraîné un mouvement de capitaux vers ce pays et ainsi influencé les taux de change. La hausse des taux américains n'a cependant que peu été suivie et les taux européens se sont même détachés de l'évolution des premiers cités, en contre partie, il est vrai, d'une dépréciation de l'ECU. Toutefois, le SME a connu une période de stabilité remarquable.

La maîtrise des déficits budgétaires a encore constitué la pierre angulaire des politiques gouvernementales. Les mesures d'assainissement ont été maintenues partout sous la double contrainte du dollar élevé et des hauts taux d'intérêt.

Le 20 août 1982, le gouvernement du Mexique sollicitait un délai pour le remboursement de la partie de sa dette extérieure arrivant à maturité. Cet événement a mis en évidence la dégradation de la situation financière de nombreux pays en développement. En outre, il a montré l'extrême vulnérabilité de nombreuses banques importantes, fortement engagées dans ces pays et il les a rendues beaucoup plus réticentes dans l'octroi de nouveaux crédits.

Au cours des mois suivants, de nombreux pays ont effectivement été amenés à solliciter des délais pour le remboursement de leurs dettes. Pendant l'année 1983, plusieurs accords de rééchelonnement ont été négociés avec la participation du Fonds Monétaire International,

tandis que les banques ont continué de freiner l'augmentation de leurs créances sur les pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Les pays les plus endettés ont, de leur côté, fait des efforts considérables dès 1982 en vue d'améliorer leurs comptes extérieurs, notamment en réduisant leurs importations, tandis que leurs exportations bénéficiaient de la reprise mondiale.

TABLEAU 5 - **Taux d'intérêt à court terme dans les principaux pays**

% par an

Pays ou groupe de pays	1981	1982	1983	1984			
				I	II	III	IV
Etats-Unis	12,97	7,98	8,94	9,76	9,77	10,27	7,75
CEE							
Belgique	16,00	12,25	10,85	12,25	11,75	11,00	10,75
Pays-Bas	11,10	5,73	6,18	6,11	6,12	6,27	5,80
France	15,26	12,71	12,19	12,54	12,23	11,05	10,69
RFA	10,82	6,62	6,48	5,86	6,13	5,82	5,83
Royaume-Uni	14,78	9,72	8,84	8,38	8,86	9,98	9,12
Italie	21,36	19,11	16,95	15,61	14,85	15,40	14,69
Japon	6,75	6,96	6,45	6,41	6,35	6,32	6,33

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

Ainsi, pour les onze premiers mois de 1984, le Brésil accuse un excédent de 12 milliards de dollars de sa balance commerciale (5,9 milliards pour la même période de 1983), ce qui correspond à l'objectif qu'il s'était fixé pour l'année entière.

Les résultats obtenus ont quelque peu calmé les craintes au sujet des possibilités des Etats de faire face aux échéances futures. En outre, ils ont entraîné pour 1984 une amélioration des conditions des nouveaux emprunts et l'allongement de leur durée de maturité. Enfin, des accords de rééchelonnement portant sur plusieurs années ont été conclus. Cependant, ces efforts de rétablissement de leur équilibre externe ont entraîné pour les pays en développement non producteurs de pétrole un net ralentissement de la croissance de leur économie.

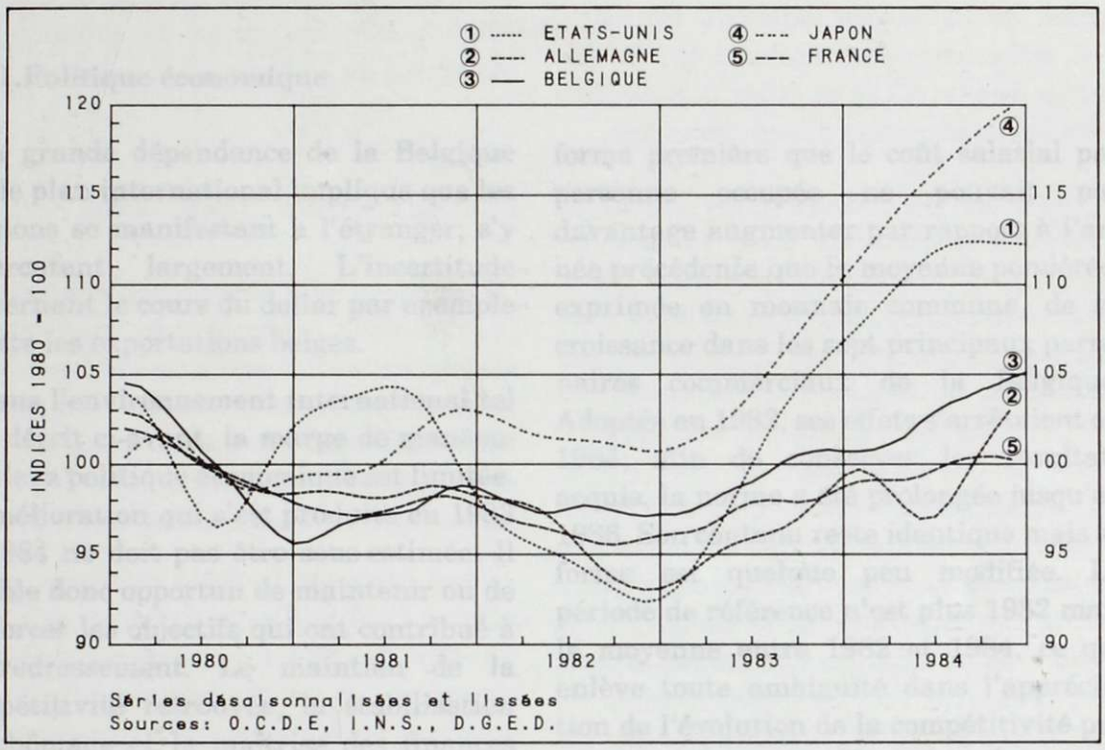
La dette extérieure de ces pays a continué de s'accroître en 1984, indépendamment de la hausse du dollar : un des principaux postes des dépenses est en effet constitué par le service de la dette existante.

Les principaux créditeurs de ces pays sont les banques commerciales. Les banques américaines en particulier sont fortement impliquées dans ces opérations : elles ont fourni quelque 40% de l'ensemble des crédits et pour plusieurs d'entre-elles, ceux-ci dépassent largement le montant de leurs avoirs propres. Une étude récente montre que les neuf principales banques des Etats-Unis possèdent des créances sur les pays en développement et ceux à commerce d'Etat pour un montant représentant 280 % de leurs fonds propres.

SYNTHESE 1

En cours depuis la fin de 1982, l'expansion de l'économie américaine s'est poursuivie durant toute l'année écoulée; son rythme, rapide au début, s'est quelque peu affaibli par la suite. Cette vigoureuse croissance a entraîné dans son sillage les économies de la plupart des pays développés (graphique 1), principalement par le biais du commerce international. Des différences, parfois importantes, sont cependant apparues entre les taux d'expansion au Japon et dans la CEE.

GRAPHIQUE 1 : **Production industrielle dans quelques pays**



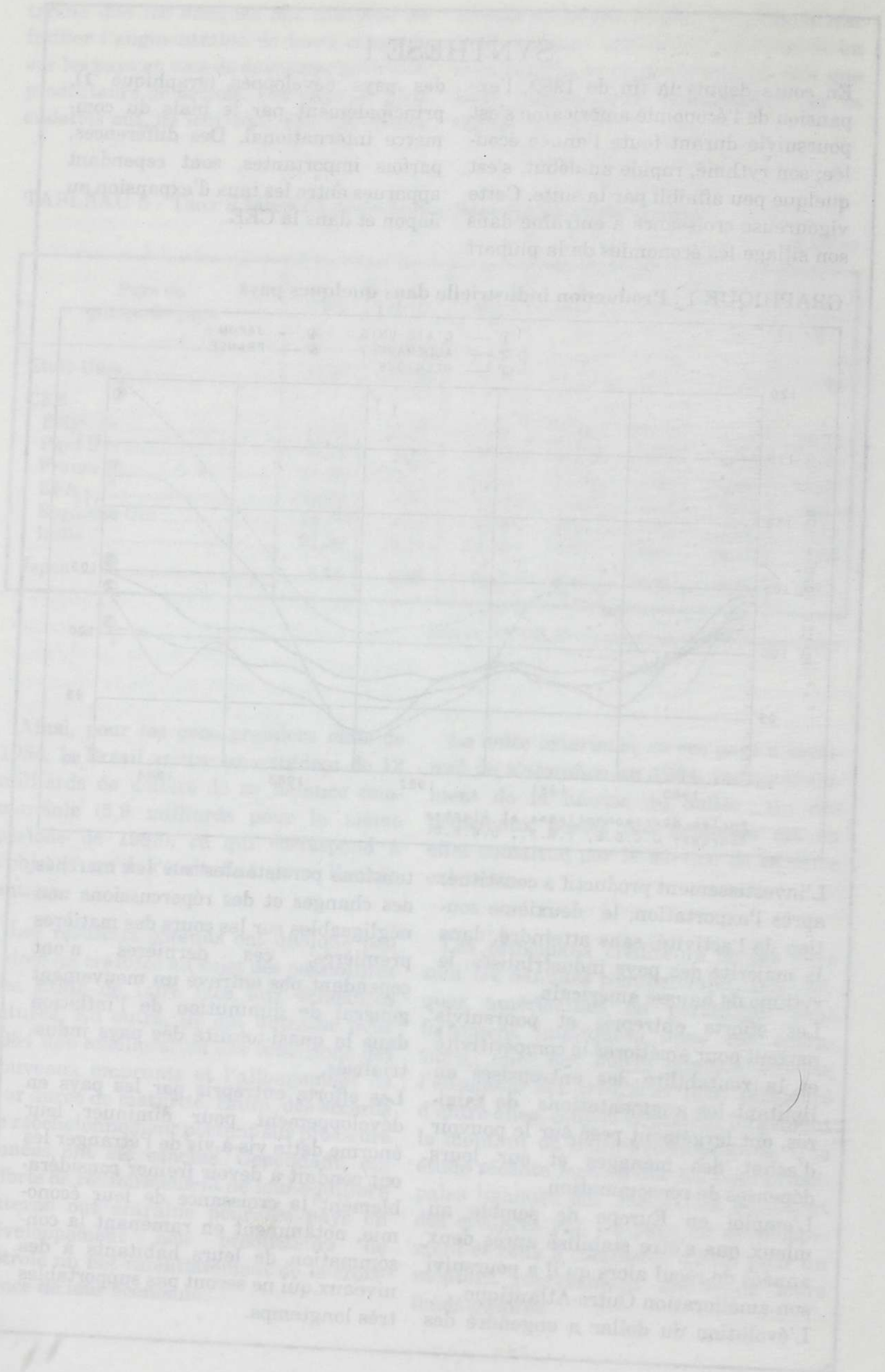
L'investissement productif a constitué, après l'exportation, le deuxième soutien de l'activité, sans atteindre, dans la majorité des pays industrialisés, le rythme de hausse américain.

Les efforts entrepris et poursuivis partout pour améliorer la compétitivité et la rentabilité des entreprises en limitant les augmentations de salaires, ont largement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages et sur leurs dépenses de consommation.

L'emploi en Europe ne semble au mieux que s'être stabilisé après deux années de recul alors qu'il a poursuivi son amélioration Outre-Atlantique.

L'évolution du dollar a engendré des tensions persistantes sur les marchés des changes et des répercussions non négligeables sur les cours des matières premières; ces dernières n'ont cependant pas entravé un mouvement général de diminution de l'inflation dans la quasi-totalité des pays industrialisés.

Les efforts entrepris par les pays en développement pour diminuer leur énorme dette vis-à-vis de l'étranger les ont conduit à devoir freiner considérablement la croissance de leur économie, notamment en ramenant la consommation de leurs habitants à des niveaux qui ne seront pas supportables très longtemps.



2. L'ECONOMIE BELGE EN 1984

2.1. POURSUITE DU REDRESSEMENT ECONOMIQUE

2.1.1. Politique économique

La grande dépendance de la Belgique sur le plan international implique que les tensions se manifestant à l'étranger, s'y répercutent largement. L'incertitude concernant le cours du dollar par exemple affecte les exportations belges.

Dans l'environnement international tel que décrit ci-avant, la marge de manoeuvre de la politique économique est limitée. L'amélioration qui s'est produite en 1983 et 1984 ne doit pas être sous-estimée. Il semble donc opportun de maintenir ou de renforcer les objectifs qui ont contribué à ce redressement. Le maintien de la compétitivité retrouvée, la stabilisation du chômage et la maîtrise des finances publiques doivent demeurer les objectifs prioritaires de la politique économique.

A. COMPETITIVITE

L'avantage concurrentiel dans les échanges internationaux permet l'apparition de surplus commerciaux grâce à une plus grande capacité exportatrice et conduit à une meilleure utilisation du potentiel de production, et finalement, à l'expansion économique et à l'emploi.

La norme concurrentielle, telle que légalement définie, déterminait dans sa forme première que le coût salarial par personne occupée ne pouvait pas davantage augmenter par rapport à l'année précédente que la moyenne pondérée, exprimée en monnaie commune, de sa croissance dans les sept principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Adoptée en 1982, ses effets s'arrêtaient en 1984; afin de conserver les résultats acquis, la norme a été prolongée jusqu'en 1986. Son contenu reste identique mais sa forme est quelque peu modifiée. La période de référence n'est plus 1982 mais la moyenne entre 1982 et 1984, ce qui enlève toute ambiguïté dans l'appréciation de l'évolution de la compétitivité par rapport à la norme. En outre, il est tenu compte, dans l'appréciation du développement de la norme, des améliorations attendues dans le cadre du marché du travail, pour autant que celles-ci favorisent la compétitivité.

B. CHOMAGE

La stabilisation du chômage peut apparaître comme un objectif modeste, surtout lorsque le nombre de sans-emploi dépasse les 500 000 unités. Il est cependant difficile de dépasser ce but parce que la faible croissance en Europe ne parvient en géné-

ral au mieux qu'à absorber une partie seulement de l'accroissement naturel de la population active.

Les instruments et mécanismes pour réaliser cette politique sont résumés ci-après:

- prolongation des conventions collectives de travail concernant le système « 5.3.3. » de 1983-1984 à 1985-1986: diminution de 5 % du temps de travail, modération de la hausse salariale limitée à 3 %, embauche compensatoire de 3 %. Les postes de travail ainsi créés doivent être maintenus au moins durant deux ans.

- création d'un cadre dans lequel de nouvelles discussions pour promouvoir l'emploi en 1985-1986 trouveront place: comme un accord inter-professionnel n'est pas apparu possible, des négociations par secteur et, au besoin, par entreprise ont été prévues; leurs modalités sont caractérisées par un haut degré de liberté pour les entreprises, mais l'objectif final demeure l'amélioration de l'emploi et non un accroissement des rétributions personnelles. Les impératifs de la compétitivité ne doivent en effet pas être perdus de vue, tout comme il doit être tenu compte de l'influence de la flexibilité du travail.

- modération salariale dans le secteur privé, consacrée à l'emploi dans le cadre d'un accord inter-professionnel. En principe, un montant de 1,5 % de la masse salariale annuelle est réservé à cet effet. Au cas où l'accord concernant la réduction du temps de travail et l'embauche compensatoire n'est pas appliqué par une entreprise, il lui est imposé de verser, à un fonds pour l'emploi, un montant égal à l'épargne qui découle de la modération salariale. Dans le secteur public, le système prévoit une diminution de 3,5 % de la masse salariale à la fin de la période couverte par le plan d'assainissement, mais la stabilité de l'emploi serait assurée par une substitution progressive d'emplois à temps partiel à un certain pourcentage des emplois à temps complet.

Il convient de rappeler que la stabilisation du nombre de places de travail ne suffit pas à contenir le chômage. En effet, la croissance annuelle de la population active rend nécessaire des mesures complémentaires pour incorporer ces nouveaux venus dans le circuit de travail. A cette fin, les moyens financiers des programmes de résorption du chômage ont été accrus de 15 % dans le budget de 1985.

C. POLITIQUE BUDGETAIRE

L'ampleur et l'importance cruciale du problème des finances publiques dans la réalisation des objectifs de l'actuelle politique ne permettent pas de lui apporter une solution en une année. Aussi un plan pluri-annuel d'assainissement de ce secteur a-t-il été mis en oeuvre en 1984.

Sans ramener la dette publique, qui a atteint 4224 milliards de francs soit 96 % du PNB en 1984, à un niveau plus bas, il ne saurait y avoir ni la conduite d'une politique sérieuse ni une quelconque crédibilité vis-à-vis de l'étranger.

La réalisation de cet objectif impose l'utilisation d'instruments plus complexes que les précédents parce qu'ils recouvrent certains de ceux qui ont déjà été maniés à d'autres fins, comme la compétitivité et l'emploi, lesquels relèvent de la politique des revenus.

Premier instrument, la modération globale des revenus est assurée par la suppression d'une tranche d'indexation de 2 %, aussi bien dans le secteur privé que public; une modération identique est prévue pour les revenus des indépendants. En outre, la cotisation de solidarité sur les revenus supérieurs à 3 millions est main-

tenue pour les années fiscales 1986 et 1987; sa recette doit servir à la fois à l'emploi et à la compétitivité. De plus, les allocations sociales sont comprimées pour restaurer l'équilibre entre recettes et dépenses dans le secteur de la sécurité sociale auquel une part de la modération globale est également affectée.

La seconde mesure vise à corriger la structure des dépenses de l'Etat. La limitation des dépenses publiques frappe aussi bien celles de sécurité sociale que de fonctionnement (diminution de 3,5 % de la masse salariale du personnel de l'Etat) tout comme le budget de l'Education nationale.

Le résultat de ces mesures devrait ramener le solde net à financer du Trésor à 10,4 % du PNB en 1985 contre de 12,6 % en 1983 et 11,3 % en 1984.

2.1.2. Les investissements

Alors qu'elle avait fortement reculé en 1983 (- 6,4 % en volume par rapport à l'année précédente), la formation brute de capital fixe s'est sensiblement accrue en 1984: sa hausse en volume est estimée, selon le Budget économique - en l'absence au moment de la rédaction de ce commentaire des données de la comptabilité nationale - , à 5,2 % par rapport à l'année précédente.

Le redressement de la propension à investir est manifeste dans les entreprises dont les investissements productifs auraient augmenté de 8,6 % en volume par rapport à l'année précédente. Une progression de 3,3 % des investissements en logements peut également être attendue en 1984, tandis que les investissements publics, en raison des contraintes budgétaires, poursuivraient leur baisse avec une diminution de 4,6 %, pourcentage toutefois inférieur à celui de 1983 (- 7,3 %).

A. LES INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES

Pour l'ensemble des déclarants, le montant des investissements déclarés à la TVA a augmenté de 16 % en valeur, soit un peu plus de 10 % en volume, entre 1983 et 1984. La hausse en valeur atteint 18 % pour les industries manufacturières et 21 % pour les entreprises non industrielles.

Le redressement des investissements a été important dans l'industrie manufacturière là où leur profil d'évolution apparaissait ces dernières années assez insatisfaisant. A une longue période de déclin de 1975 à 1978, avait succédé une reprise qui culminait en 1980 à un niveau inférieur de près de 25 % au sommet de 1974; après un nouveau recul en 1981, une progression menait le volume des investissements de l'industrie manufacturière en 1982 à 20 % au-dessous de celui de 1974. Après un nouveau retrait en 1983, le niveau atteint en 1984 serait de peu supérieur à celui de 1982.

Comme le montre le tableau 6, les fabrications métalliques, et en particulier la construction d'automobiles, l'industrie textile, l'industrie du papier, l'imprimerie et l'édition, ainsi que l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques ont connu, au sein de l'ensemble manufacturier, les augmentations les plus élevées des investissements. La progression demeure également sensible dans l'industrie chimique, pour la seconde année consécutive, ainsi que dans celle du bois et des meubles en bois, tandis que l'industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac n'enregistre qu'une stagnation après la progression marquée de 1983.

La restructuration de la sidérurgie ne se traduit pas encore par un développement des investissements, comme c'est le cas du secteur textile.

Les investissements dans le secteur électrique, qui sont nécessairement plus irréguliers en raison de la nature des équipements mis en oeuvre, reculent à nouveau après avoir crû assez fortement dans un passé relativement récent.

Dans les entrerpises non industrielles, l'augmentation des investissements est importante dans le commerce, et notamment le commerce de gros, mais la hausse la plus remarquable se situe dans les différentes branches du crédit ainsi que dans les services aux entreprises (particulièrement la location de biens mobiliers).

TABLEAU 6 - **Investissements selon les déclarations à la TVA.**

Variations en % calculées sur des données à prix courants

Branches d'activité	1983 / 1982	1984 / 1983
Combustibles solides	41,8	-11,8
Raffineries de pétrole	-30,0	48,8
Electricité et énergie nucléaire	- 7,8	- 9,9
Gaz	-41,8	31,3
Métallurgie de base (a)	- 8,8	- 2,1
Industrie chimique	13,9	9,0
Fabrications métalliques	-17,9	24,1
dont : ouvrages non mécaniques en métal	-17,1	38,8
construction de machines	21,5	19,9
industrie électro-technique	3,1	32,6
construction d'automobiles	-29,7	42,3
Production alimentaire, boissons, tabacs	18,3	1,4
Industrie textile	33,1	53,1
Industrie du bois et du meuble	16,8	12,4
Industrie du papier, imprimerie, édition	1,8	40,4
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	2,8	27,4
Bâtiment et génie civil	- 0,1	9,7
Ensemble des industries	- 2,9	11,8
Commerce	4,9	20,4
dont : commerce de gros	1,4	20,6
Transports et communications	- 5,7	13,5
Crédit, assurances, services aux entreprises	16,6	37,2
Autres services	12,9	2,2
Ensemble des entreprises non industrielles	3,3	20,6
Ensemble des déclarants	0,1	16,3

Source : Ministère des Affaires économiques, INS.

(a) Essentiellement la sidérurgie.

a. Les facteurs de la reprise

La reprise des investissements dans les branches d'activité manufacturières en 1984 s'est opérée après un redressement, en 1983, de la demande extérieure vers laquelle est orientée la majorité de la production de ces secteurs.

Cette influence décisive de la demande sur l'investissement des entreprises rencontre les conclusions de divers travaux menés en vue de mesurer les sensibilités sélectives des investissements aux divers déterminants de l'investissement relevés par la théorie économique qui en distingue essentiellement deux catégories.

La première catégorie reflète la préférence accordée par les agents économiques aux éléments de prix. L'investissement est dès lors fonction du coût anticipé du capital et du travail, étant entendu par ailleurs que les débouchés ne subissent aucune contrainte, c'est-à-dire que les quantités produites sont entièrement

écoulées sur des marchés parfaitement concurrentiels.

La seconde catégorie de déterminants met au contraire l'accent sur les différentes contraintes qui peuvent exister, notamment au niveau des débouchés (ce qui est le cas en période de croissance faible comme celle entamée depuis le premier choc pétrolier). L'investissement dépend alors étroitement de l'évolution attendue de la demande ou des variations de la production sensées refléter celles de la demande (effet d'accélération).

Depuis 1974, la sensibilité de l'investissement aux perspectives de débouchés n'a cessé de croître dans l'industrie manufacturière belge (avec une brève interruption en 1977) tandis qu'à l'inverse, le coût du capital apparaît exercer un rôle de moins en moins déterminant (1).

Ces mêmes travaux mettent en évidence le comportement dissymétrique de l'investissement en Belgique: il faut des chocs plus importants pour faire redémarrer les investissements que ne doivent être ceux en sens inverse pour les freiner.

Si l'évolution favorable des investissements manufacturiers résulte pour l'essentiel de l'impulsion exercée par la demande extérieure, avec effet décalé dans le temps, il n'est également pas douteux que ce mouvement a été facilité par le redressement des capacités bénéficiaires et l'amélioration des structures financières des entreprises, évolutions plus étroitement liées à la politique gouvernementale menée depuis 1982 . Celle-ci a également bénéficié aux secteurs de production orientés vers le marché intérieur (notamment les services).

Pour l'ensemble de l'économie, l'excédent brut d'exploitation exprimé en pourcent du PIB - qui constitue un indicateur de la capacité bénéficiaire de l'activité productrice et qui n'avait cessé de diminuer depuis le début de la décennie septante (39,3 % en 1970) pour atteindre un plancher en 1981 (30,5 %) - s'est redressé à 32,8 % en 1984. Plus que la grandeur encore limitée de ce taux, c'est l'orientation à nouveau croissante qui apparaît significative.

Dès lors, la dévaluation de février 1982 et la modération salariale imposée qui l'accompagnait, ont permis aux entreprises oeuvrant sur le marché extérieur de bénéficier pleinement du regain de la demande internationale en redressant leur compétitivité.

Parallèlement, la politique de promotion du capital à risques (avantages fiscaux pour les émissions nouvelles de parts de capital, avec pour certaines d'entre-elles, obligation d'investir dans un délais précisé) a contribué de façon appréciable au rééquilibre des comptes financiers.

Une utilisation plus profitable des installations en raison du redressement de la demande, l'augmentation des bénéfices des entreprises, lesquels approvisionnent les comptes de réserve concourant à l'autofinancement des investissements ainsi que l'amélioration de leur structure financière, principalement sous la forme d'un meilleur équilibre entre fonds propres et fonds de tiers, ont donc exercé une action conjointe conduisant à la reprise des dépenses d'équipement en 1984.

---

(1) GERARD (M): Fiscalité, finances publiques et initiative industrielle privée: Le "Dire" de l'économique et les pratiques belges, in 6ème Congrès des Economistes belges de langue française, commission 3, Rapport préparatoire, CIFoP, Bruxelles, 1984.

b. Ampleur de la reprise

Le développement des investissements en 1984, poussé par des perspectives plus positives en matière de demande, n'a cependant pas été d'une ampleur suffisante pour infirmer le constat qui peut être fait par ailleurs d'une faiblesse persistante de l'investissement dans les industries manufacturières depuis 1976.

A cet égard, et si l'investissement est considéré comme générateur du stock brut de capital, il apparaissait en 1974 que le volume des flux cumulés d'investissement au cours des dix années précédentes se montait dans l'industrie manufacturière à 1.142 milliards de francs de 1980 alors qu'au cours des dix années qui suivirent, il n'atteignit plus que 1.020 milliards de francs de 1980, soit un peu plus de 10 % de moins qu'au cours de la première période citée.

En outre, encore qu'il n'existe aucune information statistique organisée en la matière, il est des plus vraisemblable que les déclassements pour raison économique au cours des dix dernières années ont été plus importants qu'au cours des dix années antérieures. De la sorte, le stock net de capital déterminant la capacité de production potentielle devrait avoir diminué sensiblement.

De même le taux d'investissement dans les industries manufacturières (formation brute de capital fixe en pour-cent de la valeur ajoutée) est passé d'un peu plus de 18 % durant la période 1965-1974 à 12 % au cours de celle de 1974-1983.

c. Investissements, emploi et redistribution des activités

Au cours des dix dernières années, l'emploi dans l'industrie manufacturière a diminué d'environ 340 000 unités, soit près de 30 % de l'effectif de 1974, son dernier sommet durant cette période.

La réduction drastique de l'emploi industriel s'est accompagnée de gains de productivité appréciables alors que dans la plupart des secteurs la progression de la production demeurait limitée. De 1974 à 1983, la valeur ajoutée à prix constants de l'industrie manufacturière n' a augmenté en moyenne que de 2,1 % l'an tandis que, calculée par emploi (la productivité apparente du travail), elle progressait en moyenne annuelle de 4,8 %. Cette dernière évolution favorable n'en

TABLEAU 7 - **Efficacité de l'investissement dans les industries manufacturières**

Désignation	1973 / 1964	1983 / 1974	1983 / 1978
Augmentation annuelle moyenne de la valeur ajoutée à prix constants, en %	8,5	1,5	0,9
Taux d'investissement moyen (a)	19,31	12,84	11,83
Efficacité de l'investissement (b)	0,43	0,12	0,08

Source : Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Part en pour-cent de l'investissement dans la valeur ajoutée.

(b) Rapport entre l'augmentation annuelle moyenne en pour-cent du volume de la valeur ajoutée et le taux d'investissement.

était toutefois pas moins inférieure à la hausse de la productivité de 7,2 %, observée entre 1965 et 1974 alors que le volume de la valeur ajoutée augmentait de 7,1 % l'an (graphique 2).

Si la mesure de la productivité du capital apparaît contestée faute d'une statistique satisfaisante du stock de capital, le constat peut cependant être établi d'une baisse de l'efficience du capital dans sa contribution à la formation de la valeur ajoutée ces dernières années.

L'efficacité de l'investissement (rapport entre la progression en volume de la valeur ajoutée et la part en pour-cent de l'investissement dans la valeur ajoutée ou taux d'investissement), qui constitue une approximation de la contribution de l'investissement à la croissance de la production, est passée de 0,43 entre 1965 et 1974 à 0,12 entre 1974 et 1983 et même à 0,08 entre 1978 et 1983 (tableau 7). Cette évolution n'est cependant pas propre à la seule Belgique puisqu'elle peut être observée dans la majorité des pays des Communautés européennes (2).

Il importe toutefois de se garder de toute conclusion hâtive au vu de l'évolution de cet indicateur lié étroitement au cycle de la production. Une stimulation de celle-ci sous l'emprise d'une demande plus dynamique que celle connue depuis 1974, aurait vraisemblablement tôt fait de le ramener à des valeurs plus élevées.

La question de la part de la diminution des postes de travail qui relève d'une insuffisance d'équipements nouveaux par suite d'une adaptation difficile de l'appareil de production aux mutations conjointes de la demande et de l'offre internationales, mérite d'autre part quelque attention.

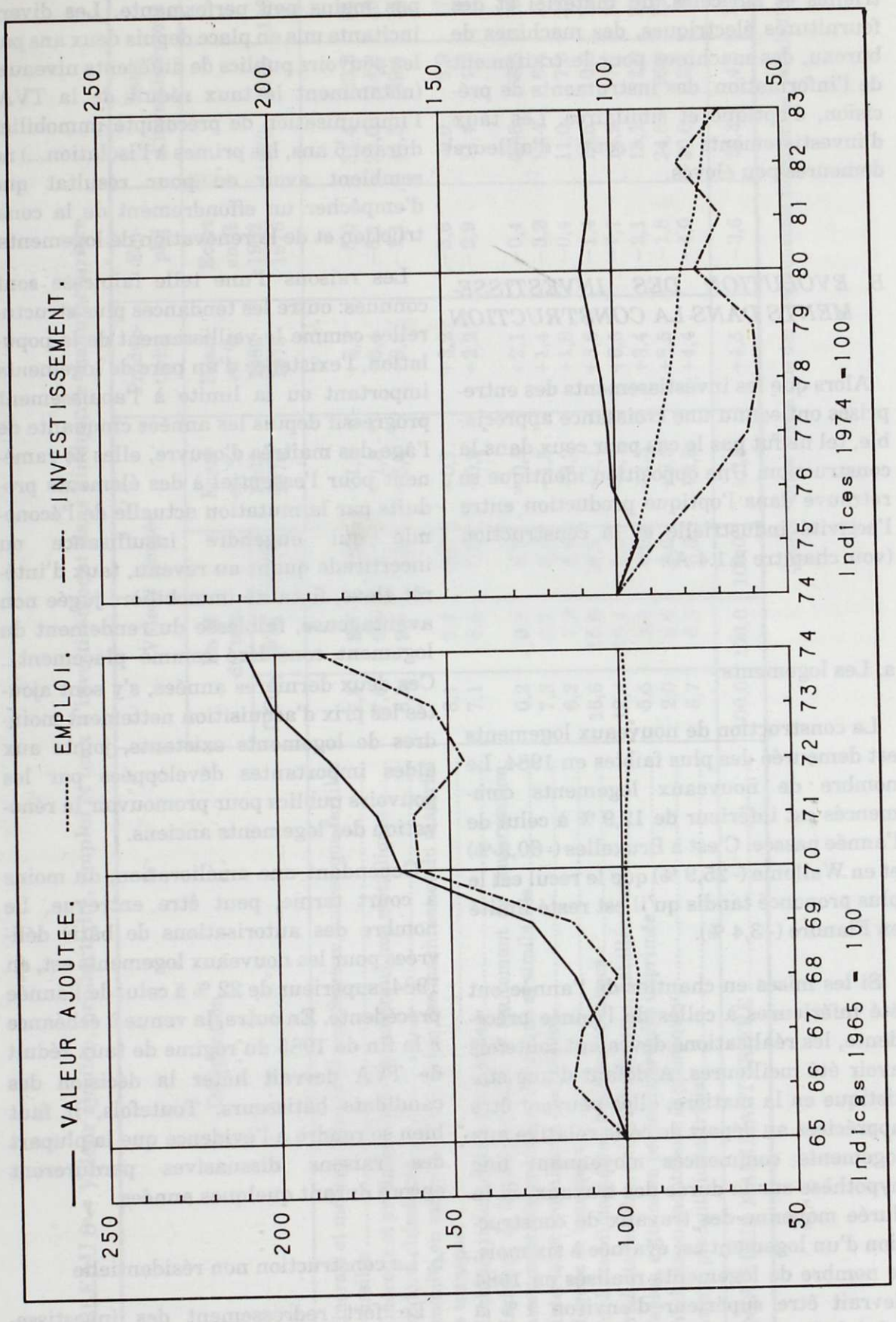
Comme cela semble avoir été le cas dans nombre de pays de la Communauté européenne, la hausse des coûts salariaux, particulièrement forte dans l'industrie belge entre 1974 et 1976, et appréciable jusqu'en 1980, ne pouvait qu'entraîner une recherche de gains de productivité compensateurs par l'implantation d'équipements à faible intensité de main-d'oeuvre et d'une manière générale, par un réajustement du rapport capital-travail au détriment de ce dernier. En outre, le développement insuffisant des activités dans les produits à demande croissante n'a pas permis de compenser ces réductions d'emplois opérées par nécessité de gains de productivité.

La structure des activités manufacturières s'est sensiblement modifiée depuis le début des années septante et surtout après la première crise pétrolière, notamment en termes de valeurs ajoutées (tableau 8). La part des activités traditionnelles a diminué : fortement en ce qui concerne la métallurgie de base, sensiblement pour ce qui est du textile et modérément quant aux produits en métaux autres que les machines et les moyens de transport ainsi que les produits minéraux non métalliques. D'autres activités déjà bien représentées en début de période ont renforcé leur implantation: ainsi, la chimie, les moyens de transport et les industries de l'alimentation. Les industries de produits en caoutchouc et en plastique ont également quelque peu progressé.

Cependant, les industries de biens d'équipement, qui accrurent sensiblement leurs échanges internationaux durant les années qui suivirent la première crise pétrolière, ne se sont pas développées en Belgique. Il en est ainsi

(2) Bilan économique annuel 1984-1985 in Economie européenne, nº 22, novembre 1984, p. 95, Bruxelles, 1984.

GRAPHIQUE 2 : Evolution de la valeur ajoutée, de l'emploi et des investissements.



pour les industries des machines industrielles et agricoles, du matériel et des fournitures électriques, des machines de bureau, des machines pour le traitement de l'information, des instruments de précision, d'optique et similaires. Les taux d'investissements y sont d'ailleurs demeurés peu élevés.

B. EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LA CONSTRUCTION

Alors que les investissements des entreprises ont connu une croissance appréciable, tel ne fut pas le cas pour ceux dans la construction. Une opposition identique se retrouve dans l'optique production entre l'activité industrielle et la construction (voir chapitre 2.1.4.A).

a. Les logements

La construction de nouveaux logements est demeurée des plus faibles en 1984. Le nombre de nouveaux logements commencés est inférieur de 12,9 % à celui de l'année passée. C'est à Bruxelles (- 60,9 %) et en Wallonie (- 25,9 %) que le recul est le plus prononcé tandis qu'il est resté limité en Flandre (- 3,4 %).

Si les mises en chantier de l'année ont été inférieures à celles de l'année précédente, les réalisations devraient toutefois avoir été meilleures. A défaut d'une statistique en la matière, elles peuvent être appréciées au départ de celle relative aux logements commencés moyennant une hypothèse sur la durée des travaux. Si la durée moyenne des travaux de construction d'un logement est évaluée à six mois, le nombre de logements réalisés en 1984 devrait être supérieur d'environ 1 % à celui de l'année antérieure.

Cette meilleure position n'en demeure pas moins peu performante. Les divers incitants mis en place depuis deux ans par les pouvoirs publics de différents niveaux, (notamment le taux réduit de la TVA, l'immunisation de précompte immobilier durant 5 ans, les primes à l'isolation...) ne semblent avoir eu pour résultat que d'empêcher un effondrement de la construction et de la renovation de logements.

Les raisons d'une telle faiblesse sont connues: outre les tendances plus structurelles comme le veillissement de la population, l'existence d'un parc de logements important ou la limite à l'abaissement progressif depuis les années cinquante de l'âge des maîtres d'oeuvre, elles se ramènent pour l'essentiel à des éléments produits par la mutation actuelle de l'économie qui engendre insuffisance ou incertitude quant au revenu, taux d'intérêt élevé, fiscalité immobilière jugée non avantageuse, faiblesse du rendement du logement considéré comme placement... Ces deux dernières années, s'y sont ajoutés les prix d'acquisition nettement moindres de logements existants, joints aux aides importantes développées par les pouvoirs publics pour promouvoir la rénovation des logements anciens.

Cependant une amélioration, du moins à court terme, peut être entrevue. Le nombre des autorisations de bâtir délivrées pour les nouveaux logements est, en 1984, supérieur de 22 % à celui de l'année précédente. En outre, la venue à échéance à la fin de 1985 du régime de taux réduit de TVA devrait hâter la décision des candidats bâtisseurs. Toutefois, il faut bien se rendre à l'évidence que la plupart des raisons dissuasives perdureront encore durant quelques années.

b. La construction non résidentielle

Le fort redressement des investissements productifs n'a pas entraîné dans

TABLEAU 8 — **Valeur ajoutée, productivité, emploi et taux d'investissement dans l'industrie manufacturière**

Désignation	Valeur ajoutée				Productivité	Emploi	Taux d'investissement		
	En % du total			Ecart en % 1982/1976	Ecart en % 1982/1976	Ecart en % 1982/1976			
	1970	1976	1982				1970	1976	1982
Minerais et métaux ferreux et non ferreux, autres que fertiles et fissiles	12,8	9,7	7,2	−1,5	+3,7	−5,0	31,4	23,8	34,2
Minéraux et produits à base de minéraux non métalliques	7,6	6,5	6,1	−1,8	+3,4	−5,1	23,0	14,2	10,2
Produits chimiques	8,5	9,8	13,2	+5,4	+6,8	−1,1	44,3	49,4	14,0
Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	8,1	7,7	6,9	−0,7	+3,2	−3,6	9,0	5,9	7,1
Machines industrielles et agricoles	7,1	8,6	7,6	−0,9	+2,2	−2,9	11,4	4,9	7,9
Machines de bureau et pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires	0,2	0,8	0,7	−0,5	+2,1	−0,4	40,6	8,8	16,7
Matériel et fournitures électriques	7,3	8,7	7,5	−1,5	+1,4	−3,2	13,4	6,4	11,0
Moyens de transport	6,2	7,9	8,5	+2,2	+1,8	−0,4	11,0	7,6	23,4
Produits alimentaires, boissons et tabacs	16,6	15,9	18,2	+2,1	+3,6	−1,4	12,5	10,3	10,5
Produits textiles, cuir et chaussures, habillement	12,4	10,1	8,6	−1,1	+6,5	−7,1	13,9	7,7	10,1
Papier, articles en papier et articles imprimés	5,5	5,4	6,0	+1,3	+3,4	−2,1	18,1	12,3	15,4
Produits en caoutchouc et plastiques	2,0	2,6	3,0	+6,5	+8,5	−1,8	24,8	16,9	19,4
Autres produits industriels	5,7	6,3	6,5	+2,8	+4,4	−4,0	20,0	12,7	9,7
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	100,0	100,0	100,0	+0,8	+4,5	−3,6	19,3	14,5	13,9

Source : Office statistique des Communautés européennes, calculs DGED.

son sillage la construction non résidentielle. Comme le montrent l'importante progression des importations de biens d'équipement et le développement marqué de la production industrielle des secteurs nationaux fabriquant des biens d'équipement, ces investissements ont consisté, dans leur majorité, en équipements nouveaux remplaçant des outils anciens jugés désuets ou économiquement dépassés en regard des exigences accrues de compétitivité.

De plus, les restrictions budgétaires tant au niveau national que local ont conduit à une forte diminution de la construction d' équipements d'utilité publique. En 1983 déjà, une diminution des investissements publics, de 7,3 % en volume suivant la comptablité nationale, avait pu être observée; le Budget économique chiffre à 4,8 % la baisse pour 1984 desdits investissements.

En 1984, le volume des constructions non résidentielles commencées est inférieur de 18 % à celui de l'année précédente. Cependant, tout comme pour les constructions résidentielles, le volume des réalisations de l'année demeurait plus élevé qu'en 1983 (+ 9 %, volume établi en milliers de mètres-cube).

Nombre des raisons qui concourent à la relative faiblesse de la construction non résidentielle devraient perdurer, notamment pour la partie des travaux dont le maître d'oeuvre est une autorité publique. Du côté des entreprises industrielles toutefois, les perspectives apparaîtraient meilleures dans la mesure où le retour à des taux d'utilisation de capacité supérieurs inciterait au développement d'investissements d'extension.

2.1.3. Le commerce extérieur de l'UEBL (1)

A. EVOLUTION GENERALE

La confrontation de la production (voir chapitre 2.1.4.,A), des investissements - tels que décrits ci-dessus - et de la consommation privée (voir chapitre 2.2.3.,B) montre que la demande extérieure demeure toujours une composante forte de l'évolution conjoncturelle. Depuis 1982, année de la dévaluation du franc belge et des premières mesures destinées à restaurer la compétitivité des entreprises, les exportations se développent à un rythme particulièrement soutenu. Au cours de l'année écoulée, elles ont bénéficié de la poursuite de la croissance économique en Amérique du Nord et de l'amélioration du commerce mondial.

Les exportations de l'UEBL se sont élevées à 2987,5 milliards de francs en 1984, en augmentation de 12,7 % par rapport à l'année précédente (2). Le volume exporté a haussé de 4,7 % et les prix, de 7,6 %. La croissance des ventes en volume (tableau 9) est quelque peu supérieure au résultat atteint un an auparavant; toutefois, en fin d'année, un ralentissement sensible est apparu. En effet, l'indice des quantités exportées a stagné en décembre par rapport à décembre 1983 (- 0,1 %) et le rythme de croissance de la moyenne mobile, calculée sur douze mois, de celui-ci s'élevait encore à 6,7 % en octobre.

Les importations de l'UEBL se sont montées à 3192,5 milliards en 1984, en hausse de 13,2 % par rapport aux résultats enregistrés durant l'année antérieure (3); l'augmentation du volume importé (tableau 9) s'élève à 4,8 % et celle correspondante des prix, à 8,1 %. Comme pour les ventes à l'étranger, une décroissance, relativement sensible, du volume importé s'est produite en fin d'année.

L'interprétation des indices du commerce extérieur (tableau 9) présente certaines difficultés. En effet, alors que la consommation privée n'a pas augmenté sensiblement dans son ensemble (+ 1,0 % en volume selon les statistiques du chiffre d'affaires du commerce de détail), les importations en volume de biens de consommation durables et non durables sont en accroissement sensible par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle elles avaient, au contraire, et sans doute plus logiquement, régressé. Un parallèle peut certes être établi entre la hausse en volume des importations de biens durables (+ 3,8 %) et celle du chiffre d'affaires du commerce de détail, en particulier pour l'équipement du foyer (+ 5,5 %). Par contre, une similitude analogue ne se dessine pas aussi clairement pour les biens non durables: les ventes à la consommation des rubriques « textile et habillement » et « chaussures et articles en cuir » sont en augmentation, mais de manière relativement faible (+ 2,0 % pour chacune d'elles) et de loin inférieure à celle des achats à l'étranger des biens de consommation non durables (+ 5,8 %); en outre, d'autres rubriques, comme le commerce à assortiment varié et les divers qui représentent environ 30 % du total, sont en régression sensible.

---

(1) Les données du commerce extérieur de l'UEBL pour 1984, établies par l'INS et utilisées aux points A à D de ce chapitre, sont provisoires et pourraient encore subir des modifications sensibles.

(2) A titre de comparaison, les exportations avaient atteint 2651,3 milliards en 1983, en hausse de 10,8 % par rapport à 1982.

(3) Les importations s'étaient élevées à 2820,9 milliards en 1983, en hausse de 6,2 % par rapport à 1982.

A l'exportation, toutes les rubriques considérées croissent, hormis les biens de consommation non durables, qui avaient cependant fortement haussé en 1983. Il convient également de remarquer la bonne performance des biens d'équipement, reflet de la reprise de l'investissement dans le pays, après leur recul de l'année antérieure.

TABLEAU 9 - **Indices du commerce extérieur de l'UEBL**

Variations en % par rapport à l'année précédente

Désignation	Exportations				Importations			
	volume		valeur moyenne		volume		valeur moyenne	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Articles bruts	-0,2	11,8	10,5	7,9	-9,3	3,2	8,4	6,8
Articles ayant subi une transformation simple	4,3	4,8	5,6	9,0	4,7	7,2	5,5	11,1
Articles ayant subi une transformation plus avancée	5,6	4,6	6,3	6,5	-1,0	5,9	8,6	6,9
Matières premières et auxiliaires (a)	7,8	7,4	6,5	7,8	1,4	9,6	9,3	7,7
Biens d'équipement	-0,7	5,6	3,1	7,4	-4,7	4,1	11,9	5,8
Biens de consommation durables	6,4	-2,2	12,2	5,3	-2,4	3,7	10,4	6,1
Biens de consommation non durables	5,7	6,3	5,0	6,3	-2,4	5,8	4,6	6,2
Total	4,1	4,7	6,4	7,6	-1,3	4,8	7,7	8,1

Source : Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) Les matières premières et auxiliaires n'incluent pas les produits pétroliers qui sont compris dans les articles bruts uniquement.

B. REPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Le tableau 10 indique que toutes les branches d'activité, à deux exceptions près, ont contribué à la hausse des exportations; seules en effet, les branches « énergie » et « produits métalliques et électrotechniques » ont augmenté moins rapidement que le total.

Bien que leur production n'ait pas augmenté en 1984, les industries alimentaires connaissent la progression la plus rapide de leurs ventes à l'étranger alors qu'un an auparavant, leur expansion était inférieure à la moyenne (+ 6,1 %); elle est causée par les produits alimentaires autres que le lait.

Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui avaient reculé en 1983 (- 1,2 %) à la suite de la baisse des produits végétaux, ont à nouveau connu un rythme de croissance voisin de celui de 1982, sous l'influence précisément de cette même sous-rubrique, cause du déclin de l'année passée.

Les produits chimiques, l'une des branches les plus importantes relativement au total et dont l'indice de la

production s'est accru de 7 %, ont dépassé leur croissance de 1983 (+ 16,7 % contre + 14,1 %); ce résultat est provoqué par toutes les sous-branches sans exception, alors que tel n'avait pas été le cas en 1983. Seuls en fait, les produits pharmaceutiques et ceux d'hygiène et domestiques restent quelque peu à la traîne.

TABLEAU 10 - **Répartition du commerce extérieur par branche d'activité en 1984**

Branches d'activité NACE-CLIO	Exportations			Importations			Solde en mrd F
	Valeur en mrd F	Ecart en % (a)	Importance relat.	Valeur en mrd F	Ecart en % (a)	Importance relat.	
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	80,5	19,8	2,7	209,8	18,7	6,6	-129,3
Energie	242,2	5,6	8,1	609,0	10,7	19,1	-366,8
Produits minéraux	505,1	14,8	16,9	353,2	9,8	11,1	151,9
Produits chimiques	481,5	16,7	16,1	378,3	20,0	11,8	103,2
Produits métalliques et électrotechniques	744,4	6,1	24,9	791,5	10,2	24,8	- 47,1
Industries alimentaires	241,4	22,3	8,1	189,8	18,1	5,9	51,6
Textile, habillement	215,4	15,2	7,2	169,4	11,2	5,3	46,0
Autres industries	477,1	14,5	16,0	491,4	15,3	15,4	- 14,3
Total	2987,5	12,7	100,0	3192,5	13,2	100,0	-205,0

Source : Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) Par rapport à 1983.

Après deux années de faible hausse, les produits minéraux, concrétisant le redressement de la production concentré principalement dans les demi-produits, ont crû de 14,8 %, entraînés par les produits CECA et les tréfilés, laminés, étirés de l'acier et tubes (+ 22,0 % et + 14,5 % respectivement). Par contre, les métaux non ferreux n'augmentent que plus modestement (+ 6,6 %).

Avec une hausse moyenne de leur activité industrielle de plus de 7 % en 1983 et 1984, les produits textiles continuent, depuis trois ans, de connaître des taux de croissance de leurs exportations assez semblables, oscillant entre 14 et 15 %. La bonneterie, le tricot et le crochet, qui s'étaient accru de plus de 30 % en 1983 malgré la persistance d'un malaise dans leur production, ainsi que les articles d'habillement, déprimés au cours de l'année précédente, n'ont connu que des augmentations inférieures à la moyenne (+ 6,7 % et + 10,8 % respectivement). Les autres sous-branches, en particulier les autres produits de l'industrie textile, ont augmenté vigoureusement.

La progression des autres industries, légèrement supérieure à celle de la moyenne, résulte de la bonne performance du cuir (+ 27,1 %), dont l'indice de la production s'est redressé

sensiblement en 1983, et des produits de la récupération (+ 34,7 %), alors que d'autres sous- branches, telles que le bois et les meubles, dont l'activité stagne, ainsi que l'orfèvrerie et les diamants taillés, ont ralenti leur expansion par rapport à 1983, laquelle est désormais inférieure à la moyenne (+ 10,3 % et + 12,3 % respectivement).

Les produits énergétiques n'ont augmenté que de 5,6 %: les produits pétroliers haussèrent d'un même pourcentage tandis que l'ensemble du groupe « électricité, gaz, eau et produits de la cokéfaction » reculait de plus de 1 %.

La faible croissance des produits métalliques et électro-techniques, qui s'élevait à 12,3 % en 1983, provient de la mauvaise prestation des véhicules et moteurs automobiles (+ 0,4 %) et du recul des autres moyens de transport (- 6,1 %), ces derniers poursuivant leur repli enregistré en 1983, tandis que les premiers avaient haussé alors de 16,4 %. Il convient de noter que l'indice de la production du matériel de transport a régressé de 1,2 % en 1984. Par contre, les ventes à l'étranger des machines de bureau et des instruments d'optique et de précision ont enregistré une augmentation de 23,8 %, supérieure de 1,5 % à celle de l'année précédente, alors que les installations et fournitures électriques sont demeurées assez déprimées (+ 8,1 % seulement contre 12,2 % en 1983).

La hausse des achats à l'extérieur est la conséquence de la croissance vigoureuse des produits chimiques, en particulier de la chimie de base et de ceux de ces produits destinés à l'industrie et à l'agriculture, des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui avaient stagné en 1983, ainsi que de ceux des industries alimentaires, dont l'évolution avait été étale l'année précédente.

Les importations des produits des autres industries, en expansion de plus de 15 %, furent soutenues en particulier par le papier (+ 22,7 %) et les produits de la récupération (+ 51,6 %), cependant que celles de diamants taillés et de l'orfèvrerie voyaient leur augmentation baisser entre 1983 et 1984 (+ 17,9 % et + 13,0 % respectivement).

Les autres branches connaissent un accroissement de leurs importations inférieur à la moyenne, le plus mauvais résultat étant celui des produits métalliques et électrotechniques, dû, comme à l'exportation, à la mauvaise prestation des véhicules et moteurs automobiles et aux autres moyens de transport.

C. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Le tableau 11 donne un aperçu de la répartition géographique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Deux éléments doivent dès l'abord être mis en évidence : d'une part, la croissance considérable des ventes aux Etats-Unis, en hausse par rapport à 1983, et au Canada, conséquence de la vigoureuse activité dans ces deux pays, telle que décrite dans la première partie de ce travail, et du cours élevé du dollar; d'autre part, le recul assez sensible des exportations vers l'URSS, dû probablement à la volonté de ce pays d'assurer au moins un équilibre de ses échanges extérieurs, voire de dégager un surplus important.

L'accroissement des ventes aux pays de la CEE est supérieur à celui de 1983. Les exportations à destination de la RFA (+ 5,8 % contre 15,7 % un an plus tôt), du Danemark (+ 4,6 %) et de la Grèce (+ 7,3 %) ont marqué quelque peu le pas. Les échanges avec les autres pays membres de la Communauté ne se sont toutefois pas accrus très rapidement, sauf vers l'Italie, même si le taux de croissance des

exportations vers la France et le Royaume-Uni est supérieur en 1984 à ce qu'il était l'année précédente.

Il convient enfin de remarquer la bonne performance sur les marchés japonais et de certains pays en développement comme la Lybie, l'Algérie et le Zaïre entre autres, qui soit prolonge celle déjà notée en 1983, soit redresse les mauvais résultats de cette année-là.

Aucune modification significative n'est enregistrée dans la répartition des exportations par grands groupes de pays, si ce n'est une légère perte d'importance relative pour les pays à commerce d'Etat.

TABLEAU 11 - **Répartition géographique du commerce extérieur en 1984**

Pays ou groupes de pays	Exportations			Importations			Solde en mrd F
	Valeur en mrd F	Ecart en % (a)	Importance relat.	Valeur en mrd F	Ecart en % (a)	Importance relat.	
CEE	2058,6	11,0	68,9	2133,1	14,1	66,8	- 74,5
dont : Pays-Bas	416,2	10,3	13,9	599,6	17,2	18,8	-183,4
France	550,4	14,0	18,4	467,0	17,8	14,6	83,4
RFA	589,1	5,1	19,7	636,3	9,3	19,9	- 47,2
Italie	153,5	24,0	5,1	114,3	10,3	3,6	39,2
Royaume-Uni	296,2	13,4	9,9	279,8	14,9	8,8	16,4
URSS	31,6	- 7,1	1,1	107,3	50,3	3,4	- 75,7
Etats-Unis	181,2	32,8	6,1	192,2	6,4	6,0	- 11,0
Japon	24,8	31,2	0,8	67,2	13,1	2,1	- 42,4
Arabie Saoudite	34,7	1,2	1,2	21,2	-27,9	0,7	13,5
Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong	25,7	15,8	0,9	19,8	15,1	0,6	5,9
Pays industrialisés	2542,7	12,7	85,1	2675,1	12,3	83,8	-132,4
Pays en développement	349,7	16,5	11,7	364,2	7,1	11,4	- 14,5
Pays à commerce d'Etat	68,9	1,9	2,3	136,6	40,8	4,3	- 67,7

(a) Par rapport à 1983.

Source : Ministère des Affaires économique, INS et DGED.

Au contraire de ce qui se produit à l'exportation, la croissance des achats de l'UEBL en provenance des pays européens dépasse celle de la moyenne des importations; cette évolution est engendrée par la vigoureuse croissance des achats à l'URSS, en particulier de produits pétroliers.

Les importations en provenance des pays de la CEE haussent de 14,7 %, contre 10,1 % en 1983. Elles sont tirées par celles venant de France et des Pays-Bas, en hausse par rapport à 1983, ainsi que du Royaume-Uni, en diminution par rapport à l'année précédente. Les achats à la RFA demeurent, comme en 1983, peu soutenus, tout comme ceux à l'Italie.

Il convient également de remarquer une légère reprise des importations des Etats-Unis, qui étaient en recul en 1983, de même que la poursuite de la baisse, déjà présente au cours de cette année-là, des achats à de nombreux pays en développement producteurs de pétrole, tels que l'Algérie (- 39,6 %), la Libye (- 38,7 %) et l'Arabie Saoudite (- 24,4 %).

Les importations venant des pays à commerce d'Etat gagnent près de 1 % en importance relative par rapport au total (4,3 % contre 3,4 % en 1983).

D. BALANCE COMMERCIALE.

Le déficit de la balance commerciale s'est quelque peu aggravé durant l'année écoulée. Il passe en effet de 169,5 milliards de francs en 1983 à 205,0 milliards durant l'année en revue. Il n'est pas inutile de rappeler qu'un arrêt avait été mis en 1983 à la croissance rapide, qui durait depuis 1974, du solde négatif de la balance commerciale.

Ce résultat, qui va à l'encontre de certains espoirs nés après la dévaluation de 1982, est causé par le creusement du déficit des produits énergétiques (- 366,8 milliards contre - 320,6 milliards) et des produits métalliques et électro-techniques (- 47,1 milliards contre - 16,9 milliards), lesquels s'étaient sensiblement résorbés l'année précédente, ainsi que de ceux des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (- 129,3 milliards contre - 109,5 milliards) et des autres industries (- 14,3 milliards contre - 9,4 milliards) qui ne s'étaient que très faiblement alourdis en 1983. Les autres branches accroissent leur surplus, l'amélioration la plus sensible venant des produits minéraux (151,9 milliards contre 118,2 milliards) et des industries alimentaires (51,6 milliards contre 36,7 milliards).

Le déficit des échanges entre l'UEBL et les pays tiers industrialisés ne s'est que faiblement aggravé (132,4 milliards contre 124,3 milliards), ce qui avait déjà été le cas en 1983. Les évolutions contradictoires, déjà présentes au cours de l'année précédente, continuent de se manifester: le solde négatif avec les pays de la CEE s'est accru sensiblement (- 74,5 milliards contre - 14,8 milliards), particulièrement à cause des Pays-Bas et de la RFA, alors que celui vis-à-vis de l'Amérique du Nord continuait de se contracter rapidement (- 12,6 milliards contre - 48,7 milliards). Un léger accroissement du déficit avec le Japon est aussi enregistré.

Le creusement du solde négatif de la balance commerciale provient largement aussi des échanges avec les pays à commerce d'Etat, qui deviennent de plus en plus déficitaires (- 67,7 milliards contre - 29,4 milliards), essentiellement à cause de l'URSS.

L'indice des termes de l'échange en prix ne s'est que faiblement dégradé au cours de l'année écoulée; il passe en effet de 94,0 en 1983 à 93,6 un an plus tard.

E. COMPETITIVITE

Il n'existe pas d'indicateur juste et parfait pour apprécier les changements apparaissant dans la position concurrentielle des pays. Il est dès lors nécessaire de se rabattre sur les évolutions d'autres variables. Le tableau 12 présente à cet effet, sur base d'une monnaie commune, trois mesures de la situation concurrentielle de la Belgique comparée à quatorze pays de l'OCDE.

Des trois séries envisagées, qui avaient toutes enregistré un gain durant l'année précédente, seule celle de la valeur unitaire relative des exportations de produits manufacturés améliore sa position, encore que d'une manière moindre qu'en 1983. Pour les prix relatifs, l'évolution est étale, alors que le coût relatif de la main-d'oeuvre se détériore très légèrement. Il est donc clair que l'impulsion donnée par la dévaluation de 1982 sur ces mesures de la capacité concurrentielle tend à s'atténuer de plus en plus.

TABLEAU 12 - **Mesures de la situation concurrentielle de la Belgique comparée à 14 pays de l'OCDE (a)**

1980=100

Désignation	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Coût unitaire relatif de la main-d'œuvre (en dollars) ...	106,3	105,3	100,0	93,3	79,7	74,6	75,0
Valeur unitaire relative des exportations de produits manufacturés	96,6	98,9	100,0	92,9	88,4	87,2	86,8
Prix relatifs à la consommation (en dollars)	105,9	103,9	100,0	93,9	85,3	84,3	84,2

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

(a) Une baisse signifie une amélioration de la situation vis-à-vis des quatorze autres pays.

Cependant, outre ces facteurs quantitatifs, il convient aussi de tenir compte de certains aspects qualitatifs. L'enquête annuelle de l'« European Management Forum » tend à renconter cette vision en réunissant le plus d'éléments possibles et en établissant sur cette base une classification de la plupart des pays industrialisés. Deux-tiers des critères utilisés sont fondés sur des statistiques; pour le tiers restant, il est recouru à l'opinion de plus d'un millier d'économistes et d'industriels sur leur appréciation subjective des diverses économies.

D'après ce travail, la Belgique a consolidé sa position des deux années précédentes: en 1982, elle occupait la quatorzième place; un an plus tard, la treizième, chaque fois sur un total de 22 pays pris en considération; en 1984, sur un total de 28 pays, elle se situait au douzième rang. Le pays a perdu du terrain principalement pour ce qui concerne l'appréciation subjective, ce qui est attribué à l'instabilité politique et communautaire. Par ailleurs, si la croissance des salaires horaires est jugée très satisfaisante, tel n'est pas le cas de l'efficacité industrielle du pays, même si l'orientation innovatrice tournée vers l'avenir est considérée favorablement grâce aux dépenses élevées de recherche et développement des autorités publiques et du secteur privé.

F. BALANCE DES PAIEMENTS

Les données disponibles concernant la balance des paiements, établie par la Banque Nationale, ne portent que sur celle calculée sur base de caisse. Elles font apparaître un surplus de 11,7 milliards sur la balance des opérations courantes, contre un déficit de 38,4 milliards un an auparavant. Cette amélioration provient essentiellement d'une diminution du solde négatif des transactions sur marchandises, due à une baisse de celui sur les exportations et les importations (- 71,8 milliards contre - 114,2 milliards) (4) et à une hausse du surplus du travail à façon (+ 75 milliards contre + 58,7 milliards), alors que le surplus sur les opérations d'arbitrages s'est amenuisé (+ 18,7 milliards contre + 31,6 milliards). Les autres rubriques ne subissent que peu de modifications.

(4) L'écart entre la balance commerciale calculée suivant les statistiques douanières et le solde entre exportations et importations de la balance des paiements s'explique par des différences méthodologiques importantes entre les deux sources statistiques.

2.1.4. Effets d'entraînement sur d'autres secteurs

A. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

a. Hausse de la production (1)

En 1984, la production industrielle s'est située à un niveau indiscutablement plus élevé que pendant les années précédentes. Après la relativement haute conjoncture de 1979, elle baissa durant deux années consécutives et stagna en 1982. Ce n'est qu'à partir du deuxième trimestre de 1983 qu'elle recommença à augmenter; son résultat dépassa de 1,8 % la moyenne de 1982. Cette croissance se poursuivit en 1984 de sorte que l'indice de la production pour l'année écoulée est de 4 % environ plus élevé que celui de 1983 et dépasse, pour la première fois depuis cinq ans, le niveau de 1979 (tableau 13).

Les indices trimestriels désaisonnalisés indiquent que la croissance de la production n'a pas été uniformément répartie sur l'année entière (tableau 14). L'amélioration conjoncturelle débuta dès le deuxième trimestre de 1983; la production haussa de 1 à 1,7 % durant trois trimestres successifs par rapport au trimestre précédent. Pendant les trois premiers mois de 1984, cette tendance fut interrompue et la production se stabilisa. Au cours des deuxième et troisième trimestres, la croissance reprit avec des taux de 1,0 % et 1,8 % respectivement. Durant le quatrième trimestre, la croissance ralentit pour ne plus atteindre que 0,7 %, soit à peine 2,7 % en base annuelle. Toutefois, ces données très provisoires sont encore susceptibles d'être modifiées. Ce ralentissement est confirmé par les enquêtes de la Banque Nationale qui indiquent plutôt une stabilisation au niveau atteint que le maintien de la croissance.

b. Ampleur du redressement conjoncturel.

Comparée avec ce qu'elle fut depuis le début de la crise en 1975, la croissance de 4 % environ en 1984 constitue un résultat excellent. Si la hausse de 1976, qui ne représente qu'une récupération partielle de la chute de l'année précédente, n'est pas prise en considération, seule l'année 1979 affiche des chiffres d'augmentation comparables (+ 4,7 %). Parmi les autres années de la période considérée, deux seulement présentent une hausse limitée de 2 % au maximum, deux autres, une stagnation au niveau des résultats de l'année antérieure et les deux dernières, une faible baisse de la production.

Toutefois, 1984 ne peut pas être considérée comme une année de haute conjoncture dans le sens classique d'avant 1975. Alors, une telle période était caractérisée par une croissance annuelle de la production de 6 % et plus (9,5 % en 1969), cependant qu'une augmentation de quelques pour-cent se produisait même durant les creux conjoncturels. A l'époque, un sommet conjoncturel se situait toujours à un niveau plus élevé que le précédent: entre 1964 et 1969, la production augmenta de 21,5 % ; en 1984, l'indice ne dépassera celui de 1979 que de deux pour-cent seulement.

c. Nature du redressement conjoncturel

Bien que le redressement n'équivalût pas à un sommet conjoncturel normal, une hausse a cependant été enregistrée dans tous les groupes de marchandises. Dans une première phase, entre le second semestre de 1983 et le premier de 1984,

(1) sans la construction

TABLEAU 13 — **Indices de la production industrielle 1980-1984**

1970=100

Branches d'activité	Moyennes annuelles					1984 : variation en % par rapport à		
	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1974	1979	1983
Indice général (construction exclue)	124,3	121,0	121,3	123,5	128,1	+ 6,8	+ 1,8	+ 3,7
Indice général (construction incluse)	113,7	107,1	106,3	103,3	104,4	− 9,9	− 8,2	+ 1,0
Indices par genre d'affectation de la production :								
Matières premières et produits demi-finis	123,4	118,5	116,4	118,2	123,7	+ 4,1	− 1,1	+ 4,7
Biens de consommation non durables	125,2	126,4	130,7	133,3	137,5	+15,4	+ 9,6	+ 3,1
Biens de consommation durables	120,9	117,8	121,2	122,6	121,7	+ 8,0	0,0	− 0,7
Biens d'investissement (construction exclue)	132,8	124,1	126,7	131,7	135,2	+10,4	+ 1,8	+ 2,6
Construction	73,2	60,6	58,2	47,2	43,8	−55,6	−37,3	− 7,2
Industries extractives	55,5	51,5	51,8	48,9	48,8	−34,7	− 8,3	− 0,2
Charbonnages	40,7	38,4	39,6	37,1	36,8	−43,9	− 7,3	− 0,9
Carrières	121,9	107,7	101,2	97,1	96,4	− 7,2	−13,2	− 0,7
Industries manufacturières	128,5	125,2	125,4	128,0	132,9	+ 8,2	+ 1,9	+ 3,8
Alimentation et boissons	132,4	137,5	144,8	146,5	150,3	+24,2	+15,5	+ 2,6
Tabac	120,9	123,9	130,0	130,9	125,4	+ 0,5	+ 4,2	− 4,2
Textile	90,4	87,8	87,7	93,6	93,7	− 7,1	+ 7,1	+ 0,1
Confection et chaussures	92,9	90,1	92,5	91,6	88,5	−23,4	− 7,6	− 3,4
Bois	177,6	174,1	176,0	171,4	169,9	+ 4,6	+ 2,7	− 0,9
Papier et carton	122,4	123,9	124,9	128,7	136,3	+11,5	+10,5	+ 5,9
Chimie et caoutchouc	153,7	155,1	158,3	164,7	176,4	+24,3	+ 8,8	+ 7,1
Raffineries de pétrole	107,2	93,3	79,3	66,6	63,1	−37,6	−43,8	− 5,1
Produits minéraux non métalliques	111,5	97,5	91,0	86,3	91,1	−15,6	−18,4	+ 5,6
Métallurgie de base	107,4	101,7	92,2	94,2	101,6	−16,4	− 9,8	+ 7,9
Fabrications métalliques	129,4	125,3	127,6	131,2	135,0	+14,3	+ 1,4	+ 2,9
Ouvrages en métaux non mécaniques	125,7	118,9	119,0	120,6	125,3	+12,7	+ 0,2	+ 3,9
Machines non électriques et mécanique fine	124,7	121,0	114,9	114,2	125,3	+ 2,7	− 3,4	+ 9,7
Matériel de transport	168,2	172,9	191,2	204,3	201,8	+74,7	+12,7	− 1,2
Machines et appareils électriques	126,7	117,5	118,3	122,0	122,4	− 4,4	− 5,3	+ 0,3
Electricité	162,3	166,6	165,6	172,4	179,1	+32,1	+ 9,6	+ 3,9

Source : Ministère des Affaires économiques, INS.

(a) Données provisoires.

TABLEAU 14 — **Indices trimestriels de la production industrielle**

Corrigés des variations saisonnières-croissance en % par rapport au trimestre précédent

Branches d'activité	1983				1984 (a)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Indice général (construction exclue)	− 0,4	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,0	0,0	+ 1,8	+ 1,8	+ 0,7
Indice général (construction incluse)	− 1,0	− 1,8	+ 1,2	+ 0,2	− 1,4	+ 0,1	+ 2,2	+ 2,8
Indices par genre d'affectation de la production :								
Matières premières et produits demi-finis	− 1,0	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,2	+ 2,0	+ 0,5
Biens de consommation non durables	− 0,5	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,4	− 0,3	+ 1,4	− 0,1	+ 0,8
Biens de consommation durables	− 0,6	+ 1,0	− 0,5	− 0,1	− 1,0	− 1,1	+ 1,7	+ 1,9
Biens d'investissement (construction exclue)	+ 0,3	+ 3,6	+ 1,2	− 1,2	− 0,4	− 0,1	+ 4,2	+ 1,8
Construction	− 1,2	−14,4	− 1,1	− 0,9	− 5,0	− 3,0	+ 3,4	+ 6,2
Industries extractives	+ 2,3	− 6,6	− 5,1	+ 3,5	− 2,7	+ 6,7	+ 3,6	+ 7,0
Charbonnages	− 0,1	−10,6	− 3,3	+ 4,4	− 1,8	+ 4,1	+ 3,0	− 6,4
Carrières	+ 6,3	+ 2,1	− 8,4	+ 6,2	− 1,5	+ 2,8	+ 4,8	− 7,9
Industries manufacturières	− 0,6	+ 1,7	+ 1,7	+ 0,8	0,0	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,9
Alimentation et boissons	− 1,4	− 0,1	+ 1,6	+ 0,5	− 0,4	+ 1,8	+ 0,1	− 0,4
Tabac	− 0,8	+ 6,1	− 3,5	+ 2,2	− 5,4	− 3,2	+ 6,3	+ 1,8
Textile	+ 3,1	+ 3,5	− 2,4	+ 3,0	0,0	− 0,4	− 0,3	+ 0,3
Confection et chaussures	+ 1,1	− 1,7	− 0,3	− 1,4	− 2,1	− 0,1	+ 0,1	+ 1,1
Bois	− 1,7	− 1,5	− 2,0	− 0,4	− 0,2	+ 0,1	+ 1,4	− 0,3
Papier et carton	− 0,7	+ 2,3	− 0,3	+ 1,9	+ 2,5	+ 0,6	+ 2,5	+ 0,6
Chimie et caoutchouc	0,0	+ 1,9	+ 2,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,9	+ 2,3
Raffineries de pétrole	−12,1	+ 1,7	+ 1,1	+ 6,8	− 3,9	+ 1,2	−13,8	− 4,0
Produits minéraux non métalliques	− 5,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 2,5	+ 3,7	− 2,4	+ 0,6	− 0,7
Métallurgie de base	+ 1,7	+ 2,4	+ 2,0	+ 5,8	0,0	+ 1,5	+ 3,1	− 1,1
Fabrications métalliques	− 0,5	+ 2,9	+ 1,2	− 0,6	− 0,4	+ 0,1	+ 3,7	+ 3,8
Ouvrages en métaux non mécaniques	− 0,2	0,0	+ 2,0	− 0,6	− 0,8	+ 1,6	+ 2,0	+ 3,8
Machines non électriques et mécanique fine	− 3,1	+ 4,2	+ 3,4	+ 1,8	+ 3,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 4,2
Matériel de transport	+ 1,3	+ 5,0	+ 1,3	− 5,9	− 1,2	+ 0,9	+ 4,6	+ 4,0
Machines et appareils électriques	− 0,7	+ 2,8	− 1,4	+ 1,3	− 2,2	− 0,1	+ 5,7	− 3,5
Electricité	− 0,7	+ 2,5	+ 4,5	− 0,8	− 1,2	+ 3,2	− 0,6	+ 0,4

Source : Ministère des Affaires économiques, INS.

(a) Données provisoires.

les matières premières et produits demi-finis contribuèrent à l'amélioration; la croissance fut particulièrement sensible dans l'industrie métallurgique de base et la chimie. Ce groupe de biens, par lequel débute normalement toute reprise, a présenté, durant l'année entière, la plus forte croissance (+ 4,7 %), due également pour une part à la spécialisation extrême de la Belgique dans ces produits. L'impulsion qui en provient semble cependant s'éteindre vu que l'indice de la production ne croissait plus à la fin de l'année.

L'influence bénéfique des biens de consommation sur la conjoncture fut moins évidente, même si une amélioration se dessina durant le second semestre. A la différence de l'année précédente durant laquelle ils stagnèrent, les biens de consommation non durables haussèrent de 3 % environ en 1984. Par contre, les biens de consommation durable baissèrent faiblement (- 1%); cette prestation plus modeste est certainement liée à la diminution du pouvoir d'achat des ménages qui apparaît aussi dans l'évolution des données relatives aux salaires et aux achats dans le commerce de détail.

Le caractère « normal » de l'actuel redressement conjoncturel est le plus apparent dans les biens d'investissement. Habituellement, ceux-ci suivent avec un certain retard la conjoncture industrielle globale; ce n'est donc qu'à partir du troisième trimestre qu'une croissance fut enregistrée. Comme les conséquences du recul de la fin de 1983 et du début de 1984 doivent être surmontées, l'indice annuel moyen de la production de ces biens ne dépasse que de 3 % celui de l'année précédente. Une certaine réserve est nécessaire à propos de ces données: elles sont provisoires et subiront encore de profondes adaptations. Néanmoins, l'image générale ne devrait pas s'en trouver fondamentalement modifiée.

d. La conjoncture industrielle suivant les indicateurs de la Banque Nationale.

L'indicateur général de la conjoncture de la Banque Nationale évolua de façon très irrégulière au cours de l'année écoulée (graphique 3), en grande partie, mais pas entièrement, à cause des indices partiels autres que celui des industries manufacturières, comme celui du commerce.

L'indice des industries manufacturières a tourné autour des 118 points en 1984, avec une baisse substantielle en mars et avril et un sommet exceptionnel en juillet. Deux éléments principaux doivent être retenus à son propos:

- une évolution presque étale après sa croissance de la fin 1983 et du début 1984;

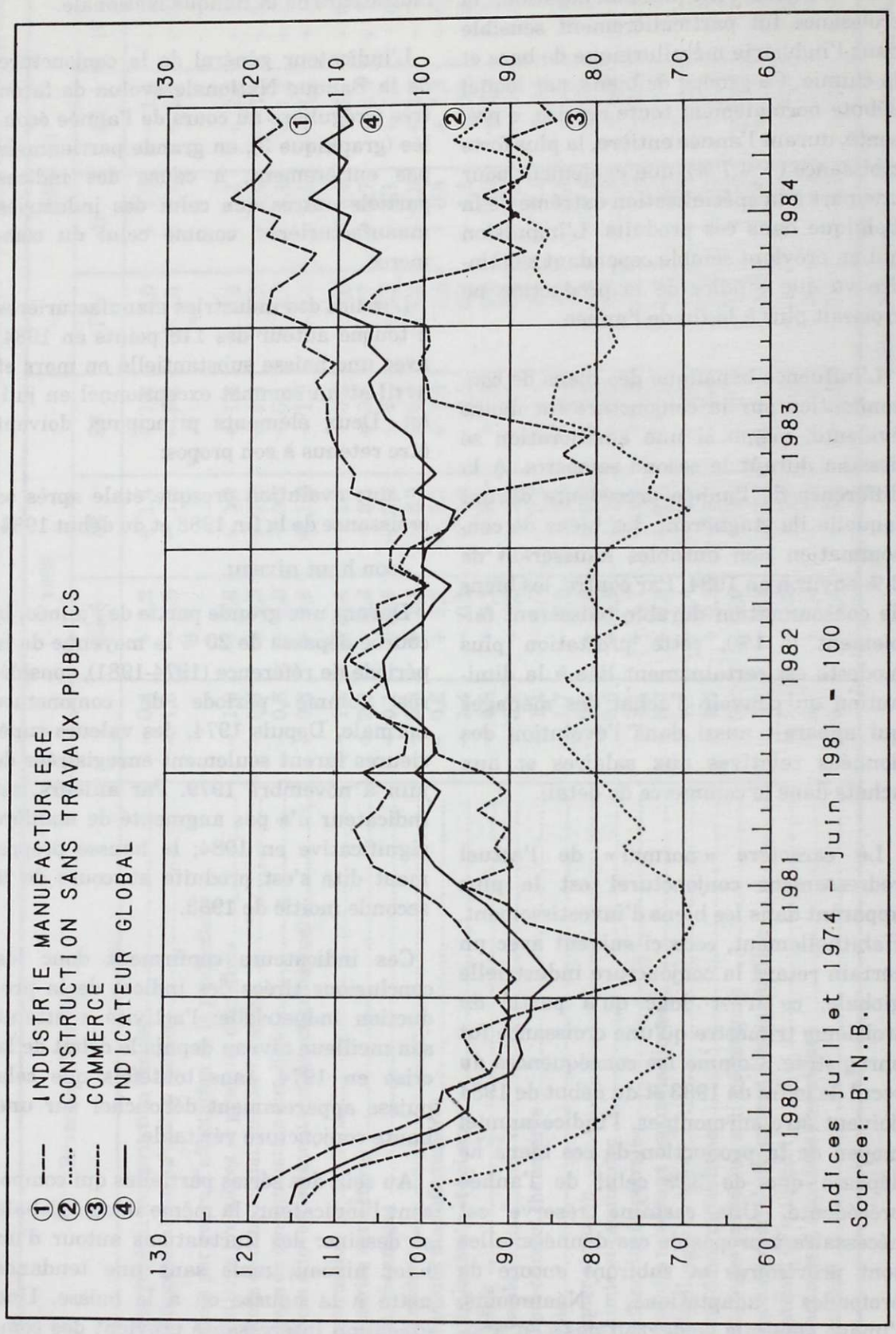
- son haut niveau.

Durant une grande partie de l'année, la courbe dépassa de 20 % la moyenne de la période de référence (1974-1981), considérée comme période de conjoncture normale. Depuis 1974, des valeurs supérieures furent seulement enregistrées de juin à novembre 1979. Par ailleurs, cet indicateur n'a pas augmenté de manière significative en 1984; la hausse proprement dite s'est produite au cours de la seconde moitié de 1983.

Ces indicateurs confirment donc les conclusions tirées des indices de la production industrielle: l'activité a atteint son meilleur niveau depuis le début de la crise en 1974, sans toutefois que cela puisse apparemment déboucher sur une haute conjoncture véritable.

Au sein des séries partielles qui composent l'indicateur, la même image globale se dessine: des fluctuations autour d'un haut niveau, mais sans une tendance nette à la hausse ou à la baisse. Une exception intéressante provient des commandes intérieures. Durant les dernières

GRAPHIQUE 3 : **Indicateur de la conjoncture de la Banque Nationale.**



années, les commandes extérieures maintenaient en premier lieu l'activité à son niveau cependant que la demande intérieure demeurait systématiquement à la traîne. En 1984, les premières sont restées ce qu'elles étaient mais une nette amélioration se dessina pour la seconde, ce qui peut refléter une tendance à la substitution des importations.

e. Evolution régionale.

Au niveau régional, il convient de souligner la sensible amélioration de la production industrielle en Wallonie. Dans cette région, la production était restée faible depuis le creux de 1975; même la haute conjoncture de 1979 n'avait pas apporté d'amélioration sensible. La situation se dégradait de façon particulièrement rapide depuis 1981. La production diminua en 1981 et 1982, année pendant laquelle elle tomba même en-dessous de son niveau de 1970. Un renversement se produisit en 1983 et pour les neuf premiers mois de 1984, l'indice continua d'augmenter sensiblement pour se stabiliser par la suite de sorte que la production en Wallonie dépasse de 9 % celle de l'année antérieure. Néanmoins, elle reste de 3 % inférieure au niveau atteint durant le sommet conjoncturel de 1979 et de 6 % en dessous de celui de 1974, l'année précédant la crise.

En Flandre, cette évolution est moins cahotique. La hausse fut limitée en 1984 à 1,4 % environ, principalement parce que le ralentissement du premier trimestre s'est manifesté essentiellement dans cette région. La croissance de 1984 se situe dans la ligne de la tendance générale depuis 1974: elle est limitée mais systématique. Le résultat de 1984 dépasse de 2 % seulement environ celui de 1979 et de 16 % celui de 1974.

La conjoncture industrielle à Bruxelles a suivi d'abord le modèle général de l'industrie wallonne: orientée à la baisse jusqu'en 1983, puis se redressant manifestement en 1984. Le creux après 1979 fut moins profond qu'en Wallonie et la reprise de 1984, moins prononcée (+ 3,6 %). Le résultat final est semblable: une baisse de la production de 6,5 % par rapport au niveau d'avant la crise (1974), mais de 2 % seulement par rapport à 1979.

f. Le maillon faible : l'industrie de la construction.

Depuis 1974, il n'existe pratiquement plus de lien entre la conjoncture globale et la construction, principalement la construction résidentielle. Cette dernière crût rapidement durant les premières années de la crise (1976-1978). Le nombre de bâtiments commencés atteint 76000 unités en 1976 alors que la moyenne s'élève à 40000 unités. Ce phénomène peut être expliqué par une recherche d'actifs fixes dans une période à haut niveau d'inflation et à bas taux d'intérêt, qui rendit la construction intéressante aussi bien pour les investisseurs que pour les ménages. Le renversement survint après 1980; le nombre de bâtiments commencés descendit sous son niveau normal: en 1982 et 1983, il atteignait 28000 unités. La baisse s'est poursuivie en 1984: le nombre de bâtiments commencés n'atteint que 24400 unités, soit 13 % de moins qu'en 1983.

Dans ce cadre, il était évident qu'en 1984, la statistique des autorisations de bâtir ne pouvait s'améliorer que très légèrement. Le niveau de 1983 était si bas (23000 unités) qu'il faudrait au moins qu'il soit doublé pour retrouver un volume de construction de 40000 habitations par an. La hausse en 1984 se fixera probablement aux environs des 20 % ce qui ne porte qu'à 27500 le nombre d'habitations autorisées rendant difficile le maintien de l'activité dans la construction à l'actuel niveau de crise.

Dans la construction non résidentielle, l'évolution a été moins dramatique, bien que le recul fût plus grand après 1979 qu'après 1974. Le volume construit a atteint un sommet de 30 millions de mètres cube en 1974; jusqu'en 1979, il s'est maintenu aux alentours de 25 millions; en 1981 et 1982, il est tombé à 17 millions seulement et est remonté aux environs de 22 millions de mètres cube un an plus tard. Durant le second semestre de 1984, un affaiblissement important s'est produit de sorte qu'il devrait diminuer d'un quart environ et revenir à son niveau de 1981 et 1982.

B. LA PRODUCTION DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS

La croissance moyenne de 4 % de la production n'a pas été également répartie entre les différents secteurs, même si tous y ont peu ou prou participé. La hausse de la production fut importante dans la métallurgie de base et la chimie (+ 7 %) ainsi que dans les industries du cuir, du papier et du carton (+ 6 %). Une croissance de la production de 3 à 4 % environ a été notée dans la production d'électricité, les minéraux non métalliques, les fabrications métalliques ainsi que l'industrie alimentaire et des boissons. Une stabilisation au niveau atteint un an plus tôt est apparue dans l'industrie textile, la transformation du bois et la production de charbon. Les baisses plus ou moins importantes de l'indice sont limitées à quatre secteurs : le tabac, le vêtement et la confection, les carrières et les raffineries de pétrole; dans les trois premiers, l'affaiblissement ne s'est produit que durant le premier semestre et a été suivi par une croissance sensible cependant que dans le dernier, la baisse de la production perdura toute l'année.

a. La métallurgie de base.

Le redressement a été concentré principalement dans les demi-produits à la suite de la hausse de la production dans la première transformation des métaux.

Comme c'est le cas dans un modèle conjoncturel normal où redressement et récession se produisent d'abord dans ce secteur, la reprise de la production dans la métallurgie de base fut particulièrement importante durant le second semestre de 1983. Un léger affaiblissement se produisit pendant les premiers mois de 1984; la croissance reprit avec force au troisième trimestre pour être suivie par une stabilisation à la fin de l'année. L'accroissement de 7 % de la production se répartit en une hausse de 12 % pour la sidérurgie et de 3 % pour les métaux non ferreux.

L'amélioration relative dans la sidérurgie ne doit pas faire perdre de vue que la production dans ce secteur est inférieure de 6 % à ce qu'elle était en 1970 et de 25 % à son record historique de 1974. Dans la première transformation des métaux, la hausse fut importante (+ 5,5 %) pour la fonte, le laminage et la tréfilerie mais la production demeure loin des prestations antérieures (- 12 % par rapport à 1970 et - 17 % par rapport à 1974). Cependant, le recul de 1980-1983 est comblé et la production s'est stabilisée au niveau atteint immédiatement après la crise pétrolière (1976-1979).

b. L'industrie chimique

Deuxième secteur produisant principalement des produits demi-finis, l'industrie chimique et du caoutchouc a connu une hausse de sa production de 7 %. Bien que la croissance dans la chimie de base ait semblé se ralentir en fin d'année, les produits plus travaillés, tels que les plastiques et le caoutchouc, demeuraient orientés à la hausse. Le caractère incom-

plet des données ne permet pas de tirer davantage de conclusions.

c. Les matériaux de construction

La dégradation de l'activité dans la construction après 1980 a eu pour conséquence que la production dans les matériaux de construction a fortement reculé. Pour les minéraux non métalliques, la tendance s'inversa au cours du second semestre de 1983 et la production se stabilisa en 1984 à un niveau particulièrement élevé, qui dépasse de 5 % celui de l'année précédente. La croissance de la production de briques cuites et de verre plat fut particulièrement importante; celle de verre creux et de céramique demeura modeste tandis que la production de ciment stagna à son bas niveau de l'année précédente à cause de la diminution des travaux publics.

L'indice des carrières a légèrement baissé (- 0,7 % par rapport à 1983). La production de pierres destinées à la construction (petit granit et marbre) augmenta de plus de 10 % mais les pierres concassées et les sablières, destinées en grande partie aux infrastructures routières, ont poursuivi leur baisse.

d. L'énergie

Comme la plus grande part de l'énergie utilisée (voir point C ci-après) est importée, et vu que la consommation d'énergie par unité produite continue de baisser, le redressement de 1984 n'a influencé que dans une faible mesure l'indice de production du secteur énergétique.

Seule, la production d'électricité, en hausse de 4 % environ, reflète la meilleure activité économique; néanmoins, sa croissance est beaucoup plus lente que dans de précédents cycles identiques (10 % et plus). La production de charbon dépasse à peine le niveau de l'année antérieure; toutefois, la fermeture du dernier charbonnage wallon a entraîné une baisse durant le quatrième trimestre.

Le raffinage du pétrole poursuit son recul, limité à 5 % en 1984 contre 13 à 15 % annuellement au cours des trois dernières années. L'activité dans le secteur est inférieure de 40 % à ce qu'elle était en 1970 et s'élève à la moitié seulement de son sommet de 1973. Ce recul a été provoqué par la diminution de la consommation de produits pétroliers, qui se produit aussi au niveau mondial, et en particulier celle des résidus lourds qui, en Belgique, ont quasiment disparus comme combustibles des centrales électriques et ont perdu beaucoup d'importance dans d'autres domaines. De ce fait, seules les entreprises avec installations de cracking, qui produisent un haut pourcentage de composants volatiles, ont pu travailler à un niveau de capacité satisfaisant. Les autres installations ont été moins utilisées et une raffinerie a été complètement fermée en 1984.

e. Les fabrications métalliques

Comme cette branche fournit principalement des produits finis, composés essentiellement de biens d'investissement, les effets d'une reprise s'y font sentir plus tardivement qu'ailleurs. Ce fut à nouveau le cas puisque la production stagna, voire fut orientée à la baisse, entre l'automne 1983 et le milieu de l'année écoulée; elle commença à croître vigoureusement durant les deux derniers trimestres de l'année. La moyenne annuelle de cette branche dépasserait ainsi de 3 % celle de l'année précédente.

Les chiffres du second semestre appellent quelques réserves: ils sont en effet provisoires et subissent des corrections parfois très importantes. La moyenne du

secteur ne varie certes plus guère, ce qui n'est pas le cas pour certains sous-secteurs, même si ces modifications ne sont pas de nature à entacher les grandes lignes de l'analyse.

Ceci apparaît en particulier des données concerant les commandes et les livraisons de Fabrimétal, qui toutes deux se sont améliorées sensiblement en fin d'année. Les livraisons évoluent parallèlement aux indices de la production, dont il est question ci-après, mais sont dépassées, dans la plupart des groupes de marchandises, par les commandes, ce qui est un signe évident d'une conjoncture en hausse; à la fin de l'année, elles avaient dépassé pour la première fois le niveau record de 1980. Il est aussi significatif de constater que les commandes intérieures ont augmenté sensiblement pour la première fois après un long recul, en particulier pour les biens d'équipement (construction de machines et appareillage électrique), ce qui traduit le réveil de l'investissement dans le pays.

La croissance au cours de l'année écoulée a été la plus forte dans la construction de machines, particulièrement déprimée des années durant à cause de la faible demande de biens d'investissement en Belgique et à l'étranger, laquelle semble à nouveau bénéficier d'un meilleur climat et probablement aussi de l'amélioration de la position belge sur les marchés étrangers. La hausse en 1984 atteint 10 % environ, et est présente dans la plupart des secteurs. Dans la fine mécanique cependant, la croissance n'a pas dépassé 5 %; ce sous-secteur toutefois a enregistré, à la différence des autres, une remarquable augmentation continuelle de sa production depuis 1979.

La construction non mécanique est également orientée à la hausse (environ 4 %) mais des divergences apparaissent par sous-secteurs. Dans la plupart d'entre eux, la croissance est modeste (2 à 3 %); une baisse de 5 % se produit pour les ponts et charpentes tandis que les armes et munitions haussent de 18,9 %.

La croissance de la production dans les fabrications métalliques est uniquement due aux deux groupes de marchandises mentionnés plus haut. La production de machines électriques et d'appareils demeure au niveau de l'année précédente et le matériel de transport diminue de 1 % environ. Dans ce dernier cas, il s'agit de la conséquence des mauvais résultats du premier semestre; par la suite en effet, l'indice traduit une hausse notable de la production, entre autres dans le montage automobile, qui prise sur l'ensemble de l'année cependant, est inférieure à celle de 1983. La baisse de 10 % environ du montage des voitures particulières n'a pas été entièrement compensée par la remarquable croissance des véhicules utilitaires (+ 15600 unités, soit 43 %), reflet par ailleurs du meilleur climat d'investissement. Dans les petits sous-secteurs également (constructions navale et aéronautique, matériel ferroviaire), les indices provisoires haussent sensiblement dès le troisième trimestre, mais l'écart entre les données provisoires et définitives est habituellement si grand qu'il n'est pas possible de mener une analyse définitive.

f. Le textile

La conjoncture est restée hésitante tout au long de l'année. La moyenne annuelle sera environ identique à celle de l'année précédente, au cours de laquelle une hausse de 7,5 % s'était produite. Celle-ci, qui n'était pas liée à la conjoncture, traduisait les importantes améliorations structurelles qui ont remis en peu de temps ce secteur sur de nouvelles bases. Seule la production de la bonneterie continue de reculer; en opposition avec la

stabilisation des deux dernières années, elle devrait avoir baissé de 6 % environ, ce qui la mettrait à 45 % en-dessous de son niveau du début des années soixante-dix. Les tissages hausseraient de 1 à 2 % tandis que dans les filatures, sous-secteur à problème par excellence depuis quelques années, la production aurait crû de quelque 6 %, confirmant de la sorte le vigoureux redressement de 12 % de l'année précédente.

g. Les autres industries

Une faible croissance de la production est enregistrée par l'industrie alimentaire et des boissons (2 à 3 %), qui, depuis 1974, hausse chaque année, faiblement mais de manière constante. La croissance est demeurée limitée au cours de l'année écoulée à cause de l'affaiblissement qui s'est produit durant le dernier trimestre.

La croissance de 6 % environ de l'industrie du papier et du carton concerne aussi bien la production que la transformation.

Entre 1970 et 1980, la production de cuir a systématiquement reculé. A partir de 1981, cette tendance s'inversa. Une stabilisation se produisit en 1983 au niveau de l'année antérieure. A partir du deuxième trimestre de 1984, une nouvelle hausse apparut, de sorte que la moyenne annuelle de la production dépasse de 6 % environ celle de 1983.

La transformation du bois maintiendra sa production à un niveau identique à celui de l'année précédente, voire légèrement inférieur. La détérioration de la conjoncture en 1983 a été arrêtée au troisième trimestre de 1984 et s'est transformée en une amélioration remarquable qui ne suffit pas à hausser le niveau de la production au-delà de celui de l'année antérieure.

Le sensible recul du premier semestre dans l'industrie du tabac n'a pu être compensé par les meilleurs résultats ultérieurs de sorte que la production est de 4 % environ inférieure à son résultat de 1983.

Dans le secteur de la confection et des chaussures également, la baisse de la production, entamée dès le deuxième trimestre de 1983, atteint 3 à 4 %. Durant les deuxième et troisième trimestres, l'indice se stabilisa à un bas niveau; il recommença à croître à la fin de l'année. A la différence des deux années précédentes, la production de chaussures et pantoufles a diminué de 7 %. La confection elle-même aurait moins diminué.

C. CONSOMMATION D'ENERGIE

La consommation d'énergie, qui est aussi un indicateur de l'activité industrielle, a augmenté, pour la première fois depuis 1979, de 4,6 % en termes réels (tableau 15). La hausse fut la plus importante pour les combustibles solides (+ 12,5 %). La consommation nette d'électricité s'accrut de 4,9 % et celle, intérieure, de gaz naturel, de 3 %. Par contre, la consommation de produits pétroliers baissa à nouveau (- 4,1 %) à la suite des effets cumulatifs des mesures d'économie de l'énergie, et plus particulièrement de produits pétroliers, chez les particuliers et dans les entreprises. De la sorte, la consommation de l'énergie se diversifie toujours davantage; l'objectif de la CEE de réduire à 40 % la part du pétrole dans la consommation primaire d'énergie en 1990, est déjà atteint.

Les principaux développements des différents sous-secteurs sont esquissés ci-après; l'attention se porte également sur les importations parce que, comme décrit plus haut pour la production, celles-ci constituent une composante importante de la consommation d'énergie.

TABLEAU 15 - **Consommation brute d'énergie primaire**

x 1.000 t.e.p.

Sources d'énergie	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984 / 1983 %
Combustibles solides	11.288	11.197	10.827	9.206	10.359	12,5
Pétrole	23.304	20.692	19.723	17.527	16.967	- 3,2
Gaz naturel	9.902	9.133	7.539	7.915	8.188	3,5
Energie nucléaire	2.982	3.093	3.794	5.402	6.194	14,7
Autres (b)	- 429	+ 364	+ 376	+ 192	+ 380	..
Total	47.047	44.479	42.259	40.240	42.088	4,6

Source: Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données provisoires.
(b) Energie hydraulique et importations nettes d'électricité.

a. Les combustibles solides.

La reprise du marché ainsi que l'accroissement de la production ont contribué à l'augmentation des importations et à une légère baisse des stocks. La plus grande demande de charbon par la sidérurgie et par certaines autres industries en est la cause. Les fournitures aux centrales électriques ont atteint leur plus bas niveau depuis 1980 sous l'effet de l'emploi de schistes de terrils et surtout de l'augmentation de la production nucléaire de 15,5 %. De même, les livraisons aux ménages et aux secteurs assimilés tendent à diminuer (tableau 16).

Les importations restent couvertes à concurrence de 60 % environ par les pays de la CECA et les Etats-Unis.

TABLEAU 16 - **Balance charbonnière**

x 1.000 t

Désignation	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984 / 1983 %
Production	6.324	6.186	6.576	6.119	6.342	+ 3,6
Importations	10.139	10.051	10.484	7.510	9.287	+ 23,7
Variations de stocks	+ 141	+ 21	+ 568	- 171	+ 137	
Disponible	16.322	16.213	16.492	13.458	15.766	+ 12,3
Consommation intérieure	15.946	15.437	15.832	12.849	14.745	+ 14,8
Exportations	480	787	695	620	1.026	+ 65,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données provisoires.

b. L'électricité

La consommation d'électricité en haute tension a crû de 6,5 %; cette hausse importante provient de la demande des industries sidérurgique et chimique. Cependant, la consommation industrielle atteint à peine son niveau de 1979.

Seul le secteur des services augmente de manière continue sa consommation en haute tension, aussi bien pour l'éclairage que la force motrice et la traction (tableau 17).

TABLEAU 17 - **Bilan électrique**

x 1.000.000 Kwh

Désignation	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984 / 1983 %
Production nette	51.016	48.179	47.936	49.927	51.850	+ 3,9
Importations	6.285	5.704	4.826	4.038	4.453	+ 10,3
Exportations	8.920	5.264	4.327	4.356	4.143	- 4,9
Consom. d'énergie par les pompes des centrales de pompage	- 733	- 926	- 942	-1.102	-1.267	+ 15,0
Energie appelée	47.648	47.693	47.493	48.507	50.894	+ 4,9
Pertes sur réseaux	2.756	2.776	2.857	2.678	2.842	+ 6,1
Consommation nette	44.892	44.917	44.636	45.829	48.052	+ 4,9
dont : haute tension	31.142	30.811	30.269	30.968	32.721	+ 6,5
basse tension	13.750	14.106	14.367	14.861	15.331	+ 3,2

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données provisoires.

c. Le gaz

Les fournitures directes de gaz à l'industrie ont haussé de 4,4 % à la suite d'une meilleure formation des prix dans certains secteurs par rapport aux combustibles concurrents. La croissance aussi bien des fournitures directes que celles aux sociétés de distribution a permis de comprimer les fournitures aux centrales électriques (tableau 18).

Les importations de gaz naturel se sont davantage diversifiées: le gaz norvégien et algérien couvrent chacun 20 % environ des importations totales (tableau 19).

TABLEAU 18 - **Bilan du gaz**

Tjoules

Désignation	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984 / 1983 %
Gaz disponible	432.716	394.164	325.348	340.825	351.346	+ 3,1
gaz de ville	53	47	43	39	35	- 10,3
gaz naturel	432.663	394.117	325.305	340.786	351.111	+ 3,1
Demande intérieure	410.494	378.742	313.680	330.986	341.276	+ 3,1
Exportations	19.668	13.077	10.911	10.272	10.986	+ 7,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données provisoires.

TABLEAU 19 - **Répartition géographique des importations de gaz**

en % du total

Pays	1980	1981	1982	1983	1984
Pays-Bas	80,2	78,2	71,8	60,9	57,7
Norvège	19,8	21,8	24,1	20,2	22,6
Algérie	—	—	4,1	18,9	19,7

Source : Distrigaz.

d. Le pétrole

La demande intérieure de produits pétroliers reste orientée à la baisse (- 4,1 %), à la suite de la diminution des ventes de fuel lourd, non compensée par un léger regain pour les carburants (essence et diesel: + 2,1 %), le gasoil et le fuel léger pour chauffage (+ 1 %); pour ce dernier, la raison doit en être cherchée dans une température inférieure en 1984 à ce qu'elle fut un an auparavant (tableau 20).

La structure géographique des importations s'est profondément modifiée au cours des récentes années. Les pays de l'OPEP ne représentent plus que 40 % des importations totales de pétrole brut et de produits intermédiaires contre 85 % en 1980. Après une hausse spectaculaire en 1983, la part de la Mer du Nord s'est stabilisée à 20 % environ du total. La progression la plus importante est réalisée par l'URSS, qui assure un quart du total (tableau 21).

TABLEAU 20 - **Fournitures de produits pétroliers sur le marché intérieur**

x 1.000.000 t

Désignation	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984 / 1983 %
Essences auto	2,9	2,7	2,7	2,6	2,6	+ 0,5
Gazole	8,5	7,8	7,1	6,8	6,9	+ 2,0
pour : véhicules	1,8	1,8	1,9	2,1	2,2	+ 4,0
pour : chauffage (b)	6,7	6,0	5,2	4,7	4,7	+ 1,1
Fuel lourd	6,6	5,2	5,3	3,6	2,7	- 25,1
Autres	2,8	2,6	3,1	3,2	3,3	+ 3,1
Total	21,3	18,8	18,2	16,2	15,5	- 4,1

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données provisoires.
(b) Y compris le fuel léger.

TABLEAU 21 - **Répartition géographique des importations de pétrole brut et de produits intermédiaires.**

en % du total

Pays	1980	1981	1982	1983	1984
Arabie Saoudite	58,7	61,4	38,8	10,6	7,3
Autres O.P.E.P	26,1	18,2	34,1	39,9	33,6
U.R.S.S	6,7	5,6	11,8	15,0	24,6
Mer du Nord (Royaume-Uni et Norvège)	5,4	11,6	5,8	22,6	21,2
Autres	3,1	3,2	9,5	11,9	13,3

Source : Ministère des Affaires économique, Administration de l'Energie.

D. LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES

D'un point de vue conjoncturel, il n'est pas surprenant de constater que la reprise dans le secteur des transports n'a débuté qu'au second semestre de 1983. La demande pour les services de transports n'est qu'une demande dérivée; elle présente dans le temps un retard sur la production industrielle. Comme celle-ci fut toujours orientée à la hausse en 1984, elle se répercuta favorablement sur le secteur des transports, comme appendice de l'activité économique.

Vu sa part importante dans le commerce mondial, le transport maritime évolue approximativement de la même manière que celui-ci et indirectement donc comme l'activité économique. En 1984, l'amélioration du commerce mondial a permis une hausse du trafic, en particulier celui des minéraux de fer et des céréales.

Le trafic aérien a le plus profité de la reprise de 1984; il a en outre bénéficié de la rationalisation (compression des coûts salariaux, diminution du personnel, suppression des escales non rentables) mise en oeuvre par les différentes compagnies.

Certaines de ces caractéristiques se retrouvent dans les différentes branches du transport en Belgique. Il est cependant difficile de donner un résultat chiffré précis de cette activité: d'une part, des flux de marchandises doivent être mesurés; d'autre part, le secteur des transports produit des services qui, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, sont assurés par des entreprises de transports nationales ou étrangères. Les données à ce propos ne sont que tardivement ou pas du tout disponibles.

Le grand nombre d'intermédiaires explique ces difficultés: pour le transport maritime, les armateurs, les agents et les courtiers et la flotte marchande elle-même, en propriété ou affrètée, sous pavillon national ou étranger. L'organisation du transport professionnel routier est à ce point compliquée que le comptage des prestations en la matière est difficile. La navigation intérieure est également régie par différentes instances compétentes: Dienst Regeling van de Binnenvaart, Office Régulateur de la Navigation Intérieure, Office de Navigation Intérieure, Dienst voor de Binnenscheepvaart, Commission Centrale pour la Navigation du Rhin, Ministère des travaux publics pour le contrôle des voies navigables. A ces structures, s'oppose le quasi monopole des transports ferroviaires et aériens.

a. Le transport maritime

En tant que tels, les ports n'assurent aucune activité de transport; ils constituent l'une des infrastructures nécessaires pour permettre le chargement et le déchargement des navires, mouvements qui fournissent ainsi une mesure de l'activité dans ce secteur.

L'ensemble des principaux ports (Anvers, Gand, Bruges, Ostende et Bruxelles) a connu un développement positif en 1984 (tableaux 22 et 23) et la plupart d'entre eux, un meilleur équilibre entre entrées et sorties. En moyenne pour chaque port, et par comparaison avec 1983, les sorties ont plus fortement augmenté que les entrées.

TABLEAU 22 - **Activité dans les principaux ports belges 1983-1984**

Désignation	1983	1984	1984 / 1983 — %
Nombre de navires entrés	35.676	38.486	+ 7,9
Tonnage des navires (1.000 TRB)	190.447	203.592	+ 6,9
Entrées de marchandises (1.000 T)	72.570	78.358	+ 7,8
Sorties de marchandises (1.000 T)	44.465	53.386	+ 20,1
Total des activités (1.000 T)	117.035	131.734	+ 12,6

Source : Services portuaires.

TABLEAU 23 - **Activité par port de mer 1983-1984**

Ports	Entrées		Sorties		Total		
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1984 / 1983 %
Anvers	46.470	50.048	33.853	40.291	80.323	90.339	+12,5
Gand	18.943	20.478	4.981	6.114	23.924	26.592	+11,2
Zeebrugge	5.687	6.226	4.618	5.775	10.305	12.001	+16,5
Ostende	1.075	1.162	612	747	1.687	1.909	+13,2
Bruxelles	395	444	401	449	796	893	+12,2
Total	72.570	78.358	44.465	53.386	117.035	131.734	+12,6

Source : Services portuaires.

En 1984, l'activité portuaire fut particulièrement importante à Anvers: le nouveau sommet de 90 millions de tonnes n'est pas uniquement dû à l'augmentation générale du commerce mondial (à Anvers, les entrées de minéraux de fer et les sorties de produits sidérurgiques ont surtout haussé) mais aussi à d'autres facteurs. D'importantes sorties de charbon vers la Grande-Bretagne se produisirent au cours des derniers mois à la suite de la grève des mineurs qui affecta ce pays; en outre, l'accroissement du trafic de conteneurs a procuré à ce port une hausse de 22 % de son activité.

Le trafic du port de Gand a également augmenté, grâce aux engrais essentiellement. Les installations d'ensachage pour le blé ont en effet pu être converties pour les engrais de sorte que leurs entrées en vrac et leurs sorties ensachées ont augmenté. A ceci s'ajoutent le trafic des combustibles solides et les sorties de produits sidérurgiques.

Comme le montre son rapport annuel, Zeebrugge a enregistré la plus forte croissance de tous les ports entre Le Havre et Hambourg. Le transport par conteneurs a haussé à cause du développement de ce mode de transport pour les marchandises diverses; il représente désormais 75,5 % du trafic total, ayant crû de 24 %. Les marchandises en vrac - principalement les entrées de minerais et de charbon - ont augmenté de 10,5 % (18,6 % du trafic total) et les produits liquides - entrées d'huiles de différentes sortes et de produits chimiques - baissent de 18,7 % (5,9 % du total). Ces chiffres indiquent une importation plus grande de matières premières pour l'industrie européenne ainsi qu'une substitution relative de produits pétroliers et de pétrole par le charbon.

La croissance du trafic maritime à Ostende provient du transport roll-on/roll-off (+ 21 % pour les chargements et + 17 % pour les déchargements) ainsi que d'une augmentation des exportations de produits chimiques (+ 40 %).

Le port de Bruxelles suit les grandes tendances en connaissant un accroissement du trafic des produits métalliques, des matières premières agricoles et des combustibles solides.

b. La flotte marchande

Au 31 décembre 1984, la flotte marchande belge comptait 108 navires d'un tonnage brut de 2237704 tonnes; elle se composait à plus de 50 % de vraquiers, de vraquiers/navires porte-conteneurs, de navires de charge et porte-conteneurs qui représentent deux-tiers du tonnage brut.

Les données sur ses prestations au cours de l'année écoulée manquent encore mais certains indicateurs sensibles à la conjoncture, tels que le nombre de bâteaux-pilotes à Flessingue et de et vers Ostende et Zeebrugge, ainsi que celui des navires immobilisés provisoirement par manque de chargement, indiquent une amélioration du transport maritime pour la flotte marchande belge.

c. La navigation intérieure.

Bien qu'également mieux orienté en 1984 que précédemment, le transport par voies d'eau intérieures ne s'est pas aussi bien amélioré que le transport maritime (tableau 24). Ce résultat découle de la modernisation de la flotte en vue d'une offre de meilleure qualité.

d. Le transport routier

Les résultats des enquêtes de l'Institut du Transport Routier (ITR) montrent à nouveau, pour l'ensemble de l'année écoulée, une légère amélioration de la conjoncture dans ce secteur (tableau 25); ils mettent l'accent sur une meilleure utilisation du parc roulant pour le trafic trans-frontières.

Les résultats des petites entreprises (1 à 4 véhicules) demeurent, comme en 1983, sous la moyenne alors que ceux des entreprises moyennes et des grandes sont meilleurs: aussi bien pour le tonnage transporté que pour le coefficient de distance, de même que pour les engagements et les investissements, ils sont supérieurs à la moyenne. Ces entreprises ont néanmoins dû faire face à de plus grands problèmes de liquidité que les petites.

TABLEAU 24 - **Navigation intérieure : répartition du transport sur les voies d'eau intérieures entre exportations, importations, trafic de transit et intérieur 1981-1983.**

Moyennes mensuelles

Genre de trafic		1982	1983	1984	1984 / 1983 %
Exportations	1.000 T	2.316	2.521	2.624	4,1
	1.000.000 T/km	99	105	102	- 1,9
Importations	1.000 T	3.085	3.100	3.427	10,6
	1.000.000 T/km	138	137	148	8,0
Transit	1.000 T	330	311	338	8,7
	1.000.000 T/km	42	41	44	7,3
Trafic intérieur	1.000 T	1.819	1.671	1.836	9,9
	1.000.000 T/km	138	121	143	18,2
Total	1.000 T	7.549	7.602	8.224	8,2
	1.000.000 T/km	417	414	437	5,6

Source : Ministère des Affaires économiques, INS.

TABLEAU 25 - **Résultats des enquêtes de l'ITR**

Désignation	1982	1983	1984
Pourcentage d'entreprises signalant une augmentation du tonnage transporté par rapport à l'année précédente	36,9	42,2	43,0
Moyenne mensuelle du coefficient de distance en % (a)	65,1	64,4	64,7

Source : ITR.

(a) Pourcentage moyen mensuel de km parcourus en charge par rapport aux km à vide, par entreprise.

L'ITR remarque que les résultats pour l'ensemble du secteur sont en fait des extrapolations, fortement influencées par les prestations des petites entreprises, qui constituent 75 % du secteur (tableau 26) (1).

TABLEAU 26 - **Aperçu du nombre d'entreprises de transport professionnel routier**

Catégories d'entreprises	1982	1983	1984	1984 / 1983 %
Petites entreprises (1 à 4 véhicules)	6.100	5.929	5.719	- 3,5
Entreprises moyennes (5 à 20)	1.628	1.654	1.660	+ 0,4
Grandes entreprises (21 et plus)	538	565	621	+ 9,9
Entreprises P	1.601	1.555	1.501	- 3,5
Entreprises V	6.665	6.593	6.499	- 1,4
dont : entreprises de transport international (a)		2.388	2.456	+ 2,8
Total des entreprises	8.266	8.148	8.000	- 1,8

Source : ITR.

(a) Statistique publiée pour la première fois en 1983.

e. Le transport par chemin de fer

Ce type de transport a également bénéficié en 1984 de l'amélioration conjoncturelle, principalement pour le trafic international, alors que le national demeure stable (tableau 27).

(1) Les entreprises P ont un permis de transport valable dans un rayon de 25 km de leur siège d'exploitation. Les entreprises V couvrent le pays entier; ce permis est également une condition pour effectuer des transports internationaux.

TABLEAU 27 - **Transport de marchandises par chemin de fer**

Wagons de marchandises	1982	1983	1984	1984 / 1983 %
en millions de tonnes	62,4	63,3	70,8	+ 11,8
en millions de t/km	6.788,5	6.869,5	7.905,0	+ 15,1

Source : SNCB.

Les produits en acier et métaux, les minerais et les combustibles solides constituent la part la plus importante du transport ferroviaire.

f. Le transport aérien

Les aérodromes administrés par la Régie des Transports aériens ont enregistrés en 1984 des développements qui correspondent à la situation internationale précédemment décrite. Par comparaison avec 1983, le nombre de mouvements a diminué et le trafic de fret s'est redressé (tableau 28).

TABLEAU 28 - **Activités des aérodromes belges**

Trafic	1982	1983	1984	1984 / 1983 %
Mouvements	422.647	427.961	407.510	- 4,8
Fret en tonnes	166.107	137.562	165.965	+20,6
Poste en tonnes	9.160	8.502	9.127	+ 7,4

Source : Régie des Voies Aériennes.

La hausse de 1,3 % en 1983 du nombre de mouvements s'est transformée en 1984 en une diminution de 4,8 % due à la rationalisation des vols, cependant que les trafics de fret et postal ont récupéré presque entièrement leur recul de 1983 (qui s'élevait à 17,2 % et 7,2 % respectivement).

2.1.5. Rentabilité et revenus des sociétés

Les dernières données définitives de la globalisation des comptes annuels des entreprises concernent l'année 1982. Pour 1983, il existe des estimations sur base d'échantillons et sur base de la comptabilité nationale; pour l'année écoulée, seules certaines informations fragmentaires sur le développement de la rentabilité et du revenu des sociétés sont disponibles.

Il a cependant semblé utile de s'arrêter aux résultats de 1982, parce qu'ils représentent un tournant radical dans la structure financière et les bénéfices des sociétés belges. Ce renversement est caractérisé par trois facteurs:

a. l'augmentation de 58,8 % en 1982 du bénéfice d'exploitation qui atteint 185,5 milliards de francs;

b. la réduction de 2,7 milliards du solde négatif du compte financier, c'est à dire les recettes financières diminuées des coûts financiers, des intérêts divers et de la dépréciation, lequel s'établit à 100,4 milliards;

c. le surplus de 21,6 milliards en 1982 contre 5,9 milliards un an auparavant dégagé par les résultats extraordinaires, entre autres les plus-values et les recettes extraordinaires diminuées des amortissements et des dépréciations.

L'amélioration des résultats d'exploitation provient de la hausse plus rapide du chiffre d'affaires que des coûts de production (matières premières, salaires et amortissements). La croissance de 4,5 % seulement du coût salarial porte clairement l'empreinte de la politique de modération salariale du gouvermement ainsi que des politiques de rationalisation et de restructuration des entreprises.

Les charges financières, définies comme le coût des dettes à un an et plus, absorbent seulement 2,27 % du chiffre d'affaires en 1982 contre 2,41 % un an plus tôt.

La rentabilité nette (tableau 29) des fonds propres après impôt, c'est à dire le rapport entre le bénéfice ou la perte après impôt et les fonds propres, est passé de -1,41 % en 1981 à 5,49 % en 1982.

TABLEAU 29 - **Rentabilité nette et rapport entre les fonds propres et le patrimoine total**

En %

Désignation	1978	1979	1980	1981	1982
Rentabilité nette	2,46	5,25	0,62	- 1,41	5,49
Rapport fonds propres sur fonds totaux	27,16	26,74	25,32	25,09	26,29

Source : BNB, Centrale des Bilans.

Le rapport entre les fonds propres et les fonds totaux (tableau 29) a augmenté de 25,09 en 1981 à 26,29 en 1982. Les fonds propres ont donc haussé plus vite que les apports extérieurs, ce qui résulte d'augmentations de capital et d'accroissements des réserves et des plus-values de réévaluation. La structure des moyens extérieurs est demeurée en 1982 identique à ce qu'elle était un an auparavant.

La dette, à moins d'un an pour les deux tiers environ, est en grande partie constituée par des crédits fournisseurs et moins par des crédits bancaires et d'avance.

Certaines études annuelles (1), basées sur des échantillons plus ou moins représentatifs des résultats des entreprises, permettent de se faire une idée de l'évolution en 1983.

Le tableau 30 montre que les dettes à long terme ont diminué de manière spectaculaire en 1983 par rapport aux moyens propres: de 79,9 % en 1982, un record absolu, à 54,0 % en 1983, pour les 170 entreprises étudiées dans l'échantillon de Paribas. Ce retournement radical est la conséquence de la hausse des moyens propres de 20 % alors que le niveau des dettes à long terme demeurait pratiquement inchangé. La croissance des fonds propres (98 milliards) provient des augmentations de capital avec avantage fiscal et de l'auto-financement, rendu possible grâce aux bons résultats.

La rentabilité (2) n'a pas évolué de façon spectaculaire mais elle demeure toutefois au niveau atteint en 1982; elle est en tout état de cause nettement plus élevée que durant la seconde moitié des années soixante-dix. Sans la sidérurgie, elle se chiffrerait à 9,4 %, donc à un niveau un peu plus bas qu'en 1982, mais significativement plus élevé que les années antérieures. Ce léger recul provient de la forte croissance des fonds propres par des augmentations de capital, stimulées par les arrêtés royaux 15 et 150 pris dans le cadre des pouvoirs spéciaux. Comme ils n'ont pas tous été immédiatement libérés, mais seulement dans beaucoup de cas à la fin de 1983 ou dans le courant de 1984, ces nouveaux capitaux ne peuvent pas avoir déjà généré des recettes.

TABLEAU 30 - **Rentabilité et charges de la dette des entreprises 1974-1983**

En % des moyens propres

Années	Rentabilité		Dettes à long terme	
	total	sidérurgie exclue	total	sidérurgie exclue
1974	10,7	-	48,2	-
1975	4,9	-	57,1	-
1976	5,7	-	62,3	-
1977	2,1	5,5	75,3	69,1
1978	1,6	4,6	73,9	66,3
1979	5,9	8,2	74,2	68,0
1980	3,8	7,0	76,2	66,5
1981	3,3	8,0	76,7	71,5
1982	6,1	9,7	78,9	70,1
1983	6,7	9,4	54,0	48,9

Source : Paribas.

(1) « Les bénéfices des entreprises en 1983 », Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, n° 36 et « Rentabilité et comptabilité d'inflation en 1983 », Paribas, Avis économiques, septembre 1984.

(2) La rentabilité des moyens propres est déterminée dans l'échantillon de Paribas sur base d'un résultat net recalculé, c'est à dire après soustraction des tantièmes et des résultats extraordinaires du résultat net. Pour les holdings uniquement, le résultat extraordinaire n'est pas défalqué parce qu'il provient de plus-values sur la réalisation des actifs.

Cette évolution favorable du point de vue des entreprises varie sensiblement d'un secteur à l'autre. La construction et la sidérurgie conservent en 1983 une rentabilité négative, due à leurs dettes élevées et aux difficultés auxquelles elles sont confrontées. Les secteurs à relativement haute rentabilité appartiennent aux technologies de pointe (pétrole, construction de machines, chimie) et aux services au sens large (distribution, électricité, trusts).

Le rapport entre les dettes à long terme et les fonds propres s'est amélioré dans tous les secteurs, à l'exception des minéraux non métalliques, du textile et de l'industrie chimique.

La même amélioration se dessine des données de l'échantillon de la Kredietbank, qui est plus large que celui de Paribas (3). La rentabilité nette augmente clairement en 1983 par rapport à 1982 mais la hausse des moyens propres est plus faible que dans l'échantillon de Paribas (tableau 31).

TABLEAU 31 - **Rentabilité des entreprises en 1979, 1982 et 1983**

Secteurs	Rentabilité nette sur fonds propres			Rentabilité brute sur fonds propres		
	1979	1982	1983	1979	1982	1983
Industrie	7,15	4,61	6,73	23,78	25.95	25,88
Services	7,36	4,66	2,52	24,29	22,61	21,00
Total (sans le secteur financier)	7,09	4,83	6,83	23,53	24,30	25,78

Source : Kredietbank.

Les meilleurs bénéfices ne résultent pas uniquement d'une amélioration de l'environnement financier des entreprises. Ce facteur a d'ailleurs seulement joué au cours des dernières années. Par contre, les coûts de personnel (tableau 32) ont, entre 1979 et 1983, tenu un rôle aussi important dans le redressement des bénéfices: durant cette période et en moyenne, leur hausse n'a jamais dépassé celle du chiffre d'affaires, sauf pour le secteur des services.

Une part de cette augmentation moindre des coûts de personnel doit être attribuée en partie à la rationalisation des méthodes de production et en partie à la modération salariale en 1982 et 1983.

Si des estimations des composantes du produit national brut sont utilisées, les évaluations sur base des comptes nationaux de 1983 peuvent être étendues à 1984. Un compte des revenus des sociétés a été à cet effet établi par la Banque Nationale de Belgique (tableau 33).

(3) A titre de comparaison, l'échantillon de Paribas considère 170 entreprises et celui de la Kredietbank, 2784. La Centrale des Bilans examine les comptes de 16000 entreprises environ.

TABLEAU 32 - **Evolution du chiffre d'affaires, des coûts de personnel et des charges financières dans certains secteurs.**

En %

Secteurs	Chiffre d'affaires		Coûts de personnel		Charges financières	
	1983 / 1982	1983 / (e) 1979	1983 / 1982	1983 / (e) 1979	1983 / 1982	1983 / (e) 1979
Total	+ 6,6	+ 11,1	+ 4,1	+ 6,1	- 6,7	+ 16,9
Industrie (a)	+ 8,3	+ 11,7	+ 5,0	+ 5,6	- 4,5	+ 18,4
Energie	+ 6,8	+ 17,0	+ 5,8	+ 8,4	+ 1,9	+ 18,2
Acier	+ 12,2	+ 5,4	+ 7,5	+ 2,6	- 11,3	+ 25,0
Non ferreux	+ 24,7	+ 14,3	+ 3,3	+ 6,0	- 10,6	+ 10,6
Chimie (b)	+ 16,5	+ 12,7	+ 5,5	+ 7,3	- 2,1	+ 21,1
Fabrication métallique	- 2,0	+ 6,5	+ 0,7	+ 5,9	- 19,7	+ 15,5
Agro-industrie	+ 7,9	+ 11,1	+ 3,4	+ 5,6	- 9,0	+ 11,7
Textile (c)	+ 13,0	+ 10,7	+ 7,3	+ 6,2	- 21,0	+ 19,4
Bois et papier	+ 10,2	+ 10,9	+ 8,0	+ 7,3	- 14,1	+ 15,9
Construction (d)	+ 7,1	+ 8,5	+ 11,1	+ 3,9	+ 25,8	+ 19,2
Secteur tertiaire	+ 3,9	+ 10,0	+ 1,9	+ 6,3	- 12,0	+ 13,5
Commerce	+ 3,8	+ 9,9	+ 2,8	+ 7,2	- 26,8	+ 12,7
Transports	+ 3,2	+ 13,5	- 2,5	+ 3,0	+ 3,5	+ 15,4
Services	+ 5,9	+ 6,8	+ 5,5	+ 7,9	+ 10,8	+ 13,8

Source : Kredietbank.

(a) Y compris les entreprises publiques.
(b) Y compris le caoutchouc et le plastique.
(c) Y compris le cuir et l'habillement.
(d) Y compris les matériaux de construction.
(e) Variation annuelle moyenne.

Pour autant qu'elles correspondent avec la réalité (4), ces évaluations montrent que les revenus des entreprises se sont à nouveau nettement améliorés en 1984. Il faut cependant tenir compte de la méthode de calcul de la Banque Nationale. La hausse de l'excédent brut d'exploitation avant subvention a augmenté à cause d'une marge bénéficiaire plus élevée par produit vendu: les coûts par unité vendue ont haussé de 6,3 % en 1984 et le prix de vente, de 7 %, ce qui fut possible parce que le coût salarial par unité vendue n'a crû que de 3,5 % seulement (5,1 % en 1983).

L'amélioration du revenu des sociétés depuis le renversement de tendance de 1982 est confirmée par certains rapports partiels. La plupart des grandes entreprises, à l'exception des grands magasins peut-être, affichent un meilleur résultat pour 1984. En outre, les éléments suivants ont favorablement influencé la rentabilité en 1984:

(4) Ces données doivent être examinées avec prudence parce que, dans le système des comptes nationaux, le revenu des sociétés est calculé par solde et non en sommant les bénéfices non distribués qui apparaissent dans les comptes annuels.

TABLEAU 33 - **Compte des revenus des sociétés et comparaison avec le PNB**

Désignation	1982 —% 1981	1982 Mrd F	1983 —% 1982	1983 Mrd F	1984 —% 1983	1984 Mrd F
1 Excédent brut d'exploitation avant subsides	+ 21,5	404	+ 8,7	439	+ 20,7	530
2 Subsides reçus	- 4,0	53	+ 25,6	67	+ 6,0	71
3 Excédent brut d'exploitation (1 + 2)	+ 17,9	457	+ 10,7	506	+ 18,8	601
4 Revenus nets de la propriété versés à d'autres secteurs (-)	+ 2,4	- 63	+ 15,8	- 73	+ 23,3	- 90
5 Revenu primaire brut (3 + 4)	+ 20,8	394	+ 9,9	433	+ 18,0	511
6 Transferts courants (-) à destination des pouvoirs publics	+ 28,9	-113	+ 0,9	-114	+ 17,5	-134
7 Revenu disponible (5+6)	+ 17,8	281	+ 13,5	319	+ 18,2	377
Revenu disponible en % du PNB		7,2		7,7		8,4

Source : BNB, Ministère des Affaires économiques, DGED.

a. la première indexation de 2 % en 1984, 1985 et 1986, qui n'apporte aucun avantage aux entreprises puisque son produit doit être versé au Trésor, a pour conséquence que les salaires n'augmenteront pas plus vite que l'indice des prix à la consommation;

b. la stabilisation des taux d'intérêt, et même une légère baisse en fin d'année, soulage les entreprises;

c. les augmentations de capital réalisées ont été si nombreuses que l'appel à des crédits à long terme a pu rester limité;

d. une part importante des capitaux a été consacrée à des investissements de rationalisation, avec pour effet de comprimer davantage la masse salariale;

e. le taux d'utilisation des capacités de production a augmenté;

f. le chiffre d'affaires a haussé, principalement pour les entreprises exportatrices.

En conclusion, l'évolution positive de la rentabilité des entreprises, entamée en 1982, s'est poursuivie en 1984 également.

2.1.6. Marchés de l'argent et des capitaux

A. LE MARCHE DES OBLIGATIONS

Sur le marché primaire des obligations, le montant récolté lors des émissions d'emprunts obligataires (389 milliards) est inférieur de 100 milliards à celui de 1983 mais dépasse d'un même montant celui de 1982 (tableau 34).

TABLEAU 34 - **Principales émissions du secteur public 1979-1984**

En milliards de francs

Années	Etat	Fonds des routes	Autres	Total
1979	196,0	60,7	21,0	277,7
1980	154,8	40,5	27,0	222,3
1981	144,0	47,0	51,5	242,5
1982	176,0	38,0	72,0	286,0
1983	322,5	125,8	41,0	489,3
1984	293,0	41,0	55,0	389,0

Source : BNB.

Comme par le passé, l'Etat, confronté au déficit budgétaire actuel, est resté le plus grand emprunteur de capitaux, laissant peu de possibilités aux autres émetteurs (tableau 35). Aucun émetteur privé belge ne s'est présenté sur le marché primaire des obligations, auquel trois institutions internationales ont eu modestement recours: la Banque Européenne d'Investissement (3,5 milliards en février), Euratom (3 milliards en juillet), et la Banque Mondiale (3 milliards en septembre).

Que cette dernière ait pu proposer un taux d'intérêt inférieur à celui des emprunts du Fonds d'Aide aux Communes et de l'Etat, émis en septembre et octobre, pourrait signifier que les placeurs estiment que la solvabilité de l'Etat est moins grande que celle de la Banque Mondiale, ce qui se traduit par une prime de risque et donc un taux de coupon plus élevés.

Aussi bien le taux du coupon que le rendement des emprunts ont été plus élevés en 1984 que durant la seconde moitié de l'année précédente, à la fin de laquelle le premier n' atteignait plus que 11,25 % seulement après avoir baissé continuellement depuis septembre 1982 (14 %); au début de 1984, il monta à 11,75 % pour le premier emprunt de l'Etat mais, comme ce dernier fut émis en dessous du pair, son rendement actuariel s'établit à 11,95 %. Cette hausse était en fait modeste parce que, durant cette période, les taux à court terme augmentèrent d'un pour cent. L'écart entre les taux à court et à long termes se rétrécit donc mais leur hiérarchie normale, restaurée dès août 1982, fut maintenue.

D'avril à septembre, le taux du coupon s'éleva à 12 %; ensuite, un commencement de baisse apparut puisque l'emprunt du Fonds d'Aide aux Communes fut émis au-dessus du pair. A la fin de

TABLEAU 35 - **Principales émissions à plus d'un an du secteur public en 1984 (a)**

Période	Emetteur	Taux du coupon	Taux d'émission	Durée	Montant (b)	Rendement (c)
Janvier	Etat	11,75	99,0	8 ans	72	11,95
Avril	Fonds des Routes	12,00	99,5	7 ans	41	12,11
Mai	Etat	12,00	99,5	8 ans	124	12,10
Septembre	Fonds d'Aide aux Communes	12,00	100,25	7 ans	40	11,95
Octobre	Etat	11,75	99,75	8 a. 3 m.	97	11,76
Novembre	R.T.T.	11,75	100,25	8 ans	15	11,70

Source : BNB.

(a) Emprunts pour lesquels un arrêté est paru au Moniteur Belge, à l'exclusion des émissions courantes.
(b) En milliards de francs.
(c) A la date d'échéance.

l'année, le taux était plus bas qu'en son début mais néanmoins supérieur au niveau de la fin 1983.

L'augmentation du précompte immobilier de 20 % à 25 % a peut-être entraîné un plus haut niveau des taux d'intérêt obligataires, mais ceci est loin d'être certain car cette mesure ne touche que les placeurs privés.

Aucun emprunt-charnière ne fut émis en 1984. Par ailleurs, la durée des emprunts obligataires continua d'osciller entre 7 et 8 ans, ce qui est relativement court.

En raison des économies budgétaires, le premier coupon de l'emprunt de l'Etat émis en octobre ne sera payable qu'après quinze mois au lieu de douze habituellement. Cet emprunt n'entraînera donc aucune charge d'intérêt en 1985 mais seulement en janvier 1986, avec un premier coupon de quinze douzièmes. L'effet cumulatif sur les charges, provoqué par la hauteur actuelle de la dette publique, sera donc quelque peu atténué en 1985.

Il convient de relativiser ce qui pourrait apparaître à première vue comme un produit élevé pour les emprunts obligataires (334 milliards pour l'Etat et le Fonds des Routes). D'une part, la croissance totale de la dette publique s'élève à 542,6 milliards en 1984; d'autre part, les trois quarts environ du produit de ces emprunts servent à rembourser ceux venus à échéance. Pour maintenir dans une situation plus ou moins normale la composition en durée de la dette publique, la recette nette des emprunts obligataires aura donc atteint un minimum absolu.

B. LE MARCHE DES ACTIONS

La Bourse de Bruxelles fut, au cours de l'année écoulée, moins agitée qu'en 1983, qu'il s'agisse de l'indice boursier lui-même ou du nombre de titres traités. L'émission de nouvelles parts fut moindre qu'en 1982 et 1983 vu qu'il n'était plus possible de recourir aux dispositions fiscales précédemment en vigueur.

a. L'évolution des cours.

L'indice boursier général au comptant dépasse en fin d'année de 16,87 % son niveau du début de 1984 (tableau 36). Cette évolution des cours est comparable à celle de 1982 (16,85 %) durant laquelle les arrêtés royaux 15 et 150 entrèrent en application.

L'indice des valeurs industrielles a haussé de 17,62 %, donc un peu plus que l'indice général. Les cours oscillèrent davantage qu'en 1983, année pendant laquelle la tendance à la hausse fut une seule fois interrompue à l'automne. Trois phases différentes doivent être distinguées pour 1984; le sommet de chacune d'entre elles dépassa celui de la précédente de sorte qu'en octobre, le niveau record de 165,08 fut atteint (21,88 % en plus qu'au début de 1984). Comme en 1983, les fonds communs de placement reconnus dans le cadre de l'A.R. nº 15 jouèrent un rôle important dans ces variations (tableau 37).

TABLEAU 36 - **Indice boursier de la Bourse de Bruxelles 1981-1984**

1963=100

Indice au	Comptant		Terme
	Général	Valeurs industrielles (a)	
05.01.1981	83,13	60,21	184,54
30.12.1981	87,24	56,52	191,76
04.01.1982	88,04	56,33	191,62
30.12.1982	102,88	75,43	251,46
03.01.1983	101,13	74,33	250,66
29.12.1983	136,16	101,13	340,58
02.01.1984	135,44	100,84	356,77
28.12.1984	158,30	118,61	338,68

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Cet indice concerne les titres de trente sociétés considérées comme les plus importantes des différents secteurs cotés.

La première hausse n'était en fait que la poursuite de celle entamée à la fin de l'année précédente; elle dura jusqu'à fin janvier et provenait de l'activité des fonds de placement reconnus qui recueillirent des apports importants en décembre 1983 et durent les placer. Malgré des placements satisfaisants en actions belges (78,6 % de la valeur totale d'inventaire en décembre 1983), ces fonds haussèrent encore ces placements en janvier 1984 (83,7 %). La hausse des cours à Wall Street, qui entraînait dans son sillage les bourses européennes, contribua également à cette évolution favorable.

En février, les cours de bourse connurent leur premier recul, causé par la hausse des taux d'intérêt, l'incertitude concernant la volonté de poursuivre l'assainissement des finances publiques, la faiblesse du franc et l'activité moindre des fonds de placement.

Tableau 37 - **Activité des fonds de placement reconnus dans le cadre de l'Arrêté Royal nº 15**

Fin de période	Valeur globale d'inventaire (en milliards)	% des placements en parts belges
1982	8,7	58,8
1983	26,3	78,6
1984		
janvier	27,6	83,7
février	26,3	84,2
mars	27,9	84,6
avril	30,3	86,6
mai	30,4	87,0
juin	30,3	87,3
juillet	31,2	87,2
août	34,7	89,3
septembre	36,8	92,2
octobre	40,5	91,2
novembre	42,1	87,4
décembre	48,6	80,5

Source : Paribas.

L'effet combiné du nouveau plan d'assainissement et de la meilleure tenue du franc conduisit à une nouvelle augmentation en mars, période déjà habituellement caractérisée par une tendance à la hausse (hausse de printemps), due à l'approche du paiement de dividendes et à la publication de nombreux résultats d'entreprises montrant d'ailleurs une vigoureuse croissance en 1984.

En juin, les cours baissèrent jusqu'à un niveau à peine supérieur à celui de février. Ce recul fut partiellement provoqué par le paiement des dividendes mais également par le malaise régnant sur les bourses étrangères. Cette période a en fait suivi le tracé qui est habituellement le sien (pause ou baisse de l'été).

En août et au début septembre, les cours se redressèrent pour rester stables jusqu'en octobre, au plus haut niveau de l'année. Aussi bien la hausse de Wall Street que l'activité des fonds de placement en furent la cause. Au lieu d'attendre, comme durant les deux années précédentes, de nouvelles souscriptions avant d'acheter des parts, les fonds de placement reconnus ont augmenté leurs placements en actions jusqu'à 92 % de leur valeur d'inventaire globale, de sorte qu'ils ne furent plus obligés d'acheter à la fin de l'année un certain nombre d'actions pour pouvoir satisfaire à leurs obligations de réinvestissement (75 % des sommes rassemblées doivent être investies en parts belges).

Début novembre, la Bourse a connu une nouvelle baisse des cours, aussi limitée que la précédente, de sorte que l'année se clôtura sur un niveau plus élevé que celui du deuxième sommet, début mai. Cette dernière baisse fut en grande partie influencée par une importante émission d'actions de deux holdings.

b. Titres traités, capitalisation boursière et émission d'actions

L'évolution favorable de l'indice de la Bourse a porté sur un plus petit nombre de titres traités qu'au cours des deux années précédentes (tableau 38); même si leur nombre a diminué de moitié par rapport à 1983, les capitaux négociés n'ont baissé que légèrement. Le montant moyen par titre traité est en conséquence passé de 715 francs environ en 1983 à 1270 francs environ en 1984 pour les valeurs du marché au comptant.

Tableau 38 - **Evolution des titres et des capitaux négociés 1976-1984 (a).**

Années	Marché au comptant (actions et obligations industrielles)		Marché à terme		Total	
	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux
1976	31,4	20,1	58,9	36,7	90,3	56,9
1977	26,4	14,4	51,1	26,4	77,6	40,8
1978	24,1	15,4	42,7	25,4	66,8	40,8
1979	23,2	16,7	41,4	27,9	64,6	54,5
1980	21,7	16,7	49,8	48,1	71,5	64,9
1981	16,8	16,6	41,9	43,6	58,8	60,2
1982	43,6	25,2	55,9	64,1	99,6	89,2
1983	60,3	43,1	79,7	94,5	140,0	137,6
1984	32,9	41,8	81,7	117,4	114,7	159,1

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

(a) Nombre de titres échangés en millions; capitaux échangés en milliards de francs.

La capitalisation boursière des sociétés belges s'est accrue de 599,7 milliards fin 1983 à 778,5 milliards un an plus tard (+ 31,5 % contre + 49,2 % en 1983). Une partie de cette augmentation découle du large solde positif des hausses du nombre de titres existants sur celui des annulations (+68,7 milliards), une autre provenant de l'augmentation du cours des actions.

Les entreprises cotées en Bourse émirent des actions pour un montant de 17,2 milliards, dont 15,2 milliards furent recueillis par souscription publique. Ce montant est nettement inférieur à celui de l'année précédente, la dernière au cours de laquelle des avantages fiscaux s'appliquaient à de telles opérations, de sorte que cette émission nouvelle ne s'explique que par des motivations économiques et est une preuve de plus que la structure financière et les perspectives de profits des entreprises se sont améliorées (voir aussi 2.1.5.). Tout porte donc à croire que ces stimulants fiscaux, qui ont également une répercussion budgétaire, ne doivent pas être répétés.

c. Rendement et évolution sectorielle

La moyenne mensuelle du rendement (1) de toutes les actions belges cotées sur le marché du comptant s'élève à 30,5 % en 1984, taux inférieur à celui de 1983 (40,4 %) mais comparable à celui de 1982 (33,2 %). L'année écoulée est donc la troisième consécutive à afficher un rendement positif, de surcroît fort élevé s'il est comparé avec ceux des placements sans risques: la prime de risque atteint ainsi 17 % environ pour les placements en actions.

Le rendement de tous les secteurs est positif, même si, pour certaines entreprises individuelles, il est négatif (23 sur 229 des entreprises examinées contre 7 un an auparavant).

L'évolution des cours sur le marché au comptant de la Bourse de Bruxelles est présentée par secteurs au tableau 39.

Parmi les secteurs qui obtiennent les meilleurs résultats, quelques uns récupèrent leur moins bonne prestation de 1983 (en comparaison avec la moyenne du marché). Leur classement, avec certains secteurs de pointe et de service en tête, apparaît normal. Le bon résultat de la sidérurgie doit être relativisé étant donné la basse valeur absolue de l'indice mais il reflète cependant les efforts d'assainissement réalisés. Vu la modération salariale, les faibles prestations des groupes « grands magasins » et « alimentation » sont logiques et expliquent leur mauvais classement.

Les chiffres de rendement sectoriel évoluent à peu près parallèlement aux cours (2). Un rendement plus élevé que la moyenne est noté pour les secteurs suivants: papier, plantations, acier, chimie, pétrole, trusts, holdings, textile et non ferreux. Les rendements plus faibles que la moyenne, qui sont encore suffisants pour contenir une prime de risque satisfaisante, sont enregistrés par les assurances, l'automobile, les minéraux non métalliques, les banques, l'électricité et la distribution. En queue de peloton, figurent les secteurs de la construction, du matériel électrique, de la construction métallique, des divers, des sociétés immobilières et de l'alimentation.

d. Influence évanescente de l'Arrêté Royal nº 15

Le tableau 40 présente une comparaison internationale de l'évolution boursière au cours des trois dernières années. Il montre que la bourse de Bruxelles a connu la plus forte croissance en 1982 sans toutefois réaliser d'aussi bons résultats que celles de Stockholm et d' Amsterdam. En 1983, seules les grandes bourses de New-York, de Tokyo et de Londres ont moins bien évolué que celle de Bruxelles. En 1984, les bourses de Tokyo, de Londres (malgré la grève des mineurs), d'Amsterdam, d'Oslo et de Hong-Kong ont effectué de meilleures prestations que celle de Bruxelles.

(1) Ces données ont été empruntées à « La Bourse de Bruxelles en 1984 », Paribas, janvier 1985. Le rendement est défini comme la différence de cours sur douze mois, augmentée du dividende et, le cas échéant, de la valeur théorique du droit de souscription ou d'attribution, exprimée en pourcentage du cours de l'année précédente.

(2) Les secteurs ne sont pas identiquement les mêmes que ceux du tableau. L'évolution sectorielle des cours suit une répartition établie par la Commission de la Bourse tandis que celle du rendement provient de Paribas.

Tableau 39 - **Comparaison des indices boursiers de la Bourse de Bruxelles par rubrique 1982-1984 (marché au comptant).**

Secteurs	Indice au 28.12.84	1984/1983 en %	1983/1982 en %	1982/1981 en %
A.Supérieurs à la moyenne en 1984				
1.Plantations	1686,57	+59,99	+15,45	+20,10
2.Sidérurgie	15,92	+48,23	+81,47	- 17,94
3.Sucreries	85,00	+41,66	+ 5,61	+ 9,39
4.Transport	454,28	+38,78	- 2,41	+54,70
5.Papeteries	34,91	+32,68	+34,33	+ 5,66
6.Non-ferreux	105,04	+31,31	+41,83	+59,36
7.Pétroles	531,98	+29,87	+30,15	+ 3,48
8.Assurances	130,85	+29,13	+34,99	+22,83
9.Trusts	174,75	+23,78	+34,16	+17,47
B.Inférieurs à la moyenne en 1984				
10.Textile	81,47	+16,55	+55,71	+65,86
11.Chimie	124,47	+16,44	+71,19	+15,59
12.Electricité, Gaz, Eau	172,85	+16,08	+32,97	+20,18
13.Banques	131,29	+13,02	+27,77	+ 3,16
14.Charbonnages	291,80	+11,48	+21,22	+43,92
15.Construction	65,09	+ 9,32	+14,71	+46,29
16.Sociétés à portefeuille	137,07	+ 9,30	+56,09	+16,58
17.Grands magasins	196,38	+ 6,92	+21,15	+43,92
18.Brasseries	105,83	+ 4,10	+31,90	+11,62
19.Matériel électronique	69,68	+ 2,44	+17,28	+51,51
20.Glaces et verres	119,50	+ 0,52	+30,29	+15,52
21.Immobilières	101,91	- 4,20	- 5,08	+37,54
22.Alimentation	391,00	- 5,21	+36,71	+17,41
23.Fab. métalliques	59,19	- 8,27	- 2,75	+44,05
C.24.Divers	358,92	+13,39	+26,63	+42,98
D.Total des valeurs belges	158,30	+16,78	+34,63	+16,86

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Au vu de cette évolution, certaines questions se posent concernant les effets réels des arrêtés 15 et 150, dont l'un des volets concerne les avantages fiscaux octroyés à l'émission de nouvelles actions. Il peut être estimé qu'ils ont permis aux entreprises de rassembler 340 milliards pendant les années 1982 et 1983, dont 27 % par le biais d'émissions publiques. En principe, 60 % de ce montant aurait dû être investi dans des entreprises belges, mais pour près d'un tiers, il servit à rembourser des dettes. Pour le reste, certains doubles comptages subsistent: avec ces nouveaux capitaux par exemple, des holdings ont souscrit à des émissions d'entreprises filiales. Finalement, la plus-value en capital à risque n'est pas aussi élevée que généralement accepté. Néanmoins, grâce à ces capitaux, les

entreprises purent disposer de moyens d'action plus souples et diminuer leurs coûts fixes.

Les capitaux rassemblés sont probablement plus importants qu'ils ne l'auraient été si ces arrêtés n'avaient pas existé, mais leur influence totale ne peut être déterminée avec précision. A l'opposé, il convient de ne pas négliger la moins-value fiscale qu'ils ont entraînée. L'estimation la plus élevée de ce coût pour l'Etat est celle du Bureau du Plan qui la fixe à 3,5 milliards en 1984 et à 11,7 milliards en 1985; ce dernier coût est repris annuellement jusqu'en 1993.

Le second volet de ces arrêtés accorde des abattements fiscaux pour les placements en actions (3). Bien que cette mesure eût pu attirer en grand nombre des placeurs potentiels vers la Bourse, seulement 5 % du total des contribuables a utilisé cette possibilité en 1982 et il est estimé qu'il atteindrait le double au cours des années ultérieures. Le coût budgétaire en terme de moins-values fiscales se monte à 5,5 milliards de francs pour l'année d'imposition 1983 et atteindrait par la suite un minimum de 11 milliards par an. Ces chiffres, confirmés par un sondage d'opinion (voir plus loin), montrent que ce volet de l'arrêté royal n'a pas attiré beaucoup de nouveaux actionnaires.

Outre les facteurs qui influencent normalement la bourse, ces arrêtés ont probablement fourni un appui complémentaire à l'évolution favorable des cours boursiers entre 1982 et 1984. La faible hausse de 1984 laisse cependant supposer que l'effet de cette mesure s'affaiblit petit à petit.

TABLEAU 40 - **Comparaison des cours de certaines bourses étrangères**

En %

Bourses	déc.84/déc.83	déc.83/déc.82	déc.82/déc.81
New-York	+ 1,4	+ 17,3	+14,8
Tokyo	+16,7	+ 23,4	+ 4,4
Londres	+22,8	+ 30,0	+12,5
Zurich	+ 0,5	+ 33,1	+11,1
Francfort	+ 6,4	+ 36,5	+13,0
Amsterdam	+18,0	+ 53,0	+18,9
Paris	+15,8	+ 56,4	+ 8,6
Stockholm	- 6,3	+ 60,1	+48,0
Oslo	+29,1	+122,1	- 12,6
Copenhagen	- 21,0	+111,9	+ 8,0
Hong-Kong	+37,2	+ 11,6	-44,2
Singapour	- 18,9	+ 36,8	- 6,2
Bruxelles	+16,3	+ 32,4	+18,0

Source : Paribas.

(3) L'achat d'actions belges pour un montant de 40000 francs (plus 10000 francs par personne à charge) permet au contribuable de déduire cette somme de son revenu imposable pour autant qu'il les conserve pendant cinq ans. Pour un revenu imposable compris entre 250000 et 500000 francs par an, la diminution d'impôt représente 37,4 % de l'achat et elle atteint 72 % pour les revenus compris entre 4 et 14 millions.

C. *STOCK MONETAIRE, ACTIFS FINANCIERS ET ENGAGEMENTS*

a. Stock monétaire

Le tableau 41 présente un aperçu de l'évolution du stock monétaire auprès des institutions principalement monétaires. Le total général équivaut à M1, la quantité de monnaie au sens strict. Sa forte croissance de la fin 1983 (+ 8,68 % en un an) ne s'est pas reproduite l'année suivante, à la fin de laquelle M1 dépassait à peine son montant atteint douze mois auparavant.

TABLEAU 41 - **Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires (a)**

En milliards de francs

Fin de période	Encaisses monétaires (b)			Monnaie scripturale Pouvoirs publics	Total général	Accroiss. en % (f)
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total			
1975	292,1	312,0	604,1	36,2	640,3	..
1976	310,5	330,4	640,9	43,2	684,1	+ 6,84
1977(c)	339,2	365,1	704,3	44,6	748,9	+ 9,48
1977(d)	339,2	365,1	704,3	37,2	741,5	..
1978	360,9	383,8	744,7	40,2	784,9	+ 5,86
1979	371,8	388,8	760,6	44,1	804,7	+ 2,53
1980	378,9	385,9	764,8	41,9	806,7	+ 0,25
1981	385,8	403,0	788,8	36,1	824,9	+ 2,26
1982	384,9	432,2	817,1	39,6	856,7	+ 3,97
1983	398,8	490,1	888,9	42,1	931,0	+ 8,68
mars	373,6	428,0	801,6	40,4	842,0	+ 2,54
juin	401,0	465,7	866,7	48,0	914,7	+ 3,88
septembre	395,9	464,3	860,2	34,5	894,7	+ 5,04
décembre	398,8	490,1	888,9	42,1	931,0	+ 8,68
1984(e)	397,5	477,8 (e)	875,3 (e)	58,8 (e)	934,1 (e)	+ 0,34
mars	387,6	463,3	850,9	40,3	891,2	+ 5,85
juin	410,5	506,2	916,7	46,3	963,0	+ 5,28
septembre	394,9	473,9	868,8	42,7	911,5	+ 1,88
décembre	397,5	477,8 (e)	875,3 (e)	58,8 (e)	934,1 (e)	+ 0,34

Source : BNB; calculs DGED.

(a) Le détail de ce tableau est publié chaque mois dans le « Bulletin mensuel de la Banque Nationale », ainsi que dans la seconde partie de « L'Economie Belge en 1984 ».

(b) Encaisses monétaires détenues par les entreprises et les particuliers : entreprises privées autres que principalement monétaires, institutions financières du secteur public qui ne sont pas principalement monétaires et entreprises publiques.

(c) Série ancienne.

(d) Nouvelle série.

(e) Donnée provisoire.

(f) Accroissement en % par rapport au même mois de l'année précédente.

Le rapport entre les monnaies scripturale et fiduciaire s'est profondément modifié à l'avantage de la première au début des années quatre-vingts. Entre 1975 et 1980, seule une légère baisse pouvait être aperçue (de 51,65 % à 50,46 % du total des encaisses monétaires détenues par les entreprises et les particuliers). De 1981 à 1983, la part de la monnaie scripturale augmenta rapidement: de 51,09 % à 52,90 % et à 55,14 % respectivement. En 1984, un faible retournement s'est produit (54,59 %) sauf s'il est tenu compte de la monnaie scripturale de l'Etat (57,45 % en 1984 contre 57,17 % un an auparavant). Cette plus grande utilisation provient vraisemblablement de la décision de postposer le paiement des agents de l'Etat de la fin décembre 1984 au début janvier 1985.

b. Epargne nette et formation de capital

Le tableau 42 présente un aperçu de l'épargne des particuliers et des sociétés, avec, en contre-partie, les besoins de financement de l'Etat.

Bien que l'épargne brute des particuliers au début des années quatre-vingts ne différât que peu de ce qu'elle fut durant la seconde moitié des années soixante-dix, il est remarquable de constater que le surplus net à financer a pratiquement doublé au cours de cette période. L'explication, assez simple, se lit du tableau: la formation brute de capital par les particuliers a diminué de moitié, avec pour conséquence, une sensible baisse de l'activité dans la construction, ce qui produit également des effets sur les nouveaux engagements contractés par ceux-ci.

En 1984, la formation brute de capital s'est quelque peu redressée, ce qui, de concert avec la baisse de l'épargne brute, a conduit à une diminution des besoins de financement, aussi bien en pour-cent du PNB qu'en valeur absolue. Comme il s'est produit une faible augmentation de la consommation (chapitre 2.2.3.), cette évolution, étant donné la perte de pouvoir d'achat des salaires et traitements, n'a pu se réaliser que par une réduction de l'épargne des particuliers.

Le solde financier des entreprises a suivi une évolution toute différente. Leur épargne brute (chapitre 2.1.5.) a haussé fortement au cours des dernières années tout comme les transferts de capitaux (provenant principalement, aussi bien au niveau national que de la CEE, des pouvoirs publics), ce qui leur procure les capitaux nécessaires dans lesquels elles puisent pour assurer leur formation brute de capital. Les entreprises affichent, exprimé en pour-cent du PNB, un considérable surplus financier depuis 1980. Tel ne fut plus le cas au cours de l'année écoulée à cause d'une diminution des recettes des transferts nets de capitaux.

En face des particuliers et des entreprises qui dégagent un surplus financier net, l'Etat se trouve depuis 1981, avec des besoins croissants de financement. La comparaison des deux fournit la dernière colonne du tableau 42 qui indique l'appel net de l'économie belge à l'étranger pour financer ses opérations. Plus précisément, il ne s'agit pas de l'appel que l'Etat doit faire sur les marchés extérieurs mais bien de la mesure, par solde, de celui effectué par les trois secteurs de l'économie belge. Le signe négatif indique seulement le déficit financier comblé par l'épargne étrangère.

c. Formation d'actifs financiers

Comme l'évolution des capacités de financement le laisse supposer, les actifs financiers en possession des entreprises et des particuliers ont moins augmenté en 1984 qu'au cours de l'année précédente (tableau 43). En prenant comme mesure relative la croissance des actifs durant une année par rapport au PNB de cette

TABLEAU 42 — **Epargne nette et formation de capital**

En % du P.N.B.

Années	Particuliers			Sociétés			Secteur public			Total (c)
	Epargne brute	Formation brute de capital	Capacité nette de financement	Epargne brute	Capitaux disponibles (a)	Capacité nette de financement (b)	Epargne brute	Formation brute de capital	Besoins nets de financement	
1976	16,3	8,7	7,9	6,8	9,0	−0,2	−1,2	3,9	− 7,8	−0,1
1977	14,6	8,8	6,1	7,0	8,9	—	−1,4	3,9	− 7,6	−1,5
1978	14,6	9,3	5,5	7,4	9,5	+1,0	−2,0	3,7	− 8,2	−1,7
1979	13,6	8,2	5,6	7,4	9,5	+0,4	−2,7	3,8	− 9,0	−3,0
1980	13,9	8,0	6,1	6,9	9,9	+1,0	−4,3	4,1	−11,8	−4,7
1981	15,0	5,1	10,0	6,6	10,2	+1,6	−8,3	4,1	−16,3	−4,7
1982	13,6	4,7	9,0	7,2	10,6	+2,1	−7,3	3,8	−14,8	−3,7
1983	15,6	4,5	11,1	7,7	11,0	+3,3	−8,6	3,4	−15,6	−1,2
1984 (d)	14,5	4,6	9,9	8,4	11,3	+3,2	−7,3	3,2	−13,8	−0,7

Source : BNB; calculs DGED.

(a) Les capitaux disponibles des entreprises se composent de l'épargne brute (soit le revenu disponible) et des recettes des transferts nets de capitaux.

(b) Un signe négatif signifie un besoin de financement. Un signe positif indique que les capitaux disponibles ne sont pas entièrement consacrés à la formation brute de capital.

(c) Le solde total résulte de la somme algébrique des capacités et des besoins de financement des particuliers, des entreprises et du secteur public.

(d) Estimation.

TABLEAU 43 — **Actifs financiers en possession des entreprises et des particuliers**

Variations en milliards de francs

Années	Actifs en francs belges				Actifs en devises			Autres	Total	Total en % du PNB
	Encaisses monétaires	Autres actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total	Dépôts à un an au plus	A plus d'un an	Total			
1976	+37,2	+192,7	+154,4	+384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+61,6	+479,7	18,2
1977	+72,8	+114,7	+224,3	+411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	+34,6	+481,4	16,9
1978	+48,3	+176,5	+171,3	+396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	+56,6	+472,9	15,5
1979	+25,8	+152,3	+207,8	+385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	+71,0	+484,7	14,9
1980	+ 4,2	+111,8	+261,1	+377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	+45,6	+489,9	14,1
1981	+32,9	+108,1	+207,6	+348,6	+115,3	+ 41,9	+157,2	+79,9	+585,7	16,2
1982	+38,9	+138,4	+298,6	+475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	+15,2	+569,4	14,6
1983	+67,6	+150,4	+349,5	+567,5	− 13,8	+ 63,7	+ 49,9	+61,1	+678,5	16,3
1 trim.	−16,2	+ 7,1	+140,4	+131,3	− 3,9	+ 11,8	+ 7,9	+ 5,5	+144,7	—
2 trim.	+72,9	+ 8,3	+ 95,6	+176,8	− 10,2	+ 12,9	+ 2,7	+48,4	+227,9	—
3 trim.	− 1,7	+ 42,1	+ 50,2	+ 90,6	− 7,4	+ 18,7	+ 11,3	+ 7,8	+109,7	—
4 trim.	+12,6	+ 92,9	+ 63,3	+168,8	+ 7,7	+ 20,3	+ 28,0	− 0,6	+196,2	—
1984	−17,1	+229,7	+214,9	+427,5	− 9,4	+103,8	+ 94,4	+71,3	+593,2	13,3
1 trim.	−28,3	+ 97,6	+ 44,1	+113,4	− 23,5	+ 33,1	+ 56,6	+ 8,1	+178,1	—
2 trim.	+66,0	+ 19,4	+ 51,4	+136,8	− 11,6	+ 28,2	+ 16,6	+97,5	+250,9	—
3 trim.	−49,4	+ 74,4	+ 50,6	+ 75,6	− 3,2	+ 14,8	+ 11,6	+ 1,4	+ 88,6	—
4 trim.	− 5,4	+ 38,3	+ 68,8	+101,7	− 18,1	+ 27,7	+ 9,6	−35,7	+ 75,6	—

Source : BNB; calculs DGED.

année, 1984 affiche le plus mauvais résultat de la décennie.

La séparation en actifs en francs belges et en devises montre à nouveau une croissance des seconds au cours de l'année écoulée, mais moins forte qu'en 1981. Les mauvais résultats du premier trimestre sont explicables par la faiblesse du franc durant cette période. Par la suite, les placements en monnaies étrangères diminuèrent à cause du raffermissement des cours de change. C'est particulièrement évident pour les placements à court terme alors que ceux à long terme montrent le rôle croissant joué par l'ECU.

La formation d'actifs en francs belges s'est uniquement intensifiée sur le papier à intérêt. Par opposition avec les années précédentes, les moyens de caisse monétaires se sont rétrécis: ceci apparaît également des résultats du sondage d'opinion sur l'épargne (voir ci-après).

En 1984 et à la différence des cinq années précédentes, les actifs financiers à moins d'un an ont été créés en plus grand nombre que ceux à plus d'un an, parce que d'une part, certaines encaisses monétaires ont été converties en actifs à court terme - ce qui modifie à peine la liquidité mais apporte un revenu supplémentaire par le biais de l'intérêt - et d'autre part, le climat économique actuel - caractérisé entre autres par une baisse du salaire net et une insécurité de l'emploi - a conduit les particuliers à moins placer leur épargne à long terme. L'évolution des taux aurait à première vue pu suggérer une évolution différente puisque la structure normale des taux d'intérêt s'est maintenue en 1984.

Une analyse plus fine montre que les actifs financiers à un an au plus en monnaies étrangères, mais détenus par des institutions financières nationales, ont encore faiblement augmenté (+ 4,6 milliards de francs contre une baisse de 8,6 milliards de francs en 1983).

Les actifs à un an au plus en francs belges et détenus par les institutions financières nationales ont fortement augmenté au cours des deux dernières années pour ce qui concerne les depôts sur livret ordinaire (+ 111,6 milliards en 1983, + 112 milliards en 1984). A la fin de l'année, le montant total des actifs sur livrets d'épargne ordinaires s'élevait donc à 1358,7 milliards de francs.

La plus grande part des actifs à plus d'un an (193,8 milliards) a été formée par des bons de caisse et des obligations.

Le total des actifs financiers créés en 1984 s'élève à 593,2 milliards de francs, dont seulement 51 % ont été conservés par des institutions financières nationales contre 64 % un an auparavant, ce qui est partiellement explicable parce que la conservation d'actifs en valeurs étrangères a été plus grande. En outre, des actifs peuvent avoir été formés par les compagnies d'assurance sur la vie et les accidents du travail ainsi que par les fonds de pension; ces derniers ne sont toutefois pas repris dans les statistiques des institutions financières. Enfin, certains actifs ont pu être créés par des placements en francs à l'étranger sans qu'ils soient convertis en monnaies étrangères, pour échapper au précompte mobilier.

Les actifs financiers en possession des pouvoirs publics ont augmenté de 37 milliards en 1984, soit la plus forte augmentation des dix dernières années, et quasi uniquement à court terme.

d. Les engagements financiers des entreprises et des particuliers

La croissance des engagements communs des entreprises et des particuliers fut très minime en 1984 (moins de la moitié de celle de 1983) et ses causes sont différentes qu'il s'agisse des uns et des autres (tableau 44).

TABLEAU 44 — **Nouveaux engagements des entreprises et des particuliers (a)**

En milliards de francs

Années	Engagements contractés essentiellement par des particuliers				Engagements de sociétés et d'entreprises individuelles			Total général
	Prêts personnels et crédits à tempérament	Crédits hypothécaires à l'habitation		Total	Envers la Belgique (b)	Envers l'étranger	Total	
		Total	dont : crédits de logement social					
1976	+26	+ 75	(+21)	+101	+131	+36	+167	+268
1977	+23	+ 80	(+27)	+103	+134	+46	+180	+283
1978	+16	+ 98	(+33)	+114	+122	+43	+165	+279
1979	+21	+111	(+29)	+132	+142	+36	+178	+310
1980	+ 6	+ 82	(+38)	+ 88	+100	+64	+164	+252
1981	−10	+ 42	(+26)	+ 32	+ 89	+97	+186	+218
1982	+ 3	+ 26	(+27)	+ 29	+ 41	+83	+124	+153
1983	+ 7	+ 33	(+23)	+ 40	+124	+51	+175	+215
1984 (c) ..	+13	+ 22	(+13)	+ 35	+ 31	+26	+ 57	+ 92

Source : BNB.

(a) Sociétés qui ne sont pas des institutions financières.

(b) Pour la désagrégation de cette colonne, voir tableau 45.

(c) Données provisoires.

TABLEAU 45 — **Engagements nouveaux des sociétés et des entreprises individuelles envers la Belgique**

En milliards de francs

Années	Actions	Obligations émises par des		Crédits d'investissement	Autres crédits : escompte, avances et acceptations	Divers	Total
		sociétés privées	entreprises publiques				
1976	—	+15	+ 9	+49	+57	+1	+131
1977	+ 9	+ 8	+14	+32	+67	+4	+134
1978	+10	+ 7	+23	+43	+38	+1	+122
1979	+ 5	+ 6	− 2	+48	+83	+2	+142
1980	+ 1	+11	− 5	+40	+46	+7	+100
1981	—	+11	+ 5	+ 7	+57	+9	+ 89
1982	+17	+ 5	+12	+14	−13	+6	+ 41
1983	+45	+24	+19	+27	+ 6	+3	+124
1984 (a)	+16	—	− 3	+29	−14	+3	+ 31

(a) Données provisoires.

Source : BNB.

Le recul chez les particuliers est moins fort et les nouveaux engagements - bien que très réduits par rapport à la période 1976-1980 - sont malgré tout plus importants qu'en 1981 et 1982. Les emprunts personnels et les crédits à la consommation ont même haussé plus vite qu'un an auparavant. Le salon de l'automobile, qui s'est tenu au début de l'année, a conduit à une hausse temporaire des ventes de voitures neuves auxquelles sont consacrés en ordre principal les crédits à la consommation. Les engagements nouveaux en matière de crédit hypothécaire sont d'un tiers inférieurs à ceux de 1983; ils furent consacrés presque entièrement au secteur de la construction d'habitations sociales, ce qui doit être mis en rapport avec la faible activité des sociétés de logement social due aux limitations financières.

Les entreprises ont diminué également d'un tiers par rapport à 1983 leurs nouveaux engagements; ceux vis-à-vis de la Belgique présentent la baisse la plus forte (pour le détail, voir tableau 45).

Les sociétés se sont débarassées en premier lieu, tout comme en 1982, de certains de leurs engagements à court terme (-14 milliards contre + 6 milliards en 1983). Les crédits à l'investissement augmentèrent à peine d'une année à l'autre, bien que les investissements eux-mêmes haussassent (voir chapitre 2.1.2). Ils ont été financés en grande partie par la grande quantité de capitaux que les entreprises ont attirés en 1983. L'amélioration de leur marge bénéficiaire au cours des dernières années a également contribué à leur capacité de financement.

Par solde, les nouvelles actions augmentent de 16 milliards, tout comme en 1982, et malgré l'extinction à la fin 1983 du volet « investissement » de l'arrêté royal nº 15. Après les très importants apports de capitaux durant les années précédentes, il n'est pas étonnant de remarquer que l'émission nette d'obligations des sociétés privées est négligeable en 1984.

Les nouveaux engagements vis-à-vis de l'étranger ont atteint leur niveau le plus bas depuis dix ans; cette baisse est due à la hausse des marges bénéficiaires et à l'important apport de capitaux en 1983.

D. L'EPARGNE

Un sondage d'opinion (4) annuel donne une image de la manière dont le Belge épargne. Bien qu'il faille considérer de tels excercices avec précaution, cette enquête, effectuée depuis quelques années déjà, offre des indications sur l'évolution financière qui n'apparaissent pas de la simple lecture des données des marchés financiers.

Les résultats du sondage d'opinion en 1982 et 1984 (tableau 46) permettent d'analyser les modifications dans le comportement de l'épargne. Il ne s'agit pas de savoir combien le Belge épargne, mais sous quelles formes le fait-il.

Entre 1982 et 1984, certaines mesures ont été adoptées ou des évolutions se sont produites qui auraient normalement dû influencer l'épargne des ménages:

- la mise en oeuvre des arrêtés royaux 15 et 150 concernant l'émission et le placement en actions;

- la reconnaissance, dans le cadre de la loi, de certains fonds de placement;

- le recours toujours croissant de l'Etat sur le marché primaire des obligations;

(4) Edition mensuelle spéciale de « L'Echo de la Bourse »: « Epargner et investir », octobre 1982 et 1984.

TABLEAU 46 - **Répartition des formes de placements pour le royaume et par région** (a)

Formes de placements	Le Royaume		Flandre		Wallonie		Bruxelles	
	1982	1984	1982	1984	1982	1984	1982	1984
Livrets d'épargne ordinaires ...	79,1	77,9	85,7	84,3	73,7	74,1	66,4	65,3
Comptes à terme	48,8	46,4	52,4	48,2	44,0	43,2	49,2	49,7
Bons de caisse	23,9	23,3	22,7	24,1	27,6	25,1	15,6	14,3
Bons de capitalisation	13,5	--	11,1	--	17,7	--	9,8	--
Obligations de l'Etat	8,1	10,1	5,1	9,0	11,6	12,0	9,8	9,0
Obligations en monnaies étrangères	2,4	2,8	1,6	2,1	3,6	4,0	1,6	2,5
Actions	10,4	13,3	8,4	14,1	13,1	12,8	10,7	12,1
Fonds communs de placement .	2,2	2,3	0,3	2,0	4,7	3,0	2,0	1,8
Obligations convertibles	1,4	2,0	0,5	1,8	1,9	2,0	3,3	3,5
Titres immobiliers	1,7	2,3	2,4	3,1	0,8	1,5	1,2	1,8
Habitations	19,5	21,3	19,0	21,0	21,6	23,7	14,3	15,3
Terrains :								
- à bâtir	7,0	7,4	7,8	8,0	6,4	7,1	5,7	6,1
- agricoles	2,9	3,5	2,2	3,7	3,9	4,1	2,5	1,2
- bois	2,4	2,0	1,4	1,0	3,9	3,6	2,5	1,4
Habitations à l'étranger	0,8	0,6	0,8	0,7	0,6	0,3	1,6	1,3
Or	4,4	5,5	4,9	6,0	3,6	4,5	5,3	6,7
Diamants	1,5	1,6	1,6	1,8	1,4	--	1,5	1,8
Oeuvres d'art	3,4	3,7	3,3	4,0	3,0	2,8	5,3	5,5
Antiquités	5,7	6,9	3,8	8,1	7,2	8,0	9,4	11,2
Argent ou coffres de banque	6,4	4,5	5,1	3,0	7,5	6,0	8,6	6,0

Source : Echo de la Bourse, 1982 et 1984.

(a) Les données sont exprimées en pourcentages. Une personne interrogée peut signaler plus d'un placement pour autant qu'elle y ait effectivement eu recours.

- la modération salariale, qui limita la hausse du salaire net;

- les mesures de stimulation du secteur de la construction, parmi lesquelles la baisse du taux de la TVA de 17 % à 6 %.

Deux ans après la mise en oeuvre de ces mesures, le sondage laisse apparaître un certain nombre de résultats attendus mais aussi d'autres moins évidents, comme une faible augmentation des placements en or alors que les cours de ce métal sont orientés à la baisse. L'arrêté nº 15 n'a, par ailleurs, pas conduit les Belges à davantage placer leur argent en actions: le pourcentage des possesseurs de celles-ci est passé de 10,4 % en 1982 à 13,3 % deux ans plus tard. L'énorme apport de capitaux vers la Bourse de Bruxelles (chapitre 2.1.6.B) ne lui a pas attiré beaucoup de nouveaux placeurs. En réponse à une question parlementaire, le Ministre des Finances a précisé que, pour l'année d'imposition 1983, donc pour les revenus de 1982, 194470 contribuables ont utilisé les avantages fiscaux de l'arrêté 15 (5), soit 5,3 % du total des déclarations. Quoique les définitions soient diffé-

(5) Le coût budgétaire pour cet exercice d'imposition s'élève à 5,5 milliards de francs.

rentes (plusieurs personnes figurent sur une déclaration), il apparaît cependant que les personnes ayant bénéficié des avantages de cet arrêté sont moins nombreuses que les possesseurs d'actions selon le sondage d'opinion, et ce, même s'il est tenu compte des fonds communs de placement, dont le succès serait dû à ceux qui, sous une forme ou une autre, y avaient déjà recours.

En outre, il est étonnant de constater que le nombre de personnes qui ont effectué des placements en obligations d'Etat, s'est accru, ce qui est en contradiction avec l'analyse de ce marché. La doléance que l'intérêt des particuliers décrut en 1984 pour ces placements, provient davantage du montant souscrit que du nombre de ceux ayant utilisé cette forme d'épargne, ce qui pourrait découler d'achats sur le marché secondaire et non lors des émissions.

Il est également curieux de remarquer qu'en deux ans de temps, les propriétaires d'habitations ont augmenté de 2 %, principalement en Wallonie et en Flandre. Le Belge est donc toujours intéressé par cette forme de placement; de même, le nombre de propriétaires de terrains est en hausse de 2 %. La crise dans la construction doit donc provenir d'un moindre intérêt dans l'investissement en immeubles de rapport.

Enfin, le nombre de gens conservant leur épargne dans un bas de laine diminue de près de 2 %. La modération salariale a probablement exercé une influence en la matière sans qu'il soit possible de dire comment: ou bien, moins de personnes disposent d'argent, ou bien, certaines d'entre elles ont modifié leurs habitudes en plaçant leur épargne pour compenser ainsi la perte de leur pouvoir d'achat.

SYNTHESE 2.1.

Le redressement de l'économie belge, entamé en 1982 après la dévaluation du franc, s'est intensifié au cours de l'année écoulée. En effet, à la reprise du commerce extérieur, qui avait débuté en 1983 et qui s'est quelque peu accentuée - notamment pour ce qui concerne le volume des exportations - , s'est joint un réveil des investissements, particulièrement important dans l'industrie manufacturière, là où leur profil d'évolution apparaissait peu satisfaisant au cours des dernières années. Seuls les investissements en logement et dans la construction non résidentielle ne furent pas entraînés dans ce sillage.

Cette évolution favorable s'est naturellement répercutée sur la production industrielle, qui, pendant plusieurs années, recula ou stagna. Elle se releva au milieu de 1983 et dépasse de près de 4 % son niveau de cette année-là. En outre, et pour la première fois depuis cinq ans, elle est supérieure au résultat atteint en 1979, dernière année de haute conjoncture. Toutes les catégories de marchandises ont participé à la croissance.

L'amélioration de l'économie est visible dans la consommation d'énergie - qui est aussi un indicateur de l'activité industrielle - en hausse sensible en termes réels pour la première fois également depuis 1979, tout comme dans les transports, qui eux aussi constituent une demande dérivée.

Bien que les données en la matière manquent encore, les indications partielles actuellement disponibles montrent que la rentabilité des entreprises, en voie de restauration depuis 1982, a continué de se redresser en 1984.

L'évolution de la Bourse est demeurée favorablement orientée, tout comme au cours des deux années précédentes. Le rendement des actions de tous les secteurs est largement positif, seules quelques entreprises faisant exception.

2.2. LES ELEMENTS MOINS FAVORABLES

Certains facteurs moins favorables continuent de subsister à côté des aspects positifs de l'évolution économique de la Belgique au cours de l'année écoulée; ils sont engendrés par une dépendance sur le plan international ou par des déséquilibres internes.

S'il favorise la reprise d'une économie ouverte, le redressement du commerce international ne présente pas nécessairement que des avantages: l'évolution des prix, les taux de change et la hauteur des taux d'intérêt sont davantage déterminés par ce qui se produit à l'étranger que par des mesures de politique intérieure.

2.2.1. Emploi et chômage

A. LA POPULATION ACTIVE

Selon toutes les estimations, la population active entre le 30 juin 1983 et le 30 juin 1984 aurait moins augmenté qu'un an auparavant; l'ampleur de ce ralentissement varie cependant selon les auteurs. L'IRES prévoit une augmentation de 10600 personnes (contre 16100 en 1983) ou de 15000 selon les hypothèses retenues en matière de taux d'activité; la BNB retient une croissance de 11000 personnes (16000 en 1983), tandis que le Bureau du Plan estime l'accroissement à 15000 personnes (contre 25000 en 1983).

Dans ce qui suit, l'hypothèse d'une croissance de 11000 personnes est retenue; selon l'IRES, elle serait déterminée par les éléments suivants:

- une croissance de la population masculine de 15 à 64 ans, c'est-à-dire en âge d'activité, s'élevant à 20000 personnes (contre 27000 l'année passée notamment par le fait que les jeunes atteignant l'âge d'activité sont moins nombreux) qui, à la suite de la baisse du taux d'activité masculin liée principalement à la sortie de la population des hommes dont l'année de naissance se situe après la guerre 14-18, encore renforcée par l'augmentation des prépensions, ne peut empêcher le recul de la population active masculine d'une dizaine de milliers.

- la poursuite de l'élévation du taux d'activité féminin qui, malgré la stagnation de la population en âge d'activité, entraîne une augmentation de la population active féminine de quelque 21000 personnes.

L'évolution de 1983 à 1984 de la répartition de la population active entre les différents types d'emploi et de chômage (tableau 47) est caractérisée par quatre éléments:

- l'augmentation du secteur tertiaire tant public que privé dans la population active et dans l'emploi salarié intérieur tandis que l'emploi du secteur secondaire diminue;

TABLEAU 47 - **Population active aux 30 juin 1983 et 1984**

En milliers

Désignation	1983	1984(a)
Emploi intérieur salarié	3.007,0	3.014,9
Privé	2.039,8	2.032,3
- primaire	11,4	11,5
- secondaire	989,8	973,0
- tertiaire	1.038,6	1.047,8
Public	967,1	982,5
- primaire	0	0
- secondaire	13,2	12,7
- tertiaire (b)	953,9	969,8
Emploi intérieur indépendant	626,7	629,7
Emploi intérieur total	3.633,7	3.644,6
Emploi frontalier	34,6	34,0
Chômage complet	546,4	547,1
- chômage complet indemnisé	491,1	494,3
- autres inscrits obligatoires	28,5	28,2
- demandeurs d'emploi libres (c)	26,8	24,6
Population active	4.214,7	4.225,7

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

(a) Estimations DGED.
(b) Y compris les forces armées
(c) Uniquement les inoccupés.

- la part croissante du secteur public dans la population active (22,9% en 1983, 23,3% en 1984);

- l'accroissement du nombre des travailleurs indépendants;

- la stabilisation du chômage complet qui se traduit par un taux de chômage en 1984 de 13%, identique à celui de 1983.

B. EMPLOI

Deux éléments marquants caractérisent l'emploi en 1984: d'une part, sa croissance est le fait du secteur public; d'autre part, les emplois créés le furent dans le cadre du programme de résorption du chômage.

Lors de la rédaction de ce texte, aucun chiffre officiel concernant l'emploi au 30 juin 1984 n'était disponible. Les données mentionnées ci-après pour 1984 sont des estimations établies sur base de différents indicateurs. Plus que le nombre absolu de personnes au travail, il est intéressant d'examiner les tendances qui se dégagent de ces estimations.

a. L'emploi privé

La tendance à un ralentissement de la diminution des pertes de postes de travail, entamée en 1981, s'est maintenue au cours de l'année écoulée. L'évolution de l'emploi salarié dans le secteur privé, réparti par branches d'activité (tableau 48), montre une tendance au ralentissement des destructions d'emploi qui s'observe depuis 1981 : 7500 destructions contre 35400 l'année précédente. Les pertes d'emploi se localiseraient essentiellement dans le secteur secondaire (envi-

TABLEAU 48 - **Emploi salarié du secteur privé au 30 juin**

Ecarts en milliers

Branches d'activité	81/80	82/81	83/82	84/83 (a)
Agriculture, sylviculture et pêche	- 0,3	0,0	+ 0,3	+ 0,1
Energie et eau	- 0,4	- 0,6	- 1,1	- 0,9
Extraction et transformation de minéraux non énergétiques et dérivés; industrie chimique	-11,6	- 7,2	- 7,9	- 0,6
Industrie transformatrice de métaux et mécanique de précision	-27,5	-13,7	- 6,1	- 3,5
Autres industries manufacturières	-17,8	- 9,8	- 4,1	- 1,8
Bâtiment et génie civil	-28,5	-22,3	-18,4	-10,0
Commerce, hôtellerie et réparations	- 8,8	- 3,0	- 5,0	+ 3,0
Transports et communications	- 2,3	- 0,3	- 0,7	+ 1,2
Institutions de crédit, assurances, location	- 2,0	- 1,0	+ 8,2	+ 3,0
Autres services	- 3,3	+ 2,5	- 0,5	+ 2,0
Total	-84,9	-55,5	-35,4	- 7,5

Source : ONSS.

(a) Estimations DGED.

ron 16000) alors que le tertiaire serait en expansion (+ 9000); le secteur primaire connaîtrait une très légère augmentation. Dans le secteur secondaire, la diminution de l'emploi atteindrait principalement les industries transformatrices des métaux et la mécanique de précision ainsi que le bâtiment et le génie civil (respectivement 3500 et 10000).

Il est difficile de chiffrer, dans cette évolution moins défavorable, la part qui revient à l'embauche compensatoire dans le cadre des accords 5-3-3, celle qui découle de l'amélioration de la conjoncture économique et celle qui résulte de l'achèvement du processus de rationalisation des structures de production entrepris après le premier choc pétrolier. La difficulté tient notamment à l'interaction des différentes causes mentionnées ci-dessus: outre l'acceptation des efforts de modération salariale et parce que les perspectives économiques s'amélioraient, des accords d'embauche compensatoire ont pu être obtenus et la mise en oeuvre de processus de rationalisation est apparue moins nécessaire.

Dans le secteur tertiaire, les institutions de crédit, les assurances, les services aux entreprises, la location et le commerce, la restauration et l'hébergement seraient principalement à l'origine du développement favorable de l'emploi; dans une moindre mesure, interviendrait l'augmentation de l'effectif des travailleurs dans les transports et communications et les autres services.

Cependant, l'évolution du secteur tertiaire privé n'est pas sans lien avec l'augmentation des stages des jeunes (+ 4600 du 30 juin 1983 au 30 juin 1984)

ni avec la croissance des chômeurs occupés à temps réduit pour échapper au chômage (+ 26163) dont l'emploi se situe principalement dans les services. Il s'agit donc d'une part, d'emplois de courte durée (6 mois renouvelable une fois) et d'autre part, d'emplois à temps partiel.

A côté de la catégorie particulière de travailleurs à temps partiel que sont les chômeurs occupés à temps réduit pour échapper au chômage, le nombre des travailleurs à temps partiel « volontaires » ne cesse vraisemblablement pas de s'accroître. Cependant les données statistiques manquent pour en cerner l'évolution. Le dernier chiffre disponible, fourni par l'INAMI, concerne 1983: le nombre de travailleurs, ouvriers et employés du secteur privé et public, travaillant à temps partiel est estimé à 11,2 % de l'ensemble des travailleurs. Pour les années antérieures, l'unique matériel statistique disponible provient des Communautés Economiques Européennes. Il s'agit des résultats de l'enquête par sondage sur les forces de travail datant de 1981: le travail à temps partiel y est estimé à 6,4% du total des personnes ayant un emploi (principal ou occasionnel). Une comparaison entre ces deux résultats ne permet de tirer aucune conclusion concernant le succès du travail à temps partiel vu que les méthodes mises en oeuvre pour appréhender ce phénomène sont trop différentes.

Du point de vue des statistiques de la population active et de l'emploi, le travail à temps partiel pose un problème dans la mesure où l'absence de distinction entre travailleurs à temps partiel et à temps plein risque non seulement d'entraîner des doubles comptages si les premiers cités occupent plusieurs emplois mais aussi de fausser l'image de l'emploi. Il est d'ailleurs important de souligner que les chômeurs occupés à temps réduit figurent tant dans la statistique des chômeurs, dans la rubrique « autres inscrits obligatoirement », que dans la statistique de l'emploi ONSS.

Une écrasante majorité féminine caractérise les deux catégories de travailleurs à temps partiel citées ci-dessus. Au 30 juin 1983, le nombre des travailleurs salariés ayant un emploi principal à temps partiel s'établissait, selon l'INAMI, à 89755 ouvriers dont 67070 femmes et à 134445 employés dont 107086 femmes. Selon cette même source, le nombre des fonctionnaires travaillant à temps partiel s'élevait, au 31 mars 1983 à 44375 dont 32959 femmes. Au 30 juin 1984, le nombre des chômeurs occupés à temps réduit pour échapper au chômage se montait à 66128 personnes dont 53381 femmes.

b. L'emploi dans le secteur public

La croissance mesurée au 30 juin 1984 de l'emploi dans le secteur public se situe dans le tertiaire (seuls les travailleurs des « transports et communications » verraient leur nombre diminuer) mais elle est essentiellement le fait du programme de résorption du chômage qui a permis une augmentation nette de 15000 postes de travail dans ce secteur.

Il ne s'agit donc pas d'une création spontanée d'emplois, mais plutôt d'une mise au travail par le secteur public dans le cadre de sa politique; celui-ci, contrairement aux années précédentes, a tenté de favoriser des emplois de nature moins précaire , le troisième circuit de travail, dont la durée du contrat dans le cadre d'un engagement est sans limite, ce qui n'est pas le cas pour l'engagement de type « cadre spécial temporaire », « stages des jeunes » ou « chômeurs mis au travail ». Cette augmentation résulte d'une embauche fortement accrue pour le troisième circuit de travail (+ 12400) et d'une légère croissance du stage des jeunes (+ 2000). La croissance du cadre spécial

temporaire s'est nettement ralentie (+800). Le nombre des chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics a légèrement régressé (- 500). Dans le secteur secondaire, les branches « énergie et eau », les « autres industries manufacturières » et le « bâtiment et génie civil » enregistreraient un léger recul de leur effectif.

c. Les travailleurs indépendants

La tendance à la diminution du nombre des travailleurs indépendants s'est inversée; leur nombre serait en hausse de quelque 3000 unités. Il est vraisemblable que cette évolution trouve son origine dans l'amélioration de la conjoncture économique et dans la mise en oeuvre du programme d'aide aux chômeurs à devenir indépendants ou à créer leur entreprise (Plan d'action vers le travail du Ministère de l'Emploi et du Travail).

C. LE CHOMAGE

L'année 1984 s'est caractérisée par une stabilisation du chômage complet indemnisé par rapport à 1983. La croissance moyenne annuelle du chômage a été de 1,5 % par rapport à 1983 contre 10,6 % l'année passée. Cette stabilisation se manifeste plus particulièrement pour le chômage masculin (0,5 % contre 13,6 % en 1983) que pour le chômage féminin dont la croissance en 1984 atteint 2,3 % contre 8,1 % une année auparavant.

a. Le chômage par branche d'activité

Le ralentissement du chômage complet indemnisé est général et s'observe principalement au second semestre. Le tableau 49 permet de visualiser le renversement de tendance qui s'est produit dans les branches « énergie et eau », « industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision », « autres industries manu-

TABLEAU 49 - **Croissance du chômage complet indemnisé par branche d'activité aux 30 juin 1983 et 1984**

En % par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Branches d'activité	30 juin 83/ 30 juin 82	30 juin 84/ 30 juin 83
Agriculture, sylviculture et pêche	12,7	1,6
Energie et eau	10,5	- 2,4
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et dérivés; industrie chimique	6,9	0,5
Industrie transformatrice des métaux; mécanique de précision	0,9	- 1,4
Autres industries manufacturières	3,2	- 2,9
Bâtiment et génie civil	11,4	- 4,0
Commerce, hôtellerie, réparations	11,2	4,1
Transports et communications	15,2	- 0,1
Institutions de crédit, assurances, services aux entreprises, location	16,6	3,4
Autres services	18,0	0,7

Source : ONEm.

facturières », « construction », « transports et communications », cependant que les autres connaissent une croissance d'ampleur nettement moindre qu'en 1983.

Des évolutions cependant très différentes se sont produites au cours de l'année:

- le chômage de la branche « énergie et eau » a fortement fluctué en 1984: légère croissance au cours des 5 premiers mois, décroissance entre juin et septembre suivie d'une très forte hausse au cours du dernier trimestre qui est liée vraisemblablement à la fermeture du charbonnage du « Roton »;

- le nombre des chômeurs provenant des secteurs de « l'extraction et de la transformation des minéraux non énergétiques et des dérivés » et de l'industrie chimique a connu jusqu'en octobre, et sauf en juillet, une croissance proche de 1% qui s'accéléra en novembre et décembre (3% par rapport aux mêmes mois de 1983). L'amélioration très nette de l'activité industrielle dans ces secteurs par rapport à 1983 n'a pu cependant empêcher la poursuite des licenciements.

- dans les industries transformatrices des métaux et la mécanique de précision, la diminution du chômage par rapport à l'année précédente, particulièrement marquée au cours du second semestre, coïncide avec un meilleur profil de la production industrielle. Il est possible que l'évolution du chômage dans cette branche reflète aussi l'arrêt du processus de rationalisation qui y avait été entrepris.

- le chômage dans les autres industries manufacturières (alimentation, boissons, tabac, textile, confection, cuirs, papier et carton, bois,...) a reculé tout au long de l'année. Bien que l'évolution moins favorable qu'en 1983 de la production industrielle dans les industries textiles et la confection eût pu avoir pour effet une contraction de l'emploi, aucune croissance du chômage n'est constatée dans ce secteur. Les industries de l'alimentation, du papier et carton, du cuir,... ont vu leur production croître plus rapidement en 1984 qu'en 1983.

- le chômage a crû dans l'ensemble du secteur non industriel, mais à un rythme ralenti. Malgré un accroissement de l'activité par rapport à 1983, l'augmentation a été particulièrement forte dans les institutions de crédit et les assurances, moins forte dans le commerce, la restauration et l'hébergement. A l'intérieur de cette dernière branche, le nombre des chômeurs a fortement augmenté malgré une hausse de l'activité par rapport à 1983. Il est en net ralentissement au cours du dernier trimestre dans les services. Les transports et communications connaissent une légère décélération depuis septembre. Ce dernier secteur a bénéficié de l'amélioration de la conjoncture économique. La diminution des effectifs qui s'y est produite l'a été par voie de mise à la prépension.

b. Confrontation entre emploi et chômage par branche d'activité

Les évolutions de l'emploi privé et du chômage par branche d'activité (tableaux 48 et 49) semblent être incompatibles, sauf pour les branches « extraction et transformation des minéraux non énergétiques et industrie chimique » et « transports et communications » où la diminution de l'emploi va de pair avec l'augmentation du chômage. Dans certaines branches (« agriculture, sylviculture et pêche », « commerce, restauration, hébergement », « institutions de crédit, assurances, services aux entreprises », « autres services »), l'emploi et le chômage augmentent conjointement. L'incompatibilité de ces évolutions pour-

rait tenir au fait que l'embauche dans le secteur tertiaire a pris principalement la forme d'un engagement des demandeurs d'emploi dans le cadre du programme de résorption du chômage ou de la possibilité pour des chômeurs d'accepter un emploi à temps réduit pour échapper au chômage. Cette contradiction pourrait provenir de ce que ces branches ont procédé au dégagement de personnel à temps plein ou ayant une certaine qualification et embauché des travailleurs à temps partiel ou possèdant une qualification différente de celle des travailleurs licenciés. Ainsi, il n'est pas exclu que les « institutions de crédit, assurances, services aux entreprises » et les « autres services » aient fait appel à du personnel formé en informatique.

Par contre, les branches « énergie et eau », « industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision », les « autres industries manufacturières » et le « bâtiment et génie civil » enregistrent en même temps une diminution de l'emploi et du chômage.

Pour tenter de réconcilier les deux évolutions, il faut d'une part prendre en considération l'évolution de l'emploi dans le secteur public et d'autre part, les mises à la prépension ou à la pension. Le tableau 50 compare, au 30 juin et par branche d'activité, le mouvement du chômage et des prépensions (le chiffre des pensions par branche d'activité n'est pas disponible) d'un côté et le mouvement de l'emploi correspondant de l'autre côté, par rapport au 30 juin de l'année précédente.

TABLEAU 50 - **Chômage complet indemnisé, prépensions (a), pertes d'emploi par branche d'activité au 30 juin.**

Ecarts en milliers par rapport à l'année précédente

Branches d'activité	1983		1984	
	chôm. et prépens.	emploi ONSS (b)	chôm. et prépens.	emploi ONSS (b, c)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,2	0,1	0,1
Energie et eau	0,4	- 1,3	0,0	- 1,1
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques, industrie chimique	5,2	- 7,9	4,4	- 0,6
Industrie transformatrice des métaux; mécanique de précision	5,4	- 6,4	4,8	- 3,5
Autres industries manufacturières	6,3	- 4,1	0,7	- 1,9
Bâtiment et génie civil	9,9	-18,5	0,9	-10,1
Commerce, hôtellerie, réparations	7,9	- 5,1	5,6	3,5
Transports et communications	3,4	- 5,7	0,8	- 0,8
Institutions de crédit, assurances, services aux entreprises	0,9	8,6	0,2	3,3
Autres services	17,2	- 9,0	1,3	19,1

Source : ONEm, ONSS.

(a) Prépensions conventionnelles uniquement car ce type de prépension ne donne pas lieu au remplacement par un demandeur d'emploi.
(b) Secteur privé plus secteur public.
(c) Estimations DGED.

Deux remarques s'imposent au niveau méthodologique :

- le mouvement des prépensions est mesuré par l'accroissement cumulé des inscriptions au cours des mois allant de juillet d'une année à juin de l'année suivante.

- le chômage est appréhendé de manière nettement moins précise puisqu'il est établi par comparaison des situations au 30 juin de deux années successives. Le chiffre qui est obtenu est le résultat net des inscriptions moins les sorties du chômage. Or, celles-ci peuvent s'opérer vers la branche à laquelle appartenait le chômeur avant son admission au chômage ou vers une autre branche, de même que correspondre à des sorties du marché de l'emploi, ce que les données disponibles ne permettent pas d'apprécier.

La somme des prépensions et des chômeurs ne correspond pas aux pertes d'emploi pour quatre raisons :

- le chiffre des prépensions est sous-estimé car dans le cadre de la prépension de retraite, le prépensionné n'est pas toujours remplacé par un demandeur d'emploi (91 % seulement en 1983);

- il existe une mobilité de l'emploi entre les branches d'activité;

- à côté des licenciements et des mises à la prépension, il y a aussi les mises à la pension dont il n'a pas été tenu compte;

- certaines personnes peuvent sortir du chômage suite à des mesures règlementaires et être réinscrites quelques jours après, ce qui peut entraîner des doubles comptages.

c. Le chômage des jeunes

Au cours de l'année écoulée, le chômage des jeunes de moins de 25 ans a diminué nettement (- 4,9% en moyenne annuelle) alors qu'en 1983, sa croissance était de 6,9%. Parmi les éléments ayant sans doute influencé favorablement cette évolution, il convient de mentionner la prolongation de l'âge de la scolarité et le nombre moins important que l'année précédente des jeunes dépassant l'âge de 15 ans (facteur démographique). Un facteur défavorable a été la moindre absorption en 1984 par le marché de l'emploi des jeunes ayant terminé leurs études, ce qui apparaît de la comparaison entre l'évolution des jeunes enregistrés pendant leur stage d'attente (75 à 150 jours selon les cas) avant d'être admis au chômage indemnisé entre le mois d'août (moment où commence leur stage) et le mois de décembre (fin de stage) et l'évolution des chômeurs admis sur base de leurs études au cours de cette même période. En 1983, le marché de l'emploi a pu absorber 18000 personnes; la moitié de ce chiffre ne serait pas dépassée en 1984.

d. Le chômage selon la base d'admission et la durée

La croissance du nombre des chômeurs complets indemnisés sur base de leurs études - qui, bien que plus faible qu'en 1983 (23 %), atteint encore 12,7 % en 1984 - est responsable de la hausse de l'ensemble du chômage complet indemnisé. Toutefois, la durée d'inactivité de cette catégorie de chômeurs s'allonge. En effet, si la croissance par rapport à 1983 n'a été que de 4 % pour le chômage dont la durée est inférieure à un an, elle atteint 21 % pour le chômage d'une durée comprise entre 1 et 2 ans et 32 % pour les chômeurs dont la durée d'inactivité dépasse deux ans. Chez ces derniers, la croissance a été particulièrement forte pour les hommes (51,7 %). L'allongement de la durée d'inactivité pourrait être un facteur explicatif supplémentaire de l'évolution du chômage des jeunes (moins de 25 ans) décrite plus haut, car elle implique, l'âge des chômeurs augmentant, une sortie de ceux-ci

de la catégorie des chômeurs de moins de 25 ans (tableau 51).

Le chômage complet indemnisé sur base des prestations de travail s'est stabilisé en 1984 (croissance de 0,3 % contre 9,5 % en 1983). Une très légère décroissance (0,2 %) pour les chômeurs et une croissance relativement faible (0,8 %) pour les chômeuses sont notées. Contrairement au chômage sur base des études, qui enregistre encore des arrivées (nettes des sorties) croissantes en 1984, puisque la croissance du chômage de moins d'un an est de 4 %, le chômage sur base des prestations de travail se caractérise par des sorties nettes (-13,8%) par rapport à 1983. Elles sont plus rapides pour les hommes que pour les femmes. Le nombre des chômeurs dont la durée d'inactivté est comprise entre 1 et 2 ans recule également par rapport à 1983. Seuls les travailleurs admis sur base des prestations au chômage depuis plus de deux ans voient leur nombre croître en 1984.

e. Le chômage par régions

En Flandre, la stabilisation du chômage au niveau de 1983 se décompose en une diminution du chômage masculin de 2,3% et une augmentation du chômage féminin de 1,9%. La région wallonne enregistre encore en 1984 une croissance substantielle (5,4%) du chômage complet indemnisé, dont 6% pour les hommes et 4,8% pour les femmes. La région bruxelloise connaît un recul du chômage de l'ordre de 2,7% se manifestant aussi bien pour les hommes (- 1,2 %) que pour les femmes (- 3,8 %).

TABLEAU 51 - **Chômage complet indemnisé selon la base d'admission, la durée d'inactivité et le sexe.**

Croissance annuelle moyenne en % par rapport à 1983

Durée d'inactivité	Base d'admission					
	Prestations			Etudes		
	H	F	T	H	F	T
Moins d'un an	-17,2	-9,3	-13,8	1,2	6,4	4,0
De 1 à 2 ans	- 5,5	-3,2	- 4,4	20,3	21,4	21,0
Plus de 2 ans	23,9	8,0	14,0	51,7	27,8	32,0
Total	- 0,2	0,8	0,3	9,5	14,6	12,7

Source : ONEm.

D. LE PROGRAMME DE RESORPTION DU CHOMAGE

Entre les 30 juin 1983 et 1984, l'augmentation des bénéficiaires du programme de résorption du chômage s'élève à 19300 personnes. Elle s'est effectuée principalement grâce au troisième circuit de travail (12400 personnes) et aux stages des jeunes (5800 personnes). Le contrat d'engagement dans le troisième circuit est un contrat à durée indéterminée. Cette mesure de résorption du chômage constitue une amélioration par rapport à

la précarité qui caractérise les emplois de type cadre spécial temporaire ou chômeurs mis au travail (tableau 52).

La participation du secteur privé au programme de résorption du chômage s'est accrue au cours de la même période de 4600 unités (stage des jeunes).

TABLEAU 52 - **Bénéficiaires du programme de résorption du chômage aux 30 juin 1983 et 1984 et écart entre ces deux dates**

En milliers

Désignation	30 juin 1983	30 juin 1984	Ecart
Chômeurs mis au travail	29,0	28,5	- 0,5
temps plein	29,0	28,3	- 0,7
temps partiel	-	0,2	+ 0,2
Cadre spécial temporaire	14,7	15,5	+ 0,8
temps plein	14,5	14,0	- 0,5
temps partiel	0,2	1,5	+ 1,3
3ème circuit de travail	7,0	19,4	+12,4
temps plein	6,9	18,3	+11,4
temps partiel	0,2	1,1	+ 1,0
Stages des jeunes	34,2	40,8	+ 6,6
temps plein	24,0	29,8	+ 5,8
secteur privé	17,1	21,5	+ 4,4
secteur public	6,9	8,3	+ 1,4
temps partiel	10,2	11,0	+ 0,8
secteur privé	7,8	8,0	+ 0,2
secteur public	2,4	3,0	+ 0,6
Total	84,9	104,2	+19,3

Source : ONEm.

2.2.2. Les prix

A. MATIERES PREMIERES

Les cotations sur les marchés internationaux des matières premières, encore élevées en 1983, se sont affaiblies un an plus tard. L'indice général du « Hamburgisches Weltwirtschaftsarchiv » (HWWA), exprimé en dollar des Etats-Unis, a baissé de 2,1 % à cause principalement des matières premières énergétiques (qui représentent 63,2 % de l'indice); celles-ci ont cependant ralenti leur diminution par rapport à l'année précédente (3,1 % en 1984 contre 11,5 % un an auparavant). Sans ce groupe de produits, l'indice HWWA aurait haussé de 1,8 % contre 4,4 % en 1983.

Comme le cours du dollar fut soutenu, les acheteurs n'ont que peu tiré avantage de cette faiblesse des cotations. La tendance à la baisse fut en effet plus que compensée: exprimé en francs belges, l'indice s'est accru de 10,8 % en moyenne en 1984 (tableau 53). Les acheteurs ont préféré diminuer leurs stocks et les producteurs de matières premières, limiter leur production, même si certains de ceux-ci, très endettés, l'ont accrue pour maintenir leurs recettes d'exportation. L'intérêt des investisseurs, qui s'étaient d'abord attendus à une poursuite de la hausse des prix, s'affaiblit et se déplaça vers les placements financiers, en dollars notamment, sous l'influence des hauts taux d'intérêt.

L'évolution fut différente selon le type de matière première. Les produits agricoles et alimentaires ainsi que les articles de consommation poursuivirent, pendant la première moitié de l'année, leur tendance à la hausse entamée en 1983 pour enregistrer par la suite des baisses de prix dues à de bonnes prévisions concernant les récoltes, de coton et de blé en particulier, et à l'accroissement des stocks.

TABLEAU 53 - **Indice HWWA des prix mondiaux des matières premières (1975=100) (a) et variations en % sur base du dollar et du franc belge en 1984**

Matières premières	1980	1981	1982	1983	1984	84/83 % en $	84/83 % en FB
Total	226,0	240,7	228,6	209,3	205,0	- 2,1	+10,5
Total (sans l'énergie)	157,5	135,6	117,6	122,8	125,1	+ 1,9	+15,1
Prod. aliment., sucre, café, cacao	150,4	126,1	106,1	116,8	122,7	+ 5,1	+18,7
Matières premières industrielles	162,9	142,7	126,4	127,4	126,9	- 0,4	+12,5
Agriculture	164,3	146,4	127,1	125,5	128,6	+ 2,5	+15,7
Non ferreux	185,5	156,3	134,9	145,0	135,8	- 6,4	+ 5,7
Energie	265,9	302,1	293,4	259,8	251,7	- 3,1	+ 9,4

Source : HWWA, Institut fur Wirtschaftsforschung, Hambourg; calculs DGED.

(a) Indice moyen annuel sur base du dollar.

Les métaux non ferreux, dont les prix ont haussé en 1983 pour la première fois depuis 1980, n'ont pu maintenir cette tendance. A la suite des bonnes prévisions de 1983, l'offre fut accrue grâce à des capacités inutilisées; par après, les stocks augmentèrent trop rapidement et la diminution de la demande en 1984 conduisit à une sévère baisse des prix. Tel fut le cas pour l'aluminium et, dans une moindre mesure, pour le zinc. Le cuivre échappa à ce mécanisme mais les hausses de prix attendues ne se produisirent pas. Les tentatives pour limiter l'offre furent annulées par une augmentation de la production dans le Tiers-Monde (Mexique, Brésil, Chili, Pérou, Philippines et Zambie), de sorte que les Etats-Unis, par exemple, ont dû tenir compte d'importations à bon marché en provenance de ces pays. La hausse des prix du cuivre à Londres refléta davantage la hausse du cours du dollar que ce qui se produisit sur les marchés. Le prix de l'étain parvint à un niveau plus élevé qu'en 1983 grâce à la gestion du stock d'intervention.

Les prix pétroliers mondiaux ont subi des pressions à la baisse au cours de l'année écoulée malgré la hausse de la demande, la première depuis 1979. En effet, nombre de producteurs continuèrent d'accorder des réductions ou vendirent sous le prix de référence (29 $ par baril), comme le Nigéria. Par la réduction des quotas de production, l'OPEP pouvait cependant éviter une baisse générale des prix de référence.

B. PRIX DE GROS

L'indice général des prix de gros sans la TVA a augmenté de 7,4 % en moyenne au cours de l'année écoulée contre 5,2 % un an auparavant (tableau 54 et graphique 4). Cependant, l'accroissement du rythme de hausse qui s'était produit durant le second semestre de 1983, s'est transformé, au cours de la période correspondante de 1984, en un ralentissement; une baisse a même pu être enregistrée. Le rythme de croissance par rapport au mois correspondant de l'année précédente, qui atteignait encore 10,9 % en janvier, ne se montait plus qu'à 2,2 % en décembre.

TABLEAU 54 - **Indices des prix de gros (sans la TVA) : moyennes annuelles et variations en %** *1953=100*

Désignation	1981	81/80	1982	82/81	1983	83/82	1984	84/83
Indice général	224,4	8,1	241,8	7,7	254,4	5,2	273,2	7,4
Produits agricoles	226,6	10,6	242,7	7,1	261,4	7,7	281,3	7,6
selon l'origine :								
produits indigènes	251,2	11,4	270,5	7,7	279,2	3,2	290,5	4,0
produits importés	193,8	8,2	204,3	5,5	237,3	16,2	269,1	13,4
Produits industriels	223,8	7,5	241,5	7,9	252,7	4,6	271,2	7,3
selon l'origine :								
produits indigènes	234,1	7,2	252,9	8,0	262,6	3,8	277,5	5,7
produits importés	217,5	11,0	234,4	7,8	250,1	6,7	278,3	11,3
selon le degré de transform. :								
matières premières	207,8	9,9	224,8	8,2	242,4	7,8	270,5	11,6
produits intermédiaires	232,8	6,7	253,8	9,0	263,5	3,8	287,8	9,3
produits finis	228,9	6,6	244,8	7,0	252,9	3,3	261,8	3,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

L'indice partiel des produits agricoles et industriels importés a augmenté de 11,8 % en moyenne au cours de l'année écoulée contre 9,2 % en 1983, alors que celui de ces mêmes produits nationaux s'accroissait de 5,3 % contre 3,7 % un an auparavant. Les prix des produits industriels nationaux présentaient encore une légère tendance à la hausse en 1984 alors que ceux des produits agricoles retombaient en fin d'année à leur niveau du milieu de 1983.

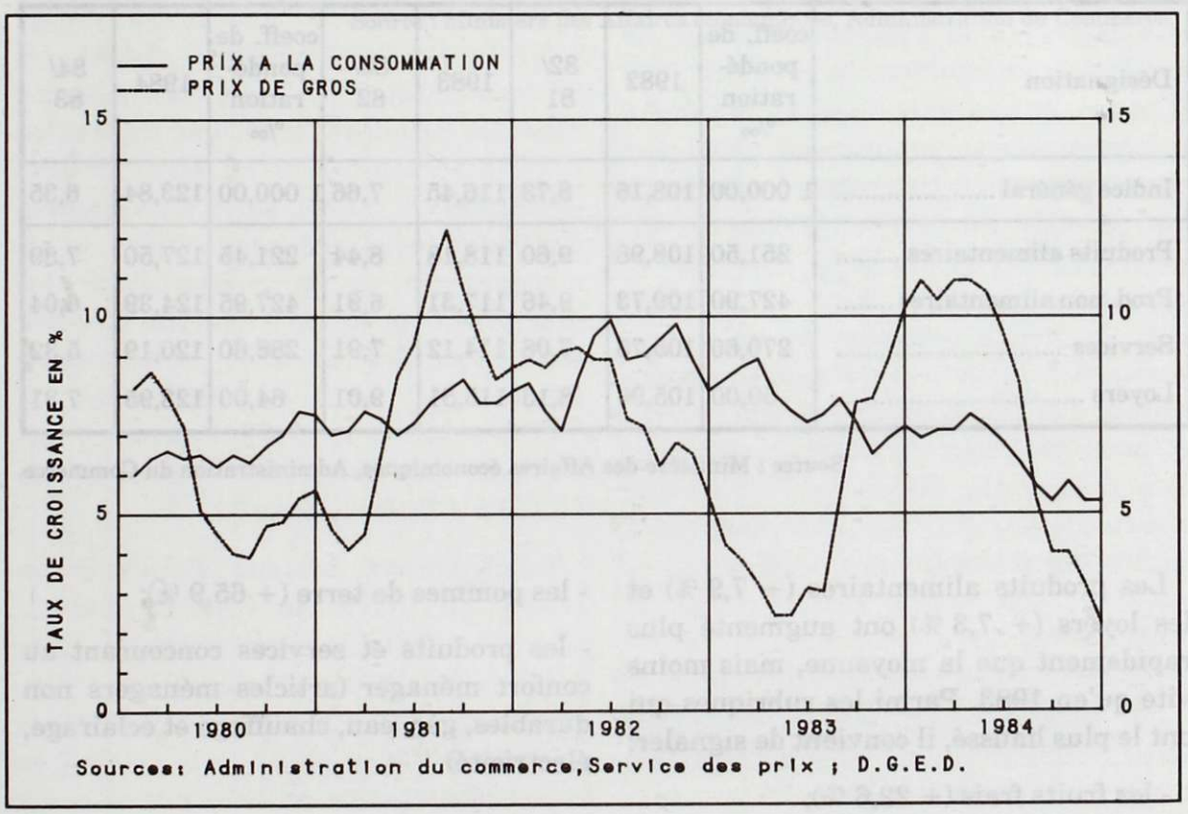
L'indice des prix des produits agricoles a haussé de 7,6 % en moyenne en 1984. La croissance moyenne fut plus élevée pour les produits du règne végétal (+ 14 %) que pour ceux du règne animal (+ 1,1 %). Ces derniers ont baissé durant le premier semestre mais ils se redressèrent par la suite tandis que les premiers cités cotèrent haut en début d'année pour sensiblement reculer par la suite.

La hausse moyenne la plus forte des prix des produits minéraux (+ 7,3 %) fut enregistrée pour les minerais et métaux bruts (+ 13,3 %). Les produits dérivés et les dérivés du charbon ont augmenté de 7,2 %, et les produits pétroliers, de 5,9 %. La hausse des prix du charbon s'éleva à 2,6 % et celle des produits des carrières, à 5,1 %.

Les produits chimiques (+ 5,5 %) et les fibres artificielles (+ 2,4 %) ont noté des hausses de prix plus élevées que celles des produits sidérurgiques (+ 4,6 %) et en métaux (+ 2,3 %), la croissance la plus forte venant des métaux non ferreux (+ 12,4 %).

Les matériaux de construction se contentèrent d'un faible accroissement (+ 2,6 %), ce qui ne fut pas le cas des produits textiles (en particulier le lin et le coton) (+ 12,8 %).

GRAPHIQUE 4 : **Evolution des prix de gros (sans la TVA) et de détail**



C. PRIX A LA CONSOMMATION

Le premier janvier 1984, la base de l'indice des prix à la consommation fut déplacée de juillet 1974-juin 1975 à 1981. Les produits repris dans l'indice et les coefficients de pondération utilisés furent en outre adaptés aux modifications apparues dans le modèle de consommation et relevées par l'enquête sur les budgets des ménages réalisée par l'INS entre le 1er octobre 1978 et le 30 septembre 1979. Toutefois, comme la commission de l'indice a choisi 1981 comme année de base, les résultats de cette enquête durent être adaptés aux changements survenus entretemps. A cet effet, l'évolution des grands groupes de la consommation privée de la comptabilité nationale fut utilisée.

Ce changement de base présente le désavantage de rendre difficile toute comparaison avec 1983. Pour résoudre les problèmes liés à l'indexation des salaires, le Conseil National du Travail a établi un coefficient de conversion pour passer de l'ancien au nouvel indice, obtenu en multipliant le premier par 0,6493. En outre, des coefficients analogues furent déterminés pour huit catégories et quatre groupes principaux de produits, permettant une comparaison avec le passé, qui n'est cependant plus possible pour les produits eux-mêmes.

Après s'être stabilisé pendant le premier semestre de 1984 au niveau relativement élevé de la fin de l'année précédente, le rythme de hausse des prix à la consommation diminua sensiblement par la suite. La moyenne annuelle se fixe à 6,3 % contre 7,7 % en 1983 (tableau 55).

TABLEAU 55 - **Indice des prix à la consommation, moyennes annuelles et variations en %**

1981=100

Désignation	coeff. de pondération ‰	1982	82/81	1983	83/82	coeff. de pondération ‰	1984	84/83
Indice général	1 000,00	108,16	8,73	116,45	7,66	1 000,00	123,84	6,35
Produits alimentaires	251,50	108,98	9,60	118,18	8,44	221,45	127,50	7,89
Prod. non alimentaires	427,90	109,73	9,46	117,31	6,91	427,95	124,39	6,04
Services	270,60	105,75	7,08	114,12	7,91	286,60	120,19	5,32
Loyers	50,00	105,96	8,13	115,51	9,01	64,00	123,95	7,31

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Les produits alimentaires (+ 7,9 %) et les loyers (+ 7,3 %) ont augmenté plus rapidement que la moyenne, mais moins vite qu'en 1983. Parmi les rubriques qui ont le plus haussé, il convient de signaler:

- les fruits frais (+ 22,6 %);
- les pommes de terre (+ 65,9 %);
- les produits et services concourant au confort ménager (articles ménagers non durables, gaz, eau, chauffage et éclairage, électricité)

Les articles ménagers durables (meubles, revêtement du sol) ont moins rapidement augmenté que la moyenne.

Les variations annuelles en pour-cent de l'indice et de ses principales composantes indiquent que l'inflation tend à ralentir depuis 1982 (tableau 56).

Le résultat de la lutte contre l'inflation se trouve dans la lignée des efforts effectués par les pays industrialisés, en particulier européens. Par rapport à 1983, la baisse s'est poursuivie dans les pays de la CEE et les écarts entre les niveaux d'inflation se sont réduits.

Ce ralentissement fut rendu possible par les pressions sur l'évolution des coûts, en particulier par la modération salariale, et par l'amélioration de la productivité. Ces effets bénéfiques furent quelque peu amoindris par la hausse des prix à l'importation due à la vigueur du dollar.

TABLEAU 56 - **Variations de l'indice et part relative des composantes**

En %

Catégories	1980	1981	1982	1983	1984
Produits alimentaires	0,9	1,4	2,2	1,9	1,6
Produits énergétiques	2,9	2,6	2,1	0,5	1,0
Produits non alimentaires (sauf l'énergie)	0,9	1,4	2,0	2,6	1,7
Services	1,6	1,7	2,0	2,2	1,5
Loyers	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5
Total	6,7	7,6	8,7	7,7	6,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

2.2.3. Salaires, revenus des ménages et consommation privée

A. LES SALAIRES

Selon les données du Ministère de l'Emploi et du Travail basées sur les conventions collectives de travail, les salaires des ouvriers ont haussé de 4,4 % entre décembre 1983 et décembre 1984 et ceux des employés, de 4,1 %. Ces augmentations sont entièrement dues à l'indexation. Le gain horaire moyen brut des travailleurs dans l'industrie et le transport, calculé par la BNB, a augmenté de 5,1 % en moyenne au cours de l'année écoulée, contre 4,2 % en 1983. Selon l'enquête trimestrielle de l'INS, les salaires horaires bruts des travailleurs masculins adultes dans l'industrie (hormis les charbonnages et l'industrie sidérurgique) ont crû de 4,6 % en 1984 contre 5,2 % un an auparavant.

Durant les années récentes, certains secteurs, dont le niveau relatif des salaires était bas, (tels que la confection et l'alimentation) ont amélioré leur position par rapport à la moyenne salariale de l'industrie manufacturière, alors que d'autres, qui pouvaient encore prétendre à une meilleure position au début des années quatre-vingts (comme les chaussures, le cuir, le textile, le bois et les meubles), sont demeurés en 1984 sous la croissance moyenne. Dans la construction, la hausse nominale des salaires a continué de reculer; une diminution nominale de 1 % s'est produite entre avril 1983 et avril 1984 dans l'industrie pétrolière. Par contre, les salaires de l'industrie sidérurgique, qui s'étaient contractés sensiblement durant le second semestre de 1983, ont haussé nominalement de 10,2 % entre avril 1983 et 1984, ce qui correspond à une augmentation réelle de 2,5 %; ce secteur est ainsi l'un des rares à avoir connu une croissance remarquable malgré la modération salariale.

B. REVENUS DES MENAGES ET CONSOMMATION PRIVEE

En 1984, le volume de la consommation privée a haussé d'environ 1 % par rapport à 1983, année durant laquelle un recul sensible avait été enregistré. Cette stabilisation s'effectue alors que le revenu disponible des particuliers continue à subir la pression de la politique de redressement économique du gouvernement.

L'adaptation incomplète des différents revenus salariaux à l'indice des prix à la consommation, considérée comme indispensable au relèvement de la compétitivité des entreprises face à la concurrence de pays où l'indexation automatique des rémunérations n'est pas institutionnalisée, a encore affecté le pouvoir d'achat des ménages et leur manière de consommer.

a. Les revenus des ménages

Selon les estimations du Budget Economique, le revenu disponible des ménages a baissé de 1,2 % en 1984, principalement à cause des reculs des revenus des salariés (- 0,7 %), des fonctionnaires (- 2,4 %), des indépendants (- 0,9 %) et du tassement des dépenses sociales (- 2 %). Par contre, les revenus de la propriété croissent considérablement (+ 5,6 %), suite aux mesures favorisant les placements mobiliers et au redressement de la compétitivité des entreprises qui ont pu à nouveau accorder des dividendes à leurs actionnaires. Depuis 1981, ces revenus sont passés de 13,7 % à 16,1 % du PNB, cependant que les revenus salariaux reculaient de 60,1 % à 57,4 % (tableau 57).

Parallèlement, le taux d'épargne est revenu de 16,5 % du PNB en 1983 à 15,1 % en 1984, ce qui explique, d'un point de vue macroéconomique, la légère croissance de la consommation. Les ménages auront désépargné pour stabiliser leur consommation en l'absence de crois-

TABLEAU 57 — **Evolution du compte des ménages 1981-1984**

Désignation	1981 (a)	1982 (a)	1983 (a)	1984 (b)	84/83 en %	en % du PNB 1981	en % du PNB 1984
Revenus :							
Rémunérations salariales	2 173,2	2 308,6	2 431,3	2 578,2	6,0	60,1	57,4
- Salariés	1 599,6	1 699,2	1 809,6	1 925,8	6,4		
- Fonctionnaires	517,8	550,5	559,6	586,8	4,8		
- Autres	55,9	58,9	62,1	65,6	5,6		
Revenus des indépendants	397,9	425,0	461,6	486,2	5,3	11,0	10,9
Revenus de la propriété	496,0	568,6	637,7	715,9	12,3	13,7	16,1
Total des revenus primaires	3 067,1	3 302,2	3 530,6	3 780,3	7,1	84,8	84,9
Autres revenus (secondaires) :	849,0	916,7	1 006,6	1 062,4	5,5	23,5	23,9
- Transferts de sécurité sociale aux salariés et indépendants	734,8	798,0	873,8	922,6	5,6		
- Autres transferts de l'Etat	90,2	91,6	103,7	107,8	4,0		
- Transferts du reste du monde	24,0	27,1	29,1	32,0	10,0		
Prélèvements de l'Etat :						28,5	30,1
- Impôts directs	567,6	655,2	668,7	725,1	8,4	15,7	16,3
- Cotisations de sécurité sociale	464,7	502,5	546,8	615,0	12,5	12,8	13,8
Revenu disponible des ménages	2 844,5	3 023,1	3 283,1	3 453,6	5,2	78,6	77,6
(Variation en termes réels)	(0,6 %)	(−2,3 %)	(0,9 %)	(−1,2 %)			
Consommation	2 391,5	2 591,0	2 740,3	2 932,7	7,0	66,1	65,9
Epargne nette	453,0	432,1	542,8	520,9	−4,0	12,5	11,7
Taux d'épargne	15,9 %	14,3 %	16,5 %	15,1 %			

Source : Ministère des Affaires économiques.

(a) INS.

(b) Estimation DGED, Budget économique.

sance de leurs revenus, ce qui constitue un renversement de tendance par rapport à 1983.

La répartition de la diminution du revenu disponible est inégale: les revenus du travail et les transferts de sécurité sociale baissent de plus de 1 %, tandis que les revenus de la propriété croissent de plus de 10%. La diminution du taux d'épargne résulte en conséquence de ce que la hausse des placements des bénéficiaires de revenus de la propriété n'a pas compensé la diminution de l'épargne des salariés et appointés confrontés à une contraction de leurs rémunérations.

b. La consommation privée

La faible hausse des dépenses des ménages ne doit pas masquer la réalité de l'arrêt de l'expansion continuelle de la consommation jusqu'en 1981; la stabilisation ne s'est faite qu'au cours de l'année écoulée.

Sur le plan micro-économique, il faut rappeler la forte modification des habitudes de consommation des ménages depuis l'année 1982. L'incertitude du montant des revenus - qu'ils soient en baisse ou remplacés par des allocations - a contraint nombre de consommateurs à se tourner vers des biens de substitution moins chers (succès des produits à marque de distributeur), à reporter certaines dépenses (notamment des achats de biens durables), ou à diminuer le superflu, par exemple en dépensant moins à l'étranger.

Cette évolution se retrouve aussi au niveau du chiffre d'affaires de la grande distribution qui connaît une stagnation de ses secteurs traditionnels (alimentaire, petits articles ménagers, non alimentaire).

Ce résultat légèrement positif de la consommation privée ne doit donc pas être présenté comme une reprise de la demande intérieure car l'évolution des revenus et la poursuite de la politique d'austérité en matière de remunérations salariales ne laissent que peu de choix aux ménages. La revue du comportement des principaux indicateurs conjoncturels au cours de 1984 permettra de mieux mettre en valeur ces éléments d'analyse.

Les principales statistiques disponibles pour suivre l'évolution des dépenses des ménages sont les indices du chiffre d'affaire déclaré à la T.V.A. par les commerçants et les indices issus des résultats des enquêtes mensuelles effectuées par l'I.N.S. auprès des commerçants (par échantillonage).

Il faut remarquer qu'à la suite de modifications dans l'échantillon, les indices des enquêtes de l' I.N.S. sont toujours provisoires depuis 1982, vu qu'il n'a pas encore été possible de les corriger pour les mettre en concordance avec la comptabilité nationale, ce qui explique que le chiffre d'affaires du commerce de détail y soit en permanence sous-estimé par rapport aux autres indicateurs (l'indice représentatif de l'ensemble du commerce a baissé de 3,1 % en 1984 contre 7,9 % en 1983). Bien que cet indice soit souvent invoqué par les professionnels du secteur pour justifier de mauvais résultats, il convient de rester sceptique devant l'ampleur d'un tel recul qui ne se confirme pas au vu des autres indicateurs disponibles.

Les indices des déclarations à la TVA par les commerçants sont publiés par l'I.N.S. par classe NACE. Les indices en valeur sont déflatés par les indices de prix correspondant à chaque rubrique par la DGED (1). Le tableau 58 reprend, pour les principales catégories de commerce, les taux de croissance trimestriels en volume.

(1) Pour la méthodologie, voir « L'Economie Belge en 1983 », 2de partie, Ministère des Affaires économiques, Bruxelles, 1984.

Tableau 58 - **Chiffre d'affaires en volume selon les déclarations à la TVA**

Croissance en % par rapport à la période correspondante de l'année antérieure

Rubriques	1982	1983	1984				1984 (a)
			I	II	III	IV(a)	
Alimentation	1,0	-3,6	2,3	1,4	0,6	2,6	1,7
Produits de beauté et d'entretien	1,1	-6,8	-1,4	-1,8	-0,4	-2,5	-1,6
Textile et habillement	1,3	0,2	-1,1	3,8	4,2	1,2	2,0
Chaussures et articles en cuir	3,2	-1,9	-2,2	6,0	4,6	2,2	2,0
Tissus d'ameublement	2,9	-6,6	-1,1	5,7	2,8	-6,0	0,0
Equipement du foyer	2,7	-9,5	7,3	6,3	5,1	3,7	5,5
Moyens de transport	-0,4	-4,1	7,8	-4,9	-3,3	2,3	0,5
Carburants et huiles	4,3	-4,0	8,1	9,3	9,3	4,9	7,9
Livres, papeterie, bureautique	-3,7	6,1	5,6	3,5	3,0	2,5	3,6
Autres commerces de détail	5,3	0,2	-3,1	-2,4	4,6	-3,9	-1,5
Commerce à assortiment varié	-3,0	-3,3	1,6	-2,8	-1,0	-7,1	-2,5
Total	0,5	-3,1	3,1	0,1	1,1	0,0	1,0

Source : Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) Données provisoires.

Ces indices constituent une bonne approximation de l'évolution des secteurs du commerce de détail mais sont aussi entachés de divers biais. Les déclarations des firmes sont classées arbitrairement par l'administration de la TVA dans la rubrique correspondant à leur « activité principale », ce qui pose des problèmes pour le classement des grands distributeurs qui couvrent l'ensemble du marché.

En ce qui concerne les ventes de biens, la principale progression a été enregistrée au premier trimestre 1984 alors qu'une stagnation totale s'est installée pendant le restant de l'année (environ + 1 % au total). Cet excellent résultat du premier trimestre (+ 3,5 %) est dû en partie au salon de l'auto et en partie au bas niveau de référence au 1er trimestre de 1983

L'examen des principaux postes de dépenses montre que seuls les « produits de beauté et d'entretien » et le « commerce à assortiment varié » (comprenant en autres, les jouets, le matériel de sport, de photo et aussi les combustibles de chauffage) présentent des résultats en nette régression. Ces deux rubriques incluent d'ailleurs une bonne partie des ventes non alimentaires des supermarchés. Tous les autres secteurs stagnent ou progressent très légèrement.

Il faut souligner le spectaculaire redressement des ventes d'articles ménagers durables de l'« équipement du foyer » (+ 5,5 %), après les résultats catastrophiques de 1983 (-9,7%) dans un secteur où les décisions d'achat sont de plus en plus souvent liées aux soubresauts conjoncturels. Les ventes de 1984 ne rattrapent d'ailleurs pas le niveau atteint en 1982, ce qui confirme leur caractère cyclique. Les rubriques « carburants » et « livres, papeterie » (comprenant la petite bureautique) croissent aussi légèrement ainsi que l'alimentation qui retrouve un rythme de hausse habituel de 2% de son chiffre d'affaires.

L'amélioration des dépenses de biens durables est confirmée par les achats de véhicules et les dépenses liées à leur utilisation. En 1984, les immatriculations de voitures particulières neuves ont haussé pour la première fois depuis 1979 (+ 3,8 %) et rattrappent un niveau comparable à celui de 1981. L' analyse des résultats trimestriels indique une forte augmentation au premier trimestre (18,6 %) suivie par de mauvais résultats durant le reste de l'année. Au total, les immatriculations progressent toujours mais il faut tenir compte de deux facteurs importants dans l'appréciation de ce résultat:

- le salon de l'auto a reporté une série d'achats de 1983 au début de 1984. Ce facteur apparaît tous les deux ans mais aucun redressement ne s'était produit en 1980 et 1982. La contraction du marché des voitures neuves pourrait avoir atteint un minimum en 1984 à cause de l'obsolescence grandissante des véhicules en circulation (tableau 59).

- à la suite de la décision de la CEE d'autoriser les achats de véhicules par des non-résidents, de nombreux étrangers ont profité de la faiblesse des prix hors taxes, parmi les plus bas d'Europe, consentis par les distributeurs belges. Ces ventes représentent environ 10 % du marché belge et leur expansion par rapport aux années antérieures jette un certain flou sur la connaissance de la croissance réelle des achats d'automobiles par les Belges. Pour le chiffre d'affaires, les déclarations à la TVA incluent bien entendu ce biais dans la mesure où les véhicules sont d'abord immatriculés et payés en Belgique et ensuite revendus à l'étranger dans un délai inférieur à 6 mois. En tout état de cause, ces ventes, même si elles ne font pas partie de la demande intérieure au sens strict, engendrent des valeurs ajoutées importantes à l'intérieur de l'économie.

TABLEAU 59 - **Immatriculations de véhicules**

Période	Véhicules neufs	%(a)	Véhicules usagés	%(a)	Rapport entre véhicules neufs et usagés
1979	420605	2,2	406122	1,2	1,03
1980	398524	-5,2	403974	-0,7	0,98
1981	350199	-12,1	401134	-0,6	0,87
1982	344238	-1,7	408925	1,9	0,84
1983	339438	-1,4	416236	1,8	0,81
1984 I	119146	18,6	120555	24,1	0,99
II	97899	-3,8	120218	-0,3	0,81
III	66959	0,6	104498	-13,3	0,64
IV	68233	-3,5	102185	-2,2	0,66
1984	352227	3,8	447456	7,5	0,78

Source : Administration des Transports, OCR.

(a) Différence avec l'année précédente.

Il convient de remarquer la poursuite de l'abaissement du rapport entre véhicules neufs et d'occasion, qui passe de 0,82 à 0,78 suite au succès croissant du marché de seconde main auprès d'acheteurs aux possibilités financières amenuisées par la stagnation de leurs revenus. Ce rapport, qui se chiffrait à 1,03 en 1979, s'est pratiquement réduit d'un quart à la fin de l'année sous revue, suite aux conséquences du deuxième choc pétrolier combinées avec les effets de la crise sur l'emploi et le pouvoir d'achat des classes socio-professionnelles qui sont les clients privilégiés des véhicules de première utilisation. En outre, certains consommateurs, moins aisés, préfèrent se passer de véhicule ou se tournent vers le bas de gamme du marché de l'occasion. Il faut dès lors se demander quel rôle tiendra l'automobile comme moteur de la relance si les revenus restent déprimés et si les hauts taux d'intérêt pour les prêts à tempérament se maintiennent.

La consommation de services par les particuliers est difficile à suivre étant donné le manque de statistiques complètes disponibles. Elle peut être estimée partiellement grâce aux déclarations à la TVA dont les principales rubriques sont reprises au tableau 60 et aux jugements portés par les professionnels des secteurs considérés.

TABLEAU 60 - **Chiffre d'affaires des services en volume selon les déclarations à la TVA en 1984**

Croissance en % par rapport à la période correspondante de l'année antérieure

Désignation	1982	1983	1984				1984 (a)
			I	II	III	IV(a)	
HORECA	5,5	0,8	5,0	6,8	2,0	2,4	4,0
Réparation de biens de consommation et véhicules	6,2	0,9	12,6	4,9	4,5	9,2	7,8
Agences de voyage	-4,9	-7,7	11,1	9,7	15,7	8,9	11,3
Transports de voyageurs par route (privé et public)	-6,1	2,5	3,0	3,6	3,6	0,6	2,7
Services récréatifs et culturels	7,8	1,8	6,6	-0,1	3,3	-6,5	0,4
Services personnels	0,7	-3,1	-1,4	0,9	0,1	2,5	0,6
Estimation de l'ensemble des services ..	3,0	-0,2	6,3	4,8	3,8	3,6	4,6

Source : Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) Données provisoires.

En 1984, la croissance en volume des différentes catégories de services a repris, mais sur un mode mineur par rapport aux années antérieures à 1983 (environ 3 % de hausse globale). Selon les milieux professionnels des services aux consommateurs, les ventes de services baissent depuis 1983.

A titre d'exemple, entre 1982 et 1984, le nombre des départs en vacances des Belges a diminué de 4 à 5 % et la durée moyenne de leur séjour s'est raccourcie d'une journée, ce qui implique une baisse concomitante de 5 % de la demande touristique. Le nombre de nuitées touristiques des Belges serait en recul d'au moins

9 % alors que les séjours « d'un jour » progresseraient sensiblement.

Cette évolution cadre parfaitement avec la stagnation et même le recul du chiffre d'affaires des secteurs HORECA et des « services récréatifs et culturels », qui croissaient d'au moins 10% par an durant les années 1970. Par ailleurs, les « services personnels » (coiffure, blanchisserie) stagnent également. Tout ceci montre que beaucoup de ménages hésitent de plus en plus à faire appel à des services extérieurs pour leurs délassements ou leurs facilités personnelles.

Le manque de statistiques récentes ne permet pas de voir si les consommateurs ont pallié la stagnation de leurs revenus par un recours accentué au crédit à la consommation. Selon un rapport de l'Association Belge des Banques (ABB), l'impécuniosité croissante des ménages n'a pas contribué à la hausse du nombre de crédits car l'encours de ceux attribués suit assez fidèlement l'évolution de la consommation intérieure: il a diminué ces dernières années. Il est d'ailleurs assez peu vraisemblable que ce type de crédit puisse s'accroître sensiblement alors que les indicateurs de la consommation suivent une course opposée.

Selon l'ABB, les crédits à la consommation, dont la hausse nominale n'a atteint que 9 % de fin 1980 à fin 1983, ce qui représente une forte chute en volume, ne représentent que 10 % des engagements des ménages vis-à-vis des institutions financières, la principale partie étant constituée par les engagements hypothécaires.

Le maintien du standing de consommation par les ménages grâce à leur épargne est bien illustré par les résultats de l'enquête de conjoncture effectuée par l'INS auprès des consommateurs belges pour le compte de la CEE (tableaux 61 et 62). Elle permet d'évaluer la manière dont les ménages appréhendent leur situation financière et leur capacité d'épargne par classe de revenus. Aucune catégorie de consommateurs n'avoue voir ses revenus augmenter alors que de moins en moins de ménages estiment pouvoir mettre de l'argent de côté, ce qui corrobore l'estimation macro-économique d'une baisse de l'épargne. Même les bénéficiaires de revenus mensuels nets supérieurs à 50000 f. s'estiment incapables d'épargner une part plus grande de leurs rémunérations.

TABLEAU 61 - **Indicateur de la situation financière des ménages (a). Evolution par classes de revenus nets**

Classes de revenus	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984	Mai 1984	Octobre 1984
- de 12000 FB	-58,1	-30,8	-42,8	-58,4	-53,3	-60,0
de 12000 à 18000 FB	-44,4	-55,7	-51,9	-50,0	-50,0	-64,0
de 18000 à 25000 FB	-49,3	-47,4	-48,5	-53,2	-47,1	-49,2
de 25000 à 35000 FB	-51,0	-46,5	-45,8	-51,6	-51,0	-50,7
de 35000 à 50000 FB	-44,2	-42,7	-42,8	-48,1	-46,0	-44,3
+ de 50000 FB	-32,5	-30,6	-37,3	-44,4	-43,6	-35,1

Source : CEE; Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) L'indicateur est calculé par la DGED sur base de la différence entre les réponses positives et négatives à l'enquête quadrimestrielle organisée par la CEE dans chaque Etat membre auprès d'un échantillon de ménages.

TABLEAU 62 - **Indicateur de la capacité d'épargne des ménages (a). Evolution par classes de revenus nets**

Classes de revenus	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984	Mai 1984	Octobre 1984
- de 12000 FB	-67,8	-84,6	-85,0	-58,4	-86,6	-98,0
de 12000 à 18000 FB	-73,7	-86,7	-76,5	-83,3	-79,5	-66,7
de 18000 à 25000 FB	-57,9	-68,8	-59,6	-61,1	-75,8	-75,1
de 25000 à 35000 FB	-31,1	-35,7	-44,8	-46,9	-43,0	-42,3
de 35000 à 50000 FB	-10,8	-16,1	-25,3	-14,8	-13,2	-27,0
+ de 50000 FB	20,2	13,6	8,6	13,9	3,3	8,7

Source : CEE; Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

(a) L'indicateur est calculé par la DGED sur base de la différence entre les réponses positives et négatives à l'enquête quadrimestrielle organisée par la CEE dans chaque Etat membre auprès d'un échantillon de ménages.

2.2.4. Les finances publiques

La situation de caisse du Trésor permet de dresser un aperçu des recettes et des dépenses budgétaires réelles ainsi que de l'appel des pouvoirs publics sur les marchés financiers. Comme banquier de l'Etat, le Trésor est chargé de la centralisation des recettes du Royaume, des Régions et des Communautés et du paiement de toutes les dépenses budgétaires nécessaires durant l'année civile. En outre, il exécute, pour le compte des fonds autonomes et d'autres organismes, certaines opérations qui peuvent également influencer la situation de caisse.

Vu la loi (1) concernant le solde des charges du passé des Communautés et des Régions ainsi que des secteurs nationaux, les amortissements des emprunts de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale Terrienne sont également à charge de l'Etat.

Le déficit budgétaire, le déficit de caisse sur les opérations de trésorerie et les amortissements des charges du passé conduisent aux besoins de financement, dont la couverture, par un appel aux marchés financiers, détermine l'augmentation de la dette de l'Etat.

A. SITUATION GENERALE DE LA TRESORERIE

En 1984, le déficit net à financer du Trésor a atteint 504,1 milliards de francs. Les besoins nets de financement, en pourcentage du PNB, ont baissé de 12,6 % en 1983 à 11,3 % un an plus tard. En tenant compte des différences de change (- 38,5 milliards), la croissance de la dette publique (non compris les opérations avec le FMI) atteint 542,6 milliards de francs (tableau 63).

En 1984, tout comme au cours des trois dernières années, le solde net à financer résulte pour 62 % du déficit des opérations courantes et pour 36 % de celui des opérations de capital, les 2 % restant étant dus aux opérations de trésorerie. Du total des moyens, 89 % sont consacrés aux dépenses courantes, 10,4 % à celles en capital et le reste, aux opérations de trésorerie. Ces moyens sont couverts à concurrence de 72,4 % par les recettes fiscales et non fiscales et de 27,6 % par les recettes nettes des emprunts (tableau 64).

En comparaison avec les trois dernières années, durant lesquelles les recettes fiscales et non fiscales représentaient à peine 70 % des moyens et le produit des emprunts, plus de 30 %, la situation s'est modifiée en 1984: la part des premières tend à augmenter et celle du second, à diminuer. Malgré ce changement, cette dernière est encore particulièrement élevée: de 15,7 % en 1975, elle est passée à 30,7 % en 1981 pour redescendre ensuite (30,4 % en 1982 et 30,1 % en 1983). En 1984 (27,6 %) et pour la première fois en neuf ans, une diminution de plus de 2 % s'est produite.

B. REGIONS ET COMMUNAUTES

Depuis les élections législatives de 1981, les exécutifs de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que l'Exécutif flamand ne font plus partie du gouvernement national et fonctionnent de manière autonome sur le plan

---

(1) Loi du 5 mars 1984 concernant les soldes et les charges du passé des Communautés et des Régions ainsi que des secteurs nationaux (M.B. du 16 mars 1984).

budgétaire (2). Les exécutifs établissent chaque année leur budget et leurs comptes. Les conseils des Communautés et des Régions approuvent annuellement les budgets - la loi organique concernant la comptabilité de l'Etat est d'application - et clôturent leurs comptes sous le contrôle de la Cour des Comptes et du Comité supérieur de Contrôle.

TABLEAU 63 - **Aperçu des opérations du Trésor et variations de la dette publique**

En milliards de francs

Désignation	1982	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %
Opérations courantes	-307,8	-334,8	-310,4	+ 8,8	- 7,3
Recettes (a) (b)	1151,0	1214,6	1313,0	+ 5,5	+ 8,1
Dépenses	1458,8	1549,4	1623,3	+ 6,2	+ 4,8
Opérations de capital	-179,0	-175,2	-181,1	- 2,2	+ 3,4
Recettes	13,6	5,2	9,0	- 61,8	+ 73,1
Dépenses	192,6	180,4	190,1	- 6,3	+ 5,4
Recettes totales	1164,6	1219,8	1322,0	+ 4,7	+ 8,4
Dépenses totales	1651,4	1729,8	1813,4	+ 4,8	+ 4,8
Résultat budgétaire	-486,8	-510,0	-491,4	+ 4,7	- 3,6
Solde des opérations de Trésorerie	- 21,8	- 14,5	- 8,5	+ 33,9	+ 41,4
Amortissem. des charges du passé (c)	-	-	- 4,1	-	+100,0
Solde net à financer	-508,6	-524,6	-504,1	+ 3,1	- 3,9
(en % du PNB)	(13)	(12,6)	(11,3)	-	-
Différences de change	- 34,3	- 47,6	- 38,5	+ 38,8	- 19,2
Impact de la dette reprise (d)	- 95,4	- 26,1	-	-	-
Evolution de la dette (e)	+638,4	+598,2	+542,6	- 6,3	- 9,3
due aux variations					
-de la dette consolidée	+310,2	+406,3	+361,2	↑	↓
en FB	+160,5	+300,5	+161,0	↑	↓
en devises	+149,7	+105,8	+200,2	↓	↑
-de la dette flottante	+328,3	+191,9	+181,4	↓	↓
en FB	+224,0	+116,2	+187,2	↓	↑
en devises	+104,3	+ 75,7	- 5,8	↓	↓

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Non compris les recettes affectées et cédées et les dépenses correspondantes.

(b) Y compris les recettes propres et les dépenses des Régions et des Communautés (voir tableau 66 pour le détail).

(c) Charges d'amortissement à la suite de la loi du 5 mars 1984.

(d) Reprise de la dette du Fonds des Routes.

(e) Le solde net à financer, les différences de change et l'impact de la dette reprise donnent les variations de la dette publique.

(2) La Communauté flamande et la Région flamande disposent d'un organe législatif et d'un exécutif: le Conseil de la Communauté flamande et l'Exécutif flamand. Par contre, la Communauté française et la Région wallonne possèdent, chacune d'elles, un Conseil et un Exécutif (lois d'août 1980).

TABLEAU 64 - **Répartition des recettes sur base de la situation du Trésor**

En milliards de francs

Fin de période	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Dépenses pour opér. du Trésor	Recettes totales	Recettes fiscales et non fiscales	Emprunts (a)
1975	620,3	78,6	- 4,6	694,3	585,1	109,3
1976	711,4	85,5	1,4	798,3	665,3	133,1
1977	822,9	95,3	5,7	923,9	756,5	167,4
1978	958,3	108,1	4,1	1070,5	887,7	182,8
1979	1033,3	126,4	7,0	1166,7	954,7	211,8
1980	1139,1	157,3	4,7	1301,1	1004,4	296,8
1981	1276,9	184,4	19,9	1481,2	1026,2	454,9
1982	1458,8	192,6	21,8	1673,2	1164,6	508,7
1983	1549,4	180,4	14,5	1744,3	1219,8	524,4
1984	1623,3	190,1	12,6	1826,0	1322,0	504,1

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Recettes nettes sans différences de change.

Le financement des Communautés et des Régions (3) est relié au budget de l'Etat par le biais de dotations. Les crédits globaux inscrits au budget concernent d'une part les matières culturelles et personnalisées et d'autre part les affaires régionales. Les premiers crédits ont été inscrits au budget de l'Etat de 1982 et calculés sur base d'un montant forfaitaire en 1980 de 40 milliards de francs pour les dépenses courantes relatives aux matières culturelles et personnalisées et de 7 milliards pour celles en capital. Les dépenses courantes et en capital pour les affaires régionales ont été fixées respectivement à 15 et 24 milliards et complétées avec un crédit pour les dépenses relatives à l'éducation nationale. Des crédits culturels et personnalisés, 55 % vont à la Communauté flamande et 45 % à la française. Les crédits pour les affaires régionales sont calculés en fonction d'une clé de répartition déjà existante - dépendante du chiffre de la population, du territoire et de la recette de l'impôt des personnes physiques. Le montant du crédit pour 1982, 1983 et 1984 fut calculé sur base de ce forfait, adapté à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Les opérations budgétaires et de trésorerie furent par ailleurs influencées en 1984 par deux réformes institutionnelles: l'application de la loi du 31 décembre 1983 concernant la réforme des institutions de la communauté de langue allemande et l'application de la loi du 5 mars 1984 relative aux charges du passé et au financement des secteurs nationaux. A ceci, s'ajoutent des dotations complémentaires, accordées à la suite d'une décision du Conseil des Ministres du 1er août 1984, concernant la régionalisation de certains crédits destinés au Fonds des Prototypes et à l'IRSIA ainsi que la compensation de certaines charges pesant sur les finances locales de la Région bruxelloise.

(3) Lois de réforme des institutions d'août 1980.

Les ristournes sur les recettes de certains impôts et prélèvements forment une part importante des moyens financiers des Communautés et des Régions tels que prévus par la loi: la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, la taxe sur les jeux et paris et celle sur les appareils de divertissement, le précompte immobilier, la taxe d'ouverture des débits de boissons, le droit d'enregistrement sur les transferts de biens immobiliers, les droits de succession et, en cas d'insuffisance de ces éléments, une partie de l'impôt des personnes physiques. Ces impôts sont prélevés sur le plan national et ensuite cédés partiellement ou entièrement aux Communautés et aux Régions pour le financement de leurs dépenses culturelles et personnalisées courantes et pour les dépenses des Régions (tableau 65). Chacune de ces ristournes apparaît en Flandre sur un budget tandis que la Communauté française et la Région wallonne disposent du leur propre. En application de la loi du 15 mars 1984, les ristournes provenant des droits de succession ont été supprimées de la loi de réforme des institutions de 1980 et ont désormais comme affectation le Fonds des secteurs nationaux.

TABLEAU 65 - **Evolution des moyens budgétaires accordés par l'Etat aux Communautés et aux Régions.**

En milliards de francs

Moyens budgétaires	1982	1983	1984
Dotations	101,2	115,8	124,3
légales	101,2	110,1	118,6
complémentaires	-	5,7	4,7
supplémentaires	-	-	0,9
Ristournes d'impôts	2,4	8,1	11,0
légales	2,4	2,6	2,9
complémentaires	-	7,5	8,1
Recettes non fiscales	-	0,3	0,3
Total	103,6	126,2	135,6

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

Après ristourne complète, ces impôts et prélèvements passeront à la fiscalité propre des Communautés et des Régions dont la compétence fiscale s'étend en principe sur des matières qui ne sont pas couvertes par l'Etat central. Celle-ci peut s'exercer par exemple par l'introduction de centimes additionnels sur les impôts nationaux actuellement ristournés pour autant qu'aucune situation conflictuelle ne soit créée avec le droit qu'ont les communes, les agglomérations et les fédérations de communes de percevoir des centimes additionnels sur l'impôt des personnes physiques. Lorsqu'un impôt ou un prélèvement ristourné est effectivement attribué à une Communauté ou une Région, l'organe compétent peut, dès la première année

budgétaire suivante, en modifier l'assiette et le taux ainsi que les exonérations.

A ces moyens financiers, s'ajoutent encore les recettes non fiscales (p. ex., les recettes sur l'abattage du bois et les permis de pêche et de chasse) et les emprunts émis par les Communautés et les Régions, auxquels la garantie de l'Etat ne peut jamais être accordée. Les emprunts publics doivent être approuvés au préalable par le Ministre des Finances; en cas de refus, le Conseil des Ministres a le pouvoir de décision.

Cet ensemble de mesures causées par la régionalisation a entraîné, à partir de 1983, des modifications dans la comptabilité du Trésor qui,depuis lors, centralise une partie nationale et une partie régionale et communautaire. La situation générale de trésorerie (tableau 63) peut désormais être éclatée, pour ce qui concerne les opérations budgétaires, en un volet national et régional. Pour des raisons comptables, les dotations ne sont pas reprises dans la situation de caisse mais sont mentionnées en fin du tableau 66. Les soldes, après correction des dotations légales, fournissent la part de l'Etat central et des Communautés et des Régions dans le déficit global.

Le déficit budgétaire sur base de caisse de l'Etat central s'élève à 354,8 milliards (72,2 % du total). Après paiement des dotations légales, il se monte à 473,1 milliards (96,3 %). Sans avance de l'Etat, les Communautés et les Régions clôturent sur un déficit de 136,6 milliards (96,4 milliards sur les opérations courantes et 40,3 milliards sur celles en capital), qui est réduit à 18,4 milliards après intervention (-19,7 milliards sur les opérations courantes et +1,3 milliards sur celles en capital).

C. LES RECETTES

Pour interpréter les recettes sur base de caisse, certaines règles de comptabilité ne doivent pas être perdues de vue, telles que la différence dans le temps entre leur perception et leur répartition suivant leur destination.

Pour obtenir une image complète des perceptions réelles, il convient d'ajouter aux recettes de l'Etat celles qui sont affectées, ristournées ou cédées.

Les recettes totales, fiscales et non fiscales, s'élèvent à 1397,4 milliards de francs en 1984. Elles sont inférieures de 1 % aux estimations mais dépassent de 8 % les réalisations de 1983 (tableau 67).

La hausse très importante du précompte mobilier provient en premier lieu de l'augmentation du tarif de 20 à 25 % au 1er janvier 1984, et de son caractère libératoire (4). Chacune des composantes est différente. Les perceptions à la source de l'impôt sur les dividendes et les autres revenus de capitaux investis ont connu un accroissement particulièrement remarquable. Outre l'influence de la loi du 28 décembre 1983, la situation exceptionnelle de ces perceptions est la conséquence de la hausse des bénéfices distribués des sociétés, rendue possible par la restauration de la rentabilité des entreprises, elle-même la conséquence d'une meilleure position concurrentielle, des diminutions d'impôts et de la modération salariale. Les perceptions à la source des autres revenus mobiliers dépassent aussi largement les réalisations de 1983, ce qui résulte en grande partie de l'augmentation des tarifs de précompte. Les résultats des perceptions par rôle, influencées par d'importants dégrèvements, sont inférieurs de 0,5 milliard aux réalisations de 1983.

(4) Loi du 28 décembre 1983 contenant des dispositions fiscales et budgétaires (M.B. du 30 décembre 1983).

TABLEAU 66 — **Aperçu des opérations budgétaires sur base de caisse en 1984 de l'Etat central, des Régions et des Communautés**

En milliards de francs

Désignation	Budget de l'Etat (1)	Régions et Communautés						Total général (a) (1)+(7)=(8)
		Flamande (2)	Wallonne (3)	de Bruxelles (4)	Française (5)	Allemande (6)	Total (7)	
Opérations courantes :								
Recettes	1 306,2	3,9	1,6	—	1,2	—	6,8	1 313,0
Dépenses	1 520,2	58,8	13,5	3,0	27,5	0,3	103,1	1 623,3
Budgets	1 204,1	30,4	10,3	1,0	19,6	0,3	61,6	1 265,7
Fonds	316,1	28,3	3,2	2,0	7,9	0,0	41,5	357,6
Solde (A)	−214,0	−54,9	−11,9	−3,0	−26,3	−0,3	− 96,4	−310,4
(en % du total)	(69,0)	(17,7)	(3,8)	(1,0)	(8,5)	(0,1)	(31,0)	(100,0)
Opérations en capital :								
Recettes	2,8	5,4	0,1	—	0,6	—	6,2	9,0
Dépenses	143,7	23,6	14,9	4,0	3,8	0,2	46,5	190,1
Budgets	105,8	15,0	9,1	1,6	3,8	0,2	29,9	135,6
Fonds	37,9	8,5	5,8	2,3	−0,1	0,0	16,6	54,5
Solde (B)	−140,8	−18,1	−14,8	−4,0	− 3,2	−0,2	−40,3	−181,1
(en % du total)	(77,8)	(10,0)	(8,2)	(2,2)	(1,8)	(0,1)	(22,3)	(100,0)
Solde (A)+(B)	−354,8	−72,9	−26,7	−7,0	−29,4	−0,6	−136,6	−491,4
(en % du total)	(72,2)	(14,8)	(5,4)	(1,4)	(6,0)	(0,2)	(27,8)	(100,0)
Dotations	−118,2	+65,3	+23,4	—	+29,0	+0,7	+118,2	—
Dépenses courantes	− 76,8	+43,1	+ 9,7	—	+23,5	+0,4	+ 76,7	—
Dépenses en capital	−41,6	+22,2	+13,6	—	+ 5,5	+0,3	+ 41,6	—
Solde après correc. pour dotations	−473,1	−7,7	− 3,3	−7,0	− 0,4	+0,1	− 18,4	−491,4
(en % du total)	(96,3)	(1,6)	(0,6)	(1,4)	(0,1)	(0,0)	(3,8)	(100,0)

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Cf. tableau 63.

TABLEAU 67 - **Total des recettes fiscales (a)**

En milliards de francs

Nature de l'impôt	1982	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %
Impôts directs	696,7	720,0	801,4	+ 3,3	+ 11,3
dont:					
précompte mobilier	74,9	84,2	114,2	+ 12,3	+ 35,7
versements anticipés (non salariaux)	133,5	143,4	146,9	+ 7,4	+ 2,4
impôts (par rôle)	36,5	25,9	23,4	- 29,9	- 9,9
précompte professionnel	430,7	444,6	487,2	+ 3,2	+ 9,6
Droits de douane	18,6	19,8	21,6	+ 6,5	+ 9,1
Accises et divers	92,5	101,9	103,5	+ 9,8	+ 1,6
TVA, droits de timbre et taxes assimilées	310,7	334,1	346,9	+ 7,5	+ 3,8
Droits d'enregistrement et divers	22,7	25,8	28,4	+ 13,7	+ 10,1
Droits de succession	11,5	11,6	12,4	+ 0,9	+ 6,9
Total	1152,6	1210,5	1314,4	+ 5,0	+ 8,6
en % du PNB	29,5	29,2	29,4		

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Y compris les recettes affectées, ristournées et cédées.

Les recettes des versements anticipés ont davantage rapporté que l'année précédente, mais restent quelque peu en dessous des prévisions. Les perceptions à la première date d'échéance furent particulièrement bonnes, les trois autres - juillet, octobre et décembre - amenant le taux de croissance par rapport à 1983, estimé à 6,6 % en juin, à 2,4 % à peine en décembre. Ces recettes subirent l'influence négative:

- des arrêtés 15 et 150 d'encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou de certificats de participation à des sociétés belges (5);

- de l'augmentation des cotisations sociales des salariés et appointés (6);

- de la modération des revenus des indépendants (7);

- de l'augmentation du taux du précompte mobilier de 20 à 25 % à partir du 1er janvier 1984 (compensation d'un accroissement du précompte sur l'impôt des sociétés) et les provisions pour pertes (8).

(5) Le volet sur les actions de ces arrêtés prévoyait l'exonération de l'impôt des sociétés pour les bénéfices répartis en actions ou nouveaux certificats de participation (M.B. des 12 mars 1982 et 11 janvier 1983).
(6) AR 214 du 30 novembre 1983.
(7) AR 289 du 31 mars 1984.
(8) Loi du 28 décembre 1983 déjà citée.

Concernant l'impôt des sociétés, perçu par rôle (y compris la cotisation de solidarité), les droits exigibles sont quelque peu supérieurs aux enrôlements de 1983. Les dégrèvements calculés sur les recettes brutes ont fortement augmenté. Comme le pourcentage de perception réalisé (48,5 %) est faiblement inférieur à celui de 1983 (49,5 %), la recette brute a diminué.

La situation des droits exigibles de l'impôt des personnes physiques perçu par rôle a évolué favorablement en 1984 (+ 9,4 %). Les dégrèvements ont également haussé à la suite de la restitution de surplus sur les versements anticipés et les précomptes, en raison des abattements fiscaux accordés aux personnes physiques (exonération des sommes consacrées à l'achat d'actions ou à l'isolation thermique entre autres). Les recettes nettes cependant sont inférieures aux réalisations de 1983 à cause d'un déplacement des inscriptions de 1984 à janvier 1985.

Le précompte professionnel a rapporté 9,6 % de plus qu'en 1983. Le précompte perçu à la source atteint 463 milliards, soit 7,8 % de plus qu'en 1983 (429,4 milliards), ce qui est dû à la liquidation de certaines primes dans le secteur public telles que celle destinée à atténuer les conséquences du paiement des salaires à la fin du mois au lieu de son début (A.R. 279 du 30 mars 1984). De même, les recettes nettes du précompte perçu par rôle sont plus élevées en 1984 (24,1 milliards) qu'un an auparavant (15,1 milliards).

En outre, les arriérés d'impôt des provinces, des communes et des CPAS ont diminué de 17 milliards au 31 décembre 1983 à 10,8 milliards au 30 juin 1984, en raison de leurs paiements volontaires ou obligés (A.R. 201).

Les recettes des impôts sur les jeux et paris et les appareils automatiques de divertissement sont restées largement sous les prévisions et n'atteignent pas les réalisations de 1983. En particulier, les recettes des paris sur les courses de chevaux qui se déroulent à l'étranger (le pari mutuel français) ont connu une diminution sensible.

Par l'effet d'un mouvement de rattrapage sur le retard encouru en 1983, une plus grande recette sur le précompte immobilier a pu être notée en 1984. Les activités d'enrôlement de l'année d'imposition 1984 elle-même ont connu une évolution à peu près normale et rapportent une recette pratiquement stable.

La recette de la taxe de circulation des véhicules automoteurs a augmenté de 9,5 %, en grande partie durant le premier semestre de l'année, à la suite de l'introduction d'une taxe complémentaire à charge des utilisateurs de certains véhicules équipés d'un moteur fonctionnant au LPG (9). Peu de contribuables ont utilisé la possibilité de payer en décembre 1984 déjà leur taxe de circulation pour l'année fiscale 1985.

Les recettes des impôts indirects ont augmenté de 4,6 % (9,4 % en 1983), et celles de la TVA, de 3,8 % seulement (7,5 % en 1983), ce qui trahit la faible croissance de la masse imposable. En plus, certains tarifs furent modifiés (p. ex., la baisse de 17 à 6 % pour les biens immobiliers), cependant que la loi du 28 décembre 1983 prévoyait dans certains cas le remboursement de la TVA. La hausse des recettes d'accises provient des huiles minérales et du tabac. Seuls en fait, les droits d'enregistrement ont notablement plus rapportés dans les caisses du Trésor.

(9) Loi du 11 avril 1983 comprenant des dispositions fiscales et budgétaires (M.B. du 16 avril 1983).

D. LES DEPENSES

Bien que la croissance des dépenses budgétaires ait été maintenue au niveau de 1983, certaines rubriques ont cependant enregistré une forte hausse, comme p. ex. les charges d'intérêt (dette budgétaire et des fonds), à la suite de la hausse de la dette de l'Etat, du niveau du taux de l'intérêt et de la gestion de la dette. Les données de caisse concernant les salaires et les charges sociales ont été influencées par le paiement des fonctionnaires en janvier 1985 au lieu de décembre 1984 (tableau 68).

TABLEAU 68 - **Répartition des dépenses de caisse.**

En milliards de francs

Opérations	1982	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %
Dépenses courantes	1458,8	1549,4	1623,3	+ 6,2	+ 4,8
Dette budgétaire	267,3	96,2	116,1	(a)	+ 20,7
Pensions	141,5	161,9	169,3	+ 14,4	+ 4,6
Salaires et charges sociales	192,2	182,7	178,4	- 4,9	- 2,3
Biens et services	54,8	53,3	56,0	- 2,7	+ 5,1
Matériaux durables	22,2	19,7	19,5	- 11,3	- 1,1
Intérêts et pertes	17,3	19,1	19,9	+ 10,4	+ 4,2
Transf. de reven. dans le sect. public	465,8	495,7	498,4	+ 6,4	+ 0,6
Transferts de revenus vers d'autres secteurs	95,0	102,2	108,6	+ 7,6	+ 6,3
Fonds budgétaires	120,7	328,2	357,6	(a)	+ 9,0
dont : dette des fonds	-	191,7	207,6	(a)	+ 8,3
Divers	81,9	90,5	99,4	+ 10,5	+ 10,0
Opérations en capital	192,6	180,4	190,1	- 6,4	+ 5,4
Transferts de capitaux	63,6	61,7	61,9	- 3,0	+ 0,3
Investissements	28,8	28,0	27,6	- 3,8	- 1,4
Avances et participations	33,2	35,2	37,9	+ 6,0	+ 7,7
Fonds	62,1	49,3	54,5	- 20,6	+ 10,6
Divers	4,9	6,3	8,2	+ 28,6	+ 30,2
Dépenses totales	1651,4	1729,8	1813,4	+ 4,8	+ 4,8

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Non comparable.

Les transferts de revenus au sein du secteur public forment le groupe de dépenses le plus important (27,5 %), dont ceux à l'Emploi et au Travail, à la Sécurité Sociale et à l'Education Nationale. Les fonds budgétaires (19,7 %) couvrent les dépenses pour charges d'intérêt, les dépenses de fonctionnement du Fonds des Routes, des hôpitaux, du Fonds de Solidarité, et de celui pour l'Expansion économique. Les dettes du budget national représentent 6,4 % du total. Les dépenses pour les charges d'intérêt ont augmenté de 12,4 % contre 7,7 % en 1983 (tableau 69).

TABLEAU 69 - **Charges d'intérêt de la dette de l'Etat**

En milliards de francs

Années	Dette de l'Etat		Dépenses courantes pour charges d'intérêt	Taux moyen d'intérêt	Rythme de hausse des charges d'intérêt	Part des charges d'intérêt en % des dépenses courantes	Part des charges d'intérêt en % du PNB
	Situation en fin d'année (1)	Hausse en % (2)	(3)	(4)=3:1	(en %) (5)	(6)	(7)
1970	609,2		31,9	5,2		10,8	2,5
1975	924,7	+ 51,8	51,5	5,6	+ 61,4	7,8	2,2
1980	1.919,8	+207,6	148,6	7,7	+288,5	13,0	4,3
1981	2.396,0	+ 24,8	192,8	8,0	+ 29,7	15,1	5,3
1982	3.033,6	+ 26,6	267,3	8,8	+ 38,6	18,3	6,8
1983	3.631,8	+ 19,7	287,9	7,9	+ 7,7	18,6	6,9
1984	4.174,4	+ 14,9	323,7	7,8	+ 12,4	19,9	7,2

Source : Ministère des Finances; BNB; Ministère des Affaires économiques, DGED.

Les dépenses en capital, parmi lesquelles les avances et les participations ainsi que les participations et dépenses aux fonds (Fonds des Routes, des Communes et des Régions) sont les principales, représentent 10 % et restent ainsi en dessous de leur niveau de 1983.

E. LA DETTE

A cause de la différence d'évolution entre les recettes et les dépenses (tableau 63), la croissance du solde à financer par le Trésor est demeurée largement inférieure à celle de 1983. Pour le financer, il

TABLEAU 70 - **Financement monétaire du solde net à financer (a)**

En milliards de francs

Années	Solde net à financer (1)	Avances de la BNB (2)	Dette en devises (3)	Dette en % de (1) (4)	Total (5)=2+3	Total en % de (1) (6)
1979	211,8	36,5	42,3	20,0	78,8	37,2
1980	296,8	24,6	92,3	31,1	116,9	39,4
1981	454,9	72,4	214,1	47,1	286,5	63,0
1982	508,7	31,5	219,8	43,2	251,3	49,4
1983	524,4	7,3	133,8	25,5	141,1	26,9
1984	504,1	5,6(b)	155,9	30,9	161,5	32,0

Source : Ministère des Finances; BNB; Ministère des Affaires économiques, DGED.

(a) Sans tenir compte des différences de change et, en 1982, avec l'influence de la dette reprise.

(b) Données provisoires.

a été fait plus largement appel que par le passé aux dettes à long terme en monnaies étrangères et à la dette flottante en francs belges. L'appel sur le marché des capitaux sous forme d'emprunts à long terme en FB a diminué de moitié et la dette flottante en monnaies étrangères, de 5,8 milliards.

Le financement monétaire, qui avait été freiné en 1983, a repris à nouveau au cours de l'année passée, en conséquence de la croissance de la dette en devises (tableau 70).

En 1984, la croissance nette de la dette en devises a été entièrement réalisée par l'émission de titres de la dette à long terme. La dette à court terme a été remboursée à concurrence de 5,8 milliards. Le financement du déficit du Trésor par des émissions en FB a baissé de 10 % en 1984 (tableau 71). Seule, la part nette des émissions d'obligations a décru. L'appel net sur le marché de l'argent fut plus intense par le placement de bons du Trésor à court terme, principalement par des institutions financières et des parastataux.

TABLEAU 71 - **Financement du déficit par émissions en francs belges**

En milliards de francs

Années	Solde net à financer (1)	Dette en FB à long terme (2)	(2) en % de (1) (3)	Dette en FB à court terme (4)	(4) en % de (1) (5)	Total (2)+(4) (6)	(6) en % de (1) (7)
1979	211,8	126,1	59,5	43,4	20,5	169,5	80,0
1980	296,8	69,5	23,4	134,9	45,5	204,4	68,9
1981	454,9	26,7	5,9	213,9	47,0	240,6	52,9
1982	508,7	160,4	31,5	224,0	44,0	384,4	75,6
1983	524,4	300,5	57,3	116,2	22,2	416,7	79,5
1984	504,1	161,0	31,9	187,2	37,1	348,2	69,1

Source : Ministère des Finances; BNB; Ministère des Affaires économiques, DGED.

2.2.5. Evolution des taux d'intérêt et du franc belge

Traiter sous le titre d'éléments moins favorables des taux d'intérêt et du comportement du franc belge sur les marchés des changes provient moins de l'évolution apparente de ces deux grandeurs que d'un ensemble de facteurs sous-jacents, en général incertains, qui nécéssitent de nuancer un comportement, tout bien considéré, favorable de ceux-ci.

Ces facteurs d'incertitude sont aussi bien nationaux, comme le niveau élevé de la dette publique qui pèse sur l'épargne et les taux, qu'étrangers, comme l'évolution du cours du dollar et la politique économique et monétaire des Etats-Unis, même si cette dernière a exercé une influence positive sur le franc belge en 1984, ce qui pourrait ne plus être le cas ultérieurement.

A. EVOLUTION DES TAUX D'INTERET

Comme exposé dans le chapitre consacré au marché des capitaux (chapitre 2.1.6), la remarquable stabilité des taux caractérise l'année écoulée, à la fin de laquelle une légère baisse pouvait même être enregistrée (tableau 72).

La faible hausse des taux, qui s'était produite à la fin de 1983 et au début de 1984, n'a donc pas été réduite. Presque tous les taux, à l'exception des certificats du Fonds des Rentes et du rendement des obligations de l'Etat cotées en Bourse, sont plus élevés à la fin de 1984 qu'un an plus tôt.

Une diminution du taux de l'escompte aurait été possible durant le dernier trimestre, mais alors le franc belge n'aurait sans doute pas clôturé l'année de façon aussi ferme (voir B ci-après). Comme le niveau de l'inflation a sensiblement baissé en 1984 (chapitre 2.2.2), il s'en est suivi, aussi bien pour les placeurs que pour les emprunteurs, une augmentation des taux réels de l'intérêt.

A ce propos, deux explications peuvent être fournies, qui viennent nourrir l'incertitude, comme exposé dans l'introduction.

En premier lieu, l'appel important de l'Etat sur les marchés intérieurs de l'argent et des capitaux doit être avancé (chapitre 2.1.6.). Comme le Trésor doit couvrir un déficit de 504 milliards de francs, il lui faut offrir un taux d'intérêt suffisamment élevé pour pouvoir emprunter ce capital. Un tel besoin d'emprunt impose inévitablement un plancher déterminé à la baisse des taux.

De plus, l'énorme demande d'euro-dollars de la part des Etats-Unis, qui leur permet de financer leur propre déficit budgétaire, contribue au même phénomène, auquel s'ajoute encore la réévaluation du dollar, rendant les placements dans cette monnaie particulièrement attractifs. La Belgique, petit pays avec une exportation et une importation libres de capitaux, doit tenir compte de ces éléments dans la détermination de ses taux.

B. TENUE DU FRANC BELGE

Le franc belge avait clôturé l'année 1983 dans une situation peu confortable. Durant le dernier trimestre, il avait continuellement été coté en-dessous de son seuil de divergence au sein du SME, ce qui avait nécéssité des ventes massives sur les marchés des changes (1).

(1) Voir « L'Economie belge en 1983 », 1ère partie, p.92.

TABLEAU 72 — **Evolution de divers taux d'intérêt**

Mois	Taux d'escompte (a) (1)	Taux au jour le jour (b) (2)	Taux des certificats à 4 mois (c) (3)	Obligations d'Etat (d) (4)	Taux débiteurs	
					Crédit de caisse (a) (5)	Crédit d'investissement (a) (6)
Janvier	10	7,92	11,00	11,89	13,75	12,40
Février	11	7,17	12,22	11,97	14,75	13,00
Mars	11	10,93	12,46	12,40	14,75	13,00
Avril	11	11,13	12,08	12,20	14,75	13,00
Mai	11	9,03	11,90	12,08	14,75	13,00
Juin	11	9,55	11,90	12,19	14,75	13,00
Juillet	11	10,03	11,90	12,13	14,75	13,00
Août	11	10,62	11,66	12,05	14,25	13,00
Septembre	11	8,68	11,25	11,82	14,25	13,00
Octobre	11	9,43	11,00	11,85	14,25	13,00
Novembre	11	10,07	10,83	11,74	14,25	13,00
Décembre	11	9,12	10,73	11,47	14,25	13,00

Source : (1) à (4) : BNB; (5) : Kredietbank; (6) : SNCI.

(a) Fin de mois.
(b) Moyenne.
(c) Moyenne pondérée.
(d) Début de mois.

Pendant le premier trimestre de 1984, le franc a continué de subir une forte pression et a même atteint, à un moment donné, son cours plancher dans le SME. Pour le défendre, le taux de l'escompte a été augmenté de 1 % le 16 février et porté ainsi à 11 %, niveau qu'il conserva le reste de l'année. En outre, la Banque Nationale est intervenue massivement sur les marchés des changes, pour un montant de 130 milliards de francs à la valeur du marché (2).

Les causes de cette faiblesse sont aussi bien nationales qu'étrangères. D'une part, il semblait que la lutte pour réduire le déficit budgétaire s'étiolait, de sorte que les marchés des changes doutèrent que le gouvernement poursuivît encore son plan d'assainissement budgétaire annoncé auparavant. D'autre part, l'évolution du dollar joua aussi dans un sens négatif: son cours mensuel moyen, qui atteignait 57,26 francs en janvier, s'effrita jusqu'à 53,13 francs en mars; cette baisse du cours de la monnaie américaine eut comme contre-partie une hausse de celui du DM, en tête dans le SME; en outre, le franc français fut soutenu pour rester lié le plus possible à la monnaie allamande.

Lorsque le taux de l'escompte fut relevé, le gouvernement annonça l'exécution d'un plan d'assainissement des finances publiques étalé sur plusieurs années. Cette annonce n'eut au début que peu d'impact sur l'évolution des cours du franc, mais dès la fin mars, ce dernier améliora sensiblement sa position.

Au même moment, le dollar entama une ascension qui allait durer toute l'année. Un mécanisme inverse de celui du premier trimestre s'enclancha: le DM s'affaiblissait et exerçait une pression moindre sur les monnaies faibles du SME. La concommitance de ces deux phénomènes ne permettra jamais de dire quel facteur contribua le plus à l'évolution calme du franc le reste de l'année.

La Banque Nationale ne mit pas à profit cette période pour diminuer son taux de l'escompte mais plutôt pour racheter, sur les marchés des changes, une partie des devises perdues, dont le montant s'elève, pour l'année entière, à 100 milliards environ. Cette perte fut, pour la Banque, largement compensée par l'apport des devises empruntées par l'Etat (cf. chapitre 2.2.4.:Finances publiques) et de toute manière, elle est largement inférieure à celle des années précédentes (143 milliards en 1983, 268 milliards en 1982).

La parité de change officielle du franc belge au sein du SME est restée inchangée, tout comme celle des autres monnaies d'ailleurs. Le calme règna donc sur les marchés de change européens, même si les cours de change effectifs des monnaies des pays membres ont baissé pour la deuxième année consécutive (tableau 73).

De ce point de vue, le comportement du franc belge n'apparaît pas mauvais. En 1983, sa perte de valeur fut plus grande que celle du DM; en 1984, elle est la moins élevée de toutes les monnaies du système. Ceci correspond avec l'évolution du franc, lequel, par rapport à ces mêmes monnaies, est plus ferme à la fin 1984 qu'un an plus tôt, sans pour autant être devenu plus fort qu'aucune autre monnaie du SME.

(2) Les devises étrangères sont comptabilisées par la Banque Nationale à un cours de change fixe qui diffère de celui du marché.

Tableau 73 - **Appréciation ou dépréciation des cours nominaux de change effectifs (en %) (a)**

Pays	nov. 83 / nov. 82	déc. 83 / déc. 82	nov. 84 / nov. 83	déc. 84 / déc. 83
Belgique	- 3,9	- 4,8	- 1,64	- 1,07
Danemark	- 4,7	- 6,9	- 3,59	- 2,90
France	- 9,5	- 11,4	- 4,66	- 3,52
RFA	- 1,7	- 3,0	- 3,68	- 3,97
Irlande	- 9,2	- 10,4	- 3,79	- 1,25
Italie	- 6,1	- 8,5	- 5,42	- 4,73
Pays-Bas	- 2,5	- 4,0	- 3,96	- 3,90
Japon	+ 13,5	+ 8,7	+ 1,73	- 0,83
Royaume-Uni	- 4,1	- 1,2	- 10,32	-12,40
Etats-Unis	+ 4,7	+ 9,4	+ 11,09	+11,82

Source : FMI.

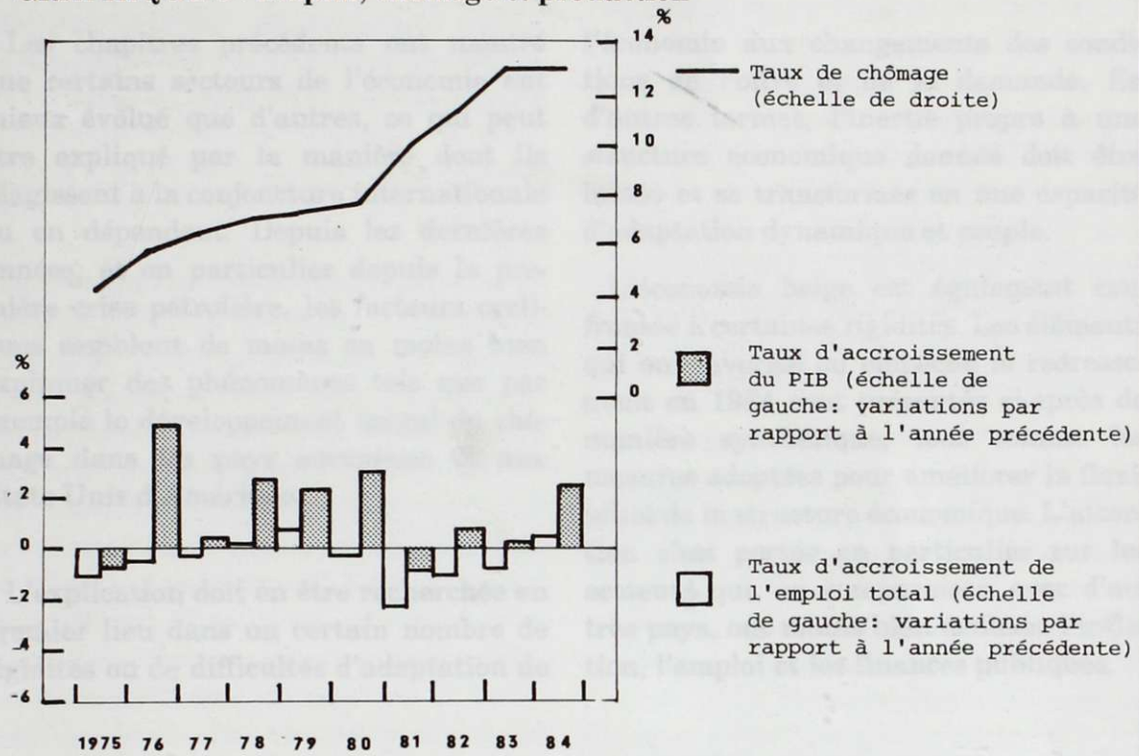
(a) Le cours de change effectif est un indice qui donne le cours de change d'une monnaie d'un pays par rapport aux principales autres monnaies en fonction de coefficients de pondération calculés par le modèle multilatéral des cours de change du FMI (MERM : multilateral exchange rate model). Les coefficients de pondération tiennent compte de l'importance relative des principaux partenaires commerciaux d'un pays et de leurs relations bilatérales directes, de leur position concurrentielle sur certains marchés de pays du Tiers-Monde et de coefficients d'élasticité estimés qui influencent les flux commerciaux.

Ce meilleur comportement du franc ne doit néanmoins pas pousser à un optimisme excessif puisque lié à l'évolution d'un dollar, qui, bien que caractérisé par une tendance irrésistible à la hausse depuis quatre ans, n'en apparaît pas moins surévalué. L'incertitude est double. D'une part, quand la baisse se produira-t-elle ? D'autre part, sera-t-elle lente ou rapide ? Dans ce dernier cas, la hausse du DM exercera sans doute à nouveau une pression sur le franc. Tel ne serait pas nécessairement le cas si entretemps le déficit des finances publiques était réduit à des proportions plus acceptables.

SYNTHESE 2.2.

L'évolution de l'emploi fut loin d'être satisfaisante, même si le chômage s'est quelque peu stabilisé en 1984. Toutefois, la croissance économique est à peine suffisante pour maintenir cette situation, rendant impossible une hausse nette de l'emploi (graphique 5).

GRAPHIQUE 5 : **Emploi, chômage et production**

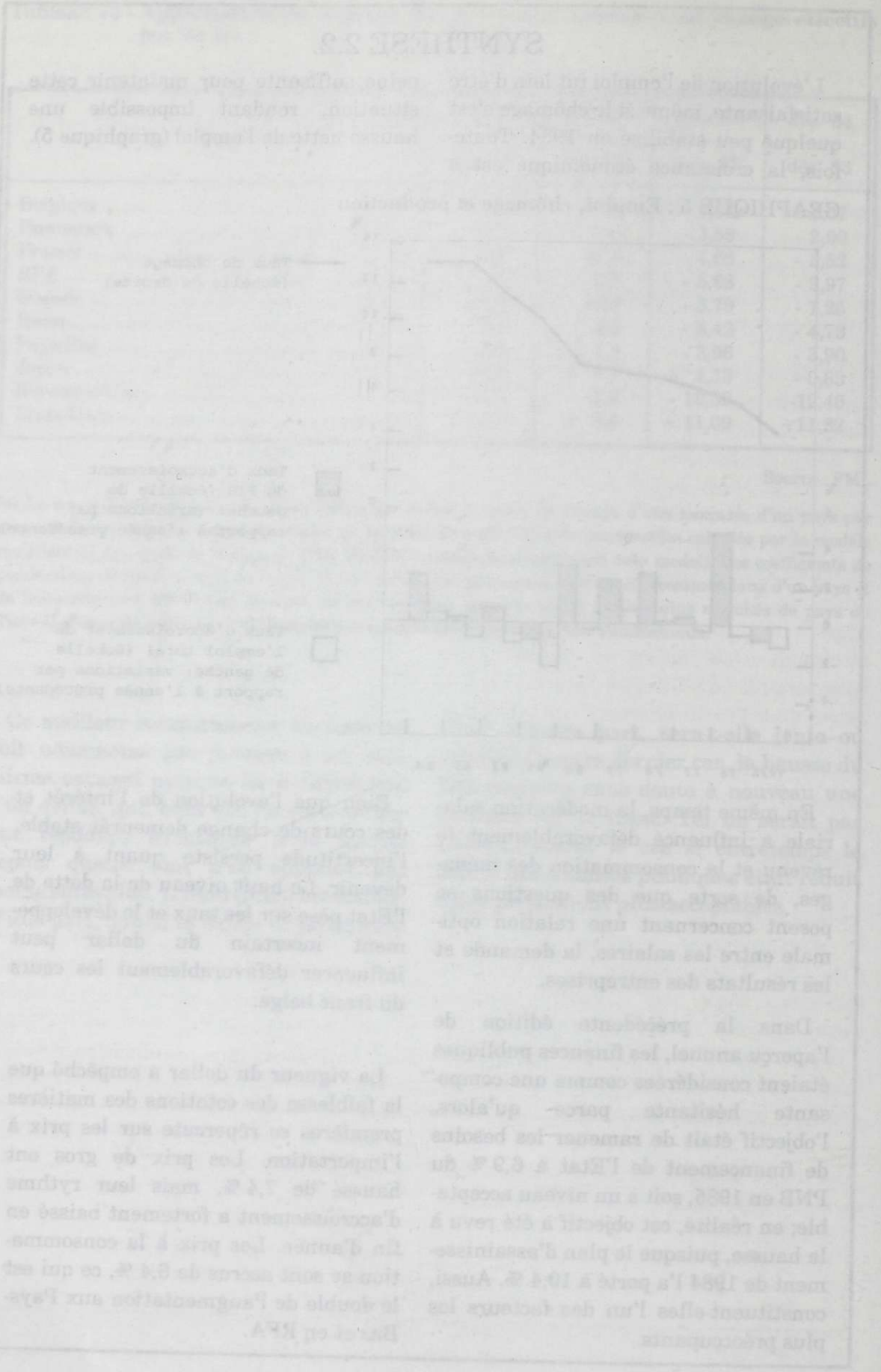


En même temps, la modération salariale a influencé défavorablement le revenu et la consommation des ménages, de sorte que des questions se posent concernant une relation optimale entre les salaires, la demande et les résultats des entreprises.

Dans la précédente édition de l'aperçu annuel, les finances publiques étaient considérées comme une composante hésitante parce qu'alors, l'objectif était de ramener les besoins de financement de l'Etat à 6,9 % du PNB en 1985, soit à un niveau acceptable; en réalité, cet objectif a été revu à la hausse, puisque le plan d'assainissement de 1984 l'a porté à 10,4 %. Aussi, constituent-elles l'un des facteurs les plus préoccupants.

Bien que l'évolution de l'intérêt et des cours de change demeurât stable, l'incertitude persiste quant à leur devenir. Le haut niveau de la dette de l'Etat pèse sur les taux et le développement incertain du dollar peut influencer défavorablement les cours du franc belge.

La vigueur du dollar a empêché que la faiblesse des cotations des matières premières se répercute sur les prix à l'importation. Les prix de gros ont haussé de 7,4 %, mais leur rythme d'accroissement a fortement baissé en fin d'année. Les prix à la consommation se sont accrus de 6,4 %, ce qui est le double de l'augmentation aux Pays-Bas et en RFA.



2.3. RIGIDITES ET FLEXIBILITES DE L'ECONOMIE BELGE

Les chapitres précédents ont montré que certains secteurs de l'économie ont mieux évolué que d'autres, ce qui peut être expliqué par la manière dont ils réagissent à la conjoncture internationale ou en dépendent. Depuis les dernières années, et en particulier depuis la première crise pétrolière, les facteurs cycliques semblent de moins en moins bien expliquer des phénomènes tels que par exemple le développement inégal du chômage dans les pays européens et aux Etats-Unis d'Amérique.

L'explication doit en être recherchée en premier lieu dans un certain nombre de rigidités ou de difficultés d'adaptation de l'économie aux changements des conditions de l'offre et de la demande. En d'autres termes, l'inertie propre à une structure économique donnée doit être brisée et se transformer en une capacité d'adaptation dynamique et souple.

L'économie belge est également confrontée à certaines rigidités. Les éléments qui ont favorisé ou empêché le redressement en 1984 sont présentés ci-après de manière synthétique, tout comme les mesures adoptées pour améliorer la flexibilité de la structure économique. L'attention s'est portée en particulier sur les secteurs qui, en comparaison avec d'autres pays, ont moins bien évolués: l'inflation, l'emploi et les finances publiques.

2.3.1. L'inflation

Le ralentissement de la croissance des prix à la consommation, amorcé en 1983, s'est poursuivi en 1984. La performance de la Belgique en matière d'inflation est cependant encore loin d'égaler celle de pays tels que l'Allemagne et les Pays-Bas et le mouvement de ralentissement est moins rapide qu'en France ainsi que le montre le tableau 74.

La lenteur du repli de l'inflation en Belgique tient à deux types de facteurs, les uns structurels, les autres conjoncturels.

TABLEAU 74 - **Evolution de l'indice des prix implicite de la consommation privée**

Croissance en % par rapport à l'année précédente

Pays	1982	1983	1984
Allemagne	4,8	2,9	2,5
France	11,2	9,4	7,2
Pays-Bas	5,4	3,0	3,0
Belgique	7,9	6,8	6,4

Source : CEE.

A. LES FACTEURS STRUCTURELS

La politique des prix, qui permet de tempérer le rythme d'inflation par l'examen du bien fondé des demandes d'augmentation de prix d'une part, et l'introduction de délais d'application des hausses de prix d'autre part, peut parallèlement, par l'intermédiaire de la fixation de prix maxima applicables par un ensemble d'entreprises dans le cas où la demande d'augmentation est collective, avoir des effets pervers sur la croissance des prix. La tentation est grande en effet, pour les entreprises dont le prix de vente serait, en l'absence de la fixation de prix maxima, déterminé à un niveau inférieur de s'aligner sur ce prix maxima afin d'accroître leur marge bénéficiaire.

Des reproches identiques peuvent également être adressés à la fixation des prix dans le cadre de la politique agricole commune. En 1984 cependant, la CEE a fortement limité la hausse des prix garantis aux agriculteurs, ce qui a permis de mieux contenir la croissance des prix des produits alimentaires.

De plus, lorsque dans le cadre de la politique des prix, les demandes d'augmentation des prix sont introduites collectivement, il est vraisemblable que c'est l'entreprise dont la structure de coûts conduit à un prix de revient plus élevé qui servira de repère lors de la fixation du prix de vente maxima, offrant ainsi des subventions cachées aux entreprises dont la structure de coût est telle que le prix de revient est plus bas.

Fin 1984, des mesures ont été envisagées afin de favoriser les demandes d'augmentation de prix individuelles dans le but de raviver la concurrence et dès lors de freiner l'accroissement des prix.

Enfin, une étude menée à l'Université de Gand (1) a montré que la loi de blocage des loyers introduite en 1975 avait entraîné une croissance plus rapide des loyers (c'est-à-dire qu'elle a eu l'effet contraire à celui attendu) par le fait que dans le cadre de la loi, des propriétaires qui ne procédaient pas ou que partiellement à une adaptation des loyers au coût de la vie auparavant, les augmentent désormais dans les limites de la loi.

B. LES FACTEURS CONJONCTURELS

Parmi les éléments de coûts intervenant dans la formation des prix à la consommation, se trouvent les salaires, les prix à l'importation, les marges bénéficiaires, les impôts indirects nets de subventions et enfin les prix des produits ou des services indigènes utilisés dans la fabrication ou dans la distribution des biens de consommation, parmi lesquels notamment le coût du crédit et le coût des services publics (postes et communications, transports,...). Certains de ces éléments ont mieux réagi que d'autres à la moindre croissance des prix à la consommation.

a. Les salaires

La modération salariale a eu pour conséquence que la fréquence des demandes d'augmentation des prix justifiées par l'évolution du coût salarial a nettement diminué en 1984. Il s'agit bien entendu ici de la modération salariale hors adaptation à l'index, puisque le prélèvement d'un saut d'index n'a pas eu d'effet favorable sur le coût salarial (voir section relative à l'emploi ci-après).

b. Les prix à l'importation

Les effets retardés de la dévaluation du FB au début de 1982 sur l'évolution des

(1) Van de Lanotte (J): « De nieuwe huurwet van 29 december 1983: een remedie voor de crisis in de bouwsector » in « Tegenspraak », n° 1, 1984, pp.2 à 15.

prix à l'importation en 1984 peuvent être considérés comme négligeables. Par contre, la forte appréciation du dollar au cours de l'année écoulée, par son action sur ces mêmes prix, a freiné considérablement le ralentissement de l'inflation. Selon une étude de la Kredietbank (2), une hausse du dollar de 10% provoquerait une augmentation de l'inflation (effets directs et effets indirects compris) de 0,9% sur un an. Or, l'augmentation du taux de change du dollar par rapport au franc belge a atteint 18 % en 1984 par rapport à 1983.

L'évolution du taux de change en 1984 est responsable d'une hausse des prix à l'importation (toutes autres choses étant égales par ailleurs et compte tenu de la composition du panier des monnaies utilisées pour le règlement des importations) de l' ordre de 5 % dont 4,5 % due à la seule évolution du dollar. La relative stabilité du FB par rapport au DM (- 1,5 %), au FF (+ 1,4 %), au Fl (- 0,6 %), monnaies dans lesquelles ont été payées au cours des 9 premiers mois de 1984 quelque 37 % des importations, a été un élément favorable qui a contribué au ralentissement de l'inflation.

c. Les marges bénéficiaires

L'évolution des marges bénéficiaires dans le seul secteur de la consommation privée est difficilement appréciable. Selon les estimations de la BNB (3), la contribution en pour-cent des marges bénéficiaires (mesurée par l'excédent brut d'exploitation par unité produite) à la variation du déflateur des dépenses finales (consommation privée, investissements, consommation publique et exportations) a été du même ordre de grandeur que celle des salaires (mesurée par le coût salarial par unité produite) : 1,6 % contre 1,3 % en 1983. L'année passée, la contribution du coût salarial au déflateur des dépenses finales s'élevait à 1,1 %.

d. Les impôts indirects

Les taux de TVA n'ont pas été modifiés en 1984. Quant aux accises, la seule modification intervenue concerne le tabac. Les impôts indirects n'ont donc pas exercé d'influence défavorable par rapport à l'objectif de ralentissement de l'inflation.

e. Les autres éléments

Les tarifs des services publics ont connu un freinage en 1984 et l'effet sur l'inflation aura été bénéfique.

Les taux d'intérêt à court terme ont augmenté de 1 % en moyenne au cours de l'année à la suite de l'appréciation du dollar et de la nécessité de protéger le FB des sorties de capitaux. Par contre, les taux d'intérêt à long terme qui interviennent dans le coût des achats de biens durables à crédit, n'ont pas connu une croissance analogue vraisemblablement suite au fait que les souscriptions aux emprunts d'Etat ont connu un succès suffisant pour ne pas induire une augmentation des taux destinée à les rendre plus attrayants. Les taux d'intérêt n'ont donc pas exercé d'influence négative sur les prix à la consommation.

---

(2) « Le dollar américain, le nerf de la guerre », in Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, nº 43, 1984.
(3) Banque Nationale de Belgique, Rapports 1984, p.89.

2.3.2. Le marché de l'emploi

A. LES SALAIRES

L'objectif poursuivi à travers le ralentissement de la croissance du coût salarial est double: améliorer la compétitivité des producteurs belges et diminuer le coût relatif du travail par rapport au capital afin de mettre un terme au processus de substitution du capital au travail, de freiner le développement des investissements de rationalisation défavorables au maintien de l'emploi et de favoriser les investissements d'expansion.

L'effort de modération salariale entrepris au début de cette décennie s'est poursuivi en 1984 sans toutefois que ses effets conduisent à un ralentissement de la croissance du coût salarial (6% contre 5,3 % en 1983 pour l'ensemble des salariés des secteurs privé et public).

Au niveau macroéconomique, la croissance de la masse salariale (coût salarial) de l'ensemble des travailleurs salariés (secteurs privé et public), de 6% en termes nominaux en 1984, tombe à 5,6% lorsque sont retirées les cotisations patronales et à 5,3% après déduction des cotisations personnelles. La prise en compte additionnelle du prélèvement d'un saut d'index (par lequel un montant correspondant à la première adaptation des salaires qui aurait dû avoir lieu en avril suite au dépassement de l'indice-pivot par l'index n'a pas été perçu par les travailleurs mais a été affecté à la couverture du déficit du budget de la sécurité sociale) ne conduit plus qu'à une hausse de 3,7 %. Après le retrait des impôts directs sur les revenus professionnels des salariés,elle n'atteint que 3,1 %. En termes réels, si le recul du coût salarial n'est que de 0,4 %, la perte de pouvoir d'achat du salaire de poche est de 3,1 %.

En ce qui concerne le prélèvement d'un saut d'index, il faut regretter qu'un objectif, la réduction du déficit de l'Etat, soit poursuivi par le biais d'un instrument qui s'apparente à une cotisation sociale . La non-perception du montant équivalent à un saut d'index a été pleinement ressentie au niveau du salaire de poche des travailleurs sans l'être à celui du coût salarial des entreprises puisque celles-ci ont versé le montant de la masse salariale correspondant à l'adaptation au saut de l'index au Trésor. Par contre, la baisse de pouvoir d'achat qui en a résulté pour les travailleurs a contribué à déprimer le marché intérieur.

Sans aucunement nier les avantages évidents de la parafiscalité pour maintenir le pouvoir d'achat grâce aux transferts sociaux, la solution pour limiter la croissance du coût salarial et assurer un meilleur équilibre budgétaire de la sécurité sociale, tient vraisemblablement au choix d'une autre base imposable que le revenu professionnel pour les cotisations sociales, et ce au moins pour les prestations qui n'ont aucun lien avec l'activité professionnelle.

Par ailleurs, les avantages en nature (chèques-repas, assurance-vie,...) accordés par les entreprises à leurs travailleurs - qui constituent un autre élément du coût salarial - ne semblent pas avoir participé à cet effort de modération. Au contraire, ils connaîtraient même un essor qui s'inscrit en contradiction avec l'effort de modération général du coût salarial demandé par les entreprises. Il s'agirait d'un phénomène de rattrapage par rapport au prélèvement d'index.

B. LE PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL

a. L'opération « 5.3.3. »

Les accords signés en 1983 dans le cadre de l'opération 5.3.3. de réduction du

temps de travail accompagnée de modération salariale et d'embauche compensatoire, qui ont commencé à sortir leurs effets favorables à l'emploi à partir de la mi-83, ont vraisemblablement continué dans ce sens mais à un rythme ralenti en 1984. Pour 1983, le Ministère de l'Emploi et du Travail estime que 33400 emplois ont ainsi été créés; des chiffres relatifs à l'année 1984 ne sont pas disponibles à l'heure actuelle. Toutefois, tant pour 1983 que pour cette année, il paraît difficile d'isoler l'effet des accords 5.3.3. de ceux liés à l'évolution favorable d'autres facteurs tels que l'amélioration de la conjoncture internationale et nationale.

b. Le travail à temps partiel

Tout récemment, l'INAMI a établi qu'au 30 juin 1983, les travailleurs à temps partiel représentaient quelque 11% de l'ensemble des travailleurs.

Bien que les bases de comparaison par rapport aux années antérieures soient encore inexistantes, il peut être affirmé sans grands risques d'erreurs que le travail à temps partiel sous toutes ses formes a connu un essor important en 1984, illustré notamment par la croissance entre juin 1983 et juin 1984 de l'effectif des chômeurs occupés à temps réduit pour échapper au chômage (de 39965 à 66128) et par l'augmentation des travailleurs à temps partiel bénéficiaires du programme de résorption du chômage (+ 3300).

c. Les stages des jeunes

Une autre forme d'emploi souple du point de vue des entreprises est constituée par les stages des jeunes dont la durée de contrat est de 6 mois renouvelable une fois. L'accroissement de cette forme d'emploi a été de 4600 entre juin 83 et juin 84.

d. Les prépensions

L'encouragement aux prépensions avec remplacement représente une forme encore différente de partage du travail. La prépension de retraite, par exemple, s'adresse aux travailleurs masculins actifs, âgés de 60 ans au moins. Le travailleur qui désire en bénéficier doit présenter une déclaration de son employeur par laquelle ce dernier s'engage à le remplacer par un demandeur d'emploi recruté en dehors de l'entreprise. Il ne s'agit pas réellement d'une mesure de création d'emploi, mais plutôt d'une préservation de l'emploi favorisant l'entrée des jeunes demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

e. Les Pouvoirs publics

Les nouveaux agents recrutés par l'Etat en 1984 travaillent obligatoirement à 4/5ème temps pour un salaire correspondant à cette durée du travail au cours de la première année de leur engagement.

En réponse à la chute de l'emploi privé, se développe l'emploi dans le secteur public, le recrutement se situant principalement dans le cadre du programme de résorption du chômage. Ce programme qui permettait le maintien au travail de quelque 104000 personnes au 30 juin 1984 et qui par là est bénéfique sous l'angle humain, comporte cependant deux inconvénients: la précarité des emplois créés dont la durée est souvent trop courte pour que la personne engagée puisse s'épanouir dans son travail et l'impact au niveau budgétaire de la rémunération de ces emplois qui constitue un élément de rigidité parmi d'autres à la baisse du déficit de Etat, objet de la section 2.3.3. ci-dessous.

2.3.3. Les finances publiques

Bien que l'assainissement des finances publiques, suivant le plan gouvernemental adopté en mars et qui comprenait une augmentation des impôts et de la parafiscalité ainsi qu'un ralentissement de l'expansion des dépenses, ait conduit à un solde à financer inférieur à celui de 1983, l'ampleur du déficit des pouvoirs publics continue d'être particulièrement préoccupant.

Non seulement, les besoins de financement en pourcentage du PNB restent les plus élevés parmi ceux de tous les pays de la CEE, mais en outre, les recettes comme les dépenses sont les plus importantes de ceux-ci.

Malgré l'assainissement des dépenses publiques, certaines composantes continuent de croître rapidement: il s'agit des charges d'intérêt, de fonds budgétaires, et des dépenses des régions et des communautés.

Contrairement à 1983, le financement monétaire du déficit public s'est à nouveau accru. De même, l'augmentation nette des émissions en francs belges à court terme est à nouveau en expansion.

SYNTHESE 2.3.

Par rapport à l'objectif de ralentissement du rythme de l'inflation, les deux principaux facteurs qui ont contrecarré une baisse plus importante du taux d'inflation en 1984 sont les prix à l'importation et l'effet indirect de hausse induit par la politique des prix. D'autres facteurs ont eu un effet neutre: les impôts indirects et les tarifs des services publics. La modération salariale a été un facteur de flexibilité. Les indications disponibles sur l'évolution des marges bénéficiaires ne permettent pas de se prononcer sur leur influence sur les prix à la consommation privée.

D'un point de vue social, il est intéressant de constater que, hormis la réduction du temps de travail qui s'applique aussi bien aux travailleurs des deux sexes, l'opération 5.3.3., le travail à temps partiel ainsi que les stages des jeunes, qui visent à rencontrer la demande de flexibilité du marché de l'emploi émanant des entreprises, touchent en majorité les femmes et les jeunes, deux catégories de travailleurs relativement plus malmenées par la persistance de la crise du marché de l'emploi que les hommes. Il est dès lors possible que l'acceptation d'un travail à temps partiel par ces travailleurs contribue à renforcer leur marginalisation à l'intérieur du marché de l'emploi dans le cadre d'un contexte économique qui reste relativement déprimé.

Pour ce qui concerne les salaires, l'effort de modération entrepris depuis 1980, s'est poursuivi sans conduire cependant à un ralentissement de la croissance du coût salarial.

Concernant les finances publiques enfin, la croissance rapide des charges d'intérêt, les fonds budgétaires et les dépenses des Régions et des Communautés continueront de peser sur l'effort d'assainissement entrepris depuis deux ans.

3. SYNTHESE GENERALE

3.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES EN 1984

Au cours de la seconde moitié de 1983, un redressement de l'activité, qui trouvait son origine dans une reprise des échanges internationaux après leur diminution en 1982, avait pu être observé. Cependant le caractère tardif de cette reprise ne devait déterminer, pour l'ensemble de l'année, qu'une augmentation encore des plus faibles du PNB (+ 0,5 %), les composantes de la demande intérieure demeurant assez déprimées (tableau 75).

En 1984, le raffermissement de la demande extérieure s'est accru, malgré une hésitation au deuxième trimestre en raison des grèves dans l'industrie des métaux en Allemagne fédérale. Mais surtout les investissements des entreprises, après leur recul de 1982 (- 7,4 %), se sont redressés de façon appréciable : + 8,6 % (1).

Conséquence de ces deux mouvements positifs, le PNB devrait avoir progressé de 2,1 % en volume en 1984, les exportations de biens et services augmentant de 5,5 % (contre une stagnation en 1983) et la formation brute de capital fixe de 5,2 % (contre un recul de 6,4 % en 1983).

Si, comme décrit au chapitre 2.1.2., les investissements des entreprises ont sensiblement crû en 1984, il faut également observer une amélioration par rapport aux années précédentes de ceux en immeubles d'habitation qui enregistreraient une progression de 3,3 % après avoir connu une diminution ininterrompue depuis 1979. Sous l'effet des contraintes budgétaires, les investissements publics poursuivent leur déclin: - 4,6 % en 1984 contre - 7,3 % en 1983.

Le regain de l'activité a entrainé par ailleurs une progression des importations de biens et services de 3,9 % pour un recul de 3,0 % en 1983. La balance commerciale poursuit néanmoins son redressement en accentuant son solde positif : 71,5 milliards de francs courants contre 41,0 milliards de francs en 1983 et un déficit de 51,4 milliards de francs en 1982. Les exportations nettes (donc y compris les revenus de facteurs) affichent un excédent de 30,2 milliards de francs courants contre 4,6 milliards de francs en 1983 et un déficit de 89,7 milliards de francs en 1982. Ainsi, la restauration de l'équilibre des échanges extérieurs, qui était un des axes de la politique du gouvernement lors de son installation en 1982, apparaît réalisé.

---

(1) Les chiffres mentionnés pour les années antérieures à 1984 sont tirés de la comptabilité nationale publiée par l'INS dans le Bulletin de Statistique n° 7-8 de 1984; ceux relatifs à 1984 et 1985 constituent des estimations et prévisions du Budget économique établies à l'aide du modèle économétrique SMOBE (Short term model for Belgian Economy) en tenant compte des indicateurs connus en mars 1985. Ils ont dès lors un caractère provisoire.

La consommation des ménages demeure déprimée et n'augmente que de 0,5 % en volume après un recul de 1,0 % en 1983. Il est vrai que le revenu disponible réel des ménages diminue en 1984 de 1,1 %, le léger gain de consommation s'effectuant au détriment de l'épargne dont le montant exprimé en pour-cent du revenu disponible baisse à 15,2 % contre 16,5 % en 1983.

La progression de la masse salariale nominale demeure proche de celle de l'année précédente (+ 6,0 %) tandis que l'augmentation nominale des revenus des indépendants et celle des transferts de sécurité sociale diminuent: + 5,3 % pour les revenus des indépendants (contre + 8,6 % en 1983) et + 5,6 % pour les transferts de sécurité sociale (contre 9,5 % en 1983).

Depuis 1980, une redistribution des revenus s'est précisée au bénéfice des revenus de la propriété. En 1984, leur part dans l'ensemble des revenus échéant aux particuliers se montait à environ 15 % contre 11 % cinq ans auparavant; à l'inverse les revenus de l'activité ont vu leur part relative diminuer de 68 % de l'ensemble des revenus des particuliers en 1979, à 63 % en 1984.

Les revenus des entreprises progressent de 26 % en termes nominaux contre une augmentation de 10 % en 1983. Les bénéfices non distribués des sociétés représentent 1,5 % du revenu national net au coût des facteurs contre 1,3 % en 1983 et 0,3 % en 1981; ils n'avaient cesser de diminuer depuis 1973 où ils intervenaient pour 3,3 % dans le revenu national. Cette évolution reflète assurément le redressement de la rentabilité des entreprises mais un écart important subsiste par rapport au niveau des années de forte croissance.

La situation apparaît toujours moins favorable du côté des finances publiques où le rythme d'augmentation nominale des dépenses demeure stable en dépit de la réalisation au sein de nombre de secteurs de réelles économies tandis que les recettes progressent davantage qu'un an auparavant. Le besoin de financement de l'ensemble des pouvoirs publics, exprimé en pour-cent du PNB, diminue toutefois à 11,3 % contre 12,8 % en 1983; en 1981 il se montait à 14,3 %.

3.2. PREVISION DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE EN 1985

En 1985, l'augmentation du PNB en volume devrait se poursuivre à un rythme légèrement moindre qu'en 1984: + 1,7 %. Tout comme l'année précédente, les exportations et les investissements des entreprises constitueront le moteur de cette croissance tandis que la consommation privée devrait stagner et les dépenses des administrations publiques, reculer à nouveau en raison surtout de la diminution du volume des investissements publics (tableau 75).

Le commerce extérieur demeure l'aiguillon principal du développement de l'activité. Les exportations de biens et services augmentent de 4 % en volume et les importations, de 3 %. Le ralentisse-

ment attendu des échanges internationaux, après leur sensible croissance en 1984, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie américaine, se reflète dans la progression légèrement moindre qu'en 1984 des ventes belges à l'étranger. Conséquence de ce léger tassement, l'augmentation du volume des importations fléchit quelque peu également. Le solde de la balance commerciale ne se modifie que légèrement par rapport à 1984 et se monte à 0,6 % du PNB de 1985.

Les investissements des entreprises devraient continuer de progresser mais de façon plus modérée qu'en 1984: + 5 % contre + 8,6 % en 1984. Ici également un certain tassement peut être attendu en raison de la venue à échéance de programmes de renouvellement d'équipement pour raison de productivité et en l'absence de perspective d'augmentation aussi marquée qu'assurée des diverses composantes des demandes tant extérieure qu'intérieure.

La nécessité de poursuivre l'assainissement des finances publiques se répercute par une nouvelle réduction du volume des investissements publics, d'ampleur analogue à celle de 1984 (- 4,5 % contre - 4,8 % en 1984).

Les dépenses des ménages en matière de logements devraient croître à un rythme proche de celui de 1984 (+ 3,4 % contre + 3,3 % en 1984) en raison tant des perspectives de retour de la TVA grevant l'acquisition de nouveaux logements, à son niveau normal dès 1986 que du développement de la rénovation et la restauration de logements existants, encouragé par l'octroi de primes parfois importantes par les autorités régionales et nationales.

Si la consommation publique progresse, encore que de façon minime (+ 0,5 % en volume), par suite de la prise en charge par les autorités publiques d'une partie importante du financement de certains volets du programme de résorption du chômage (notamment le troisième circuit du travail), le volume des achats de biens et services demeure inchangé.

Les différentes mesures d'économie mises en oeuvre par le gouvernement amènent une diminution de la progression, à prix courants, des transferts, à titres divers, des caisses publiques vers les ménages. D'autre part, les charges d'intérêt de la dette publique augmentent toujours fortement (+ 18 % en 1985 contre + 14 % en 1984). L'augmentation plus rapide des recettes que des dépenses des autorités publiques (à prix courants) réduit à nouveau leur besoin de financement qui se montent dorénavant à 10,2 % du PNB en 1985 contre 11,3 % en 1984.

La consommation privée demeure pratiquement au même niveau que l'année précédente (+ 0,2 % en 1985 par rapport à 1984). Le revenu disponible réel des ménages régresse de 0,1 % et le quasi-maintien de la consommation n'est acquis qu'au détriment de l'épargne qui ne représente plus que 14,7 % du revenu disponible contre 15,2 % en 1984.

La masse salariale à prix courants augmente de 5,2 % et les revenus des indépendants de 7,0 % du fait notamment d'une légère augmentation de leur nombre tandis que les revenus de la propriété échéant aux particuliers progressent à nouveau sensiblement (+ 9,7 %).

La réduction du rythme d'augmentation des prix à la consommation se poursuit et leur hausse est chiffrée à 5 % en 1985 contre 6,4 % un an auparavant.

Une légère diminution du chômage est par ailleurs attendue. Elle s'explique à la fois par l'embauche compensatoire liée à la réduction du temps de travail, instaurée en 1983, par le redressement des investissements des entreprises, par la faible croissance de la population active

ainsi que par la mise en oeuvre du troisième circuit de travail.

L'emploi intérieur augmente de 0,2 % du fait de la progression de l'emploi dans les services publics (lesquels comprennent le troisième circuit de travail) tandis que dans le secteur privé, il enregistre encore une diminution (- 0,1 %).

TABLEAU 75 - **Principaux agrégats économiques**

	1983	1984	1985
	variations en % données à prix de 1980		
Consommation privée	- 1,0	+ 0,5	+ 0,2
Consommation publique	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5
Formation brute de capital fixe	- 6,4	+ 5,2	+ 3,2
Entreprises	- 7,4	+ 8,6	+ 5,0
Logements	- 2,3	+ 3,3	+ 3,4
Pouvoirs publics	- 7,3	- 4,6	- 4,8
Exportations de biens et services	0,0	+ 5,5	+ 4,0
Importations de biens et services	- 3,0	+ 3,9	+ 3,0
PNB	+ 0,5	+ 2,1	+ 1,7
	niveaux et taux		
Solde du compte courant de la balance des paiements			
en milliards de francs à prix courants	-39,0	-16,2	-23,3
en % du PNB	- 0,9	- 0,4	- 0,5
Besoin de financement des pouvoirs publics			
en milliards de francs à prix courants	-591,8	-503,7	-481,8
en % du PNB	- 12,8	- 11,3	- 10,2
Emploi intérieur en milliers	3641,4	3654,3	3661,7
entreprises	2898,2	2897,7	2895,4
salariés	2271,5	2265,1	2258,0
indépendants	626,7	632,6	637,4
pouvoirs publics	645,5	660,0	670,3
Chômage en milliers	545,1	547,2	545,6
en % de la population active	12,9	12,9	12,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Budget économique, mars 1985.

L'ECONOMIE BELGE

EN

1984

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ECONOMIE BELGE

EN

1984

II

Tableaux et graphiques

BRUXELLES

IMPRIMERIE PUVREZ S.A.
AVENUE FONSNY 59

1985

Belgique - Ministère des Affaires économiques

L'Economie belge en 1984
Deuxième partie : tableaux et graphiques

Bruxelles : Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.
1985 - XII, 368 p. - 20,5×28,5 cm
I.S.S.N. 0771 - 5641
D/1985/1226
Prix : 400 FB.

Les données de cette publication peuvent être reprises moyennant indication claire de la source.

AVANT-PROPOS

Comme l'année dernière, ce second volume de « L'Economie belge en 1984 » contient un ensemble considérable de tableaux et graphiques relatifs aux principales données de l'économie nationale, ainsi qu'un bref aperçu sur l'étranger.

Une subdivision en chapitres semblable à celle de l'édition précédente du « Livre blanc » a été généralement suivie. Pour faciliter la consultation de cet ouvrage, les tableaux et graphiques ont été pourvus d'une numérotation continue (chiffre arabe pour les premiers, lettre majuscule pour les seconds) pour chaque chapitre, celui-ci portant lui-même un chiffre romain.

Les tableaux et graphiques présentent des données se rapportant à une période plus longue que l'année écoulée. En outre, chaque chapitre s'ouvre sur une brève entrée en matière dont le but est de mettre l'accent sur la portée exacte des données et leur interprétation.

Afin, comme par le passé, d'éviter une certaine rigidité, de nombreux tableaux ont été adaptés ou ont reçu une nouvelle présentation. Tel est plus particulièrement le cas pour les finances publiques, qui contiennent désormais des informations sur celles de l'Etat ainsi que des Régions et des Communautés, le commerce extérieur, auquel sont ajoutés des tableaux selon la classification type du commerce international et la consommation privée, dans laquelle est incorporée la distribution.

Bruxelles, octobre 1985.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos VII

Table des matières IX

Liste des abréviations XI

I Population 1

II Emploi 7

III Chômage 21

IV Agriculture et pêche maritime 45

V Industrie 51

VI Energie 91

VII Consommation privée et distribution 121

VIII Tourisme 145

IX Investissements 153

X Commerce extérieur de l'U.E.B.L. 161

XI Transports et communications 237

XII Finances publiques 255

XIII Monnaie et crédit 281

XIV Assurances 301

XV Prix 313

XVI Revenus du travail 327

XVII Revenus des sociétés 337

XVIII Faillites et fermetures d'entreprises 345

XIX Régions 349

XX Aperçu international 361

LISTE DES ABREVIATIONS

A.R.	Arrêté royal.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.I.F.	Coût, assurance, fret.
C.M.T.	Chômeurs mis au travail.
C.S.T.	Cadre spécial temporaire.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
DKR	Couronne danoise.
D.M.	Mark allemand.
D.T.S.	Droit de tirage spécial.
Ecu	Unité monétaire européenne.
Eurostat	Office Statistique des Communautés Européennes.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
FB	Franc belge.
F.E.E.R.	Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale.
FF	Franc français.
FL	Franc luxembourgeois.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
F.O.B.	Franco à bord.
HFL	Florin des Pays-Bas.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
IRES	Institut de Recherches économiques et sociales (Université Catholique de Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
IRL	Livre irlandaise.
I.T.R.	Institut pour le Transport routier.
LIT	Lire italienne.
M.A.E.	Ministère des Affaires économiques.
M.B.	Moniteur belge.
N.A.C.E.-C.L.I.O.	Nomenclature des activités économiques dans la Communauté européenne. Classification « Entrées-Sorties ».
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.Em.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.P.E.P.	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale des Marins de la Marine Marchande.
P.I.B.	Produit intérieur brut.
P.N.B.	Produit national brut.
R.F.A.	République Fédérale d'Allemagne.
S.E.M.	Système monétaire européen.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

T.C.T.	Troisième circuit de travail.
T.e.p.	Tonne équivalent pétrole.
T.R.B.	Tonneau Registre brut.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.L.B.	Université libre de Bruxelles.
US-dollar	Dollar des Etats-Unis d'Amérique.

I. POPULATION

Introduction 2

I-1 Naissances, décès, variation démographique et population totale. 3

I-2 Mouvement de la population en 1984. 4

INTRODUCTION

La population au 31 décembre de l'année qui suit le recensement se calcule en partant du chiffre de la population recensée, en y ajoutant les mouvements d'entrées (naissances, immigrations) et en en retranchant les mouvements de sorties (décès, émigrations), ce qui permet d'obtenir le chiffre de la population calculée, qui servira l'année suivante de base de départ pour le même calcul.

Au tableau I-1 apparaît l'effectif de la population au 31 décembre de chaque année. Pour les années 1972 à 1980, il est calculé au départ du recensement de 1970. Pour 1981, figurent à la fois l'effectif établi de la même manière et celui sur base du recensement qui a eu lieu au 1er mars de cette année (compte tenu des variations enregistrées entre cette date et le 31 décembre). Pour 1982, 1983 et 1984, le calcul a été effectué à partir de cette dernière donnée.

Les renseignements se rapportent à la population de droit, c'est-à-dire, la population ayant sa résidence habituelle dans les communes.

Après avoir reculé au cours de l'année précédente, la population totale a augmenté de plus de 4 600 personnes en 1984, à la suite d'un accroissement naturel de 5 213 personnes alors que le solde migratoire est légèrement négatif (515 personnes).

La progression de la population de la région flamande est analogue à celle enregistrée en 1983 (7 543 personnes en 1984 contre 7 372 en 1983); elle compense le recul à Bruxelles-Capitale (−2 238 personnes) et en Wallonie (−607 personnes) qui est nettement moindre qu'en 1983 (respectivement 7 443 et 4 923 personnes).

I-1 — Naissances, décès, variation démographique et population totale

PERIODE	Naissances	Décès	Variation démographique			Population totale (a)
			Naturelle	Migratoire	Totale	
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413
1978	121 983	115 060	6 923	– 2 682	4 241	9 841 654
1979	123 658	112 156	11 502	1 954	13 456	9 855 110
1980	124 794	114 364	10 430	– 2 166	8 264	9 863 374
1981	124 827	113 308	11 519	– 6 950	4 579	9 867 953 9 854 589
1982	120 451	112 506	7 876	– 4 448	3 428	9 858 017
1983	117 395	114 814	2 581	– 7 575	– 4 994	9 853 023
1984	115 790	110 577	5 213	– 515	4 698	9 857 721

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Etabli au 31 décembre de l'année sur base des variations de la population depuis le recensement de 1970 pour les années 1972 à 1981 (première donnée pour cette dernière année), du recensement de 1981 compte tenu des variations entre le 1er mars et le 31 décembre de cette année (seconde donnée de 1981) et des variations annuelles à partir de cette dernière donnée pour 1982, 1983 et 1984.

I-2 — **Mouvement de la population en 1984**

DESIGNATION	Naissances (a)		Décès (a)		Variation naturelle	Solde migratoire	Variation totale	Situation au 1er janvier 1984	Situation au 1er janvier 1985
	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus
Anvers	*10 789*	*11,73*	*10 507*	*11,43*	*282*	*200*	*482*	*919 008*	*919 490*
Malines	*3 209*	*10,94*	*3 301*	*11,25*	*– 92*	*– 251*	*– 343*	*293 627*	*293 284*
Turnhout	*4 706*	*12,76*	*2 846*	*7,71*	*1 860*	*612*	*2 472*	*366 234*	*368 706*
Anvers	**18 704**	**11,82**	**16 654**	**10,53**	**2 050**	**561**	**2 611**	**1 578 869**	**1 581 480**
Bruxelles-Capitale	*11 803*	*12,04*	*12 255*	*12,50*	*– 452*	*–1 786*	*–2 238*	*982 434*	*980 196*
Hal-Vilvorde	*5 643*	*10,84*	*5 319*	*10,22*	*324*	*– 271*	*– 53*	*520 111*	*520 164*
Louvain	*4 621*	*11,01*	*4 280*	*10,20*	*341*	*492*	*833*	*418 705*	*419 538*
Nivelles	*3 462*	*11,63*	*2 969*	*9,97*	*493*	*862*	*1 355*	*296 192*	*297 547*
Brabant	**25 529**	**11,51**	**24 823**	**11,19**	**706**	**– 703**	**3**	**2 217 442**	**2 217 445**
Ath	*774*	*10,14*	*1 194*	*15,64*	*– 420*	*24*	*– 396*	*76 721*	*76 325*
Charleroi	*5 097*	*11,77*	*5 618*	*12,97*	*– 521*	*–1 289*	*–1 810*	*434 656*	*432 848*
Mons	*2 936*	*11,63*	*3 238*	*12,83*	*– 302*	*– 695*	*– 997*	*253 364*	*252 367*
Mouscron	*839*	*11,58*	*850*	*11,73*	*– 11*	*– 135*	*– 146*	*72 588*	*72 442*
Soignies	*1 887*	*13,88*	*2 016*	*14,83*	*– 129*	*29*	*– 100*	*166 004*	*165 904*
Thuin	*1 632*	*11,53*	*1 784*	*12,60*	*– 152*	*88*	*– 64*	*141 565*	*141 501*
Tournai	*1 590*	*11,29*	*1 929*	*13,70*	*– 339*	*33*	*– 306*	*141 038*	*140 732*
Hainaut	**14 755**	**11,50**	**16 629**	**12,96**	**–1 874**	**–1 943**	**–3 817**	**1 285 936**	**1 282 119**
Huy	*1 061*	*11,81*	*1 219*	*13,57*	*– 158*	*394*	*236*	*89 554*	*89 790*
Liège	*6 574*	*11,06*	*7 735*	*13,02*	*–1 161*	*743*	*– 418*	*594 378*	*593 960*
Verviers	*3 208*	*12,95*	*2 959*	*11,94*	*249*	*125*	*374*	*247 294*	*247 668*
Waremme	*673*	*11,03*	*928*	*15,22*	*– 255*	*385*	*130*	*60 835*	*60 965*
Liège	**11 516**	**11,60**	**12 841**	**12,93**	**–1 325**	**1 647**	**322**	**992 061**	**992 383**
Hasselt	*4 644*	*12,94*	*2 607*	*7,26*	*2 037*	*– 638*	*1 399*	*357 304*	*358 703*
Maaseik	*2 740*	*14,20*	*1 190*	*6,16*	*1 550*	*– 46*	*1 086*	*191 785*	*192 871*
Tongres	*2 117*	*11,89*	*1 555*	*8,73*	*562*	*– 311*	*251*	*177 795*	*178 046*
Limbourg	**9 501**	**13.02**	**5 352**	**7.33**	**4 149**	**–1 413**	**2 736**	**726 884**	**729 620**

Bastogne	577	15,78	446	12,19	131	– 34	97	46 182	46 279
Marche-en-Famenne	635	14,27	509	11,44	126	153	279	44 206	44 485
Neufchâteau	696	13,42	631	12,16	65	– 40	25	51 836	51 861
Virton	566	12,73	543	12,22	23	140	163	44 266	44 429
Luxembourg ...	**3 062**	**13,64**	**2 626**	**11,70**	**436**	**126**	**562**	**223 813**	**224 375**
Dinant	1 206	13,33	1 104	12,20	102	316	418	90 000	90 418
Namur	3 353	12,73	3 145	11,94	208	573	781	262 468	263 249
Philippeville	684	11,88	754	13,10	– 70	– 158	– 228	57 783	57 555
Namur ...	**5 243**	**12,74**	**5 003**	**12,16**	**240**	**731**	**971**	**410 251**	**411 222**
Alost	2 717	10,43	2 950	11,32	– 233	– 493	– 726	261 149	260 423
Termonde	1 945	10,70	1 982	10,90	– 37	59	22	181 693	181 715
Eeklo	853	10,68	927	11,61	– 74	– 87	– 161	79 963	79 802
Gand	5 316	10,97	5 729	11,82	– 413	214	– 199	484 590	484 391
Audenarde	1 192	10,65	1 469	13,13	– 277	– 9	– 286	112 150	111 864
Saint-Nicolas	2 612	12,30	2 228	10,49	384	195	579	211 648	212 227
Flandre orientale ...	**14 635**	**11,00**	**15 285**	**11,48**	**– 650**	**– 121**	**– 771**	**1 331 193**	**1 330 422**
Bruges	2 978	11,54	2 632	10,20	346	182	528	257 471	257 999
Dixmude	576	12,17	518	10,95	58	– 29	29	47 268	47 297
Ypres	1 246	11,99	1 169	11,24	77	– 209	– 132	104 044	103 912
Courtrai	3 376	12,34	2 736	7,32	640	36	676	272 713	273 389
Ostende	1 445	10,78	1 553	11,59	– 108	247	139	133 788	133 927
Roulers	1 646	11,98	1 301	9,47	345	– 37	308	136 984	137 292
Tielt	1 034	12,17	893	10,51	141	– 97	44	84 900	84 944
Furnes	544	10,90	562	11,24	– 18	507	489	49 406	49 895
Flandre occidentale ...	**12 845**	**11,79**	**11 364**	**10,43**	**1 481**	**600**	**2 081**	**1 086 574**	**1 088 655**
Bruxelles-Capitale	11 803	12,04	12 255	12,50	– 452	–1 786	–2 238	982 434	980 196
Région flamande	65 949	11,63	58 254	10,27	7 695	– 152	7 543	5 662 336	5 669 879
Région wallonne	38 038	11,85	40 068	12,49	–2 030	1 423	– 607	3 208 253	3 207 646
dont : *rég. de langue allemande* ..	777	11,73	698	10,54	79	– 52	27	66 191	66 218
Le Royaume ...	**115 790**	**11,74**	**110 577**	**11,21**	**5 213**	**– 515**	**4 698**	**9 853 023**	**9 857 721**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Non compris les mort-nés et les enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1985.

II. EMPLOI

Introduction 8

II-1 Population active. 10

II-2 Travailleurs assujettis à la sécurité sociale. 10

II-3 Evolution de l'effectif des travailleurs assujettis à la sécurité sociale. 11

II-4 Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin. 12

II-5 Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin. 14

II-6 Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie. 15

II-7 Evolution de l'effectif des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin. 16

II-8 Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs. 17

II-9 Travail à temps partiel. 18

II-10 Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté Economique Européenne. 19

INTRODUCTION

La population active au 30 juin est établie par le Ministère de l'Emploi et du Travail selon les normes de la C.E.E. L'intention est de faire concorder la définition de la population active avec les concepts des comptes nationaux, principalement pour ce qui concerne les branches d'activité et les secteurs. Le point de départ est constitué par l'emploi intérieur, formé de toute personne qui exerce une activité productrice, qu'elle soit civile ou militaire, résidente ou non résidente. Cette définition est en opposition avec l'ancienne notion d'emploi national, saisissant l'emploi des personnes résidentes au sens juridique.

La population active occupée est donc la somme de l'emploi intérieur et du solde de l'emploi frontalier; à celle-ci s'ajoute la population active en chômage pour former la population active totale.

Pour rendre possible une comparaison dans le temps, les données établies aux 30 juin 1981 et 1982 ont été calculées suivant les nouvelles définitions (tableau II-1).

La principale source des données relatives à l'emploi salarié est l'Office National de Sécurité Sociale (O.N.S.S.). Les données sont malheureusement disponibles avec un retard d'un an par rapport à la période de référence. Aussi la D.G.E.D. avait-elle tenté d'estimer les évolutions par grandes branches d'activité de juin 1983 à juin 1984 dans la partie I de « l'*Economie belge en 1984* ». La croissance de l'ensemble de l'emploi salarié, mesurée par l'évolution de l'effectif des travailleurs assujettis à la sécurité sociale, avait été estimée à quelque 7 000 personnes, le secteur privé enregistrant des pertes d'emploi de l'ordre de 7 500 travailleurs plus que compensées par l'accroissement — à concurrence de plus de 15 000 personnes — de l'emploi du secteur public. Si l'orientation des mouvements de l'emploi — positive pour le secteur public, négative pour le secteur privé — avait été correctement prévue, son ampleur diffère des estimations de la D.G.E.D. qui ont été trop optimistes : la croissance réelle de l'effectif du secteur public est plus faible (11 000 personnes), la chute de l'emploi du secteur privé est plus importante (12 000 personnes).

Les évolutions plus favorables de l'emploi en 1984, par rapport à l'année précédente, sont largement tributaires de deux phénomènes : l'extension du travail à temps partiel que le tableau II–9 n'illustre que partiellement (puisque se limitant au travail à temps partiel dans le cadre du programme de résorption du chômage) mais dont un aperçu a été donné dans la première partie de « l'Economie belge en 1984 » et le développement du programme de résorption du chômage dont

l'effet se situe principalement au niveau de l'effectif du secteur public.

Le développement du travail à temps partiel ne peut être cerné sur base des statistiques de l'O.N.S.S. qui comptabilisent les travailleurs à temps partiel comme des travailleurs à temps plein mais peut être approché par d'autres sources (I.N.A.M.I.).

Le phénomène du temps partiel prenant de l'ampleur, l'interprétation des évolutions au vu des tableaux s'avère de plus en plus difficile car y figurent, au même titre, des travailleurs à temps partiel et à temps plein.

Dans le secteur public, la croissance de l'effectif est essentiellement imputable au programme de résorption du chômage et principalement à l'engagement de chômeurs dans le cadre du troisième circuit de travail.

Le rythme des pertes d'emploi dans l'industrie (au sens strict, c'est-à-dire à l'exclusion des branches « énergie et eau » et « bâtiment et génie civil ») se ralentit : 18 000 environ en 1983, la moitié seulement en 1984.

Les pertes d'emploi restent importantes dans la construction bien qu'elles soient légèrement moindres qu'en 1983 (−14 282 contre −18 544 en 1983).

Le mouvement croissant du secteur tertiaire privé, amorcé en 1983 (+2 023 personnes) se poursuit et prend de l'ampleur, l'augmentation de l'effectif atteignant près de 11 000 personnes. Ce secteur est vraisemblablement aussi celui qui voit la multiplication des emplois à temps partiels.

II-1 — Population active (a)

Répartition par branche d'activité (hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITE	30 juin 1982		30 juin 1983		30 juin 1984	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
I. **Population active occupée**	**3 707 276**	**88,3**	**3 668 249**	**87,0**	**3 668 610**	**87,1**
A. Emploi intérieur	3 672 333	87,5	3 633 648	86,2	3 634 711	86,3
— *Agriculture, sylviculture et pêche*	*106 768*	*2,5*	*106 065*	*2,5*	*106 085*	*2,5*
— *Extraction et transformation des minerais non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique*	*197 441*	*4,7*	*189 362*	*4,5*	*185 766*	*4,4*
— *Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières*	*650 467*	*15,5*	*640 112*	*15,2*	*635 066*	*15,1*
— *Bâtiment et Génie*	*235 567*	*5,6*	*216 778*	*5,2*	*203 167*	*4,8*
— *Energie et eau*	*61 182*	*1,5*	*59 846*	*1,4*	*59 095*	*1,4*
— *Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.*	*943 893*	*22,5*	*952 089*	*22,6*	*967 787*	*23,0*
— *Transports et communications*	*274 685*	*6,5*	*267 253*	*6,3*	*263 378*	*6,3*
— *Autres services (y compris militaires de carrière + miliciens)* ..	*1 202 330*	*28,7*	*1 202 143*	*28,5*	*1 214 367*	*28,8*
B. Emploi frontalier (solde)	34 943	0,8	34 601	0,8	33 899	0,8
II. **Population active en chômage** (b)	**490 042**	**11,7**	**545 109**	**13,0**	**545 720**	**13,0**
III. **Population active totale**	**4 197 318**	**100,0**	**4 213 358**	**100,0**	**4 214 330**	**100,0**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement et volontairement.

II-2 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale (a)

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1981	975 783	338 519	1 314 302	935 642	676 041	1 611 703	2 926 005
30 juin 1981	965 141	339 437	1 304 578	933 499	675 752	1 609 245	2 913 823
30 septembre 1981 ..	957 965	339 003	1 296 968	930 367	677 282	1 607 649	2 904 617
31 décembre 1981 ...	939 648	336 234	1 273 882	934 352	683 005	1 617 417	2 891 299
31 mars 1982	921 924	329 902	1 251 826	932 049	683 908	1 615 957	2 867 783
30 juin 1982	923 680	333 915	1 257 595	930 232	682 438	1 612 670	2 870 265
30 septembre 1982 ..	922 696	333 967	1 256 663	925 083	681 104	1 606 187	2 862 850
31 décembre 1982 ...	902 255	328 333	1 230 588	925 524	687 171	1 612 695	2 843 283
31 mars 1983	888 999	324 935	1 213 934	922 169	682 535	1 604 704	2 818 638
30 juin 1983	892 727	327 457	1 220 184	920 610	687 675	1 608 285	2 828 469
30 septembre 1983 ..	889 085	327 977	1 217 062	916 329	691 018	1 607 347	2 824 409
31 décembre 1983 ...	875 076	324 740	1 199 816	918 512	699 245	1 617 757	2 817 573
30 juin 1984	880 294	326 567	1 206 861	915 327	705 231	1 620 558	2 827 419

(a) Y compris CST et TCT.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

II-3 — Evolution de l'effectif des travailleurs assujettis à la Sécurité sociale (a)

TRIMESTRES	Total (b)		Travailleurs manuels		Travailleurs intellectuels		Industrie (c)		Tertiaire	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Mars 1982	−58 222	−2,0	−62 476	−4,8	+ 4 254	+0,3	−41 029	−4,9	+12 170	+0,7
Juin 1982	−43 558	−1,5	−46 983	−3,6	+ 3 425	+0,2	−30 961	−3,8	+10 325	+0,6
Septembre 1982	−41 767	−1,4	−40 305	−3,1	− 1 462	−0,1	−24 553	−3,0	+ 3 166	+0,2
Décembre 1982	−48 016	−1,7	−43 294	−3,4	− 4 722	−0,3	−30 733	−3,8	+ 1 921	+0,1
Mars 1983	−49 145	−1,7	−37 892	−3,0	−11 253	−0,7	−20 476	−2,6	− 9 263	−0,5
Juin 1983	−41 796	−1,5	−37 411	−3,0	− 4 385	−0,3	−18 373	−2,3	− 3 793	−0,2
Septembre 1983	−38 441	−1,3	−39 601	−3,2	+ 1 160	0,0	−19 888	−2,5	+ 1 731	+0,1
Décembre 1983	−25 710	−0,9	−30 772	−2,5	+ 5 062	+0,3	−14 426	−1,9	+ 8 069	+0,4
Juin 1984	− 1 050	−0,0	−13 323	−1,1	+12 273	+0,8	− 8 946	−1,2	+22 655	+1,6

Source : O.N.S.S.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.
(b) ONSS, FNROM, OSSMM, Secteur public et enseignement, TCT et CST.
(c) Au sens strict, c.à.d. sans « Energie et eau », et sans « Bâtiment et génie civil ».

II-4 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DESIGNATION	1975	1983	1984	1984 / 1983	1984 / 1983 %	1984 / 1975	1984 / 1975 %
Secteur privé							
Manuels							
Hommes	1 106 486	858 977	843 062	−15 915	− 1,9	−263 424	−23,8
Femmes	341 616	270 362	268 983	− 1 379	− 0,5	− 72 633	−21,3
Total ...	**1 448 102**	**1 129 339**	**1 112 045**	**−17 294**	**− 1,5**	**−336 057**	**−23,2**
Intellectuels							
Hommes	457 880	453 156	452 092	− 1 064	− 0,2	− 5 788	− 1,3
Femmes	329 650	364 265	370 509	+ 6 244	+ 1,7	+ 40 859	+12,4
Total ...	**787 530**	**817 421**	**822 601**	**+ 5 180**	**− 0,6**	**+ 35 071**	**+ 4,5**
Ensemble							
Hommes	1 564 366	1 312 133	1 295 154	−16 979	− 1,3	−269 212	−17,2
Femmes	671 266	634 627	639 492	+ 4 865	+ 0,8	− 31 774	− 4,7
Total ...	**2 235 632**	**1 946 760**	**1 934 646**	**−12 114**	**− 0,6**	**−300 986**	**−13,5**
Secteur public et enseignement (a)							
Manuels							
Hommes	35 380	33 750	37 232	+ 3 482	+10,3	+ 1 852	+ 5,2
Femmes	48 904	57 095	57 584	+ 489	+ 0,9	+ 8 680	+17,7
Total ...	**84 284**	**90 845**	**94 816**	**+ 3 971**	**− 4,4**	**+ 10 532**	**+ 12,5**
Intellectuels							

Hommes							
Femmes	236 464	323 410	334 722	+11 312	+ 3,5	+ 98 258	+41,6
Total ...	**662 822**	**790 864**	**797 957**	**+ 7 093**	**+ 0,9**	**+135 135**	**+20,4**
Ensemble							
Hommes	461 738	501 204	500 467	− 737	− 0,1	+ 38 729	+ 8,4
Femmes	285 368	380 505	392 306	+11 801	+ 3,1	+106 938	+37,5
Total ...	**747 106**	**881 709**	**892 773**	**+11 064**	**+ 1,3**	**+145 667**	**+19,5**
Tous les assujettis							
Manuels							
Hommes	1 138 751	892 727	880 294	−12 433	− 1,4	−258 457	−22,7
Femmes	390 388	327 457	326 567	− 890	− 0,3	− 63 821	−16,3
Total ...	**1 529 139**	**1 220 184**	**1 206 861**	**−13 323**	**− 1,1**	**−322 278**	**−22,1**
Intellectuels							
Hommes	884 238	920 610	915 327	− 5 283	− 0,6	+ 31 089	+ 3,5
Femmes	566 114	687 675	705 231	+17 556	+ 2,6	+139 117	+24,6
Total ...	**1 450 352**	**1 608 285**	**1 620 558**	**+12 273**	**+ 0,8**	**+170 206**	**+11,7**
Ensemble : *Total* ...							
Hommes	2 022 989	1 813 337	1 795 621	−17 716	− 0,8	−227 368	−11,2
Femmes	956 502	1 015 132	1 031 798	+16 666	+ 1,7	+ 75 296	+ 7,9
Total ...	**2 979 491**	**2 828 469**	**2 827 419**	**− 1 050**	**− 0,1**	**−152 072**	**− 5,1**

Source : O.N.S.S., Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Y compris TCT, CST.

II-5 — Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

Travailleurs manuels et intellectuels

BRANCHE D'ACTIVITE	1975	1983	1984	1984 / 1983	1984 / 1983 %	1984 / 1975	1984 / 1975 %
Agriculture, sylviculture et pêche	12 234	11 400	11 681	+ 281	+2,5	− 553	− 4,5
Energie et eau (b)	68 747	59 649	58 891	− 758	−1,3	− 9 856	−14,3
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	253 359	185 922	182 311	− 3 611	−1,9	− 71 048	−28,0
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	340 323	268 122	262 962	− 5 160	−1,9	− 77 361	−22,7
Autres industries manufacturières :	440 392	318 486	318 311	− 175	0,0	−122 081	−27,7
— produits alimentaires	*76 699*	*73 455*	*73 887*	*+ 432*	*+0,6*	*− 4 812*	*− 6,1*
— boissons	*20 591*	*15 383*	*15 279*	*− 104*	*−0,7*	*− 5 312*	*−25,8*
— tabac	*8 147*	*6 014*	*5 885*	*− 129*	*−2,1*	*− 2 262*	*−27,8*
— textile	*94 685*	*59 413*	*60 877*	*+ 1 464*	*+2,5*	*− 33 808*	*−35,7*
— cuir	*5 347*	*2 703*	*2 870*	*+ 167*	*+6,2*	*− 2 477*	*−46,3*
— chaussures et habillement	*81 549*	*44 524*	*43 598*	*− 926*	*−2,1*	*− 37 951*	*−46,5*
— bois et meubles en bois	*49 289*	*33 858*	*33 242*	*− 616*	*−1,8*	*− 16 047*	*−32,6*
— papier et articles en papier	*24 789*	*17 545*	*17 373*	*− 172*	*−1,0*	*− 7 416*	*−29,1*
— imprimerie et édition	*38 151*	*31 999*	*31 921*	*− 78*	*−0,2*	*− 6 230*	*−16,3*
— caoutchouc et matières plastiques	*22 961*	*20 589*	*20 752*	*+ 163*	*+0,8*	*− 2 209*	*− 9,6*
— divers	*16 184*	*13 003*	*12 627*	*− 376*	*−2,9*	*− 3 557*	*−22,0*
Bâtiment et génie civil	246 589	170 783	156 501	−14 282	−8,4	− 90 088	−36,5
Commerce, hôtellerie, réparations	416 246	408 963	413 314	+ 4 351	+1,1	− 2 932	− 0,7
Transports et communications (c)	193 805	190 778	189 129	− 1 649	−0,9	− 4 676	− 2,4
Institutions de crédit, assurances, location	187 880	217 512	221 793	+ 4 281	+2,0	+ 33 913	+18,1
Services publics, enseignement et autres	823 163	996 854	1 012 526	+15 672	+1,6	+189 363	+23,0
Total général ...	**2 982 738**	**2 828 469**	**2 827 419**	**− 1 050**	**0,0**	**−155 319**	**− 5,2**

Source : O.N.S.S.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Y compris les travailleurs du « cadre spécial temporaire ».
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant au F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant à l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

II-6 — Travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin dans l'industrie (a)

CATEGORIES DE TRAVAILLEURS	1975	1983	1984	1984 / 1983	1984 / 1983 %	1984 / 1975	1984 / 1975 %
Manuels							
Hommes	597 399	446 629	441 598	−5 031	−1,1	−150 770	−26,1
Femmes	211 281	129 646	127 770	−1 876	−1,4	− 83 511	−39,5
Total ...	**808 680**	**576 275**	**569 368**	**−6 907**	**−1,2**	**−239 312**	**−29,6**
Intellectuels							
Hommes	165 955	144 840	142 630	−2 210	−1,5	− 23 325	−14,1
Femmes	59 439	51 415	51 586	+ 117	+0,3	− 7 853	−13,2
Total ...	**225 394**	**196 255**	**194 216**	**−2 039**	**−1,0**	**− 31 178**	**−13,8**
Ensemble							
Hommes	763 354	591 469	584 228	−7 241	−1,2	−179 126	−24,5
Femmes	270 720	181 061	179 356	−1 705	−1,0	− 91 364	−33,7
Total ...	**1 034 074**	**772 530**	**763 584**	**−8 946**	**−1,2**	**−270 490**	**−26,2**

Source : O.N.S.S., Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Non compris « Bâtiment et génie civil » et « Energie et eau ».

II-7 — Evolution de l'effectif des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin

DESIGNATION	1981 / 1980	1982 / 1981	1983 / 1982	1984 / 1983 (c)	1984 / 1975 (d)	1984 / 1975 %
Total général	−80 278	−43 558	−41 796	− 1 050	−155 319	− 5,2
I. 1. Secteur public	+ 4 594	+11 934	− 6 394	+11 064	+145 667	+19,5
- dont C.S.T., T.C.T.	− 8 003	− 2 973	+ 921	+12 805	+ 34 892	. .
- hors C.S.T., T.C.T.	+12 597	+14 907	− 7 315	− 1 741	+110 775	+14,8
2. Secteur privé	−84 872	−55 492	−35 402	−12 114	−300 986	−13,5
II. 1. Industrie (a) (b)	−46 973	−30 961	−18 373	− 8 946	−269 386	−26,1
2. Bâtiment et génie civil (b)	−28 510	−22 304	−18 544	−14 282	− 89 832	−36,5
3. Tertiaire privé	− 8 637	− 1 887	+ 2 023	+10 955	+ 69 629	+ 7,9
dont - commerce, restauration et hébergement, réparations	− 7 741	− 3 032	− 5 028	+ 3 690	− 3 602	− 0,9
- transports et communications	− 2 293	− 285	− 670	+ 1 033	+ 56	+ 0,1
- institutions de crédit, assurances, services aux entreprises, locations	− 1 919	− 1 046	+ 8 249	+ 3 914	+ 29 084	+17,2
- autres services	+ 3 316	+ 2 476	− 528	+ 2 318	+ 44 091	+20,5

Source : O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

(a) Au sens strict, c.à.d. sans « énergie et eau » et sans « bâtiment et génie civil ».
(b) Privé et public confondus.
(c) Données provisoires.
(d) Pas de C.S.T ni de T.C.T. en 1975.

II-8 — **Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs** (a)

En milliers

SECTEUR D'ACTIVITE	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Charbonnages (b)	15,0	15,1	14,9	14,6	29 202	29 063	26 454	25 511
Cokeries	2,5	2,6	2,5	2,4	4 128	4 208	3 809	3 875
Sidérurgie (c)	34,4	33,5	31,4	30,1	54 274	48 016	47 494	47 257
Métaux non ferreux	11,1	10,0	9,7	9,8	16 534	15 414	15 154	15 164
Fabrications métalliques	208,4	195,5	188,6	185,9	308 741	294 826	280 863	275 426
Caoutchouc	4,4	4,2	4,1	3,9	6 895	6 588	6 364	6 121
Papier (établissements producteurs)	5,5	5,3	5,2	5,1	9 379	8 919	8 798	8 594
Papier (établissements transformateurs)	8,4	8,0	7,9	8,0	12 863	12 428	12 611	12 515
Carrières	3,0	2,9	2,6	2,4	4 358	4 319	3 587	3 361
Chaux, calcaires et dérivés	2,9	2,7	2,6	2,5	4 553	4 239	3 973	3 878
Terre cuite	2,5	2,0	1,8	1,7	2 971	2 464	2 361	2 433
Ciment	2,2	2,1	2,0	1,9	3 352	3 137	2 865	2 755
Verre	12,3	11,5	11,2	11,4	19 096	18 512	18 135	18 110
Bois	25,7	24,3	23,6	23,0	38 962	36 755	35 183	34 224
Céramique	3,6	3,3	3,2	3,2	5 357	5 086	5 017	5 070
Construction	105,6	92,5	83,6	73,4	140 013	115 839	106 202	93 366
Filatures : coton, lin et chanvre	4,2	4,1	4,1	4,4	(d)	(d)	(d)	(d)
laine, jute, fibres dures	7,8	7,4	7,5	7,8	11 199	10 247	10 931	11 087
Tissages	20,8	19,9	20,0	20,7	30 570	29 440	29 721	30 029
Autres activités textiles	1,4	1,4	1,4	1,4	2 220	2 105	2 117	2 091
Bonneterie	7,9	7,5	7,5	7,4	10 709	10 383	10 043	9 715
Huiles végétales et animales	0,8	0,8	0,8	0,8	1 275	1 357	1 268	1 194
Tabac	4,8	4,6	4,4	4,3	6 847	6 400	6 242	6 267
Cuir	0,7	0,7	0,7	0,7	1 171	1 183	1 167	1 185
Chaussures	1,8	1,7	1,7	1,7	2 272	2 418	2 393	2 280
Pantoufles	0,3	0,3	0,3	0,3	450	427	413	438
Distribution d'eau	4,7	4,6	4,6	4,5	8 098	8 014	7 805	7 819
Port d'Anvers	9,2	9,0	8,6	8,5	..	..	..	..

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et Administration des Mines; Organisations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Il s'agit du nombre de présences par jour ouvré et du nombre de postes effectués.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Nombre de broches heures de 1981 à 1984 : 1 645, 1 733, 1 664 et 1 741 millions.

II-9 — **Travail à temps partiel** (a)

DESIGNATION	Décembre 1982	Décembre 1983	Décembre 1984	Différence 1984/1983
Stage des jeunes en cours à mi-temps	6 069	11 728	9 632	− 2 096
Chômeurs occupés à temps réduit	30 143	50 826	77 638	+ 26 812
dont : hommes	*(4 886)*	*(9 491)*	*(15 426)*	*+(5 935)*
femmes	*(25 257)*	*(41 335)*	*(62 212)*	*+(20 877)*
Cadre spécial temporaire à temps partiel	—	1 145	1 582	+ 437
Troisième circuit de travail à temps partiel	—	687	1 931	+ 1 244
Total ...	**36 212**	**64 386**	**90 783**	**+ 26 397**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Indications concernant le travail à temps partiel dans le cadre du plan de résorption du chômage.

II-10 — Evolution de l'emploi et du chômage dans les pays de la Communauté Economique Européenne

DESIGNATION (a)	Emploi total Variation en % (b)			Chômage total Variation en % (b)			Taux de chômage en %		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Allemagne	−1,8	−1,6	−0,2	+44,1	+23,2	+ 0,4	6,9	8,4	8,4
Belgique	−1,3	−1,0	+0,3	+17,8	+10,1	+ 1,0	13,0	14,3	14,4
Danemark	+0,2	+0,9	+2,3	+ 7,5	+ 9,5	− 1,8	9,5	10,2	10,0
France	−0,1	−0,6	−1,0	+13,3	+16,3	+13,2	8,7	8,8	10,0
Grèce	−1,1	+0,5	−0,2	+18,6	+21,6	+14,5	1,4	1,6	1,9
Irlande	−0,4	−1,9	−1,4	+22,4	+22,9	+10,9	12,2	14,9	16,5
Italie	−0,3	+0,3	+0,4	+20,8	+14,4	+ 9,9	9,7	10,9	12,0
Pays-Bas	−0,4	−1,6	+0,2	+36,4	+22,3	+ 2,6	11,8	14,3	14,7
Royaume-Uni	−1,8	−1,3	+1,6	+15,0	+ 9,1	+ 3,7	10,6	11,6	12,0
Communauté Economique Européenne	**−1,0**	**−0,8**	**+0,2**	**+21,6**	**+12,4**	**+ 5,8**	**9,0**	**10,1**	**10,7**

Source : Commission des Communautés Européennes; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Les données pour le Luxembourg ne sont pas significatives et ne sont pas reprises ici sauf dans le total de la Communauté (Europe des 10).
(b) Par rapport à l'année précédente.

DESIGNATION (a)	Emploi total Variation en % (b)			Chômage total Variation en % (b)			Taux de chômage en %		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Allemagne	-1,8	-0,2	+1,1	+23,2	+ 9,4	- 0,4	6,9	8,4	8,4
Belgique	-2,3	+0,3	+0,2	+10,1	+ 1,0	+ 1,0	13,0	14,2	14,4
Danemark	+0,2	+2,3	+1,6	+ 8,6	- 1,8	- 1,8	9,3	10,2	10,0
France	-0,1	-0,6	-1,0	+18,3	+12,3	+12,3	8,7	8,9	10,0
Grèce	-1,1	+0,9	-0,2	+21,0	+12,8	+12,8	1,3	1,8	1,9
Irlande	-5,4	-1,8	-1,4	+23,4	+20,0	+20,0	13,2	14,9	16,3
Italie	-2,3	+0,2	+0,4	+20,6	+ 14,4	+ 9,0	8,7	10,8	12,0
Pays-Bas	-3,4	-1,0	-0,2	+20,4	+ 9,2	+ 5,6	11,3	14,2	15,7
Royaume-Uni	-1,8	-1,3	+0,6	+13,6	+ 9,1	+ 8,7	10,3	11,8	12,0
Communauté Economique Européenne	-1,9	-0,8	+0,2	+12,6	+ 7,1	+ 5,3	9,9	10,1	10,7

III. CHOMAGE

Introduction		22
III-1	Chômeurs complets indemnisés.	25
III-2	Chômeurs complets indemnisés par région.	26
III-3	Chômeurs complets indemnisés - Répartition par sexe et classe d'âge.	27
III-4	Chômeurs complets indemnisés selon les études faites.	28
III-5	Chômeurs complets indemnisés selon la durée d'inactivité.	29
III-6	Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets.	30
III-7	Chômage complet indemnisé.	31
III-8	Chômage complet indemnisé - Prépensions - Pertes d'emplois.	32
III-9	Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère.	33
III-10	Taux de chômage.	34
III-11	Taux de chômage selon les classes d'âge.	35
III-12	Chômage partiel.	36
III-13	Politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics.	37
III-14	Déficits d'emploi.	38
III-A	Chômeurs complets indemnisés - Royaume.	39
III-B	Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Bruxelles.	40
III-C	Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Flandre.	41
III-D	Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Wallonie.	42
III-E	Taux de chômage.	43
III-F	Chômeurs complets indemnisés - Grandes branches d'activité.	44

INTRODUCTION

Pour des explications détaillées relatives aux différents concepts utilisés dans ce chapitre, le lecteur utilisera le bulletin mensuel de l'O.N.Em, qui est la source exclusive de statistiques en matière de chômage. Certaines précisions sont cependant données ci-dessous.

Les chômeurs complets indemnisés bénéficient soit d'allocations de chômage, soit d'allocations d'attente. Ce sont soit des travailleurs dont le contrat de travail a pris fin, soit des jeunes inscrits au chômage au terme de leurs études.

Les chômeurs partiels sont des travailleurs toujours liés par un contrat de travail, mais dont les prestations sont temporairement réduites ou suspendues.

Le concept de *demandeurs d'emplois* additionne d'autres catégories à celle de chômeurs complets indemnisés. A ceux-ci sont ajoutés les différentes catégories de personnes occupées par les pouvoirs publics ou à leur intervention directe (C.M.T., C.S.T., T.C.T., etc..., cf. ci-dessous), les « demandeurs d'emploi libres inoccupés » — personnes sans emploi à la recherche d'un emploi et qui, pour une raison ou l'autre, ne peuvent prétendre au bénéfice des allocations de chômage —, les « demandeurs d'emploi libres occupés » — personnes ayant un travail mais cherchant explicitement un autre — et les « autres demandeurs inscrits obligatoirement », catégorie importante au sein de laquelle se trouvent les jeunes scolarisés en attente d'être admis au bénéfice des allocations (après 75 ou 150 jours de « stage d'attente »), des travailleurs à temps partiel, des exclus, des handicapés, etc...

Les pouvoirs publics occupent directement ou financent directement l'occupation de chômeurs complets dans le secteur public ou para-public (A.S.B.L., etc...). Ce sont les :

— *chômeurs mis au travail (C.M.T.)*, occupés par les pouvoirs publics ou par certaines A.S.B.L. et qui bénéficient d'une allocation de chômage majorée (pas de contrat de travail).

— *travailleurs du cadre spécial temporaire (C.S.T.)*, engagés par un contrat de travail à durée déterminée.

— *travailleurs du troisième circuit du travail (T.C.T.)*, engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée.

— travailleurs relevant du Fonds Budgétaire Interdépartemental de promotion de l'emploi (*F.B.I.*); leur nombre est très limité.

Par ailleurs, par la formule du *stage des jeunes*, les pouvoirs publics imposent aux entreprises et aux administrations, sauf dérogations, l'embauche de 3 % de jeunes chômeurs (— de 30 ans), sous forme de temps plein ou de temps partiel (ce dernier étant obligatoire dans le secteur public).

D'autres données utilisées dans les tableaux sont celles relatives aux prépensions, formules de sorties anticipées de la population active. Ce sont :

— *la prépension conventionnelle*, applicable seulement en cas de licenciement de travailleurs âgés, et celle spécifiquement applicable aux frontaliers;

— *la prépension de retraite pour travailleurs* salariés, accordée individuellement sur base d'une demande volontaire, moyennant la preuve d'un engagement de remplacement. Elle remplace la *prépension légale*, régime antérieur quasi identique sauf du point de vue financier et de l'activité autorisée, dont relèvent actuellement encore un certain nombre de personnes;

— *la prépension spéciale pour chômeurs âgés*, applicable jusqu'au 31 mars 1982, dont relèvent aussi encore un certain nombre de personnes. Elle s'adressait aux chômeurs complets âgés indemnisés depuis plus d'un an;

Par rapport aux années précédentes, 1984 marque une nette stabilisation du chômage complet indemnisé dont la croissance n'a été que de 1,5 % par rapport à 1983.

Si en niveau absolu, le chômage en Flandre touche toujours plus de personnes que dans les autres régions, l'année 1984 marque un coup d'arrêt dans la croissance du chômage dans cette région tandis que la Wallonie enregistre un ralentissement de la croissance. A Bruxelles, le chômage complet indemnisé est en recul par rapport à l'année précédente.

Sous l'effet combiné de la prolongation de la scolarité et du programme de résorption du chômage (stage des jeunes), le chômage des moins de 25 ans régresse. Par contre, la part des chômeurs plus âgés et principalement ceux de 50 ans et plus augmente fortement dans le total et ce, malgré l'instauration depuis 1975 des différents systèmes de prépensions.

L'année 1984 se distingue des années précédentes par la diminution des chômeurs complets indemnisés qui n'ont suivi que l'enseignement primaire (les chômeurs qui n'ont eu que cette formation sont les plus âgés et sortent de la population active), celle importante, des chômeurs qui ont suivi un enseignement secondaire inférieur technique ou artistique (effet de la prolongation de la scolarité) et enfin celle des chômeurs universitaires. Le mouvement général est au ralentissement de la croissance pour toutes les catégories sauf en ce qui concerne l'enseignement secondaire professionnel complémentaire et les autres études.

Le chômage dont la durée est inférieure à un an (tableau III-5) enregistre un recul très net par rapport à l'année précédente; les chômeurs dont la durée de chômage est comprise entre 1 et 2 ans régressent plus légèrement. Par contre, la croissance des chômeurs dont la durée d'inactivité est supérieure à 2 ans, bien qu'elle soit plus faible qu'en 1983, reste forte (14,6 %).

La part du chômage de longue durée (+ de 2 ans) s'accroît considérablement depuis le milieu des années septante. Mais la part relative du chômage de moins d'un an a fort diminué.

Il faut cependant remarquer que les données, pour les durées courte et moyenne, sont naturellement perturbées par l'extension en longue période des C.M.T., C.S.T., T.C.T., stage des jeunes etc..., et autres emplois temporaires qui se multiplient et entre lesquels transitent un nombre important et croissant de personnes.

Les tableaux III-6, 7 et 8 doivent être examinés ensemble, car l'évolution du chômage par secteurs ne reflète pas tout à fait correctement ce qui s'y passe, les prépensions venant se glisser entre les pertes d'emplois et les accroissements de chômage.

La comparaison des évolutions respectives du chômage et des prépensions d'un côté et de l'emploi de l'autre côté doit cependant rester prudente car le contenu des différentes branches d'activité peut légèrement différer à la suite du regroupement opéré sur base des données détaillées de l'O.N.Em.

Trois branches d'activité appartenant au secteur secondaire enregistrent un recul du chômage complet indemnisé en 1984. Il s'agit des fabrications métalliques, des autres industries manufacturières et de la construction. La croissance du chômage dans les services reste forte lorsqu'elle est comparée à celle des autres branches d'activité.

Les parts respectives des belges et des étrangers dans l'ensemble du chômage complet indemnisé évoluent peu entre 1983 et 1984.

Les taux de chômage (tableau III-11) sont évalués par rapport au nombre d'assurés. Les données sont frappantes : dans les deux sexes, les taux suivent une courbe en U, le plus élevé touchant les catégories de −20 ans et de +de 60 ans, le plus faible celle de 40 à 45 ans. Par rapport à l'année 1983, il se produit un net recul du taux de chômage des moins de 20 ans et une forte croissance du taux de chômage des plus de 60 ans. La distinction entre hommes et femmes conduit à la constatation suivante : forte croissance par rapport à 1983 des chômeurs masculins de plus de 60 ans, augmentation plus forte encore des chômeuses de 55 à 60 ans.

De même que le chômage partiel global, le chômage partiel pour raisons économiques (tableau III-12) a diminué en 1984.

Dans le tableau III-13 (politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics), les nombres de personnes occupées à plein temps et à mi-temps sont additionnés.

La mise au travail directe par les pouvoirs publics s'est développée principalement sous l'effet de l'extension du troisième circuit de travail.

La prépension spéciale pour chômeurs âgés et la prépension légale ont été supprimées en 1983. Les prépensions conventionnelles et les prépensions de retraite ont enregistré d'importants accroissements ces dernières années.

Le concept de déficit réel d'emploi (tableau III-14) est malaisé à établir. C'est pourquoi différentes approches en sont présentées ici. Au total des demandeurs d'emploi sans travail sont ajoutées différentes catégories qui émargeraient au chômage si n'existaient pas les mesures qui organisent leur mise au travail ou leur retrait de la population active; en outre parmi ces dernières, celles qui sont volontaires sont mises à part. En pourcent de la population active totale, les déficits d'emploi fin décembre 1984 atteignent 17,3 %.

III-1 — **Chômeurs complets indemnisés** (a)

ANNEE	Nombre			Variation en % par rapport à l'année précédente			Part dans le total en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1971	42 368	28 508	70 876	—	− 1,3	− 0,5	59,8	40,2	100
1972	51 855	34 967	86 822	+22,4	+22,7	+22,5	59,8	40,2	100
1973	48 608	43 094	91 702	− 6,3	+23,2	+ 5,6	53,0	47,0	100
1974	49 841	54 879	104 720	+ 2,5	+27,3	+14,2	47,6	52,4	100
1975	85 158	92 209	177 367	+70,9	+68,0	+69,4	48,0	52,0	100
1976	98 304	130 233	228 537	+15,4	+41,2	+28,9	43,0	57,0	100
1977	106 287	157 997	264 284	+ 8,1	+21,3	+15,6	40,2	59,8	100
1978	111 239	170 925	282 164	+ 4,7	+ 8,2	+ 6,8	39,4	60,6	100
1979	110 006	184 410	294 416	− 1,1	+ 7,9	+ 4,3	37,4	62,6	100
1980	120 719	201 176	321 895	+ 9,7	+ 9,1	+ 9,3	37,5	62,5	100
1981	166 992	224 793	391 785	+38,3	+11,7	+21,7	42,6	57,4	100
1982	206 764	249 813	456 577	+23,8	+11,1	+16,5	45,3	54,7	100
1983	234 955	270 007	504 962	+13,6	+ 8,1	+10,6	46,5	53,5	100
1984	236 183	276 217	512 400	+ 0,5	+ 2,3	+ 1,5	46,1	53,9	100

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles.

III-2 — **Chômeurs complets indemnisés par région** (a)

ANNEE	Nombre			Variation en % par rapport à l'année précédente			Taux de chômage par rapport aux assurés (b)		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Flandre	Wallonie	Bruxelles
1975	94 168	65 334	17 865	+82,9	+48,8	+91,8	6,6	8,8	6,2
1976	120 898	82 450	25 189	+28,4	+26,2	+41,0	8,4	11,1	8,8
1977	141 837	94 205	28 242	+17,3	+14,3	+12,1	9,8	12,5	10,0
1978	152 311	100 250	29 603	+ 7,4	+ 6,4	+ 4,8	10,4	13,2	10,7
1979	160 887	103 363	30 166	+ 5,6	+ 3,1	+ 1,9	10,8	13,4	10,8
1980	177 407	111 814	32 674	+10,3	+ 8,2	+ 8,3	11,7	14,4	11,8
1981	218 201	133 101	40 482	+23,0	+19,0	+23,9	14,3	17,2	15,0
1982	258 255	150 258	48 064	+18,4	+12,9	+18,7	16,9	19,5	18,0
1983	285 145	164 948	54 869	+10,4	+ 9,8	+14,2	18,6	21,4	20,5
1984	285 157	173 876	53 367	0,0	+ 5,4	− 2,7	18,6	22,6	19,9

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles.
(b) Assurés O.N.S.S. contre le chômage, au 30 juin de chaque année, sauf en 1984; pour cette année, la comparaison est faite avec le nombre au 30 juin 1983.

III-3 — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par sexe et classe d'âges (a)

CLASSE D'AGES	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total en %			
	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984
Hommes												
−20 ans	9 144	17 327	16 150	12 933	+250,6	+ 9,9	− 6,8	−19,9	10,74	8,38	6,87	5,48
20 à 25 ans	14 480	44 293	50 533	48 207	+174,8	+25,6	+14,1	− 4,6	17,00	21,42	21,51	20,41
25 à 40 ans	17 420	68 181	79 604	79 794	+147,3	+31,8	+16,8	+ 0,2	20,46	32,98	33,88	33,78
40 à 50 ans	11 612	31 342	35 234	35 679	+ 61,6	+21,6	+12,4	+ 1,3	13,64	15,16	15,00	15,11
50 ans et plus	32 502	45 621	53 434	59 570	+ 17,2	+18,6	+17,1	+11,5	38,17	22,06	22,74	25,23
Total ...	**85 158**	**206 764**	**234 955**	**236 183**	**+ 70,9**	**+23,8**	**+13,6**	**+ 0,5**	**100/48,01**	**100/45,29**	**100/46,53**	**100/46,10**
Femmes												
−20 ans	12 755	19 561	18 691	16 846	+122,1	+ 2,8	− 4,5	− 9,9	13,83	7,83	6,92	6,10
20 à 25 ans	24 764	69 185	75 310	74 756	+ 85,3	+14,3	+ 8,9	− 0,7	26,86	27,69	27,89	27,06
25 à 40 ans	28 276	111 281	122 091	127 471	+ 80,8	+13,5	+ 9,7	+ 4,4	30,67	44,55	45,22	46,15
40 à 50 ans	13 388	29 035	30 696	31 623	+ 42,0	+ 4,0	+ 5,7	+ 3,0	14,52	11,62	11,37	11,45
50 ans et plus	13 026	20 751	23 219	25 519	+ 21,8	+ 7,6	+11,9	+ 9,9	14,13	8,31	8,60	9,24
Total ...	**92 209**	**249 813**	**270 007**	**276 217**	**+ 68,0**	**+11,1**	**+ 8,1**	**+ 2,3**	**100/51,99**	**100/54,71**	**100/53,47**	**100/53,9**
Total général ...	**177 367**	**456 577**	**504 962**	**512 400**	**+ 69,4**	**+16,5**	**+10,6**	**+ 1,5**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

III-4 — Chômeurs complets indemnisés selon les études faites (a)

ETUDES FAITES	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total général en %			
	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984
Enseignement primaire	**117 980**	**248 304**	**264 424**	**260 891**	**+ 61,5**	**+11,5**	**+ 6,5**	**− 1,3**	**66,5**	**54,4**	**52,4**	**50,9**
Enseignement secondaire												
Inférieur général	8 718	23 388	25 538	27 005	+ 65,7	+14,6	+ 9,2	+ 5,8	4,9	5,1	5,1	5,3
Inférieur technique ou artistique	9 243	30 480	33 710	31 682	+108,7	+21,2	+10,6	− 6,0	5,2	6,7	6,7	6,2
Inférieur professionnel	11 292	53 848	60 835	63 340	+122,6	+20,9	+13,0	+ 4,1	6,4	11,8	12,1	12,4
Supérieur général	6 082	18 190	20 622	20 756	+ 93,0	+21,0	+13,4	+ 0,7	3,4	4,0	4,1	4,1
Supérieur technique ou artistique	7 024	22 995	26 654	27 080	+115,5	+25,8	+16,0	+ 1,6	4,0	5,0	5,3	5,3
Supérieur professionnel	3 265	19 595	23 307	25 509	+112,0	+30,5	+18,9	+ 9,5	1,8	4,3	4,6	5,0
Professionnel complémentaire	235	792	1 091	1 518	+ 66,7	+29,8	+37,8	+39,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Total	**45 859**	**169 288**	**191 757**	**196 889**	**+100,7**	**+21,8**	**+13,3**	**+ 2,7**	**25,9**	**37,1**	**38,0**	**38,4**
Enseignement supérieur												
Non universitaire	8 727	21 342	27 121	28 556	+ 48,1	+31,0	+27,1	+ 5,3	4,9	4,7	5,4	5,6
Universitaire	2 362	6 536	7 605	7 495	+ 54,7	+28,3	+16,4	− 1,4	1,3	1,4	1,5	1,5
Total	**11 089**	**27 879**	**34 726**	**36 051**	**+ 49,4**	**+30,4**	**+24,6**	**+ 3,8**	**6,2**	**6,1**	**6,9**	**7,0**
Apprentissage terminé	1 445	7 610	9 184	10 246	+135,0	+26,9	+20,7	+11,6	0,8	1,7	1,8	2,0
Autres études	994	3 496	4 870	8 324	+ 32,0	+32,1	+32,1	+70,9	0,6	0,8	1,0	1,6
Total général ...	**177 367**	**456 577**	**504 962**	**512 400**	**+ 69,4**	**+16,5**	**+10,6**	**+ 1,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

III-5 — Chômeurs complets indemnisés selon la durée d'inactivité (a)

DUREE	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total en %			
	1976 (b)	1982	1983	1984	1976 (c)	1982	1983	1984	1976	1982	1983	1984
Moins d'un an	128 193	191 015	192 126	170 499	+ 7,5	+ 3,0	+ 0,6	−11,2	56	42	38	33
1 à 2 ans	50 514	97 912	100 630	98 676	+100,1	+39,2	+ 2,8	− 1,9	22	21	20	19
+ de 2 ans	49 987	167 656	212 204	243 225	+ 28,8	+23,2	+26,6	+14,6	22	37	42	48
Total ...	**228 696**	**456 577**	**504 962**	**512 400**	**+ 24,8**	**+16,5**	**+10,6**	**+ 1,5**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.
(b) Moyenne mensuelle calculée sur base de 10 mois disponibles.
(c) Calculées par rapport à la moyenne de 4 situations mensuelles, en mars, juin, septembre et décembre 1975.

III-6 — Répartition par branche d'activité et par sexe des chômeurs complets (a)

BRANCHE D'ACTIVITE	Hommes				Femmes				Total			
	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %	1983	1984	1983 / 1982 %	1984 / 1983 %
Agriculture	1 883	1 946	+15,9	+ 3,3	597	621	+11,0	+ 4,2	2 479	2 567	+14,6	+ 3,5
Forêt, Chasse	273	313	+10,5	+14,7	28	22	+ 7,7	−21,4	301	336	+10,3	+11,6
Pêche	354	328	+12,4	− 7,3	11	7	0,0	−36,4	365	335	+12,0	− 8,2
Mines	1 954	2 092	+ 2,7	+ 7,1	99	103	− 1,6	+ 4,0	2 053	2 195	+ 2,6	+ 6,9
Carrières	953	1 092	+15,9	+14,6	122	124	− 0,8	+ 1,6	1 075	1 216	+13,6	+13,1
Alimentation	10 560	10 496	+15,8	− 0,6	12 635	12 473	+ 2,7	− 1,3	23 195	22 969	+ 7,9	− 1,0
Tabac	164	171	+18,0	+ 4,3	3 008	2 927	+ 5,6	− 2,7	3 172	3 098	+ 6,2	− 2,3
Textile	6 127	5 902	+12,0	− 3,7	12 809	12 222	− 0,5	− 4,6	18 936	18 124	+ 3,2	− 4,3
Vêtement	1 116	1 139	+ 0,5	+ 2,2	26 751	25 417	− 2,1	− 5,0	27 866	26 557	− 2,0	− 4,7
Chaussures	212	212	+ 5,5	0,0	1 358	1 282	− 4,8	− 5,6	1 570	1 495	− 3,6	− 4,8
Bois	5 538	5 502	+ 9,1	− 0,7	2 651	2 508	− 2,6	− 8,3	8 189	8 010	+ 5,0	− 3,2
Papier	1 618	1 759	+ 3,5	+ 8,7	2 528	2 455	− 3,6	− 2,9	4 145	4 214	− 0,9	+ 1,7
Livre	2 305	2 242	+ 9,6	− 2,7	2 757	2 751	+ 1,4	− 0,2	5 062	4 993	+ 5,0	− 1,4
Cuirs et peaux	550	524	+11,8	− 4,7	1 072	975	− 1,1	− 9,0	1 622	1 499	+ 2,9	− 7,6
Caoutchouc	742	730	+ 0,7	− 1,6	645	632	− 3,3	− 2,0	1 388	1 363	− 1,1	− 1,8
Chimie	5 042	5 104	+11,1	+ 1,2	5 999	5 939	+ 1,8	− 1,0	11 040	11 043	+ 5,8	0,0
Céramique, Briqueterie, Ciment	2 082	2 086	+ 4,7	+ 0,2	1 059	1 033	− 7,0	− 2,5	3 161	3 119	+ 0,4	− 0,7
Verre	1 392	1 485	+12,6	+ 7,1	1 235	1 193	− 5,2	− 3,4	2 627	2 679	+ 3,5	+ 2,2
Métallurgie	4 127	4 206	+17,2	+ 1,9	715	753	+ 1,1	+ 5,3	4 842	4 959	+14,5	+ 2,4
Construction métallique	15 563	15 295	+15,1	− 1,7	5 778	5 566	− 2,1	− 3,7	21 342	20 862	+ 9,9	− 2,2
Construction mécanique	2 392	2 305	+14,5	− 3,6	870	823	− 7,7	− 5,4	3 261	3 128	+ 7,6	− 4,1
Construction électrique	3 985	3 991	+10,4	+ 0,2	11 062	10 749	− 0,2	− 2,8	15 047	14 740	+ 2,4	− 2,0
Construction de matériel de transport	9 069	8 650	− 3,7	− 4,6	2 240	2 227	− 1,0	− 0,6	11 310	10 877	− 3,2	− 3,8
Diamant	720	808	− 0,6	+12,2	918	957	− 3,2	+ 4,2	1 637	1 765	− 2,0	+ 7,8
Industries manuf. diverses	1 690	1 674	+11,5	− 0,9	2 262	2 288	+ 0,3	+ 1,1	3 952	3 962	+ 4,8	+ 0,3
Construction	64 466	62 738	+10,7	− 2,7	2 953	2 963	+ 7,4	+ 0,3	67 419	65 701	+10,6	− 2,5
Electricité, Eau, Gaz	676	663	+27,1	− 1,9	339	360	+27,4	+ 6,2	1 016	1 023	+27,3	+ 0,7
Commerce	15 368	15 734	+15,5	+ 2,4	39 121	40 607	+ 7,9	+ 4,2	54 489	56 341	+10,0	+ 3,7
Banques, Assurances	1 861	1 930	+20,0	+ 3,8	3 778	4 028	+11,1	+ 6,6	5 638	5 959	+13,9	+ 5,7
Transport et Communications	10 366	10 586	+16,9	+ 2,4	3 613	3 537	+ 8,6	− 2,1	13 949	14 123	+14,7	+ 1,2
Hôtels, Restaurants	5 438	5 824	+19,9	+ 7,1	9 458	10 298	+11,2	+ 8,9	14 896	16 123	+14,2	+ 8,2
Services	37 011	37 757	+20,4	+ 2,0	79 992	82 841	+15,5	+ 3,6	117 003	120 598	+16,8	+ 9,1
Activités mal désignées ou non connues (b)	19 388	20 897	+22,3	+ 7,8	31 544	35 532	+20,7	+12,6	50 932	56 429	+21,3	+10,8
Total général ...	**234 955**	**236 121**	**+13,6**	**+ 0,5**	**270 007**	**276 213**	**+ 8,1**	**+ 2,3**	**504 961**	**512 334**	**+10,6**	**+ 1,5**

Source : O.N.Em.; Ministère des Affaires Economiques, D.G.E.D.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisé. Situation moyenne en fin de mois. Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession (moyennes mensuelles).

(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle.

III-7 — Chômage complet indemnisé

Variation, par branche d'activité - moyenne annuelle (a)

BRANCHE D'ACTIVITE	En chiffres absolus					En pourcentage par rapport à l'année précédente				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
I. Agriculture, forêt, pêche, etc. ...	+ 144	+ 508	+ 532	+ 383	+ 92	+ 9,1	+29,5	+23,9	+13,9	+ 2,9
II. Mines, Energie, Eau	− 285	− 375	+ 197	+ 269	+ 150	− 9,6	−12,6	+ 7,6	+ 9,6	+ 4,9
III. Industries de base	+ 384	+ 2 262	+ 2 013	+ 1 450	+ 289	+ 2,3	+13,3	+10,4	+ 6,8	+ 1,3
IV. Fabrications métalliques	+ 1 054	+ 8 359	+ 6 695	+ 2 128	−1 352	+ 3,2	+24,8	+15,9	+ 4,4	− 2,7
V. Autres industries manufacturières	+ 3 068	+ 9 158	+ 5 103	+ 2 632	−2 687	+ 3,8	+10,9	+ 5,5	+ 2,7	− 2,7
VI. Construction	+ 5 324	+16 995	+10 557	+ 6 439	−1 718	+18,9	+50,8	+20,9	+10,6	− 2,5
VII. Commerce	+ 2 597	+ 5 069	+ 5 200	+ 4 926	+1 852	+ 7,1	+12,9	+11,7	+ 9,9	+ 3,4
VIII. Horeca	+ 371	+ 1 308	+ 1 869	+ 1 855	+ 320	+ 3,9	+13,3	+16,7	+14,2	+ 5,7
IX. Transports et communications	+ 500	+ 2 443	+ 2 734	+ 1 791	+ 174	+ 7,7	+35,0	+29,0	+14,7	+ 1,2
X. Banques et assurances	+ 257	+ 916	+ 891	+ 686	+1 227	+ 8,9	+29,1	+21,9	+13,9	+ 8,2
XI. Services	+10 333	+19 447	+20 264	+16 862	+3 592	+20,6	+32,2	+25,4	+16,8	+ 3,1
XII. Activités mal désignées (b)	+ 3 732	+ 3 802	+ 8 738	+ 8 858	+5 497	+14,5	+12,9	+26,3	+21,3	+10,8
Total ...	**+27 479**	**+69 890**	**+64 792**	**+48 384**	**+7 438**	**+ 9,3**	**+21,7**	**+16,5**	**+10,6**	**+ 1,5**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Les 33 branches d'activité O.N.Em. sont ici converties en branches de la classification N.A.C.E. utilisée par l'O.N.S.S.
(b) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle.

III-8 — **Chômage complet indemnisé - Prépensions - Pertes d'emplois** (a)

Par secteur, évolution du 31 décembre au 31 décembre

BRANCHE D'ACTIVITE	1981		1982		1983		1984	
	Chômage + Prépensions	Emploi O.N.S.S.	Chômage + Prépensions	Emploi O.N.S.S.	Chômage + Prépensions	Emploi O.N.S.S.	Chômage + Prépensions	Emploi O.N.S.S.
I. Agriculture, forêt, pêche, etc.	+ 562	− 170	+ 566	− 45	+ 304	+ 285	+ 46	..
II. Mines, Energie, Eau	+ 65	− 542	+ 382	− 1 144	+ 285	− 691	+ 621	..
III. Industries de base	+ 6 900	− 9 068	+ 6 270	− 8 843	+4 404	− 5 160	+4 461	..
IV. Fabrications métalliques	+12 370	−18 678	+10 445	−15 111	+5 686	− 8 177	+ 333	..
V. Autres industries manufacturières	+11 276	−15 970	+ 9 490	− 7 667	+ 886	− 1 089	− 395	..
VI. Construction	+21 137	−29 450	+10 644	−18 105	+6 478	−18 947	−3 549	..
VII. Commerce	+ 5 771	− 6 373	+ 6 186	− 5 907	+4 899	− 1 650	+3 102	..
VIII. Horeca	+ 1 750	+ 2 538	+ 1 807	+ 2 052	+1 843	+ 939	+1 249	..
IX. Transports et communications	+ 3 692	− 544	+ 4 270	− 2 088	+1 910	− 5 863	+ 249	..
X. Banques et assurances	+ 1 266	+ 144	+ 1 021	+ 4 809	+ 455	+ 8 340	+ 533	..
XI. Services	+16 407	+17 882	+23 772	+ 3 943	+8 479	+ 6 303	+1 292	..
XII. Activités mal désignées	−12 544 (b)	..	+ 7 491	..	+5 890	..	+4 065	..

Source : O.N.Em.; O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

(a) Prépensions : conventionnelles + prépensions légales - remplacements. Les taux de remplacements sont de 69 % en 1980, 61 % en 1981, 50 % en 1982 et 100 % à partir de 1983.
(b) Effet du déplacement de l'inscription des jeunes scolarisés.

III-9 — Chômeurs complets indemnisés de nationalités belge et étrangère (a)

NATIONALITE	Nombre				Variation en % par rapport à l'année précédente				Part dans le total, en %			
	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984	1975	1982	1983	1984
Hommes :												
Belges	70 088	170 831	194 892	195 437	+66,2	+25,0	+14,1	+0,3	82,3	82,6	83,0	82,8
Etrangers	15 070	35 933	40 063	40 746	+96,7	+18,6	+11,5	+1,7	17,7	17,4	17,0	17,2
Total ...	**85 158**	**206 764**	**234 955**	**236 183**	**+70,9**	**+23,8**	**+13,6**	**+0,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Femmes :												
Belges	81 092	223 612	242 827	249 125	+69,2	+11,8	+ 8,6	+2,6	87,9	89,5	90,0	90,2
Etrangers	11 116	26 201	27 180	27 092	+59,7	+ 5,4	+ 3,7	−0,3	12,1	10,5	10,0	9,8
Total ...	**92 208**	**249 813**	**270 007**	**276 217**	**+68,0**	**+11,1**	**+ 8,1**	**+2,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Ensemble :												
Belges	151 181	394 443	437 719	444 561	+67,8	+17,2	+11,0	+1,6	85,2	86,4	86,7	86,8
Etrangers	26 186	62 134	67 243	67 839	+79,1	+12,7	+ 8,2	+0,9	14,8	13,6	13,3	13,2
Total ...	**177 367**	**456 577**	**504 962**	**512 400**	**+69,4**	**+16,5**	**+10,6**	**+1,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : O.N.Em.: calculs D.G.E.D.

(a) Moyennes mensuelles. La différence éventuelle entre le total d'une rubrique et la somme de ses composants provient des arrondis.

III-10 — Taux de chômage

ANNEE	Chômage complet indemnisé en % de la population active (a)			Chômage complet en % de la population active. Définition harmonisée des Communautés européennes (b)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1974	1,9	4,1	2,6	2,2	4,7	3,1
1975	3,2	6,7	4,4	3,9	7,7	5,2
1976	3,7	9,2	5,7	4,5	10,5	6,6
1977	4,1	10,9	6,5	4,9	12,3	7,6
1978	4,3	11,6	6,9	5,1	13,1	8,1
1979	4,2	12,1	7,1	5,1	13,8	8,4
1980	4,6	13,0	7,8	5,6	14,7	9,1
1981	6,4	14,3	9,4	7,8	16,4	11,1
1982	8,0	15,9	11,0	9,7	18,2	13,0
1983	9,1	16,5	12,0	10,9	19,7	14,3
1984	9,2	16,9	12,2	10,6	19,7	14,3

Source : O.N.Em.

(a) Taux par rapport à la population active calculé sur base de la moyenne annuelle.
(b) Taux par rapport à la population active civile calculé sur base de la moyenne annuelle. Chômage complet : chômeurs complets indemnisés + autres inscrits obligatoirement — les chômeurs occupés à temps réduits — les chômeurs occupés en atelier protégé + les demandeurs d'emploi libres inoccupés.

III-11 — Taux de chômage selon les classes d'âges (a)

CLASSE D'AGES	Hommes			Femmes			Total		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Moins de 20 ans	32,6	36,4	29,2	37,3	40,8	36,7	34,9	38,6	33,0
20 à 25 ans	20,3	23,7	22,6	29,9	32,9	32,7	25,3	28,5	27,8
25 à 30 ans	12,1	14,0	13,8	26,0	27,5	28,4	18,5	20,3	20,5
30 à 35 ans	9,3	10,7	10,7	23,7	24,7	25,8	14,9	16,3	16,7
35 à 40 ans	8,4	9,6	8,9	21,0	21,8	23,4	12,7	13,9	14,7
40 à 45 ans	8,8	10,2	10,2	19,3	20,3	20,9	12,1	13,4	13,6
45 à 50 ans	10,0	11,5	11,7	21,1	22,6	23,3	13,2	14,7	15,1
50 à 55 ans	12,3	13,9	14,7	25,7	26,9	27,5	15,9	17,3	18,1
55 à 60 ans	15,6	18,3	20,6	22,1	28,5	35,7	16,8	20,2	23,4
60 à 65 ans	18,4	24,8	30,8	—	—	—	18,4	24,8	30,8
Total ...	**12,9**	**14,8**	**14,9**	**25,7**	**27,4**	**28,0**	**17,8**	**19,6**	**19,9**

Source : O.N.Em.

(a) Rapport entre le nombre moyen de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (base : I.N.A.M.I., situation au 30 juin. Pour l'année 1984, le nombre d'assurés au 30 juin 1983 est utilisé pour la comparaison).

III-12 — Chômage partiel

ANNEE	Global (a)			Pour raisons économiques		
	Nombre	Variation en % par rapport à l'année précédente	Part dans l'emploi salarié privé total en %	Nombre	Variation en % par rapport à l'année précédente	Part dans l'emploi salarié privé total en %
1975	82 541	+96,7	3,7	..	..	..
1976	58 495	−41,1	2,6	..	..	..
1977	68 977	+17,9	3,2	..	..	..
1978	78 024	+13,1	3,6	..	..	..
1979	80 473	+ 3,1	3,6	..	..	..
1980	80 448	0	3,8	42 062	..	2,0
1981	93 115	+15,8	4,6	49 912	+18,7	2,4
1982	82 184	−11,7	4,1	48 566	− 2,7	2,4
1983	81 659	− 0,6	4,2	51 441	+ 4,7	2,7
1984	72 553 (b)	−10,8 (b)	4,3 (b)	39 625	−23,0	2,1

Source : O.N.Em.; O.N.S.S.; calculs D.G.E.D.

(a) Pour raisons économiques, cause d'intempéries et autres.
(b) Estimation sur 11 mois.

III-13 — Politique de résorption du chômage par les pouvoirs publics (a)

Situation au 31 décembre

INSTRUMENTS	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Mise au travail directe par les pouvoirs publics (b)							
- Chômeurs occupés par les pouvoirs publics (C.M.T.)	31 005	36 252	35 522	33 173	31 172	26 620	28 963
- Cadre spécial temporaire (C.S.T.)	22 119	27 426	22 107	25 670	17 344	14 129	14 136
- Troisième circuit du travail (T.C.T.)	..	..	..	..	1 131	13 712	22 969
- Fonds budgétaire interdépartemental (F.B.I.)	..	..	..	..	..	500	923
B. Embauche obligatoire							
- Stage des jeunes	31 471	30 778	28 289	28 908	32 342	37 776	39 036
C. Diminution de la population active (c)							
- Prépension conventionnelle	22 466	28 358	34 908	46 346	60 366	74 849	88 714
- Prépension pour frontaliers	..	..	..	..	459	642	827
- Prépension légale	26 000	31 280	36 913	41 319	45 018	40 813	30 291
- Prépension de retraite (d)	..	..	..	..	..	3 430	9 511
- Prépension spéciale pour chômeurs âgés	5 428	8 949	9 526	10 981	11 525	9 233	6 454

Source : O.N.Em.

(a) Pour les définitions, les mesures et leur mise en œuvre, cfr. les publications de l'O.N.Em.
(b) Les personnes occupées à plein temps et à mi-temps sont additionnées.
(c) Nombre de bénéficiaires en cours.
(d) Offres satisfaites en vue du remplacement des travailleurs bénéficiant de la prépension de retraite.

III-14 — Déficits d'emploi

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	1981	1982	1983	1984	1984 / 1983	1984 / 1983 %	Taux (f)
A. Chômeurs complets indemnisés	423 847	483 959	507 633	505 505	− 2 128	− 0,4	**12,0**
B. Autres demandeurs d'emploi sans travail	82 400	96 218	98 830	103 316	4 486	4,5	**2,5**
dont : 1. autres inscrits obligatoirement (a)	56 573	66 174	71 074	78 335	7 261	10,2	**1,9**
2. libres inoccupés	25 827	30 044	27 756	24 981	− 2 775	− 10,0	**0,6**
Total des demandeurs d'emploi sans travail : A+B	**506 247**	**580 177**	**606 463**	**608 821**	**2 358**	**0,4**	**14,5**
C. Résorption directe du chômage par les pouvoirs publics (c)	64 749	55 226	56 967	71 356	14 389	25,3	**1,7**
dont : 1. C.S.T.	25 670	17 344	14 129	14 136	7	0,1	**0,3**
2. C.M.T.	33 173	31 772	26 620	28 963	2 343	8,8	**0,7**
3. T.C.T.	. .	1 131	13 712	22 969	9 257	67,5	**0,6**
4. F.B.I.	. .	. .	500	923	423	84,6	**0,0**
5. Chômeurs en F.P.	5 906	4 979	2 006	4 365	2 359	17,6	**0,1**
Total des demandeurs d'emploi : A+B+C	**570 996**	**635 403**	**663 430**	**680 177**	**16 747**	**2,5**	**16,1**
D. Prépension après licenciement							
dont : 1. conventionnelle	46 346	60 366	74 847	88 714	13 867	18,5	**2,1**
2. pour frontaliers	. .	459	642	827	185	28,8	**0,0**
3. spéciale pour chômeurs âgés (d)	15 000	13 000	9 233	6 454	− 2 779	− 31,1	**0,2**
Déficit d'emplois au sens strict : A+B+C+D	**617 342**	**709 228**	**748 152**	**687 458**	**−60 694**	**− 9,1**	**16,3**
E. Prépension légale (e)	41 319	45 018	40 813	30 291	−10 522	− 25,8	**0,7**
F. Prépension de retraite (f)	. .	. .	3 430	9 511	6 081	277,3	**0,2**
Déficit d'emplois au sens large : A+B+C+D+E+F	**658 661**	**754 246**	**792 395**	**727 260**	**−65 135**	**− 8,2**	**17,3**

Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

(a) Il s'agit de la série des « autres demandeurs d'emplois » inscrits obligatoirement, de laquelle ont été retirés les chômeurs ayant accepté un emploi à temps réduit d'une part, et les chômeurs occupés en atelier protégé d'autre part.
(b) Ce montant est assez bas car, contrairement aux années suivantes, les jeunes scolarisés, jusqu'en 1980, étaient déjà admis à l'indemnisation à ce moment de l'année.
(c) C.S.T. : Cadre spécial temporaire, C.M.T. : Chômeurs mis au travail, T.C.T. : Troisième circuit du travail, F.P. : Formation professionnelle, F.B.I. : Fonds budgétaire interdépartemental. Le stage des jeunes n'est pas repris ici. On ne peut pas le considérer comme représentatif d'un déficit d'emplois, car l'expérience a montré qu'il s'est grandement substitué à des emplois ordinaires.
(d) Somme des bénéficiaires et des demandes en cours d'examen, qui entraînent, dès leur introduction, le retrait du demandeur de la statistique du chômage complet indemnisé. Les données sont estimées par la D.G.E.D. Elles ont été revisées par rapport à la publication précédente.
(e) Dans la mesure où il s'agit de formules de prépension « à la demande », elles ont été mises à part car elles ne sont pas tout à fait représentatives de déficits d'emplois.
(f) Offres satisfaites en vue du remplacement des travailleurs bénéficiant de la prépension de retraite.
(g) Par rapport à la population active au 30 juin. Pour 1984, la population active est celle au 30 juin 1983.

III-A — Chômeurs complets indemnisés - le Royaume

1 ———————— Total
2 ---------- Femmes
3 .. .. Hommes

Séries désaisonnalisées et lissées

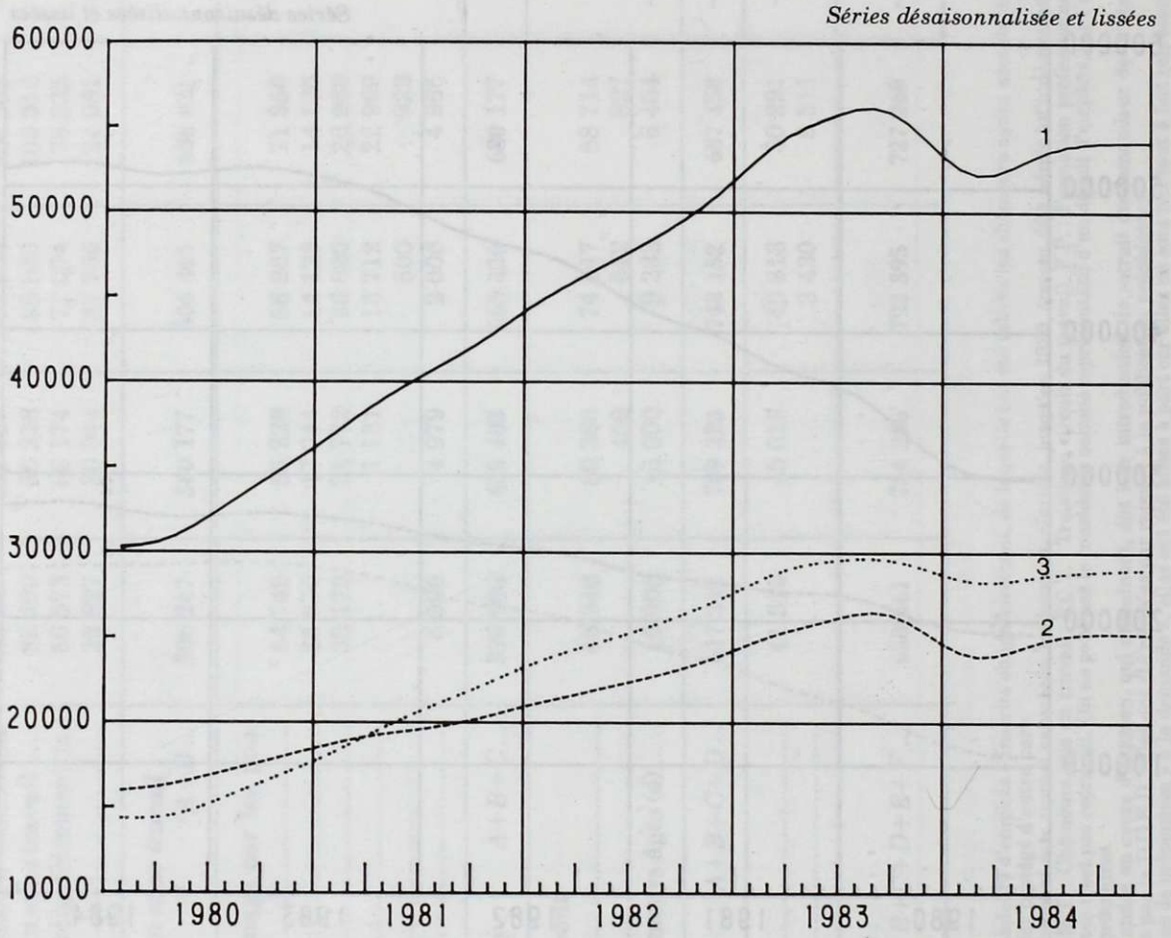


Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-B — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Bruxelles

1 ———— Total
2 ---------- Femmes
3 .. .. Hommes

Séries désaisonnalisée et lissées

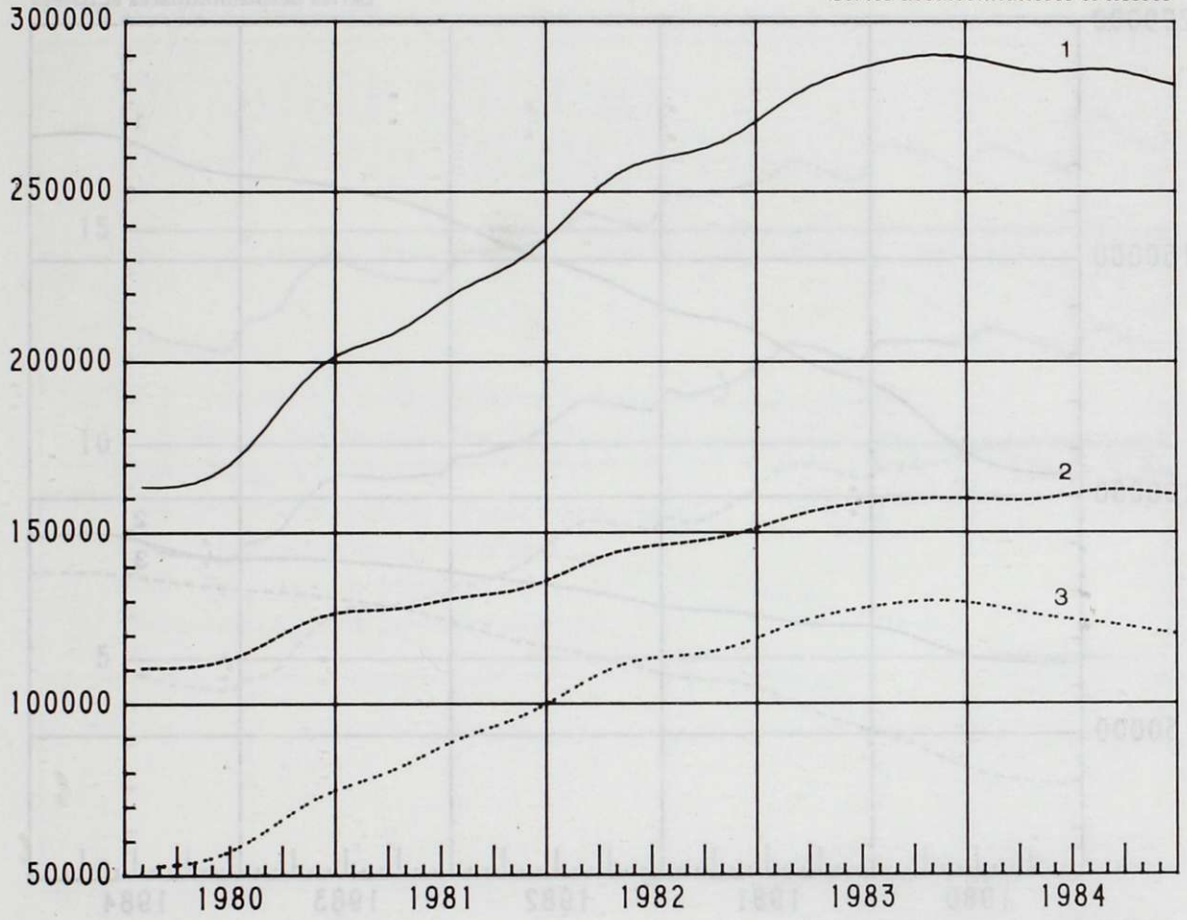


Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-C — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Flandre

1 ———— Total
2 ---------- Femmes
3 .. .. Hommes

Séries désaisonnalisées et lissées

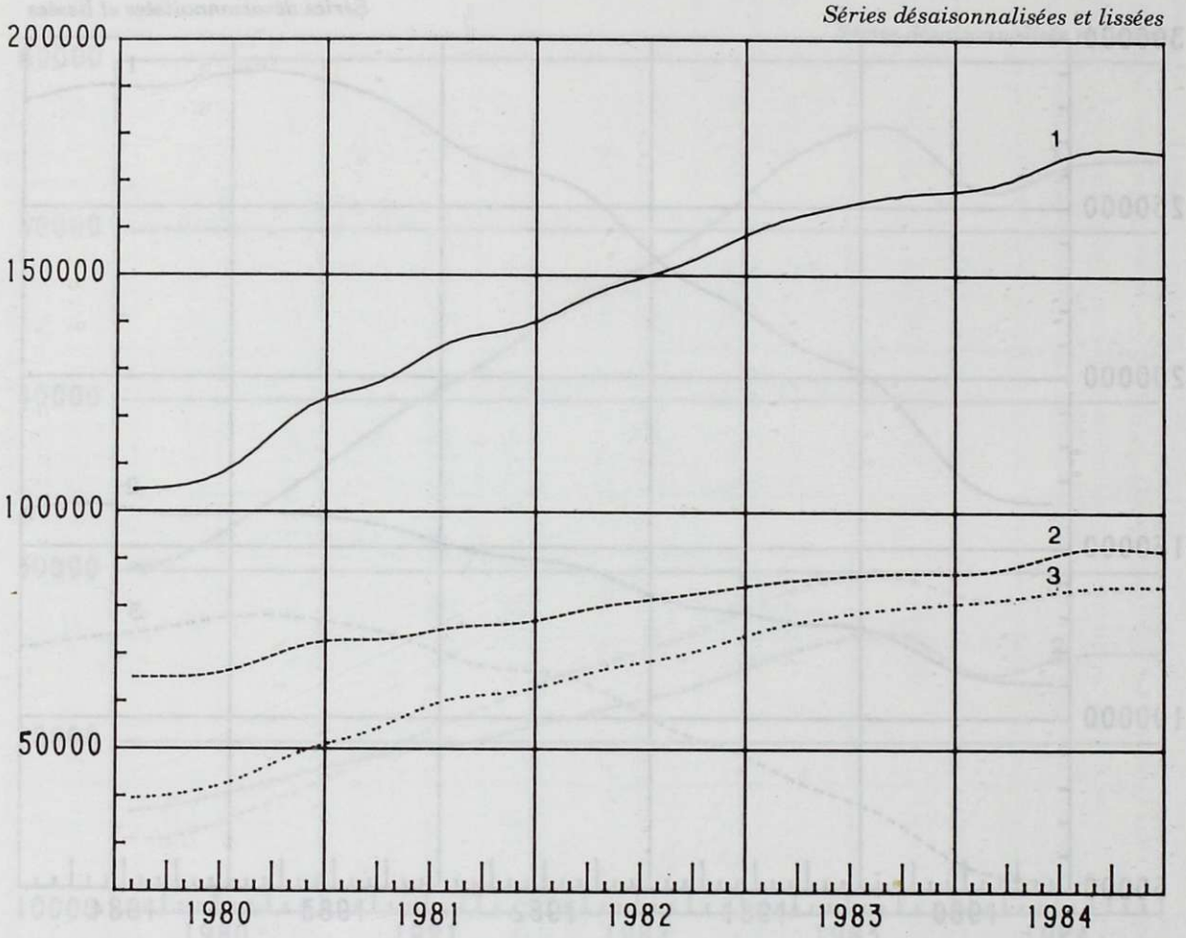


Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-D — Chômeurs complets indemnisés - Répartition par région - Wallonie

1 ———— Total
2 ---------- Femmes
3 .. .. Hommes

Séries désaisonnalisées et lissées

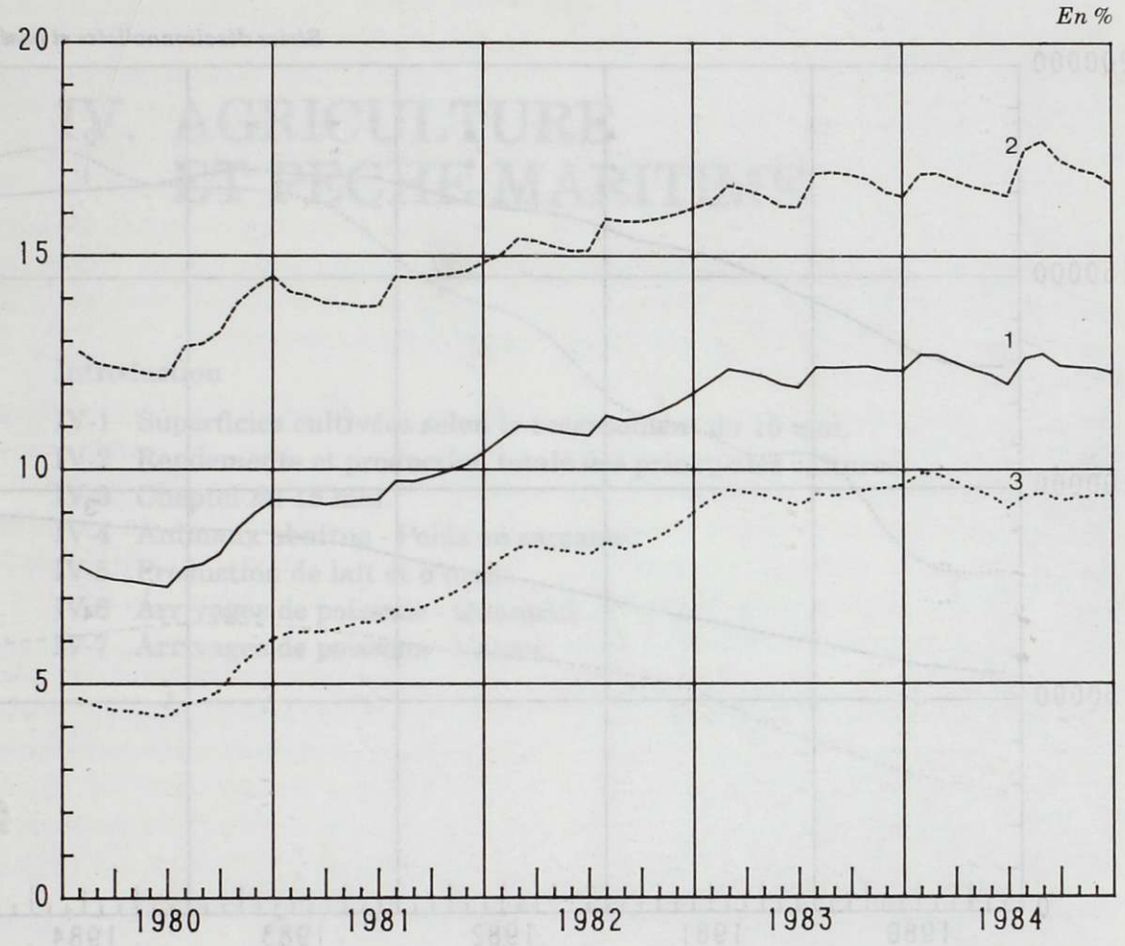


Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-E — Taux de chômage

Chômeurs complets indemnisés par rapport à la population active

1 ———— Total
2 ---------- Femmes
3 .. .. Hommes

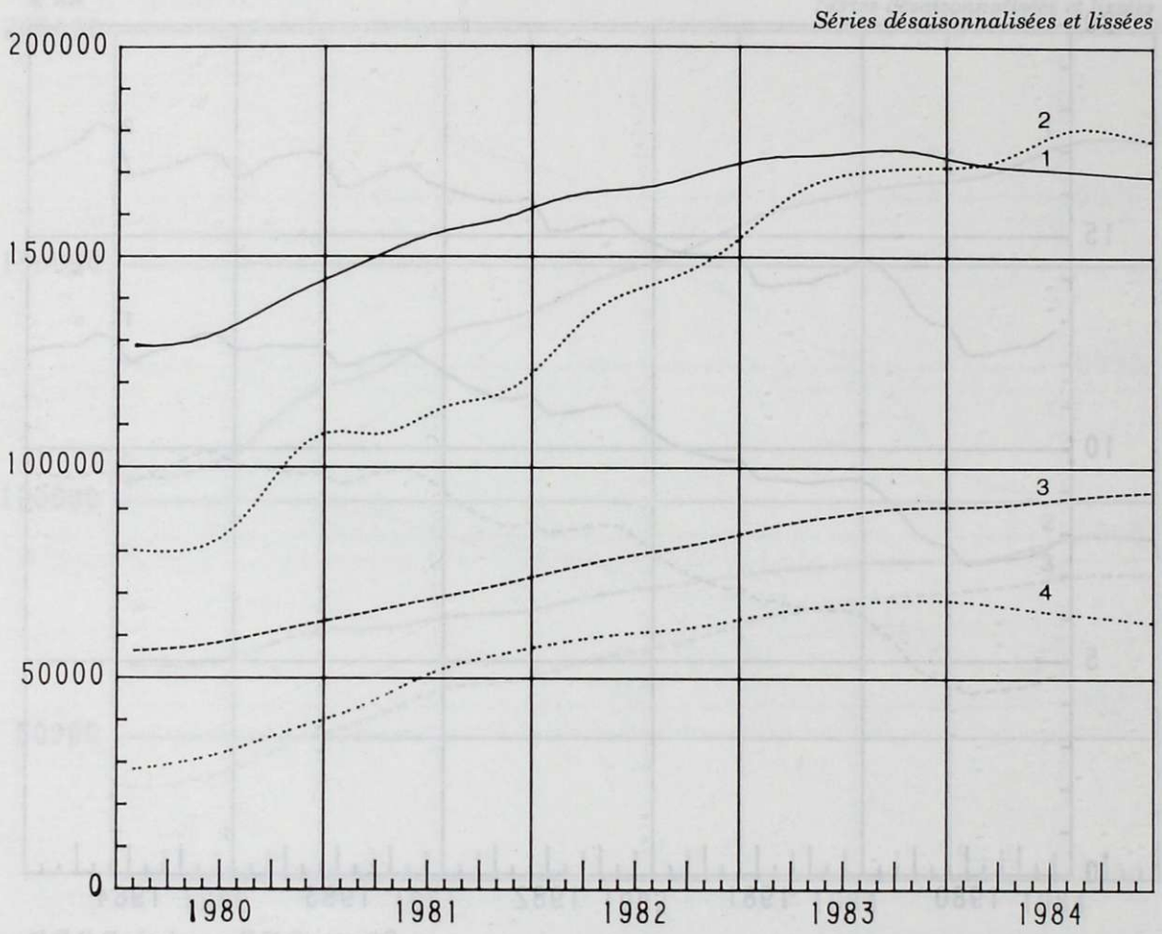


Source : O.N.Em.; calculs D.G.E.D.

III-F — Chômeurs complets indemnisés par grandes branches d'activité

1 ———— Industrie
2 ..... Autres services et activités mal désignées
3 ---------- Services marchands (a)
4 .. .. Construction

Séries désaisonnalisées et lissées



Source : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Commerce, banques et assurances, Horeca, transports et communications.

IV. AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

Introduction 46

IV-1 Superficies cultivées selon le recensement du 15 mai. 47
IV-2 Rendements et production totale des principales cultures. 48
IV-3 Cheptel au 15 mai. 48
IV-4 Animaux abattus - Poids en carcasse. 49
IV-5 Production de lait et d'œufs. 49
IV-6 Arrivages de poissons - Quantité. 50
IV-7 Arrivages de poissons - Valeur. 50

INTRODUCTION

Pour l'agriculture, secteur à la production hétérogène, très peu de statistiques directes sont disponibles. En général, il s'agit d'estimations déduites d'autres données.

En ce qui concerne les grandes cultures, par exemple, les données sont basées sur le recensement au 15 mai de la superficie ensemencée, et combinées avec une estimation du rendement moyen à l'hectare. A cet égard, il y a lieu d'observer que la moitié de la superficie agricole totale sert de pâturage et que, de plus, une large part des cultures est destinée au fourrage; ainsi, ces statistiques comportent aussi des indications indirectes quant à l'élevage, domaine bien plus important, en Belgique, que les grandes cultures.

D'autre données sur l'élevage se trouvent dans les recensements du cheptel, dans les statistiques concernant les abattages et dans celles des fournitures de lait et d'œufs. Cependant, aucune de ces données n'offre entière satisfaction : en effet, celles des recensements sont perturbées par des facteurs démographiques dans le cheptel, celles des abattages par des importations et exportations de bétail vivant et celles des livraisons laitières par des utilisations fermières évaluables par approximation seulement.

En raison de leur très grande variété, aucune donnée n'est disponible sur la production de produits horticoles; les données du recensement de la superficie horticole ne fournissent qu'une indication très sommaire à cet égard.

Les statistiques concernant la pêche sont des statistiques directes de production mais elles ne sont malheureusement pas complètes puisqu'elles ne se rapportent qu'aux déchargements dans des ports belges; les livraisons à l'étranger n'y sont pas reprises.

IV-1 — Superficies cultivées selon le recensement du 15 mai

En hectares

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Céréales	390 690	371 731	361 341	373 426	360 501
Céréales panifiables	*197 709*	*181 378*	*183 883*	*203 418*	*193 050*
— froment	*179 160*	*166 092*	*170 426*	*187 260*	*177 994*
- froment d'hiver	*168 980*	*155 561*	*147 568*	*179 157*	*172 813*
Céréales secondaires	*192 981*	*190 353*	*177 458*	*170 008*	*167 451*
— orge	*152 732*	*152 403*	*131 177*	*138 677*	*135 801*
- orge d'hiver	*129 801*	*133 200*	*110 601*	*122 097*	*124 817*
— avoine	*28 284*	*26 418*	*33 716*	*20 980*	*18 783*
Légumes secs à cosse	1 737	1 493	1 838	1 437	1 145
Plantes industrielles	126 972	139 470	135 734	122 883	134 020
— betteraves sucrières	*117 165*	*130 326*	*123 816*	*109 078*	*117 001*
— lin	*7 257*	*6 352*	*7 678*	*7 313*	*9 662*
Pommes de terre	38 132	34 272	36 626	34 473	36 036
— hâtives	*3 121*	*3 086*	*3 413*	*3 073*	*3 425*
— mi-hâtives	*19 029*	*16 539*	*18 429*	*15 861*	*16 201*
— tardives	*15 982*	*14 647*	*14 784*	*15 539*	*16 410*
Racines fourragères	17 584	16 443	17 726	15 637	15 759
Herbages	702 452	697 103	690 635	686 452	678 428
Fourrages verts	98 390	101 562	108 293	112 651	120 511
— maïs à ensiler	*89 912*	*91 272*	*96 729*	*100 907*	*108 179*
Cultures fruitières pour la vente	12 148	11 573	11 637	11 487	11 550
— en plein air	*11 891*	*11 326*	*11 405*	*11 238*	*11 318*
- hautes tiges	*2 216*	*1 890*	*1 711*	*1 550*	*1 410*
- basses tiges	*9 014*	*8 754*	*8 925*	*9 075*	*9 328*
- fraises	*542*	*564*	*647*	*492*	*469*
— sous verre	*257*	*247*	*232*	*249*	*232*
- fraises	*102*	*111*	*107*	*134*	*127*
- raisins	*154*	*135*	*123*	*113*	*99*
Cultures maraîchères pour la vente	18 926	23 885	28 498	25 523	26 302
— plein air	*18 026*	*22 994*	*27 618*	*24 654*	*25 424*
- pour l'industrie	*7 773*	*11 568*	*15 062*	*13 079*	*12 933*
— sous verre	*900*	*891*	*880*	*869*	*878*
- tomates	*711*	*696*	*688*	*706*	*704*
Floriculture	1 263	1 324	1 348	1 329	1 380
— plein air	*766*	*809*	*828*	*809*	*853*
— sous verre	*497*	*515*	*520*	*520*	*527*
Pépinières	2 412	2 432	2 496	2 551	2 546
Non dénommés ailleurs	7 415	7 705	7 887	11 846	7 440
Total superficies cultivées	**1 418 121**	**1 408 993**	**1 404 059**	**1 399 695**	**1 395 618**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S..

IV-2 — Rendement et production totale des principales cultures

CULTURE	Production par ha (100 kg)			Production totale (1000 t)		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Froment d'hiver	60,9	54,1	71,0	898,7	969,2	1 227,0
Froment de printemps	48,7	42,1	51,7	111,3	34,1	21,6
Seigle	41,9	38,3	45,7	29,8	24,5	32,2
Escourgeon	59,5	50,6	66,1	658,1	617,8	825,0
Orge	42,3	31,6	44,1	87,0	52,4	48,4
Avoine	45,5	38,0	48,9	153,4	79,7	91,8
Maïs cultivé pour la graine	78,6	75,3	67,6	52,4	39,4	52,7
Pois secs	40,3	37,3	40,9	3,7	2,6	1,9
Betteraves sucrières	600,1	469,4	492,6	7 430,2	5 120,1	5 763,5
Lin (paille)	67,6	58,8	66,9	51,9	43,0	64,6
Chicorée à café	427,5	361,5	384,2	56,4	42,4	36,5
Pommes de terre tardives	388,9	311,4	403,4	575,0	483,9	662,0
Pommes de terre mi-hâtives	360,8	277,0	370,5	664,9	439,4	600,2
Pommes de terre hâtives	205,6	176,6	204,4	70,2	54,3	70,0
Betteraves fourragères	1 121,6	869,0	934,2	1 934,6	1 304,5	1 409,0
Trèfle ordinaire (foin) (a)	51,6	48,6	56,2	14,7	12,8	11,0
Luzerne (foin)	54,4	52,8	57,7	16,9	12,7	15,2
Foin de prairies permanentes (b)	53,8	53,4	51,7	1 449,3	1 974,7	2 126,3
Maïs à ensiler	534,2	452,6	423,4	5 172,1	4 567,1	4 580,3

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La production totale comprend la production de toutes les espèces de trèfles.
(b) La production totale comprend la production de tous les herbages.

IV-3 — Cheptel au 15 mai

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
	En unités				
Chevaux agricoles	20 776	19 015	17 100	16 301	15 675
Autres chevaux	15 686	14 868	13 153	12 853	12 376
Bovidés	3 053 593	3 014 049	3 024 601	3 086 028	3 122 532
dont : vaches laitières	976 032	968 589	967 699	984 334	993 871
Porcs	5 172 536	5 111 938	5 040 404	5 314 150	5 230 214
Moutons	112 861	110 877	112 537	131 639	150 110
	En milliers d'unités				
Poules pondeuses en âge de ponte	8 486	8 149	8 211	8 071	7 414
Poules non en âge de ponte	4 327	4 320	3 498	3 521	3 253
Poulets de chair	9 833	9 973	9 532	10 010	9 933

Source : Ministère des Affaires économiques. I.N.S.

IV-4 — Animaux abattus - Poids en carcasse

En milliers de tonnes

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (c)
Bœufs	23,3	24,2	17,8	18,9	16,7	15,8
Taureaux	85,6	92,4	93,9	82,0	86,9	91,5
Vaches	85,0	94,0	98,7	82,1	86,2	104,5
Génisses	52,6	56,8	62,6	58,0	57,7	60,1
Veaux	34,2	35,0	36,5	33,1	34,4	37,9
Total des bovidés ...	**280,5**	**302,4**	**309,5**	**274,1**	**281,9**	**309,7**
Porcs (a)	650,0	661,0	671,9	672,0	697,5	725,5
Moutons et chèvres (a)	5,5	5,5	5,7	6,0	7,5	8,0
Chevaux et poulains	6,2	6,2	6,2	5,0	5,1	6,2
Poules	120,7	123,3	124,8	138,0	133,4	133,2
Autres volailles (b) (c)	9,5	9,9	8,2	9,3	10,1	10,4
Gibier et lapins (c)	9,2	10,9	12,9	15,2	16,5	16,3
Total général ...	**1 081,7**	**1 119,1**	**1 139,1**	**1 119,6**	**1 152,1**	**1 209,3**

Source : Institut économique agricole; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris une estimation des abattages clandestins et à domicile.
(b) Comprend les canards, oies, dindons, pintades, pigeons et cailles.
(c) Estimation.

IV-5 — Production de lait et d'œufs

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984 (a)
	En milliers de tonnes				
Production de lait.					
Livraisons aux laiteries :					
— crèmes converties en lait	62,9	55,3	49,4	46,7	40,9
— lait	2 983,1	3 020,0	3 044,3	3 175,5	3 045,9
Utilisations à la ferme	717,0	714,6	693,2	649,5	..
Production totale de lait ...	**3 763,0**	**3 789,9**	**3 804,4**	**3 871,7**	..
	En millions				
Production d'œufs	**3 280**	**3 237**	**3 236**	**3 131**	**3 132**

Source : Institut économique agricole; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Estimation.

IV-6 — **Arrivages de poissons**
Quantité

En milliers de tonnes

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Hareng et sortes assimilées	**2,48**	**7,53**	**9,25**	**5,40**	**4,11**
Poissons ronds :	**14,10**	**13,65**	**11,21**	**12,42**	**11,29**
dont : cabillaud	7,37	7,62	5,88	6,08	5,35
merlan	2,06	2,01	1,89	2,30	2,22
Poissons plats :	**9,11**	**9,91**	**11,19**	**12,31**	**13,11**
dont : plie	3,92	4,62	5,37	6,49	7,03
sole	3,37	3,34	3,60	3,34	3,33
Autres	**2,47**	**2,44**	**2,54**	**3,09**	**3,27**
Crustacés et mollusques	**2,44**	**2,35**	**3,02**	**2,87**	**2,69**
Total ...	**30,60**	**35,87**	**37,21**	**36,09**	**34,47**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

IV-7 — **Arrivages de poissons**
Valeur

En millions de francs

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Hareng et sortes assimilées	**26,14**	**72,71**	**109,07**	**72,59**	**46,29**
Poissons ronds :	**461,17**	**481,99**	**534,88**	**631,15**	**642,02**
dont : cabillaud	248,81	269,48	289,15	308,86	302,52
merlan	41,54	44,66	56,33	70,67	71,61
Poissons plats :	**883,86**	**1 054,81**	**1 188,96**	**1 226,98**	**1 331,65**
dont : plie	100,29	137,20	191,62	284,20	319,25
sole	667,02	778,01	813,97	719,12	747,91
Autres	**89,26**	**94,14**	**106,69**	**150,27**	**140,19**
Crustacés et mollusques	**157,53**	**157,82**	**191,17**	**214,22**	**229,96**
Total ...	**1 617,95**	**1 861,48**	**2 130,77**	**2 295,22**	**2 390,10**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V. INDUSTRIE

Introduction 53

A. Aperçu général 55

V-1 Indices bruts de la production industrielle. 55
V-2 Indices bruts annuels et trimestriels de la production industrielle. 56
V-3 Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle. 59
V-A Production industrielle : indice général, construction exclue. 60
V-B Evolution de la production industrielle par catégorie de bien. 61

B. Métallurgie de base 62

V-4 Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne. 62
V-5 Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie. 63
V-6 Production de métaux non ferreux. 63
V-C Production dans la sidérurgie et la première transformation. 64
V-D Production de l'industrie des métaux non ferreux. 65

C. Industrie des fabrications métalliques 66

V-7 Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits. 66
V-8 Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits. 67
V-9 Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits. 68
V-E Production de l'industrie des fabrications métalliques. 69

D. Industrie chimique 70

V-10 Production dans quelques branches de l'industrie chimique. 70
V-11 Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques. 71
V-F Production de l'industrie chimique et du caoutchouc. 72

E. Industrie textile 73

V-12 Production textile. Préparation de la laine, filatures, tissages : selon la matière première et la nature des tissus. 73
V-13 Stocks de tissus. 74
V-14 Production de la bonneterie. 74
V-G Industrie textile. 75

F. Industrie des produits alimentaires et des boissons 76

V-15 Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire. 76
V-16 Activité des laiteries et fromageries. 77
V-H Alimentation. 78

G. Construction 79

V-17 Permis de bâtir et bâtiments commencés. 79
V-I Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. 80

H. Matériaux de construction 81

V-18 Production de l'industrie du ciment. 81
V-19 Activité dans l'industrie du verre. 81
V-20 Production de l'industrie de la terre cuite. 81
V-21 Production de chaux, calcaire et dérivés. 82
V-22 Production de l'industrie céramique. 82
V-J Production des matériaux de construction. 83

I. Secteurs divers 84

V-23 Industrie du papier et du carton. Production et transformation. 84
V-24 Production de cuirs, chaussures et pantoufles. 84
V-25 Industries du bois et des produits connexes. 85
V-26 Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre. 86
V-K Industrie du papier et du carton. Production et transformation. 87
V-L Production de l'industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. 88
V-M Production dans les industries du bois et du tabac et la distribution d'eau. 89

INTRODUCTION

Les statistiques de la production industrielle se rapportent à une série de marchandises très diverses allant des simples matières premières (du sable) à des produits finis très complexes (une maison, un ordinateur). L'enregistrement statistique de cette dernière catégorie de produits est difficile et le caractère divergent des données ne facilite pas l'établissement d'un aperçu général de l'activité industrielle.

En principe, toutes les statistiques industrielles sont exprimées en volume, sans l'influence perturbatrice des prix. Cette procédure est relativement simple pour les matières premières et les produits peu transformés, dont le volume physique est facile à mesurer, généralement en poids ou dans une autre grandeur mesurable (superficie par exemple). Par contre, elle est extrêmement difficile pour les produits complexes : dans la transformation du bois ou des métaux, par exemple, ces volumes sont estimés sur la base des livraisons en valeur et du nombre d'heures œuvrées par travailleur.

En soi, cette dernière donnée est inutilisable pour mesurer l'activité industrielle parce que, comme les statistiques en valeur, elle ne constitue pas un critère fixe. Les statistiques en valeur surestiment l'activité réelle à la suite des hausses des prix tandis que le nombre d'heures œuvrées la sous-estime parce que cette donnée ne tient pas compte de l'accroissement de la productivité du travail.

Une correction insuffisante pour l'augmentation annuelle du volume construit par heure constitue l'une des causes de la sous-évaluation systématique du volume réel des constructions dans l'indice de cette industrie et dans les indices composés où il figure (production industrielle et biens d'investissement, avec construction). Ainsi, en 1976 et 1977, l'indice de la construction a régressé malgré l'activité exceptionnelle dans le secteur résidentiel. Cette différence s'explique aussi en partie par le fait que la statistique ne se rapporte qu'aux entreprises occupant au moins vingt travailleurs de sorte que l'activité de nombreuses petites entreprises, particulièrement actives dans la construction d'habitations, n'est pas prise en compte. Un profil quelque peu plus précis de la conjoncture dans la construction est fourni par les statistiques administratives concernant les autorisations de bâtir délivrées et les mises en chantier, la figuration la plus représentative étant le nombre de logements mis en chantier pour la construction résidentielle et le volume en m^3 pour la construction utilitaire.

Pour obtenir un aperçu d'entités plus importantes (sous-secteurs, secteurs ou ensemble de la production industrielle), il est nécessaire de faire appel à des indices composites. Pour la plupart des secteurs, ces indices sont directement basés sur les chiffres absolus de production, alors que pour la transformation du bois et celle des

métaux, ils s'appuyent sur des données déflatées en valeur.

Vu l'absence de certaines données, les indices publiés pour presque toutes les branches d'activité sont provisoires. L'époque à laquelle paraissent les données définitives est très variable. Dans la plupart des cas, l'écart n'est que de deux ou trois mois mais dans certains sous-secteurs des fabrications métalliques, il peut atteindre jusqu'à 11 mois. Ceci a pour conséquence que les indices composites (groupes de biens ou ensemble de la production industrielle) sont également sujets à modification et ne peuvent être considérés comme définitifs qu'avec un retard d'un an.

Considéré par secteur, l'écart entre les indices provisoires et définitifs peut être assez important, surtout pour les fabrications métalliques. Pour les indices globalisés, cette influence est moins grande mais généralement l'indice général définitif est supérieur ou inférieur d'un demi point au moins à l'indice provisoire.

Ceci montre qu'il est nécessaire de faire preuve de beaucoup de circonspection lors de l'interprétation des données statistiques, même pour la production industrielle qui est bien documentée.

V-1 — Indices bruts de la production industrielle

1980=100

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (a)	1984			
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. (a)
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**96,7**	**101,3**	**100,0**	**97,4**	**97,5**	**99,3**	**102,0**	**105,6**	**102,4**	**93,8**	**106,3**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**99,8**	**100,0**	**100,0**	**94,3**	**93,5**	**90,9**	**90,4**	**90,0**	**93,2**	**84,1**	**94,4**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	96,1	101,5	100,0	96,4	94,5	95,9	100,0	102,6	101,4	91,7	104,5
Biens de consommation non durables	96,7	100,2	100,0	101,0	104,5	106,5	109,1	109,5	110,3	102,9	113,8
Biens de consommation durables	97,6	100,6	100,0	97,4	100,2	101,3	99,9	108,9	98,5	90,9	101,2
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	100,3	103,3	100,0	96,5	98,5	102,5	103,0	107,9	99,0	95,6	109,3
Biens d'investissements (y compris la construction)	111,5	97,8	100,0	87,1	85,4	75,3	69,2	63,2	74,9	66,1	72,6
Construction	**118,4**	**95,4**	**100,0**	**82,7**	**79,5**	**64,4**	**57,1**	**48,6**	**64,7**	**55,5**	**59,6**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

1980 = 100

BRANCHE D'ACTIVITE	Coeff. de pondération	1983					Coeff. de pondération	1984				
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**90,2**	**95,1**	**84,6**	**93,5**	**90,9**	**100,0**	**90,0**	**93,2**	**84,1**	**94,4**	**90,4**
Indice général (non compris la construction) (a)	**77,9**	**101,1**	**101,1**	**91,7**	**103,3**	**99,3**	**76,5**	**105,6**	**102,4**	**93,8**	**106,3**	**102,0**
Industries extractives	**2,5**	**98,6**	**86,5**	**75,9**	**94,5**	**88,9**	**2,2**	**90,0**	**91,2**	**79,8**	**92,5**	**88,5**
Charbonnages	*1,9*	*109,8*	*84,1*	*75,6*	*99,1*	*92,2*	*1,5*	*100,8*	*88,6*	*78,1*	*96,2*	*90,9*
Autres industries extractives	*0,6*	*71,4*	*90,0*	*74,9*	*82,2*	*79,6*	*0,7*	*67,7*	*94,1*	*79,3*	*82,3*	*80,8*
Carrières		76,9	93,8	75,3	85,1	82,8		71,8	104,6	85,1	84,0	86,4
de porphyre		61,0	88,9	73,2	71,4	73,6		50,5	74,1	55,8	61,8	60,5
de petit granit		66,6	63,7	46,8	66,1	60,8		66,8	87,9	67,3	63,2	71,3
de marbre		134,9	94,6	57,0	77,8	91,1		92,8	113,1	92,8	111,9	102,7
de grès		57,0	111,3	94,1	80,6	85,2		47,3	135,0	104,0	112,3	99,7
de sable		68,0	101,6	90,9	91,6	88,0		69,1	101,0	89,8	84,3	86,1
Calcaires et carbonates naturels		62,3	84,2	74,7	77,9	74,8		61,3	77,6	70,2	79,4	72,2
Industries manufacturières (a)	**75,4**	**101,1**	**101,5**	**92,2**	**103,6**	**99,6**	**74,3**	**106,0**	**102,8**	**94,2**	**106,7**	**102,4**
Industries alimentaires et des boissons	*7,0*	*102,5*	*110,0*	*111,6*	*118,5*	*110,7*	*6,8*	*106,5*	*112,2*	*108,9*	*128,0*	*114,0*
Industries alimentaires	5,2	104,0	110,5	109,0	128,5	113,0	5,3	108,6	111,9	109,3	139,5	117,4
Confitures et produits connexes		98,7	84,6	112,1	131,2	106,7		114,1	93,3	132,4	116,7	114,2
Meuneries		92,0	89,1	92,0	101,9	93,8		127,5	97,1	96,0	106,7	106,8
Sucre		21,2	28,7	15,5	317,4	95,7		19,4	25,7	16,3	340,3	100,4
Huiles végétales et animales		190,0	159,8	139,0	188,1	169,2		195,9	169,2	139,2	184,7	172,2
Margarine		96,3	102,6	91,7	110,0	100,2		109,1	106,3	97,2	114,0	106,7
Boissons	1,8	97,9	108,5	118,4	90,6	103,9	1,5	100,8	113,9	108,4	92,9	104,0
Brasseries		98,2	109,5	119,5	89,5	104,2		100,9	114,6	109,1	92,5	104,4
Alcool		91,4	90,7	97,6	104,4	96,0		99,5	98,4	93,2	105,1	99,1
Industrie du tabac	*0,6*	*113,2*	*119,7*	*94,9*	*105,4*	*108,3*	*0,6*	*104,8*	*108,9*	*92,6*	*104,0*	*102,6*
Industries textiles	*3,8*	*113,5*	*108,6*	*84,5*	*107,1*	*103,4*	*4,0*	*115,3*	*107,3*	*85,5*	*108,7*	*104,2*
Filature et tissage		116,4	111,3	87,2	111,9	106,7		120,9	111,8	89,7	115,2	109,4
Préparation des fibres textiles		81,5	87,1	61,6	76,7	76,7		90,7	85,5	60,9	78,3	78,8
Filatures		107,7	108,3	84,4	105,4	101,5		118,1	110,8	88,2	110,6	107,0
Coton fin et cardes fileuses		106,9	102,3	84,1	97,2	97,6		107,9	101,9	90,4	106,8	101,8
Cocons		85,6	70,5	61,1	76,5	73,4		92,9	89,4	76,4	104,7	90,9
Laine cardée		129,0	130,6	99,3	133,8	123,2		150,9	136,6	106,6	137,6	132,9
Laine peignée		96,7	102,8	77,0	97,8	93,6		110,3	104,0	78,2	100,1	98,2
Lin et chanvre		102,6	104,8	82,1	106,5	99,0		124,7	119,5	92,5	113,7	112,6
Jute		122,5	107,6	89,5	107,8	106,9		110,4	105,8	75,5	105,9	99,4
Tissage		122,1	113,1	89,9	117,5	110,7		123,4	112,3	91,8	119,5	111,7
Tissus de coton		116,8	107,0	80,2	101,0	101,3		111,7	105,4	83,2	103,4	100,9
Tissus de lin		95,9	106,2	91,0	112,9	101,5		123,9	114,3	101,5	123,8	115,8
Tissus de laine		107,9	105,9	78,2	110,7	100,7		125,0	111,6	83,1	107,3	106,7
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		129,3	116,4	98,7	128,1	118,1		132,3	118,6	102,7	134,8	122,1
Tissus de jute		103,3	94,6	72,1	98,8	92,2		115,6	98,8	91,7	97,0	100,7
Bonneterie		102,4	97,7	74,3	88,8	90,8		93,6	89,2	68,5	81,2	83,2
Filatures et corderies de fibres dures		89,9	76,2	55,0	73,1	73,5		84,3	80,8	70,3	101,1	84,1
Fabrication d'articles non dénommés ailleurs		119,2	122,4	86,4	104,5	108,1		112,1	121,6	96,9	113,1	111,0

V-2 A — Indices bruts annuels et trimestriels de la production industrielle - suite

1980 = 100

BRANCHE D'ACTIVITE	Coeff. de pondération	1983					Coeff. de pondération	1984				
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures	*2,5*	*117,8*	*94,8*	*95,3*	*85,7*	*98,4*	*2,1*	*111,6*	*90,1*	*88,9*	*85,1*	*93,8*
Articles d'habillement		117,9	94,3	95,8	85,4	98,4		113,1	90,2	90,4	84,5	94,4
Autres ouvrages en tissu		96,3	107,9	73,8	91,6	92,4		83,0	79,6	66,8	83,5	78,3
Chaussures et pantoufles		123,1	97,6	93,5	89,2	100,9		104,7	94,2	78,5	97,1	93,6
Industrie du bois et industries connexes	*3,7*	*102,7*	*104,8*	*80,3*	*98,2*	*96,5*	*3,8*	*100,8*	*101,0*	*80,7*	*97,8*	*94,9*
Industrie du papier et du carton	*1,7*	*109,3*	*110,4*	*95,2*	*105,8*	*105,2*	*1,8*	*116,1*	*115,9*	*101,8*	*112,1*	*111,4*
Production		107,9	104,1	91,1	105,6	102,2		110,9	109,4	101,2	109,8	107,8
Transformation		110,9	116,1	98,9	106,0	108,0		120,5	121,3	102,5	114,3	114,6
Industrie du cuir	*0,1*	*125,1*	*130,2*	*99,7*	*121,2*	*119,1*	*0,2*	*129,9*	*138,2*	*97,9*	*131,3*	*124,3*
Cuirs lourds		101,6	96,4	47,2	89,0	83,6		102,7	101,9	66,8	114,3	96,5
Cuirs légers		128,7	136,2	110,8	126,9	125,7		132,6	143,9	104,0	130,0	127,6
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,1*	*109,1*	*108,5*	*99,2*	*112,2*	*107,3*	*11,3*	*118,0*	*117,2*	*103,2*	*114,7*	*113,3*
Industrie chimique	9,6	110,0	109,7	100,0	113,8	108,4	10,8	119,7	118,4	104,8	115,7	114,7
Chimie de base		106,6	104,7	100,4	113,5	106,3		120,8	115,2	103,9	114,6	113,6
Transformation des matières plastiques		122,4	128,5	107,1	119,5	119,4		125,4	133,1	110,9	125,5	123,7
Savon		120,2	118,7	107,5	114,4	115,2		112,7	118,2	105,8	109,5	111,7
Azote		101,7	87,7	97,4	113,7	100,1		108,6	92,1	104,1	100,5	101,3
Industrie du caoutchouc	0,5	91,6	87,4	65,5	84,4	82,2	0,5	90,9	96,7	77,2	96,3	90,3
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,7*	*61,3*	*63,6*	*63,3*	*65,1*	*63,3*	*1,0*	*71,6*	*74,0*	*69,7*	*68,2*	*70,9*
Raffineries de pétrole		59,2	62,7	63,1	63,5	62,1		65,4	61,8	54,9	52,4	58,6
Agglomerés de houille (b)		74,3	41,5	30,6	75,1	55,4		..	..	..	..	..
Industrie des produits minéraux non métalliques	*3,9*	*64,8*	*86,7*	*78,0*	*80,1*	*77,4*	*4,0*	*72,6*	*90,8*	*81,1*	*80,0*	*81,1*
Terre cuite		28,0	64,8	56,5	60,6	52,5		39,4	68,7	58,4	63,6	57,5
Verre		81,9	84,9	76,9	90,8	83,6		88,8	100,6	86,5	88,4	91,1
Verre plat		76,4	73,0	71,9	95,5	79,2		95,4	97,8	88,6	90,7	93,1
Verre creux		87,3	97,2	81,7	85,5	87,9		85,7	104,0	86,3	88,2	91,1
Ciment		56,9	91,6	83,6	73,6	76,4		61,5	88,9	81,6	73,5	76,3
Produits céramiques		88,1	93,3	70,2	80,4	83,0		86,8	83,6	79,2	89,6	84,8
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		69,1	81,8	83,6	83,2	79,4		99,1	91,6	87,6	89,1	91,9
Industrie métallurgique de base	*8,1*	*89,0*	*91,4*	*75,9*	*94,3*	*87,7*	*7,5*	*99,0*	*99,5*	*83,9*	*98,0*	*95,2*
Sidérurgie		81,9	86,7	70,4	89,9	82,2		93,3	98,5	83,0	94,8	92,4
Fonte		81,7	86,4	71,9	86,8	81,7		91,4	97,4	82,7	93,7	91,3
Acier brut		81,7	86,7	71,0	86,7	81,5		91,7	97,4	82,1	92,5	90,9
Produits finis		80,7	85,6	68,1	91,8	81,6		94,2	98,3	82,3	95,6	92,6

V-2 B — Indices bruts annuels et trimestriels de la production industrielle - suite

1980 = 100

BRANCHE D'ACTIVITE	Coeff. de pondération	1983					Coeff. de pondération	1984				
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage		100,9	94,9	85,6	102,1	95,9		107,8	100,9	89,7	98,7	99,3
Aciéries de moulage		103,2	102,3	92,7	94,5	98,2		104,0	99,5	89,4	94,1	96,7
Fonderies		80,3	85,4	70,2	80,2	79,0		81,1	78,9	72,8	79,7	78,1
Tréfileries, étirage et laminage		106,2	96,0	88,4	110,1	100,2		116,8	107,8	94,7	105,5	106,2
Industrie des métaux non ferreux		97,3	99,7	78,0	95,8	92,7		103,5	97,6	78,7	103,6	95,9
Produits bruts		93,7	97,9	73,8	91,9	89,3		96,8	92,4	71,4	96,5	89,3
Cuivre		85,8	91,3	67,2	83,5	82,0		87,2	83,8	64,8	89,5	81,3
Zinc		115,7	114,7	99,3	112,9	110,7		121,3	116,9	102,3	117,0	114,4
Plomb		107,1	113,7	80,8	117,2	104,7		121,5	98,0	77,1	102,1	99,7
Etain		49,6	99,3	34,1	42,2	43,8		51,8	57,6	32,1	49,7	47,7
Demi-produits		101,0	101,6	82,4	100,0	96,3		112,0	102,7	85,5	111,8	103,0
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		80,2	87,1	81,2	90,8	84,8		88,5	88,2	84,8	89,3	87,7
Industrie des fabrications métalliques (a)	*25,6*	*104,2*	*102,1*	*94,4*	*104,7*	*101,4*	*22,7*	*107,3*	*97,3*	*94,9*	*106,9*	*101,6*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,4	97,1	95,0	93,1	98,6	96,0	4,8	98,9	96,3	94,0	99,2	97,1
Forge, estampage, gros emboutissage		99,7	91,8	80,7	92,7	91,2		95,3	91,2	87,7	96,6	92,8
Travail de la tôle		112,0	110,8	98,8	111,3	108,2		116,3	111,9	105,1	111,1	111,1
Accessoires métalliques du bâtiment		87,6	83,6	81,2	85,3	84,4		86,3	82,3	82,9	90,0	85,4
Ponts, charpentes, etc		90,0	87,1	74,9	76,9	82,2		79,4	79,6	76,3	81,3	79,2
Armes et munitions		106,2	112,2	153,4	153,1	131,3		142,8	142,6	143,9	136,7	141,4
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,6	89,3	91,1	85,3	97,4	90,8	5,0	102,1	100,0	94,0	105,4	100,4
Machines motrices, etc		86,9	86,4	80,4	95,2	87,2		98,5	99,8	91,8	103,4	98,4
Machines outils, etc		94,8	93,3	86,0	96,0	92,5		102,3	99,4	94,5	108,4	101,1
Constructions mécaniques diverses		107,0	104,0	94,7	111,2	104,2		112,7	109,6	102,3	124,3	112,2
Appareils de levage, pesage, etc.		77,4	81,6	80,9	89,7	82,4		90,2	92,2	89,3	98,2	92,5
Appareils pour diverses industries		87,2	93,5	86,7	97,4	91,2		105,5	99,5	90,5	102,0	99,3
Machines textiles et accessoires		90,4	87,1	82,2	95,7	88,9		105,6	100,3	101,1	122,3	107,6
Construction électrique	7,1	99,0	94,6	90,4	101,2	96,3	6,2	99,6	90,6	87,8	94,2	93,0
Machines rotatives et statiques		65,4	77,1	77,4	86,0	76,5		72,9	59,4	58,4	66,1	64,2
Appareils industriels et électrodomestiques		112,7	100,8	94,4	97,9	101,5		103,3	97,9	94,3	129,6	106,3
Autres produits		102,7	97,1	92,6	104,2	99,2		103,2	94,2	91,3	96,2	96,3
Construction de matériel de transport	7,3	129,3	127,5	109,7	119,5	121,5	6,5	126,1	98,9	103,4	127,7	114,0
Construction navale		155,1	157,9	127,7	128,1	142,2		116,9	112,7	65,0	143,7	109,6
Automobiles, cycles, etc		127,6	124,8	108,5	120,6	120,4		131,8	97,0	109,1	128,9	116,7
Matériel de chemin de fer et tramways		141,8	139,2	131,2	130,2	135,6		115,8	115,0	105,4	122,3	114,6
Constructions aéronautiques		81,0	81,0	70,7	78,0	77,7		74,4	69,8	76,4	87,2	77,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	115,8	121,0	112,8	127,6	119,3	0,2	124,5	122,4	115,1	123,1	121,2
Electricité	*6,1*	*99,6*	*95,0*	*89,5*	*107,2*	*97,8*	*6,9*	*107,5*	*97,4*	*91,9*	*109,6*	*101,6*
Distribution d'eau	*1,5*	*100,6*	*101,1*	*107,4*	*103,1*	*103,1*	*1,6*	*104,1*	*104,4*	*105,5*	*103,2*	*104,3*
Construction (a)	**22,1**	**56,9**	**75,7**	**61,8**	**63,0**	**64,4**	**23,5**	**48,6**	**64,7**	**55,5**	**59,6**	**57,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Les données pour le 4e trimestre 1984 sont provisoires.
(b) Chiffres confidentiels à partir de 1984.

V-3 — Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle

1980=100

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1983				1984 (a)							
	Indice				Indice				Ecart en % par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)*	**97,0**	**98,1**	**99,7**	**100,6**	**100,6**	**101,1**	**102,0**	**102,5**	**0,0**	**+0,5**	**+ 0,9**	**+ 0,6**
Indice général *(y compris la construction)*	**91,4**	**89,7**	**91,0**	**91,2**	**89,9**	**89,6**	**90,4**	**90,8**	**−1,5**	**−0,3**	**+ 0,9**	**+ 0,4**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	93,1	94,4	96,2	97,7	97,8	98,9	100,6	100,5	+0,2	+1,1	+ 1,7	− 0,2
Biens de consommation non durables	104,6	104,8	106,8	108,2	107,7	108,5	108,7	109,3	−0,5	+0,8	+ 0,1	+ 0,6
Biens de consommation durables	100,5	101,6	101,1	100,8	99,8	98,9	99,4	100,0	−1,0	−1,0	+ 0,6	+ 0,6
Biens d'investissement (non compris la construction)	98,7	102,0	104,4	102,5	101,8	101,0	100,8	104,2	−0,7	−0,8	− 0,2	+ 3,3
Construction	**74,5**	**63,6**	**62,5**	**62,6**	**59,0**	**57,0**	**58,5**	**56,5**	**−5,8**	**−3,4**	**+ 2,6**	**− 3,3**
Industries extractives	**95,1**	**87,9**	**83,9**	**88,7**	**85,6**	**89,5**	**93,3**	**87,5**	**−3,4**	**+4,5**	**+ 4,2**	**− 6,1**
Charbonnages	100,9	90,4	87,4	91,3	89,5	93,2	95,9	88,8	−1,9	+4,1	+ 2,9	− 7,5
Carrières (calcaires incl.)	78,8	80,4	74,5	79,5	78,8	81,8	83,9	79,2	−0,9	+3,8	+ 2,6	− 5,7
Industries manufacturières (indice général)	**96,9**	**98,4**	**100,3**	**101,0**	**100,9**	**101,4**	**102,2**	**103,1**	**0,0**	**+0,4**	**+ 0,8**	**+ 0,9**
Industries alimentaires et des boissons	109,6	109,3	111,6	111,8	111,1	112,6	112,2	114,9	−0,6	+1,3	− 0,4	+ 2,4
Industrie du tabac	103,7	109,6	105,7	107,9	102,7	99,0	105,3	104,7	−4,9	−3,6	+ 6,4	− 0,6
Industrie textile	99,8	103,4	101,1	104,0	103,7	103,4	105,6	105,0	−0,2	−0,3	+ 2,1	− 0,6
Industrie de la confection et des chaussures	99,9	98,2	97,7	96,3	94,6	94,5	93,1	92,7	−1,8	−0,1	− 1,5	− 0,4
Industrie du bois	98,9	97,3	95,4	94,8	95,1	94,9	96,3	94,8	+0,3	−0,2	+ 1,5	− 1,5
Industrie du papier et du carton	102,2	104,6	104,3	106,3	109,1	109,7	112,5	113,0	+2,6	+0,6	+ 2,6	+ 0,5
Industrie chimique et du caoutchouc	102,8	104,6	107,3	110,5	111,7	113,2	113,7	113,5	+4,1	+1,3	+ 0,5	− 0,2
Raffineries de pétrole	59,9	60,7	61,6	66,0	63,2	63,8	55,0	52,4	−4,1	+0,8	−13,7	− 4,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	75,3	76,0	77,5	79,6	82,8	80,6	80,8	79,5	+0,4	−2,6	+ 0,3	− 1,6
Industrie métallurgique de base	83,1	85,1	87,0	91,7	92,1	93,3	96,8	96,9	+0,4	+1,4	+ 3,7	+ 0,1
Industrie des fabrications métalliques	98,0	101,0	102,8	101,8	100,9	99,8	100,6	103,0	−0,9	−1,1	+ 0,7	+ 2,4
Ouvrages en métaux non mécaniques	*95,0*	*94,8*	*96,6*	*96,9*	*95,4*	*96,8*	*97,7*	*97,1*	*−1,5*	*+1,4*	*+ 1,0*	*− 0,6*
Machines non électriques et mécanique fine	86,0	89,1	92,3	94,6	97,6	99,0	101,1	104,6	+3,2	+1,4	+ 2,1	+ 3,5
Matériel de transport	*116,8*	*123,8*	*127,0*	*117,5*	*115,3*	*107,7*	*105,4*	*122,1*	*−1,9*	*−6,6*	*− 2,1*	*+15,9*
Machines et appareils électriques	*94,4*	*96,5*	*96,0*	*97,1*	*94,8*	*94,0*	*94,2*	*90,1*	*−2,3*	*−1,8*	*+ 0,2*	*− 4,4*
Electricité	94,1	96,3	100,8	100,0	98,7	101,8	101,4	101,8	−1,3	+3,2	− 0,4	+ 0,3

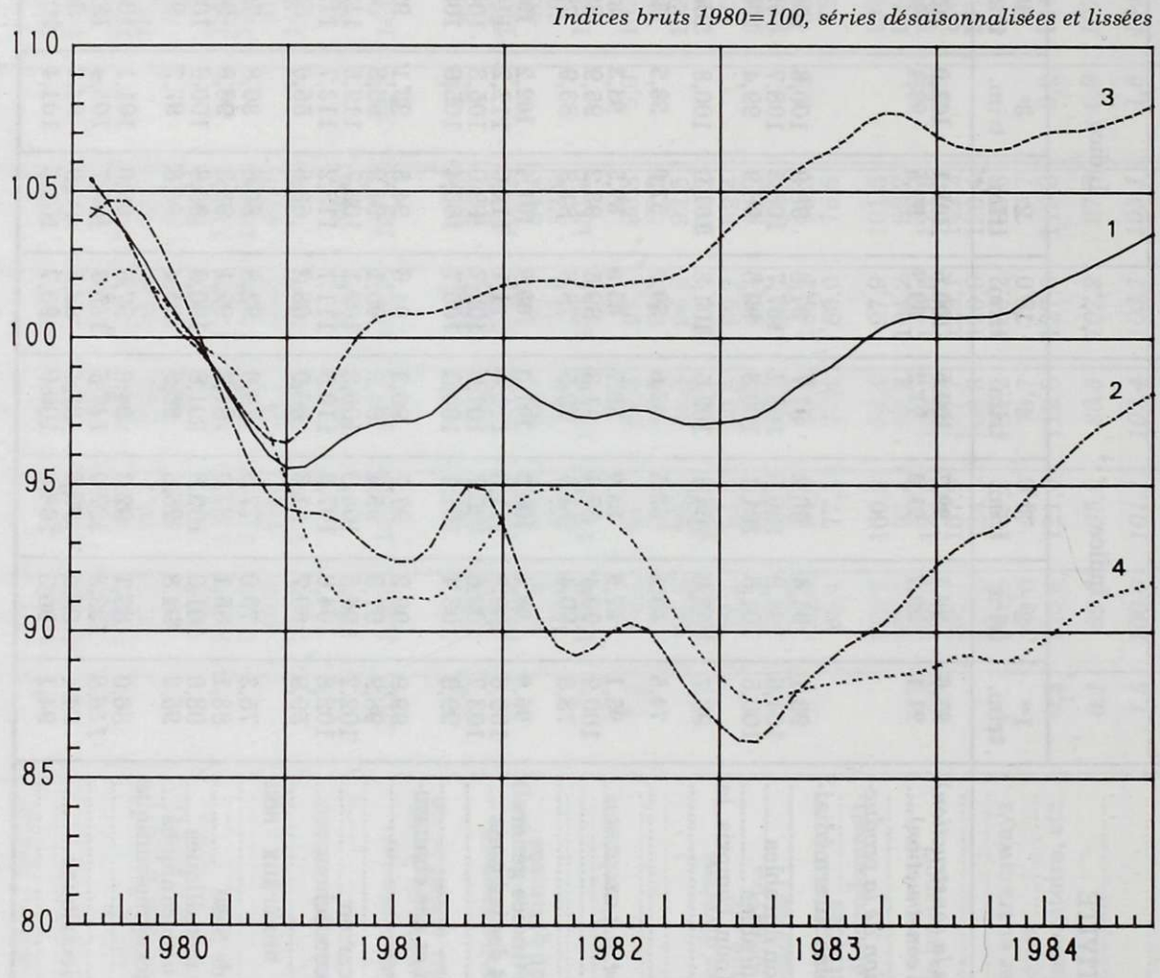
Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Données provisoires.

V-A — Production industrielle - Indice général, construction exclue

1 ———— Royaume
2 —·—·—·—·— Bruxelles
3 ---------- Flandre
4 .. .. Wallonie

Indices bruts 1980=100, séries désaisonnalisées et lissées

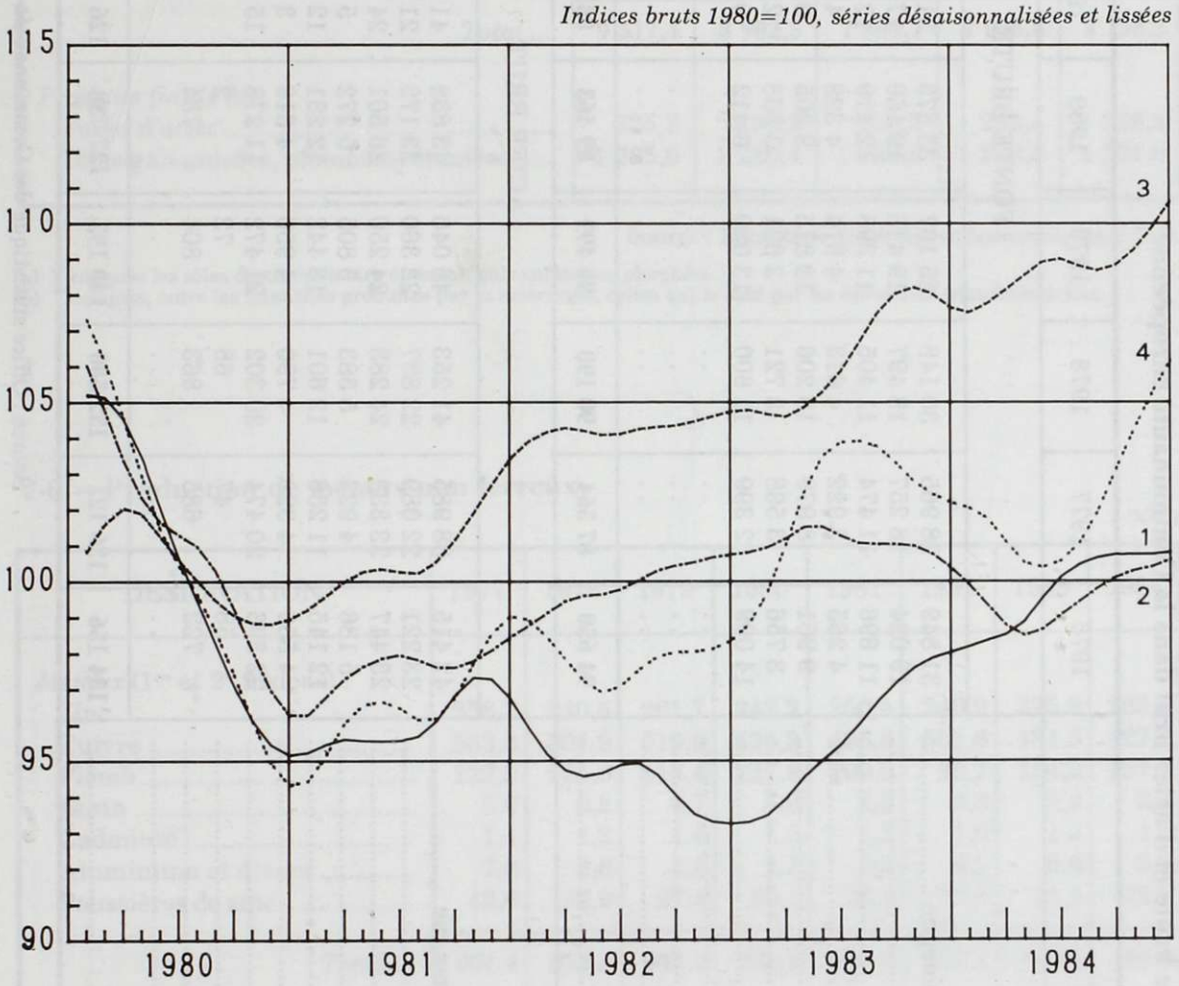


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-B — Evolution de la production industrielle par catégorie de biens

1 ———— Matières premières et biens intermédiaires
2 —·—·—·—·— Biens de consommation durables
3 ---------- Biens de consommation non durables
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Biens d'investissement

Indices bruts 1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-4 — Production de fonte brute et d'acier brut dans la Communauté européenne

1 000 t

PAYS	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	FONTE BRUTE								
République Fédérale d'Allemagne	31 849	28 965	30 148	35 167	33 873	31 876	27 621	26 598	30 203
France	19 024	18 257	18 497	19 415	19 159	17 274	15 047	13 770	15 039
Italie	11 696	11 474	11 405	11 398	12 219	12 319	11 596	10 362	11 666
Pays-Bas	4 265	3 922	4 613	4 814	4 328	4 600	3 618	3 747	4 926
U.E.B.L. : Belgique	9 961	8 979	10 206	10 875	9 905	9 809	7 862	8 068	9 011
Luxembourg	3 756	3 568	3 721	3 801	3 568	2 889	2 587	2 316	2 768
Royaume-Uni	14 099	12 399	11 600	13 030	6 412	9 461	8 465	9 623	9 643
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Communauté européenne	**94 650**	**87 564**	**90 190**	**98 499**	**89 463**	**88 228**	**76 796**	**74 484**	**83 256**
	ACIER BRUT								
République Fédérale d'Allemagne	42 415	38 985	41 253	46 040	43 838	41 610	35 880	35 729	39 389
France	23 221	22 089	22 837	23 360	23 172	21 245	18 403	17 582	18 827
Italie	23 447	23 333	24 283	24 250	26 501	24 778	24 009	21 811	24 062
Pays-Bas	5 186	4 923	5 583	5 805	5 272	5 472	4 354	4 484	5 739
U.E.B.L. : Belgique	12 145	11 256	12 601	13 442	12 231	12 283	9 992	10 154	11 300
Luxembourg	4 566	4 329	4 790	4 950	4 619	3 790	3 510	3 294	3 987
Royaume-Uni	22 396	20 474	20 302	21 472	11 278	15 321	13 740	14 980	15 214
Irlande	58	47	68	72	2	33	61	141	166
Danemark	722	685	863	804	734	612	560	493	548
Grèce	..	..	..	..	..	909	933	858	895
Communauté européenne	**134 156**	**126 121**	**132 580**	**140 195**	**127 738**	**126 053**	**111 442**	**109 526**	**120 127**

Source : Office statistique des Communautés européennes, Bulletin mensuel Sidérurgie.

V-5 — Production des produits finis et produits finals de la sidérurgie

1 000 t

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Produits finis :					
Aciers marchands	936,5	684,9	567,3	465,7	463,8
Profilés et zorès	943,2	796,6	438,5	528,2	404,5
Fils machine	787,4	795,1	733,2	684,8	712,4
Tôles fortes (4,76 mm et plus)	1 788,1	1 957,1	1 518,9	1 232,9	1 488,5
Tôles moyennes (3 à 4,76 mm)	771,1	764,0	631,7	600,1	771,9
Tôles fines noires (a)	4 168,8	3 707,6	3 239,2	3 289,7	3 948,0
Autres	122,4	197,7	235,3	255,4	349,1
Total ...	**9 517,4**	**8 902,5**	**7 364,1**	**7 056,8**	**8 138,2**
Produits finals (b) :					
Tubes d'acier	225,2	238,2	258,2	262,4	338,3
Tôles galvanisées, plombées, étamées	1 265,0	1 220,4	1 085,8	1 229,8	1 501,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris les tôles destinées à être étamées, galvanisées ou plombées.
(b) Y compris, outre les quantités produites par la sidérurgie, celles qui le sont par les industries transformatrices.

V-6 — Production de métaux non ferreux

1 000 t

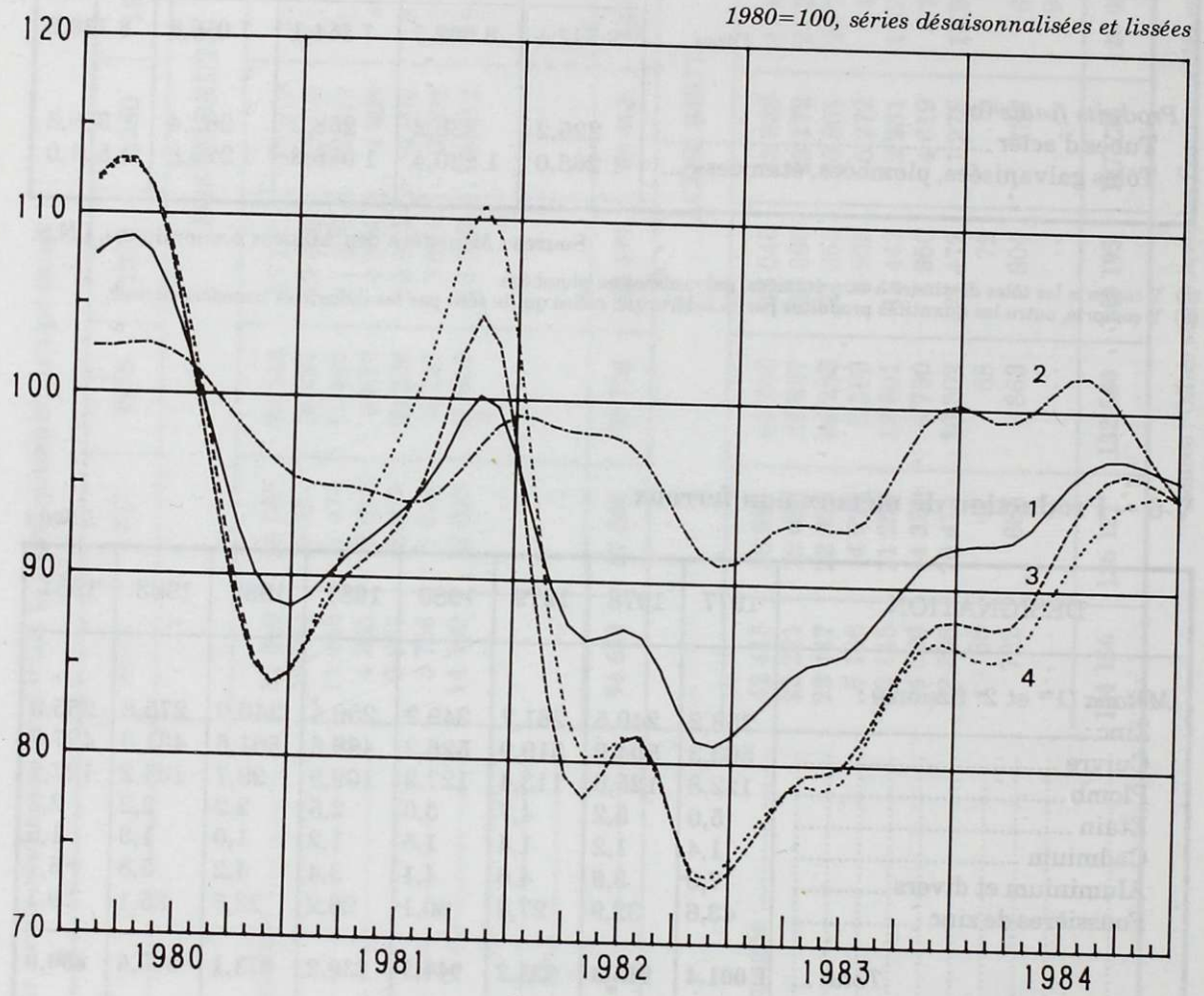
DESIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	258,2	240,5	261,7	249,2	250,4	240,9	275,8	285,3
Cuivre	563,3	504,9	519,9	526,3	436,6	501,6	431,3	427,7
Plomb	122,8	125,0	113,4	127,9	109,9	99,7	134,2	127,7
Etain	5,0	5,2	4,7	5,0	2,5	2,2	2,2	2,4
Cadmium	1,4	1,2	1,4	1,5	1,2	1,0	1,3	1,5
Aluminium et divers	7,0	3,6	4,6	4,1	3,4	4,2	5,8	5,7
Poussières de zinc	43,6	32,9	27,4	30,1	26,2	23,5	25,1	29,7
Total ...	**1 001,4**	**913,3**	**933,2**	**944,1**	**830,2**	**873,1**	**875,6**	**880,0**
Demi-produits :								
Cuivre	338,5	327,6	340,0	341,2	295,5	296,2	268,9	306,0
Plomb	18,1	19,2	17,5	16,3	16,0	17,9	27,0	28,2
Aluminium	261,8	264,1	275,1	247,5	251,2	266,1	292,8	286,8
Zinc	34,1	32,3	32,4	33,4	28,6	30,0	28,2	23,6
Autres	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Total ...	**653,2**	**643,6**	**665,4**	**638,8**	**591,6**	**610,5**	**617,3**	**645,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-C — Production dans la sidérurgie et la première transformation

1 ———— Métallurgie de base
2 —·—·—·—·— Première transformation
3 ---------- Sidérurgie
4 .. .. Acier brut

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées

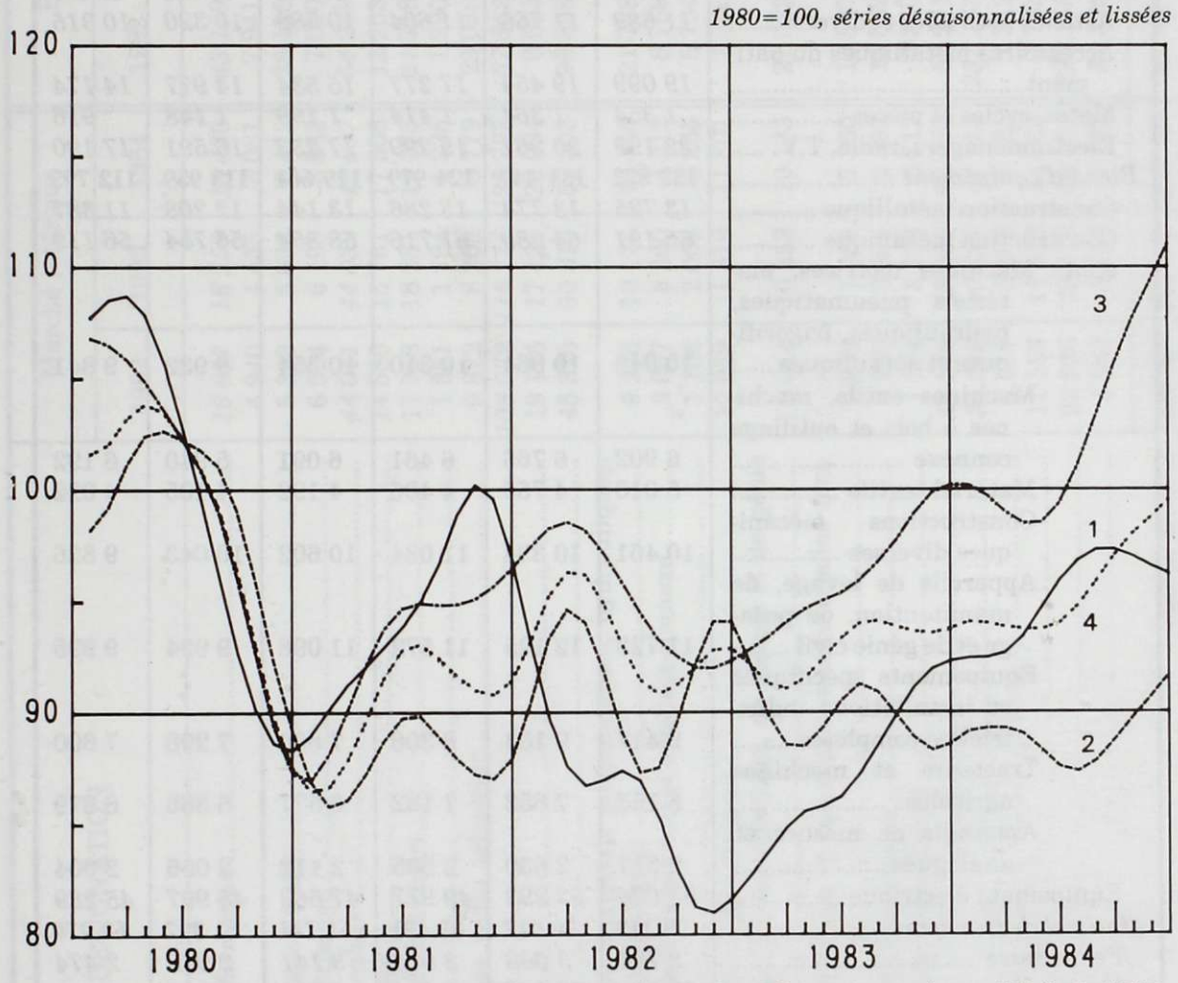


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-D — Production de l'industrie des métaux non ferreux

1 ———————— Métallurgie de base
2 ---------- Métaux non ferreux : général
3 —·—·—·—·— Métaux non ferreux : demi-produits
4 .. .. Métaux non ferreux : produits bruts

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

C. INDUSTRIE DES FABRICATIONS METALLIQUES

V-7 — Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

Moyennes mensuelles en unités

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits de première transformation	**25 638**	**25 147**	**23 897**	**22 983**	**21 761**	**21 366**
Fonderies	*7 694*	*7 744*	*7 020*	*6 737*	*6 362*	*6 210*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*13 326*	*12 833*	*12 113*	*11 588*	*11 142*	*11 060*
Forge, estampagne, emboutissage	*4 618*	*4 570*	*4 764*	*4 568*	*4 257*	*4 096*
Biens de consommation durables	**54 340**	**53 545**	**49 594**	**44 538**	**43 036**	**42 595**
Articles hors tôles et divers	*11 689*	*11 766*	*11 604*	*10 582*	*10 320*	*10 315*
Accessoires métalliques du bâtiment	*19 099*	*19 454*	*17 277*	*15 534*	*14 977*	*14 174*
Motos, cycles et pièces	*1 354*	*1 364*	*1 414*	*1 199*	*1 148*	*916*
Electroménagers, radio, T.V.	*22 198*	*20 961*	*19 299*	*17 233*	*16 591*	*17 190*
Biens d'équipement	**132 522**	**131 447**	**124 979**	**119 661**	**113 959**	**112 795**
Construction métallique	*13 725*	*13 774*	*13 286*	*13 144*	*12 208*	*11 387*
Construction mécanique	*65 191*	*64 380*	*61 716*	*58 854*	*55 754*	*56 119*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	10 948	10 964	10 310	10 354	9 932	9 841
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	6 902	6 766	6 461	6 091	5 940	6 192
Matériel textile	5 010	4 755	4 406	4 192	4 105	4 022
Constructions mécaniques diverses	10 461	10 334	11 084	10 602	10 043	9 826
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	11 723	12 125	11 572	11 096	9 994	9 995
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	9 417	9 154	8 306	7 830	7 298	7 600
Tracteurs et machines agricoles	8 153	7 652	7 182	6 577	6 386	6 679
Appareils de mesure et analogues	2 577	2 630	2 395	2 112	2 056	2 004
Equipement électrique	*53 606*	*53 293*	*49 977*	*47 663*	*45 997*	*45 289*
Matériel de transport	**70 113**	**70 917**	**65 451**	**61 111**	**61 397**	**60 270**
Ferroviaire	*2 724*	*3 003*	*3 074*	*3 141*	*2 978*	*2 474*
Naval	*10 084*	*10 115*	*9 926*	*6 759*	*7 413*	*6 529*
Automobiles et pièces	*57 905*	*57 799*	*52 451*	*51 211*	*51 006*	*51 267*
Divers	**14 439**	**15 089**	**14 980**	**14 529**	**14 368**	**13 689**
Total général	**297 652**	**296 145**	**278 901**	**262 732**	**254 521**	**250 715**
dont : *Ouvriers*	**223 838**	**222 619**	**208 110**	**194 822**	**187 953**	**185 205**
Employés	**73 814**	**73 526**	**70 791**	**67 910**	**66 568**	**65 510**

Source : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-8 — Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

Millions de francs

DESIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1982	1983	1984	1982	1983	1984	1983	1984
Produits de première transformation	*16 857*	*16 259*	*18 436*	*43 159*	*47 103*	*55 830*	*63 362*	*74 266*
Fonderies	4 940	4 435	5 081	7 941	8 622	9 535	13 057	14 616
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 393	5 626	6 473	28 128	30 716	37 543	36 342	44 016
Forge, estampage, emboutissage	6 524	6 198	6 882	7 090	7 765	8 752	13 963	15 634
Biens de consommation durables	*44 041*	*44 039*	*46 897*	*54 249*	*65 059*	*70 442*	*109 098*	*117 339*
Articles hors tôles et divers	14 580	15 761	17 508	12 203	13 995	15 093	29 756	32 601
Accessoires métalliques du bâtiment	17 758	18 281	19 375	11 718	13 323	14 275	31 604	33 650
Motos, cycles et pièces	1 881	1 794	1 235	1 290	1 328	1 750	3 122	2 985
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 822	8 203	8 779	29 038	36 413	39 324	44 616	48 103
Biens d'équipement	*108 072*	*115 776*	*125 792*	*157 862*	*155 378*	*198 985*	*271 154*	*324 777*
Construction métallique	19 126	17 421	20 904	8 693	5 956	8 212	23 377	29 116
Construction mécanique	45 370	50 317	52 303	96 898	100 940	130 959	151 257	183 262
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	9 275	10 176	10 458	21 728	22 694	35 099	32 870	45 557
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	3 057	3 290	4 212	8 769	11 075	12 052	14 365	16 264
Matériel textile	1 196	2 008	2 235	6 704	7 788	10 139	9 796	12 374
Constructions mécaniques diverses	12 052	11 819	11 801	7 306	8 223	10 528	20 042	22 329
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	9 014	10 253	10 133	21 022	18 208	22 790	28 461	32 923
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 852	7 368	7 360	10 567	9 005	12 491	16 373	19 851
Tracteurs et machines agricoles	2 220	2 205	2 392	15 562	19 215	22 125	21 420	24 517
Appareils de mesure et analogues	1 704	3 198	3 712	5 240	4 732	5 735	7 930	9 447
Equipement électrique	43 576	48 038	52 585	52 271	48 482	59 814	96 520	112 399
Matériel de transport	*38 049*	*40 627*	*47 115*	*231 153*	*266 432*	*263 992*	*307 059*	*311 107*
Ferroviaire	4 358	5 865	7 035	1 212	1 201	1 856	7 066	8 891
Naval	11 153	11 043	11 923	1 783	1 724	1 396	12 767	13 319
Automobiles et pièces	22 538	23 719	28 157	228 158	263 507	260 740	287 226	288 897
Divers	*3 063*	*5 144*	*4 797*	*21 396*	*19 126*	*26 076*	*24 270*	*30 873*
Total général ...	**210 082**	**221 845**	**243 037**	**507 819**	**553 098**	**615 325**	**774 943**	**858 362**

Source : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-9 — Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

Millions de francs

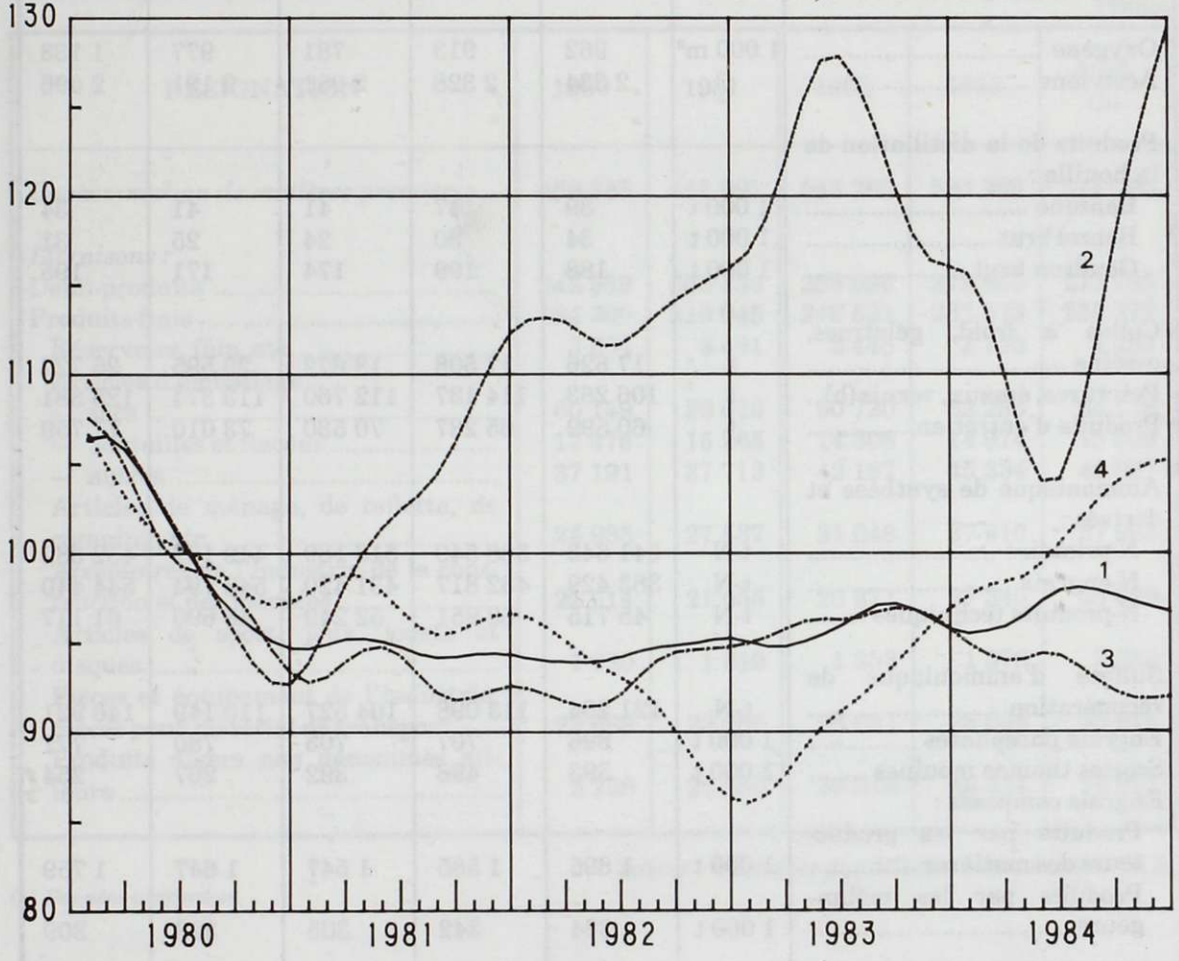
DESIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1982	1983	1984	1982	1983	1984	1983	1984
Produits de première transformation	*16 565*	*15 956*	*17 475*	*41 779*	*45 190*	*51 781*	*61 146*	*69 256*
Fonderies	4 547	4 070	4 645	6 703	7 227	7 966	11 297	12 611
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 256	5 381	5 999	27 364	30 075	35 007	35 456	41 006
Forge, estampage, emboutissage	6 762	6 505	6 831	7 712	7 888	8 808	14 393	15 639
Biens de consommation durables	*44 804*	*44 358*	*46 916*	*54 422*	*64 504*	*70 290*	*108 862*	*117 206*
Articles hors tôles et divers	14 872	16 150	17 553	11 764	13 103	14 967	29 253	32 520
Accessoires métalliques du bâtiment	18 580	18 225	19 221	11 785	13 142	14 464	31 367	33 685
Motos, cycles et pièces	1 981	1 942	1 297	1 297	1 332	1 728	3 274	3 025
Appareils électroménagers, radio, télévision	9 371	8 041	8 845	29 576	36 927	39 131	44 968	47 976
Biens d'équipement	*114 240*	*116 057*	*122 282*	*159 087*	*156 250*	*178 073*	*272 307*	*300 355*
Construction métallique	20 121	19 835	19 603	8 838	7 445	7 139	27 280	26 742
Construction mécanique	47 179	48 821	52 883	97 976	97 354	115 733	146 175	168 616
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	9 330	9 375	9 863	20 821	21 256	26 215	30 631	36 078
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	3 145	3 219	3 512	9 527	9 936	11 502	13 155	15 014
Matériel textile	1 322	1 729	2 229	7 546	6 653	8 779	8 382	11 008
Constructions mécaniques diverses	12 388	12 313	12 701	8 034	8 077	9 477	20 390	22 178
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	10 288	9 360	10 092	21 354	17 969	22 786	27 329	32 878
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	6 527	7 438	8 255	10 651	10 381	11 002	17 819	19 257
Tracteurs et machines agricoles	2 322	2 275	2 557	15 764	18 943	21 744	21 218	24 301
Appareils de mesure et analogues	1 857	3 112	3 674	4 279	4 139	4 228	7 251	7 902
Equipement électrique	46 940	47 401	49 796	52 273	51 451	55 201	98 852	104 997
Matériel de transport	*39 490*	*46 696*	*45 016*	*231 261*	*268 970*	*264 539*	*315 666*	*309 555*
Ferroviaire	7 536	7 602	5 708	1 155	1 832	2 174	9 434	7 882
Naval	9 025	15 039	10 742	1 934	1 876	1 488	16 915	12 230
Automobiles et pièces	22 929	24 055	28 566	228 172	265 262	260 877	289 317	289 443
Divers	*4 467*	*3 812*	*5 165*	*25 261*	*28 010*	*23 427*	*31 822*	*28 592*
Total général ...	**219 566**	**226 879**	**236 854**	**511 810**	**562 924**	**588 110**	**789 803**	**824 964**

Source : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-E — Production de l'industrie des fabrications métalliques

1 ———— Ouvrages en métaux non mécaniques
2 ---------- Matériel de transport
3 —·—·—·— Machines et appareils électriques
4 ····· Machines non électriques et mécanique fine

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Fabrimétal; Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

D. INDUSTRIE CHIMIQUE

V-10 — Production dans quelques branches de l'industrie chimique

DESIGNATION	Unité	1980	1981	1982	1983	1984
Produits en caoutchouc	t	142 351	133 998	123 616	127 288	151 501
dont pneus	t	(52 801)	(46 264)	(43 390)	(42 160)	(43 697)
Savons et détergents :						
Savons	t	29 874	30 505	31 327	32 281	31 015
Poudres à lessiver	t	136 830	142 159	154 407	150 900	142 769
Autres produits de lavage	t	134 708	144 168	154 222	156 315	163 070
Acide nitrique	1 000 t	1 167	1 315	1 297	1 445	1 496
Acide sulfurique et oléum (a)	1 000 t	2 151	1 975	1 718	1 898	2 228
Oxygène	1 000 m³	962	913	781	977	1 133
Acétylène	t	2 334	2 328	2 081	2 191	2 096
Produits de la distillation de la houille :						
Benzène	1 000 t	39	47	41	41	34
Benzol brut	1 000 t	34	30	24	25	31
Goudron brut	1 000 t	188	199	174	171	195
Colles à froid, gélatines, osséine	t	17 826	17 508	18 672	20 595	25 722
Peintures, émaux, vernis (b)	t	106 263	114 137	112 760	113 374	125 381
Produits d'entretien	t	60 599	65 237	70 530	73 010	71 759
Ammoniaque de synthèse et dérivés :						
N-primaire	t-N	541 643	588 549	513 189	449 192	452 382
N-engrais	t-N	383 429	432 817	431 420	548 794	544 440
N-produits techniques	t-N	45 715	63 951	52 249	48 690	61 117
Sulfate d'ammoniaque de récupération	t-N	121 204	113 098	104 527	110 149	146 921
Engrais phosphatés	1 000 t	696	707	703	780	771
Scories thomas moulues	1 000 t	893	496	392	267	254
Engrais composés :						
Produits par les producteurs des matières	1 000 t	1 695	1 585	1 547	1 647	1 759
Produits par les mélangeurs	1 000 t	374	342	305	323	309

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Ramenés à 100 % monohydratés.
(b) Y compris les diluants et solvants d'accompagnement.

V-11 — Consommation de matières premières et livraisons de l'industrie de transformation des matières plastiques

Tonnes

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984 (a)
Consommation de matières premières ..	489 385	512 991	543 260	593 289	611 900
Livraisons :					
Demi-produits	248 659	256 154	255 995	278 850	277 784
Produits finis	194 309	219 045	246 831	267 573	255 377
Réservoirs, fûts, etc.	3 864	3 491	3 445	3 733	4 464
Articles d'emballage :					
— sacs	60 149	59 019	60 720	62 255	64 118
— bouteilles et flacons	17 476	15 265	14 306	14 974	15 609
— autres	37 191	37 713	42 187	45 334	46 027
Articles de ménage, de toilette, de camping, etc.	24 938	27 537	31 048	37 910	37 963
Accessoires de l'industrie de la construction et des meubles	22 614	21 055	26 371	27 345	33 029
Articles de sport, jeux, jouets et disques	1 230	1 619	1 253	1 576	2 333
Pièces et équipement de l'industrie, pièces pour matériel de transport	23 688	23 366	28 987	28 033	33 614
Produits divers non dénommés ailleurs	3 736	29 980	38 513	46 414	18 221

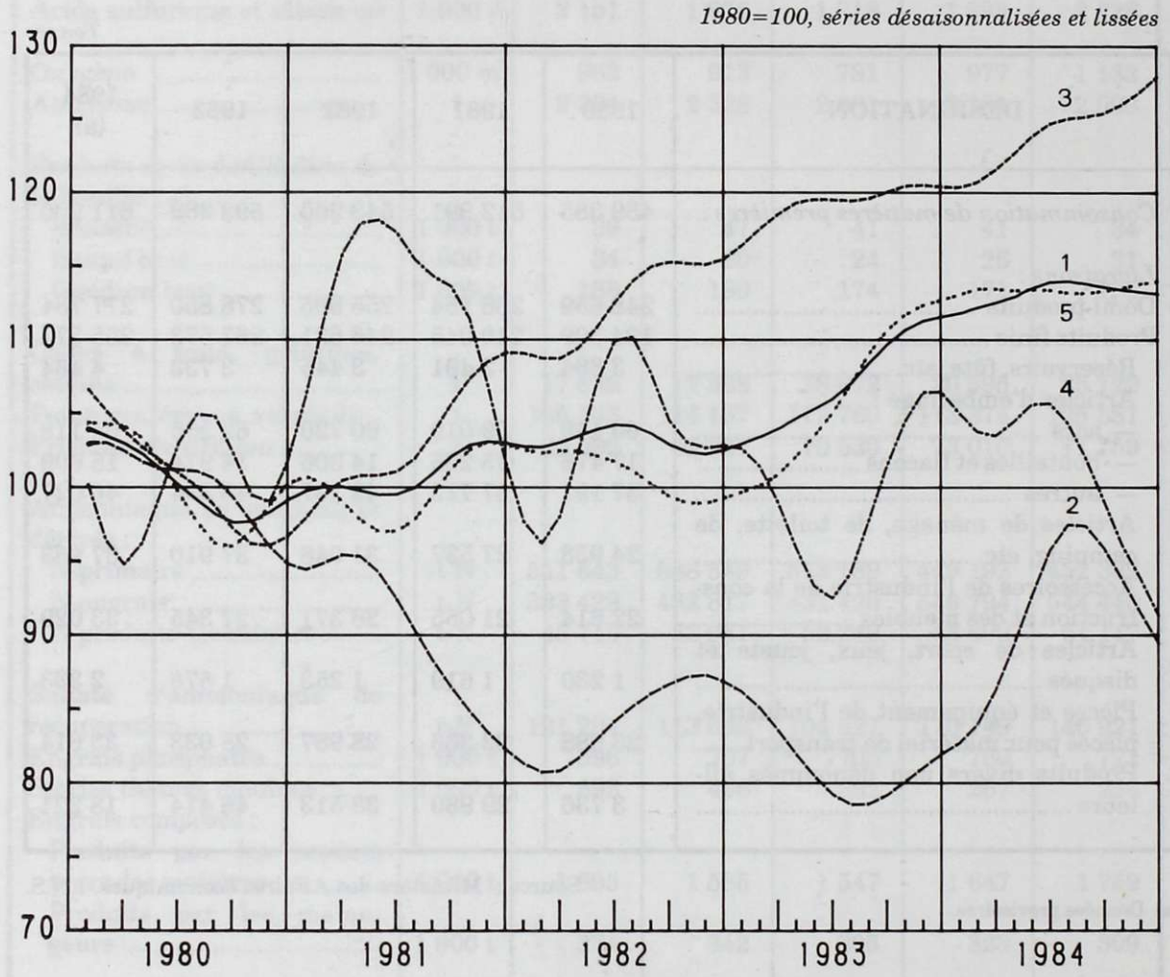
Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

V-F — Production de l'industrie chimique et du caoutchouc

1 ———— Industrie chimique et du caoutchouc
2 — — — — — Industrie du caoutchouc
3 ---------- Transformation des matières plastiques
4 —·—·—·— Azote
5 ·· ·· ·· ·· ·· Chimie de base

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-12 — **Production textile - Préparation de la laine, filatures, tissages : selon la matière première et la nature des tissus**

Tonnes

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	9 499	9 675	9 903	8 035	7 194	7 907	9 621
Peignage de laine	35 986	35 616	35 753	28 422	24 961	27 156	25 418
Filatures :							
Coton	51 923	57 208	56 663	49 294	55 354	55 859	58 413
dont : coton fin et filés mixtes	(39 463)	(46 402)	(46 251)	(39 662)	(45 023)	(44 840)	(45 583)
fibres de rayonne	(11 212)	(9 494)	(9 229)	(8 727)	(9 474)	(10 151)	(11 756)
Laine cardée	32 385	35 232	37 470	38 952	39 131	46 125	49 769
Laine peignée	41 596	41 041	43 379	39 639	34 579	40 599	42 627
Lin	9 004	9 607	9 369	8 149	8 496	9 305	10 626
Jute	23 133	16 875	14 366	14 038	12 925	15 206	14 124
Fibres dures	27 668	29 426	27 766	27 757	25 381	20 431	23 352
dont : fils simples	(21 988)	(22 663)	(19 104)	(19 263)	(17 502)	(15 967)	(17 601)
ficellerie et cordages	(5 680)	(6 763)	(8 662)	(8 494)	(7 879)	(4 464)	(5 751)
Fils viscose	3 929	4 076	4 504	4 207	4 347	4 070	4 508
Fibres	24 579	26 836	22 029	14 582	8 413	—	—
Tissages :							
Coton (a)	45 339	51 659	50 773	47 487	53 176	51 417	51 432
Lin	5 588	4 876	4 153	3 888	3 910	4 213	4 810
Laine (a)	27 609	30 691	35 716	35 585	33 374	35 954	38 108
Rayonne et fibres de rayonne (a)	33 218	33 972	33 668	35 606	33 299	32 746	28 134
Fibres synthétiques (a)	164 938	190 481	205 634	228 272	210 145	249 732	264 800
Jute (b)	4 485	5 986	5 922	5 023	5 509	5 461	5 950
Tapis :							
Coton	1 505	1 431	1 806	1 441	1 180	1 187	1 248
Laine	23 109	26 150	30 694	30 940	29 009	31 606	34 054
Jute	2 030	2 152	3 187	2 440	2 959	2 852	3 171
Couvertures	2 652	3 222	3 035	2 921	2 422	1 781	1 762
Tissus, velours et peluches d'ameublement	39 889	39 498	38 369	39 901	36 116	36 988	35 793
dont : coton	(7 036)	(6 398)	(6 473)	(6 928)	(6 943)	(7 002)	(6 328)

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris les tapis et couvertures.
(b) Y compris les tapis.

V-13 — **Stocks de tissus**

Situation au 31 décembre, tonnes

NATURE DES TISSUS	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Coton	14 007	14 192	14 716	13 214	12 669	12 025	13 212
Lin	835	791	639	668	628	678	778
Laine	5 440	6 293	6 991	6 623	6 382	6 852	6 680
Rayonne et fibres de rayonne	4 316	3 919	3 892	3 615	3 581	3 583	2 584
Fibres synthétiques	20 277	19 654	22 121	23 812	24 094	28 754	31 365
Jute	384	582	546	463	483	481	433
Tapis de fibres dures	811	1 155	744	638	650	577	645

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-14 — **Production de la bonneterie**

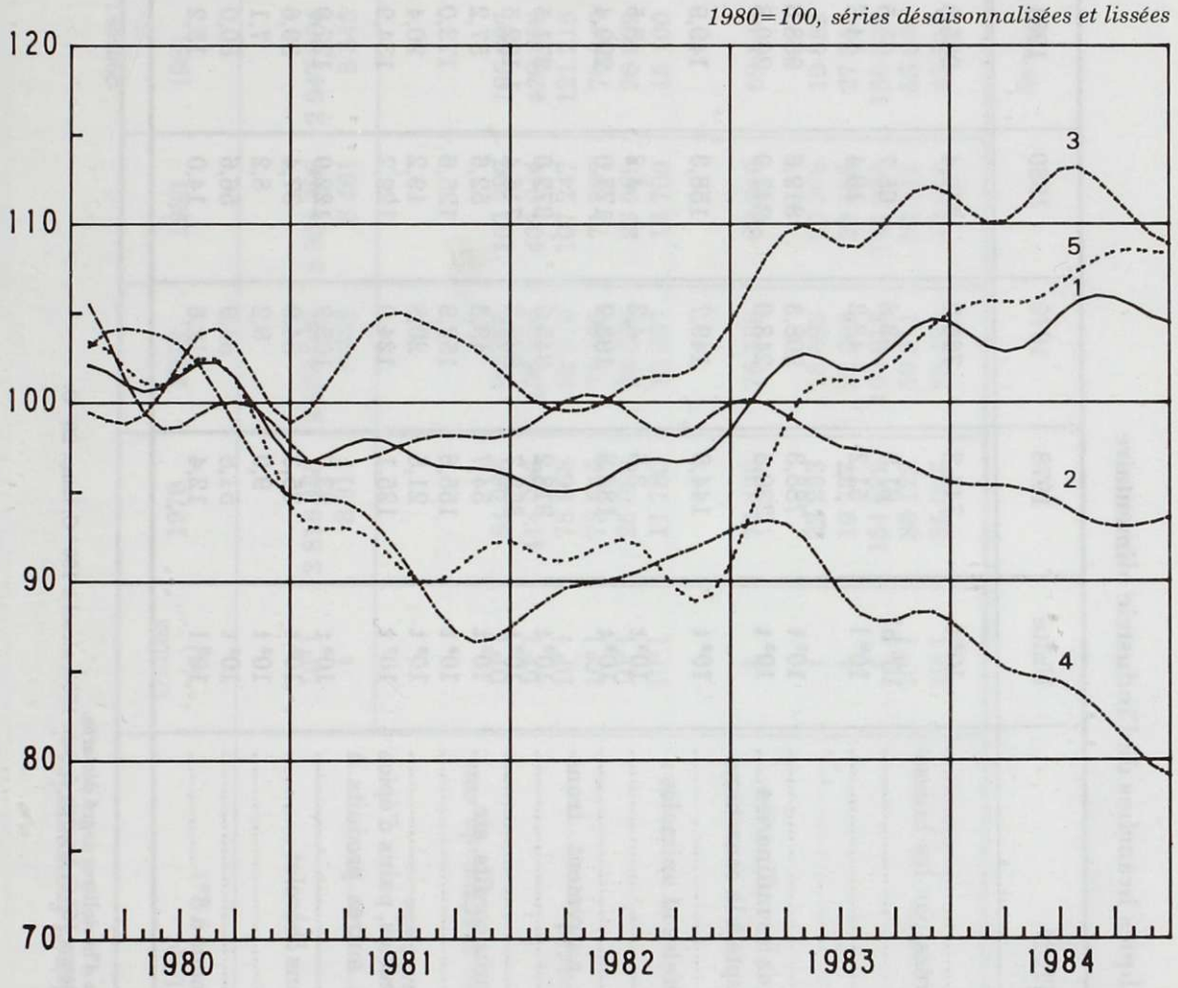
DESIGNATION	Unité	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Tissus à mailles :							
Sous-vêtements	t	3 541	3 803	3 202	3 216	3 268	2 713
Vêtements de dessus	t	3 875	4 159	4 090	4 395	4 561	3 950
Autres	t	1 820	1 462	1 442	1 405	1 449	1 560
Total ...	t	**9 236**	**9 424**	**8 734**	**9 016**	**9 278**	**8 224**
Articles finis :							
Sous-vêtements	1 000 dz.	1 915	2 112	1 732	1 761	1 650	1 345
Bas pour dames en fils synthétiques	1 000 dz. p.	181	170	126	150	174	176
Panties	1 000 dz.	916	934	733	793	808	1 054
Chaussettes, bas 3/4, socquettes en fils synthétiques	1 000 dz. p.	720	585	541	537	548	518
Autres	1 000 dz. p.	1 079	1 105	1 088	1 022	952	806
Articles de vêtements de dessus	1 000 pièces	12 332	12 739	11 829	11 900	11 143	10 921
T-shirts et chemises polo	1 000 pièces	2 192	2 334	2 197	2 228	2 658	2 379

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-G — Industrie textile

1 ———— Industrie textile
2 — — — — — Confection
3 ---------- Tissage
4 —·—·—·—·— Bonneterie
5 ····· Filature

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-15 — **Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire**

DESIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Production de farine	10^3 t	744,2	766,2	850,4	965,8	909,2	796,9	907,5
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl	61,8	63,8	65,7	65,5	68,4	67,6	67,9
Production d'alcool (b)	10^6 l	51,2	43,2	16,4	14,3	14,2	15,8	16,3
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	788,3	908,3	819,6	968,6	1 162,2	793,8	851,0
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	230,5	243,9	247,9	260,8	252,6	227,4	220,1
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	144,8	149,7	158,3	149,9	161,4	158,6	168,8
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	3,5	4,3	4,2	3,5	3,5	2,6	2,4
b) autres huiles brutes	10^3 t	186,3	193,9	177,0	299,4	343,3	360,4	398,1
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	318,2	345,9	372,0	371,5	445,7	456,7	473,3
d) tourteaux et schroots	10^3 t	858,7	860,3	716,4	1 132,5	1 394,1	1 352,2	1 339,7
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	54,7	49,3	52,6	57,2	56,2	56,0	59,9
Conserves de légumes	10^3 t	155,6	152,9	125,6	173,0	232,1	188,8	230,1
Conserves de viande	10^3 t	21,5	20,8	19,2	20,4	17,8	16,3	15,6
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	125,1	124,0	129,2	134,9	139,5	149,7	154,2
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	93,7	105,3	122,0	127,0	132,4	137,2	145,7
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	35,3	34,9	37,4	39,6	45,6	46,9	50,1
Production de chicorée	10^3 t	9,0	8,2	8,2	7,1	7,6	8,0	7,3
Production de café torréfié	10^3 t	51,8	54,9	56,6	60,0	66,2	63,0	64,2
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 l	12,4	12,6	14,0	15,2	20,5	23,4	16,8

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres degré déclarés.
(b) Jusqu'en mai 1980, alcool à 50°, temp. 15° C; à partir de juin 1980, alcool à 100° C, temp. 20° C.

V-16 — Activité des laiteries et fromageries

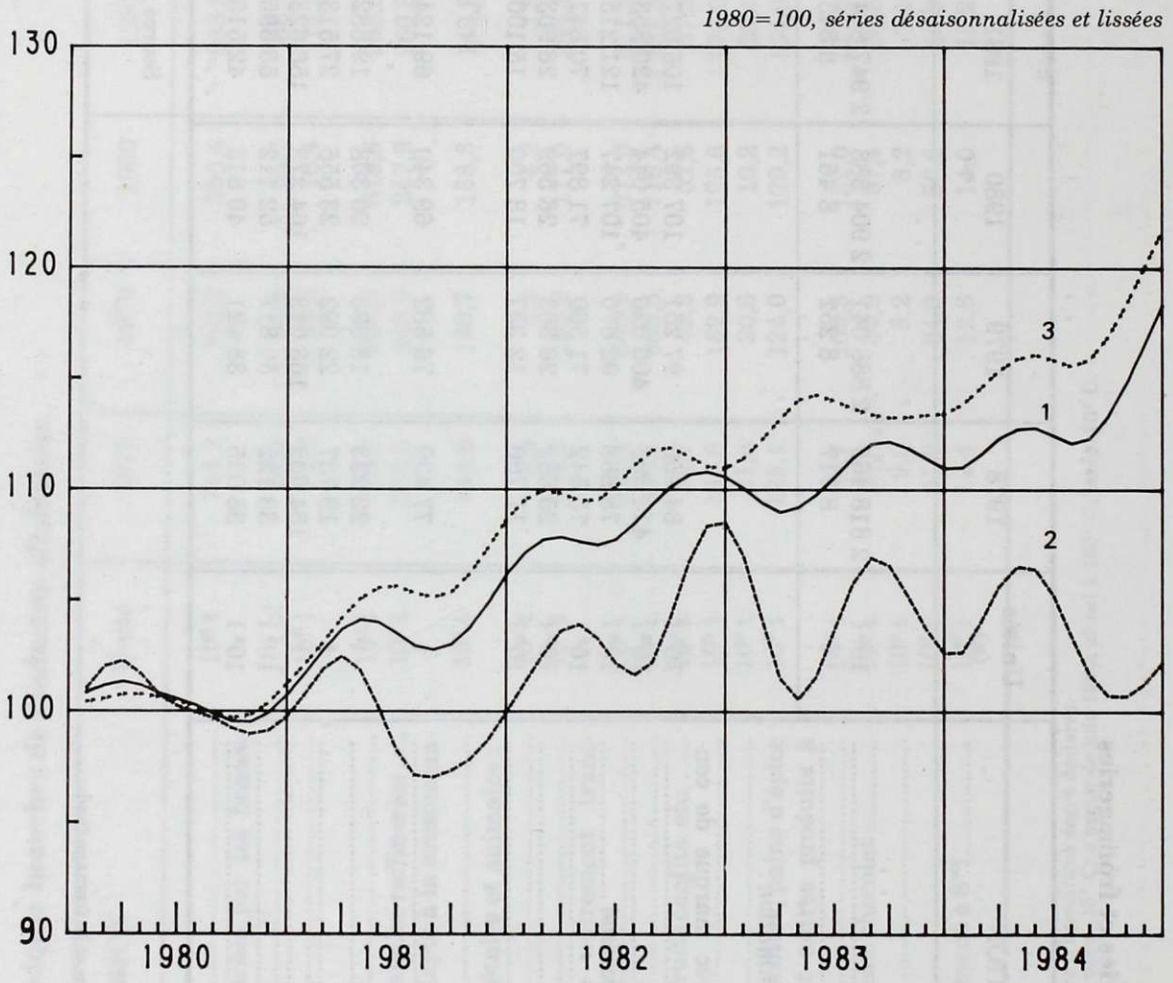
DESIGNATION	Unités (a)	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Réception :								
Lait	10^3 l	2 818 465	2 888 041	2 904 388	2 947 864	2 962 556	3 090 549	2 960 928
Crème	t	8 917	8 252	8 461	8 845	7 014	7 938	8 017
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 l	84 066	97 251	107 392	105 927	97 516	99 083	100 445
b) Lait ordinaire	10^3 l	414 093	406 026	405 044	420 853	422 354	414 699	388 067
c) Lait partiellement écrémé	10^3 l	78 868	92 670	107 247	121 215	129 659	137 531	159 892
d) Lait écrémé	10^3 l	73 542	71 560	71 897	70 847	67 743	63 163	58 795
e) Lait battu	10^3 l	25 689	26 303	26 569	26 903	27 113	26 739	24 759
Crème	10^3 l	11 780	12 337	13 700	15 100	18 509	19 635	19 336
Fabrication :								
Beurre	t	77 439	76 582	69 340	69 124	71 960	80 445	72 963
Fromages :								
a) Frais	t	22 233	18 693	20 308	19 882	18 165	15 496	14 178
b) Autres (c)	t	19 737	22 092	23 555	27 513	31 222	26 401	28 001
Poudre de lait	t	154 692	163 013	164 273	156 623	157 059	177 071	155 331
Crème glacée	10^3 l	33 122	50 811	52 112	53 695	52 289	58 967	62 765
Yoghourt	10^3 l	35 025	38 421	40 813	42 513	37 347	40 551	43 675

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

1 ———— Total
2 ---------- Fabrication de boissons
3 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Industries alimentaires

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

G. CONSTRUCTION

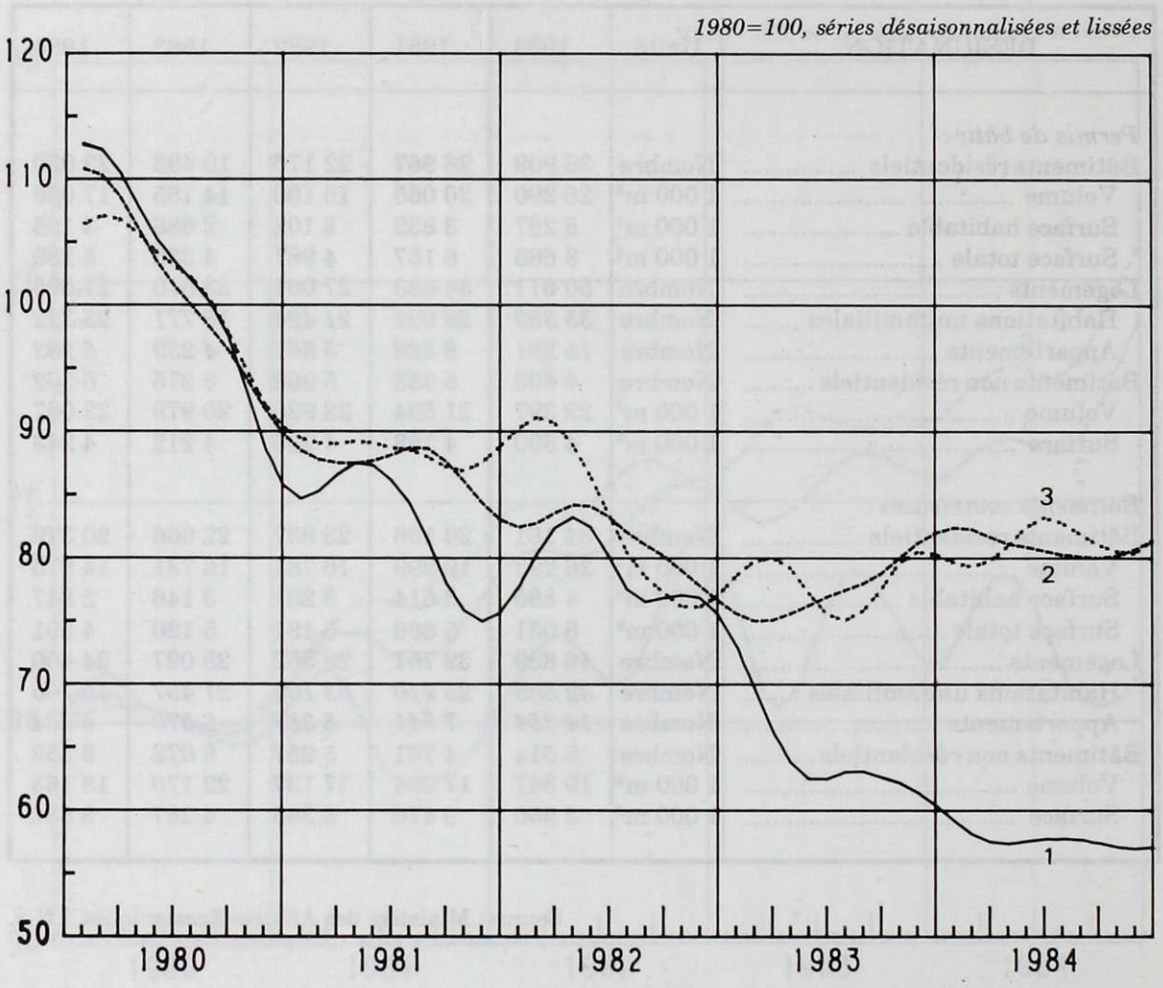
V-17 — Permis de bâtir et bâtiments commencés

DESIGNATION	Unité	1980	1981	1982	1983	1984
Permis de bâtir :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	36 909	26 967	22 176	19 493	23 030
Volume	1 000 m³	28 290	20 065	16 100	14 185	17 066
Surface habitable	1 000 m²	5 267	3 832	3 102	2 686	3 195
Surface totale	1 000 m²	8 665	6 157	4 987	4 330	5 189
Logements	Nombre	50 671	34 623	27 061	23 010	27 605
Habitations unifamiliales	Nombre	*35 380*	*26 097*	*21 494*	*18 771*	*22 322*
Appartements	Nombre	*15 291*	*8 526*	*5 567*	*4 239*	*5 283*
Bâtiments non résidentiels	Nombre	6 603	5 358	5 998	6 375	6 362
Volume	1 000 m³	22 397	21 594	22 920	20 979	22 067
Surface	1 000 m²	4 690	4 188	4 236	4 212	4 243
Bâtiments commencés :						
Bâtiments résidentiels	Nombre	34 161	26 156	23 837	22 066	20 379
Volume	1 000 m³	26 293	19 299	16 781	16 721	14 973
Surface habitable	1 000 m²	4 895	3 614	3 201	3 146	2 847
Surface totale	1 000 m²	8 031	5 866	5 181	5 120	4 591
Logements	Nombre	46 839	32 751	28 552	28 027	24 400
Habitations unifamiliales	Nombre	*32 585*	*25 210*	*23 163*	*21 457*	*19 766*
Appartements	Nombre	*14 254*	*7 541*	*5 389*	*6 570*	*4 634*
Bâtiments non résidentiels	Nombre	5 514	4 761	5 257	6 072	5 352
Volume	1 000 m³	19 847	17 324	17 137	22 170	18 163
Surface	1 000 m²	3 950	3 470	3 385	4 257	3 533

Source : Ministère des Affaires Economiques, I.N.S.

V-I — Industrie de la construction et des minéraux non métalliques - Production

1 ———————— Construction
2 ---------- Minéraux non métalliques
3 .. .. Carrières



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

H. MATERIAUX DE CONSTRUCTION

V-18 — Production de l'industrie du ciment

1 000 t

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Ciment portland	4 335,7	3 637,4	3 267,1	2 765,4	2 772,3
Ciment métallurgique	2 434,8	2 218,6	2 313,1	2 234,8	2 219,4
Klinker exporté	711,9	835,1	740,1	718,5	716,5
Total ...	**7 482,4**	**6 691,1**	**6 320,3**	**5 718,7**	**5 708,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-19 — Activité dans l'industrie du verre

1980=100

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Verre plat	100,0	86,0	80,2	79,3	93,1
Verre creux	100,0	95,7	92,9	87,9	91,1
Indice général ...	**100,0**	**90,9**	**86,5**	**83,7**	**91,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-20 — Production de l'industrie de la terre cuite

DESIGNATION	Unité	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Briques pour maçonnerie ordinaire ..	m³	1 988 416	1 855 611	1 165 840	996 591	925 432	948 574
Briques de parement	m³	647 410	623 344	433 549	321 869	358 960	428 511

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-21 — **Production de chaux, calcaire et dérivés**

DESIGNATION	Unité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Chaux	10^3 t	2 301,1	2 480,7	2 325,8	1 999,5	1 370,7	1 595,4	1 970,1
Calcaire	10^3 t	27 051,6	27 461,5	29 658,7	27 584,1	24 664,5	22 045,8	20 517,0
Dolomies :								
crues	10^3 t	3 489,3	3 354,3	3 223,5	2 697,1	2 580,8	2 713,4	2 982,2
frittées	10^3 t	166,6	163,7	164,7	147,8	159,0	174,1	189,7
Plâtre	10^3 t	183,5	192,9	174,1	154,4	131,0	110,4	121,3
Agglomérés de plâtre	10^3 m²	18 750,5	18 683,9	20 408,0	16 108,4	16 916,3	18 306,9	18 783,5
Carbonates naturels	10^3 t	427,4	400,2	326,9	273,0	327,7	259,8	404,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-22 — **Production de l'industrie céramique**

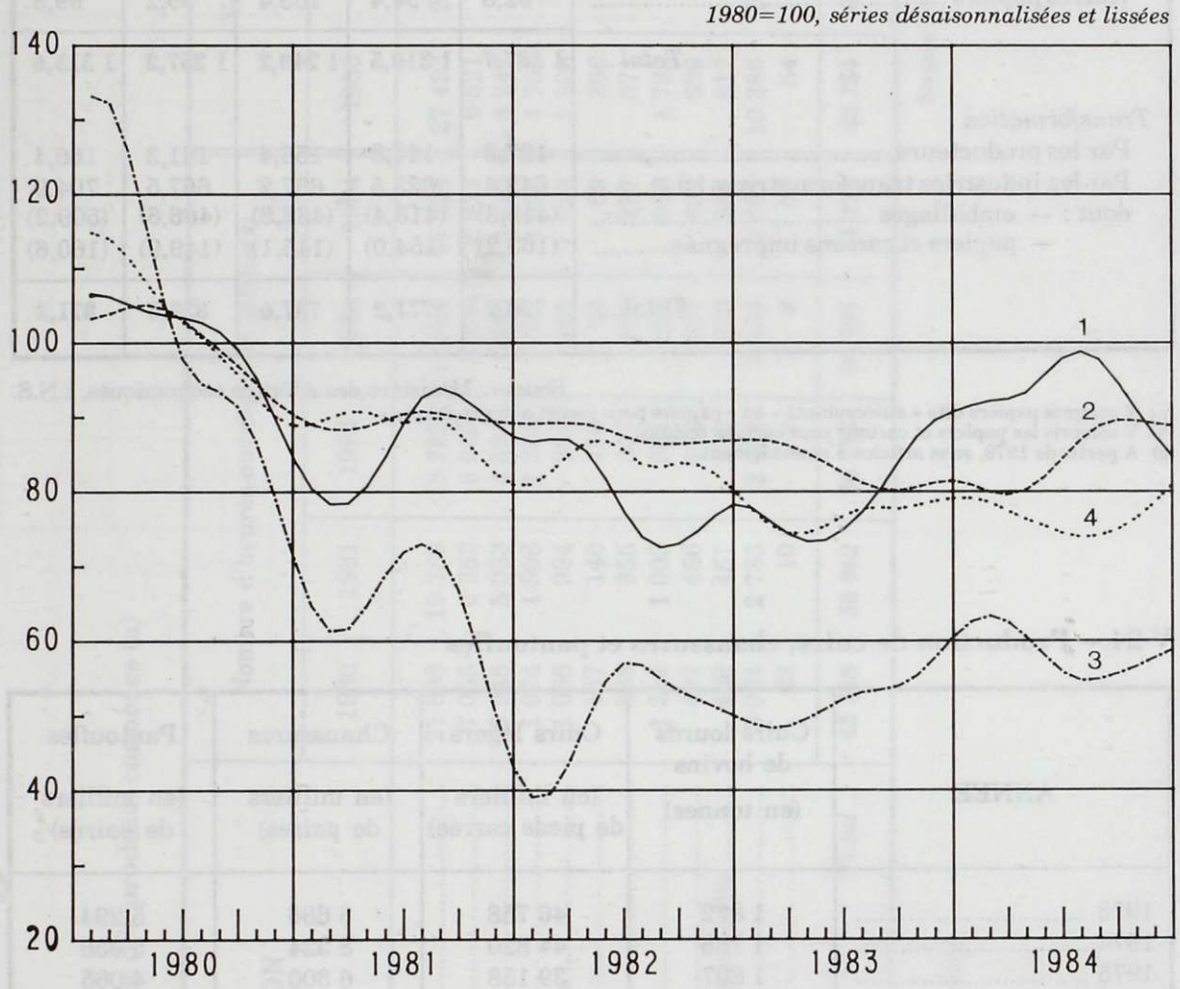
DESIGNATION	Unité	1982	1983	1984
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 067	7 982	6 958
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	210 637	134 877	72 828
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	108 268	87 990	100 301
Dalles d'usines	t	2 801	2 633	2 050
Tuiles et accessoires	t	85 354	78 025	83 974
Meules abrasives	t	518	500	580
Céramique architecturale	t	7 877	14 348	16 736
Poterie	t	20 660	20 048	20 842
Argiles	t	53 123	59 147	68 892
Quartz et quartzites	t	216 643	469 726	349 306
Silex (broyé et pavé)	t	73 972	151 131	233 784

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-J — Production des matériaux de construction

1 ———— Verre plat
2 ---------- Céramique
3 —·—·—·—·— Terre cuite
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Ciment

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

I. SECTEURS DIVERS

V-23 — Industrie du papier et du carton - Production et transformation

1 000 t

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Production :					
Pâtes à papier	389,3	380,6	363,8	372,7	380,0
Papiers et cartons graphiques	601,4	591,0	589,8	593,1	625,4
dont : — papier journal	(101,7)	(101,7)	(98,5)	(111,7)	(101,8)
— pour impression et écritures, couchés (a)	(252,2)	(259,9)	(278,0)	(281,8)	(312,9)
Papier d'emballage (b)	149,5	182,0	125,3	122,7	134,4
Cartons	55,5	62,5	65,9	69,4	74,1
Autres papiers	92,0	94,4	103,4	99,2	99,8
Total ...	**1 287,7**	**1 310,5**	**1 248,2**	**1 257,2**	**1 313,6**
Transformation :					
Par les producteurs	127,8	147,8	150,4	161,3	166,4
Par les industries transformatrices (c)	642,4	623,5	637,2	667,5	704,9
dont : — emballages	(416,3)	(416,4)	(438,8)	(466,6)	(509,2)
— papiers et cartons imprégnés	(163,2)	(154,0)	(145,1)	(149,9)	(160,6)
Total ...	**770,2**	**771,2**	**787,6**	**828,8**	**871,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris papiers dits « autocopiants » ou « papiers pour report autographique ».
(b) Y compris les papiers et cartons pour cartons ondulés.
(c) A partir de 1979, sans articles d'ameublement.

V-24 — Production de cuirs, chaussures et pantoufles

ANNEE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591
1979	1 563	22 643	3 617	2 451
1980	1 643	17 382	3 625	2 703
1981	1 640	22 238	3 055	2 861
1982	1 492	24 989	3 365	2 946
1983	1 375	25 322	3 419	2 599
1984	1 585	25 727	3 125	2 712

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-25 — **Industrie du bois et des produits connexes** (a)

DESIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
Meubles	21 698	19 789	18 785	17 864	17 224	27 493	28 122	28 974	29 636	29 743
Sièges	7 055	6 352	6 049	5 705	5 427	9 521	9 189	9 875	10 228	10 633
Menuiserie	5 948	5 033	4 535	4 308	4 423	8 247	7 625	7 379	7 789	8 872
Boissellerie	1 674	1 508	1 353	1 387	1 328	1 703	1 699	2 012	2 155	2 053
Cadres, moulures, raboteries	1 066	994	954	951	928	1 106	1 151	1 210	1 304	1 365
Vannerie et rotin	157	140	116	94	69	286	261	249	169	92
Brosserie	388	355	347	292	277	571	662	713	651	708
Caisserie et tonnellerie	1 212	1 003	934	913	943	1 732	1 696	1 856	2 036	2 287
Contre plaqué	497	466	483	497	499	699	737	909	991	962
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	469	457	535	570	388	817	787	995	1 234	859
Panneaux comprimés	3 024	2 783	2 602	2 554	2 667	10 385	10 614	11 865	12 595	14 232
Autres	22	10	9	9	53	54	28	27	28	87
Total ...	**43 318**	**38 962**	**36 755**	**35 195**	**34 224**	**62 754**	**62 677**	**66 131**	**68 878**	**71 892**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

V-26 — **Industrie du tabac - Quantités mises en œuvre**

Tonnes

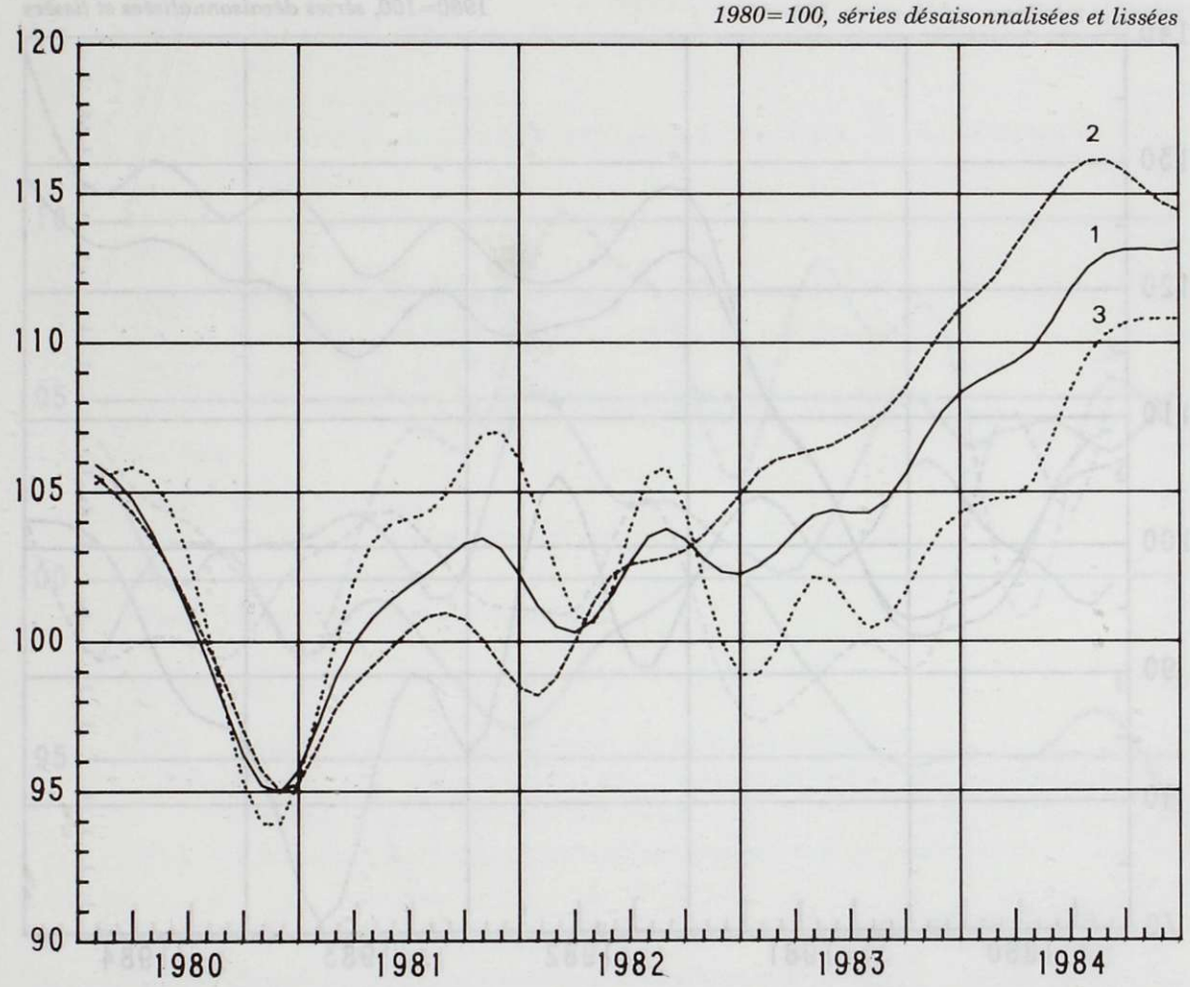
DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Cigares	3 852	4 355	3 123	2 540	2 507	2 022	2 084
Cigarillos	4 829	4 627	5 621	5 283	4 929	5 457	5 121
Cigarettes	23 429	24 684	24 576	26 644	28 448	27 992	25 522
Tabacs à fumer	5 482	5 576	5 470	5 162	5 702	6 378	6 920
Autres tabacs	16	5	2	120	139	160	141
Total ...	**37 609**	**39 247**	**38 792**	**39 749**	**41 726**	**42 009**	**39 789**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

V-K — Industrie du papier et du carton - Production et transformation

1 ———————— Papier et carton
2 ---------- Transformation
3 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Production

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées

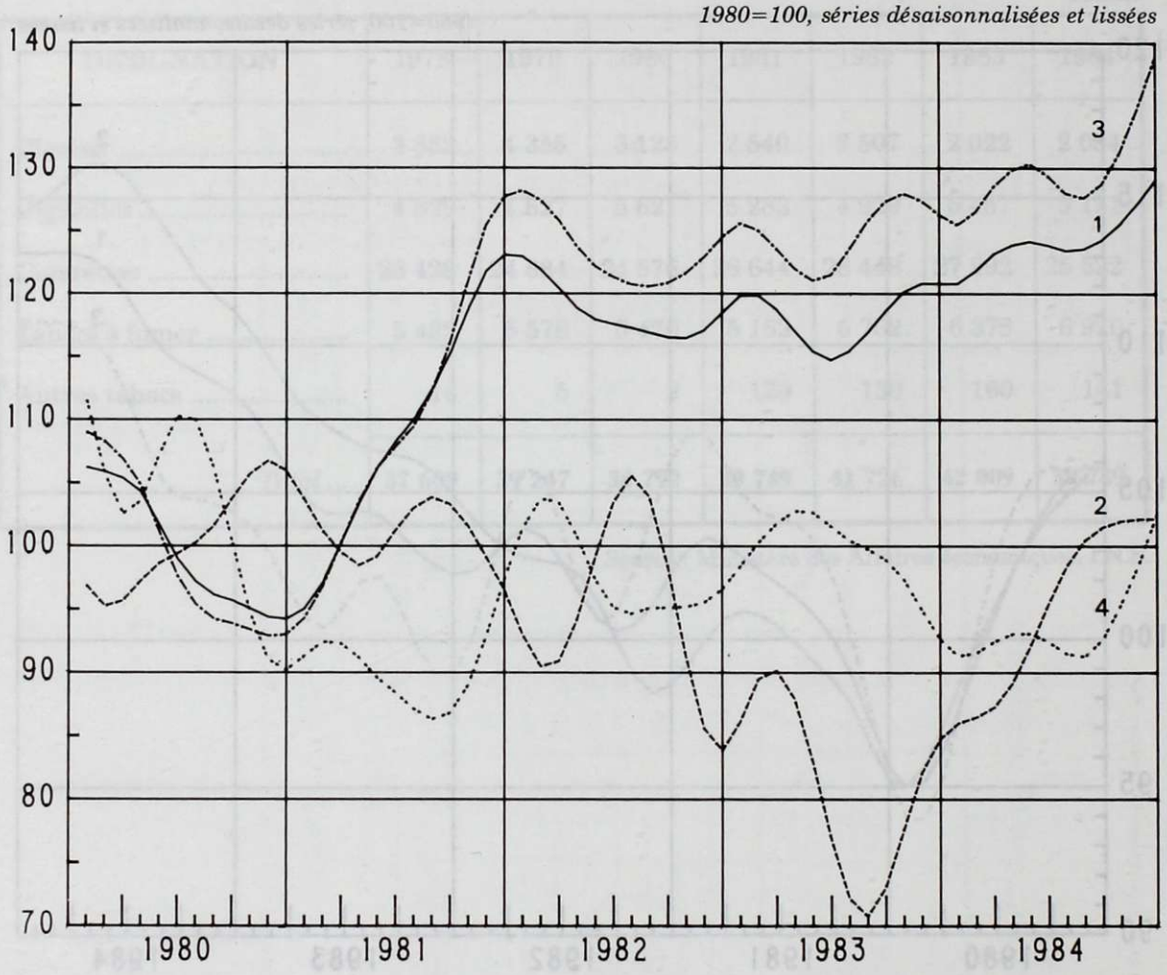


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

V-L — Production de l'industrie du cuir, des chaussures et pantoufles

1 ———— Industrie du cuir
2 ---------- Cuirs lourds
3 —·—·—·—·— Cuirs légers
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Chaussures et pantoufles

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées

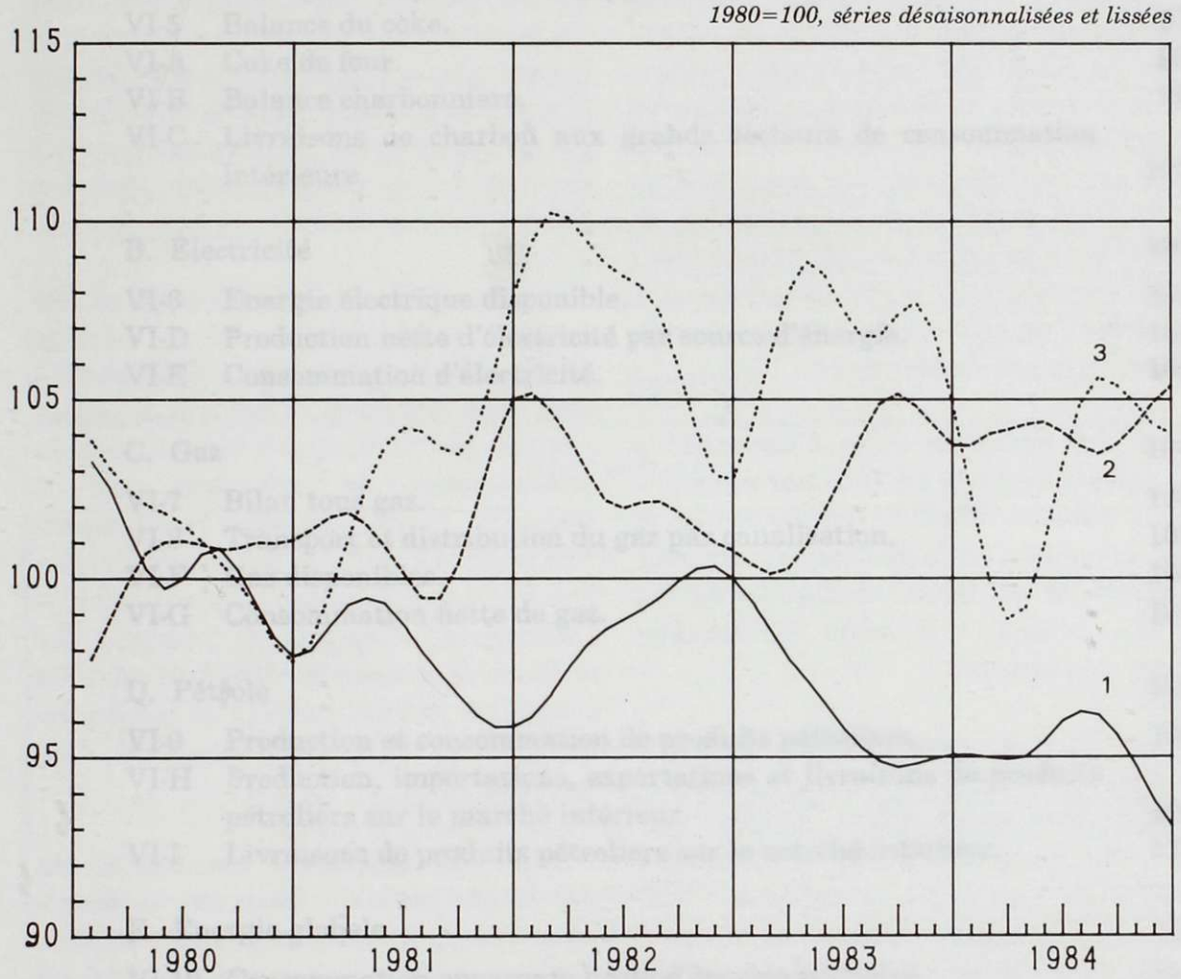


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

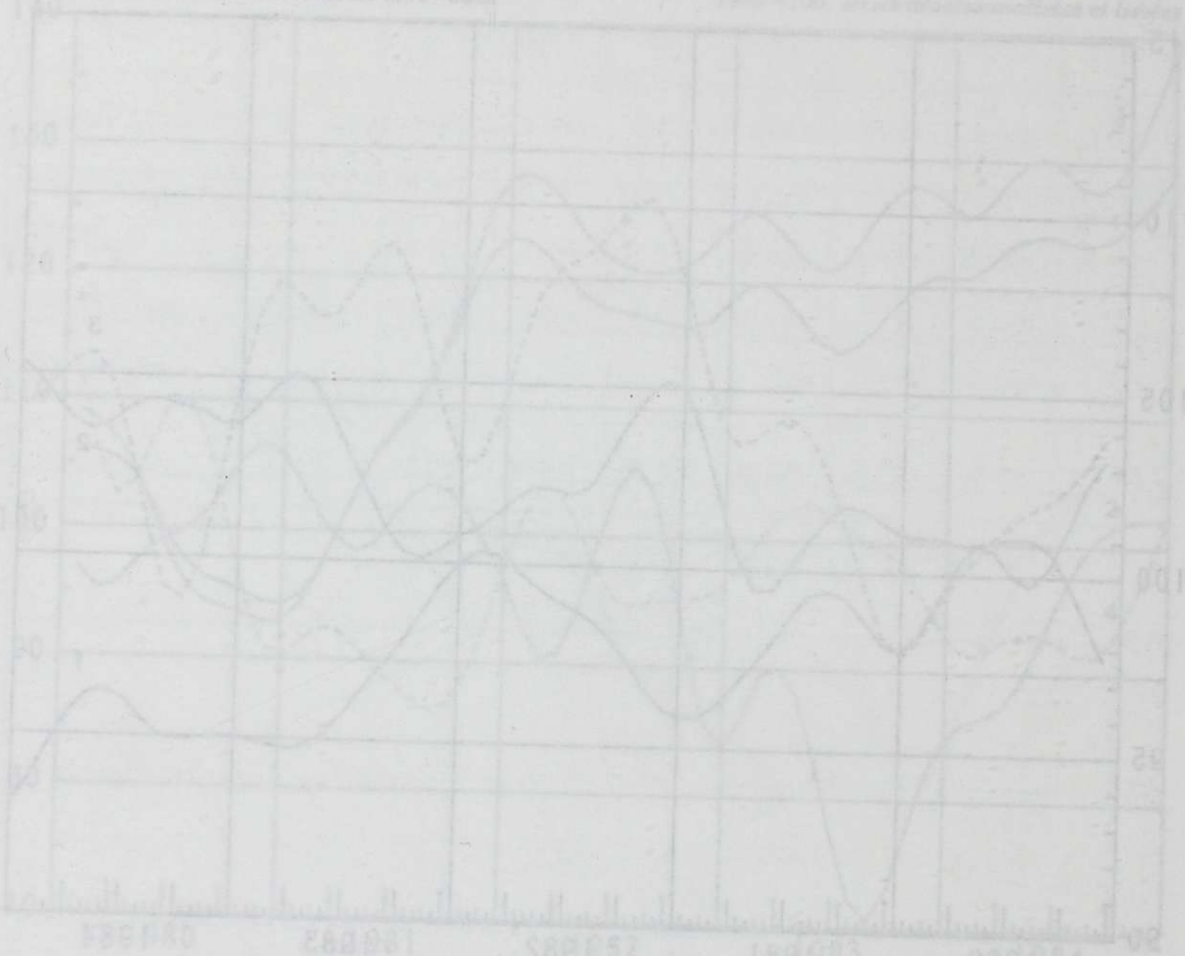
V-M — Production dans les industries du bois et du tabac et distribution d'eau

1 ———— Bois
2 ---------- Eau
3 ····· Tabac

1980=100, séries désaisonnalisées et lissées



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.



VI. ENERGIE

Introduction 92

A. Charbon 94

VI-1 Main d'œuvre dans les mines de houille. 94
VI-2 Rendement dans les mines de houille. 94
VI-3 Balance charbonnière. 95
VI-4 Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille. 96
VI-5 Balance du coke. 97
VI-A Coke de four. 98
VI-B Balance charbonnière. 99
VI-C Livraisons de charbon aux grands secteurs de consommation intérieure. 100

B. Electricité 101

VI-6 Energie électrique disponible. 101
VI-D Production nette d'électricité par source d'énergie. 102
VI-E Consommation d'électricité. 103

C. Gaz 104

VI-7 Bilan tous gaz. 104
VI-8 Transport et distribution du gaz par canalisation. 105
VI-F Gaz disponibles. 106
VI-G Consommation nette de gaz. 107

D. Pétrole 108

VI-9 Production et consommation de produits pétroliers. 108
VI-H Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur. 109
VI-I Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur. 110

E. Energie globale 111

VI-10 Consommation apparente brute d'énergie primaire. 111
VI-11 Consommation finale d'énergie par forme d'énergie. 112
VI-12 Bilan résumé par forme d'énergie. 113
VI-13 Bilan global de l'énergie. 114
VI-J Consommation apparente d'énergie primaire. 116
VI-K Comparaison entre l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire. 117
VI-L Consommation finale d'énergie par forme d'énergie. 118
VI-M Consommation finale d'énergie par secteur. 119
VI-N Evolution des prix moyens de l'énergie. 120

INTRODUCTION

Dans le secteur du charbon (tableaux VI-1 à 5 et graphiques VI-A à G), la production tourne depuis plusieurs années autour des 6 millions de tonnes (tableau VI-3). Comme le dernier charbonnage du bassin du Sud (Roton) a été fermé le 30 septembre 1984, cette stabilisation au cours de l'année écoulée provient d'un faible accroissement de la production en Campine à la suite d'un rendement meilleur (tableau VI-2) et du démantèlement progressif du système de chômage partiel, en vigueur principalement en 1983.

La consommation nette d'électricité a augmenté de 4,8 % en 1984 par rapport à 1983 (tableau VI-6). La croissance de la consommation fut la plus importante pour l'électricité de haute tension (+ 6,5 %), principalement à la suite du redressement conjoncturel.

La production nette d'énergie électrique a augmenté de 3,9 % en 1984. Le remplacement des combustibles liquides par l'énergie nucléaire et les combustibles solides s'est poursuivi (graphique VI-B). Près de 80 % de la production nette totale sont couverts par l'énergie nucléaire (51 %) et les combustibles solides (29 %).

Les ventes de gaz naturel ont à nouveau augmenté en 1984 (+3,0 % par rapport à 1983) sans atteindre le niveau de 1979, d'un quart plus élevé (tableau VI-8).

Les fournitures directes à l'industrie ont augmenté de plus de 4 % alors que celles par le réseau de distribution croissaient de 2 % environ. Néanmoins, le niveau des trois dernières années n'a pas été atteint bien que les raccordements fussent plus nombreux. Cela signifie que le nouveau potentiel de consommation de gaz est entièrement contrebalancé par des diminutions de consommation réalisées par des anciens abonnés.

Depuis 1982, le pétrole brut et les produits intermédiaires mis en œuvre (tableau VI-9 et graphique VI-H) restent stables au niveau de 23 millions de tonnes environ. Sur le marché intérieur, seule la consommation de carburants pour le transport routier demeure relativement constante (4,7 millions de tonnes) (graphique VI-I) cependant que la substitution de l'essence au diesel-oil se poursuit (2,2 millions de tonnes de diesel-oil en 1984 contre 1,7 million en 1979 et respectivement 2,6 et 3,1 millions de tonnes d'essence-auto).

Leur remplacement, essentiellement par du gaz naturel, mais aussi les économies d'énergie, ont entraîné une sensible diminution de la consommation de gas-oil et de fuel léger pour chauffage dans le secteur domestique et assimilé. Les livraisons sont tombées en dessous de 5 millions de tonnes alors qu'elles dépassaient encore 8 millions en 1978.

Le remplacement du fuel lourd par du combustible nucléaire et partiellement par du charbon pour la production d'élec-

tricité explique aussi la baisse de la consommation de pétrole.

La situation énergétique globale de la Belgique (tableaux VI-10 à 13 et graphiques VI-J à N) laisse apparaître, après le deuxième choc pétrolier de 1979, et jusqu'en 1983, une baisse annuelle moyenne de la consommation de 4 %; en 1984, cette dernière augmenta de 4,6 %, principalement à la suite de la haute demande de coke pour l'industrie sidérurgique (+1,4 million de tonnes). Le recul du pétrole dans la consommation primaire d'énergie entraîne la poursuite de la diversification du modèle de consommation d'énergie. L'objectif de la CEE de ne dépendre du pétrole qu'à concurrence de 40 % en 1990 est déjà atteint.

Le bilan résumé par formes d'énergie (tableau VI-12) présente un aperçu des différentes formes d'énergie (colonnes) et de leur affectation (lignes). Les données sont en principe enregistrées au moment où les énergies sont livrées pour transformation dans une autre forme d'énergie ou pour la consommation finale. Cela permet de tenir compte de la consommation propre et des pertes de transformation des producteurs d'énergie. Cependant, étant donné qu'il s'agit de livraisons et que les mouvements des stocks dans le commerce et chez les petits et moyens consommateurs ne sont pas connus, il peut y avoir un léger décalage entre la consommation apparente et la consommation réelle des combustibles solides et liquides.

Des coefficients de conversion ont été utilisés pour que les données de la balance énergétique soient comparables. Ils figurent dans le tableau ci-après, de même que les abréviations usuelles en ce domaine.

Abréviations	
PCI	Pouvoir calorifique inférieur
J	Joule
kjoule	kilojoule = 10^3J
mjoule	mégajoule = 10^6J
tjoule	terajoule = 10^9J
kWh	kilowattheure
GWh	gigawattheure = 10^6kWh
t	tonne métrique
tep	tonne d'équivalent pétrole : unité standardisée conventionnelle déterminée sur la base d'une tonne de pétrole d'un pouvoir calorifique net (PCI) de 41 860 kjoules/kg
kg ep	kilogramme d'équivalent pétrole

Coefficients de conversion		kjoule (PCI)	kg ep (PCI)
houille	1 kg	23 800-31 400	0,568-0,750
agglomérés de houille	1 kg	26 800-31 400	0,640-0,750
lignite ancien	1 kg	14 500-21 000	0,346-0,502
équivalent pétrole	1 kg	41 860	1
pétrole brut	1 kg	41 700-42 300	0,996-1,011
LPG	1 kg	46 000	1,099
essence moteur	1 kg	44 000	1,051
gaz naturel	1 mjoule	900	0,0215
énergie électrique	1 kWh	3 600	0,086

A. CHARBON

VI-1 — Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNEE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978	3,4	18,7	22,1	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1
1979	2,7	18,6	21,3	1,2	1,8	10,6	13,7	11,7	15,5
1980	1,8	18,6	20,4	0,8	1,2	10,9	14,0	11,7	15,2
1981	1,5	18,7	20,2	0,6	1,0	11,0	14,0	11,6	15,0
1982	1,3	18,3	19,6	0,5	0,8	11,2	14,3	11,7	15,1
1983	1,2	17,9	19,1	0,5	0,7	11,1	14,1	11,5	14,9
1984	—	17,7	17,7	0,4	0,8	10,9	14,0	11,3	14,6

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.

VI-2 — Rendement dans les mines de houille

ANNEE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et suface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704
1979	1 785	1 095	2 321	1 764	2 265	1 678
1980	1 804	1 165	2 338	1 794	2 297	1 738
1981	2 009	1 277	2 207	1 710	2 196	1 681
1982	2 073	1 272	2 355	1 832	2 342	1 800
1983	1 675	1 009	2 439	1 894	2 405	1 844
1984	1 682	1 007	2 600	2 007	2 577	1 975

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.

VI-3 — Balance charbonnière

1000 t.

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (f)
Production nette	6 590	6 125	6 324	6 186	6 539	6 097	6 298
Campine	*5 963*	*5 614*	*5 949*	*5 815*	*6 277*	*5 910*	*6 196*
Sud	*627*	*511*	*375*	*371*	*262*	*187*	*102*
Importations (a)	7 007	9 622	10 139	10 051	10 484	7 510	9 318
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	720	265	150	164	217	801	957
Charbon disponible ...	**14 317**	**16 012**	**16 613**	**16 401**	**17 240**	**14 408**	**16 573**
Consommation des mines (b)	12	9	11	5	6	7	10
Fabriques d'agglomérés	117	145	74	49	47	42	25
Cokeries et usines à gaz	7 220	8 463	7 948	7 605	7 555	6 067	8 059
Centrales électriques (c)	3 698	4 597	5 539	5 842	6 429	5 109	4 765
Sidérurgie (d)	169	121	79	30	30	34	41
Autres industries	988	672	962	746	495	438	726
Usages domestiques et équivalent	1 637	1 607	1 333	1 160	1 231	1 146	1 139
Ecoulement intérieur ...	**13 841**	**15 614**	**15 946**	**15 437**	**15 793**	**12 843**	**14 765**
Exportations (e)	226	319	480	787	695	620	1 024
Ecoulement total ...	**14 067**	**15 933**	**16 426**	**16 224**	**16 488**	**13 463**	**15 789**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	265	150	164	217	801	957	787
Erreurs et omissions	− 15	− 71	+ 23	+ 40	+ 49	− 12	− 3

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les ré-exportations et les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

VI-4 — Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille

DESIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1982					
Valeur nette de la production de houille	964	3 678	19 438	3 097	20 402	3 120
Dépenses d'exploitation	1 565	5 975	25 579	4 075	27 144	4 151
Dépenses d'immobilisation	—	—	776	124	776	119
Résultat d'exploitation	− 601	−2 297	− 6 917	−1 102	− 7 518	−1 150
Subventions et rectifications (a)	506	1 931	6 485	1 033	6 991	1 069
Amortissements et charges financières	—	—	− 264	− 42	− 264	− 40
Résultat final ...	**− 95**	**− 366**	**− 696**	**− 111**	**− 791**	**− 121**
	1983					
Valeur nette de la production de houille	705	3 759	19 696	3 333	20 401	3 346
Dépenses d'exploitation	1 517	8 093	26 659	4 510	28 176	4 621
Dépenses d'immobilisation	6	36	501	85	507	83
Résultat d'exploitation	− 818	−4 371	− 7 464	−1 262	− 8 282	−1 358
Subventions et rectifications (a)	749	3 994	7 361	1 245	8 110	1 330
Amortissements et charges financières	− 4	− 20	− 279	− 47	− 283	− 46
Résultat final ...	**− 73**	**− 397**	**− 382**	**− 64**	**− 455**	**− 74**
	1984					
Valeur nette de la production de houille	437	4 278	20 332	3 252	20 768	3 278
Dépenses d'exploitation	950	9 293	29 297	4 729	30 247	4 503
Dépenses d'immobilisation	—	—	644	104	644	103
Résultat d'exploitation	− 513	−5 015	− 9 609	−1 551	−10 122	−1 605
Subventions et rectifications (a)	463	4 527	8 521	1 375	8 984	1 427
Amortissements et charges financières	− 12	− 120	− 321	− 52	− 333	− 53
Résultat final ...	**− 62**	**− 608**	**− 1 409**	**− 228**	**− 1 471**	**− 234**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

VI-5 — **Balance du coke** (a)

1000 t

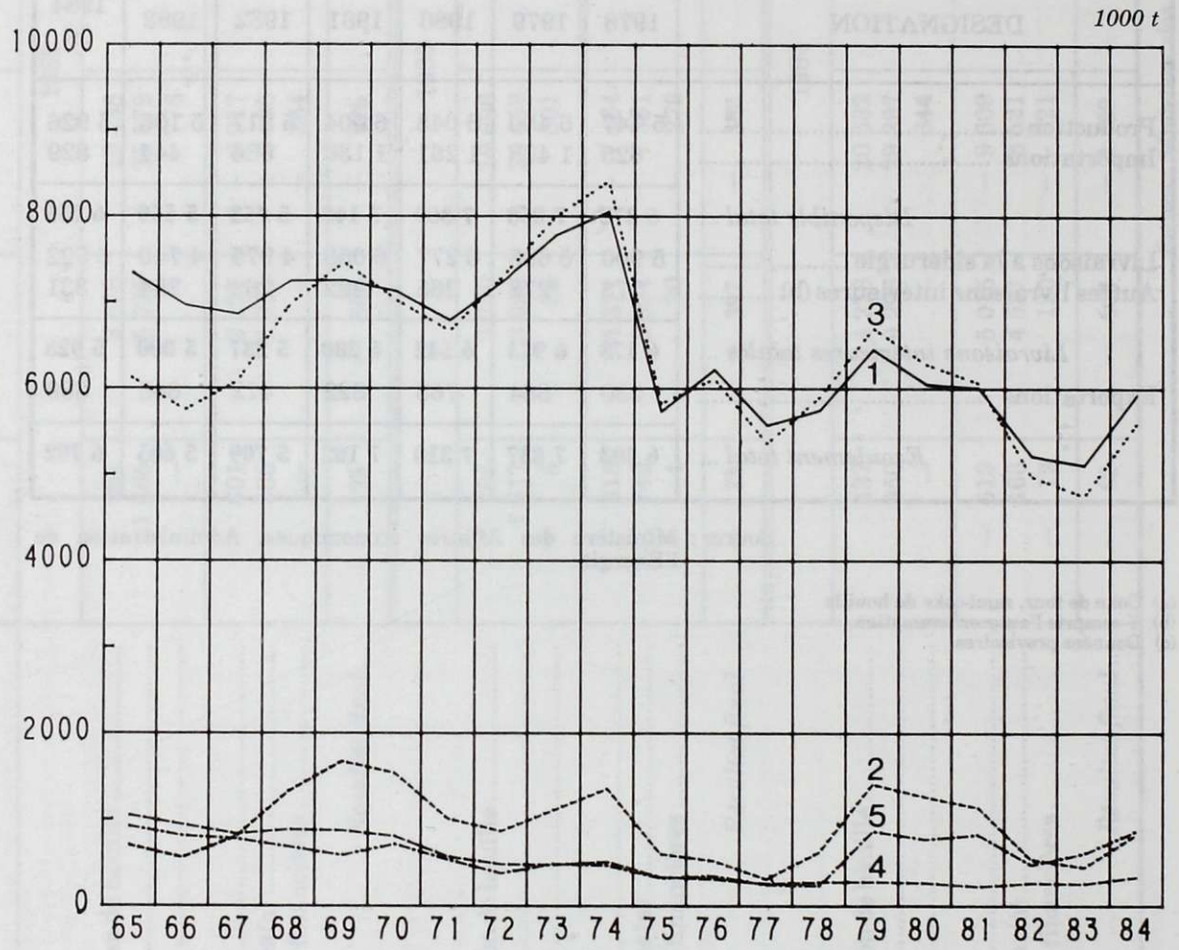
DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (c)
Production	5 747	6 450	6 048	6 004	5 217	5 106	5 926
Importations	625	1 408	1 261	1 136	536	444	829
Disponible total ...	**6 372**	**7 858**	**7 309**	**7 140**	**5 753**	**5 550**	**6 755**
Livraisons à la sidérurgie	5 900	6 695	6 277	6 058	4 975	4 746	5 592
Autres livraisons intérieures (b)	273	278	265	222	262	254	331
Livraisons intérieures totales ...	**6 173**	**6 973**	**6 542**	**6 280**	**5 237**	**5 000**	**5 923**
Exportations	230	864	768	822	472	605	869
Ecoulement total ...	**6 403**	**7 837**	**7 310**	**7 102**	**5 709**	**5 605**	**6 792**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

VI-A — Coke de four

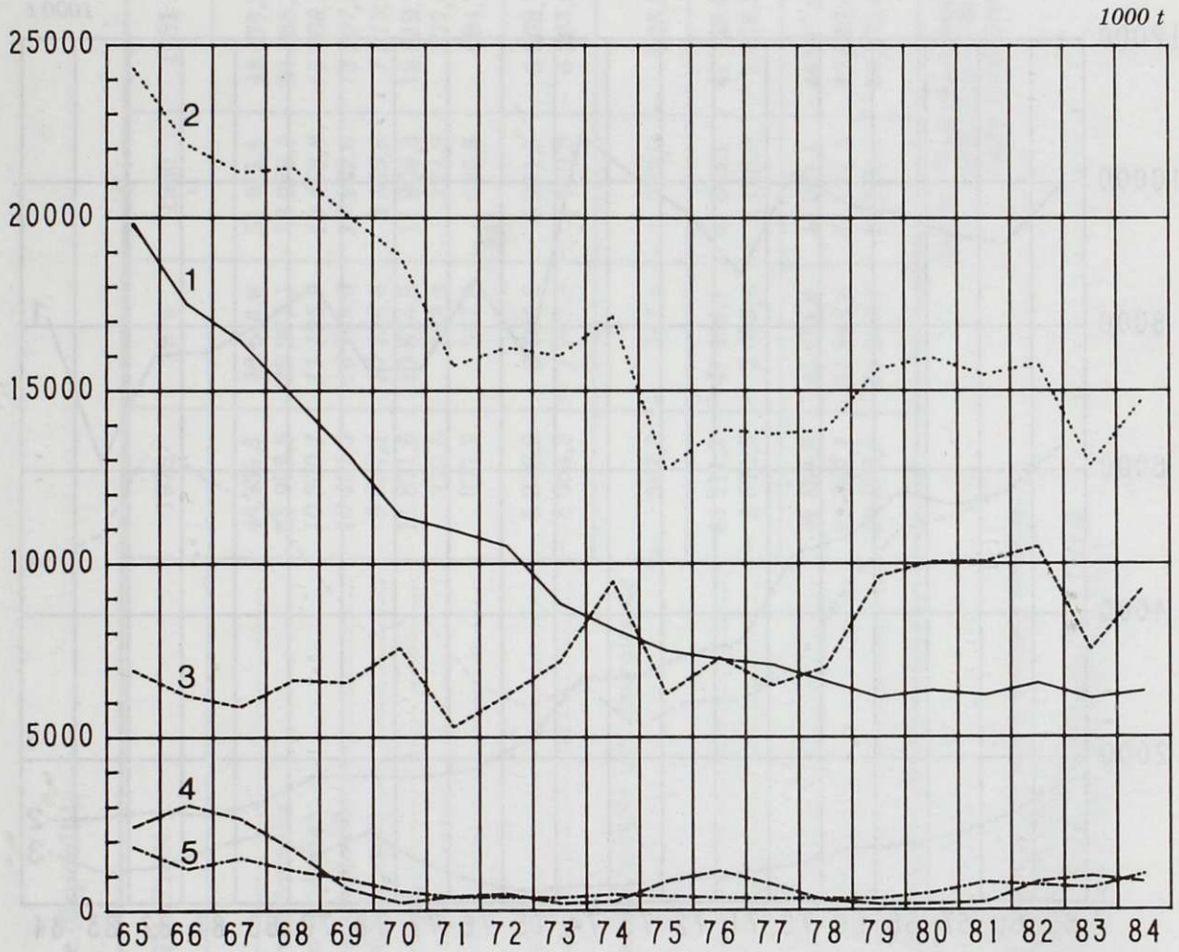
1 ——————— Production
2 - Importation
3 . . . . . Débouchés sidérurgie
4 — — — — — — Autres débouchés intérieurs
5 —·—·—·—·— Exportation



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-B — **Balance charbonnière**

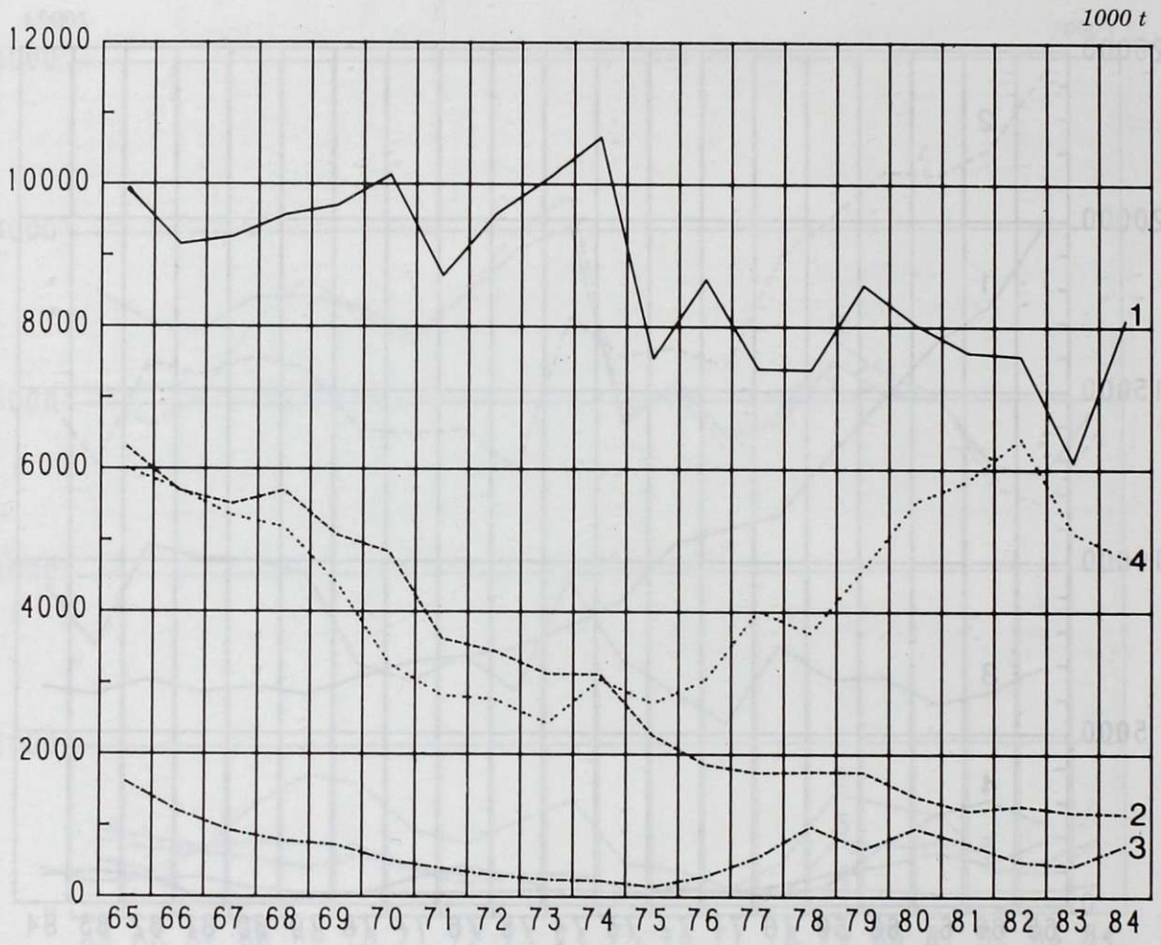
1 ———————— Production
2 .. .. Ecoulement marché intérieur
3 ---------- Importations
4 — — — — — — Stocks (fin d'année)
5 —·—·—·—·— Exportations



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-C — Livraisons de charbon aux grands secteurs de consommation intérieure

1 ———— Cokeries, usines à gaz, sidérurgie
2 — — — — — Fabriques d'agglomérés + usage domestique
3 —·—·—·—·— Autres industries
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Centrales électriques



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-6 — Energie électrique disponible

Millions de kWh

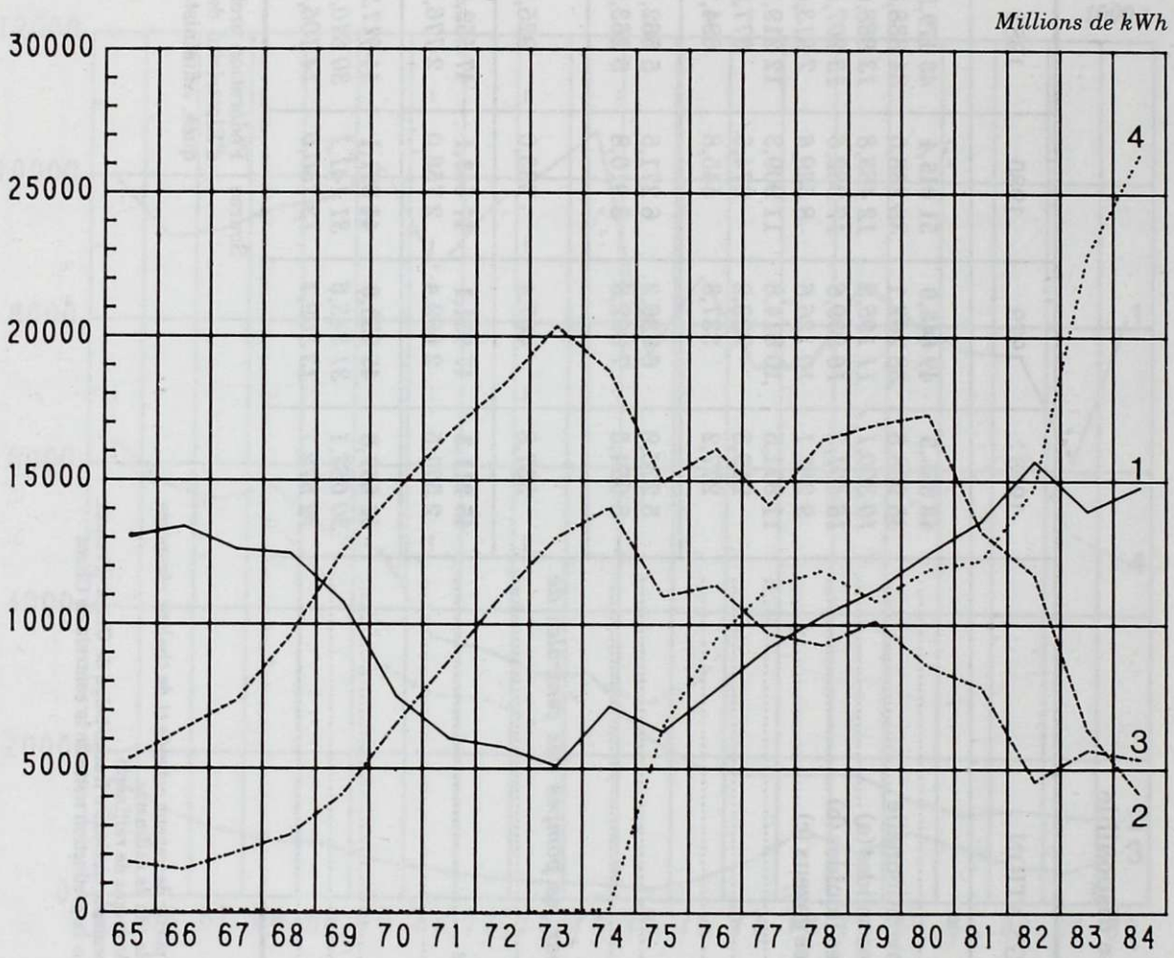
DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (f)
Production nette	**48 356,5**	**49 648,0**	**51 015,4**	**48 179,3**	**47 936,1**	**49 926,7**	**51 850,5**
Production thermique conventionnelle	35 988,5	38 262,1	38 286,0	34 888,5	32 148,3	25 934,1	24 185,9
à partir de : combustibles solides (a)	*10 300,1*	*11 195,9*	*12 463,8*	*13 868,0*	*15 895,6*	*13 938,6*	*14 780,1*
combustibles liquides (b)	*16 401,3*	*16 939,6*	*17 282,6*	*13 207,5*	*11 700,5*	*6 344,2*	*4 086,3*
combustibles gazeux (c)	*9 287,1*	*10 126,6*	*8 539,6*	*7 813,0*	*4 552,2*	*5 651,3*	*5 319,7*
Energie nucléaire (d)	11 871,5	10 814,8	11 909,3	12 219,1	14 751,6	22 831,5	26 359,0
Energie hydraulique	219,3	233,2	274,3	377,0	325,1	332,1	348,4
Centrales de pompage	277,2	337,8	545,8	694,7	711,1	829,0	957,0
Importations (e)	5 276,9	6 736,3	6 271,5	5 562,7	4 633,8	4 038,0	4 453,2
Exportations	– 8 054,3	– 7 962,8	– 8 910,8	– 5 263,9	– 4 318,1	– 4 355,5	– 4 143,1
Consommation d'énergie par les pompes des centrales de pompage	– 367,8	– 467,4	– 733,0	– 925,9	– 942,1	– 1 102,0	– 1 266,7
Energie appelée en Belgique	**45 211,3**	**47 954,1**	**47 643,1**	**47 552,4**	**47 309,7**	**48 507,2**	**50 893,9**
Pertes sur les réseaux	– 2 571,5	– 2 699,4	– 2 756,0	– 2 776,3	– 2 674,3	– 2 662,6	– 2 765,2
Consommation nette	**42 639,8**	**45 253,0**	**44 891,1**	**44 917,2**	**44 635,4**	**45 828,9**	**48 016,8**
dont : Haute tension	*30 067,1*	*31 943,6*	*31 141,1*	*30 810,8*	*30 269,0*	*30 967,7*	*32 702,4*
Basse tension	*12 572,7*	*13 309,4*	*13 750,0*	*14 106,4*	*14 366,4*	*14 861,2*	*15 314,4*

Source : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique; Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

VI-D — Production nette d'électricité par source d'énergie

1 ———— Combustibles solides
2 - - - - - - Combustibles liquides
3 —·—·—·— Combustibles gazeux
4 · · · · · · Energie nucléaire

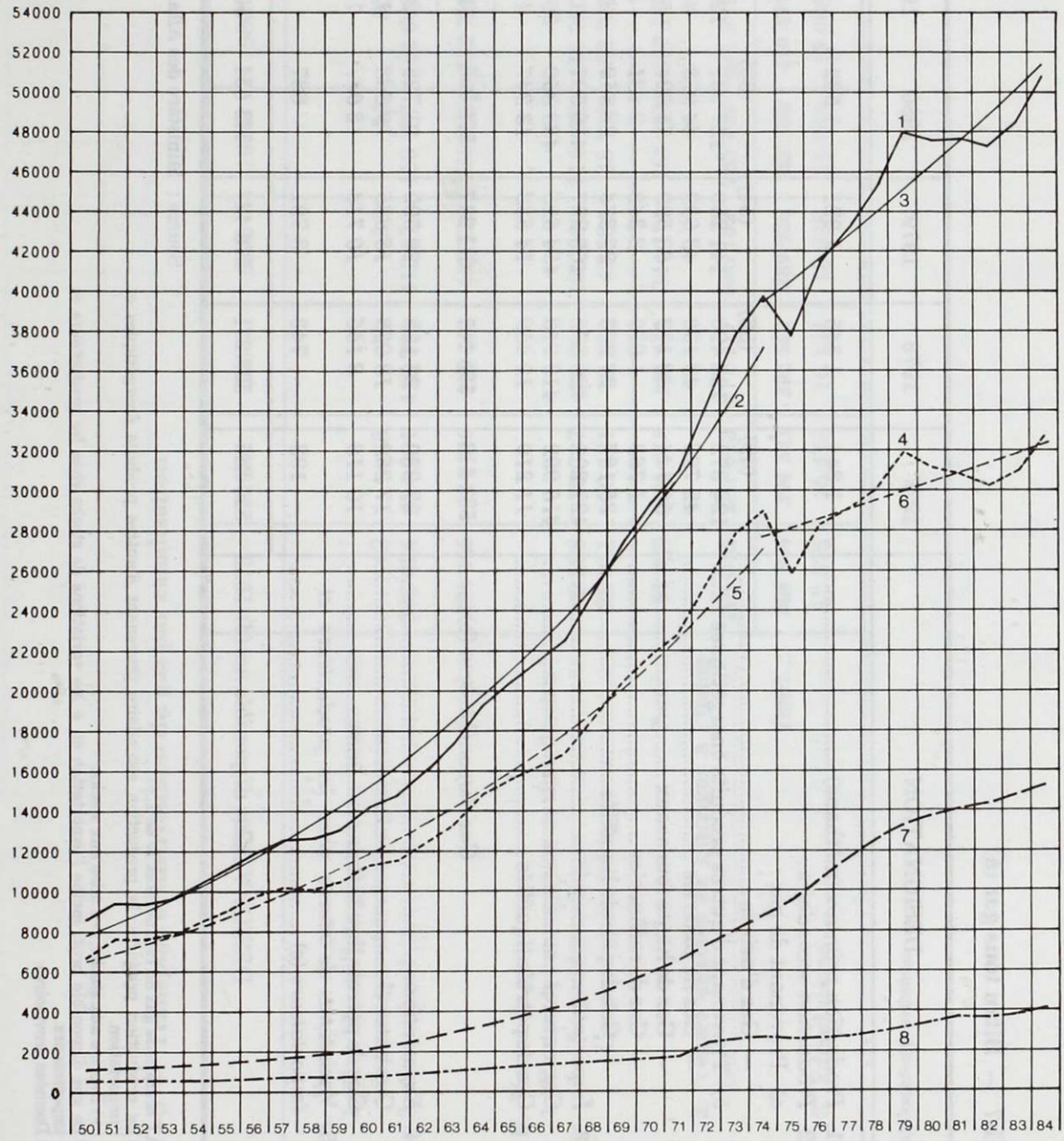


Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

VI-E — Consommation d'électricité

1 ——— Energie appelée
2 ——— Tendance énergie appelée 1950/1974 : 6,6 % croissance annuelle
3 ——— Tendance énergie appelée 1974/1984 : 2,7 % croissance annuelle
4 ····· Consommation haute tension
5 — — — — — Tendance consommation haute tension 1950/1974 : 6,1 % croissance annuelle
6 — — — — — Tendance consommation haute tension 1974/1984 : 1,5 % croissance annuelle
7 — — — — Consommation basse tension
8 —·—·—·— Pertes de transport et de distribution
Energie de pompage depuis 1971

Millions de kWh



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-7 — **Bilan tous gaz** (a)

Tjoules

DESIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (e)
1. *Production primaire* (méthane)	1 344	1 345	1 321	1 532	1 275	1 215	718	1 479
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant de gaz :								
— Gaz d'usines	(49)	(56)	(54)	(53)	(47)	(43)	(39)	(35)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	124 872	128 490	141 259	127 937	124 310	101 100	99 278	112 968
— Gaz de cokeries	*42 768*	*43 132*	*48 039*	*44 973*	*45 199*	*39 202*	*39 555*	*45 849*
— Gaz de hauts fourneaux	*55 144*	*60 172*	*63 599*	*55 824*	*54 280*	*41 344*	*41 119*	*48 525*
— Gaz de raffineries	*1 763*	*1 910*	*2 242*	*2 481*	*2 306*	*1 684*	*657*	*1 001*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*25 197*	*23 276*	*27 374*	*24 659*	*22 525*	*18 870*	*17 947*	*17 594*
3. *Importations*	427 202	426 372	469 237	446 597	413 545	354 413	360 471	367 637
Gaz naturel	*415 992*	*413 913*	*454 625*	*433 350*	*396 081*	*335 189*	*344 257*	*352 851*
Gaz de pétrole liquéfiés	*11 210*	*12 459*	*14 632*	*13 247*	*17 464*	*19 224*	*16 214*	*14 786*
Gaz disponible brut (b)	**553 418**	**556 207**	**611 317**	**576 066**	**539 777**	**456 771**	**460 506**	**482 084**
4. *Exportations*	27 380	26 193	29 599	31 725	28 259	25 459	23 551	20 387
Gaz naturel	*17 262*	*18 038*	*18 885*	*19 668*	*13 077*	*10 911*	*10 772*	*10 986*
Gaz de pétrole liquéfiés	*10 118*	*8 155*	*10 714*	*12 057*	*15 182*	*14 548*	*12 779*	*9 401*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	– 193	– 743	– 3 791	– 687	– 1 963	– 9 883	– 3 471	– 1 540
Gaz disponible net (d)	**525 845**	**529 271**	**578 427**	**543 654**	**508 955**	**421 429**	**433 484**	**460 157**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (–) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires.

VI-8 — Transport et distribution du gaz par canalisation

Tjoules

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville : production totale des usines à gaz et centrales gazières	42	45	50	56	54	53	47	43	39	35
2. Gaz naturel	396 424	424 801	415 799	413 170	450 787	432 663	394 117	325 305	340 786	351 311
Total ...	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**	**450 841**	**432 716**	**394 164**	**325 348**	**340 825**	**351 346**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	66 588	76 787	85 861	101 280	114 493	116 770	116 036	110 205	111 374	111 939
— Usages non domestiques	25 341	30 131	35 583	42 894	48 718	52 393	55 785	52 806	53 910	56 392
Total ...	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 174**	**163 211**	**169 163**	**169 821**	**163 011**	**165 284**	**168 331**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	275 015	287 613	271 117	245 752	265 742	241 331	208 921	150 669	165 702	172 945
Total ...	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**389 926**	**428 953**	**410 494**	**378 742**	**313 680**	**330 986**	**341 276**
3. Exportations	13 375	15 478	16 164	18 038	18 885	19 668	13 077	10 911	10 272	10 986

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Données provisoires.

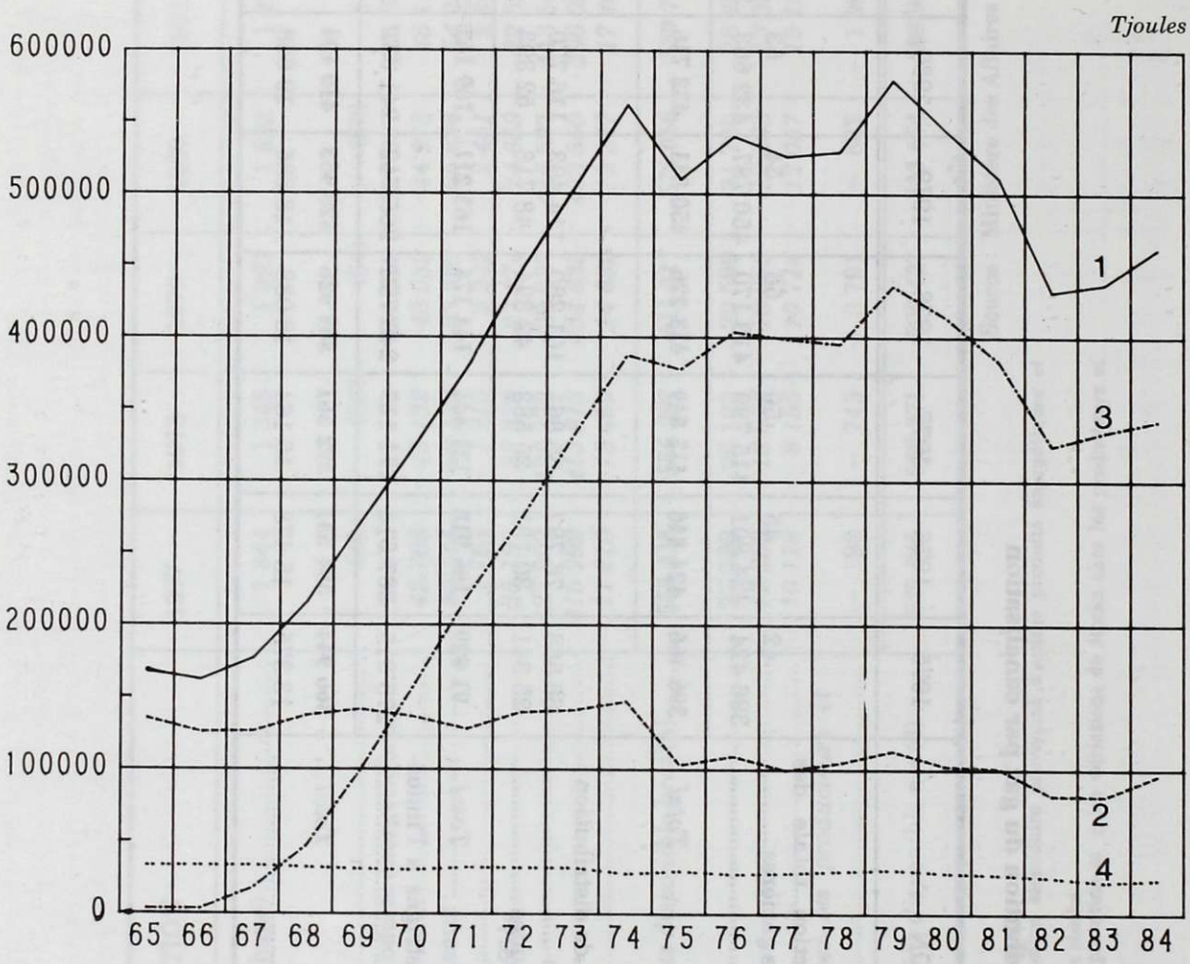
VI-F — Gaz disponibles

1 ———————— Total des gaz disponibles

2 ---------- Production de gaz de hauts fourneaux, de gaz de cokeries, de gaz d'usines et de grisou

3 —·—·—·—·— Importations nettes de gaz naturel

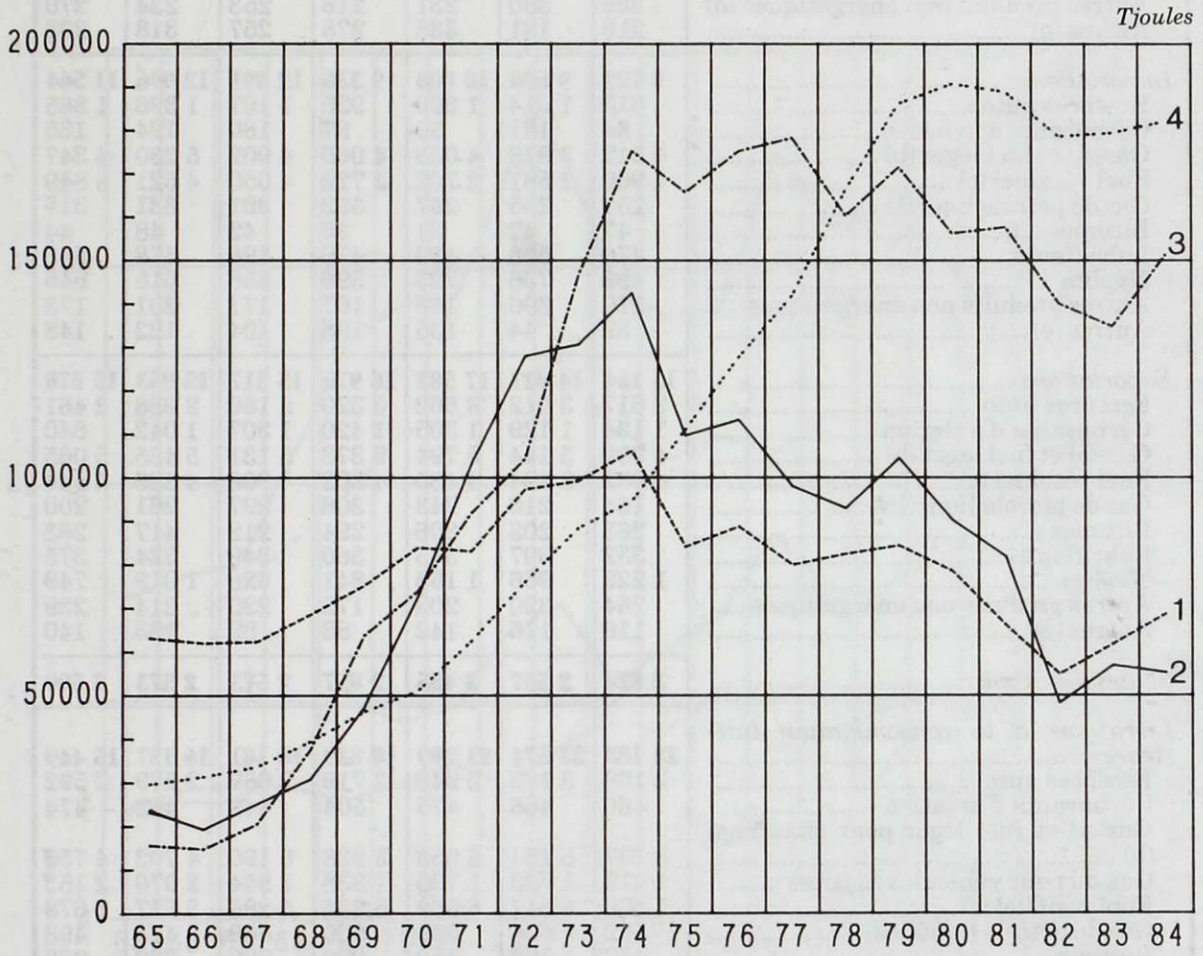
4 ·· ·· ·· ·· ·· Production de gaz de raffineries et de gaz de pétrole liquéfiés + importations nettes de gaz de pétrole liquéfiés



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-G — Consommation nette de gaz
Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

1 ---------- Sidérurgie
2 ———————— Centrales électriques
3 —·—·—·—·— Autres industries
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Foyers domestiques, etc.



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

D. PETROLE

VI-9 — Production et consommation de produits pétroliers

1000 t

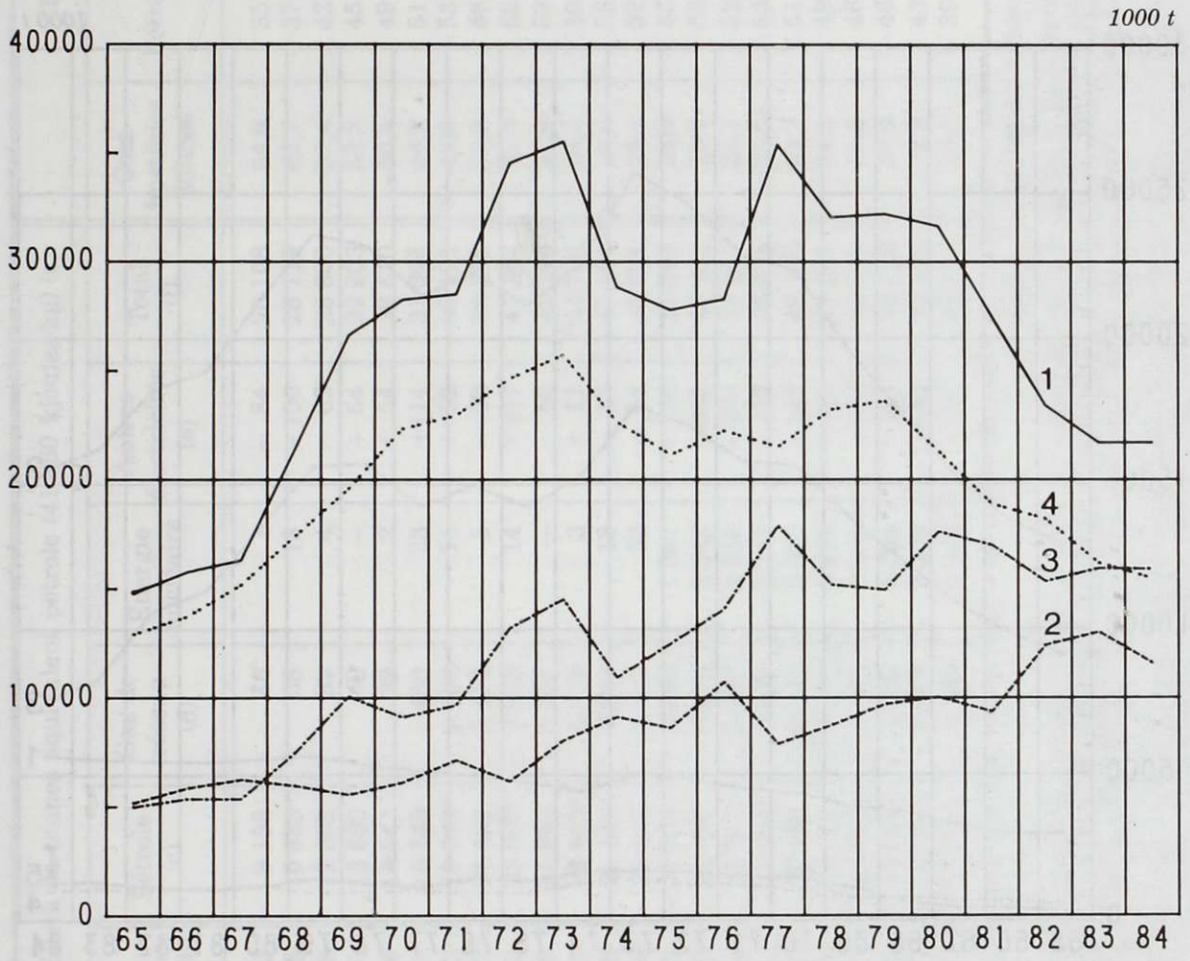
DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (f)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre (a)	**33 884**	**34 004**	**33 631**	**29 323**	**25 175**	**23 079**	**23 679**
Production	**32 029**	**32 189**	**31 616**	**27 480**	**23 380**	**21 668**	**21 676**
Essences auto	4 815	5 088	5 506	4 773	3 676	3 943	3 709
Carburants d'aviation	1 496	1 515	1 707	1 783	1 649	1 380	1 213
Gas-oil et fuel léger (b)	10 819	11 946	10 387	8 809	7 983	7 581	8 037
Fuel résiduel (c)	11 253	10 950	10 148	9 001	7 717	5 367	5 916
Gaz de pétrole liquéfiés	474	552	497	455	385	372	369
Bitumes	665	680	750	666	549	704	527
Lubrifiants	83	98	66	40	26	36	37
Naphta	1 867	1 759	1 486	1 457	885	1 733	1 290
Autres produits non énergétiques (d)	339	380	231	218	253	234	270
Autres (e)	218	181	338	278	257	318	308
Importations	**8 722**	**9 680**	**10 008**	**9 336**	**12 391**	**12 996**	**11 564**
Essences auto	813	1 014	1 390	925	1 197	1 326	1 365
Carburants d'aviation	84	131	50	97	180	124	135
Gas-oil et fuel léger (b)	4 512	3 978	4 053	4 065	4 902	5 230	4 347
Fuel résiduel (c)	1 900	2 581	2 702	2 722	4 050	4 521	3 849
Gaz de pétrole liquéfiés	251	295	267	352	391	331	315
Bitumes	47	47	31	26	42	48	44
Lubrifiants	470	538	483	476	498	478	543
Naphta	496	736	725	398	856	615	645
Autres produits non énergétiques	110	396	163	167	171	201	173
Autres (e)	39	44	135	108	104	122	148
Exportations	**15 154**	**14 927**	**17 588**	**16 976**	**15 317**	**15 953**	**15 878**
Essences auto	2 617	3 012	3 662	3 320	2 180	2 688	2 461
Carburants d'aviation	1 134	1 129	1 305	1 420	1 307	1 042	840
Gas-oil et fuel léger (b)	4 999	5 144	5 794	5 373	5 131	5 435	5 065
Fuel résiduel (c)	4 032	3 424	4 430	4 802	4 906	4 385	5 546
Gaz de pétrole liquéfiés	164	216	243	306	297	261	200
Bitumes	263	203	306	294	212	417	263
Lubrifiants	352	397	345	360	349	324	375
Naphta	1 223	966	1 158	841	626	1 019	749
Autres produits non énergétiques	254	320	203	172	220	214	239
Autres (e)	116	116	142	88	89	128	140
Soutes maritimes	**2 820**	**2 507**	**2 455**	**2 857**	**2 573**	**2 573**	**2 500**
Livraisons à la consommation intérieure	**23 183**	**23 574**	**21 289**	**18 849**	**18 181**	**16 157**	**15 449**
Essences auto	3 108	3 132	2 948	2 719	2 669	2 579	2 592
Carburants d'aviation	460	466	475	504	449	462	474
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (b)	8 137	8 154	6 653	5 928	5 195	4 702	4 756
Gas-oil pour véhicules routiers	1 419	1 723	1 795	1 838	1 944	2 070	2 153
Fuel résiduel (c)	7 309	6 817	6 569	5 234	5 286	3 577	2 678
Gaz de pétrole liquéfiés	552	604	531	500	469	423	498
Bitumes	457	509	452	390	386	330	283
Lubrifiants	195	214	197	194	196	191	202
Naphta	1 248	1 413	1 133	1 028	1 136	1 299	1 298
Autres produits non énergétiques	208	464	205	215	197	223	197
Autres (e)	89	78	331	299	254	301	318

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.
(b) Y compris le pétrole lampant et le pétrole tracteur.
(c) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(d) Principalement le white spirit et les essences spéciales.
(e) Y compris le gaz incondensable.
(f) Données provisoires.

VI-H — Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur

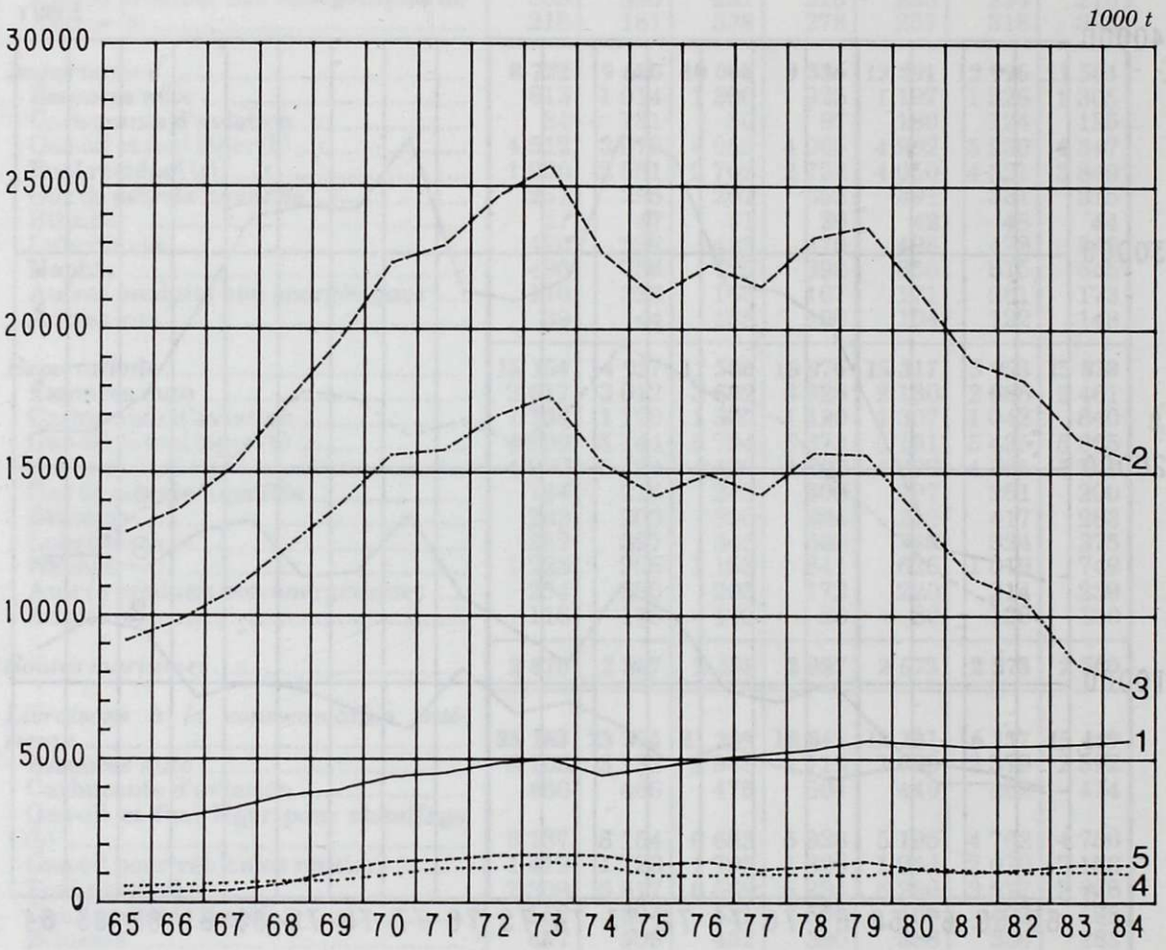
1 ——————— Production
2 ---------- Importations
3 —·—·—·—·— Exportations
4 ·· ·· ·· ·· Livraisons sur le marché intérieur



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

VI-I — Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

1 ——————— Tout carburant
2 — — — — — — Total
3 —·—·—·—·— Combustibles
4 ·· ·· ·· ·· ·· ·· ·· Autres
5 ---------- Matières premières pour la pétroléochimie



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

VI-10 — Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNEE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Combustibles solides (b)	Pétrole (c)	Gaz de réseau (d)	Energie nucléaire	Autres électricités (e)	Total (f)	Combustibles solides	Pétrole	Gaz de réseau	Energie nucléaire	Autres électricités
1962	16 953	9 198	40	1	− 84	26 108	64,9	35,2	0,2	—	−0,3
1963	17 635	10 533	38	13	−100	28 119	62,7	37,5	0,1	—	−0,3
1964	16 418	12 202	39	4	− 63	28 600	57,4	42,7	0,1	—	−0,2
1965	16 100	13 690	49	—	+ 64	29 903	53,8	45,8	0,2	—	+0,2
1966	14 914	14 541	99	2	+ 54	29 610	50,4	49,1	0,3	—	+0,2
1967	14 360	16 148	450	23	+114	31 095	46,2	51,9	1,4	0,1	+0,4
1968	14 973	18 968	1 163	15	+ 52	35 171	42,6	53,9	3,3	—	+0,2
1969	14 522	21 482	2 412	5	− 29	38 392	37,8	56,0	6,3	—	−0,1
1970	13 312	23 869	3 815	14	+147	41 157	32,3	58,0	9,3	—	+0,4
1971	11 368	24 663	5 295	—	− 80	41 246	27,6	59,8	12,8	—	−0,2
1972	11 625	26 588	6 559	3	+ 11	44 786	26,0	59,4	14,6	—	—
1973	11 808	27 443	7 956	18	− 31	47 194	25,0	58,1	16,9	—	—
1974	12 303	24 145	9 301	33	+ 82	45 864	26,8	52,6	20,3	0,1	+0,2
1975	9 312	22 530	9 059	1 541	− 96	42 346	22,0	53,2	21,4	3,6	−0,2
1976	9 859	23 896	9 670	2 342	−685	45 082	21,9	53,0	21,4	5,2	−1,5
1977	9 203	23 313	9 553	2 616	−204	44 481	20,7	52,4	21,5	5,9	−0,5
1978	10 032	24 925	9 471	2 745	−499	46 674	21,5	53,4	20,3	5,9	−1,1
1979	10 963	25 363	10 350	2 575	−147	49 104	22,3	51,7	21,1	5,2	−0,3
1980	11 288	23 304	9 902	2 982	−429	47 047	24,0	49,6	20,0	6,3	−0,9
1981	11 197	20 692	9 133	3 093	+364	44 479	25,2	46,5	20,5	7,0	+0,8
1982	10 827	19 976	7 539	3 794	+376	42 512	25,6	46,7	17,8	9,0	+0,9
1983	9 206	17 568	7 901	5 402	+192	40 269	22,9	43,6	19,6	13,4	+0,5
1984 (g)	10 734	16 967	8 189	6 446	+392	42 728	25,1	39,7	19,2	15,1	+0,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29 300 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20 930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20 930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35 169 kjoules/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommés pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques : 41 860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

(e) Production d'électricité hydraulique et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » du tableau « Bilan global de l'énergie ».

(g) Données provisoires.

VI-11 — Consommation finale d'énergie par produit énergétique

1000 t.e.p.

ANNEE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (usages non énergétiques exclus)	Gaz de réseau (usages non énergétiques exclus)	Electricité (b)	Total
1953	8 197	37	1 816	2 733	1 163	608	14 554
1954	8 811	44	1 989	2 905	1 282	667	15 698
1955	8 963	49	2 320	3 468	1 471	723	16 994
1956	9 026	50	2 520	4 174	1 620	796	13 183
1957	8 441	54	2 446	4 142	1 591	833	17 507
1958	6 425	51	2 313	4 796	1 595	846	16 026
1959	6 172	46	2 512	5 157	1 634	935	16 456
1960	6 495	48	2 585	5 748	1 801	1 026	17 703
1961	6 344	45	2 608	6 146	1 747	1 074	17 964
1962	6 917	48	2 705	7 323	1 849	1 178	20 020
1963	7 465	50	2 985	7 928	1 946	1 279	21 653
1964	5 958	38	3 096	9 010	2 023	1 442	21 567
1965	5 802	39	3 013	10 279	2 079	1 478	22 690
1966	5 900	34	2 889	10 803	2 108	1 567	22 410
1967	4 602	29	2 935	12 061	2 234	1 671	23 532
1968	4 649	28	3 237	13 604	2 789	1 878	26 185
1969	4 337	24	3 417	14 588	3 637	2 072	28 075
1970	4 171	21	3 225	16 305	4 083	2 241	30 046
1971	3 028	17	2 788	16 138	4 793	2 388	29 152
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 673	31 767
1973	2 868	14	3 700	17 803	6 707	2 943	34 035
1974	2 682	17	3 876	15 347	7 734	3 119	32 775
1975	2 188	11	2 724	15 367	7 411	2 929	30 630
1976	1 960	11	2 768	16 176	8 184	3 228	32 327
1977	1 977	11	2 425	16 178	8 250	3 356	32 197
1978	2 145	10	2 621	17 332	8 469	3 529	34 106
1979	1 886	19	3 036	17 035	9 206	3 690	34 872
1980	1 840	72	2 921	15 057	8 941	3 729	32 560
1981	1 626	71	2 747	13 708	8 292	3 734	30 178
1982	1 420	75	2 372	13 373	7 174	3 719	28 139
1983	1 261	84	2 276	12 293	7 429	3 821	27 104
1984 (c)	1 475	134	2 692	12 179	8 349	4 006	28 839

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.
(c) Données provisoires.

VI-12 — Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DESIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Ressources	**13 337**	**15 398**	**168**	**267**	**5 550**	**6 755**	**23 032**	**23 416**	**36 075**	**35 243**	**426**	**448**	**56 744**	**59 109**
Production primaire (d)	5 868	6 193	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	25 262	29 061
Production secondaire (e)	3	3	—	—	5 106	5 926	—	—	23 079	23 679	81	94	27 444	25 595
Import. de la Commun. (f)	2 433	2 573	143	236	356	654	5 766	6 232	8 269	7 806	210	204	4 038	4 453
Importations des pays tiers	5 033	6 629	25	31	88	175	17 266	17 184	4 727	3 758	134	149	—	—
Emplois	**13 337**	**15 398**	**168**	**267**	**5 550**	**655**	**23 032**	**23 416**	**36 075**	**35 243**	**426**	**448**	**56 744**	**59 109**
Producteurs d'énergie primaire	7	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	644	666
Cokeries, usines à gaz (g)	6 728	7 836	—	—	—	—	—	—	1	1	20	24	130	135
Centrales électriques (h)	4 640	5 235	—	—	4	—	—	—	1 531	979	56	54	6 560	6 950
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	23 079	23 679	1 425	1 517	—	—	631	639
Consommateurs finals	1 850	2 107	168	267	4 996	5 917	—	—	14 570	14 470	336	358	44 423	46 576
Sidérurgie (i)	34	41	—	—	4 747	5 592	—	—	179	130	61	68	4 347	4 739
Autres industries (d) (j)	527	755	98	196	213	274	—	—	1 933	1 712	84	97	19 147	20 232
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	5 511	5 637	—	—	1 026	1 110
Secteurs domestique et équivalents	1 289	1 311	70	71	36	51	—	—	4 610	4 700	165	168	19 903	20 495
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits non énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	2 337	2 291	25	25	—	—
Consommation intérieure	13 225	15 190	168	267	5 000	5 917	23 079	23 679	17 527	16 967	412	436	52 388	54 966
Exportations vers la Communauté (f) (k)	528	869	—	—	431	763	131	455	12 359	11 850	10	11	4 356	4 143
Exportations vers les pays tiers	116	165	—	—	180	114	—	—	3 594	4 028	—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 573	2 479	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	+ 169	− 249	—	—	− 61	− 39	− 193	− 721	− 62	− 81	+ 3	+ 1	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	− 728	− 603	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1984.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas-produits ont été convertis en tec à raison de 20 930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15 110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries. Produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons, d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

VI-13 — Bilan global de l'énergie

1000 t.e.p.

DESIGNATION	Coefficient de conversion	1978	1979	1980	1981	1982 (a)	1983 (a)	1984 (b)
Ressources		**66 173**	**70 866**	**70 841**	**64 730**	**63 427**	**60 571**	**62 771**
Production primaire		7 498	6 951	7 594	7 784	8 750	9 792	11 135
— Houille	*0,70*	*4 611*	*4 214*	*4 379*	*4 402*	*4 672*	*4 110*	*4 337*
— Grisou	*0,84*	*32*	*32*	*36*	*30*	*29*	*17*	*35*
— Hydro-électricité	(f)	*110*	*130*	*197*	*259*	*255*	*263*	*317*
— Energie nucléaire (c)	(f)	*2 745*	*2 575*	*2 982*	*3 093*	*3 704*	*5 402*	*6 446*
Importations		58 675	63 915	63 247	56 946	54 682	50 779	51 636
— Houille et agglomérés de houille	*0,70*	*4 679*	*6 612*	*6 966*	*6 997*	*7 349*	*5 226*	*6 441*
— Coke	*0,70*	*438*	*985*	*882*	*795*	*375*	*311*	*580*
— Briquettes de lignite	*0,495*	*10*	*20*	*72*	*72*	*75*	*84*	*134*
— Pétrole brut	*1,00*	*33 779*	*34 237*	*33 474*	*28 918*	*25 316*	*23 032*	*23 416*
— Produits pétroliers	*1,00*	*8 722*	*9 680*	*10 008*	*9 336*	*12 391*	*12 996*	*11 564*
— Gaz de réseau	*0,84*	*9 888*	*10 860*	*10 352*	*9 462*	*8 007*	*8 224*	*8 429*
— Electricité (c)	(f)	*1 159*	*1 521*	*1 493*	*1 366*	*1 169*	*906*	*1 072*
Livraisons intérieures (d)		**46 674**	**49 104**	**47 047**	**44 479**	**42 259**	**40 269**	**42 728**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (e)		9 820	10 908	11 555	11 505	11 295	10 231	10 998
Livraisons à la consommation finale		36 854	38 196	35 492	32 974	30 964	30 038	31 730
— Sidérurgie		*5 358*	*5 735*	*5 293*	*4 833*	*4 314*	*4 147*	*4 656*
— Autres industries		*9 272*	*8 531*	*7 991*	*7 260*	*6 589*	*6 146*	*6 979*
— Transports		*5 400*	*5 713*	*5 713*	*5 509*	*5 546*	*5 599*	*5 732*
— Secteur domestique et équivalent		*13 736*	*14 793*	*13 561*	*12 576*	*11 693*	*11 318*	*11 [illegible]*
Exportations	*1,255*	*190*	*286*	*365*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*
Produits agglomérés de houille								

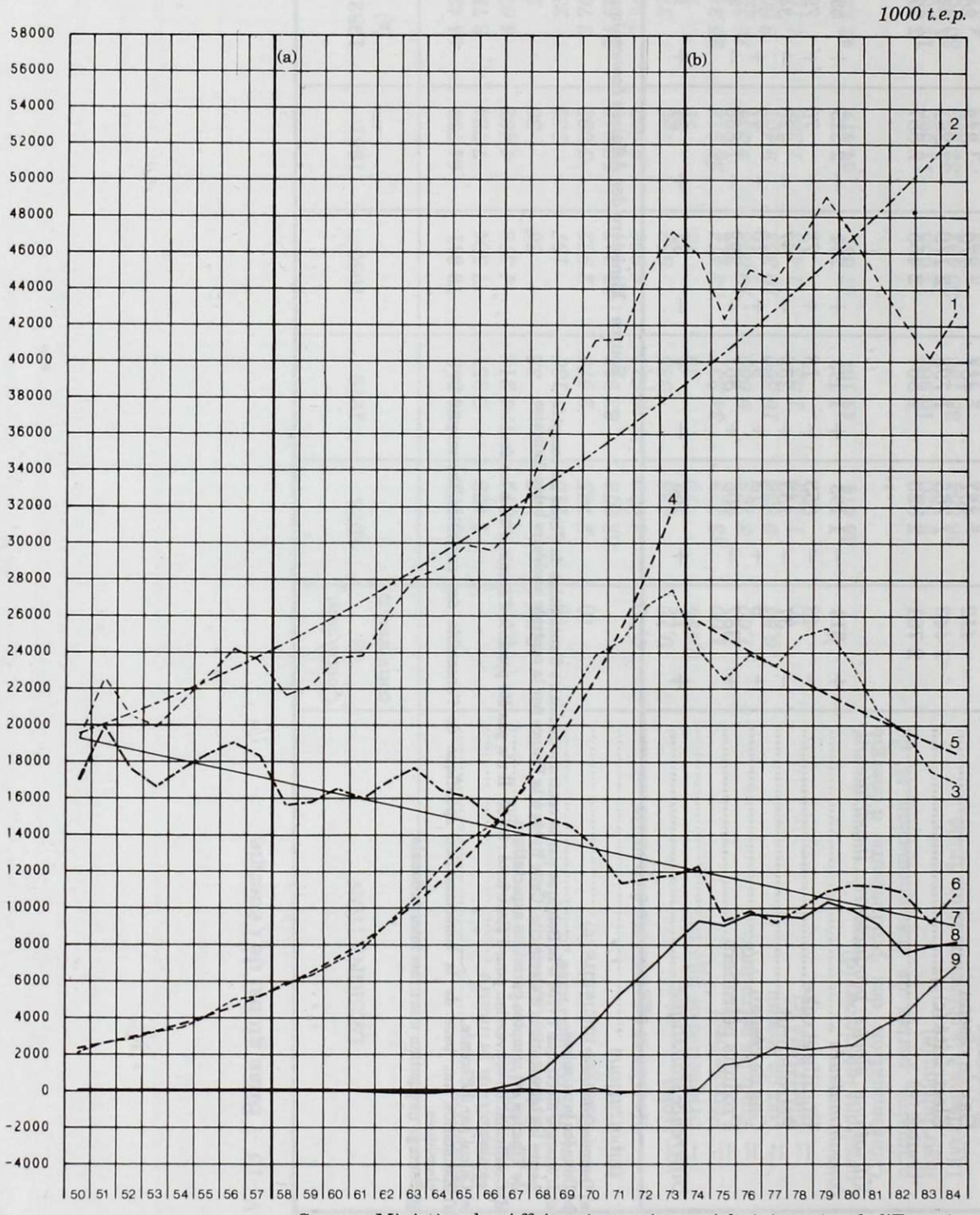
— Coke	*172*	*161*	*604*	*538*	*578*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*
— Produits pétroliers	*17 870*	*15 154*	*14 927*	*17 588*	*16 976*	*15 317*	*15 953*	*15 878*
— Pétrole brut + prod. intermédiaires	—	—	—	—	—	*786*	*131*	*455*
— Gaz de réseau	*412*	*431*	*451*	*470*	*312*	*261*	*245*	*262*
— Electricité (c)	*1 443*	*1 768*	*1 798*	*2 119*	*1 261*	*1 048*	*977*	*997*
Soutes (g)	2 761	2 820	2 507	2 455	2 857	2 573	2 573	2 479
Variations stocks producteurs, importateurs, consommateurs	**+ 313**	**— 1 193**	**+ 1 193**	**+ 294**	**— 2 315**	**+ 639**	**— 606**	**— 1 389**
— Houille et coke	*— 48*	*— 653*	*— 18*	*+ 73*	*— 70*	*+ 795*	*— 434*	*— 624*
— Pétrole brut	*— 31*	*— 153*	*+ 259*	*— 87*	*— 426*	*— 345*	*— 193*	*— 721*
— Gas de réseau	*+ 5*	*+ 18*	*+ 91*	*+ 16*	*+ 47*	*+ 236*	*+ 83*	*+ 37*
— Produits pétroliers	*+ 387*	*— 405*	*+ 861*	*+ 292*	*— 1 866*	*— 47*	*— 62*	*— 81*
Différence statistique	**+ 13**	**+ 168**	**— 4**	**— 35**	**+ 24**	**+ 11**	**— 150**	**— 23**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité. Celle livrée à la France par la centrale nucléaire belgo-française de Tihange est comptée parmi les exportations.
(d) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(e) Calcul par différence.
(f) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.
(g) Soutage navigation maritime internationale.

VI-J — Consommation apparente d'énergie primaire

1 — — — — — — Consommation totale
2 — · — · — · — Tendance 1950-1984 : 3 % croissance annuelle
3 ---------- Pétroles
4 — — — — — — Tendance 1950-1973 : 12,1 % croissance annuelle
5 — — — — — — Tendance 1974-1984 : 3, 2 % baisse annuelle
6 — · — · — · — Charbons
7 ———— Tendance 1950-1984 : en moyenne – 291 t par an
8 ———— Gaz de distribution
9 ———— Electricité primaire (énergie nucléaire et hydro-électricité)

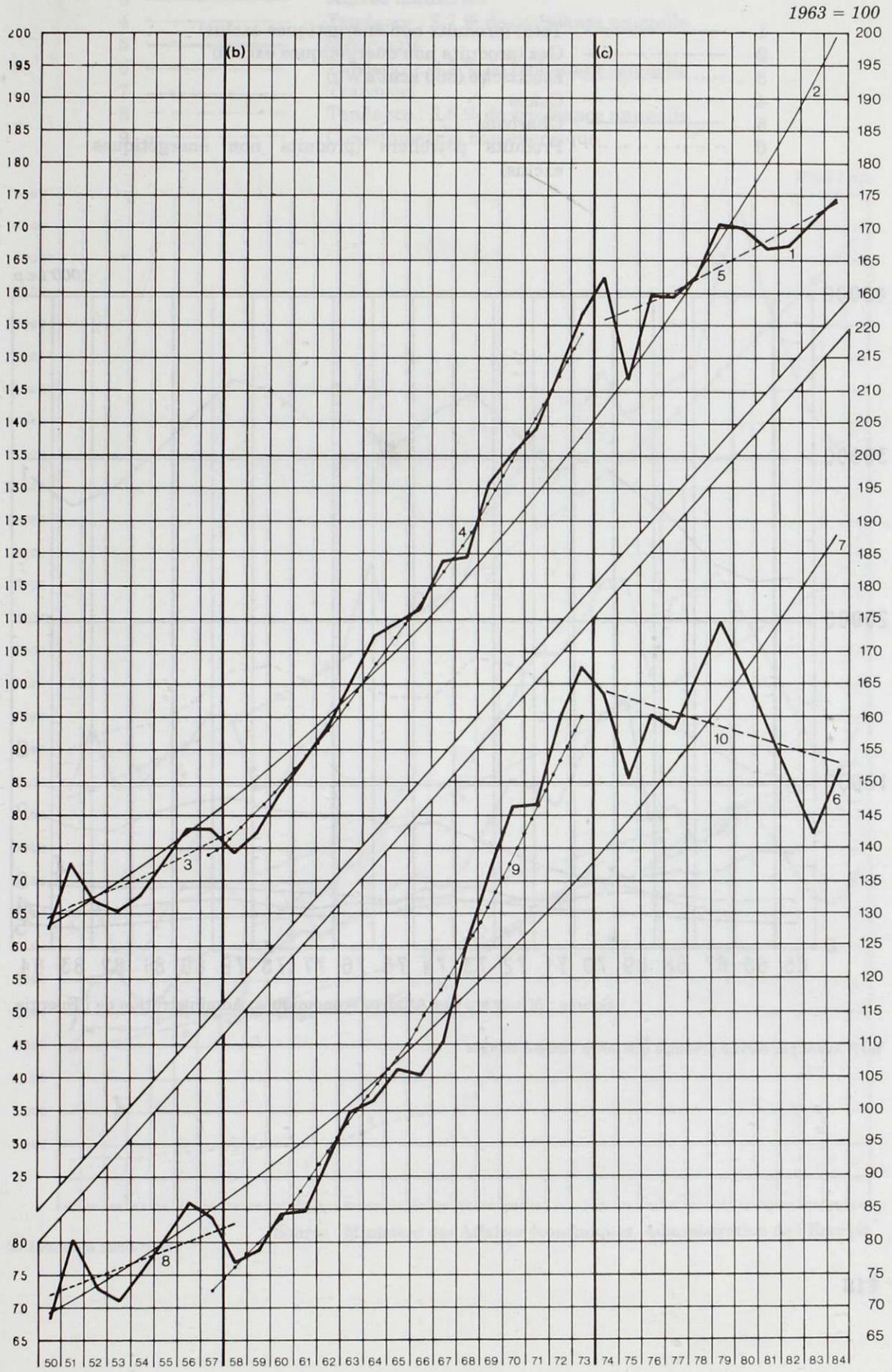


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
(b) Fin 1973 : crise pétrolière; nouvelle politique énergétique.

VI-K — Comparaison entre l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

1 —— Production industrielle (a)
2 —— Tendance 1950-1984 : 3,4 % croissance annuelle
3 - - - Tendance 1950-1958 : 2,2 % croissance annuelle
4 —*—*— Tendance 1957-1973 : 4,7 % croissance annuelle
5 – – – Tendance 1974-1984 : 1,7 % croissance annuelle
6 —— Consommation finale d'énergie primaire
7 —— Tendance 1950-1984 : 3 % croissance annuelle
8 - - - Tendance 1950-1958 : 1,8 % croissance annuelle
9 —*—*— Tendance 1957-1973 : 5 % croissance annuelle
10 – – – Tendance 1974-1984 : 0,7 % baisse annuelle

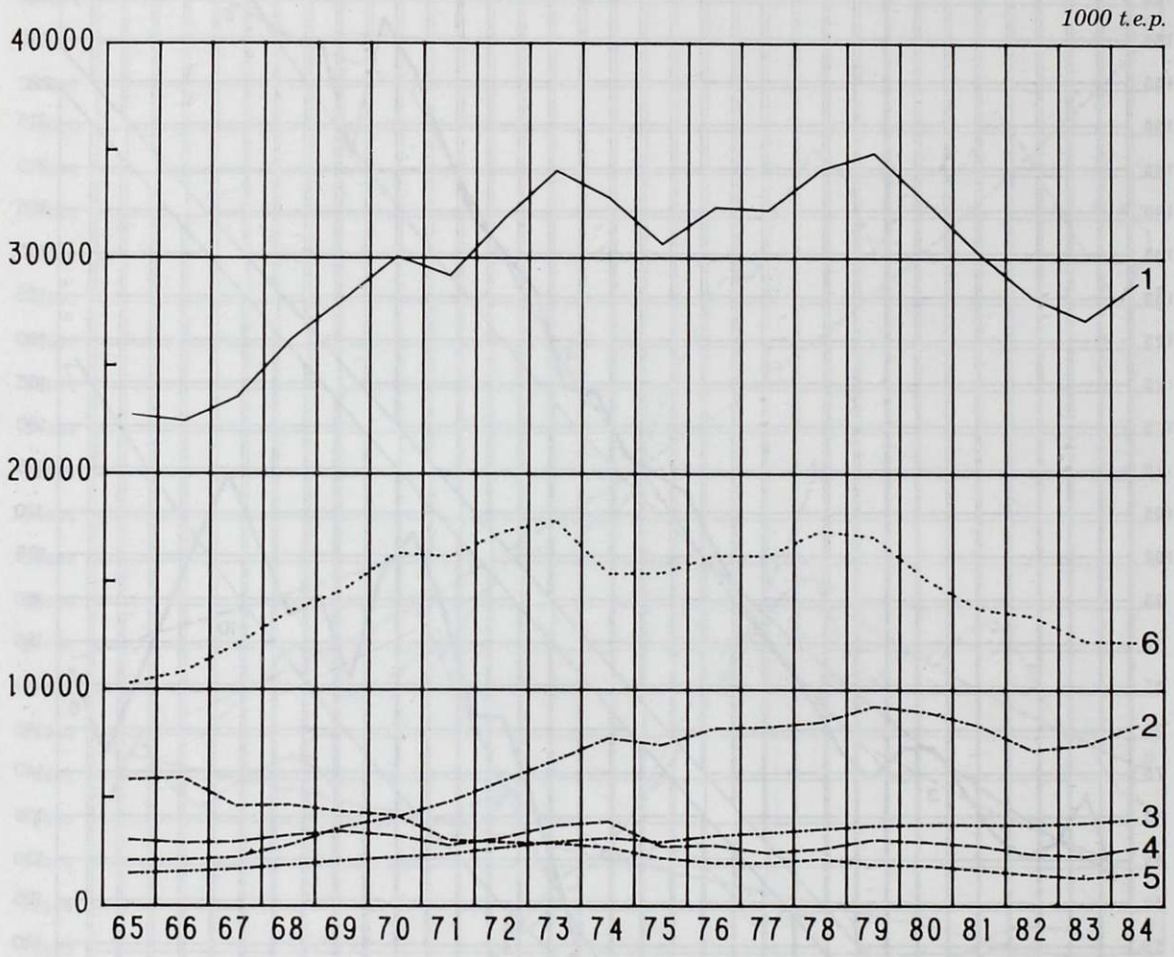


Source : Ministère des Affaires économiques, Administraion de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.
(b) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.

VI-L — Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie

1 ——————— Total (produits non énergétiques exclus)
2 —·—·—·—·— Gaz (produits non énergétiques exclus)
3 ··-··-··-··-·· Electricité (860 kcal/kWh)
4 — — — — — — Cokes
5 ---------- Charbons
6 ·· ·· ·· ·· ·· ·· · Produits pétroliers (produits non énergétiques exclus)

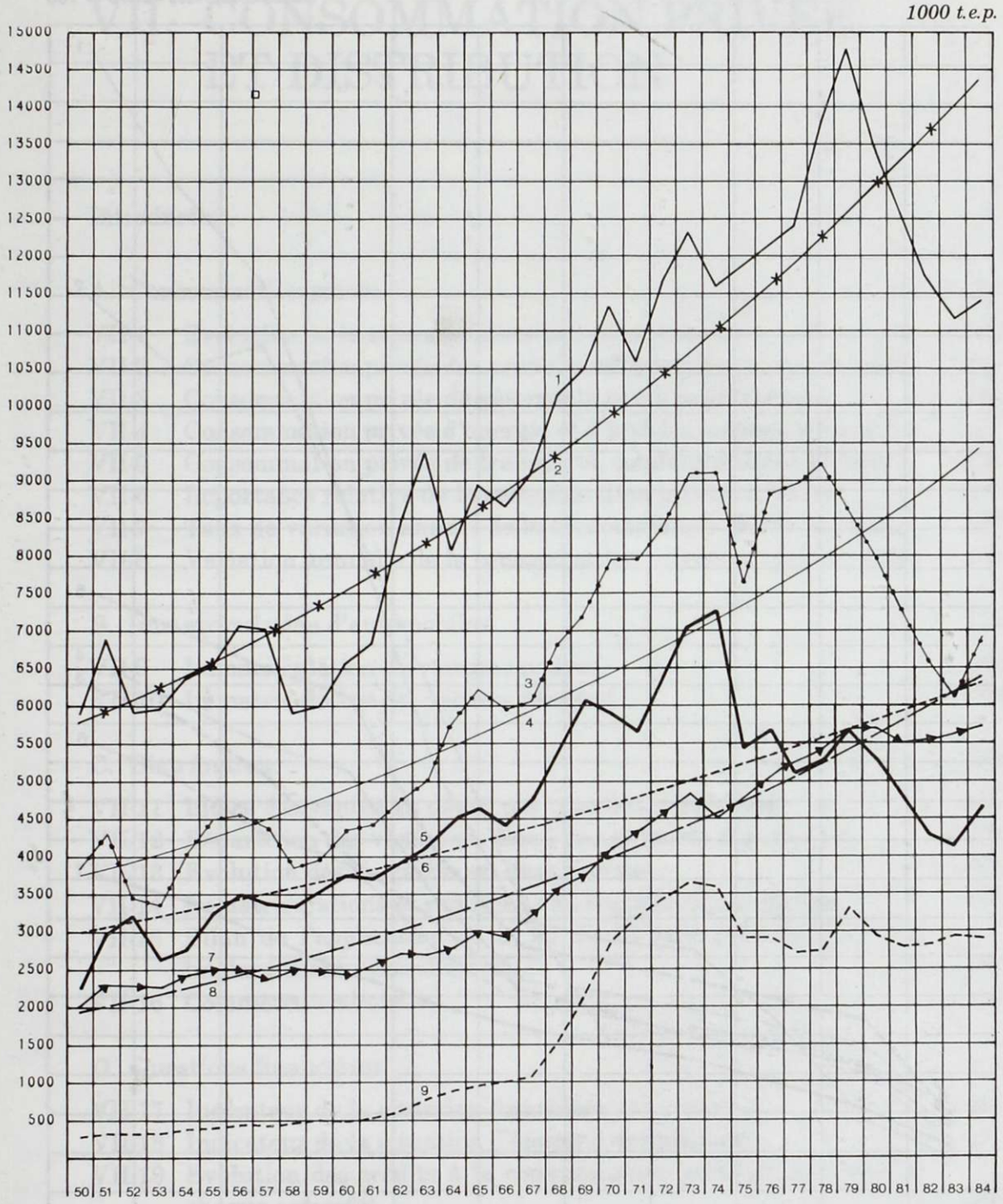


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie.

VI-M — Consommation finale d'énergie par secteur (a)

1 — Domestique et équivalent
2 — Tendance : 2,7 % de croissance annuelle
3 — Autres industries
4 — Tendance : 2,7 % de croissance annuelle
5 — Sidérurgie
6 — Tendance : 2,2 % de croissance annuelle
7 — Transport
8 — Tendance : 3,5 % de croissance annuelle
9 — Consommation non énergique



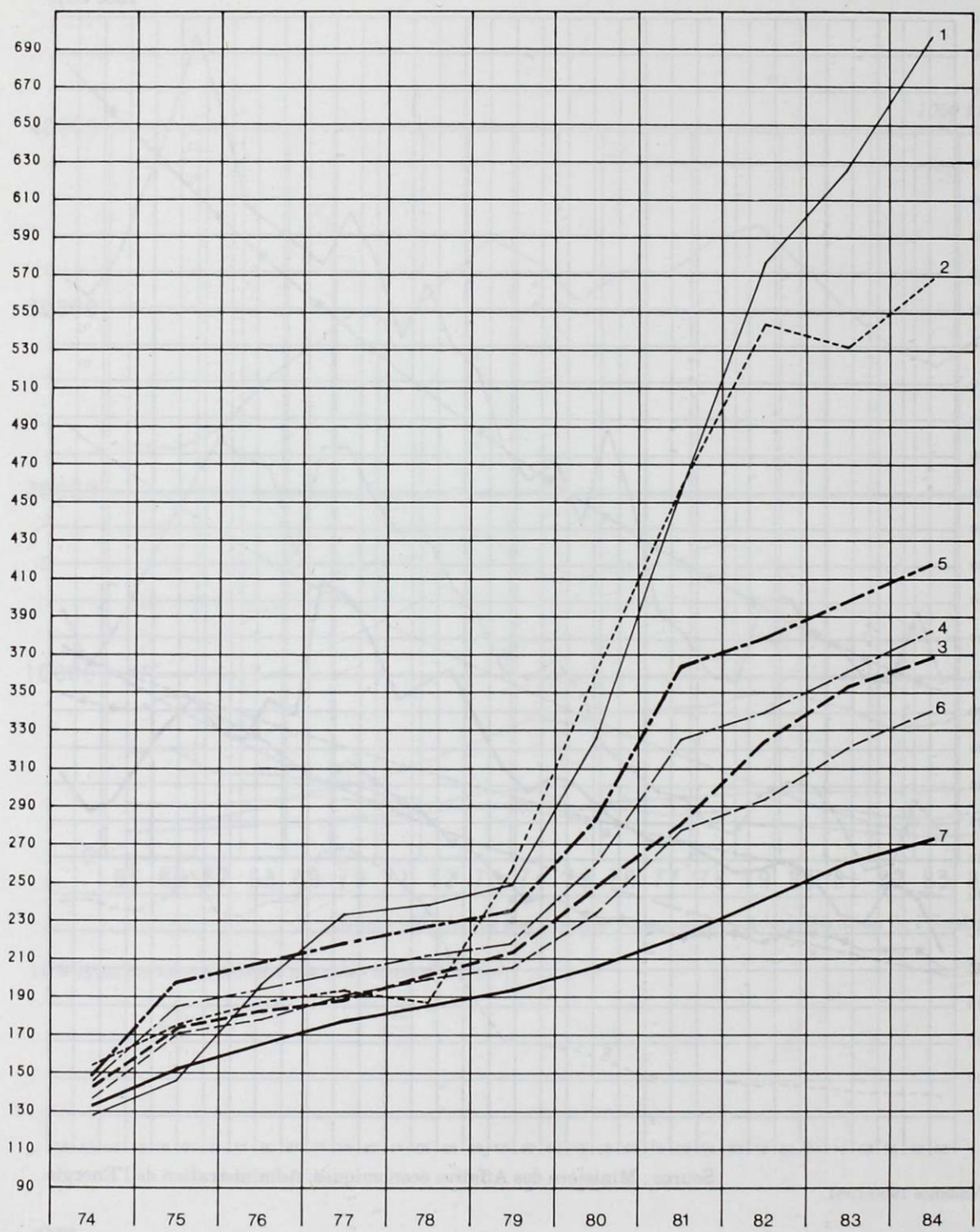
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Tendance 1950-1984.

VI-N — Evolution des prix moyens de l'énergie

1 Gaz (tarif B sans la redevance fixe) (a)
2 Gasoil (prix maximum)
3 Anthracite 12/22
Electricité basse tension (sans la redevance fixe) (a) :
4 Prix de nuit
5 Tarif de nuit exclusivement
6 Prix de jour
7 Indice des prix à la consommation

Taxes comprises - 1970 = 100



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Seul le terme proportionnel.

VII. CONSOMMATION PRIVEE ET DISTRIBUTION

Introduction 122

A. Consommation privée 124

VII-1 Evolution de la consommation privée en valeur. 124
VII-2 Consommation privée des produits alimentaires et des boissons. 125
VII-3 Consommation privée de vêtements et effets personnels. 126
VII-4 Consommation privée d'énergie et d'articles ménagers durables. 127
VII-5 Consommation privée de transports, communications et loisirs. 128
VII-6 Importance relative de la consommation privée en valeur. 129
VII-7 Taux de variation annuel de la consommation privée en valeur. 130
VII-8 Variation annuelle de la consommation privée aux prix de 1980. 131

B. Immatriculation d'automobiles 132

VII-9 Immatriculation de voitures neuves. 132
VII-10 Immatriculation de voitures usagées. 133

C. Distribution 134

VII-11 Indice des ventes au détail par type de distribution. 134
VII-12 Répartition des ventes au détail par forme de distribution. 135
VII-13 Evolution des magasins en libre service. 136
VII-14 Immatriculations et radiations au registre du commerce. 137
VII-15 Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. 138
VII-16 Commerce ambulant. 139

D. Questions financières 140

VII-17 Indicateur de la situation financière des ménages. 140
VII-18 Indicateur de la situation d'épargne des ménages. 141
VII-19 Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre. 142
VII-20 Caisse Nationale de Crédit Professionnel. 143

INTRODUCTION

Afin de mieux cerner l'évolution des phénomènes qui leur sont communs, la consommation privée et la distribution ont été regroupées dans un même chapitre.

Les tableaux VII-1 à 8, basés sur les données de la comptabilité nationale établie par l'I.N.S., illustrent la manière dont a évolué la consommation privée au cours des dix dernières années, tant de manière générale que pour certaines rubriques en particulier. Pour la plupart des postes considérés, il est tenu compte de la production, de l'exportation nette ainsi que de la consommation intermédiaire et des déchets..., pour obtenir l'estimation de la consommation privée en quantité. En prenant en considération les prix unitaires et les marges de distribution, l'on obtient alors la consommation privée en valeur. Le détail de la méthodologie de base figure dans « Etudes statistiques et économétriques de l'I.N.S., n° 4 1963.

Les tableaux VII-9 et 10, reprenant les immatriculations de véhicules neufs et usagés, détaillent les données mensuelles depuis 1982 selon les statistiques du Ministère des Communications.

Les tableaux VII-12 et 13 synthétisent les résultats des études menées annuellement par le Comité Belge de la Distribution sur la répartition des ventes au détail par forme de distribution et l'évolution des magasins en libre service. Le premier tableau présente l'évolution des parts de marché de chaque type de commerce (1983 est la dernière année disponible).

Le tableau VII-13 reprend l'évolution des magasins en libre service. Les résultats au 1er janvier 1984 sont calculés par le Comité belge de la Distribution selon une nouvelle approche basée sur des sources modifiées ou améliorées. Les chiffres de 1983 ne sont donc plus tout à fait comparables aux précédents mais, étant donné la saturation du secteur « libre service », les évolutions sont suffisamment peu marquées pour autoriser une juxtaposition des résultats des dernières années. Les chiffres au premier janvier 1985 ne sont pas encore disponibles.

Les tableaux VII-14 et 15 concernent l'application des dispositions légales en matière d'ouverture et de fermeture de points de ventes commerciaux. Le tableau VII-14 reprend les statistiques d'immatriculations et de radiations au registre de commerce établies par l'Administration du commerce. Le tableau VII-15 fait le bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales. La loi de 1975 impose une procédure contraignante à l'implantation de magasins à grande surface (plus grands que 1 500 m^2) en zone urbaine.

Les indicateurs de la situation financière et de la capacité d'épargne des ménages (tableaux VII-17 et 18) sont calculés à partir des résultats de l'enquête

effectuée quadrimestriellement par l'I.N.S. pour le compte des Communautés européennes. Les indicateurs sont calculés de la manière suivante : les pourcentages de réponses positives et négatives concernant la situation financière des ménages et leur capacité à mettre de l'argent de côté sont additionnés par classe de revenus sans tenir compte des personnes n'ayant pas d'avis. Les résultats obtenus sont des coefficients variant à chaque enquête qui permettent de se rendre compte des fluctuations des opinions des consommateurs belges vis-à-vis de la conjoncture (situation économique, mesures gouvernementales), en fonction de la classe de revenus à laquelle ils appartiennent.

Le tableau VII-19, donnant l'évolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre, est représentatif des variations dans l'endettement des ménages qui influe directement sur le niveau des ventes de biens ménagers durables.

La conclusion qui s'impose de la lecture de ces tableaux est que l'impact de la politique restrictive en matière d'adaptation salariale a continué de se faire sentir en 1984 malgré le recul très net de la croissance des prix de détail enregistré en fin d'année. Les ménages n'ayant pas retrouvé le pouvoir d'achat qu'ils détenaient avant 1982, les années de forte expansion semblent révolues aussi bien pour la consommation privée que pour les différentes formes de distribution. Aucune catégorie de distributeurs n'est épargnée par le recul de son chiffre d'affaires malgré une relative stagnation du total des achats des ménages, qui cherchent avant tout à obtenir plus de biens au moindre coût, ce qui explique la croissance relative du commerce intégré par rapport au petit commerce de détail qui se manifeste depuis 1983.

VII-1 — **Evolution de la consommation privée** (en valeur)

Millions de francs

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Produits alimentaires	293 039	335 090	349 354	365 284	379 755	399 760	413 612	469 768	514 055	559 809
2. Boissons	70 083	75 073	79 454	84 335	89 324	97 593	103 385	113 950	121 901	124 762
3. Tabac	25 691	28 884	32 057	31 931	34 375	35 400	37 616	45 147	49 159	53 441
4. Vêtements et effets personnels	115 046	130 532	137 155	143 917	156 094	173 257	175 831	198 317	205 414	209 349
5. Loyers, taxes, eau	136 435	148 403	167 755	187 187	205 350	228 050	258 752	285 313	313 481	340 934
6. Chauffage, éclairage	81 717	86 862	91 497	100 353	118 230	138 347	164 488	182 346	187 764	206 977
7. Articles ménagers durables	150 633	175 934	184 957	186 730	192 774	216 012	218 415	227 555	228 689	239 364
8. Entretien de la maison	62 199	68 624	75 797	82 091	88 211	94 791	100 149	107 474	114 722	121 134
9. Soins personnels et hygiène	138 825	160 460	183 474	202 695	215 614	229 713	252 048	278 363	305 578	323 797
10. Transports	150 971	178 177	194 686	212 107	233 408	254 703	274 513	301 041	327 580	352 276
11. Communications : P.T.T.	11 293	12 338	14 499	16 237	17 499	18 808	20 189	22 331	24 347	27 212
12. Loisirs	119 543	136 419	152 032	163 381	176 729	194 417	207 968	230 143	248 988	267 956
13. Enseignement et recherches	3 184	3 421	3 724	3 952	4 168	4 457	4 892	5 391	6 008	6 599
14. Services financiers	42 207	55 469	62 188	71 829	81 749	87 092	103 289	118 291	116 209	127 045
15. Services divers	10 735	13 263	15 304	17 261	19 159	19 293	20 355	21 450	22 855	24 587
16. Dépenses personnelles à l'étranger	43 000	46 100	56 000	61 800	71 600	78 500	88 200	82 600	88 500	93 300
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	−34 000	−35 400	−44 300	−43 400	−50 600	−55 800	−69 700	−87 500	−112 300	−121 000
Total (a)	**1 421 152**	**1 609 424**	**1 764 125**	**1 887 455**	**2 047 950**	**2 212 366**	**2 388 597**	**2 591 806**	**2 739 093**	**2 930 307**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Y compris l'ajustement statistique.

VII-2 — **Consommation privée des produits alimentaires et des boissons** (en valeur)

Millions de francs

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits alimentaires	293 039	335 090	349 354	365 284	379 755	399 760	413 612	469 768	514 055	559 809
dont : pain et produits à base de céréales	35 392	38 161	43 744	46 135	46 865	48 571	51 396	55 235	59 456	64 019
viande et produits dérivés	114 706	129 543	133 691	145 468	151 964	160 592	158 277	178 521	197 638	209 958
poisson	11 920	14 985	16 012	16 911	19 420	21 380	23 106	26 392	29 832	30 963
lait, fromages, œufs	31 613	35 971	38 601	40 137	42 273	45 463	50 260	56 470	63 527	66 125
huiles et graisses	19 902	20 486	21 324	21 698	22 837	23 009	24 640	28 055	30 731	33 522
pommes de terre, légumes et fruits	43 601	53 278	47 137	45 883	47 376	49 140	52 928	64 770	67 027	80 408
café, thé et chicorée	9 014	11 173	16 926	14 548	13 121	13 402	12 835	15 879	17 838	20 511
sucre, confiture, confiserie	16 208	19 313	18 905	21 011	21 632	22 689	23 983	26 532	28 559	32 127
autres produits alimentaires	10 683	12 180	13 014	13 493	14 267	15 514	16 187	17 914	19 447	22 176
Boissons	70 083	75 073	79 454	84 335	89 324	97 593	103 385	113 950	121 901	124 762
dont : eaux minérales et limonades	14 888	17 492	16 315	17 557	18 844	20 561	22 163	24 619	26 537	27 678
bière	28 990	31 126	31 784	32 184	32 048	33 879	36 215	40 698	42 948	43 995
alcools	10 419	10 608	11 580	12 651	13 063	15 967	16 674	17 198	18 199	17 471
vin et autres boissons	15 786	15 847	19 775	21 943	25 369	27 186	28 333	31 435	34 217	35 618

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VII-3 — **Consommation privée de vêtements et effets personnels** (en valeur)

Millions de francs

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Vêtements à l'exclusion de ce qui suit	84 535	95 363	97 908	102 801	109 146	117 690	122 373	139 654	142 780	144 345
Chaussures	15 410	17 557	19 867	19 949	22 734	26 270	25 979	30 129	30 623	33 391
Fourrures, ganterie, maroquinerie	5 597	6 588	7 382	7 711	8 494	9 408	9 225	8 963	8 457	8 800
Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie, lunetterie	9 504	11 024	11 998	13 456	15 720	19 889	18 254	19 571	23 554	22 813
Total ...	**115 046**	**130 532**	**137 155**	**143 917**	**156 094**	**173 257**	**175 831**	**198 317**	**205 414**	**209 349**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VII-4 — **Consommation privée d'énergie et d'articles ménagers durables** (en valeur)

Millions de francs

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Chauffage, éclairage	81 717	86 862	91 497	100 353	118 230	138 347	164 488	182 346	187 764	206 977
dont : charbon, etc.	10 095	8 658	8 318	8 773	9 565	8 982	9 259	10 748	11 237	11 792
gaz de ville et gaz naturel	10 585	12 747	15 117	17 913	20 519	25 586	35 522	41 989	46 025	51 493
électricité, chaleur et vapeur	26 394	29 960	33 566	37 319	40 743	46 668	55 858	60 442	68 581	74 316
gaz en bonbonnes, mazout, bois	34 643	35 497	34 496	36 348	47 403	57 111	63 849	69 167	61 921	69 376
2. Articles ménagers durables	150 633	175 934	184 957	186 730	192 774	216 012	218 415	227 555	228 689	239 364
dont : textiles, verre et cristal	34 410	38 640	40 210	41 475	43 993	47 688	49 347	56 063	56 934	57 554
meubles et articles en bois	45 564	56 811	61 323	60 221	61 397	69 472	68 434	68 267	66 286	65 507
articles de tôlerie, de tréfilerie et de laminage à froid; accessoires métalliques du bâtiment	21 283	23 789	24 722	24 914	26 389	29 889	28 603	31 432	32 535	34 623
appareils électro-ménagers	19 536	22 296	22 533	22 152	23 307	25 734	25 410	24 922	27 724	27 874
appareils de radio et de télévision	16 008	18 136	18 764	18 271	16 119	17 704	18 673	17 430	15 742	19 366
autres articles	13 832	16 262	17 405	19 697	21 569	25 525	27 948	29 441	29 468	34 440
Total général	**232 350**	**262 796**	**276 454**	**287 083**	**311 004**	**354 359**	**382 903**	**409 901**	**416 453**	**446 341**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VII-5 — **Consommation privée de transports, communications et loisirs** (en valeur)

Millions de francs

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Transports	150 971	178 177	194 686	212 107	233 408	254 703	274 513	301 041	327 580	352 276
dont : achat de matériel de transport	51 119	64 170	70 291	77 303	82 920	83 263	77 837	87 653	99 774	114 444
utilisation de matériel de transport	82 775	95 670	104 562	113 583	127 445	146 855	170 810	185 570	197 582	205 282
transports urbains, transports par chemin de fer vicinaux ou par autobus interurbains	4 553	4 882	5 675	6 079	6 427	6 883	6 890	7 385	8 095	8 763
transports par chemin de fer	7 117	7 457	7 811	8 809	8 947	9 942	10 440	11 320	12 489	13 508
autres services de transport	5 407	5 998	6 347	6 333	7 669	7 760	8 536	9 113	9 640	10 279
2. Communications : P.T.T.	11 293	12 338	14 499	16 237	17 499	18 808	20 189	22 331	24 347	27 212
3. Loisirs	119 543	136 419	152 032	163 381	176 729	194 417	207 968	230 143	248 988	267 956
dont : divertissements	9 903	11 747	13 667	15 857	16 749	18 573	20 528	22 220	24 397	25 993
hôtels, restaurants, cafés	61 485	67 879	76 678	81 023	85 963	95 759	101 715	110 608	121 316	131 248
livres, journaux et périodiques	12 211	13 919	14 983	16 099	18 216	19 419	21 141	24 294	25 599	29 510
autres distractions	35 944	42 874	46 704	50 402	55 801	60 666	64 584	73 021	77 676	81 205
Total général	**281 807**	**326 934**	**361 217**	**391 725**	**427 636**	**467 928**	**502 670**	**553 515**	**600 915**	**647 444**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VII-6 — **Importance relative de la consommation privée** (en valeur)

En %

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits alimentaires	20,6	20,9	19,8	19,4	18,6	18,1	17,3	18,1	18,8	19,1
Boissons	5,0	4,7	4,5	4,5	4,4	4,4	4,3	4,4	4,4	4,3
Tabac	1,8	1,8	1,9	1,7	1,7	1,6	1,6	1,7	1,8	1,8
Vêtements et effets personnels	8,1	8,2	7,8	7,7	7,7	7,8	7,4	7,7	7,5	7,1
Loyers, taxes, eau	9,6	9,3	9,5	10,0	10,1	10,3	10,8	11,0	11,4	11,6
Chauffage, éclairage	5,8	5,4	5,2	5,4	5,8	6,2	6,9	7,0	6,9	7,1
Articles ménagers durables	10,6	11,0	10,5	9,9	9,5	9,8	9,1	8,8	8,3	8,2
Entretien de la maison	4,4	4,3	4,3	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,2	4,1
Soins personnels et hygiène	9,8	10,0	10,4	10,8	10,6	10,4	10,6	10,7	11,2	11,0
Transports	10,7	11,1	11,1	11,3	11,4	11,5	11,5	11,6	12,0	12,0
Communications : P.T.T.	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
Loisirs	8,5	8,5	8,6	8,7	8,7	8,8	8,7	8,9	9,0	9,1
Enseignement et recherches	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Services financiers	3,0	3,5	3,6	3,8	4,0	3,9	4,3	4,6	4,2	4,3
Services divers	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Dépenses personnelles à l'étranger	3,1	2,9	3,2	3,3	3,5	3,5	3,7	3,2	3,2	3,2
Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	−2,4	−2,2	−2,6	−2,3	−2,5	−2,5	−2,9	−3,4	−4,1	−4,1
Total ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

VII-7 — **Taux de variation annuelle de la consommation privée** (en valeur)

En %

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits alimentaires	10,2	14,4	4,3	4,6	4,0	5,3	3,5	13,6	9,5	8,9
Boissons	12,7	7,2	5,9	6,2	6,0	9,3	6,0	10,3	7,0	2,4
Tabac	11,3	12,5	11,0	−0,4	7,7	3,0	6,3	20,1	8,9	8,8
Vêtements et effets personnels	6,1	13,5	5,1	5,0	8,5	11,0	1,5	12,8	3,6	2,0
Loyers, taxes, eau	18,0	8,8	13,1	11,6	9,7	11,1	13,5	10,3	9,9	8,8
Chauffage, éclairage	25,0	6,3	5,4	9,7	17,9	17,1	18,9	10,9	3,0	10,3
Articles ménagers durables	2,4	16,8	5,2	1,0	3,3	12,1	1,2	4,2	0,5	4,7
Entretien de la maison	12,5	10,4	10,5	8,3	7,5	7,5	5,7	7,4	6,8	5,6
Soins personnels et hygiène	23,1	15,6	14,4	10,5	6,4	6,6	9,8	10,5	9,8	6,0
Transports	19,8	18,1	9,3	9,0	10,1	9,2	7,8	9,7	8,9	7,6
Communications : P.T.T.	27,2	9,3	17,6	12,0	7,8	7,5	7,4	10,6	9,1	12,3
Loisirs	10,9	14,2	11,5	7,5	8,2	10,0	7,0	10,7	8,2	7,7
Enseignement et recherches	25,0	7,5	8,9	6,2	5,5	7,0	9,8	10,2	11,5	9,9
Services financiers	10,5	31,5	12,2	15,5	13,9	6,6	18,6	14,6	− 1,8	9,4
Services divers	9,3	23,6	15,4	12,8	11,0	0,7	5,5	5,4	6,6	7,6
Dépenses personnelles à l'étranger	13,8	7,2	21,5	10,4	15,9	9,7	12,4	− 6,4	7,2	5,5
Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	14,5	4,2	25,2	−2,0	16,6	10,3	24,9	25,5	28,3	7,7
Total	**13,2**	**13,3**	**9,7**	**7,0**	**8,5**	**8,1**	**8,0**	**8,5**	**5,7**	**7,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

VII-8 — **Taux de variation annuelle de la consommation privée aux prix de 1980**

En %

DESIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits alimentaires	−1,1	2,0	−0,9	3,2	3,1	1,4	−2,3	4,0	−0,2	1,9
Boissons	5,3	2,0	0,4	1,3	4,2	5,9	−4,3	2,2	−1,4	−1,4
Tabac	−4,8	−1,9	−3,5	−10,1	4,9	−0,4	−2,1	7,6	−3,1	1,1
Vêtements et effets personnels	−2,2	5,9	−1,3	− 2,0	4,0	6,4	−1,8	5,8	−2,8	−3,5
Loyers, taxes, eau	2,6	2,4	2,1	3,5	3,5	3,6	3,7	2,0	1,9	2,1
Chauffage, éclairage	6,6	−0,3	−0,1	8,7	3,5	−4,4	−1,8	− 3,7	−2,4	2,3
Articles ménagers durables	−5,2	11,7	0,9	− 0,9	2,0	10,4	−1,9	0,3	−6,5	0,9
Entretien de la maison	−0,6	0,9	1,7	1,0	1,3	1,5	0,0	1,5	−1,2	−0,5
Soins personnels et hygiène	8,6	6,5	6,4	4,3	2,1	1,9	3,9	1,7	2,1	−0,8
Transports	6,9	6,4	3,6	3,9	3,2	−1,5	−1,5	0,3	−0,0	1,7
Communications : P.T.T.	−3,4	8,4	4,6	2,4	7,7	4,2	6,7	0,7	2,2	1,9
Loisirs	1,1	5,7	−0,3	− 0,3	4,4	4,7	1,5	5,3	−0,1	1,2
Enseignement et recherches	2,4	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0
Services financiers	−3,5	11,7	4,8	10,9	9,9	6,5	9,7	4,4	−5,3	−1,1
Services divers	−3,0	14,7	9,2	6,1	6,0	−4,7	−1,9	− 0,7	0,4	3,0
Dépenses personnelles à l'étranger	5,6	0,2	7,0	2,5	12,7	5,2	4,6	−10,8	−1,4	0,7
Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	6,2	−2,7	10,3	− 9,2	13,3	5,9	16,3	19,4	18,2	2,9
Total	**0,6**	**4,7**	**2,4**	**2,8**	**4,4**	**1,6**	**−0,2**	**1,0**	**−1,5**	**0,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

B. IMMATRICULATIONS D'AUTOMOBILES

VII-9 — **Immatriculations de voitures neuves**

PERIODE	1982	1983	1984	$\frac{1983}{1982}$ %	$\frac{1984}{1983}$ %
Janvier	*29 053*	*32 263*	*37 959*	*11,0*	*17,7*
Février	*33 338*	*26 593*	*41 435*	*−20,2*	*55,8*
Mars	*44 696*	*41 573*	*39 752*	*− 7,0*	*− 4,4*
1er trimestre ...	107 087	100 429	119 146	− 6,2	18,6
Avril	*43 513*	*34 065*	*33 437*	*−21,7*	*− 1,8*
Mai	*30 869*	*32 851*	*31 368*	*6,4*	*− 4,5*
Juin	*30 762*	*34 801*	*33 084*	*13,1*	*− 4,9*
2e trimestre ...	105 144	101 717	97 889	− 3,3	− 3,8
1er semestre ...	**212 231**	**202 146**	**217 035**	**− 4,8**	**7,4**
Juillet	*24 588*	*24 102*	*23 524*	*− 2,0*	*− 2,4*
Août	*22 433*	*21 469*	*20 361*	*− 4,3*	*− 5,2*
Septembre	*21 946*	*20 978*	*23 074*	*− 4,4*	*10,0*
3e trimestre ...	68 967	66 549	66 959	− 3,5	0,6
Octobre	*25 220*	*30 818*	*30 818*	*22,2*	*0,0*
Novembre	*20 282*	*23 395*	*22 888*	*14,8*	*− 2,2*
Décembre	*17 438*	*16 530*	*14 527*	*− 5,2*	*−12,1*
4e trimestre ...	63 040	70 743	68 233	12,2	− 3,5
2e semestre ...	**132 007**	**137 292**	**135 192**	**4,0**	**− 1,5**
L'année ...	**344 238**	**339 438**	**352 227**	**− 1,4**	**3,8**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

VII-10 — **Immatriculations de voitures usagées**

PERIODE	1982	1983	1984	$\frac{1983}{1982}$ %	$\frac{1984}{1983}$ %
Janvier	*28 706*	*33 022*	*36 591*	*15,0*	*10,8*
Février	*30 971*	*32 031*	*41 611*	*3,4*	*29,9*
Mars	*44 152*	*42 476*	*42 353*	*– 3,8*	*– 0,3*
1er trimestre ...	103 829	107 529	120 555	3,6	24,1
Avril	38 336	36 096	36 712	– 5,8	1,7
Mai	*34 230*	*38 691*	*41 098*	*13,0*	*6,2*
Juin	*40 878*	*43 355*	*42 408*	*6,1*	*– 2,2*
2e trimestre ...	113 444	118 143	120 218	4,1	– 0,3
1e *semestre* ...	**217 273**	**225 672**	**240 773**	**3,9**	**6,7**
Juillet	*29 986*	*33 874*	*38 562*	*13,0*	*13,8*
Août	*36 622*	*31 318*	*31 330*	*–14,5*	*0,0*
Septembre	*32 720*	*28 201*	*34 606*	*–13,8*	*22,7*
3e trimestre ...	99 328	93 393	104 498	– 6,0	–13,1
Octobre	*34 340*	*39 921*	*40 332*	*16,3*	*1,0*
Novembre	*29 114*	*28 480*	*35 039*	*– 2,2*	*23,0*
Décembre	*28 870*	*28 771*	*26 814*	*– 0,3*	*– 6,8*
4e trimestre ...	92 324	97 173	102 185	5,3	– 2,2
2e semestre ...	**191 652**	**190 565**	**206 683**	**– 0,6**	**8,5**
L'année ...	**408 925**	**416 238**	**311 181**	**1,8**	**7,5**

Source : Ministère des Communications, Office de la Circulation Routière.

C. DISTRIBUTION

VII-11 — Indices des ventes au détail par type de distribution

1980=100

ANNEE	Petit commerce de détail	Grands magasins et entreprises à succursales	Coopératives de consommation	Supermarchés (b)	Total du commerce de détail	
					Valeur	Quantité
1975	68	60	120	74	67	87
1976	78	69	120	80	77	91
1977	82	78	113	86	82	93
1978	85	85	104	88	86	95
1979	92	93	102	93	92	99
1980	100	100	100	100	100	100
1981	104	108	86	105	105	97
1982	113	117	79	112	113	95
1983	109	125	57	117	113	89
1984 (a)	113	130	52	124	118	87

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.
(b) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Grands magasins et entreprises à succursales ».

VII-12 — **Répartition des ventes au détail par forme de distribution** (a)

En % du total

DESIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non alimentaires			Ventes totales		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
Coopératives de consommation	0,9	0,8	0,5	0,3	0,3	0,2	0,5	0,4	0,3
Entreprises à succursales multiples	26,2	27,3	} 33,5	5,1	5,4	} 12,1	12,6	13,1	} 20,2
Grands magasins à rayons multiples	4,6	4,1		5,8	5,3		5,4	4,9	
Ventes par correspondance	—	—	—	1,3	1,2	1,4	0,8	0,8	0,9
Ventes totales du commerce intégré	**31,7**	**32,2**	**34,0**	**12,5**	**12,2**	**14,4**	**19,3**	**19,2**	**21,4**
Indépendants affiliés à des :									
— coopératives d'achat de détaillants	4,2	4,1	4,3	1,0	0,9	0,9	2,2	2,0	2,1
— chaînes volontaires	4,5	4,4	4,6	0,2	0,2	0,2	1,8	1,6	1,8
— entreprises du commerce intégré et franchiseurs spécialisés	6,2	6,5	7,4	1,6	3,7	4,4	3,1	4,8	5,5
Ventes totales du commerce indépendant associé	14,9	15,0	16,3	2,8	4,8	5,5	7,1	8,4	9,4
Ventes du commerce indépendant non associé	53,4	52,8	49,7	84,7	83,0	80,1	73,6	72,4	69,2
Ventes totales du commerce indépendant	**68,3**	**67,8**	**66,0**	**87,5**	**87,8**	**85,6**	**80,7**	**80,8**	**78,6**
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Les données pour 1984 ne sont pas encore disponibles.

VII-13 — Evolution des magasins en libre service

Au 1er janvier

DESIGNATION	1980		1982 (a)		1984 (a)	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution					
Indépendants	2 597	62	2 388	60	3 149	68
Coopératives de consommation	641	15	498	13	374	8
Grands magasins et maisons à succursales	959	23	1 082	27	1 117	24
Total ...	**4 197**	**100**	**3 968**	**100**	**4 640**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m²)					
1- 99	1 376	33	1 203	30	3 343	71
100- 199	950	22	886	22		
200- 399	744	18	673	18		
400 et plus (sans viande fraîche)	194	4	203	5	210	5
400- 799 (supermarchés)	408	10	413	10	458	10
800- 999	11	3	117	3	122	3
1 000-2 499	337	8	380	10	425	9
2 500 et plus (hypermarchés)	77	2	82	2	82	2
Total ...	**4 197**	**100**	**3 968**	**100**	**4 640**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

(a) Estimations.

VII-14 — Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DESIGNATION	1981	1982			1983			1984		
	Total	Commerçants indépendants	Sociétés	Total	Commerçants indépendants	Sociétés	Total	Commerçants indépendants	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	11 295	8 300	3 273	11 573	8 805	4 078	12 883	9 310	4 802	14 112
Anvers	9 680	7 970	2 862	10 832	7 982	3 379	11 361	8 146	3 861	12 007
Mons	5 741	5 078	786	5 864	5 120	955	6 075	5 762	1 258	7 020
Liège	7 781	6 714	1 475	8 189	7 190	1 706	8 896	7 777	2 029	9 806
Gand	10 088	8 533	2 478	11 011	8 859	3 256	12 115	9 694	3 757	13 451
Total ...	**44 585**	**36 595**	**10 874**	**47 469**	**37 956**	**13 374**	**51 330**	**40 689**	**15 707**	**56 396**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	7 114	6 408	775	7 183	6 994	815	7 309	7 382	835	8 217
Anvers	7 110	6 531	533	7 064	6 751	542	7 293	7 006	744	7 750
Mons	4 559	4 572	179	4 751	4 680	168	4 848	5 071	212	5 283
Liège	5 417	5 480	282	5 762	5 612	253	5 865	6 019	349	6 368
Gand	7 805	7 255	452	7 707	7 659	483	8 142	8 168	560	8 746
Total ...	**32 005**	**30 246**	**2 221**	**32 467**	**31 696**	**2 261**	**33 957**	**36 646**	**2 700**	**36 364**
Différence	**+12 580**	**+ 6 349**	**+ 8 653**	**+15 002**	**+ 6 260**	**+11 113**	**+17 373**	**+ 4 043**	**+13 007**	**+20 032**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transférée, comme suite à une cession, un transfert, un décès, etc.

VII-15 — **Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales**

Arrêté à fin décembre 1984

RÉGIONS	Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
	Demandes acceptées						
Flandre .....(a)	7	—	—	3	10	4	24
(b)	3 996	—	—	4 255	22 175	—	33 033
Wallonie .....(a)	1	—	—	—	6	2 607	7
(b)	280	—	—	—	5 776	—	6 056
Bruxelles .....(a)	2	—	—	1	—	—	3
(b)	2 502	—	—	3 020	—	—	5 522
Total (a)	**10**	—	—	**4**	**16**	**4**	**34**
(b)	**6 778**	—	—	**7 275**	**27 951**	**2 607**	**44 611**
	Demandes refusées						
Flandre .....(a)	5	—	—	—	2	2	9
(b)	5 699	—	—	—	2 420	1 696	9 815
Wallonie .....(a)	2	—	—	—	—	—	2
(b)	2 352	—	—	—	—	—	2 532
Bruxelles .....(a)	—	—	—	—	—	—	—
(b)	—	—	—	—	—	—	—
Total (a)	7	—	—	—	2	2	11
(b)	**8 051**	—	—	—	**2 420**	**1 696**	**12 167**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente (m²).

VII-16 — **Commerce ambulant - Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce** (a)

DATE DU RECENSEMENT ET RESIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1980 : *Le Royaume ...*	**12 591**	**967**	**1 783**	**172**	**14 139**	**986**	**5 891**	**696**	**1 367**	**120**	**1 457**	**112**	**10 735**	**1 017**	**47 963**	**4 070**	**52 033**
1er janvier 1982 : *Le Royaume ...*	**11 218**	**680**	**1 761**	**140**	**34 131**	**363**	**5 958**	**633**	**1 275**	**105**	**1 163**	**117**	**10 912**	**946**	**66 415**	**2 984**	**69 402**
1er janvier 1984 :																	
Anvers	2 740	68	366	8	3 419	11	1 406	63	186	3	117	3	2 064	74	10 298	230	10 528
Brabant	2 771	386	492	61	5 329	11	1 881	253	160	15	169	8	1 626	175	12 428	909	13 337
Hainaut	1 354	209	231	61	4 869	31	1 186	354	165	43	95	5	1 331	410	9 231	1 113	10 344
Liège	837	125	195	41	3 036	29	905	144	143	27	146	10	1 020	284	6 282	660	6 942
Limbourg	486	19	57	—	1 827	2	202	4	122	6	101	2	852	33	3 647	66	3 713
Luxembourg	119	12	42	4	641	3	155	12	55	3	22	1	284	18	1 318	53	1 371
Namur	266	11	107	9	1 241	2	469	38	70	7	52	—	491	31	2 696	98	2 794
Fl. Orientale	2 681	57	345	8	3 429	8	1 344	17	269	8	260	11	2 303	49	10 631	158	10 789
Fl. Occidentale	1 502	19	305	5	3 210	4	896	19	328	3	260	—	2 152	9	8 653	59	8 712
Pays étrangers	8	35	—	8	5	38	6	28	4	9	1	13	20	59	44	190	234
Le Royaume ...	**12 764**	**941**	**2 140**	**205**	**27 006**	**139**	**8 450**	**932**	**1 502**	**124**	**1 223**	**53**	**12 143**	**1 142**	**65 228**	**3 536**	**68 764**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

VII-17 — **Indicateur de la situation financière des ménages** (a) **- Evolution par classe de revenus nets**

CLASSE DE REVENUS	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984	Mai 1984	Octobre 1984	Janvier 1985
– de 12 000 FB	−58,1	−30,8	−42,8	−58,4	−53,3	−60,0	−44,4
12 000 à 18 000 FB	−44,4	−55,7	−51,9	−50,0	−50,0	−64,0	−56,4
18 000 à 25 000 FB	−49,3	−47,4	−48,5	−53,2	−47,1	−49,2	−48,3
25 000 à 35 000 FB	−51,0	−46,5	−45,8	−51,6	−51,0	−50,7	−44,8
35 000 à 50 000 FB	−44,2	−42,7	−42,8	−48,1	−46,0	−44,3	−48,7
+ de 50 000 FB	−32,5	−30,6	−37,3	−44,4	−43,6	−35,1	−28,7

Source : Communauté Economique Européenne; Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

VII-18 — **Indicateur de la capacité d'épargne des ménages (a) - Evolution par classe de revenus nets**

CLASSE DE REVENUS	Janvier 1983	Mai 1983	Octobre 1983	Janvier 1984	Mai 1984	Octobre 1984	Janvier 1985
– de 12 000 FB	−67,8	−84,6	−85,0	−58,4	−86,6	−98,0	−80,0
12 000 à 18 000 FB	−73,7	−86,7	−76,5	−83,3	−79,5	−66,7	−74,0
18 000 à 25 000 FB	−57,9	−68,8	−59,6	−61,1	−75,8	−75,1	−61,6
25 000 à 35 000 FB	−31,1	−35,7	−44,8	−46,9	−43,0	−42,3	−34,4
35 000 à 50 000 FB	−10,8	−16,1	−25,3	−14,8	−13,2	−27,0	−16,1
+ de 50 000 FB	20,2	13,6	8,6	13,9	3,3	8,7	+11,7

Source : Communauté Economique Européenne; Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Les données de base sont les réponses à l'enquête quadrimestrielle organisée par la C.E.E. dans chaque Etat membre, auprès d'un échantillon de ménages.
L'indicateur est calculé par la D.G.E.D., par différence entre les réponses classées positives et négatives. A la fois l'évolution et le niveau absolu de l'indicateur sont significatifs.

VII-19 — **Evolution des crédits à la consommation accordés au cours de chaque semestre**

Croissance en % par rapport au semestre correspondant de l'année antérieure

PERIODE	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
1980 1er semestre	2,6	5,8	4,3
2e semestre	−15,5	− 3,8	− 7,8
1981 1er semestre	−21,8	−10,9	−15,8
2e semestre	−10,2	− 4,0	− 5,9
1982 1er semestre	5,6	− 2,5	0,9
2e semestre	1,7	− 2,8	− 1,5
1983 1er semestre	6,2	33,6	16,2
2e semestre	19,4	5,5	9,8
1984 1er semestre	18,8	−15,8	− 2,6
2e semestre	7,6	6,8	7,1

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

VII-20 — Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNEE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2
1979	13 372	15 089 707	1 128,5
1980	8 750	10 117 083	1 156,2
1981	7 758	8 831 475	1 138,4
1982	6 082	6 566 842	1 079,7
1983	5 983	6 946 020	1 161,0
1984	6 781	7 497 437	1 105,7

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

VIII. TOURISME

Introduction 146

VIII-1 Nombre de nuitées dans l'ensemble des établissements touristiques suivant le pays de résidence habituelle - Année et saison touristique. 147

VIII-2 Nombre de nuitées par région touristique - Année et saison touristique. 148

VIII-3 Nombre de nuitées par catégorie d'établissements touristiques. 149

VIII-4 Répartition des nuitées en % de leur total selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté. 150

VIII-5 Variation annuelle en % des nuitées selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté. 151

VIII-6 Nombre et capacité des établissements touristiques en activité pendant le mois d'août. 152

INTRODUCTION

Les tableaux VIII-1 à VIII-3 présentent, selon leur pays d'origine, selon la région touristique visitée ou selon l'établissement touristique fréquenté, le nombre de nuitées de toutes les personnes logées temporairement et moyennant rétribution en dehors de leur résidence habituelle dans :

— les hôtels reconnus, soit les établissements autorisés par le Commissariat général au Tourisme à porter la dénomination « hôtel »;

— les établissements non reconnus, soit des établissements procurant un logement mais n'étant pas autorisés à porter la dénomination « hôtel »;

— les établissements pour tourisme social (auberges de jeunesse, gîtes d'étape...);

— les établissements de cure, soit ceux où les hôtes suivent une cure sous contrôle médical;

— les colonies de vacances;

— les villas, appartements et chambres meublées (loués pour un temps relativement court);

— les terrains de camping.

Les villes d'art sont Anvers, Bruges (sauf Zeebrugge), Bruxelles et son agglomération, Gand, Louvain, Liège, Malines, Tournai et Tongres.

Le tableau VIII-6 fournit des renseignements sur le nombre et la capacité des établissements fréquentés. Par capacité, il faut entendre le nombre maximum de personnes que l'établissement peut héberger normalement en une nuit.

VIII-1 — **Nombre de nuitées dans l'ensemble des établissements touristiques suivant le pays de résidence habituelle, année et saison touristique** (a)

En milliers

PAYS DE RESIDENCE HABITUELLE	1979		1980		1981		1982		1983		1984	
	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique
Belgique	18 536	14 335	18 723	14 038	19 617	14 998	21 423	16 202	21 397	15 086	21 341	16 541
Etranger	6 828	4 034	7 171	4 209	7 203	4 314	8 553	4 976	8 939	4 772	9 347	5 511
dont :												
R.F.A.	(1 122)	(708)	(1 186)	(748)	(1 165)	(740)	(1 325)	(857)	(1 326)	(773)	(1 407)	(915)
Royaume-Uni	(981)	(531)	(1 112)	(629)	(1 114)	(611)	(1 163)	(648)	(1 264)	(696)	(1 257)	(695)
France	(689)	(330)	(874)	(453)	(883)	(499)	(1 005)	(561)	(895)	(326)	(956)	(543)
Italie	(200)	(86)	(211)	(94)	(214)	(101)	(213)	(103)	(228)	(104)	(240)	(115)
Pays-Bas	(1 976)	(1 506)	(1 913)	(1 415)	(1 915)	(1 458)	(2 786)	(1 814)	(3 076)	(1 895)	(3 078)	(2 060)
Luxembourg	(126)	(101)	(126)	(99)	(135)	(107)	(153)	(122)	(169)	(104)	(162)	(131)
Espagne	(109)	(52)	(119)	(56)	(115)	(59)	(118)	(63)	(123)	(53)	(126)	(68)
Etats-Unis	(516)	(252)	(488)	(227)	(491)	(225)	(566)	(273)	(605)	(286)	(741)	(362)
Total ...	**25 364**	**18 369**	**25 894**	**18 247**	**26 820**	**19 312**	**29 976**	**21 178**	**30 336**	**19 858**	**30 688**	**22 052**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Période juin-septembre.

VIII-2 — **Nombre de nuitées par région touristique, année et saison touristique** (a)

En milliers

REGION TOURISTIQUE	1979		1980		1981		1982		1983		1984	
	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique	Année	Saison touristique
Littoral	13 179	10 459	14 026	10 937	14 549	11 434	15 889	12 450	15 515	10 992	15 449	12 314
Villes d'art	3 406	1 359	3 498	1 427	3 541	1 483	3 776	1 598	3 897	1 598	4 295	1 842
Ardennes et Meuse	4 509	3 275	4 208	2 816	4 310	3 065	4 711	3 334	5 008	3 472	4 739	3 478
Campine	1 873	1 594	1 845	1 505	1 967	1 628	2 906	1 945	3 176	2 049	3 374	2 375
Autres communnes touristiques	2 398	1 682	2 317	1 562	2 453	1 702	2 694	1 851	2 740	1 747	2 831	2 043
Total ...	**25 365**	**18 369**	**25 894**	**18 247**	**26 820**	**19 312**	**29 976**	**21 178**	**30 336**	**19 858**	**30 688**	**22 052**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) De juin à septembre.

VIII-3 — **Nombre de nuitées par catégorie d'établissements touristiques**

En milliers

ETABLISSEMENTS TOURISTIQUES	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Hôtels reconnus	5 460	5 543	5 593	5 611	6 034	6 336	6 714
Etablissements non reconnus	907	863	879	866	899	910	893
Etablissements pour tourisme social	2 578	2 658	2 834	2 835	3 777	4 079	4 054
Etablissements de cure	590	570	473	530	526	482	541
Colonies de vacances	1 746	1 705	1 575	1 456	1 386	1 420	1 424
Villas, appartements, chambres meublées, hôtes payants	7 386	6 222	7 042	6 994	7 964	7 769	7 557
Camping	7 764	7 804	7 499	8 528	9 390	9 339	9 504
Total ...	**26 431**	**25 365**	**25 895**	**26 820**	**29 976**	**30 336**	**30 688**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

VIII-4 — **Répartition des nuitées en % de leur total selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté**

DENOMINATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
I. *Pays de résidence habituelle du touriste*							
Belgique	73,4	73,1	72,3	73,1	71,5	70,5	69,4
R.F.A.	4,7	4,4	4,6	4,3	4,4	4,4	4,6
Royaume-Uni	3,9	3,9	4,3	4,2	3,9	4,2	4,1
France	3,1	2,7	3,4	3,3	3,4	3,0	3,1
Italie	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8
Pays-Bas	7,4	7,8	7,4	7,1	9,3	10,1	10,0
Luxembourg	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
II. *Région touristique visitée*							
Littoral	54,3	52,0	54,2	54,2	53,0	51,1	50,3
Villes d'art	12,6	13,4	13,5	13,2	12,6	12,8	14,0
Ardennes et Meuse	17,0	17,8	16,3	16,1	15,7	16,5	11,0
Campine	7,1	7,4	7,1	7,3	9,7	10,5	12,3
Autres communes touristiques	9,0	9,4	8,9	9,2	9,0	9,0	9,2
III. *Etablissements touristiques*							
Hôtels reconnus	20,7	21,9	21,6	20,9	20,1	20,9	21,9
Etablissements non reconnus	3,4	3,4	3,4	3,2	3,0	3,0	2,9
Etablissements pour tourisme social	9,8	10,5	10,9	10,6	12,6	13,4	13,2
Etablissements de cure	2,2	2,2	1,8	2,0	1,8	1,6	1,8
Colonies de vacances	6,6	6,7	6,1	5,4	4,6	4,7	4,6
Villas, appartements, chambres meublées	27,9	24,5	27,2	26,1	26,6	25,6	24,6
Camping	29,4	30,8	29,0	31,8	31,3	30,8	31,0

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

VIII-5 — **Variation annuelle en pour-cent des nuitées selon le pays de résidence du touriste, la région touristique visitée et le type d'établissement touristique fréquenté**

DENOMINATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
I. *Pays de résidence habituelle du touriste*							
Belgique	−10,1	− 4,5	+ 1,0	+ 4,8	+ 9,2	+ 5,0	− 0,3
R.F.A.	−12,6	− 8,9	+ 5,7	− 1,8	+13,7	+ 1,2	+ 6,1
Royaume-Uni	− 0,3	− 3,7	+13,4	+ 0,2	+ 4,4	+ 8,0	− 0,6
France	−17,7	−15,3	+26,8	+ 1,0	+13,8	− 8,7	+ 6,8
Italie	− 2,9	+ 0,5	+ 5,5	+ 1,4	− 0,5	+ 2,4	+ 5,2
Pays-Bas	− 4,5	+ 1,3	− 3,2	+ 0,1	+45,5	− 2,4	+ 0,1
Luxembourg	−14,7	+ 8,6	0	+ 7,1	+13,3	− 0,5	− 4,2
II. *Région touristique visitée*							
Littoral	−13,8	− 8,2	+ 6,4	+ 3,7	+ 9,2	− 2,3	− 0,4
Villes d'art	− 5,6	+ 2,2	+ 2,7	+ 1,2	+ 6,6	+ 3,2	+10,2
Ardennes et Meuse	− 5,6	+ 0,3	− 6,7	+ 2,4	+ 9,3	+ 6,3	− 5,4
Campine	−22,1	+ 0,2	− 1,5	+ 6,6	+47,7	+ 9,3	+ 6,2
Autres communes touristiques	+28,5	+ 0,8	− 3,4	+ 5,9	+ 9,8	+ 1,7	+ 3,3
III. *Etablissements touristiques*							
Hôtels reconnus	− 7,2	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 7,5	+ 5,0	+ 6,0
Etablissements non reconnus	−15,7	− 4,9	+ 1,9	− 1,5	+ 3,8	+ 1,2	− 1,9
Etablissements pour tourisme social	+ 1,8	+ 3,1	+ 6,6	0	+33,2	+ 8,0	− 0,6
Etablissements de cure	−16,4	− 3,4	−17,0	+12,1	− 0,8	− 8,4	+12,2
Colonies de vacances	−11,1	− 2,3	− 7,6	− 7,6	− 4,8	+ 2,4	+ 0,3
Villas, appartements, chambres meublées	−18,4	−15,6	+13,2	− 0,7	+13,9	− 2,4	− 2,7
Camping	− 2,9	+ 0,5	− 3,9	+13,7	+10,1	− 0,5	+ 1,8
Total ...	**− 9,5**	**− 4,0**	**+ 2,1**	**+ 3,6**	**+11,8**	**+ 1,2**	**+ 1,2**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

VIII-6 — Nombre et capacité (a) des établissements touristiques en activité pendant le mois d'août

En unités

ETABLISSEMENTS TOURISTIQUES	1979		1980		1981		1982		1983		1984	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Hôtels reconnus	1 514	69 279	1 461	67 958	1 411	65 520	1 362	63 566	1 344	66 467	1 364	68 457
Etablissements non reconnus	1 165	21 148	1 047	19 827	1 007	19 249	951	18 557	923	18 604	902	18 638
Etablissements pour tourisme social	228	40 191	222	41 131	224	40 184	228	45 389	281	49 188	274	48 240
Etablissements de cure ..	36	3 145	29	2 200	32	3 838	30	3 660	30	3 595	30	3 124
Colonies de vacances	166	31 013	159	30 167	149	29 115	149	27 278	145	27 507	143	26 738
Camping	655	303 877	663	308 529	686	321 647	704	329 824	710	332 375	707	337 091
Total ...	**3 764**	**468 653**	**3 581**	**469 812**	**3 509**	**479 553**	**3 424**	**488 274**	**3 433**	**497 736**	**3 420**	**502 288**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) Nombre maximum de personnes que l'établissement peut héberger normalement une nuit.

IX. INVESTISSEMENTS

Introduction		154
IX-1	Evolution des investissements.	155
IX-2	Investissements dans l'ensemble de l'économie.	156
IX-A	Formation intérieure brute de capital.	158
IX-B	Formation intérieure brute de capital par secteur d'activité économique.	159

INTRODUCTION

Le tableau IX-2 (investissement dans l'ensemble de l'économie) reprend les données figurant à l'affectation du produit national selon les comptes nationaux publiés annuellement par l'Institut National de Statistique. Diverses sources d'information sont utilisées par l'Institut pour l'établissement de ces données, la plus importante étant l'enquête annuelle auprès des entreprises industrielles et de service. Les données sont produites à prix courants et à prix constants (en l'occurence ceux de 1980).

Le tableau IX-1 (évolution des investissements) est établi sur base de données publiées par l'Institut National de Statistique et provenant des déclarations des assujettis à la T.V.A. La définition de l'investissement selon la réglementation fiscale désigne tous les biens immeubles ou meubles corporels destinés à être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation. Les variations figurant dans ce tableau sont calculées sur base d'indices construits par l'Institut à partir de données à prix courants.

Outre les estimations de la comptabilité nationale figurant à la rubrique 6.b du tableau IX-2, la construction d'immeubles d'habitation fait l'objet de statistiques relatives aux permis de bâtir et aux bâtiments commencés, reprises au tableau V-17.

Après un recul en 1983, la propension à investir s'est remarquablement redressée en 1984. La reprise des investissements productifs qui est manifeste au vu des données tirées des déclarations des entreprises à la T.V.A. (tableau IX-1) n'apparaît toutefois pas encore au niveau des premières estimations de la formation brute de capital fixe, extraites des comptes nationaux (tableau IX-2). Pour ces derniers, des différences non négligeables peuvent exister entre les données provisoires relatives à la dernière année (dans le cas présent 1984) et les corrections qui y sont apportées ultérieurement, lors de la révision annuelle.

Le redressement des investissements productifs en 1984 a caractérisé la majorité des secteurs d'industrie et de service. En outre, l'augmentation d'une année à l'autre a parfois été considérable. Ceci apparaît clairement dans le tableau IX-1. Dans les branches d'activité manufacturières, seules les industries de l'alimentation, des boissons et du tabac ainsi que, mais dans une moindre mesure, l'industrie chimique, où le redressement a été plus tardif dans l'année, sont demeurées à la traîne. Dans les services, la progression pour l'ensemble des entreprises non industrielles a été des plus vives. Secteurs à programmation pluri-annuelle dominante et moins sujets aux variations conjoncturelles, la production et la distribution d'électricité ainsi que la métallurgie de base enregistrent en 1984 un recul sensible de leurs investissements.

IX-1 — Evolution des investissements

Sur base des données mensuelles et trimestrielles relatives à la T.V.A., à prix courants.

BRANCHE D'ACTIVITE	Variations par rapport à l'année précédente en %				
	1980	1981	1982	1983	1984 (a)
Combustibles solides	14,8	− 7,9	36,6	41,8	−11,8
Raffinage de pétrole	143,7	8,4	−30,5	−30,0	48,8
Electricité et énergie nucléaire	14,3	1,1	−12,9	− 7,8	− 9,9
Gaz	68,5	−21,7	81,5	−41,8	31,3
Métallurgie de base	34,2	−10,0	67,1	− 8,8	− 2,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	3,6	−29,7	36,6	4,2	9,6
Industrie chimique	− 0,3	−15,9	15,9	13,9	9,0
Industrie transformatrice des métaux	12,1	− 3,9	14,6	−17,9	24,1
dont : fabrication d'ouvrages en métaux	26,4	−14,6	3,2	−17,1	38,8
construction de machines	26,1	−30,3	− 0,8	21,5	19,9
construction électrique et électronique	17,0	−12,9	37,3	3,1	32,6
construction d'automobiles	36,0	31,1	33,2	−29,7	42,3
Industrie alimentaire, boissons, tabac	4,0	−10,6	12,7	18,3	1,4
Industrie textile	31,0	−17,8	31,3	33,1	53,1
Industrie du bois et du meuble	10,8	−24,3	21,3	16,8	12,4
Industrie du papier, imprimerie et édition	− 0,7	− 2,3	18,8	1,8	40,4
Industrie du caoutchouc et matières plastiques	8,7	− 5,1	6,7	2,8	27,4
Bâtiments et génie civil	−15,0	−13,6	− 7,8	− 0,1	9,7
Entreprises industrielles	11,6	− 7,5	9,4	− 2,9	11,8
Commerce	− 4,1	2,6	13,2	4,9	20,4
Transports et communications	5,1	6,9	14,5	− 5,7	13,5
Crédit, assurances, services aux entreprises	18,4	− 4,4	16,6	11,4	37,2
Autres services	− 8,8	7,3	10,2	12,9	2,2
Entreprises non industrielles	3,8	− 0,9	14,1	3,3	20,6
Ensemble des déclarants	**7,9**	**− 4,5**	**11,6**	**0,1**	**16,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

IX-2 — **Investissements dans l'ensemble de l'économie** (a)

BRANCHE D'ACTIVITE	Aux pr		
	1980	1981	1982
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15 294	13 515	13 743
2. Industries extractives	2 999	2 796	3 027
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*1 122*	*1 282*	*2 130*
b) Autres industries extractives	*1 877*	*1 514*	*897*
3. Industries manufacturières	109 189	98 066	112 358
a) Alimentation, boissons, tabac	*17 078*	*14 342*	*14 968*
b) Textiles	*5 231*	*4 646*	*6 236*
c) Vêtements et chaussures	*1 204*	*1 099*	*1 305*
d) Bois et meubles	*3 812*	*2 648*	*3 117*
e) Papier, impression, édition	*7 885*	*7 188*	*7 991*
f) Chimie et activités connexes	*22 820*	*19 501*	*22 853*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*5 678*	*4 025*	*3 872*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*13 225*	*13 918*	*17 828*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*29 951*	*28 877*	*32 049*
j) Activités diverses n.d.a.	*2 205*	*1 822*	*2 139*
4. Construction	12 226	13 435	10 316
5. Electricité, gaz et eau	39 592	36 991	37 267
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	302 225	201 900	197 137
a) Commerce, banque et assurances	*77 500*	*68 999*	*72 930*
b) Immeubles d'habitation	*224 725*	*132 901*	*124 207*
7. Transports et communications	86 331	95 962	89 969
a) Transports par voie ferrée	*32 328*	*40 419*	*35 476*
b) Transports par route	*4 709*	*3 782*	*4 260*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*25 608*	*30 390*	*28 692*
d) Transports aériens	*4 666*	*2 241*	*1 671*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*19 020*	*19 130*	*19 870*
8. Services	160 510	148 007	134 996
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*79 886*	*70 520*	*63 594*
b) Enseignement (officiel et libre)	*43 024*	*42 100*	*38 661*
c) Autres	*37 600*	*35 387*	*32 741*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**728 366**	**610 672**	**598 813**
9. Variations de stocks	29 216	– 5 398	– 1 382
a) Cheptel	*– 684*	*– 1 598*	*418*
b) Autres stocks	*29 900*	*– 3 800*	*– 1 800*
Total (de 1 à 9)	**757 582**	**605 274**	**597 431**
Ajustement statistique	– 694	– 989	– 3 192
Formation intérieure brute de capital	**756 888**	**604 285**	**594 239**

(a) Défense nationale exclue.

En millions de francs

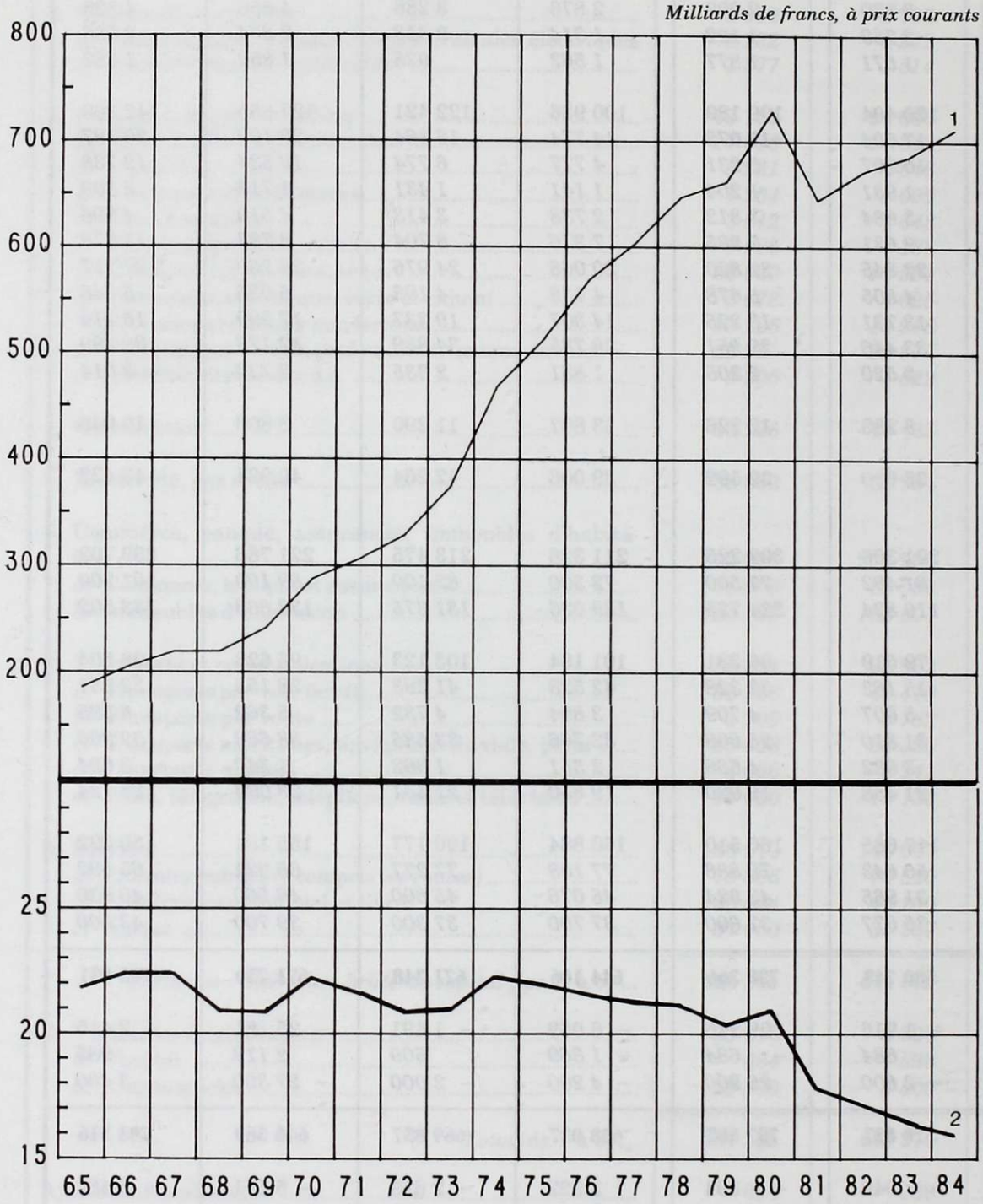
98		A prix courants				
1 83	1984	1980	1981	1982	1983	1984
3 593	14 036	15 294	14 087	15 310	16 139	17 394
4 074	3 830	2 999	2 876	3 288	4 656	4 525
2 474	*2 259*	*1 122*	*1 314*	*2 313*	*2 804*	*2 638*
1 600	*1 571*	*1 877*	*1 562*	*975*	*1 852*	*1 887*
1 1 668	120 404	109 189	100 936	122 421	127 655	142 308
7 538	*17 004*	*17 078*	*14 774*	*16 364*	*20 109*	*20 197*
9 239	*10 807*	*5 231*	*4 777*	*6 774*	*10 534*	*12 738*
1 494	*1 931*	*1 204*	*1 141*	*1 431*	*1 718*	*2 309*
3 920	*3 684*	*3 812*	*2 738*	*3 413*	*4 510*	*4 396*
7 711	*9 631*	*7 985*	*7 376*	*8 704*	*8 787*	*11 378*
1 573	*22 845*	*22 820*	*20 068*	*24 976*	*24 760*	*27 117*
4 431	*4 805*	*5 678*	*4 139*	*4 198*	*5 035*	*5 646*
5 212	*13 731*	*13 225*	*14 307*	*19 337*	*17 299*	*16 114*
8 187	*33 446*	*29 951*	*29 735*	*34 889*	*32 173*	*39 399*
2 363	*2 520*	*2 205*	*1 881*	*2 335*	*2 730*	*3 014*
7 557	8 283	12 226	13 807	11 290	8 806	10 048
35 048	35 680	39 592	39 006	42 264	40 924	43 428
95 777	201 306	302 225	211 326	213 475	221 766	239 702
75 079	*81 482*	*77 500*	*72 300*	*82 100*	*89 100*	*101 200*
20 698	*119 824*	*224 725*	*139 026*	*131 375*	*132 666*	*138 502*
81 205	79 519	86 331	101 184	103 123	96 623	98 504
22 731	*18 162*	*32 328*	*42 523*	*41 293*	*28 158*	*23 261*
4 330	*5 007*	*4 709*	*3 894*	*4 732*	*5 362*	*6 595*
31 810	*31 810*	*25 608*	*32 766*	*33 585*	*38 669*	*39 900*
1 123	*3 082*	*4 666*	*2 351*	*1 962*	*1 340*	*3 624*
20 211	*21 458*	*19 020*	*19 650*	*21 551*	*23 094*	*25 124*
126 633	117 685	160 510	160 884	160 177	155 181	150 022
55 474	*50 643*	*79 886*	*77 108*	*77 277*	*68 921*	*65 592*
38 072	*31 965*	*43 024*	*46 076*	*45 600*	*46 560*	*40 930*
33 087	*35 077*	*37 600*	*37 700*	*37 300*	*39 700*	*43 500*
574 555	**580 743**	**728 366**	**644 106**	**671 348**	**671 750**	**705 931**
21 325	– 1 916	29 216	– 6 069	– 1 491	– 25 181	– 2 415
1 475	*684*	*– 684*	*– 1 869*	*509*	*2 119*	*985*
22 800	*– 2 600*	*29 900*	*– 4 200*	*– 2 000*	*– 27 300*	*– 3 400*
553 230	**578 827**	**757 582**	**638 037**	**669 857**	**646 569**	**703 516**
– 2 273	– 940	– 694	3 922	– 2 619	– 5 581	– 6 480
550 957	**577 879**	**756 888**	**641 959**	**667 238**	**640 988**	**697 036**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

IX-A — **Formation intérieure brute de capital** (a)

1 ———— Formation intérieur brute de capital

2 ———— Importance relative dans le P.N.B. aux prix du marché



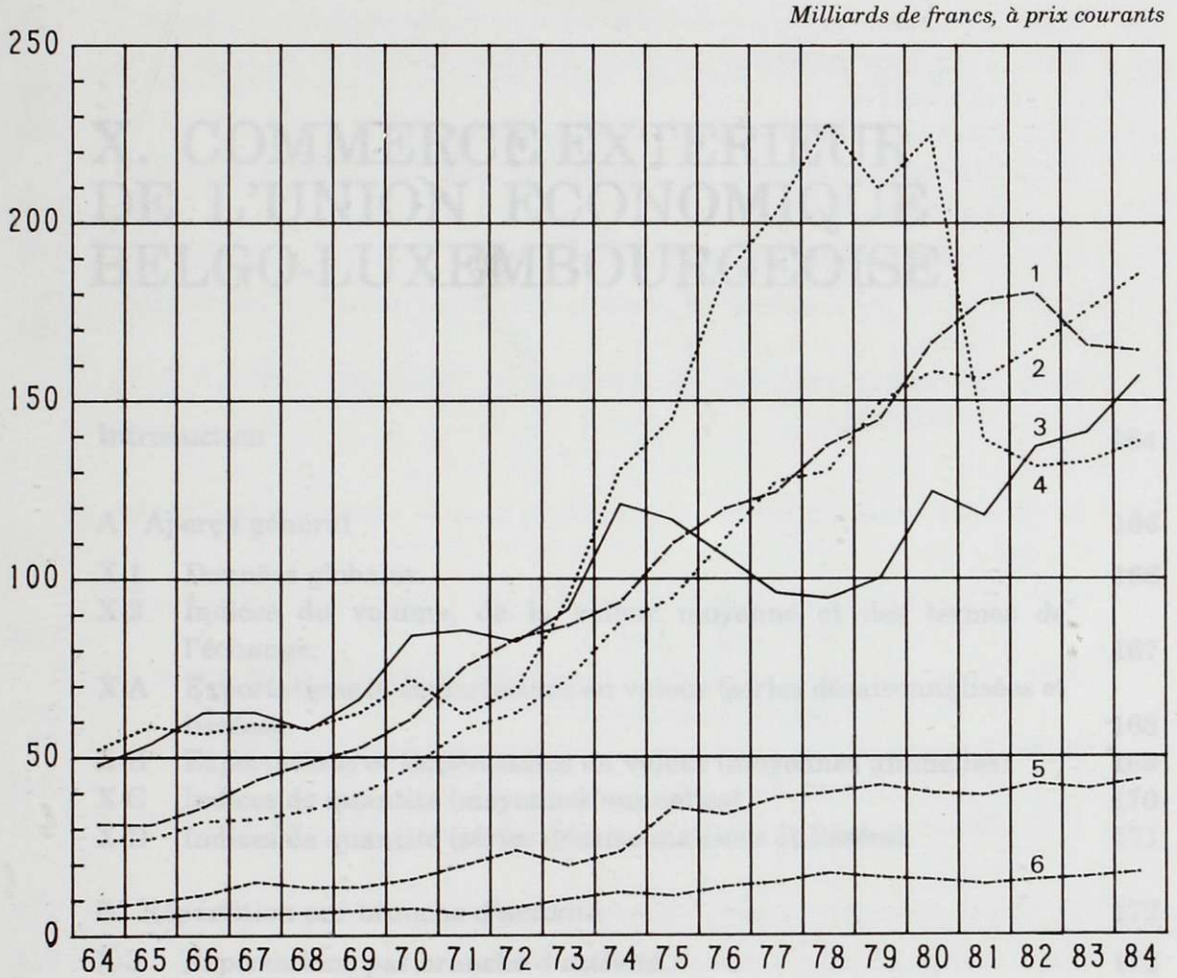
Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Défense nationale et variations de stocks exclues.

IX-B — **Formation intérieure brute de capital par secteur d'activité économique** (a)

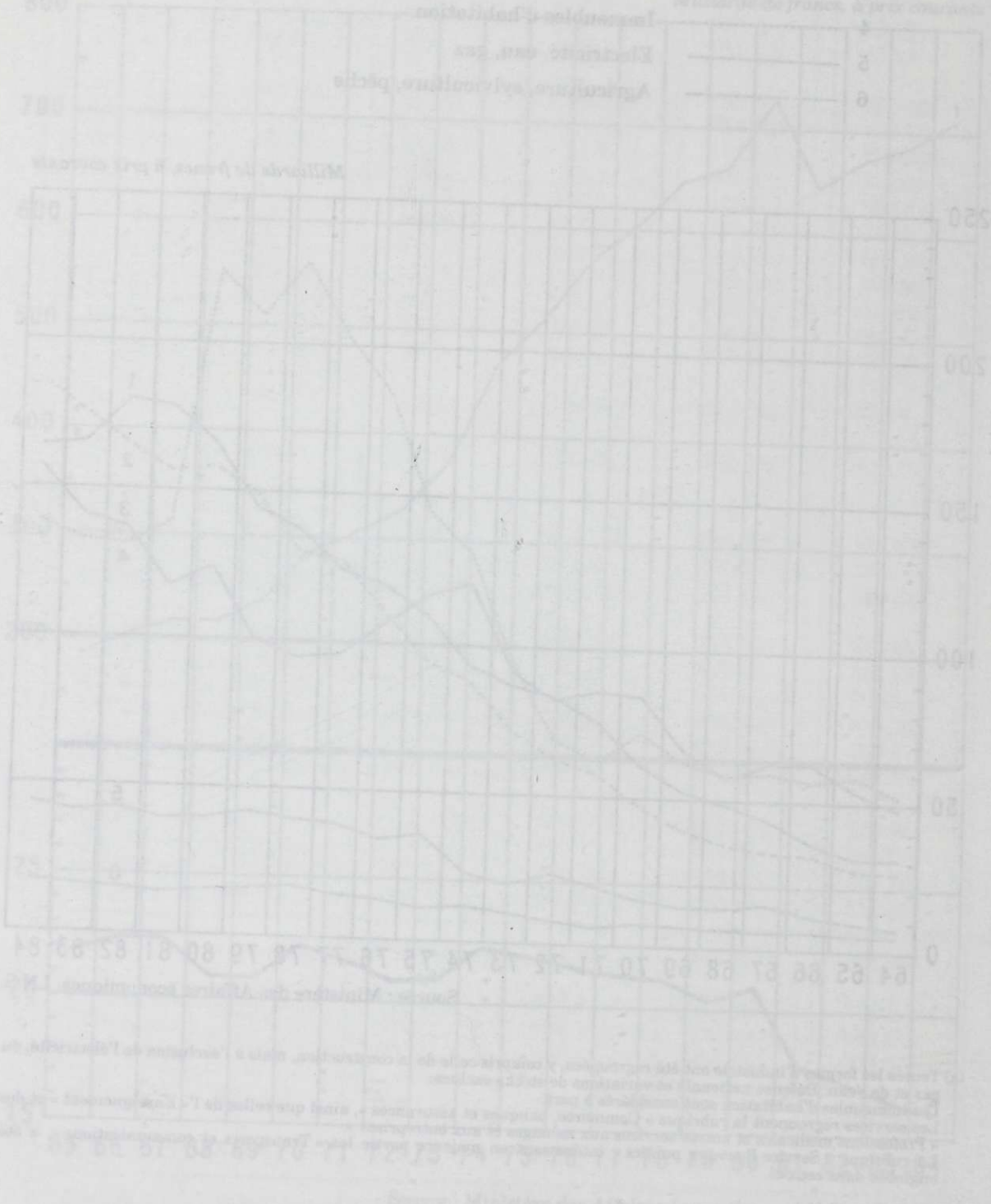
1 — — — — — — Transports et communications
2 ·· ·· ·· ·· ·· ·· Services
3 ———————— Industrie, y compris la construction
4 ..... Immeubles d'habitation
5 ---------- Electricité, eau, gaz
6 —·—·—·—·— Agriculture, sylviculture, pêche

Milliards de francs, à prix courants



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées, y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau. Défense nationale et variations de stocks exclues.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les « Transports et communications », a été englobée dans ceux-ci.



X. COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Introduction 164

A. Aperçu général 166

X-1 Données globales. 166
X-2 Indices du volume, de la valeur moyenne et des termes de l'échange. 167
X-A Exportations et importations en valeur (séries désaisonnalisées et lissées). 168
X-B Exportations et importations en valeur (moyennes annuelles). 169
X-C Indices de quantité (moyennes annuelles). 170
X-D Indices de quantité (séries désaisonnalisées et lissées). 171

B. Répartition par branche d'activité 172

X-3 Exportations par branche d'activité. 172
X-4 Importations par branche d'activité. 174
X-5 Exportations nettes par branche d'activité. 176
X-6 Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. 177
X-7 Commerce extérieur du secteur énergétique. 178
X-8 Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux. 179
X-9 Commerce extérieur de minerais et de métaux non ferreux. 180
X-10 Commerce extérieur de matériaux de construction et autres produits à base de minerais non métalliques. 181
X-11 Commerce extérieur des produits chimiques. 182

X-12 Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport. 183
X-13 Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles. 184
X-14 Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires. 185
X-15 Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques. 186
X-16 Commerce extérieur des véhicules et moteurs automobiles. 187
X-17 Commerce extérieur des moyens de transport autres que véhicules automobiles. 188
X-18 Commerce extérieur des produits alimentaires. 189
X-19 Commerce extérieur des produits textiles. 190
X-20 Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs. 191
X-21 Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures. 192
X-22 Commerce extérieur de bois et meubles en bois. 193
X-23 Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés. 194
X-24 Commerce extérieur de produits en caoutchouc et en plastique. 195
X-25 Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières. 196
X-26 Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération. 197

C. Répartition selon la classification type pour le commerce international 198
X-27 Exportations et importations selon les sections et divisions de la C.T.C.I. (en milliards de francs). 198
X-28 Exportations et importations selon les sections et divisions de la C.T.C.I. (variation annuelle en %). 202
X-29 Exportations et importations selon les sections et divisions de la C.T.C.I. (importance relative en %). 206
X-30 Balance commerciale selon les sections et divisions de la C.T.C.I. 210

D. Répartition par grandes catégories économiques 215
X-31 Exportations par grandes catégories économiques. 215
X-32 Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques. 216
X-33 Importations par grandes catégories économiques. 217
X-34 Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques. 218
X-35 Exportations nettes par grandes catégories économiques. 219
X-36 Répartition géographique des exportations par grandes catégories économiques en 1984. 220
X-37 Répartition géographique des importations par grandes catégories économiques en 1984. 222

X-38 Répartition géographique des exportations nettes par grandes catégories économiques en 1984. 224

E. Répartition géographique 226

X-39 Répartition géographique des exportations et des importations (milliards de francs). 226

X-40 Répartition géographique des exportations et des importations (variation annuelle). 228

X-41 Répartition géographique des exportations et des importations (importance relative). 230

X-42 Répartition géographique de la balance commerciale. 232

F. Balance des paiements 234

X-43 Balance générale des paiements sur base des transactions. 234

INTRODUCTION

Les statistiques du commerce extérieur de l'U.E.B.L., élaborées par l'INS, sont établies selon le système du commerce spécial, appliqué par la plupart des pays.

A l'importation, le commerce spécial comprend :

a) les marchandises déclarées pour la consommation ou l'emploi à leur entrée sur le territoire douanier de l'U.E.B.L.;

b) les marchandises importées temporairement dans l'U.E.B.L. pour y subir un travail de perfectionnement en vue de leur réexportation;

c) les marchandises réimportées après avoir subi le travail de perfectionnement pour lequel elles avaient été exportées temporairement à l'étranger;

d) les marchandises qui, à leur sortie d'entrepôt, sont déclarées pour la consommation ou l'emploi dans l'U.E.B.L.

A l'exportation, le commerce spécial couvre :

a) les marchandises d'origine ou de provenance belge ou luxembourgeoise qui quittent définitivement le territoire douanier de l'U.E.B.L.;

b) les marchandises réexportées après avoir subi le travail de perfectionnement pour lequel elles avaient été importées temporairement dans l'U.E.B.L.;

c) les marchandises exportées temporairement à l'étranger pour y subir un travail de perfectionnement et être ensuite réimportées dans l'U.E.B.L.

Trois nomenclatures sont utilisées ci-après :

a) la nomenclature générale des activités économiques (classification « entrées-sorties ») (N.A.C.E.-C.L.I.O.), soit une nomenclature de branches d'activités adaptée à l'élaboration de tableaux « entrées-sorties », développée par les Communautés européennes;

b) la classification-type pour le commerce international (C.T.C.I.), qui offre des regroupements en des catégories assez générales de produits, bien adaptées aux besoins de l'analyse économique;

c) la classification par grandes catégories économiques, permettant des agrégations correspondant aux trois classes fondamentales de biens du système de comptabilité nationale des Nations-Unies (biens d'équipement, intermédiaires et de consommation).

A l'importation, la statistique recense le pays d'où la marchandise a été expédiée à destination de l'U.E.B.L. : il s'agit donc du pays d'où, pour exécuter les clauses du contrat d'achat, l'expédition a eu son point de départ initial, quels que soient les pays traversés lors du transport. Toutefois, lorsque les marchandises, avant

d'arriver dans l'U.E.B.L., ont été introduites dans un ou plusieurs pays intermédiaires et y ont fait l'objet d'arrêts ou d'actes juridiques non inhérents au transport, le pays mentionné est le dernier pays où de tels arrêts ou actes juridiques se sont produits. En d'autres termes, si, lors d'un arrêt dans un pays intermédiaire entre le pays d'où l'expédition a eu son point de départ initial et le pays importateur, la marchandise y est nationalisée, vendue, transformée ou entreposée dans un entrepôt sous contrôle douanier, le pays où l'une de ces opérations a été effectuée doit être considéré comme pays de provenance; par contre, des opérations comme une rupture de charge lors du transport, un transbordement, un entreposage temporaire (en dehors d'un entrepôt douanier), n'influencent pas la détermination du pays de provenance.

A l'exportation, le pays de destination est le dernier pays connu, au moment de l'expédition, vers lequel les marchandises doivent être envoyées.

La valeur des marchandises enregistrées dans la statistique du commerce extérieur est la valeur déclarée, déterminée sur la base du prix f.o.b. (franco à bord) à l'exportation et du prix c.a.f. (coût, assurance, fret) à l'importation. Pour les fleurs coupées, les fruits frais et les légumes frais, la valeur est estimée à partir de prix mensuels moyens fixés forfaitairement par l'Administration des Douanes et Accises.

Les indices du commerce extérieur sont des indices en chaîne continue ramenés à une base fixe. Ils sont établis à partir de l'observation d'un échantillon, renouvelé chaque année, qui couvre plus ou moins 84 % du total des marchandises figurant dans la statistique.

Les indices de quantité sont calculés pour suivre l'évolution des importations et des exportations après élimination des variations résultant du mouvement des prix. Cet indice est la moyenne arithmétique pondérée des indices simples des quantités importées ou exportées des différents produits, les coefficients de pondération étant proportionnels à la valeur à l'importation ou à l'exportation de ces produits dans la période de base. Il s'agit donc d'un indice à coefficients de pondération fixes du type Laspeyres.

Pour refléter l'évolution des prix, des indices de valeur moyenne ont été établis. Il s'agit de la moyenne arithmétique pondérée des indices de la valeur moyenne des différentes sortes de marchandises. Les pondérations sont proportionnelles aux valeurs des quantités importées ou exportées au cours de la période de calcul, ces valeurs étant calculées aux prix de la période de base. Ce sont des indices à coefficients de pondération variables, du type Paasche.

Le terme de l'échange net est le rapport, multiplié par 100, entre les indices de la valeur moyenne à l'exportation et de la valeur moyenne à l'importation; s'il est supérieur à 100, cela signifie que le pays peut payer plus d'importations avec moins d'exportations.

Toutes les données pour 1984 sont provisoires; les chiffres définitifs ne sont fournis par l'I.N.S. qu'après un délai d'un an.

A. APERCU GENERAL

X-1 — Données globales

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)			Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	
1974 Moyenne mensuelle ..	13 371	6 798	96 724	91 652	− 5 072	94,8
1975 Moyenne mensuelle ..	11 488	6 328	94 245	88 073	− 6 172	93,5
1976 Moyenne mensuelle ..	12 689	6 701	114 080	105 538	− 8 542	92,5
1977 Moyenne mensuelle ..	12 452	7 044	120 665	112 059	− 8 606	92,9
1978 Moyenne mensuelle ..	12 981	6 874	127 170	117 522	− 9 648	92,4
1979 Moyenne mensuelle ..	14 026	7 302	148 696	138 435	−10 261	93,1
1980 Moyenne mensuelle ..	13 608	7 661	175 067	157 530	−17 537	90,0
1981 Moyenne mensuelle ..	12 872	7 455	192 480	171 860	−20 620	89,3
1982 Moyenne mensuelle ..	12 392	7 315	221 113	199 429	−21 684	90,2
1983 Moyenne mensuelle ..	11 760	7 624	235 072	220 945	−14 127	94,0
1984 Moyenne mensuelle ..	12 497	8 030	266 314	249 343	−16 971	93,6
1983 janvier	10 904	7 197	218 087	218 365	+ 278	100,1
février	11 051	5 893	229 025	192 994	−36 031	84,3
mars	12 613	7 871	272 137	237 128	−35 009	87,1
avril	11 485	7 470	229 254	216 597	−12 657	94,5
mai	11 446	7 189	217 982	205 284	−12 698	94,2
juin	12 899	8 569	243 244	237 867	− 5 377	97,8
juillet	10 191	6 775	197 401	191 678	− 5 723	97,1
août	10 624	7 410	204 167	184 060	−20 107	90,2
septembre	12 184	8 144	240 935	227 463	−13 472	94,4
octobre	12 742	8 347	258 818	246 704	−12 114	95,2
novembre	12 753	8 778	256 463	251 157	− 5 306	97,9
décembre	12 232	7 846	253 352	242 045	−11 307	95,5
Total ...	**141 124**	**91 489**	**2 820 865**	**2 651 342**	**−169 523**	**94,0**
1984 janvier	12 266	7 453	267 105	238 088	−29 017	89,1
(a) février	12 050	7 369	272 699	249 879	−22 820	91,6
mars	12 919	8 809	291 294	274 471	−16 822	94,2
avril	12 223	7 942	263 568	245 975	−17 592	93,3
mai	15 017	8 229	278 454	258 621	−19 834	92,9
juin	12 135	8 103	254 971	239 763	−15 218	94,0
juillet	10 484	7 473	225 214	224 766	− 448	99,8
août	11 405	7 614	235 181	200 436	−34 744	85,2
septembre	13 186	8 398	264 561	254 436	−10 125	96,2
octobre	12 902	9 057	298 467	281 712	−16 756	94,4
novembre	14 124	8 335	288 803	268 155	−20 648	92,9
décembre	11 248	7 578	255 453	255 815	+ 362	100,1
Total ...	**149 959**	**96 360**	**3 195 769**	**2 992 116**	**−203 653**	**93,6**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Données provisoires.

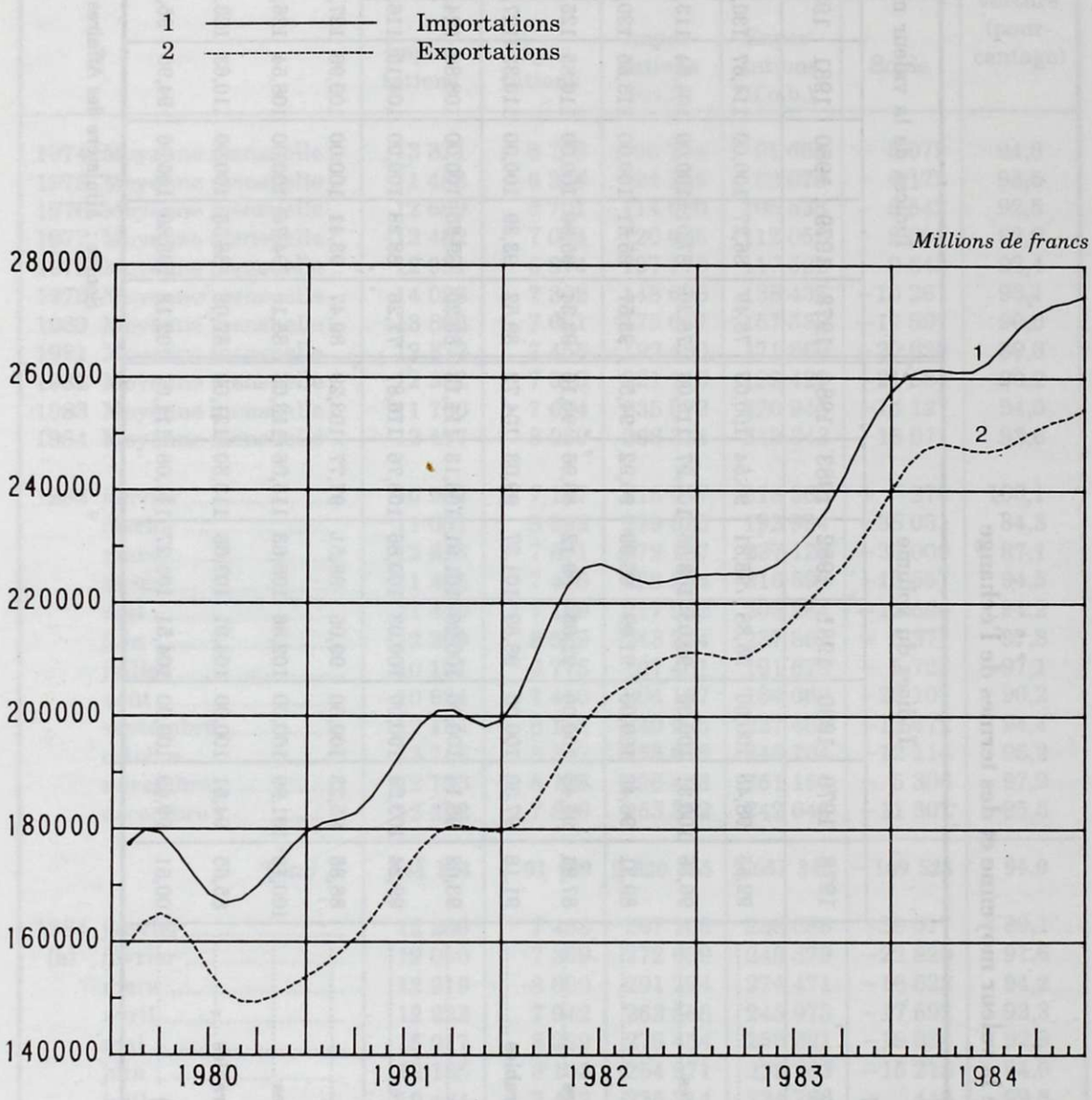
X-2 — Indices du volume, de la valeur moyenne et des termes de l'échange

1980=100

DESIGNATION	Indices du volume							Indices de la valeur moyenne						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. *Importations*	92,55	98,45	100,00	95,88	96,81	95,54	100,05	78,49	86,27	100,00	114,67	130,46	140,54	151,89
Matières premières et auxiliaires	96,36	100,31	100,00	99,03	103,55	104,97	115,06	76,20	87,01	100,00	104,64	113,64	124,22	133,81
Biens d'équipement	89,31	96,48	100,00	91,99	95,39	90,92	94,55	93,57	95,51	100,00	113,65	130,31	145,75	154,16
Biens de consommation durables	87,94	95,45	100,00	92,05	89,12	86,96	90,16	93,34	95,96	100,00	110,85	125,59	138,72	147,13
Biens de consommation non durables	91,18	97,33	100,00	98,89	101,37	99,03	104,72	89,52	93,39	100,00	110,33	127,40	133,16	141,42
B. *Exportations*	93,02	98,14	100,00	100,20	101,91	106,13	111,13	80,20	89,55	100,00	108,88	124,23	132,16	142,21
Matières premières et auxiliaires	99,24	103,24	100,00	100,08	100,86	108,76	116,87	77,26	88,28	100,00	104,15	116,84	124,36	134,09
Biens d'équipement	88,85	95,23	100,00	99,05	98,51	97,77	103,29	89,47	93,41	100,00	109,96	127,54	131,54	141,21
Biens de consommation durables	100,10	101,99	100,00	102,86	108,63	115,06	113,03	88,16	94,76	100,00	108,54	126,07	141,54	148,95
Biens de consommation non durables	85,65	94,51	100,00	104,91	107,68	113,80	121,03	87,06	88,55	100,00	110,63	123,46	129,65	137,91
C. Termes de l'échange $\left(=\frac{B}{A}\right)$	100,51	99,69	100,00	104,51	105,27	111,08	111,07	102,18	103,80	100,00	94,95	95,22	94,04	93,63

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

X-A — Exportations et importations en valeur - Séries désaisonnalisées et lissées



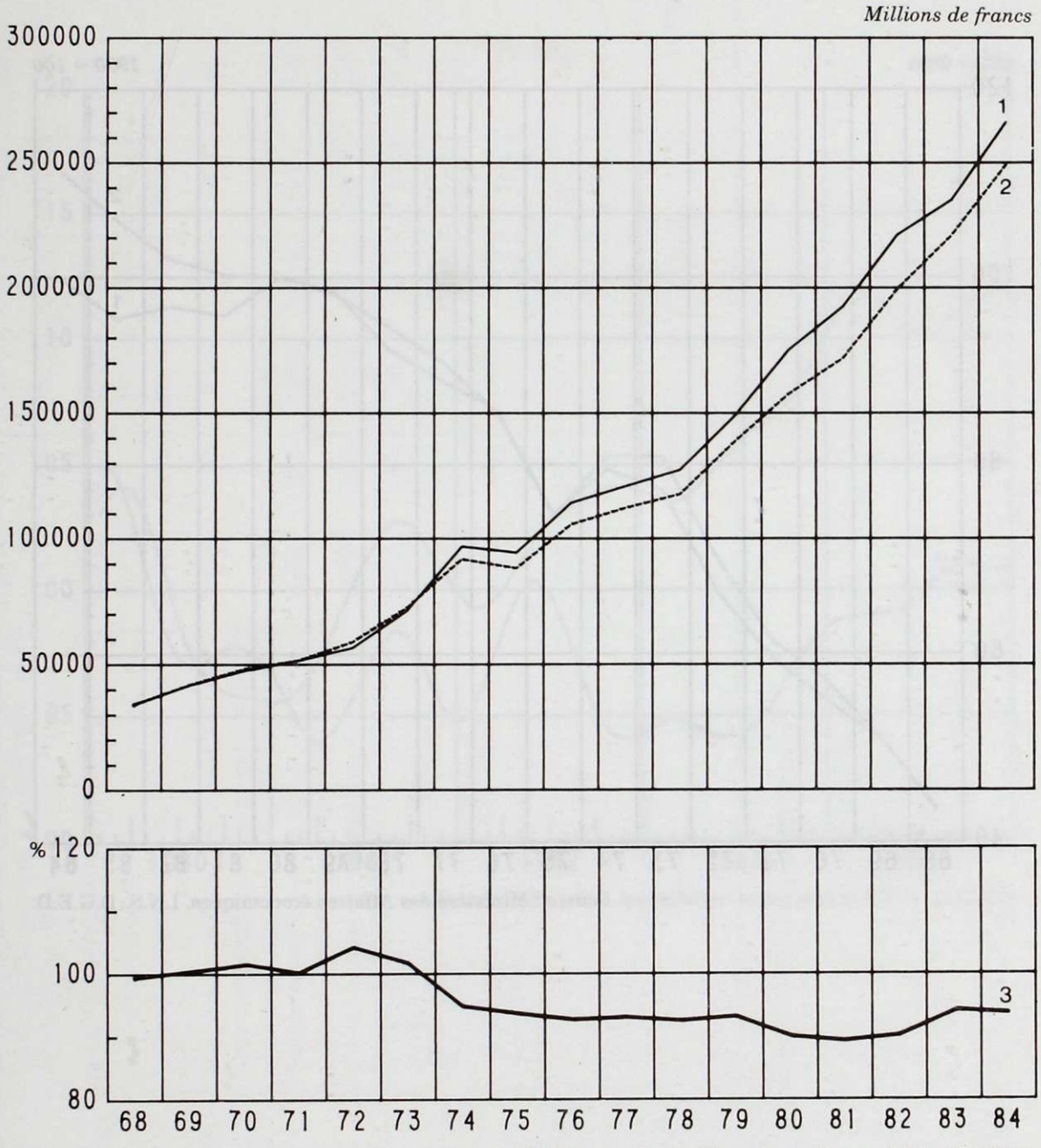
Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. D.G.E.D.

X-B — Exportations et importations en valeur - Moyennes annuelles

1 ———— Importations

2 ---------- Exportations

3 ———— Coefficient de couverture

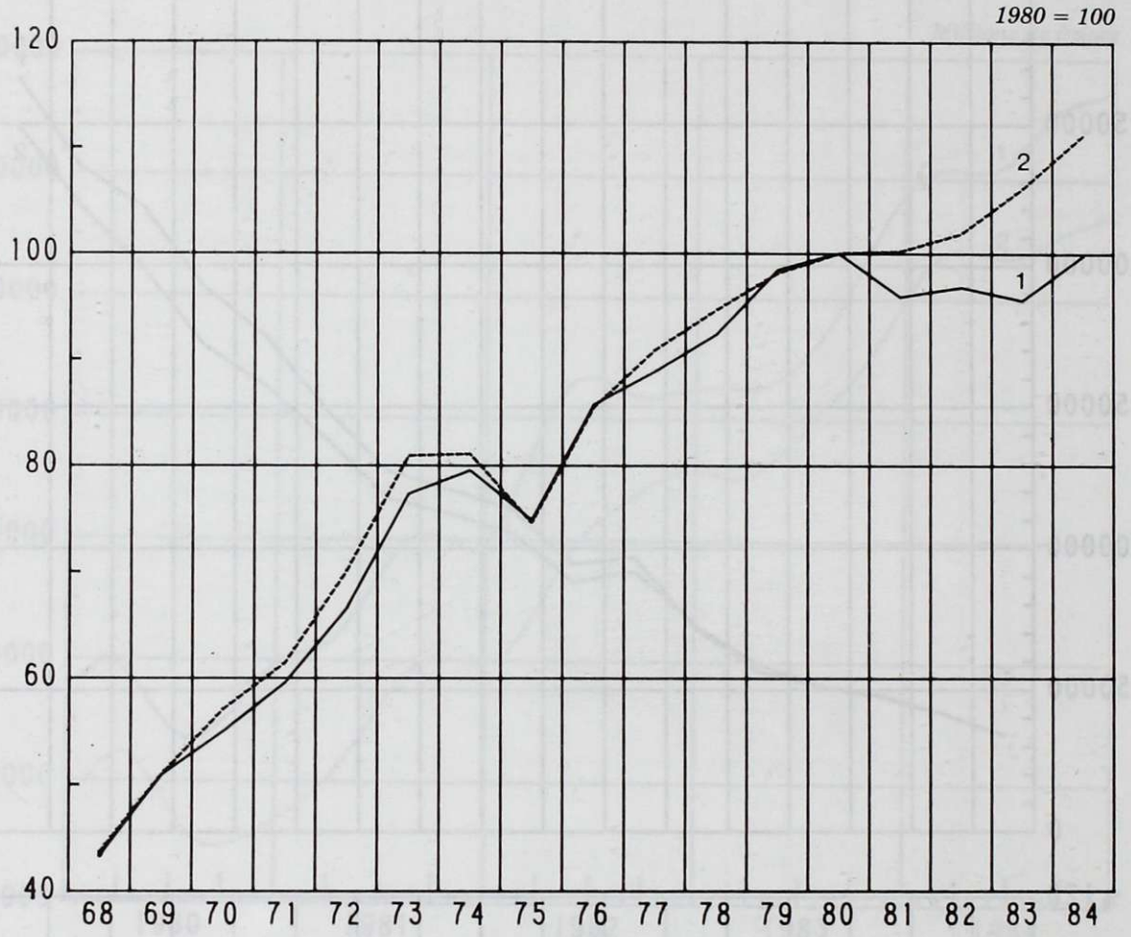


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-C — Indices de quantité - Moyennes annuelles

1 ———————— Importations

2 ---------- Exportations

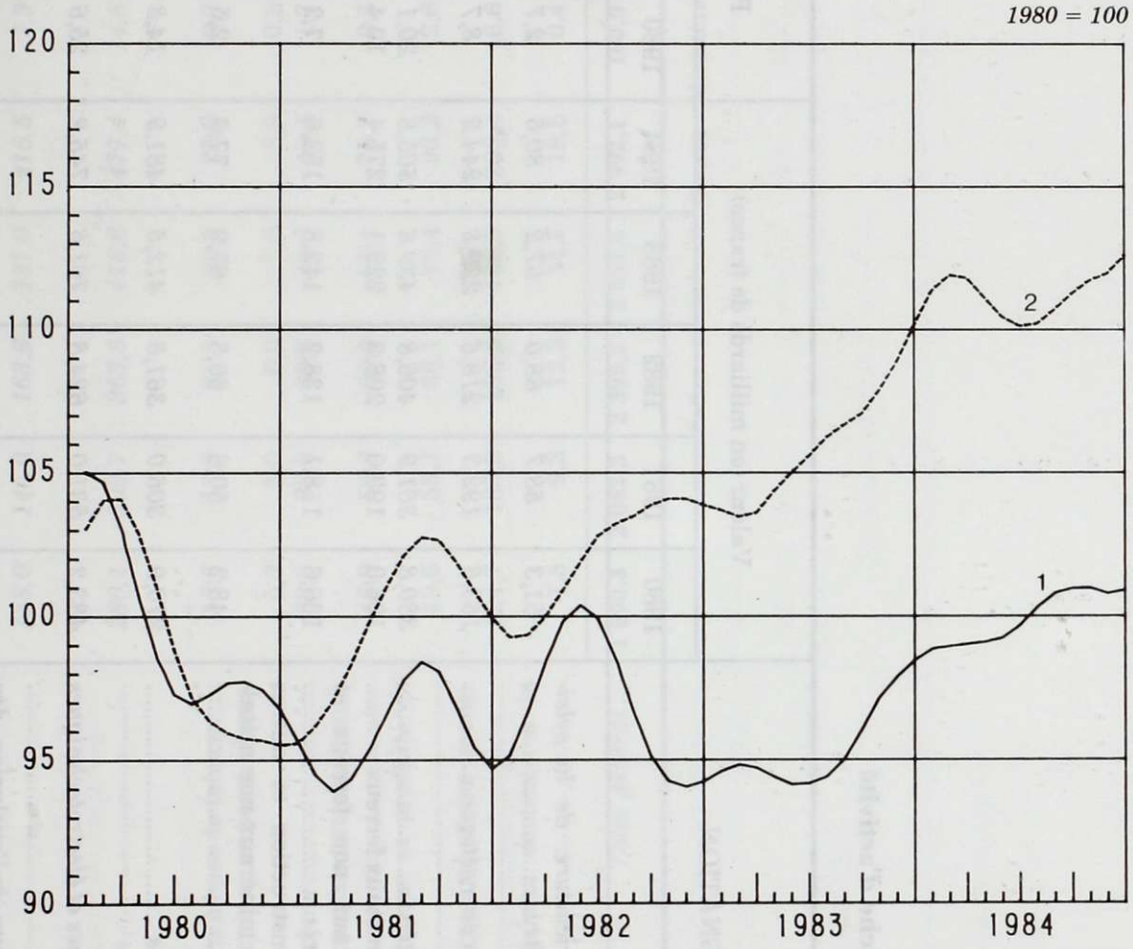


Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-D — Indices de quantité - Séries désaisonnalisées et lissées

1 ———————— Importations

2 ---------- Exportations



Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-3 — **Exportations par branche d'activité**

N.A.C.E. C.L.I.O.	DESIGNATION	Valeur (en milliards de francs)					Pourcentage de la valeur totale				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
01	*Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche*	*51,3*	*58,7*	*68,0*	*67,2*	*80,6*	*2,7*	*2,8*	*2,8*	*2,5*	*2,7*
03.07.09	*Produits du secteur énergétique*	*163,6*	*192,3*	*218,6*	*229,3*	*244,2*	*8,7*	*9,3*	*9,1*	*8,6*	*8,1*
13.15	*Produits minéraux*	*380,8*	*361,9*	*406,8*	*439,8*	*505,8*	*20,1*	*17,6*	*17,0*	*16,6*	*16,9*
13	Minerais de fer et métaux ferreux	196,0	193,0	208,3	229,1	275,4	10,4	9,4	8,7	8,6	9,2
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	136,6	118,1	138,2	142,8	152,6	7,2	5,7	5,8	5,4	5,1
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	48,2	50,8	60,3	67,9	77,8	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6
17	*Produits chimiques*	*270,9*	*306,0*	*361,6*	*412,5*	*481,9*	*14,3*	*14,8*	*15,1*	*15,6*	*16,1*
19.21.23 25.27.29	*Produits métalliques et électrotechniques*	*483,2*	*531,0*	*624,8*	*701,6*	*745,2*	*25,6*	*25,8*	*26,2*	*26,5*	*24,9*
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	43,9	47,7	54,5	58,2	66,2	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2
21	Machines agricoles et industrielles	122,0	129,6	140,1	153,1	170,8	6,5	6,3	5,9	5,8	5,7
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instru-										
27	Véhicules et moteurs automobiles										

29	Moyens de transport autres que ... les automobiles	18,5	22,7	27,8	24,6	23,3	1,0	1,1	1,2	0,9	0,8
31.33.35	*Produits alimentaires*	*122,4*	*157,7*	*186,0*	*197,4*	*241,5*	*6,5*	*7,6*	*7,8*	*7,4*	*8,1*
41	*Produits textiles*	*138,0*	*145,0*	*163,6*	*187,0*	*215,5*	*7,3*	*7,1*	*6,8*	*7,1*	*7,2*
37.39.43 45.47.49 51.53.55	*Industries diverses*	*280,1*	*309,7*	*363,8*	*416,6*	*477,4*	*14,8*	*15,0*	*15,2*	*15,7*	*16,0*
37.39	Boissons et produits à base de tabacs	13,6	17,5	21,3	23,3	25,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9
43	Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	5,2	5,0	6,0	7,0	8,9	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
45	Bois et meubles en bois	32,3	33,6	39,2	44,8	49,4	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7
47	Papier, articles en papier, articles imprimés	46,9	52,8	60,0	65,1	76,7	2,5	2,6	2,5	2,5	2,6
49	Produits en caoutchouc et produits en plastique	49,6	55,7	68,1	79,4	93,2	2,6	2,7	2,8	3,0	3,1
51	Produits des autres industries manufacturières	124,7	135,8	156,9	182,3	203,4	6,6	6,6	6,6	6,9	6,8
55	Produits et matériaux destinés à la récupération	7,8	9,3	12,3	14,7	19,8	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7
	Total général ...	**1 890,3**	**2 062,3**	**2 393,2**	**2 651,4**	**2 992,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-4 — **Importations par branche d'activité**

N.A.C.E. C.L.I.O.	DESIGNATION	Valeur en milliards de francs					Pourcentage de la valeur totale				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
01	*Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche*	*124,3*	*143,1*	*170,8*	*176,7*	*210,0*	*5,9*	*6,2*	*6,4*	*6,3*	*6,6*
03.07.09	*Produits du secteur énergétique*	*370,5*	*481,7*	*562,8*	*549,9*	*609,2*	*17,6*	*20,9*	*21,2*	*19,5*	*19,1*
13.15	*Produits minéraux*	*270,7*	*273,0*	*285,1*	*321,7*	*353,9*	*12,9*	*11,9*	*10,8*	*11,4*	*11,1*
13	Minerais de fer et métaux ferreux	63,1	65,6	78,2	85,3	100,3	3,0	2,9	3,0	3,0	3,2
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	164,2	163,8	157,1	185,3	196,6	7,8	7,1	5,9	6,6	6,2
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	43,4	43,6	49,8	51,0	56,9	2,1	1,9	1,9	1,8	1,8
17	*Produits chimiques*	*203,4*	*231,2*	*278,2*	*315,2*	*378,5*	*9,7*	*10,0*	*10,5*	*11,2*	*11,8*
19.21.23 25.27.29	*Produits métalliques et électro-techniques*	*556,1*	*578,6*	*670,2*	*718,3*	*792,5*	*26,5*	*25,1*	*25,3*	*25,5*	*24,8*
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	56,7	55,8	59,8	59,3	65,8	2,7	2,4	2,3	2,1	2,1
21	Machines agricoles et industrielles	120,4	115,5	135,7	138,6	157,9	5,7	5,0	5,1	4,9	4,9
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires	37,8	42,3	52,6	62,2	79,2	1,8	1,8	2,0	2,2	2,5
25	Matériel et fournitures électriques	102,9	108,2	115,9	119,9	134,1	4,9	4,7	4,4	4,3	4,2
27	Véhicules et moteurs automobiles	205,9	221,7	269,0	305,4	318,9	9,8	9,6	10,1	10,8	10,0

41	*Produits textiles*	*110,0*	*128,0*	*[illegible]*	*[illegible]*	*[illegible]*	*5,7*	*5,2*	*5,3*	*5,4*	*5,3*
37.39.43 45.47.49 51.53.55	*Produits des autres industries*	*342,9*	*348,9*	*384,8*	*426,1*	*491,9*	*16,4*	*15,1*	*14,5*	*15,1*	*15,4*
37.39	Boissons et produits à base de tabacs	14,0	14,7	17,3	18,9	21,9	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
43	Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	22,0	20,7	24,7	26,0	30,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
45	Bois et meubles en bois	40,9	39,6	40,5	40,4	43,0	2,0	1,7	1,5	1,4	1,3
47	Papier, articles en papier, articles imprimés	57,5	64,1	74,0	78,4	96,3	2,7	2,8	2,8	2,8	3,0
49	Produits en caouthouc et produits en plastique	42,8	43,8	52,8	57,1	64,0	2,0	1,9	2,0	2,0	2,0
51	Produits des autres industries manufacturières	157,1	156,7	164,8	193,1	218,2	7,5	6,8	6,2	6,8	6,8
55	Produits et matériaux destinés à la récupération	8,6	9,3	10,7	12,2	18,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6
	Total général ...	**2 100,8**	**2 309,8**	**2 653,3**	**2 820,9**	**3 195,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-5 — Exportations nettes par branche d'activité

Milliards de francs

N.A.C.E.-C.L.I.O.	DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
01	*Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche*	*− 73,0*	*− 84,4*	*−102,8*	*−109,5*	*−129,4*
03.07.09	*Produits du secteur énergétique*	*−206,9*	*−289,4*	*−344,2*	*−320,6*	*−365,1*
13.15	*Produits minéraux*	*+110,1*	*+ 88,9*	*+121,7*	*+118,1*	*+152,0*
13	Minerais de fer et métaux ferreux	+132,9	+127,4	+130,1	+143,7	+175,1
13	Minerais de métaux non ferreux et métaux non ferreux	− 27,6	− 45,7	− 18,9	− 42,5	− 44,0
15	Matériaux de construction et autres produits à base de minéraux non métalliques	+ 4,8	+ 7,2	+ 10,5	+ 16,9	+ 20,9
17	*Produits chimiques*	*+ 67,5*	*+ 74,8*	*+ 83,5*	*+ 97,3*	*+103,4*
19.21.23.25.27.29	*Produits métalliques et électro-techniques*	*− 72,9*	*− 47,6*	*− 45,4*	*− 16,7*	*− 47,3*
19	Produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport	− 12,8	− 8,1	− 5,3	− 1,1	+ 0,4
21	Machines agricoles et industrielles	+ 1,6	+ 14,1	+ 4,4	+ 14,5	+ 13,0
23	Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires	− 20,2	− 22,6	− 24,8	− 28,2	− 37,0
25	Matériel et fournitures électriques	− 7,9	− 8,1	− 10,7	− 1,9	− 6,3
27	Véhicules et moteurs automobiles	− 19,7	− 10,5	+ 0,4	+ 8,3	− 4,0
29	Moyens de transport autres que véhicules automobiles	− 13,9	− 12,4	− 9,4	− 8,3	− 13,4
31.33.35	*Produits alimentaires*	*+ 9,1*	*+ 27,4*	*+ 25,6*	*+ 36,7*	*+ 51,3*
41	*Produits textiles*	*+ 18,4*	*+ 22,0*	*+ 22,5*	*+ 34,7*	*+ 45,8*
37.39.43.45.47 49.51.53.55	*Produits des autres industries*	*− 62,8*	*− 39,2*	*− 21,0*	*− 9,5*	*− 14,4*
37.39	Boissons et produits à base de tabacs	− 0,4	+ 2,8	+ 4,0	+ 4,4	+ 4,1
43	Cuirs, articles en cuir et en peau, chaussures	− 16,8	− 15,7	− 18,7	− 19,0	− 21,1
45	Bois et meubles en bois	− 8,6	− 6,0	− 1,3	+ 4,4	+ 6,4
47	Papier, articles en papier, articles imprimés	− 10,6	− 11,3	− 14,0	− 13,3	− 19,6
49	Produits en caoutchouc et produits en plastique	+ 6,8	+ 11,9	+ 15,3	+ 22,3	+ 29,2
51	Produits des autres industries manufacturières	− 32,4	− 20,9	− 7,9	− 10,8	− 14,7
55	Produits et matériaux destinés à la récupération	− 0,8	0,0	+ 1,6	+ 2,5	+ 1,3
	Total général ...	**−210,5**	**−247,5**	**−260,1**	**−169,5**	**−203,7**

Source : Ministére des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-6 — Commerce extérieur des produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
01/011	*Produits végétaux*	35 501	41 972	50 441	47 001	57 414	74 678	92 043	111 033	112 619	133 215
01/012	*Vin*	510	520	657	756	650	7 200	7 463	8 343	8 689	9 009
01/013	*Huile d'olive non raffinée*	10	8	6	12	13	80	90	97	117	111
01/014	*Produits animaux de l'agriculture et de la chasse*	11 434	11 662	12 062	14 204	16 185	14 133	15 223	20 487	18 691	23 131
01/019	*Produits agricoles exclusivement importés*	755	1 139	1 007	735	1 354	17 154	17 549	20 487	22 912	29 523
01/020	*Produits de la sylviculture*	1 957	1 988	2 246	2 560	3 000	4 969	4 410	5 359	5 513	6 249
01/030	*Produits de la pêche*	1 149	1 366	1 601	1 928	2 031	6 076	6 302	7 233	8 169	8 801
	Total général ...	**51 316**	**58 655**	**68 020**	**67 196**	**80 647**	**124 290**	**143 080**	**170 755**	**176 710**	**210 039**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-7 — Commerce extérieur du secteur énergétique - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
03/111	*Houille et agglomérés de houille*	1 529	2 853	2 936	2 775	4 544	20 994	28 722	37 284	29 368	36 048
03/112	*Lignite et briquettes de lignite*	—	—	5	2	15	293	406	554	612	832
07/130	*Pétrole brut*	—	591	2 310	758	1 086	193 751	255 666	265 084	226 729	216 239
07/140	*Produits pétroliers raffinés*	145 809	168 424	185 768	203 525	214 607	88 898	109 588	157 476	185 339	229 374
09/120.151 152.161	*Energie électrique*	13 563	17 116	23 611	17 948	20 762	33 491	39 412	33 606	31 940	36 821
09/162	*Gaz naturel et gaz distribué*	2 725	3 305	3 986	4 301	3 147	44 529	59 244	68 822	75 887	89 911
09/163	*Vapeur, eau chaude, air comprimé*	3	2	3	4	5	1	—	—	3	–
09/170	*Eau, glace et neige*	1	1	1	1	1	4	6	4	5	5
	Total général ...	**163 630**	**192 292**	**218 619**	**229 314**	**244 167**	**370 470**	**481 817**	**562 831**	**549 883**	**609 230**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D., Administration de l'Energie.

X-8 — **Commerce extérieur de minerais de fer et de métaux ferreux - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
13/211	*Minerais de fer*	116	79	89	21	24	11 949	14 706	14 715	14 219	17 785
13/221	*Fonte, acier brut, laminés à chaud, tôles laminées à froid, tôles revêtues (C.E.C.A.)* ...	157 986	153 234	160 601	171 647	209 685	35 937	36 246	43 765	50 767	59 574
13/222	*Tubes d'acier*	7 094	8 689	11 685	18 708	19 819	8 184	7 846	11 487	11 782	11 985
13/223	*Tréfilés, étirés et laminés de feuillards, profilés à froid de l'acier*	30 801	31 006	35 893	38 739	45 887	7 041	6 763	8 278	8 589	10 939
	Total général ...	**195 997**	**193 008**	**208 267**	**229 115**	**275 415**	**63 111**	**65 561**	**78 244**	**85 357**	**100 283**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-9 — **Commerce extérieur de minerais et de métaux non ferreux - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
13/212	*Minerais de métaux non ferreux*	3 236	5 468	3 957	3 563	3 933	16 628	20 678	18 030	20 393	23 055
13/224	*Métaux non ferreux*	132 408	112 662	134 279	139 217	148 700	147 613	143 090	139 060	164 909	173 582
	Total général ...	**136 644**	**118 130**	**138 236**	**142 780**	**152 633**	**164 241**	**163 768**	**157 090**	**185 302**	**196 637**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-10 — Commerce extérieur de matériaux de construction et d'autres produits à base de minerais non métalliques - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
15/231	*Matériaux de construction et argile*	3 846	3 871	4 327	4 729	5 243	4 844	4 866	5 358	5 384	5 934
15/232	*Phospates naturels*	18	34	27	66	43	4 035	5 290	5 217	5 231	6 144
15/233	*Sel*	299	315	440	510	594	1 147	1 352	1 494	1 611	1 684
15/239	*Autres minéraux, tourbe*	1 462	1 620	2 075	2 550	3 121	3 401	3 388	4 100	4 678	5 211
15/241	*Briques, tuiles, etc.*	555	488	469	581	707	1 263	954	970	837	1 023
15/242	*Ciment, chaux et plâtre*	5 016	5 720	6 343	6 852	7 681	776	831	909	1 059	1 269
15/243	*Matériaux de construction en béton, chaux et plâtre*	5 582	4 917	6 225	7 282	8 312	2 616	2 379	2 780	2 803	2 644
15/244	*Articles en amiante*	421	418	455	538	559	631	569	654	591	572
15/245	*Ouvrages en pierre, mica, etc.*	2 239	2 381	2 841	3 569	3 991	2 676	2 429	2 951	3 017	3 217
15/246	*Meules et autres produits abrasifs appliqués*	886	1 008	1 140	1 410	1 839	881	932	1 242	1 420	1 758
15/247	*Verre et ouvrages en verre*	22 320	23 981	28 223	31 553	36 479	9 663	9 023	10 979	12 081	13 205
15/248	*Produits céramiques*	5 550	6 033	7 712	8 244	9 228	11 452	11 589	13 100	12 255	14 262
	Total général ...	**48 194**	**50 786**	**60 279**	**67 884**	**77 797**	**43 385**	**43 602**	**49 754**	**50 967**	**56 923**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-11 — **Commerce extérieur des produits chimiques - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
17/252	*Produits de la pétrochimie et de la carbochimie*	118 663	133 624	155 880	182 822	218 288	97 813	113 452	136 067	152 562	190 227
17/253	*Autres produits chimiques de base*	46 159	52 737	62 874	68 016	78 251	27 266	30 227	36 505	43 511	52 954
17/255	*Enduits, peintures, vernis et encres d'imprimerie*	5 470	6 318	7 564	8 980	10 887	4 881	5 212	6 212	6 751	7 743
17/256	*Autres produits chimiques principalement destinés à l'industrie et à l'agriculture*	35 466	37 873	47 959	56 024	64 446	26 078	29 328	35 548	37 836	45 582
17/257	*Produits pharmaceutiques*	18 730	22 057	27 271	31 631	35 764	17 494	18 475	21 312	25 810	27 869
17/258	*Savons, détergents synthétiques, autres produits d'hygiène corporelle, parfums*	6 750	7 923	9 349	10 591	12 921	6 102	6 588	8 112	8 974	11 616
17/259	*Autres produits chimiques principalement destinés à la consommation domestique et à l'administration*	31 750	37 177	42 610	45 972	51 205	8 702	10 386	14 183	15 024	16 687
17/260	*Fibres artificielles et synthétiques*	7 884	8 296	8 062	8 469	10 126	15 097	17 530	20 252	24 690	25 824
	Total général ...	**270 872**	**306 005**	**361 569**	**412 505**	**481 888**	**203 433**	**231 198**	**278 193**	**315 158**	**378 502**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-12 — Commerce extérieur des produits en métaux à l'exclusion des machines et du matériel de transport - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
19/311	*Produits en fonte*	4 254	4 117	4 500	5 065	5 699	7 039	7 145	7 040	6 525	7 493
19/312	*Produits en métaux, forgés, estampés, emboutis, découpés, repoussés*	3 586	3 454	3 530	4 255	4 406	6 505	6 634	6 659	5 998	7 463
19/313	*Vis, boulons, écrous, clous, chaînes, ressorts, produits frittés, travail de la surface*	2 995	2 329	2 537	2 750	3 092	4 771	4 421	5 046	5 318	6 240
19/314	*Produits de la construction métallique*	9 231	12 684	15 203	13 667	16 981	8 324	8 741	7 981	8 055	8 592
19/315	*Produits de la chaudronnerie*	2 927	3 128	3 025	3 410	4 387	2 703	2 643	2 792	2 742	3 388
19/316	*Outillage et articles finis en métaux, à l'exclusion du matériel électrique*	20 868	21 956	25 662	29 030	31 651	27 393	26 243	30 277	30 648	32 608
	Total général	**43 861**	**47 668**	**54 457**	**58 178**	**66 216**	**56 735**	**55 827**	**59 795**	**59 286**	**65 784**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-13 — Commerce extérieur des machines agricoles et industrielles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
21/321	*Machines et tracteurs agricoles*	12 698	12 191	12 468	12 728	15 060	6 996	6 628	8 700	7 888	8 816
21/322	*Machines-outils pour le travail des métaux, outillages et outils pour machines*	9 834	10 464	13 264	12 843	14 565	13 086	11 911	14 502	13 662	16 852
21/323	*Machines textiles et leurs accessoires, machines à coudre*	8 484	7 954	8 947	7 932	9 581	5 850	5 606	6 446	7 857	10 674
21/324	*Machines et appareils pour les industries alimentaires et chimiques, machines de conditionnement et d'emballage, machines pour le travail du caoutchouc et des matières plastiques*	11 280	12 423	14 782	15 525	18 089	14 043	13 390	15 735	17 283	20 160
21/325	*Matériel de mines, machines et matériel pour la métallurgie, la préparation de matériaux de construction, le bâtiment, le génie civil, le levage, la manutention*	28 956	30 030	31 144	31 182	36 193	24 094	22 794	25 032	23 876	26 793
21/326	*Engrenages et autres organes de transmission, roulements*	5 331	5 846	6 095	6 910	7 756	7 291	7 962	8 636	9 976	10 990
21/327	*Machines pour le travail du bois, du papier, du cuir, de la chaussure; matériel de blanchisserie et de nettoyage à sec*	2 983	3 036	3 154	3 715	4 243	7 141	6 308	7 630	8 519	9 981
21/328	*Autres machines-outils et matériel mécanique*	42 478	47 642	50 238	62 219	65 359	41 868	40 934	48 993	49 549	53 614
	Total général ...	**122 044**	**129 586**	**140 091**	**153 054**	**170 840**	**120 369**	**115 533**	**135 673**	**138 610**	**157 880**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-14 — Commerce extérieur des machines de bureau, machines pour le traitement de l'information, instruments de précision, d'optique et similaires - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
23/330	*Machines de bureau, machines pour le traitement de l'information*	9 080	10 727	17 433	20 386	26 302	19 626	23 514	30 702	38 008	51 081
23/371	*Instruments de précision, appareils de mesure et de contrôle*	1 993	1 980	2 226	2 425	3 208	4 826	4 683	5 753	5 732	6 695
23/372	*Matériel médico-chirurgical, appareils orthopédiques*	3 422	3 623	4 045	5 093	5 360	3 769	4 073	4 638	5 738	6 717
23/373	*Instruments d'optique, matériel photographique*	2 251	2 386	3 111	4 814	5 622	6 464	6 980	8 343	9 371	10 975
23/374	*Montres, horloges*	810	954	1 004	1 265	1 657	3 071	3 012	3 203	3 368	3 693
	Total général ...	**17 556**	**19 670**	**27 820**	**33 983**	**42 149**	**37 756**	**42 262**	**52 639**	**62 217**	**79 161**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-15 — Commerce extérieur de matériel et fournitures électriques - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E. C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
25/341	*Fils et câbles électriques*	4 394	4 322	5 925	6 850	6 899	3 635	3 513	3 827	4 048	4 766
25/342	*Electromoteurs, générateurs et transformateurs, matériel électrique d'équipement*	15 588	15 855	16 999	19 344	20 678	15 082	16 013	17 614	18 771	20 125
25/343	*Matériel électrique d'utilisation, piles et accumulateurs*	13 645	16 633	18 796	21 350	24 656	11 756	12 852	14 684	15 131	18 035
25/344	*Matériel de télécommunication, compteurs, appareils de mesures, matériel électromédical*	25 419	26 747	25 576	28 313	30 585	26 603	29 090	32 068	33 115	38 840
25/345	*Appareils électroniques, de radio, de télévision, électro-acoustique, disques et bandes magnétiques enregistrés*	26 920	27 394	27 935	29 935	31 887	26 645	27 816	27 686	28 485	32 431
25/346	*Appareils électrodomestiques*	2 978	3 304	3 449	4 111	4 560	13 576	14 100	14 623	14 453	14 303
25/347	*Lampes, matériel d'éclairage*	6 043	5 805	6 541	8 070	8 575	5 652	4 824	5 423	5 942	5 604
	Total général ...	**94 987**	**100 060**	**105 223**	**117 973**	**127 840**	**102 949**	**108 208**	**115 925**	**119 945**	**134 104**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-16— Commerce extérieur des véhicules et moteurs automobiles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
27/351	*Véhicules automobiles et moteurs automobiles*	158 966	181 147	237 156	278 141	273 428	174 225	192 959	234 363	269 980	256 239
27/352	*Carrosseries, remorques et bennes*	5 625	6 334	7 287	6 438	7 021	2 812	2 227	2 170	2 157	3 612
27/353	*Equipement, accessoires et pièces détachées pour automobiles*	21 659	23 671	25 017	29 147	34 420	28 815	26 478	32 503	33 309	59 037
	Total général ...	**186 250**	**211 152**	**269 460**	**313 726**	**314 869**	**205 852**	**221 664**	**269 037**	**305 446**	**318 888**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-17 — **Commerce extérieur des moyens de transport autres que les véhicules automobiles - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
29/361	*Bateaux, paquebots, bateaux de guerre, remorqueurs, engins flottants, matériaux résultant du dépeçage de bateaux*	4 921	1 480	3 641	1 977	1 015	2 216	4 648	4 512	2 169	959
29/362	*Locomotives, autorails, automotrices, tramways, wagons et autre matériel ferroviaire tracté*	973	1 038	1 898	3 200	3 327	1 376	1 757	1 721	1 426	987
29/363	*Cycles, motocycles, fauteuils d'invalides*	1 290	1 421	1 669	1 936	2 519	3 606	3 773	4 219	4 171	4 671
29/364	*Avions, hélicoptères, hovercrafts, missiles, véhicules spatiaux et autres engins aéronautiques*	11 306	18 683	20 449	17 295	16 228	24 920	24 660	26 442	24 835	29 730
29/365	*Voitures d'enfants et de malades, véhicules à traction animale*	46	66	122	150	209	253	259	288	293	354
	Total général ...	**18 536**	**22 688**	**27 779**	**24 558**	**23 298**	**32 371**	**35 097**	**37 182**	**32 894**	**36 701**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-18 — Commerce extérieur des produits alimentaires - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
31/412	*Viandes, préparations et conserves de viande et d'autres produits de l'abattage*	33 091	41 187	44 821	48 251	56 634	18 347	20 169	24 699	24 305	26 565
33/413	*Lait et autres produits laitiers*	25 270	29 285	38 816	34 722	40 411	27 272	33 062	45 306	38 005	40 120
35/411	*Corps gras végétaux et animaux*	11 536	18 799	24 775	29 688	41 189	15 295	17 154	21 170	24 618	31 267
35/414	*Conserves et jus de fruits et de légumes*	6 496	8 435	11 389	13 294	16 098	10 338	12 099	13 930	14 918	17 743
35/415	*Conserves de poissons et d'autres produits de la mer, pour alimentation humaine*	940	1 051	1 463	1 865	2 064	5 172	5 735	6 518	7 214	6 818
35/416	*Farines, gruaux, semoules, flocons de céréales*	5 653	7 566	9 460	6 897	10 814	5 952	7 660	8 482	8 942	9 747
35/417	*Pâtes alimentaires*	288	360	378	623	765	618	817	964	1 037	1 171
35/418	*Produits amylacés*	3 405	4 173	5 679	6 312	6 700	1 715	1 833	1 760	2 703	3 683
35/419	*Pains, biscottes, biscuits, produits de la pâtisserie*	4 960	5 431	6 440	7 665	8 987	3 258	3 667	4 315	4 337	5 086
35/420	*Sucre*	10 473	14 814	12 423	12 095	13 934	3 607	4 545	5 663	3 842	10 883
35/421	*Produits à base de cacao, sucreries, glaces de consommation*	8 467	9 190	10 840	12 587	15 542	7 857	7 564	8 660	8 905	10 638
35/422	*Produits pour l'alimentation des animaux* .	3 862	5 810	8 339	9 363	11 265	5 616	6 976	8 479	9 791	11 981
35/423	*Autres produits alimentaires*	7 963	11 579	11 205	14 064	17 061	8 320	8 908	10 545	12 070	14 437
	Total général ...	**122 404**	**157 680**	**186 028**	**197 426**	**241 454**	**113 367**	**130 189**	**160 491**	**160 687**	**190 139**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-19 — Commerce extérieur des produits textiles - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
41/431	*Fibres textiles préparées, produits de filature, filterie, pelotonnage*	23 193	23 029	26 132	31 978	38 739	23 428	24 225	27 212	32 626	39 601
41/432	*Tissus, velours*	28 313	29 774	35 274	38 353	42 369	20 762	19 912	23 374	24 101	27 029
41/436	*Produits de la bonneterie*	7 360	8 017	9 116	11 953	12 809	21 238	22 855	26 709	28 541	29 182
41/438	*Tapis, tissus enduits, toiles cirées, linoleums, tapisseries*	34 912	38 391	42 481	48 970	57 469	7 082	6 504	6 995	7 239	8 340
41/439	*Autres produits textiles*	11 700	12 450	12 712	15 231	18 664	5 378	5 463	6 822	7 934	8 330
41/453	*Articles d'habillement et accessoires d'habillement*	24 040	24 920	28 249	30 561	33 921	34 196	37 059	42 308	44 389	48 104
41/455	*Linge de maison, articles de literie et d'ameublement, tentes, bâches, voiles, drapeaux, sacs*	6 701	6 709	7 764	8 100	9 687	5 429	5 317	5 986	6 067	7 821
41/456	*Articles en fourrure*	1 813	1 795	1 837	1 848	1 837	2 061	1 771	1 604	1 430	1 290
	Total général ...	**138 032**	**145 085**	**163 565**	**186 994**	**215 495**	**119 574**	**123 106**	**141 010**	**152 327**	**169 697**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-20 — Commerce extérieur de boissons et de produits à base de tabacs - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
37/424	*Levures, alcool éthylique, boissons distillées*	426	475	399	474	524	4 255	4 082	4 142	4 500	4 541
37/425	*Champagne, vins mousseux, apéritifs à base de vin*	427	468	606	831	686	3 143	3 160	3 740	4 237	4 237
37/426	*Cidre et autres vins de fruits*	61	69	106	123	168	50	49	71	73	76
37/427	*Bière, malt*	5 353	7 182	8 271	8 081	9 948	1 984	2 195	2 651	2 368	2 989
37/428	*Eaux minérales, limonades*	1 325	2 031	2 366	3 209	3 716	2 006	2 481	2 476	2 777	3 887
39/429	*Produits à base de tabacs*	6 020	7 228	9 505	10 620	10 880	2 561	2 721	4 220	4 990	6 129
	Total général ...	**13 612**	**17 453**	**21 254**	**23 338**	**25 922**	**13 999**	**14 688**	**17 299**	**18 945**	**21 859**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-21 — **Commerce extérieur de cuirs, d'articles en cuir et en peau et de chaussures - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
43/441	*Cuirs, peaux, pelleteries tannées et autrement préparées*	2 226	2 393	2 893	3 278	4 252	2 163	1 866	2 718	3 393	4 674
43/442	*Articles en cuir et en peau*	872	907	1 196	1 458	2 033	3 787	3 665	4 034	4 258	5 064
43/451	*Chaussures, pantoufles, en cuir ou partiellement*	2 057	1 702	1 936	2 217	2 662	16 035	15 209	17 927	18 340	20 265
	Total général ...	**5 155**	**5 002**	**6 026**	**6 953**	**8 947**	**21 985**	**20 740**	**24 679**	**25 991**	**30 003**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-22 — Commerce extérieur de bois et de meubles en bois - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
45/461	*Bois sciés, rabotés, séchés, étuvés*	2 329	2 537	3 024	3 478	4 073	12 749	11 863	12 624	13 820	15 052
45/462	*Bois plaqués, contreplaqués, panneaux de fibres et de particules, bois améliorés, bois traités*	9 419	9 218	10 451	11 417	12 345	4 980	5 360	5 705	5 936	6 549
45/463	*Charpentes en bois, constructions en bois, ouvrages de menuiserie de bâtiments, parquets*	1 019	1 252	1 799	2 470	2 955	3 650	3 202	3 016	2 599	2 893
45/464	*Caisses et autres emballages, ouvrages de tonnellerie*	199	219	245	304	293	411	376	428	369	346
45/465	*Articles en bois (autres que meubles), farine et laine de bois*	842	879	1 039	1 190	1 338	2 325	2 330	2 543	2 720	2 700
45/466	*Articles en liège, rotin, vannerie (autres que meubles), brosses, balais, pinceaux*	435	470	574	653	781	1 301	1 234	1 384	1 413	1 489
45/467	*Meubles en bois, en rotin, matelas*	18 027	19 048	22 027	25 319	27 597	15 514	15 239	14 785	13 535	14 004
	Total général ...	**32 270**	**33 623**	**39 159**	**44 831**	**49 382**	**40 930**	**39 604**	**40 486**	**40 392**	**43 033**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-23 — Commerce extérieur de papier, d'articles en papier et d'articles imprimés - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
47/471	*Pâtes, papier, carton*	19 563	21 463	16 607	16 026	19 347	27 270	31 575	34 936	36 839	46 943
47/472	*Articles en pâtes, papier, carton*	16 724	19 460	29 463	33 093	38 945	16 707	18 160	22 033	23 591	28 370
47/473 47/474	*Journaux, produits de l'imprimerie, produits de l'édition*	10 663	11 925	13 914	16 006	18 437	13 493	14 346	16 993	17 959	20 965
	Total général ...	**46 950**	**52 848**	**59 984**	**65 125**	**76 729**	**57 470**	**64 081**	**73 962**	**78 389**	**96 278**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-24 — Commerce extérieur de produits en caoutchouc et en plastique - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
49/481	*Produits en caoutchouc*	15 858	17 973	21 491	23 017	25 868	15 044	15 714	19 100	19 230	20 619
49/482	*Pneumatiques rechapés*	510	518	380	367	398	496	527	582	566	681
49/483	*Produits en plastique (à l'exclusion de produits bruts)*	33 230	37 232	46 237	56 050	66 958	27 126	27 545	33 139	37 279	42 685
	Total général ...	**49 598**	**55 723**	**68 107**	**79 434**	**93 224**	**42 666**	**43 786**	**52 821**	**57 075**	**63 985**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-25 — **Commerce extérieur de produits des autres industries manufacturières - Valeur**

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
51/491	*Bijoux précieux et de fantasie, produits d'orfèvrerie, lapidairerie, diamants taillés, monnaies, médailles*	119 667	129 933	149 649	172 524	193 806	146 358	145 660	152 509	179 765	203 117
51/492	*Instruments de musique*	216	182	213	278	334	972	936	912	966	961
51/493	*Produits du tirage de films cinématographiques et photographiques*	386	465	526	609	610	629	765	809	765	867
51/494	*Jeux, jouets, articles de sport*	2 528	3 149	3 389	4 152	4 738	6 340	7 044	8 056	8 559	9 286
51/495	*Porte-plumes, stylos, tampons, cachets, autres produits n.d.a.*	1 872	2 140	3 083	4 755	3 935	2 799	2 251	2 548	3 005	3 924
	Total général ...	**124 669**	**135 869**	**156 859**	**182 318**	**203 423**	**157 098**	**156 656**	**164 834**	**193 060**	**218 155**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-26 — Commerce extérieur de produits et matériaux destinés à la récupération - Valeur

Millions de francs

N.A.C.E C.L.I.O.	DESIGNATION	Exportations					Importations				
		1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
55/620	*Total général ...*	**7 778**	**9 327**	**12 350**	**14 653**	**19 806**	**8 618**	**9 287**	**10 662**	**12 243**	**18 486**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-27 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.**

Milliards de francs

SECTIONS Divisions	Exportations					Importations				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
0. Produits alimentaires et animaux vivants	156,4	195,9	229,6	233,1	277,7	188,4	216,4	261,7	259,5	301,7
00. Animaux vivants destinés à l'alimentation humaine	7,8	7,8	8,6	10,7	11,5	8,2	9,5	12,8	12,7	13,3
01. Viandes et préparations	29,7	36,9	40,0	43,0	49,4	15,6	16,7	19,9	19,2	19,3
02. Produits laitiers, œufs d'oiseaux	27,3	31,3	40,7	36,6	42,6	27,3	33,5	45,7	38,4	40,6
03. Poissons, crustacés et mollusques, préparations	2,0	2,3	2,9	3,6	3,8	11,0	11,7	13,4	14,9	15,1
04. Céréales et préparations à base de céréales	34,0	42,1	49,7	43,7	57,3	42,3	52,2	60,5	57,9	72,3
05. Légumes et fruits	17,3	21,0	27,3	29,6	34,6	33,4	38,1	44,8	44,6	50,3
06. Sucre et préparations, miel	13,0	17,7	16,2	14,0	16,3	4,0	5,1	5,8	41,1	11,2
07. Café, thé, cacao, épices et dérivés	10,2	11,4	12,7	15,8	20,3	21,1	21,3	24,8	27,6	35,3
08. Nourriture pour animaux (céréales non moulues exclues)	8,4	14,7	21,3	25,1	28,6	19,3	22,0	26,6	31,9	34,7
09. Produits et préparations alimentaires divers	6,7	10,7	10,1	11,1	13,4	6,0	6,5	7,5	8,1	9,6
1. Boissons et tabacs	11,8	14,4	17,4	20,5	21,9	24,5	25,1	29,9	33,0	36,2
11. Boissons	5,6	6,8	7,7	9,2	10,1	17,8	18,4	20,0	21,5	22,9
12. Tabacs bruts et fabriqués	6,3	7,6	9,8	11,3	11,8	6,7	6,7	9,9	11,5	13,3
2. Matières brutes non comestibles (carburants exclus)	48,8	55,8	61,7	68,3	87,4	151,6	165,6	176,0	204,2	236,1
21. Cuirs, peaux et pelleteries, bruts	2,1	2,5	2,8	3,4	5,3	3,2	3,0	3,7	4,3	5,8
22. Graines et fruits oléagineux	0,5	0,5	0,7	0,8	1,2	9,4	16,6	21,9	25,3	31,3
23. Caoutchouc brut	5,1	6,9	8,0	9,9	10,7	5,4	6,3	7,2	8,4	10,5
24. Liège et bois	4,3	4,6	5,3	6,1	7,1	18,1	16,5	18,2	19,6	21,5
25. Pâtes à papier et déchets de papier	3,1	3,3	3,8	3,9	5,9	6,8	8,5	9,1	9,1	11,8
26. Fibres textiles (sauf laines en ruban) et déchets non transformés	8,0	8,3	10,4	11,8	17,5	17,7	19,0	20,3	26,1	34,2
27. Engrais bruts, minéraux bruts										

27. Engrais bruts, minéraux et produits (sauf charbon, pétrole, pierres précieuses)	9,8	11,5	12,7	12,9	15,2	19,2	24,0			
28. Minerais métallifères et déchets de métaux	10,5	12,2	11,2	12,3	16,0	65,6	65,3	61,0	77,3	82,5
29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.	5,4	6,0	6,7	7,3	8,5	6,3	6,5	8,1	8,3	9,1
3. Combustibles minéraux, lubrifiants, produits connexes	158,3	186,3	206,0	222,6	237,2	363,8	472,0	547,0	535,7	595,0
32. Houilles, cokes et briquettes	4,6	6,8	5,5	5,2	8,4	33,0	40,6	48,0	39,2	49,2
33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	147,8	171,9	191,5	208,4	220,3	284,1	366,6	424,2	414,7	449,0
34. Gaz naturel et gaz manufacturé	2,7	3,3	4,0	4,3	3,1	44,5	59,2	68,8	75,9	89,9
35. Energie électrique	3,1	4,3	5,1	4,7	5,3	2,2	5,7	6,0	5,9	6,9
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	6,8	9,4	11,6	13,4	22,5	9,5	10,9	12,9	13,9	21,3
41. Huiles et graisses animales	0,8	0,9	1,0	1,0	1,6	1,8	2,3	2,9	2,7	4,3
42. Huiles végétales fixes	4,7	7,3	9,2	10,8	18,3	5,2	5,9	7,1	8,0	12,4
43. Huiles et graisses animales et végétales, préparées; cires	1,3	1,2	1,4	1,6	2,7	2,5	2,8	2,9	3,1	4,7
5. Produits chimiques n.d.a.	217,3	239,8	281,7	316,7	376,3	174,7	193,8	234,4	264,1	316,2
51. Chimie organique	43,0	50,6	55,4	59,3	75,7	61,5	71,4	86,2	94,4	114,8
52. Chimie inorganique	10,1	11,7	13,8	16,4	20,1	10,7	11,4	14,7	17,8	21,6
53. Pour teinture, tannage; colorants	10,0	11,1	13,3	16,0	19,3	8,4	8,9	10,7	11,7	13,5
54. Médicinaux et pharmaceutiques	19,6	22,9	28,2	32,6	36,8	19,1	20,9	24,0	28,7	31,0
55. Huiles essentielles, produits pour parfumerie, toilette, entretien	10,5	12,3	14,3	16,2	19,4	9,7	10,5	12,8	14,0	18,2
56. Engrais manufacturés	22,3	25,2	26,7	27,4	29,5	8,7	8,7	11,0	12,1	13,5
57. Explosifs, articles de pyrotechnie	0,9	0,7	1,1	1,0	1,0	0,2	0,2	0,6	0,7	0,8
58. Matières plastiques artificielles, ethers et esters de la cellulose et résines artificielles	73,6	76,7	92,3	112,3	133,2	36,5	39,7	48,2	56,5	70,2
59. Matières, produits chimiques, n.d.a.	27,1	28,6	36,7	35,5	41,3	19,8	22,0	26,0	28,2	32,7

X-27 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.** (suite)

Milliards de francs

SECTIONS Divisions	Exportations					Importations				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	645,6	652,1	719,2	812,6	932,0	462,0	449,6	515,8	565,9	662,4
61. Cuirs et peaux, préparés et ouvrages, n.d.a., pelleteries	4,1	4,3	4,9	5,3	6,0	3,0	2,7	3,5	4,0	5,1
62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	15,9	18,0	21,2	22,7	25,4	15,2	15,7	19,0	19,2	20,5
63. Ouvrages en liège et en bois (sauf meubles)	11,2	11,1	13,0	14,7	16,3	10,5	10,5	10,8	10,6	11,5
64. Papiers, cartons, ouvrages en pâte de cellulose, papier et carton	26,7	30,6	34,4	36,6	41,2	36,6	40,5	46,7	50,2	62,3
65. Fils, tissus, articles textiles façonnés n.d.a., produits connexes	106,3	113,6	127,4	145,5	167,8	69,4	69,5	81,6	89,2	99,8
66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	149,7	162,0	185,6	215,6	244,7	138,6	133,1	155,5	175,4	212,1
67. Fer et acier	187,5	184,6	192,9	211,1	253,1	54,6	54,7	67,2	74,8	88,5
68. Métaux non ferreux	101,4	81,2	86,2	104,6	113,0	85,6	74,4	77,2	89,4	103,9
69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.	42,8	46,7	53,4	55,9	64,4	48,7	48,4	54,4	53,1	58,5
7. Machines et matériel de transport	408,4	448,2	540,5	594,6	629,7	470,3	492,4	573,4	619,3	685,5
71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement	17,6	24,8	35,6	28,6	29,6	34,9	31,2	45,9	44,3	56,6
72. Machines spécialisées	50,8	51,1	55,1	53,0	64,6	39,4	35,8	43,8	44,8	54,0
73. Machines et appareils pour le travail des métaux	8,4	8,9	10,5	11,2	11,7	13,0	13,7	14,7	14,3	16,4
74. Machines d'application générale, n.d.a.	35,2	36,5	40,0	42,9	49,6	56,0	55,2	62,0	65,0	75,1
75. Machines de bureau et machines informatiques	9,8	11,4	18,0	21,1	28,2	21,7	25,5	33,1	41,0	55,9
76. Appareils de télécommunication, d'enregistrement et de reproduction du son										
78. Véhicules routiers	191,0	217,0	277,5	322,9						

79. Autres véhicules et matériel de transport	14,0	13,7	16,7	16,1	13,4	24,1	26,4	29,0	23,8	26,2
8. Articles manufacturés divers	130,9	144,0	167,2	191,4	216,3	179,7	187,6	215,8	223,6	246,3
81. Appareils sanitaires, de chauffage et d'éclairage	6,4	6,3	7,0	8,7	9,1	5,9	5,2	5,4	5,3	5,8
82. Meubles	21,2	22,4	25,7	28,9	31,8	20,9	20,0	20,3	19,3	20,9
83. Articles de voyage, sacs à main, e.s.	0,7	0,7	1,0	1,2	1,8	2,8	2,8	3,0	3,2	3,7
84. Vêtements et accessoires	29,2	30,5	34,5	38,5	43,0	53,4	57,7	65,6	69,4	74,2
85. Chaussures	1,7	1,4	1,6	1,8	2,3	15,6	15,0	17,7	18,0	20,0
87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	9,2	10,9	11,3	14,5	16,6	16,5	18,2	21,8	22,7	26,0
88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a.; horlogerie	27,4	31,8	37,7	41,5	46,6	12,8	13,9	16,3	16,3	18,5
89. Articles manufacturés divers, n.d.a.	35,0	39,9	48,5	56,0	65,0	51,9	54,7	65,8	69,5	77,3
9. Articles et transactions divers non classés ailleurs	105,9	116,5	158,1	178,1	191,2	76,1	96,2	86,4	101,7	94,9
91. Colis postaux	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
93. Transactions spéciales	0,7	0,8	1,2	1,0	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
94. Animaux vivants	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
95. Armes	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
96. Monnaies n'ayant pas cours légal (sauf pièces d'or)	5,0	2,6	6,6	4,0	4,7	23,9	29,7	15,6	26,5	17,0
97. Or non monétaire	15,8	15,1	32,2	18,4	16,1	14,9	25,6	32,6	35,6	30,8
99. Trafic confidentiel	83,9	97,6	117,6	154,0	168,4	36,7	40,3	37,6	38,8	46,5
Total général ...	**1 890.4**	**2 062.3**	**2 393.2**	**2 651.3**	**2 992.1**	**2 100.8**	**2 309.8**	**2 653.4**	**2 820.9**	**3 195.8**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

X-28 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.**

Variation annuelle en %

SECTIONS Divisions	Exportations				Importations			
	81/80	82/81	83/82	84/83	81/80	82/81	83/82	84/83
0. Produits alimentaires et animaux vivants	25,2	17,2	1,6	19,1	14,9	20,9	– 0,9	16,3
00. Animaux vivants destinés à l'alimentation humaine	– 0,4	10,5	24,4	7,1	15,2	35,2	– 1,3	4,7
01. Viandes et préparations	24,2	8,5	7,6	14,8	7,1	18,7	– 3,2	0,4
02. Produits laitiers, œufs d'oiseaux	14,6	29,8	–10,0	16,5	22,4	36,5	–16,0	5,8
03. Poissons, crustacés et mollusques, préparations	14,7	25,5	22,7	7,2	6,7	14,0	11,4	1,2
04. Céréales et préparations à base de céréales	23,6	18,3	–12,1	31,0	23,2	15,9	– 4,3	24,9
05. Légumes et fruits	21,7	29,8	8,3	17,0	14,0	17,7	– 0,4	12,6
06. Sucre et préparations, miel	36,2	– 8,5	–13,8	16,6	26,1	13,4	–28,6	173,1
07. Café, thé, cacao, épices et dérivés	11,5	12,2	23,9	28,3	0,5	16,8	11,0	28,2
08. Nourriture pour animaux (céréales non moulues exclues)	76,0	44,4	18,0	13,9	13,6	21,2	20,0	8,8
09. Produits et préparations alimentaires divers	60,1	– 5,1	9,8	20,5	8,4	15,1	8,7	18,0
1. Boissons et tabacs	21,5	21,4	17,4	6,8	2,3	19,0	10,5	9,6
11. Boissons	21,9	12,9	19,5	10,1	3,1	8,7	8,0	6,3
12. Tabacs bruts et fabriqués	21,2	29,0	15,8	4,1	– 0,1	47,4	15,6	15,8
2. Matières brutes non comestibles (carburants exclus)	14,3	10,6	10,5	28,0	9,2	6,3	16,0	15,6
21. Cuirs, peaux et pelleteries, bruts	20,0	11,7	21,6	57,4	– 7,0	22,0	16,4	36,4
22. Graines et fruits oléagineux	2,3	36,4	1,8	54,9	76,8	32,3	15,3	24,1
23. Caoutchouc brut	35,4	15,5	23,6	8,1	17,3	14,1	16,2	25,2
24. Liège et bois	5,0	17,1	14,5	16,8	– 9,0	10,7	7,4	9,7
25. Pâtes à papier et déchets de papier	8,5	13,5	1,8	52,0	24,8	7,7	0,0	29,9

(sauf charbon, pétrole, pierres précieuses)	17,0	10,3	1,4	18,0	24,7	10,7	– 2,7	13,7
28. Minerais métallifères et déchets de métaux	15,7	– 7,7	9,7	30,0	– 0,5	– 6,6	26,8	6,0
29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.	11,8	12,8	8,4	16,3	4,3	23,5	3,0	9,2
3. Combustibles minéraux, lubrifiants, produits connexes	17,6	10,6	8,1	6,6	29,7	15,9	– 2,1	11,1
32. Houilles, cokes et briquettes	46,7	–19,2	– 6,1	63,5	22,8	18,4	–18,3	25,3
33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	16,2	11,4	8,9	5,7	29,0	15,7	– 2,2	8,3
34. Gaz naturel et gaz manufacturé	21,3	20,6	7,9	26,8	33,0	16,2	10,3	18,5
35. Energie électrique	37,2	18,6	– 6,4	12,2	154,2	5,7	– 1,3	16,7
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	37,9	23,4	15,6	67,9	15,5	18,4	7,1	53,2
41. Huiles et graisses animales	13,0	7,7	2,4	54,9	26,4	28,0	– 7,6	60,1
42. Huiles végétales fixes	56,3	26,0	17,2	69,6	13,6	21,1	12,6	54,0
43. Huiles et graisses animales et végétales, préparées; cires	–11,1	19,3	15,1	64,3	11,4	4,9	8,6	48,6
5. Produits chimiques n.d.a.	10,4	17,5	12,4	18,8	10,9	20,9	12,7	19,7
51. Chimie organique	17,5	9,5	7,0	27,7	16,1	20,8	9,5	21,6
52. Chimie inorganique	16,0	17,8	18,8	22,5	6,1	29,0	21,1	21,2
53. Pour teinture, tannage; colorants	11,1	19,2	20,3	21,0	5,6	19,9	9,8	15,4
54. Médicinaux et pharmaceutiques	16,8	23,1	15,7	13,0	9,0	15,0	19,5	8,0
55. Huiles essentielles, produits pour parfumerie, toilette, entretien	17,7	16,2	13,4	20,0	8,5	22,3	9,4	29,5
56. Engrais manufacturés	12,7	6,0	2,9	7,4	0,0	26,0	9,8	11,4
57. Explosifs, articles de pyrotechnie	–26,6	62,6	–11,0	– 1,3	1,2	217,5	1,5	20,3
58. Matières plastiques artificielles, ethers et esters de la cellulose et résines artificielles	4,1	20,4	21,6	18,7	8,9	21,3	17,2	24,3
59. Matières, produits chimiques, n.d.a.	5,4	28,1	– 3,1	16,1	11,2	18,3	8,2	16,1

X-28 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.** (suite)

Variation annuelle en %

SECTIONS Divisions	Exportations				Importations			
	81/80	82/81	83/82	84/83	81/80	82/83	83/82	84/83
6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	1,0	10,3	13,0	14,7	− 2,7	14,7	9,7	17,1
61. Cuirs et peaux, préparés et ouvrages, n.d.a., pelleteries	4,3	12,4	8,7	13,6	− 7,9	30,3	11,7	29,1
62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	13,0	17,7	7,1	11,6	3,5	20,9	1,1	6,9
63. Ouvrages en liège et en bois (sauf meubles)	− 0,2	17,0	13,0	10,6	− 0,1	2,5	− 1,8	9,0
64. Papiers, cartons, ouvrages en pâte de cellulose, papier et carton	14,5	12,5	6,4	12,4	10,7	15,4	7,5	24,0
65. Fils, tissus, articles textiles façonnés n.d.a., produits connexes	6,9	12,1	14,2	15,4	0,3	17,3	9,4	12,0
66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	8,2	14,6	16,2	13,5	− 4,0	16,9	12,8	20,9
67. Fer et acier	− 1,6	4,5	9,4	19,9	0,3	22,8	11,3	18,3
68. Métaux non ferreux	−20,0	6,3	21,3	8,1	−13,1	3,7	15,8	16,3
69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.	9,1	14,4	4,6	15,3	− 0,4	12,2	− 2,3	10,1
7. Machines et matériel de transport	9,7	20,6	10,0	5,5	4,7	16,4	8,0	10,7
71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement	41,1	43,2	−19,6	3,6	−10,6	47,4	− 3,6	27,8
72. Machines spécialisées	0,7	7,8	− 3,8	22,0	− 9,2	22,4	2,3	20,4
73. Machines et appareils pour le travail des métaux	5,7	17,6	6,8	4,4	5,4	7,2	− 2,9	14,6
74. Machines d'application générale, n.d.a.	3,5	9,8	7,2	15,5	− 1,3	12,3	4,9	15,5
75. Machines de bureau et machines informatiques	16,3	57,5	17,2	33,8	17,7	29,8	23,7	36,4
76. Appareils de télécommunication, d'enregistrement et de reproduc-								
77. Machines électriques, n.d.a.	8,6							

77. Machines électriques, n.d.a.								
78. Véhicules routiers				1,2	10,6	16,3	14,6	1,7
79. Autres véhicules et matériel de transport	− 2,0	22,1	− 4,0	−16,7	9,5	9,7	−18,1	10,0
8. Articles manufacturés divers	10,0	16,1	14,5	13,0	4,4	15,1	3,6	10,1
81. Appareils sanitaires, de chauffage et d'éclairage	− 2,4	10,6	25,6	4,4	−12,0	4,6	− 2,4	10,3
82. Meubles	5,7	14,5	12,7	10,0	− 3,9	1,2	− 4,9	8,2
83. Articles de voyage, sacs à main, e.s.	6,7	33,2	26,8	45,0	− 0,3	8,9	5,1	14,6
84. Vêtements et accessoires	4,2	13,3	11,5	11,5	8,1	13,7	5,8	6,9
85. Chaussures	−17,4	13,6	13,5	25,8	− 3,9	17,9	1,6	11,1
87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	19,4	3,3	28,4	14,5	10,7	19,4	4,1	14,7
88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a.; horlogerie	16,2	18,3	10,2	12,4	9,0	16,7	0,1	13,6
89. Articles manufacturés divers, n.d.a.	13,9	21,6	15,6	15,8	5,3	20,3	5,7	11,1
9. Articles et transactions divers non classés ailleurs	10,0	35,7	12,7	7,3	26,5	−10,3	17,7	− 6,6
91. Colis postaux	37,2	34,9	−21,9	−93,6	44,9	7,6	15,1	−79,3
93. Transactions spéciales	17,9	50,2	−17,8	22,6	−52,2	36,5	−96,3	12 359,2
94. Animaux vivants	22,6	3,4	19,4	− 1,7	20,4	0,9	8,7	−17,2
95. Armes	15,8	8,2	58,1	34,0	− 6,8	−28,1	43,6	2,7
96. Monnaies n'ayant pas cours légal (sauf pièces d'or)	−49,7	158,0	−39,7	17,6	24,3	−47,5	70,5	−35,8
97. Or non monétaire	− 4,6	113,1	−42,7	−12,5	71,8	27,1	9,4	−13,6
99. Trafic confidentiel	16,3	20,5	31,0	9,3	9,8	− 6,7	3,2	19,6
Total général ...	**9,1**	**16,0**	**10,8**	**12,9**	**9,9**	**14,9**	**6,3**	**13,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-29 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.**

Importance relative en %

SECTIONS Divisions	Exportations					Importations				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
0. Produits alimentaires et animaux vivants	8,3	9,5	9,6	8,8	9,3	9,0	9,4	9,9	9,2	9,4
00. Animaux vivants destinés à l'alimentation humaine	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
01. Viandes et préparations	1,6	1,8	1,7	1,6	1,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
02. Produits laitiers, œufs d'oiseaux	1,4	1,5	1,7	1,4	1,4	1,3	1,4	1,7	1,4	1,3
03. Poissons, crustacés et mollusques, préparations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
04. Céréales et préparations à base de céréales	1,8	2,0	2,1	1,6	1,9	2,0	2,3	2,3	2,1	2,3
05. Légumes et fruits	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,6	1,6	1,7	1,6	1,6
06. Sucre et préparations, miel	0,7	0,9	0,7	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,4
07. Café, thé, cacao, épices et dérivés	0,5	0,6	0,5	0,6	0,7	1,0	0,9	0,9	1,0	1,1
08. Nourriture pour animaux (céréales non moulues exclues)	0,4	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
09. Produits et préparations alimentaires divers	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
1. Boissons et tabacs	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	1,2	1,1	1,1	1,2	1,1
11. Boissons	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7
12. Tabacs bruts et fabriqués	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
2. Matières brutes non comestibles (carburants exclus)	2,6	2,7	2,6	2,6	2,9	7,2	7,2	6,6	7,2	7,4
21. Cuirs, peaux et pelleteries, bruts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
22. Graines et fruits oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,7	0,8	0,9	1,0
23. Caoutchouc brut	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
24. Liège et bois	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
25. Pâtes à papier et déchets de papier	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
26. Fibres textiles (sauf laines en										
27. [illegible] (sauf charbon, pétrole, pierres pré-										

cieuses)	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	3,1	2,8	2,3	2,7	2,6
28. Minerais métallifères et déchets de métaux	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	3,1	2,8	2,3	2,7	2,6
29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
3. Combustibles minéraux, lubrifiants, produits connexes	8,4	9,0	8,6	8,4	7,9	17,3	20,4	20,6	19,0	18,6
32. Houilles, cokes et briquettes	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	1,6	1,8	1,8	1,4	1,5
33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	7,8	8,3	8,0	7,9	7,4	13,5	15,9	16,0	14,7	14,1
34. Gaz naturel et gaz manufacturé	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	2,1	2,6	2,6	2,7	2,8
35. Energie électrique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	0,4	0,5	0,5	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
41. Huiles et graisses animales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
42. Huiles végétales fixes	0,2	0,4	0,4	0,4	0,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4
43. Huiles et graisses animales et végétales, préparées; cires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
5. Produits chimiques n.d.a.	11,5	11,6	11,8	11,9	12,6	8,3	8,4	8,8	9,4	9,9
51. Chimie organique	2,3	2,5	2,3	2,2	2,5	2,9	3,1	3,3	3,3	3,6
52. Chimie inorganique	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7
53. Pour teinture, tannage; colorants	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
54. Médicinaux et pharmaceutiques	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0
55. Huiles essentielles, produits pour parfumerie, toilette, entretien	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
56. Engrais manufacturés	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
57. Explosifs, articles de pyrotechnie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
58. Matières plastiques artificielles, ethers et esters de la cellulose et résines artificielles	3,9	3,7	3,9	4,2	4,5	1,7	1,7	1,8	2,0	2,2
59. Matières, produits chimiques, n.d.a.	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0

X-29 — **Exportations et importations selon les sections et les divisions de la C.T.C.I.** (suite)

Importance relative en %

SECTIONS Divisions	Exportations					Importations				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	34,2	31,6	30,1	30,6	31,1	22,0	19,5	19,4	20,1	20,7
61. Cuirs et peaux, préparés et ouvrages, n.d.a., pelleteries	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
63. Ouvrages en liège et en bois (sauf meubles)	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
64. Papiers, cartons, ouvrages en pâte de cellulose, papier et carton	1,4	1,5	1,4	1,4	1,4	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9
65. Fils, tissus, articles textiles façonnés n.d.a., produits connexes	5,6	5,5	5,3	5,5	5,6	3,3	3,0	3,1	3,2	3,1
66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	7,9	7,9	7,8	8,1	8,2	6,6	5,8	5,9	6,2	6,6
67. Fer et acier	9,9	8,9	8,1	8,0	8,5	2,6	2,4	2,5	2,7	2,8
68. Métaux non ferreux	5,4	3,9	3,6	3,9	3,8	4,1	3,2	2,9	3,2	3,3
69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.	2,3	2,3	2,2	2,1	2,2	2,3	2,1	2,0	1,9	1,8
7. Machines et matériel de transport	21,6	21,7	22,6	22,4	21,0	22,4	21,3	21,6	22,0	21,4
71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement	0,9	1,2	1,5	1,1	1,0	1,7	1,3	1,7	1,6	1,8
72. Machines spécialisées	2,7	2,5	2,3	2,0	2,2	1,9	1,5	1,7	1,6	1,7
73. Machines et appareils pour le travail des métaux	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
74. Machines d'application générale, n.d.a.	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	2,7	2,4	2,3	2,3	2,4
75. Machines de bureau et machines informatiques	0,5	0,6	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,5	1,8
76. Appareils de télécommunication,										

79. Autres véhicules et matériel de transport	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	1,1	1,1	1,1	0,8	0,8
8. Articles manufacturés divers	6,9	7,0	7,0	7,2	7,2	8,6	8,1	8,1	7,9	7,7
81. Appareils sanitaires, de chauffage et d'éclairage	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
82. Meubles	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
83. Articles de voyage, sacs à main, e.s.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
84. Vêtements et accessoires	1,5	1,5	1,4	1,5	1,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,3
85. Chaussures	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a.; horlogerie	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
89. Articles manufacturés divers, n.d.a.	1,9	1,9	2,0	2,1	2,2	2,5	2,4	2,5	2,5	2,4
9. Articles et transactions divers non classés ailleurs	5,6	5,6	6,6	6,7	6,4	3,6	4,2	3,3	3,6	3,0
91. Colis postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
93. Transactions spéciales	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
94. Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
95. Armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
96. Monnaies n'ayant pas cours légal (sauf pièces d'or)	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	1,1	1,3	0,6	0,9	0,5
97. Or non monétaire	0,8	0,7	1,3	0,7	0,5	0,7	1,1	1,2	1,3	1,0
99. Trafic confidentiel	4,4	4,7	4,9	5,8	5,6	1,7	1,7	1,4	1,4	1,5
Total général ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-30 — **Balance commerciale selon les sections et divisions de la C.T.C.I.**

SECTIONS Divisions	En milliards de francs					En pourcentage des importations totales				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
0. Produits alimentaires et animaux vivants	− 32,0	− 20,5	− 32,2	− 26,3	− 24,0	− 1,5	− 0,9	− 1,2	− 0,9	− 0,8
00. Animaux vivants destinés à l'alimentation humaine	− 0,4	− 1,7	− 4,2	− 1,9	− 1,8	0,0	− 0,1	− 0,2	− 0,1	− 0,1
01. Viandes et préparations	14,1	20,1	20,1	23,8	30,1	0,7	0,9	0,8	0,8	0,9
02. Produits laitiers, œufs d'oiseaux	0,0	− 2,1	− 5,0	− 1,8	2,0	0,0	− 0,1	− 0,2	− 0,1	0,1
03. Poissons, crustacés et mollusques, préparations	− 9,0	− 9,4	− 10,5	− 11,4	− 11,3	− 0,4	− 0,4	− 0,4	− 0,4	− 0,4
04. Céréales et préparations à base de céréales	− 8,3	− 10,1	− 10,7	− 14,2	− 15,0	− 0,4	− 0,4	− 0,4	− 0,5	− 0,5
05. Légumes et fruits	− 16,1	− 17,0	− 17,5	− 15,1	− 15,7	− 0,8	− 0,7	− 0,7	− 0,5	− 0,5
06. Sucre et préparations, miel	9,0	12,6	10,4	9,9	5,1	0,4	0,5	0,4	0,3	0,2
07. Café, thé, cacao, épices et dérivés	− 10,9	− 9,9	− 12,1	− 11,8	− 15,0	− 0,5	− 0,4	− 0,5	− 0,4	− 0,5
08. Nourriture pour animaux (céréales non moulues exclues)	− 11,0	− 7,2	− 5,3	− 6,8	− 6,1	− 0,5	− 0,3	− 0,2	− 0,2	− 0,2
09. Produits et préparations alimentaires divers	0,7	4,2	2,7	3,0	3,8	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1
1. Boissons et tabacs	− 12,7	− 10,7	− 12,4	− 12,5	− 14,3	− 0,6	− 0,5	− 0,5	− 0,4	− 0,4
11. Boissons	− 12,2	− 11,6	− 12,3	− 12,4	− 12,8	− 0,6	− 0,5	− 0,5	− 0,4	− 0,4
12. Tabacs bruts et fabriqués	− 0,5	0,9	− 0,1	− 0,1	− 1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Matières brutes non comestibles (carburants exclus)	−102,8	−109,8	−114,3	−135,9	−148,7	− 4,9	− 4,8	− 4,3	− 4,8	− 4,7
21. Cuirs, peaux et pelleteries, bruts	− 1,2	− 0,5	− 0,9	− 0,9	− 0,5	− 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
22. Graines et fruits oléagineux	− 8,8	− 16,0	− 21,2	− 24,5	− 30,1	− 0,4	− 0,7	− 0,8	− 0,9	− 0,9
23. Caoutchouc brut	− 0,3	0,6	0,8	1,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
24. Liège et bois	− 13,8	− 11,9	− 12,9	− 13,5	− 14,4	− 0,7	− 0,5	− 0,5	− 0,5	− 0,4
25. Pâtes à papier et déchets de papier	− 3,7	− 5,1	− 5,3	− 5,3	− 5,9	− 0,2	− 0,2	− 0,2	− 0,2	− 0,2
27. Engrais bruts, autres que [illegible]										

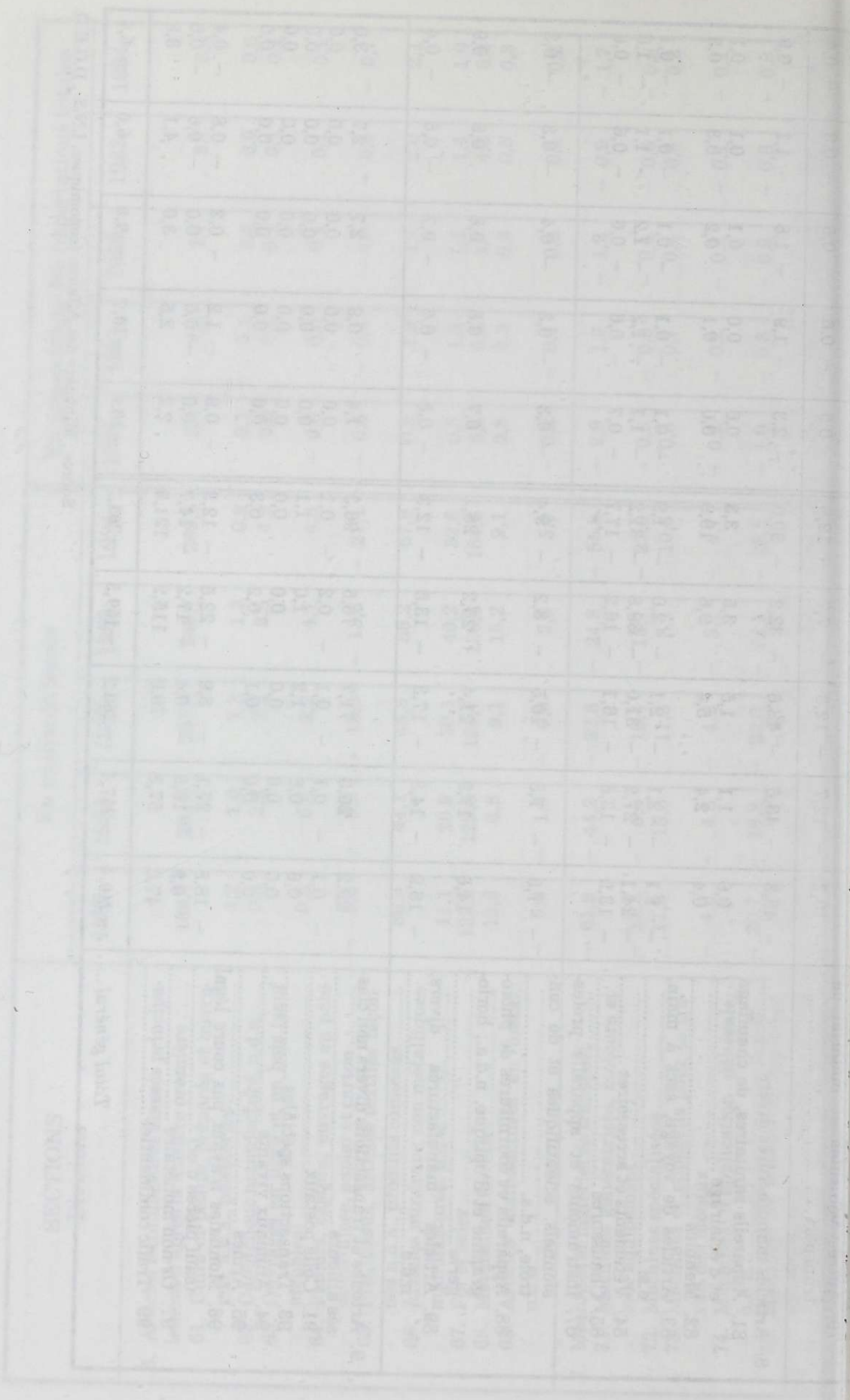
cieuses)	– 9,4	– 12,5	– 13,8	– 12,9	– 14,2	– 0,4				
28. Minerais métallifères et déchets de métaux	– 55,1	– 53,1	– 49,7	– 65,0	– 66,5	– 2,6	– 2,3	– 1,9	– 2,3	– 2,1
29. Matières brutes d'origine animale ou végétale, n.d.a.	– 0,9	– 0,6	– 1,3	– 1,0	– 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Combustibles minéraux, lubrifiants, produits connexes	–205,6	–285,8	–341,0	–313,1	–357,8	– 9,8	–12,4	–12,9	–11,1	–11,2
32. Houilles, cokes et briquettes	– 28,4	– 33,8	– 42,5	– 34,1	– 40,8	– 1,4	– 1,5	– 1,6	– 1,2	– 1,3
33. Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	–136,3	–194,7	–232,7	–206,3	–228,7	– 6,5	– 8,4	– 8,8	– 7,3	– 7,2
34. Gaz naturel et gaz manufacturé	– 41,8	– 55,9	– 64,8	– 71,6	– 86,8	– 2,0	– 2,4	– 2,4	– 2,5	– 2,7
35. Energie électrique	0,9	– 1,4	– 0,9	– 1,2	– 1,6	0,0	– 0,1	0,0	0,0	0,0
4. Huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale	– 2,6	– 1,5	– 1,3	– 0,4	1,2	– 0,1	– 0,1	– 0,1	0,0	0,0
41. Huiles et graisses animales	– 1,0	– 1,3	– 1,9	– 1,7	– 2,7	0,0	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1
42. Huiles végétales fixes	0,5	1,4	2,1	2,8	5,9	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
43. Huiles et graisses animales et végétales, préparées; cires	– 1,1	– 1,6	– 1,5	– 1,5	– 2,0	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1
5. Produits chimiques n.d.a.	42,5	46,0	47,3	52,6	60,1	2,0	2,0	1,8	1,9	1,9
51. Chimie organique	– 18,5	– 20,9	– 30,9	– 35,1	– 39,1	– 0,9	– 0,9	– 1,2	– 1,2	– 1,2
52. Chimie inorganique	– 0,6	0,3	– 0,9	– 1,4	– 1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
53. Pour teinture, tannage; colorants	1,6	2,2	2,6	4,2	5,8	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
54. Médicinaux et pharmaceutiques	0,5	2,0	4,2	3,9	5,8	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2
55. Huiles essentielles, produits pour parfumerie, toilette, entretien	0,8	1,8	1,5	2,2	1,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
56. Engrais manufacturés	13,6	16,4	15,7	15,3	16,0	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5
57. Explosifs, articles de pyrotechnie	0,7	0,5	0,5	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
58. Matières plastiques artificielles, ethers et esters de la cellulose et résines artificielles	37,1	36,9	44,1	55,8	63,0	1,8	1,6	1,7	2,0	2,0
59. Matières, produits chimiques, n.d.a.	7,3	6,6	10,6	7,4	8,6	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3

X-30 — **Balance commerciale selon les sections et divisions de la C.T.C.I.** (suite)

SECTIONS Divisions	En milliards francs					En pourcentage des importations totales				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
6. Articles manufacturés classés principalement d'après la matière première	183,7	202,5	203,4	246,7	269,6	8,7	8,8	7,7	8,7	8,4
61. Cuirs et peaux, préparés et ouvrages, n.d.a., pelleteries	1,2	1,6	1,3	1,3	0,9	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
62. Caoutchouc manufacturé, n.d.a.	0,8	2,3	2,2	3,5	4,9	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
63. Ouvrages en liège et en bois (sauf meubles)	0,6	0,6	2,2	4,1	4,8	– 0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
64. Papiers, cartons, ouvrages en pâte de cellulose, papier et carton	– 9,8	– 9,9	– 12,3	– 13,6	– 21,1	– 0,5	– 0,4	– 0,5	– 0,5	– 0,7
65. Fils, tissus, articles textiles façonnés n.d.a., produits connexes	36,9	44,1	45,8	56,2	67,9	0,8	1,9	1,7	2,0	2,1
66. Articles minéraux non métalliques manufacturés, n.d.a.	11,1	28,9	30,1	40,2	32,6	0,5	1,2	1,1	1,4	1,0
67. Fer et acier	132,9	129,8	125,7	136,3	164,6	6,3	5,6	4,7	4,8	5,2
68. Métaux non ferreux	15,8	6,8	9,1	15,2	9,1	0,8	0,3	0,3	0,5	0,3
69. Articles manufacturés en métal, n.d.a.	– 5,9	– 1,8	– 0,9	2,8	5,9	– 0,3	– 0,1	0,0	0,1	0,2
7. Machines et matériel de transport	– 61,9	– 44,2	– 32,8	– 24,8	– 55,8	– 2,9	– 1,9	– 1,2	– 0,9	– 1,7
71. Machines génératrices, moteurs et leur équipement	– 17,3	– 6,3	– 10,4	– 15,7	– 27,0	– 0,8	– 0,3	– 0,4	– 0,6	– 0,8
72. Machines spécialisées	11,3	15,3	11,3	8,1	10,6	0,5	0,7	0,4	0,3	0,3
73. Machines et appareils pour le travail des métaux	– 4,6	– 4,8	– 4,2	– 3,1	– 4,7	– 0,2	– 0,2	– 0,2	– 0,1	– 0,1
74. Machines d'application générale, n.d.a.	– 20,7	– 18,8	– 22,0	– 22,1	– 25,5	– 1,0	– 0,8	– 0,8	– 0,8	– 0,8
75. Machines de bureau et machines informatiques	– 11,9	– 14,1	– 15,1	– 19,9	– 27,7	– 0,6	– 0,6	– 0,6	– 0,7	– 0,9
76. Appareils de télécommunication, d'enregistrement et de reproduc-										
77. Machines électriques, n.d.a.										

77. Machines électriques, n.d.a.					31,2	– 0,3	0,0	0,9	1,1	1,0
78. Véhicules routiers										
79. Autres véhicules et matériel de transport	– 10,2	– 12,7	– 12,3	– 7,7	– 12,8	– 0,5	– 0,6	– 0,5	– 0,3	– 0,4
8. Articles manufacturés divers	– 48,8	– 43,6	– 48,6	– 32,2	– 30,0	– 2,3	– 1,9	– 1,8	– 1,1	– 0,9
81. Appareils sanitaires, de chauffage et d'éclairage	0,6	1,1	1,5	3,5	3,3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
82. Meubles	0,4	2,4	5,4	9,6	10,9	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3
83. Articles de voyage, sacs à main, e.s.	– 2,1	– 2,1	– 2,1	– 2,0	– 1,9	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,1
84. Vêtements et accessoires	– 24,1	– 27,2	– 31,0	– 30,8	– 31,2	– 1,1	– 1,2	– 1,2	– 1,1	– 1,0
85. Chaussures	– 13,9	– 13,6	– 16,1	– 16,2	– 17,7	– 0,7	– 0,6	– 0,6	– 0,6	– 0,6
87. Instruments et appareils professionnels, scientifiques et de contrôle, n.d.a.	– 7,3	– 7,3	– 10,5	– 8,2	– 9,4	– 0,3	– 0,3	– 0,4	– 0,3	– 0,3
88. Appareils et fournitures de photographie et d'optique, n.d.a.; horlogerie	14,6	17,9	21,4	25,2	28,1	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
89. Articles manufacturés divers, n.d.a.	– 16,9	– 14,8	– 17,3	– 13,5	– 12,3	– 0,8	– 0,6	– 0,7	– 0,5	– 0,4
9. Articles et transactions divers non classés ailleurs	29,2	20,3	71,7	76,5	96,3	1,4	0,9	2,7	2,7	3,0
91. Colis postaux	– 0,1	– 0,1	– 0,1	– 0,2	– 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
93. Transactions spéciales	0,6	0,8	1,2	1,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
94. Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
95. Armes	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
96. Monnaies n'ayant pas cours légal (sauf pièces d'or)	– 18,8	– 27,1	– 8,9	– 22,5	– 12,3	– 0,9	– 1,2	– 0,3	– 0,8	– 0,4
97. Or non monétaire	0,9	– 10,5	– 0,4	– 17,2	– 14,7	0,0	– 0,5	0,0	– 0,6	– 0,5
99. Trafic confidentiel	47,2	57,3	79,9	115,2	121,9	2,2	2,5	3,0	4,1	3,8
Total général ...	**–210,4**	**–247,4**	**–260,2**	**–169,5**	**–203,7**	**–10,0**	**–10,7**	**– 9,8**	**– 6,0**	**– 6,4**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.



X-31 — **Exportations par grandes catégories économiques**

Millions de francs

DESIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. *Produits alimentaires et boissons*	108 973	115 684	131 885	150 178	185 312	210 722	216 647	268 567
1.1. Produits de base	*46 741*	*26 909*	*30 969*	*34 593*	*39 632*	*43 288*	*41 411*	*55 296*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*62 232*	*88 775*	*100 916*	*115 585*	*145 680*	*167 434*	*175 236*	*213 271*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	662 255	710 834	847 276	949 910	994 853	1 148 122	1 289 179	1 491 665
2.1. Produits de base	*105 802*	*69 816*	*82 686*	*89 992*	*101 954*	*118 270*	*140 780*	*163 377*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*556 453*	*641 017*	*764 589*	*859 918*	*892 899*	*1 029 852*	*1 148 398*	*1 328 288*
3. *Combustibles et lubrifiants*	64 386	58 808	102 085	154 212	180 836	200 331	213 762	227 890
3.1. Produits de base	*2 127*	*879*	*1 031*	*1 735*	*3 486*	*5 296*	*3 472*	*5 306*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*62 259*	*57 929*	*101 054*	*152 477*	*177 350*	*195 035*	*210 290*	*222 584*
4. *Biens d'équipement* (a)	154 621	159 534	169 969	190 859	200 975	230 170	239 220	275 318
4.1. Biens d'équipement	*135 064*	*105 845*	*114 047*	*126 212*	*134 212*	*156 348*	*158 528*	*184 664*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*19 557*	*53 689*	*55 922*	*64 647*	*66 763*	*73 822*	*80 691*	*90 655*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	185 438	195 198	226 669	231 905	264 861	334 407	378 795	382 999
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*113 118*	*127 818*	*143 086*	*134 501*	*154 831*	*203 972*	*251 753*	*242 773*
5.2. Autre matériel de transport	*29 195*	*25 258*	*32 482*	*41 357*	*43 257*	*53 400*	*46 782*	*49 529*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*43 125*	*42 122*	*51 101*	*56 047*	*66 773*	*77 035*	*80 260*	*90 697*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	152 002	155 556	168 569	194 853	215 129	245 551	278 964	315 354
6.1. Durables	*60 478*	*64 847*	*68 114*	*79 567*	*84 649*	*91 013*	*104 836*	*118 314*
6.2. Semi-durables	*51 557*	*42 211*	*45 673*	*51 326*	*55 378*	*65 159*	*72 815*	*82 585*
6.3. Non durables	*39 966*	*48 498*	*54 781*	*63 960*	*75 102*	*89 379*	*101 312*	*114 455*
7. *Biens non désignés ailleurs*	17 031	14 645	14 774	18 441	20 351	23 850	34 775	30 324
Total général ...	**1 344 704**	**1 410 258**	**1 661 224**	**1 890 359**	**2 062 316**	**2 393 153**	**2 651 342**	**2 992 116**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

X-32 — Taux de variation annuel des exportations par grandes catégories économiques

En %

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. *Produits alimentaires et boissons*	3,5	6,2	14,0	13,9	23,4	13,7	2,8	24,0
1.1. Produits de base	*– 8,1*	*–42,4*	*15,1*	*11,7*	*14,6*	*9,2*	*– 4,5*	*33,5*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*14,3*	*42,7*	*13,7*	*14,5*	*26,0*	*14,9*	*4,7*	*21,7*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	5,6	7,3	19,2	12,1	4,7	15,4	12,3	15,7
2.1. Produits de base	*28,0*	*–34,0*	*18,4*	*8,8*	*13,3*	*16,0*	*19,0*	*16,1*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*2,2*	*15,2*	*19,3*	*12,5*	*3,8*	*15,3*	*11,5*	*15,7*
3. *Combustibles et lubrifiants*	18,3	8,7	73,6	51,1	17,3	10,8	6,7	6,6
3.1. Produits de base	*37,8*	*–58,7*	*17,3*	*68,3*	*0,9*	*51,9*	*–52,5*	*52,8*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*17,8*	*– 7,0*	*74,4*	*50,9*	*16,3*	*10,0*	*7,8*	*5,8*
4. *Biens d'équipement* (a)	3,8	3,2	6,5	12,3	5,3	14,5	3,9	15,1
4.1. Biens d'équipement	*2,7*	*–21,6*	*7,7*	*10,7*	*6,3*	*16,5*	*1,4*	*16,5*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*11,9*	*7,5*	*4,2*	*15,6*	*3,3*	*10,6*	*9,3*	*12,3*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	6,3	5,3	16,1	2,3	14,2	26,3	13,3	1,1
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*7,9*	*13,0*	*11,9*	*– 6,0*	*15,1*	*31,7*	*23,4*	*– 3,7*
5.2. Autre matériel de transport	*1,8*	*–13,5*	*28,6*	*27,3*	*4,6*	*23,4*	*–14,1*	*5,9*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*5,3*	*–12,3*	*21,3*	*9,7*	*19,1*	*15,4*	*4,2*	*13,0*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	6,8	2,3	8,4	15,6	10,4	14,1	13,6	13,0
6.1. Durables	*7,1*	*7,2*	*5,0*	*16,8*	*6,4*	*7,5*	*15,2*	*12,9*
6.2. Semi-durables	*4,3*	*–18,1*	*8,2*	*12,4*	*7,9*	*17,7*	*11,8*	*13,4*
6.3. Non durables	*9,8*	*21,3*	*13,0*	*16,8*	*17,4*	*19,0*	*13,4*	*13,0*
7. *Biens non désignés ailleurs*	24,3	–14,0	0,8	24,8	10,4	17,2	45,8	–14,7
Total général ...	**6,2**	**5,4**	**17,8**	**13,8**	**9,1**	**16,0**	**10,8**	**12,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

X-33 — Importations par grandes catégories économiques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. *Produits alimentaires et boissons*	151 641	164 015	180 077	192 831	224 511	269 977	269 127	318 447
1.1. Produits de base	*82 363*	*70 215*	*76 302*	*81 950*	*100 354*	*120 404*	*122 537*	*147 799*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*69 278*	*93 800*	*103 775*	*110 881*	*124 157*	*149 568*	*146 590*	*170 648*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	550 811	594 756	711 436	826 278	858 890	979 005	1 090 343	1 274 784
2.1. Produits de base	*159 682*	*135 129*	*161 982*	*193 561*	*199 134*	*212 668*	*250 518*	*295 097*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*391 129*	*459 627*	*549 454*	*632 717*	*659 756*	*766 337*	*839 824*	*979 687*
3. *Combustibles et lubrifiants*	201 666	188 403	249 769	361 138	468 657	542 297	530 520	588 364
3.1. Produits de base	*164 839*	*139 696*	*174 606*	*255 633*	*338 223*	*364 632*	*324 852*	*333 005*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*36 827*	*48 707*	*75 163*	*105 505*	*130 434*	*177 665*	*205 668*	*255 359*
4. *Biens d'équipement* (a)	155 223	168 204	185 537	213 714	218 066	250 781	266 269	315 416
4.1. Biens d'équipement	*127 684*	*103 813*	*114 652*	*130 213*	*133 298*	*153 559*	*161 728*	*194 687*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*27 539*	*64 391*	*70 885*	*83 501*	*84 768*	*97 222*	*104 542*	*120 728*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	210 117	227 614	254 990	260 507	279 251	333 219	365 536	385 012
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*48 332*	*54 437*	*64 915*	*65 884*	*69 448*	*74 806*	*88 917*	*99 002*
5.2. Autre matériel de transport	*22 953*	*22 296*	*26 493*	*32 371*	*28 078*	*30 519*	*26 324*	*30 052*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*138 832*	*150 881*	*163 582*	*162 252*	*181 725*	*227 894*	*250 295*	*255 958*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	175 101	179 395	197 344	219 698	227 740	258 162	266 771	293 021
6.1. Durables	*49 936*	*52 774*	*56 300*	*61 712*	*61 156*	*63 846*	*59 989*	*64 393*
6.2. Semi-durables	*89 930*	*77 446*	*85 853*	*96 626*	*101 274*	*115 614*	*121 518*	*130 886*
6.3. Non durables	*35 235*	*49 175*	*55 191*	*61 360*	*65 309*	*78 702*	*85 264*	*97 743*
7. *Biens non désignés ailleurs*	3 423	3 658	5 200	26 642	32 645	19 921	32 299	20 724
Total général ...	**1 447 981**	**1 526 044**	**1 784 353**	**2 100 807**	**2 309 761**	**2 653 362**	**2 820 865**	**3 195 769**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport, et ses parties, pièces détachées et accessoires.

X-34 — Taux de variation annuel des importations par grandes catégories économiques

En %

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. *Produits alimentaires et boissons*	8,2	9,8	7,1	16,4	20,3	– 0,3	18,3
1.1. Produits de base	*–14,7*	*8,7*	*7,4*	*22,5*	*20,0*	*1,8*	*20,6*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*35,4*	*10,6*	*6,8*	*12,0*	*20,5*	*– 2,0*	*16,4*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	80,0	19,6	16,1	3,9	14,0	11,4	16,9
2.1. Produits de base	*–15,4*	*19,9*	*19,5*	*2,9*	*6,8*	*17,8*	*17,8*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*17,5*	*19,5*	*15,2*	*4,3*	*16,2*	*9,6*	*16,7*
3. *Combustibles et lubrifiants*	– 6,6	32,6	44,6	29,8	15,7	– 2,2	10,9
3.1. Produits de base	*–15,3*	*25,0*	*46,4*	*32,3*	*7,8*	*–12,2*	*2,5*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*32,3*	*54,3*	*40,4*	*23,6*	*36,2*	*15,8*	*24,2*
4. *Biens d'équipement* (a)	8,4	10,3	15,2	2,0	15,0	6,2	18,5
4.1. Biens d'équipement	*–18,7*	*10,4*	*13,6*	*2,4*	*15,2*	*5,3*	*20,4*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*33,8*	*10,1*	*17,8*	*1,5*	*14,7*	*7,5*	*15,5*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	8,3	12,0	2,2	7,2	19,3	9,7	5,3
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*12,6*	*19,2*	*1,5*	*5,4*	*7,7*	*18,9*	*11,3*
5.2. Autre matériel de transport	*– 2,7*	*18,8*	*22,2*	*–13,3*	*8,7*	*–15,9*	*14,2*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*8,7*	*8,4*	*– 0,9*	*12,0*	*25,4*	*9,8*	*2,3*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	2,5	10,0	11,3	3,7	13,4	3,3	9,8
6.1. Durables	*5,7*	*6,7*	*9,6*	*– 0,9*	*4,4*	*– 6,4*	*7,3*
6.2. Semi-durables	*–13,9*	*10,9*	*12,5*	*4,8*	*14,2*	*5,1*	*7,7*
6.3. Non durables	*39,6*	*12,2*	*11,2*	*6,4*	*20,7*	*8,3*	*14,6*
7. *Biens non désignés ailleurs*	6,9	42,2	12,3	22,5	–39,0	62,1	–55,9
Total général ...	**5,4**	**16,9**	**17,7**	**9,9**	**14,9**	**6,3**	**13,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

X-35 — Exportations nettes par grandes catégories économiques

Millions de francs

DÉSIGNATION	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. *Produits alimentaires et boissons*	– 42 668	– 48 331	– 48 192	– 42 652	– 39 200	– 59 255	– 52 480	– 49 880
1.1. Produits de base	*– 35 622*	*– 43 306*	*– 45 334*	*– 47 356*	*– 60 723*	*– 77 121*	*– 81 126*	*– 92 503*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*– 7 046*	*– 5 025*	*– 2 858*	*4 704*	*21 523*	*17 866*	*28 646*	*42 623*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	111 444	116 077	135 840	123 632	135 963	169 117	198 836	216 881
2.1. Produits de base	*– 53 880*	*– 65 313*	*– 79 296*	*–103 569*	*– 97 180*	*– 94 398*	*–109 738*	*–131 720*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*165 323*	*181 390*	*215 136*	*227 201*	*233 143*	*263 515*	*308 574*	*348 600*
3. *Combustibles et lubrifiants*	–137 281	–129 595	–147 684	–206 926	–287 821	–341 966	–316 758	–360 474
3.1. Produits de base	*–162 712*	*–138 817*	*–173 575*	*–253 898*	*–334 737*	*–359 336*	*–321 380*	*–327 699*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*25 431*	*9 222*	*25 891*	*46 972*	*46 916*	*17 370*	*4 622*	*– 32 775*
4. *Biens d'équipement* (a)	– 602	– 8 670	– 15 569	– 22 855	– 17 092	– 20 611	– 27 049	– 40 097
4.1. Biens d'équipement	*7 380*	*2 032*	*– 606*	*– 4 001*	*914*	*2 789*	*– 3 199*	*– 10 024*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*– 7 982*	*– 10 702*	*– 14 963*	*– 18 854*	*– 18 006*	*– 23 400*	*– 23 850*	*– 30 074*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	– 24 680	– 32 417	– 28 321	– 28 601	– 14 390	1 188	13 259	– 2 014
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*64 785*	*73 380*	*78 171*	*68 617*	*85 382*	*129 166*	*162 836*	*143 771*
5.2. Autre matériel de transport	*6 242*	*2 962*	*5 989*	*8 987*	*15 179*	*22 881*	*20 458*	*19 476*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*– 95 707*	*–108 759*	*–112 481*	*–106 205*	*–114 952*	*–150 859*	*–170 035*	*–165 261*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	– 23 099	– 23 838	– 28 775	– 24 845	– 12 611	– 12 611	12 193	22 332
6.1. Durables	*10 543*	*12 073*	*11 814*	*17 855*	*23 493*	*27 167*	*44 847*	*53 922*
6.2. Semi-durables	*– 38 372*	*– 35 235*	*– 40 179*	*– 45 301*	*– 45 897*	*– 50 455*	*– 48 702*	*– 48 301*
6.3. Non durables	*4 731*	*– 676*	*– 410*	*2 600*	*9 792*	*10 677*	*16 048*	*16 712*
7. *Biens non désignés ailleurs*	13 609	10 987	9 573	– 8 201	– 12 294	3 929	2 476	9 600
Total général ...	**–103 277**	**–115 787**	**–123 129**	**–210 448**	**–247 445**	**–260 209**	**–169 524**	**–203 653**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

X-36 — Répartition géographique des exportations par grandes catégories économiques en 1984

DESIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRECE	C.E.E.	PAYS A
1. *Produits alimentaires et boissons*	71 701	56 166	44 541	17 477	17 432	1 364	942	1 963	211 586	3
1.1. Produits de base	*15 969*	*10 063*	*10 063*	*4 001*	*1 256*	*48*	*72*	*244*	*41 716*	*1*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*55 732*	*46 103*	*34 478*	*13 475*	*16 177*	*1 315*	*870*	*1 719*	*169 869*	*1*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	274 689	170 704	267 084	81 023	146 332	15 079	5 816	8 060	968 788	43
2.1. Produits de base	*16 363*	*20 171*	*16 404*	*4 604*	*36 621*	*214*	*233*	*195*	*94 805*	*2*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*258 326*	*150 533*	*250 680*	*76 419*	*109 711*	*14 865*	*5 583*	*7 865*	*873 984*	*40*
3. *Combustibles et lubrifiants*	26 074	36 284	60 619	3 920	30 121	290	668	133	158 109	
3.1. Produits de base	*745*	*1 187*	*1 934*	*58*	*660*	—	—	—	*4 585*	
3.2. Produits ayant subi une transformation	*25 329*	*35 097*	*58 685*	*3 862*	*29 461*	*290*	*668*	*133*	*153 524*	
4. *Biens d'équipement* (a)	53 870	40 030	37 627	12 250	24 294	2 582	1 280	1 331	173 264	3
4.1. Biens d'équipement	*39 816*	*26 632*	*23 569*	*8 237*	*16 898*	*1 669*	*792*	*765*	*118 378*	*1*
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*14 054*	*13 398*	*14 057*	*4 013*	*7 396*	*914*	*487*	*565*	*54 885*	*1*
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	56 552	42 591	120 573	25 995	52 294	4 365	1 314	1 921	305 603	1
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*32 560*	*17 901*	*99 159*	*18 361*	*34 314*	*2 314*	*1 156*	*1 230*	*206 996*	
5.2. Autre matériel de transport	*11 258*	*6 996*	*5 137*	*4 882*	*5 284*	*1 166*	*22*	*344*	*35 090*	
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*12 734*	*17 694*	*16 276*	*2 752*	*12 696*	*884*	*135*	*347*	*63 517*	*4*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	68 908	70 516	58 015	12 932	25 668	3 618	1 173	1 171	242 002	2 4
6.1. Durables	*23 568*	*19 502*	*25 456*	*4 433*	*13 956*	*1 422*	*450*	*434*	*89 220*	*5*
6.2. Semi-durables	*21 311*	*22 406*	*15 859*	*4 386*	*4 285*	*868*	*477*	*198*	*69 792*	*5*
6.3. Non durables	*24 029*	*28 608*	*16 700*	*4 113*	*7 426*	*1 328*	*246*	*538*	*82 990*	*1 3*
7. *Biens non désignés ailleurs*	610	303	1 213	212	226	24	27	291	2 904	
Total général ...	**552 404**	**416 594**	**589 672**	**153 807**	**296 367**	**27 322**	**11 220**	**14 870**	**2 062 255**	**54 1**

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Millions de francs

	EUROPE	ZAÏRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMERIQUE	AMERIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCEANIE ET DIVERS	TOTAL GENERAL
5 34	220 003	1 760	394	15 877	18 030	2 619	595	2 672	5 886	1 328	22 811	24 139	508	268 567
1 28	*44 483*	*122*	*60*	*2 060*	*2 241*	*482*	*40*	*269*	*790*	*443*	*7 305*	*7 748*	*32*	*55 296*
4 06	*175 519*	*1 638*	*334*	*13 817*	*15 789*	*2 136*	*556*	*2 403*	*5 095*	*885*	*15 506*	*16 391*	*476*	*213 271*
1 17	1 133 904	3 837	7 405	40 684	51 926	112 610	12 069	14 450	139 128	19 409	139 125	158 533	8 173	1 491 665
e 90	*104 130*	*404*	*165*	*2 199*	*2 768*	*7 666*	*139*	*657*	*8 462*	*1 709*	*46 163*	*47 872*	*146*	*163 377*
1 027	*1 029 775*	*3 433*	*7 240*	*38 485*	*49 158*	*104 944*	*11 930*	*13 792*	*130 666*	*17 699*	*92 962*	*110 662*	*8 027*	*1 328 288*
2 403	184 510	183	157	4 205	4 544	12 935	635	219	13 790	102	2 962	3 064	21 981	227 890
718	*5 303*	*1*	—	—	*1*	*0*	—	*1*	*1*	—	—	—	—	*5 306*
2 685	*179 207*	*182*	*157*	*4 204*	*4 543*	*12 935*	*635*	*218*	*13 789*	*102*	*2 962*	*3 064*	*21 981*	*222 584*
2 163	202 546	2 834	4 590	14 028	21 452	14 442	1 396	6 031	21 868	1 534	24 422	25 957	3 495	275 318
1 090	*138 088*	*1 587*	*3 300*	*9 881*	*14 767*	*8 737*	*750*	*2 846*	*12 333*	*1 217*	*15 829*	*17 046*	*2 430*	*184 664*
074	*64 458*	*1 248*	*1 290*	*4 147*	*6 685*	*5 705*	*646*	*3 185*	*9 535*	*318*	*8 593*	*8 911*	*1 065*	*90 655*
059	336 829	2 092	528	8 699	11 319	21 300	328	1 479	23 107	851	10 165	11 016	728	382 999
719	*225 084*	*505*	*49*	*4 120*	*4 674*	*10 114*	*70*	*256*	*10 440*	*498*	*1 951*	*2 448*	*126*	*242 773*
472	*40 944*	*758*	*64*	*2 142*	*2 964*	*2 884*	*22*	*248*	*3 154*	*109*	*2 165*	*2 273*	*192*	*49 529*
867	*70 800*	*829*	*415*	*2 436*	*3 681*	*8 302*	*235*	*975*	*9 512*	*245*	*6 050*	*6 294*	*409*	*90 697*
112	269 521	1 694	1 252	4 035	6 980	12 958	1 794	1 402	6 155	1 584	19 426	21 010	1 688	315 354
203	*98 952*	*374*	*232*	*896*	*1 502*	*5 996*	*574*	*322*	*6 892*	*259*	*10 088*	*10 347*	*621*	*118 314*
842	*76 144*	*414*	*197*	*787*	*1 399*	*2 326*	*313*	*141*	*2 781*	*124*	*1 827*	*1 951*	*310*	*82 585*
066	*94 425*	*905*	*823*	*2 352*	*4 080*	*4 635*	*907*	*939*	*6 482*	*1 201*	*7 511*	*8 712*	*756*	*114 455*
472	4 377	76	2	1 350	1 428	4 526	182	1 796	6 505	2	16 717	16 719	1 295	30 324
261	**2 351 690**	**12 474**	**14 327**	**88 878**	**115 680**	**181 390**	**17 000**	**28 049**	**226 439**	**24 811**	**235 628**	**260 439**	**37 868**	**2 992 116**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

X-37 — Répartition géographique des importations par grandes catégories économiques en 1984

DESIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRECE	C.E.E.	PAYS A
1. *Produits alimentaires et boissons*	80 909	80 366	31 407	9 743	16 014	5 017	2 403	969	226 828	2
1.1. Produits de base	*33 601*	*26 254*	*7 817*	*3 328*	*8 808*	*2 200*	*260*	*425*	*82 693*	*1*
1.2. Produits ayant subi une transformation	*47 308*	*54 112*	*23 590*	*6 415*	*7 206*	*2 817*	*2 142*	*544*	*144 135*	*1*
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	182 492	222 370	238 255	37 208	134 815	4 236	7 327	2 862	829 564	35
2.1. Produits de base	*31 731*	*23 177*	*14 670*	*1 501*	*81 585*	*870*	*2 227*	*799*	*156 561*	*2*
2.2. Produits ayant subi une transformation	*150 761*	*199 193*	*223 585*	*35 707*	*53 230*	*3 366*	*5 099*	*2 063*	*673 003*	*32*
3. *Combustibles et lubrifiants*	35 764	164 513	44 106	2 496	67 170	40	0	1 084	315 174	85
3.1. Produits de base	*21 710*	*50 177*	*27 406*	—	*47 484*	—	*0*	—	*146 776*	*33*
3.2. Produits ayant subi une transformation	*14 054*	*114 336*	*16 701*	*2 496*	*19 685*	*40*	*0*	*1 084*	*168 398*	*51*
4. *Biens d'équipement* (a)	41 120	46 857	100 014	17 035	23 750	2 633	2 997	72	234 477	1
4.1. Biens d'équipement	*22 737*	*29 422*	*60 870*	*10 865*	*14 254*	*1 614*	*2 534*	*43*	*142 338*	
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*18 383*	*17 435*	*39 144*	*6 170*	*9 496*	*1 019*	*463*	*29*	*92 139*	
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	66 743	19 205	157 498	11 769	22 459	1 352	467	74	279 567	2
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*17 071*	*2 046*	*34 273*	*5 543*	*2 543*	*41*	*0*	*3*	*61 521*	*1*
5.2. Autre matériel de transport	*7 122*	*6 525*	*7 371*	*1 205*	*957*	*113*	*7*	*4*	*23 303*	*1*
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*42 550*	*10 635*	*115 853*	*5 020*	*18 959*	*1 199*	*460*	*67*	*194 743*	*2*
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	59 773	66 793	62 261	35 535	13 784	2 461	1 493	661	242 762	3 5
6.1. Durables	*7 753*	*13 995*	*17 915*	*7 730*	*2 737*	*942*	*386*	*3*	*51 461*	*1 5*
6.2. Semi-durables	*26 721*	*27 605*	*22 961*	*23 338*	*4 829*	*710*	*638*	*444*	*107 246*	*1 5*
6.3. Non durables	*25 299*	*25 193*	*21 385*	*4 467*	*6 218*	*809*	*470*	*214*	*84 055*	*4*
7. *Biens non désignés ailleurs*	518	446	2 974	568	1 919	8	0	0	6 433	
Total général ...	**467 319**	**600 550**	**636 515**	**114 355**	**279 911**	**15 747**	**14 687**	**5 722**	**2 134 805**	**130 5**

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Millions de francs

AUTRES PAYS	EUROPE	ZAÏRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMERIQUE	AMERIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCEANIE ET DIVERS	TOTAL GENERAL
1 28	241 004	515	1 265	7 358	9 138	24 704	2 211	26 182	53 097	313	10 969	11 282	3 927	318 447
5 06	*89 153*	*504*	*1 090*	*5 152*	*6 746*	*19 954*	*1 526*	*20 945*	*42 426*	*29*	*6 506*	*6 535*	*2 939*	*147 799*
6 32	*151 851*	*11*	*175*	*2 206*	*2 392*	*4 750*	*684*	*5 237*	*10 671*	*284*	*4 463*	*4 747*	*988*	*170 648*
4 55	979 914	28 856	10 175	36 150	75 181	94 883	13 809	42 780	151 473	8 417	50 746	59 164	9 053	1 274 784
6 25	*176 006*	*8 959*	*3 121*	*25 589*	*37 670*	*36 119*	*6 849*	*19 210*	*62 178*	*601*	*11 587*	*12 188*	*7 055*	*295 097*
7 30	*803 908*	*19 896*	*7 054*	*10 560*	*37 511*	*58 764*	*6 960*	*23 570*	*89 294*	*7 817*	*39 159*	*46 976*	*1 998*	*979 687*
4 06	415 068	—	5 266	68 645	73 910	12 456	1 132	11 150	24 738	17	61 476	61 492	13 155	588 364
5 15	*183 723*	—	*5 252*	*64 559*	*69 811*	*11 662*	*1 099*	*8 022*	*20 783*	—	*57 109*	*57 109*	*1 579*	*333 005*
1 92	*231 345*	—	*14*	*4 085*	*4 099*	*794*	*33*	*3 128*	*3 955*	*17*	*4 367*	*4 383*	*11 576*	*255 359*
2 13	259 535	61	69	149	280	34 274	658	564	35 496	16 007	3 396	19 403	702	315 416
1 39	*158 246*	*59*	*29*	*123*	*212*	*20 925*	*458*	*483*	*21 866*	*11 432*	*2 546*	*13 978*	*385*	*194 687*
374	*101 289*	*2*	*40*	*26*	*68*	*13 348*	*200*	*81*	*13 629*	*4 575*	*850*	*5 425*	*317*	*120 728*
3 363	319 487	24	9	780	814	19 097	451	919	20 466	37 731	2 844	40 575	3 671	385 012
037	*68 267*	*2*	—	*6*	*8*	*90*	*2*	*11*	*102*	*30 446*	*175*	*30 662*	*3*	*99 002*
723	*27 150*	*0*	*0*	*3*	*3*	*601*	*1*	*160*	*763*	*2 011*	*106*	*2 117*	*19*	*30 052*
2 101	*224 069*	*23*	*9*	*771*	*803*	*18 406*	*447*	*748*	*19 602*	*5 274*	*2 562*	*7 836*	*3 649*	*255 958*
1 123	265 432	5	12	3 160	3 176	5 893	288	245	6 427	4 675	13 071	17 745	241	293 021
777	*57 793*	*2*	*4*	*200*	*207*	*883*	*28*	*20*	*931*	*2 591*	*2 788*	*5 379*	*84*	*64 393*
323	*116 138*	*2*	*1*	*2 827*	*2 830*	*1 977*	*99*	*125*	*2 201*	*1 360*	*8 293*	*9 654*	*63*	*130 886*
023	*91 501*	*1*	*6*	*133*	*139*	*3 033*	*161*	*100*	*3 294*	*724*	*1 990*	*2 713*	*95*	*97 743*
601	19 057	1	73	21	95	1 079	71	29	1 180	7	385	392	0	20 724
2 099	**2 499 496**	**29 461**	**16 870**	**116 262**	**162 594**	**192 387**	**18 619**	**81 870**	**292 876**	**67 167**	**142 887**	**210 053**	**30 749**	**3 195 769**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-38 — Répartition géographique des exportations nettes par grandes catégories économiques en 1984

DESIGNATION	FRANCE	PAYS-BAS	RÉPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	ITALIE	ROYAUME-UNI	DANEMARK	IRLANDE	GRECE	C.E.E.	PAYS A COMMERCE D'ETAT
1. *Produits alimentaires et boissons*	− 9 209	− 24 200	13 135	7 733	1 418	−3 653	−1 461	994	− 15 242	
1.1. Produits de base	*−17 632*	*− 16 191*	*2 247*	*673*	*− 7 552*	*−2 151*	*− 189*	*−181*	*− 40 976*	
1.2. Produits ayant subi une transformation	*8 424*	*− 8 009*	*10 888*	*7 060*	*8 971*	*−1 502*	*−1 273*	*1 175*	*25 734*	
2. *Approvisionnements industriels non désignés ailleurs*	92 197	− 51 665	28 829	43 815	11 517	10 843	−1 510	5 198	139 224	
2.1. Produits de base	*−15 368*	*− 3 007*	*1 734*	*3 103*	*−44 965*	*− 656*	*−1 994*	*−604*	*− 61 757*	
2.2. Produits ayant subi une transformation	*107 565*	*− 48 659*	*27 095*	*40 712*	*56 481*	*11 499*	*484*	*5 803*	*200 981*	
3. *Combustibles et lubrifiants*	− 9 690	−128 229	16 512	1 423	−37 049	250	668	−951	−157 065	
3.1. Produits de base	*−20 964*	*− 48 989*	*−25 472*	*58*	*−46 824*	*—*	*—*	*—*	*−142 192*	
3.2. Produits ayant subi une transformation	*11 274*	*− 79 239*	*41 984*	*1 366*	*9 775*	*250*	*668*	*−951*	*− 14 873*	
4. *Biens d'équipement* (a)	12 750	− 6 827	−62 388	− 4 786	545	− 50	−1 718	1 259	− 61 214	
4.1. Biens d'équipement	*17 079*	*− 2 790*	*−37 301*	*− 2 628*	*2 644*	*55*	*−1 742*	*723*	*− 23 960*	
4.2. Parties, pièces détachées et accessoires	*− 4 328*	*− 4 037*	*−25 087*	*− 2 157*	*− 2 100*	*− 105*	*24*	*536*	*− 37 253*	
5. *Matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires*	−10 191	23 385	−36 925	14 226	29 834	3 012	847	1 847	26 036	
5.1. Automobiles pour le transport des personnes	*15 489*	*15 855*	*64 886*	*12 818*	*31 771*	*2 273*	*1 156*	*1 228*	*145 475*	
5.2. Autre matériel de transport	*4 137*	*471*	*− 2 233*	*3 676*	*4 327*	*1 054*	*16*	*340*	*11 787*	
5.3. Parties, pièces détachées et accessoires	*−29 816*	*7 059*	*−99 578*	*− 2 269*	*− 6 264*	*− 314*	*− 325*	*280*	*−131 226*	
6. *Biens de consommation non désignés ailleurs*	9 135	3 723	− 4 246	−22 603	11 884	1 158	− 320	510	− 760	
6.1. Durables	*15 815*	*5 506*	*7 541*	*− 3 296*	*11 219*	*480*	*64*	*431*	*37 760*	
6.2. Semi-durables	*− 5 409*	*− 5 199*	*− 7 102*	*−18 952*	*− 544*	*159*	*− 160*	*−246*	*− 37 454*	
6.3. Non durables	*− 1 270*	*3 416*	*− 4 685*	*− 354*	*1 209*	*519*	*− 224*	*324*	*− 1 065*	
7. *Biens non désignés ailleurs*	92	− 143	− 1 760	− 356	− 1 694	16	27	291	− 3 528	
Total général ...	**85 085**	**−183 956**	**−46 843**	**39 453**	**16 455**	**11 576**	**−3 468**	**9 148**	**− 72 550**	

(a) A l'exclusion du matériel de transport et ses parties, pièces détachées et accessoires.

Millions de francs

AUTRES PAYS DE L'UNION	EUROPE	ZAÏRE	REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD	AUTRES PAYS D'AFRIQUE	AFRIQUE	U.S.A.	CANADA	AUTRES PAYS D'AMERIQUE	AMERIQUE	JAPON	AUTRES PAYS DE L'ASIE	ASIE	OCEANIE ET DIVERS	TOTAL GENERAL
6 95	− 21 001	1 245	− 871	8 519	8 893	−22 086	−1 615	−23 510	−47 211	1 015	11 842	12 857	−3 419	− 49 880
4 69	*− 44 670*	*− 383*	*−1 030*	*− 3 092*	*− 4 504*	*−19 472*	*−1 487*	*−20 676*	*−41 635*	*414*	*799*	*1 213*	*−2 907*	*− 92 503*
1 25	*23 669*	*1 627*	*159*	*11 611*	*13 397*	*− 2 614*	*− 129*	*− 2 834*	*− 5 576*	*602*	*11 043*	*11 645*	*− 512*	*42 623*
7 62	153 990	−25 019	−2 770	4 534	−23 254	17 727	−1 740	−28 331	−12 344	10 991	88 378	99 370	− 881	216 881
334	*− 71 876*	*− 8 555*	*−2 956*	*−23 391*	*−34 902*	*−28 453*	*−6 710*	*−18 553*	*−53 716*	*1 109*	*34 575*	*35 684*	*−6 909*	*−131 720*
1 097	*225 867*	*−16 463*	*186*	*27 925*	*11 648*	*46 179*	*4 970*	*− 9 778*	*41 372*	*9 883*	*53 803*	*63 686*	*6 029*	*348 600*
1 397	−230 558	182	−5 109	−64 439	−69 366	479	− 496	−10 931	−10 948	86	−58 514	−58 428	8 826	−360 474
396	*−178 420*	*0*	*−5 252*	*−64 558*	*−69 810*	*−11 662*	*−1 099*	*− 8 021*	*−20 782*	*—*	*−57 108*	*−57 108*	*−1 579*	*−327 699*
1 093	*− 52 138*	*182*	*142*	*119*	*444*	*12 141*	*603*	*− 2 910*	*9 834*	*86*	*− 1 406*	*− 1 320*	*10 405*	*− 32 775*
351	− 56 989	2 773	4 520	13 879	21 172	−19 832	738	5 467	−13 628	−14 473	21 026	6 554	2 793	− 40 097
151	*− 20 158*	*1 527*	*3 270*	*9 758*	*14 555*	*−12 188*	*292*	*2 363*	*− 9 534*	*−10 215*	*13 283*	*3 068*	*2 045*	*− 10 024*
801	*− 36 831*	*1 246*	*1 250*	*4 121*	*6 617*	*− 7 644*	*446*	*3 104*	*− 4 094*	*− 4 257*	*7 743*	*3 486*	*748*	*− 30 074*
803	17 342	2 068	519	7 918	10 505	2 203	− 123	560	2 640	−36 880	7 322	−29 559	−2 943	− 2 014
1 682	*156 817*	*503*	*49*	*4 114*	*4 666*	*10 024*	*68*	*245*	*10 338*	*−29 949*	*1 775*	*−28 174*	*123*	*143 771*
749	*13 794*	*758*	*64*	*2 139*	*2 961*	*2 283*	*21*	*88*	*2 392*	*− 1 902*	*2 059*	*156*	*173*	*19 476*
2 234	*−153 269*	*807*	*406*	*1 665*	*2 878*	*−10 104*	*− 212*	*227*	*−10 090*	*− 5 029*	*3 488*	*− 1 542*	*−3 240*	*−165 261*
989	4 089	1 689	1 240	875	3 804	7 065	1 506	1 157	9 728	− 3 090	6 355	3 265	1 446	22 332
425	*41 159*	*372*	*228*	*696*	*1 295*	*5 113*	*546*	*302*	*5 961*	*− 2 332*	*7 301*	*4 969*	*538*	*53 922*
480	*− 39 994*	*413*	*196*	*−2 040*	*− 1 431*	*350*	*214*	*16*	*580*	*− 1 236*	*− 6 466*	*− 7 702*	*247*	*− 48 301*
043	*2 924*	*905*	*817*	*2 220*	*3 941*	*1 602*	*746*	*839*	*3 187*	*478*	*5 521*	*5 998*	*662*	*16 712*
139	− 14 679	75	− 72	1 329	1 332	3 447	111	1 767	5 325	− 5	16 332	16 327	1 295	9 600
162	**−147 806**	**−16 987**	**−2 542**	**−27 384**	**−46 914**	**−10 998**	**−1 619**	**−53 821**	**−66 437**	**−42 356**	**92 741**	**50 386**	**7 119**	**−203 653**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

X-39 — **Répartition géographique des exportations et des importations**

Milliards de francs

Pays et groupes de pays	Exportations							Importations						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Europe	**1 145,1**	**1 384,2**	**1 571,4**	**1 661,2**	**1 933,8**	**2 127,8**	**2 351,7**	**1 172,1**	**1 348,0**	**1 522,1**	**1 657,1**	**1 950,4**	**2 188,8**	**2 499,5**
Europe occidentale	1 118,3	1 351,7	1 533,0	1 620,1	1 892,2	2 072,0	2 297,5	1 146,1	1 316,8	1 474,5	1 602,8	1 864,9	2 098,2	2 368,9
C.E.E.	*1 015,9*	*1 214,7*	*1 356,5*	*1 442,4*	*1 687,7*	*1 855,2*	*2 062,3*	*1 056,2*	*1 204,0*	*1 326,5*	*1 415,6*	*1 690,0*	*1 870,0*	*2 134,8*
Pays-Bas	231,8	268,2	287,0	305,4	340,0	377,5	416,6	250,0	297,4	344,5	394,4	471,5	511,8	600,5
France	268,4	317,6	367,1	395,6	464,1	483,0	552,4	249,7	279,3	303,3	316,0	367,2	396,3	467,3
R.F.A.	321,9	373,3	401,5	414,1	488,5	560,5	589,7	350,8	394,2	413,0	446,4	543,5	582,3	636,5
Royaume-Uni	101,7	134,5	160,3	177,7	230,6	261,2	296,4	127,8	141,5	169,5	171,4	185,7	243,6	279,9
Italie	64,5	87,7	104,3	104,7	120,6	123,8	153,8	61,2	72,4	75,3	77,6	95,1	103,6	114,4
Danemark	16,6	19,8	22,5	27,2	23,5	26,0	27,3	7,3	8,1	9,7	10,0	12,4	14,4	15,7
Irlande	4,0	5,3	5,7	7,0	8,6	9,8	11,2	7,0	7,9	7,9	8,2	10,3	10,5	14,7
Grèce	6,9	8,2	8,0	10,8	11,8	13,4	14,9	2,4	3,1	3,2	2,6	4,3	7,5	5,7
Autres	*102,4*	*137,0*	*176,5*	*177,7*	*204,5*	*216,8*	*235,3*	*89,9*	*112,8*	*148,0*	*176,2*	*174,9*	*228,2*	*234,1*
Suisse	32,7	47,6	72,3	64,8	76,9	75,5	80,3	28,4	35,7	57,8	80,5	61,4	79,8	77,6
Suède	19,4	28,2	31,0	32,9	36,0	37,9	41,1	21,2	27,3	30,6	35,0	41,7	52,1	56,1
Europe orientale	26,8	32,5	38,3	41,1	41,6	55,8	54,2	26,0	31,2	47,6	54,3	85,5	90,6	130,6
U.R.S.S.	*11,0*	*13,8*	*18,1*	*21,9*	*24,5*	*34,0*	*31,6*	*14,8*	*17,4*	*32,5*	*36,3*	*67,9*	*71,4*	*108,2*
Autres	*15,8*	*18,7*	*20,2*	*19,3*	*17,1*	*21,8*	*22,5*	*11,2*	*13,8*	*15,1*	*18,0*	*17,6*	*19,3*	*22,4*
Afrique	**60,1**	**66,9**	**88,1**	**96,5**	**94,5**	**95,5**	**115,7**	**60,7**	**84,0**	**94,9**	**101,0**	**156,9**	**142,7**	**162,6**
Afrique du Sud	4,6	5,1	7,4	11,2	10,4	11,3	14,3	10,4	12,5	13,0	14,5	17,7	15,9	16,9
Zaïre, Rwanda, Burundi	6,9	7,0	9,0	8,8	10,9	11,0	14,8	25,0	28,9	37,3	36,9	28,2	21,0	30,4
Algérie	12,8	14,8	17,6	13,5	15,3	14,5	18,5	2,3	4,0	6,1	4,0	6,3	5,7	2,9
Libye	4,2	3,8	8,3	13,9	4,8	4,2	6,0	0,4	2,9	1,7	3,8	*34,8*	*27,3*	*17,9*
Amériques														

Amérique du Nord	63,1	67,1	68,0	90,1	114,3	117,2	133,7	77,8	103,1	140,1	145,9	165,9	196,4	210,8
Etats-Unis	*58,2*	*61,9*	*63,3*	*87,2*	*105,4*	*136,4*	*181,4*	*88,1*	*119,1*	*161,1*	*165,9*	*186,6*	*180,7*	*192,4*
Canada	*4,8*	*5,3*	*5,3*	*9,0*	*9,2*	*11,4*	*17,0*	*12,0*	*14,3*	*15,6*	*19,8*	*18,6*	*15,7*	*18,6*
Amérique latine	19,7	23,6	27,5	30,6	28,0	22,7	28,0	27,2	35,0	42,0	48,7	60,7	68,0	81,9
Argentine	*1,9*	*3,4*	*3,7*	*2,9*	*2,5*	*2,8*	*2,3*	*5,4*	*5,1*	*4,6*	*4,7*	*6,6*	*10,7*	*16,0*
Brésil	*3,5*	*4,4*	*4,3*	*4,6*	*5,0*	*4,1*	*4,3*	*6,9*	*8,2*	*9,1*	*13,2*	*16,8*	*17,0*	*24,2*
Vénézuéla	*4,1*	*3,2*	*2,8*	*5,1*	*4,8*	*2,4*	*3,3*	*2,4*	*4,3*	*6,6*	*10,9*	*8,2*	*10,1*	*9,5*
Asie	**106,7**	**105,0**	**115,4**	**150,3**	**190,6**	**223,7**	**260,4**	**157,4**	**173,9**	**253,5**	**307,0**	**267,0**	**210,9**	**210,1**
Japon	8,9	10,2	9,2	12,1	14,9	18,9	24,8	25,3	29,9	42,0	54,4	50,0	59,4	67,2
Arabie Saoudite	15,0	14,3	15,5	25,3	29,4	34,3	34,7	44,4	58,9	121,1	165,2	115,7	29,4	21,2
Iran	10,3	4,7	7,9	9,5	6,7	13,1	13,3	24,2	11,3	7,9	16,0	13,4	9,6	10,8
Koweit	1,9	2,0	1,9	2,8	3,1	3,2	4,7	5,6	6,2	7,0	2,1	0,8	1,1	3,0
Inde	14,3	11,7	10,7	20,0	29,4	29,4	38,0	9,7	7,1	6,6	7,8	9,7	13,2	10,9
Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	17,2	18,5	23,5	22,4	28,1	27,9	33,4	10,2	14,0	16,2	19,2	21,4	19,9	23,1
Océanie	**4,6**	**4,3**	**5,2**	**6,0**	**7,2**	**7,6**	**12,7**	**7,5**	**8,8**	**10,1**	**9,1**	**11,2**	**12,0**	**15,1**
Australie et Nouvelle-Zélande	3,9	4,0	4,9	5,7	6,8	7,1	11,6	6,9	8,4	9,6	8,8	10,8	11,4	14,0
Pays industrialisés	1 198,8	1 438,1	1 623,1	1 745,2	2 039,0	2 257,0	2 546,7	1 288,8	1 500,9	1 715,9	1 866,3	2 148,3	2 377,9	2 678,0
Pays à économie planifiée	35,0	37,1	42,4	46,9	51,9	67,6	69,2	28,0	34,0	54,3	61,0	92,3	97,0	137,4
Pays en développement	164,8	174,9	210,4	248,6	277,7	300,2	350,1	208,2	248,1	329,2	381,4	410,6	340,1	364,5
Divers	10,9	10,2	14,5	21,6	24,6	26,4	26,1	1,0	1,4	1,4	1,1	2,2	2,1	15,9
Total	**1 410,3**	**1 661,2**	**1 890,4**	**2 062,3**	**2 393,2**	**2 651,3**	**2 992,1**	**1 526,0**	**1 784,4**	**2 100,8**	**2 309,8**	**2 653,4**	**2 820,9**	**3 195,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-40 — Répartition géographique des exportations et des importations

Variation annuelle en %

Pays et groupes de pays	Exportations						Importations					
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Europe	**20,9**	**13,5**	**5,7**	**16,4**	**10,0**	**10,5**	**15,0**	**12,9**	**8,9**	**17,7**	**12,2**	**14,2**
Europe occidentale	20,9	13,4	5,7	16,8	9,5	10,9	14,9	12,0	8,7	16,4	12,5	12,9
C.E.E.	*19,6*	*11,7*	*6,3*	*17,0*	*9,9*	*11,2*	*14,0*	*10,2*	*7,5*	*18,5*	*10,7*	*14,2*
Pays-Bas	15,7	7,0	6,4	11,3	11,0	10,3	19,0	15,8	14,5	19,5	8,5	17,3
France	18,3	15,6	7,8	17,3	4,1	14,4	11,9	8,6	4,2	16,2	7,9	17,9
R.F.A.	16,0	7,6	3,1	18,0	14,7	5,2	12,4	4,8	8,1	21,8	7,1	9,3
Royaume-Uni	32,3	19,2	10,9	29,8	13,3	13,5	10,7	19,8	1,1	8,3	31,2	14,9
Italie	36,0	18,9	0,4	15,2	2,7	24,3	18,3	4,0	3,1	22,6	8,9	10,4
Danemark	19,3	13,6	20,9	−13,6	10,6	5,1	11,0	19,8	3,1	24,0	16,1	9,4
Irlande	32,5	7,5	22,8	22,9	14,0	14,5	12,9	0,0	3,8	25,6	1,9	40,4
Grèce	18,8	− 2,4	35,0	9,3	13,6	10,8	29,2	3,2	−18,8	65,4	74,4	−23,6
Autres	*33,8*	*28,8*	*0,7*	*15,1*	*6,0*	*8,5*	*25,5*	*31,2*	*19,1*	*− 0,7*	*30,5*	*2,6*
Suisse	45,6	51,9	−10,4	18,7	− 1,8	6,4	25,7	61,9	39,3	− 23,7	20,0	− 2,8
Suède	45,4	9,9	6,1	9,4	5,3	8,4	28,8	12,1	14,4	19,1	24,9	7,7
Europe orientale	21,3	17,8	7,3	1,2	34,1	− 2,9	20,0	52,6	14,1	57,5	6,0	44,1
U.R.S.S.	*25,5*	*31,2*	*21,0*	*11,9*	*38,8*	*− 7,0*	*17,6*	*86,8*	*11,7*	*87,1*	*5,2*	*51,6*
Autres	*18,4*	*8,0*	*− 4,5*	*−11,4*	*27,5*	*3,4*	*22,1*	*8,7*	*20,0*	*− 2,2*	*9,7*	*16,5*
Afrique	**11,3**	**31,7**	**9,5**	**− 2,1**	**1,1**	**21,1**	**38,4**	**13,0**	**6,4**	**55,3**	**− 9,1**	**13,9**
Afrique du Sud	10,9	45,1	51,4	− 7,1	8,7	26,7	20,2	4,0	11,5	22,1	−10,2	6,2
Zaïre, Rwanda, Burundi	1,4	28,6	− 2,2	23,9	0,9	13,8	15,6	29,1	− 1,1	− 23,6	−25,5	44,8
Algérie	15,6	18,9	−23,3	13,3	− 5,2	27,7	73,9	52,5	−34,4	57,5	− 9,5	−49,5
Libye	− 9,5	118,4	67,5	−65,5	−12,5	41,0	625,0	−41,4	123,5	*815,8*	*−21,6*	*−36,4*
Amérique												

Amérique du Nord												
Etats-Unis	*6,4*	*2,3*	*37,8*	*20,9*	*29,4*	*33,0*	*35,2*	*35,3*	*3,0*	*12,5*	*– 3,2*	*6,5*
Canada	*10,4*	*0,0*	*69,8*	*1,1*	*25,3*	*49,8*	*19,2*	*9,1*	*26,9*	*– 6,1*	*–15,6*	*18,4*
Amérique latine	19,8	16,5	11,3	– 9,8	–18,9	23,3	28,7	20,0	16,0	24,6	12,0	20,3
Argentine	*78,9*	*8,8*	*–21,6*	*–13,8*	*12,0*	*–17,9*	*– 5,6*	*– 9,8*	*2,2*	*40,4*	*62,1*	*49,5*
Brésil	*25,7*	*– 2,3*	*7,0*	*8,7*	*–18,0*	*4,9*	*18,8*	*11,0*	*45,1*	*27,3*	*1,2*	*42,4*
Vénézuéla	*–22,0*	*–12,5*	*82,1*	*– 5,9*	*–50,0*	*37,5*	*79,2*	*53,5*	*65,2*	*– 24,8*	*23,1*	*– 5,9*
Asie	**– 1,6**	**9,9**	**30,2**	**26,8**	**17,4**	**16,4**	**10,5**	**45,8**	**21,1**	**– 13,0**	**–21,0**	**– 0,4**
Japon	14,6	– 9,8	31,5	23,1	26,8	31,4	18,2	40,5	29,5	– 8,1	18,8	13,0
Arabie Saoudite	– 4,7	8,4	63,2	16,2	16,7	1,1	32,7	105,6	36,4	– 30,0	–74,6	–27,8
Iran	–54,4	68,1	20,3	–29,5	95,5	1,4	–53,3	–30,1	102,5	– 16,3	–28,4	13,2
Koweit	5,3	– 5,0	47,4	10,7	3,2	45,6	10,7	12,9	–70,0	– 61,9	37,5	184,9
Inde	–18,2	– 8,5	86,9	47,0	1,1	29,3	–26,8	– 7,0	18,2	24,4	36,1	–17,6
Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	7,6	27,0	– 4,7	25,4	– 0,4	19,7	37,3	15,7	18,5	11,5	– 7,0	16,1
Océanie	**– 6,5**	**20,9**	**15,4**	**20,0**	**5,6**	**67,1**	**17,3**	**14,8**	**– 9,9**	**23,1**	**7,1**	**26,0**
Australie et Nouvelle-Zélande	2,6	22,5	16,3	19,3	4,4	63,4	21,7	14,3	– 8,3	22,7	5,6	22,7
Pays industrialisés	20,0	12,9	7,5	16,8	10,7	12,8	16,5	14,3	8,8	15,1	10,8	12,5
Pays à économie planifiée	6,0	14,0	10,9	10,7	30,3	2,4	21,4	59,7	12,3	51,3	5,1	41,6
Pays en développement	6,1	20,2	18,2	11,8	8,1	16,6	19,2	32,7	15,9	7,7	–17,2	7,2
Total	**17,8**	**13,8**	**9,1**	**16,0**	**10,8**	**12,9**	**16,9**	**17,7**	**9,9**	**14,9**	**6,3**	**13,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-41 — **Répartition géographique des exportations et des importations**

Importance relative en %

Pays et groupes de pays	Exportations							Importations						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Europe	**81,2**	**83,3**	**83,1**	**80,6**	**80,8**	**80,3**	**78,6**	**76,8**	**75,5**	**72,5**	**71,7**	**73,5**	**77,6**	**78,2**
Europe occidentale	80,0	81,4	81,1	78,6	79,1	78,2	76,8	75,1	73,8	70,2	69,4	70,3	74,4	74,1
C.E.E.	*72,0*	*73,1*	*71,8*	*69,9*	*70,5*	*70,0*	*68,9*	*69,2*	*67,5*	*63,1*	*61,8*	*63,7*	*66,3*	*66,8*
Pays-Bas	16,4	16,1	15,2	14,8	14,2	14,2	13,9	16,4	16,7	16,4	17,1	17,8	18,1	18,8
France	19,0	19,1	19,4	19,2	19,4	18,2	18,5	16,4	15,7	14,4	13,7	13,8	14,0	14,6
R.F.A.	22,8	22,5	21,2	20,1	18,7	21,1	19,7	23,0	22,1	19,7	19,3	20,5	20,6	19,9
Royaume-Uni	7,2	8,1	8,5	8,6	9,6	9,9	9,9	8,4	7,9	8,1	7,4	7,0	8,6	8,8
Italie	4,6	5,3	5,5	5,1	5,0	4,7	5,1	4,0	4,1	3,6	3,4	3,6	3,7	3,6
Danemark	1,2	1,2	1,2	1,3	1,0	1,0	0,9	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
Irlande	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Grèce	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
Autres	7,3	8,2	9,3	8,6	8,5	8,2	7,9	5,9	6,3	7,0	7,6	6,6	8,1	7,3
Suisse	*2,3*	*2,9*	*3,8*	*3,1*	*3,2*	*2,8*	*2,7*	*1,9*	*2,0*	*2,8*	*3,5*	*2,3*	*2,8*	*2,4*
Suède	*1,4*	*1,7*	*1,6*	*1,6*	*1,5*	*1,4*	*1,4*	*1,4*	*1,5*	*1,5*	*1,5*	*1,6*	*1,8*	*1,8*
Europe orientale	1,9	2,0	2,0	2,0	1,7	2,1	1,8	1,7	1,7	2,3	2,4	3,2	3,2	4,1
U.R.S.S.	*0,8*	*0,8*	*1,0*	*1,1*	*1,0*	*1,3*	*1,1*	*1,0*	*1,0*	*1,5*	*1,6*	*2,6*	*2,5*	*3,4*
Autres	*1,1*	*1,1*	*1,1*	*0,9*	*0,7*	*0,8*	*0,8*	*0,7*	*0,8*	*0,7*	*0,8*	*0,7*	*0,7*	*0,7*
Afrique	**4,3**	**4,0**	**4,7**	**4,7**	**3,9**	**3,6**	**3,9**	**4,0**	**4,7**	**4,5**	**4,4**	**5,9**	**5,1**	**5,1**
Afrique du Sud	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5
Zaïre, Rwanda, Burundi	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	1,6	1,6	1,8	1,6	1,1	0,7	1,0
Algérie	0,9	0,9	0,9	0,7	0,6	0,5	0,6	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1
Libye	0,3	0,2	0,4	0,7	0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	1,3	1,0	0,6
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Amérique du Nord	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	7,5	8,4	8,0	7,7	7,0	6,6
Etats-Unis	*4,1*	*3,7*	*3,3*	*4,2*	*4,4*	*5,1*	*6,1*	*5,8*	*6,7*	*7,7*	*7,2*	*7,0*	*6,4*	*6,0*
Canada	*0,4*	*0,3*	*0,3*	*0,5*	*0,4*	*0,4*	*0,6*	*0,8*	*0,8*	*0,7*	*0,9*	*0,7*	*0,6*	*0,6*
Amérique latine	1,4	1,5	1,5	1,5	1,1	0,9	0,9	1,8	2,0	2,0	2,1	2,3	2,4	2,6
Argentine	*0,1*	*0,2*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,4*	*0,3*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*0,4*	*0,5*
Brésil	*0,2*	*0,3*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*0,1*	*0,5*	*0,5*	*0,4*	*0,6*	*0,6*	*0,6*	*0,8*
Vénézuéla	*0,3*	*0,2*	*0,1*	*0,2*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,2*	*0,2*	*0,3*	*0,5*	*0,3*	*0,4*	*0,3*
Asie	**7,6**	**6,3**	**6,1**	**7,3**	**8,0**	**8,4**	**8,7**	**10,3**	**9,7**	**12,1**	**13,3**	**10,1**	**7,5**	**6,6**
Japon	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	1,7	1,7	2,0	2,4	1,9	2,1	2,1
Arabie Saoudite	1,1	0,9	0,8	1,2	1,2	1,3	1,2	2,9	3,3	5,8	7,2	4,4	1,0	0,7
Iran	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	0,6	0,4	0,7	0,5	0,3	0,3
Koweit	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1
Inde	1,0	0,7	0,6	1,0	1,2	1,1	1,3	0,6	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,3
Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	1,2	1,1	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
Océanie	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,3**	**0,4**	**0,5**	**0,5**	**0,5**	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,5**
Australie et Nouvelle-Zélande	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Pays industrialisés	85,0	86,6	85,9	84,6	85,2	85,1	85,1	84,5	84,1	81,7	80,8	81,0	84,4	83,8
Pays à économie planifiée	2,5	2,2	2,2	2,3	2,2	2,5	2,3	1,8	1,9	2,6	2,6	3,5	3,4	4,3
Pays en développement	11,7	10,6	11,1	12,1	11,6	11,3	11,7	13,6	13,9	15,7	16,5	15,5	12,1	11,4
Divers	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,0	0,8	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,5

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-42 — **Répartition géographique de la balance commerciale**

Pays et groupes de pays	En milliards de francs							En pourcentage des importations totales						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Europe	**−27,0**	**36,2**	**49,3**	**4,1**	**− 16,6**	**− 61,0**	**−147,8**	**−1,8**	**2,0**	**2,3**	**0,2**	**−0,6**	**−2,1**	**−4,6**
Europe occidentale	−27,8	34,9	58,5	17,3	27,3	− 26,2	− 71,4	−1,8	1,9	2,8	0,7	1,0	−0,9	−2,2
C.E.E.	*−40,3*	*10,7*	*30,0*	*15,8*	*− 2,3*	*− 14,8*	*− 72,5*	*−2,6*	*0,6*	*1,4*	*0,7*	*−0,1*	*−0,5*	*−2,3*
Pays-Bas	−18,2	−29,2	− 57,5	− 89,0	−131,5	−134,8	−183,9	−1,2	−1,6	−2,7	−3,9	−5,0	−4,7	−5,7
France	18,7	38,3	63,8	79,6	96,9	86,7	85,1	1,2	2,1	3,0	3,4	3,7	3,1	2,7
R.F.A.	−28,9	−20,9	− 11,5	− 32,3	− 95,0	− 21,8	− 46,8	−1,9	−1,2	−0,5	−1,4	−3,6	−0,8	−1,5
Royaume-Uni	−26,1	− 7,0	− 9,2	6,3	44,9	17,6	16,5	−1,7	−0,4	−0,4	0,3	1,7	0,6	0,5
Italie	3,3	15,3	29,0	27,1	25,5	20,2	39,4	0,2	0,9	1,4	1,2	1,0	0,7	1,2
Danemark	9,3	11,7	12,8	17,2	11,1	11,6	11,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,4	0,4	0,4
Irlande	− 3,0	− 2,6	− 2,2	− 1,2	− 1,7	− 0,7	− 3,5	−0,2	−0,1	−0,1	−0,1	−0,1	0,0	−0,1
Grèce	4,5	5,1	4,8	8,2	7,5	5,9	9,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,2	0,3
Autres	*12,5*	*24,2*	*28,5*	*1,5*	*29,6*	*− 11,4*	*1,9*	*0,8*	*1,4*	*1,4*	*0,1*	*1,1*	*−0,4*	*0,1*
Suisse	4,3	11,9	14,5	− 15,7	15,5	− 4,3	2,7	0,3	0,7	0,7	−0,7	0,6	−0,1	−0,1
Suède	− 1,8	0,9	0,4	− 2,1	− 5,7	− 14,2	− 15,0	−0,1	0,1	0,0	−0,1	−0,2	−0,5	−0,5
Europe orientale	0,8	1,3	− 9,3	− 13,2	− 43,9	− 34,8	− 76,4	0,1	0,1	−0,4	−0,6	−1,7	−1,2	−2,4
U.R.S.S.	*− 3,8*	*− 3,6*	*− 14,4*	*− 14,4*	*− 43,4*	*− 37,4*	*− 76,6*	*−0,2*	*−0,2*	*−0,7*	*−0,6*	*−1,6*	*−1,3*	*−2,4*
Autres	*4,5*	*4,9*	*5,2*	*1,3*	*− 0,5*	*2,6*	*0,1*	*0,3*	*0,3*	*0,2*	*0,1*	*0,0*	*0,1*	*0,0*
Afrique	**0,6**	**−17,1**	**− 6,8**	**− 4,5**	**− 62,4**	**− 47,2**	**− 47,0**	**0,0**	**−1,0**	**−0,3**	**−0,2**	**−2,4**	**−1,7**	**−1,5**
Afrique du Sud	− 5,8	− 7,4	− 5,6	− 3,3	− 7,3	− 4,6	− 2,6	−0,4	−0,4	−0,3	−0,1	−0,3	−0,2	−0,1
Zaïre, Rwanda, Burundi	−18,1	−21,9	− 28,3	− 28,1	− 17,3	− 10,0	− 15,6	−1,2	−1,2	−1,3	−1,2	−0,6	−0,4	−0,5
Algérie	10,5	10,8	11,5	9,5	9,0	8,8	15,6	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,5
Libye	3,8	0,9	6,6	10,1	− 30,0	− 23,1	− 11,9	0,2	0,1	0,3	0,4	−1,1	−0,8	−0,4

Amérique du Nord														
Etats-Unis	*−29,9*	*−57,2*	*− 97,8*	*− 78,7*	*− 81,2*	*− 44,3*	*− 11,0*	*−2,0*	*−3,2*	*−4,6*	*−3,4*	*−3,1*	*−1,6*	*−0,3*
Canada	*− 7,2*	*− 9,0*	*− 10,3*	*− 10,8*	*− 9,5*	*− 4,3*	*− 1,6*	*−0,5*	*−0,5*	*−0,5*	*−0,5*	*−0,4*	*−0,2*	*−0,1*
Amérique latine	− 7,5	−11,4	− 14,5	− 18,1	− 32,7	− 45,3	− 53,9	−0,5	−0,6	−0,7	−0,8	−1,2	−1,6	−1,7
Argentine	*− 3,5*	*− 1,7*	*− 0,9*	*− 1,8*	*− 4,1*	*− 7,9*	*− 13,7*	*−0,2*	*−0,1*	*0,0*	*−0,1*	*−0,2*	*−0,3*	*−0,4*
Brésil	*− 3,4*	*− 3,8*	*− 4,8*	*− 8,6*	*− 11,8*	*− 12,9*	*− 19,9*	*−0,2*	*−0,2*	*−0,2*	*−0,4*	*−0,4*	*−0,5*	*−0,6*
Vénézuéla	*1,7*	*− 1,1*	*− 3,8*	*− 5,8*	*− 3,4*	*− 7,7*	*− 6,2*	*0,1*	*−0,1*	*−0,2*	*−0,3*	*−0,1*	*−0,3*	*−0,2*
Asie	**−50,7**	**−68,9**	**−138,1**	**−156,7**	**− 76,4**	**12,8**	**50,3**	**−3,3**	**−3,9**	**−6,6**	**−6,8**	**−2,9**	**0,5**	**1,6**
Japon	−16,4	−19,7	− 32,8	− 42,3	− 35,1	− 40,5	− 42,4	−1,1	−1,1	−1,6	−1,8	−1,3	−1,4	−1,3
Arabie Saoudite	−29,4	−44,6	−105,6	−139,9	− 86,3	4,9	13,5	−1,9	−2,5	−5,0	−6,1	−3,3	0,2	0,4
Iran	−13,9	− 6,6	0,0	− 6,5	− 6,7	3,5	2,5	−0,9	−0,4	0,0	−0,3	−0,3	0,1	0,1
Koweit	− 3,7	− 4,2	− 5,1	0,7	2,3	2,1	1,7	−0,2	−0,2	−0,2	0,0	0,1	0,1	0,1
Inde	4,6	4,6	4,1	12,2	19,7	16,2	27,1	0,3	0,3	0,2	0,5	0,7	0,6	0,9
Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour	7,0	4,5	7,3	3,2	6,7	8,0	10,3	0,5	0,3	0,3	0,1	0,3	0,3	0,3
Océanie	**− 2,9**	**− 4,5**	**− 4,9**	**− 3,1**	**− 4,0**	**− 4,4**	**− 2,4**	**−0,2**	**−0,3**	**−0,2**	**−0,1**	**−0,2**	**−0,1**	**−0,1**
Australie et Nouvelle-Zélande	− 3,0	− 4,4	− 4,7	− 3,1	− 4,0	− 4,3	− 2,4	−0,2	−0,2	−0,2	−0,1	−0,2	−0,1	−0,1
Pays industrialisés	− 90,0	− 62,8	− 92,8	−121,2	−109,3	−124,3	−131,3	−5,9	−3,5	− 4,4	− 5,2	−4,1	−4,4	−4,1
Pays à économie planifiée	7,0	3,1	− 12,0	− 14,1	− 40,4	− 29,4	− 68,2	0,5	0,2	− 0,6	− 0,6	−1,5	−1,0	−2,1
Pays en développement	− 43,4	− 73,2	−118,9	−132,9	−132,9	− 39,9	− 14,4	−2,8	−4,1	− 5,7	− 5,8	−5,0	−1,4	−0,5
Total ...	**−115,7**	**−123,2**	**−210,4**	**−247,5**	**−260,2**	**−169,6**	**−203,7**	**−7,6**	**−6,9**	**−10,0**	**−10,7**	**−9,8**	**−6,0**	**−6,5**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S., D.G.E.D.

X-43 — **Balance générale des paiements sur base des transactions**

Milliards de francs

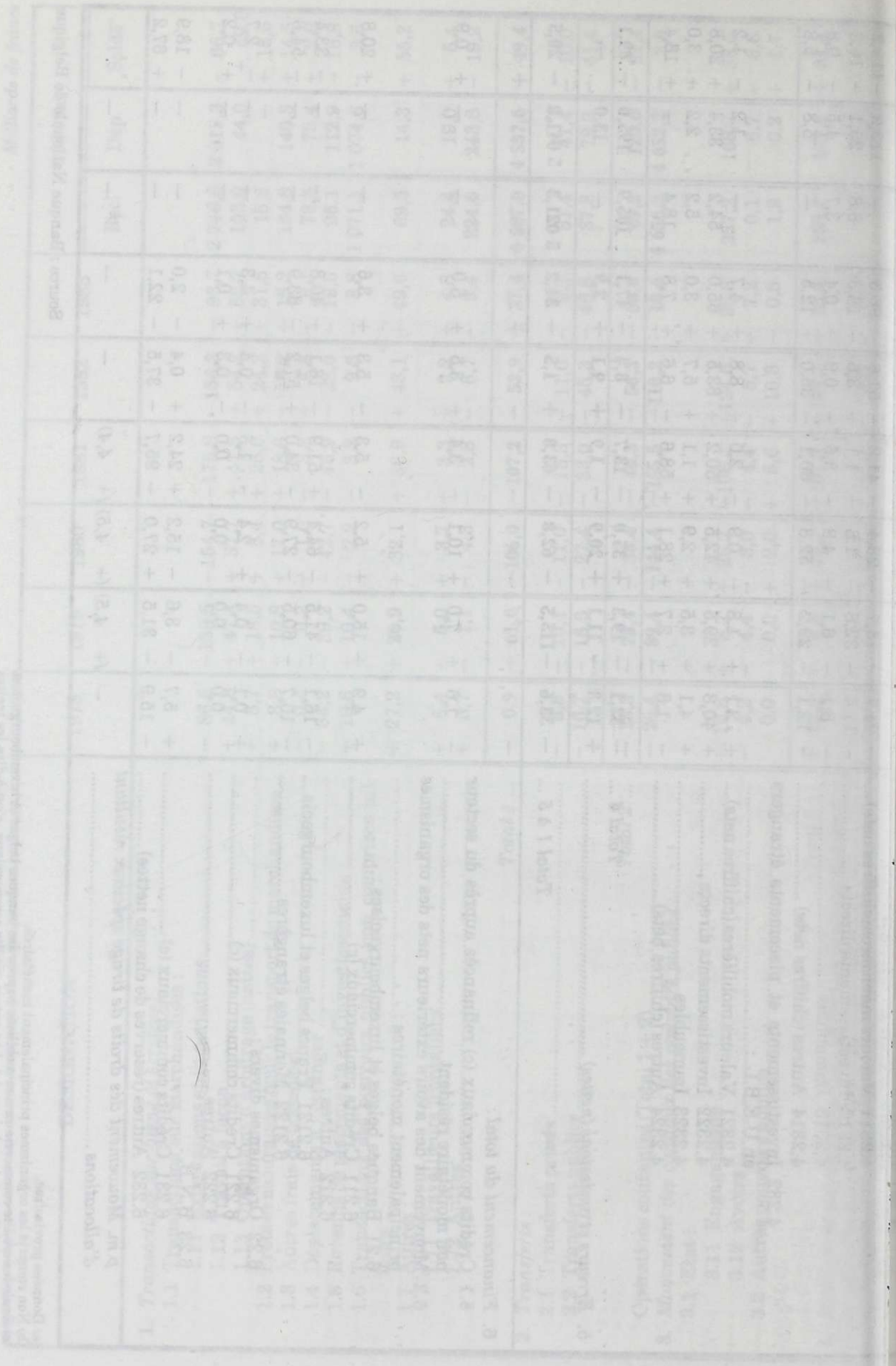
DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (a)		
							Rec.	Dép.	Solde
1. *Transactions sur biens et services :*									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	− 86,5	−139,5	−154,7	−175,8	−156,3	− 93,7	2 746,6	2 813,3	− 66,7
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	103,0	44,0	+ 59,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	18,6	—	+ 18,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	− 0,4	− 0,2	− 1,0	− 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,4	+ 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	− 34,2	− 39,2	− 42,7	− 46,9	− 28,0	− 19,5	96,1	112,9	− 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 19,6	+ 10,4	− 2,2	− 3,2	− 9,6	− 8,8	1 071,1	1 074,6	− 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 49,6	69,5	14,3	+ 55,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	− 1,1	− 4,3	− 2,8	− 6,7	− 9,4	224,6	243,8	− 19,2
Total 1	**− 0,9**	**− 61,0**	**−106,0**	**−107,2**	**− 53,9**	**+ 37,4**	**4 587,0**	**4 537,6**	**+ 49,4**
2. *Transferts :*									
2.1 Transferts privés	− 8,8	− 10,1	− 11,0	− 15,3	− 11,0	− 9,2	31,4	41,4	− 10,0
2.2 Transferts publics	− 16,7	− 18,3	− 27,4	− 33,0	− 45,3	− 46,8	37,8	79,2	− 41,4
Total 2	**− 25,5**	**− 28,4**	**− 38,4**	**− 48,3**	**− 56,3**	**− 56,0**	**69,2**	**120,6**	**− 51,4**
Opérations courantes (Total 1 + 2)	**− 26,4**	**− 89,4**	**−144,4**	**−155,5**	**−110,2**	**− 18,6**	**4 656,2**	**4 652,2**	**− 2,0**
3. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+106,1	+124,6	+ 36,3	257,2	168,7	+ 88,5
3.12 Avoirs	− 4,2	− 4,4	− 3,0	− 4,4	− 5,7	− 7,2	0,1	6,7	− 6,6
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	− 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	**+ 12,6**	**+ 4,3**	**+ 25,7**	**+107,3**	**+129,2**	**+ 28,6**	**259,2**	**175,6**	**+ 83,6**
4. *Mouvement des capitaux des entreprises* (b) *et particuliers :*									
4.1 Crédits commerciaux (c) (chiffres nets)	− 18,7	− 7,0	− 18,2	− 47,0	− 5,5	− 18,0	—	2,9	− 2,9
4.2 Autres :									

luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	− 24,7	− 13,7	− 23,4	− 41,2	− 57,6	− 96,5	—	113,2	−113,2
4.2312 Investissements directs	− 11,4	− 32,8	− 1,8	− 1,1	+ 3,5	− 18,3	8,8	25,1	− 16,3
4.2313 Immeubles	− 6,1	− 6,1	− 4,8	− 3,6	− 0,9	− 0,4	3,7	4,5	− 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets)	− 12,1	− 29,2	− 52,8	− 60,1	− 35,0	+ 12,5	—	5,8	− 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	+ 2,1	+ 1,8	− 0,9	− 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	− 1,2
4.2322 Investissements directs	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	54,2	33,4	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets)	− 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	− 6,6	+ 7,8	18,4	—	+ 18,4
Total 4 ...	**− 32,1**	**− 19,3**	**+ 35,0**	**− 13,7**	**− 8,4**	**− 47,1**	**105,9**	**195,0**	**− 89,1**
5. *Erreurs et omissions (nettes)*	**+ 12,3**	**− 11,1**	**+ 20,9**	**− 1,9**	**+ 9,1**	**+ 2,9**	**—**	**13,0**	**—**
Total 1 à 5 ...	**− 33,6**	**−115,5**	**− 62,8**	**− 63,8**	**+ 1,5**	**− 34,2**	**5 021,3**	**5 041,8**	**− 20,5**
6. *Financement du total :*									
6.1 Crédits commerciaux (c) refinancés auprès du secteur non monétaire résident	− 1,6	+ 7,0	+ 10,1	− 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux (c)	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	− 5,3	− 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxembourgeois ...	− 16,1	− 41,5	− 64,4	+ 51,9	− 16,1	+ 40,8	—	—	− 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	− 10,7	− 60,5	− 27,9	− 34,0	+ 57,2	− 63,9	—	—	− 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux (c)	+ 0,1	− 0,4	+ 2,4	− 1,5	− 0,4	+ 4,3	—	—	− 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	− 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux (c)	+ 5,7	− 3,6	− 15,2	+ 24,2	+ 0,4	− 2,0	—	—	− 18,9
6.232 Autres (réserves de change nettes)	− 15,9	− 31,5	+ 27,0	− 95,7	− 37,5	− 22,1	—	—	+ 67,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	*(+ 4,5)*	*(+ 4,5)*	*(+ 4,4)*	—	—	—	—	—

(a) Données provisoires.
(b) Non compris les organismes principalement monétaires.
(c) Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c'est-à-dire les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

Source : Banque Nationale de Belgique.

F. BALANCE DES PAIEMENTS



XI. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Introduction 238

A. Transport par chemin de fer 240

XI-1 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic global des marchandises par wagons complets. 240

XI-2 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des marchandises par wagons complets suivant la nature des marchandises. 240

XI-3 Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des voyageurs. 241

XI-4 Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. 241

XI-A Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic des voyageurs. 242

XI-B Société Nationale des Chemins de Fer Belges - Trafic global des marchandises par wagons complets. 243

B. Transport routier 244

XI-5 Parc de véhicules routiers. 244

XI-6 Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route. 244

C. Transport fluvial 245

XI-7 Répartition du trafic fluvial suivant la nature des marchandises. 245

XI-8 Trafic fluvial par bassin. 245

XI-9 Composition de la flotte fluviale belge. 246

XI-10 Marchandises transportées par cours d'eau. 247

D. Transport maritime 248

XI-11 Port d'Anvers. 248

XI-12 Port de Gand. 248

XI-13 Ports de Bruges et de Zeebrugge. 249

XI-14 Situation de la flotte marchande belge. 250

E. Transport aérien 251

XI-15 Trafic commercial des aérodromes belges. 251

XI-16 Trafic de la SABENA. 252

F. Transport global 253

XI-17 Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport. 253

XI-18 Comparaison en volume des trois principaux modes de transport. 254

INTRODUCTION

L'hétérogénéité du secteur des transports nécéssite l'examen de nombreuses sources afin d'en donner un aperçu statistique. Les mesures statistiques mises en œuvre à cet effet sont d'ordres divers : aussi les renseignements ci-après présentent les caractéristiques principales pouvant revêtir une importance pour l'appréciation du contenu et de la portée exacte des données.

Les données relatives au transport par rail (tableaux XI-1 à XI-3 et graphiques XI-A et XI-B) ont été tirées de « L'annuaire statistique de la S.N.C.B. ». L'ampleur du transport ferroviaire exprimé en millions de tonnes-kilomètre est obtenue en multipliant le poids affrété (en tonnes) par la distance tarifaire en kilomètres. Le nombre de kilomètres-passagers est calculé différemment selon qu'il s'agit de billets ou d'abonnements. Pour les voyageurs avec billet, les recettes, taxe finale non comprise, sont divisées par le prix au kilomètre; pour les passagers avec abonnement (trajet limité, abonnement social, scolaire, de réseau), le nombre de kilomètres, trajet moyen ou nombre forfaitaire de kilomètres, est multiplié par le nombre de déplacements, en fonction de la nature de l'abonnement.

Pour le transport routier (tableaux XI-5 et XI-6), l'interprétation des données se rapportant au nombre d'entreprises doit se faire avec prudence. En effet, la statistique établie par l'Institut du Transport Routier sur base de données du Ministère des Communications présente parfois des surestimations. Les autorisations délivrées sont valables pour une période déterminée; certains véhicules peuvent déjà être retirés de la circulation alors que les entreprises conservent les licences. De plus, dans le cas de la location, il est stipulé que les deux parties contractantes doivent disposer d'une autorisation, laquelle apparaît donc deux fois dans la statistique.

En ce qui concerne la navigation intérieure (tableaux XI-7 à XI-10), la notion de tkm est simplement le produit du tonnage transporté et du nombre de kilomètres chargés effectués.

Pour le transport maritime (tableaux XI-11 à XI-14), le tonnage s'exprime par tonneau registre brut (2,83 m^3), tandis que le chargement s'exprime en tonnes métriques. Les données concernant le chargement et le déchargement donnent un aperçu de la nature du trafic spécifique à un port. Le trafic portuaire peut être qualifié d'équilibré, lorsque les chargements et les déchargements sont environ identiques. La situation de la marine marchande belge est donnée au 31 décembre et à titre indicatif; en effet, des décalages se produisent en cours d'année, notamment pour les navires avec conteneurs et ceux transportant la marchandise en vrac.

Pour le transport aérien (tableaux XI-15 et 16), la statistique ne porte que sur le

trafic commercial, c.à.d. qu'elle ne tient pas compte des vols locaux, d'instruction, d'essai ou publicitaires, qui figurent aussi dans les statistiques de la Régie des Voies aériennes.

Les tableaux XI-17 et XI-18 présentent un résumé des quantités de marchandises transportées et des tonnes/kilomètre effectuées suivant les trois modes principaux de transport.

Les données relatives au transport fluvial et par chemin de fer sont présentées sous la forme de statistiques de « réseau » (c'est-à-dire des statistiques de transport sur le territoire belge par des moyens de transport belges ou étrangers). Comme la statistique du transport routier ne couvre que les transports effectués par des véhicules belges en Belgique et à l'étranger, il est nécessaire d'adapter cette dernière en statistique de « réseau », en lui adjoignant les éléments suivants :

1) les transports intérieurs par des véhicules belges et la partie du transport international par des véhicules belges en Belgique. Ces données proviennent des enquêtes annuelles de l'I.N.S.;
2) la part du transport routier effectuée en Belgique par des véhicules étrangers. Comme les données manquent à l'I.N.S., il est supposé que les importations (transports des biens avec chargement à l'étranger et déchargement en Belgique) égalent les exportations (transports des biens avec chargement en Belgique et déchargement à l'étranger). Cette hypothèse est basée sur la réglementation du transport international routier qui se fonde sur des accords bilatéraux, chaque pays recevant un contingent des permis de transport, ce qui établit un équilibre sur le marché;
3) le transit par route, sans transbordement par des véhicules étrangers et belges. Les statistiques douanières du commerce extérieur sont utilisées à cet effet, avec l'hypothèse supplémentaire que, comme cette statistique ne fait aucune mention de la distance parcourue, celle-ci est fixée forfaitairement à 200 km.

Enfin, ces données ne concernent que les transports routiers affectués pour compte des tiers (et donc pas pour compte propre) avec des véhicules routiers de charge utile supérieur à une tonne.

A. TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER

XI-1 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNEE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119
1979	18 180	22 107	15 584	18 008	73 879	8 535
1980	19 008	20 024	14 216	17 815	71 063	7 999
1981	20 308	20 204	13 393	15 731	69 636	7 528
1982	18 534	18 026	12 249	13 592	62 401	6 788
1983	19 162	17 919	12 263	13 961	63 305	6 870
1984	20 150	19 915	13 994	16 773	70 832	7 905

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

XI-2 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des marchandises par wagons complets suivant la nature des marchandises

Millions de t/km

NATURE DES MARCHANDISES	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produits agricoles et alimentaires ...	327	423	413	425	470	482	459
Combustibles solides ...	1 280	1 524	1 451	1 320	1 239	1 226	1 465
Minerais ...	1 786	2 256	2 055	1 780	1 415	1 293	1 640
Produits métallurgiques ...	1 761	2 045	1 782	1 724	1 525	1 562	1 894
Matériaux de construction et produits de carrières ...	425	464	493	444	405	411	477
Produits textiles ...	17	19	18	16	16	16	15
Produits chimiques ...	600	753	684	648	606	667	720
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons ...	456	486	514	579	570	597	549
Divers ...	467	565	589	592	542	616	686
Total ...	**7 119**	**8 535**	**7 999**	**7 528**	**6 788**	**6 870**	**7 905**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

XI-3 — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des voyageurs

Millions

ANNEE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317
1979	163	6 955	3 128	2 484	1 343
1980	164	6 963	3 133	2 516	1 314
1981	167	7 078	3 256	2 449	1 373
1982	163	6 879	3 091	2 322	1 466
1983	156	6 631	2 971	2 136	1 524
1984	150	6 444	2 836	2 096	1 512

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, tourrail +16 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.V. au 1er juillet 1977.

XI-4 — Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux
Nombre de voyageurs

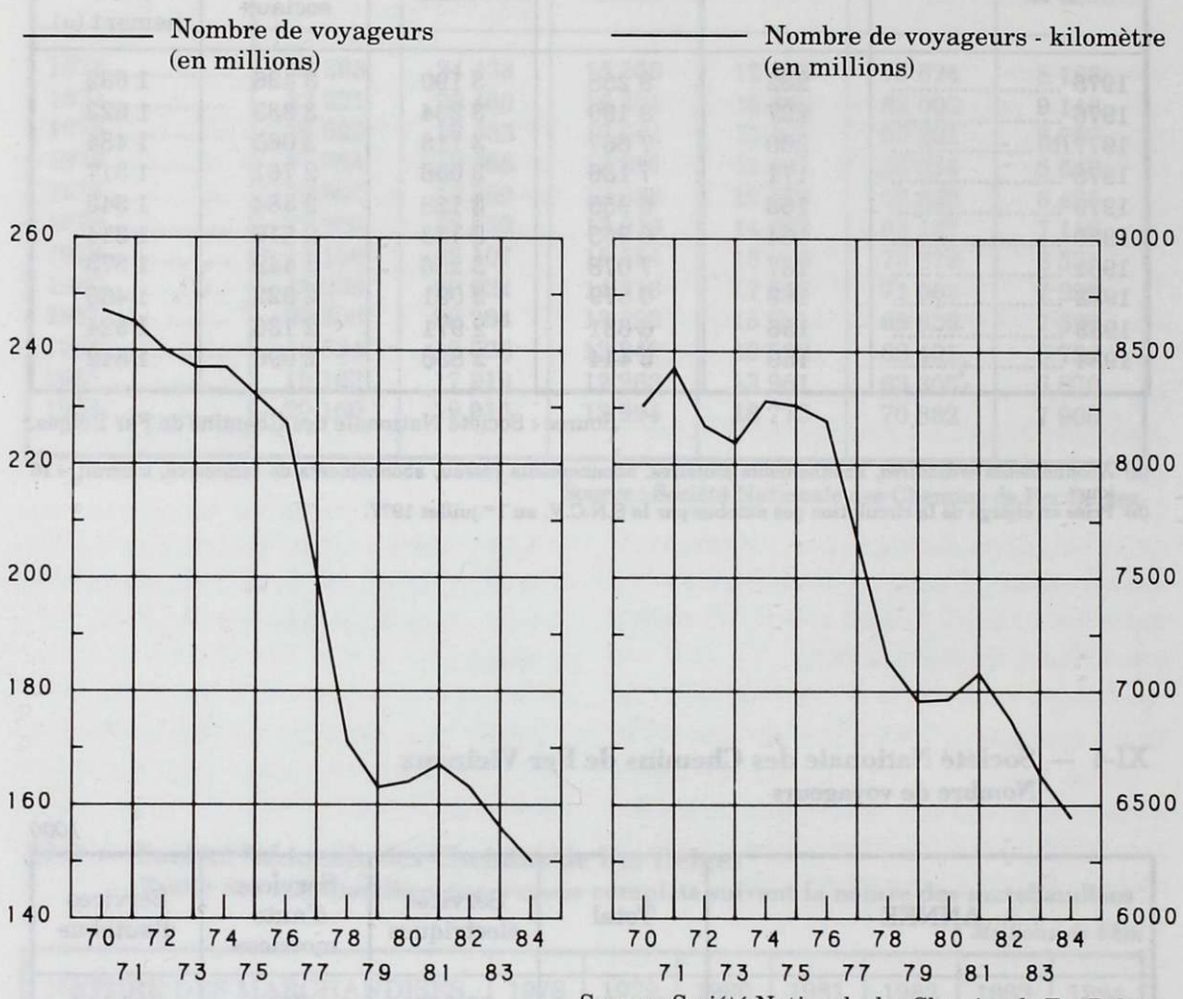
1000

ANNEE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707(a)
1978	312 219	17 506	301	294 412
1979	310 233	14 364	277	295 592
1980	306 014	14 125	262	291 627
1981	305 061	14 707	279	290 025
1982	289 655	13 390	300	275 965
1983	275 941	12 572	290	263 079
1984	268 902	11 901	281	256 720

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

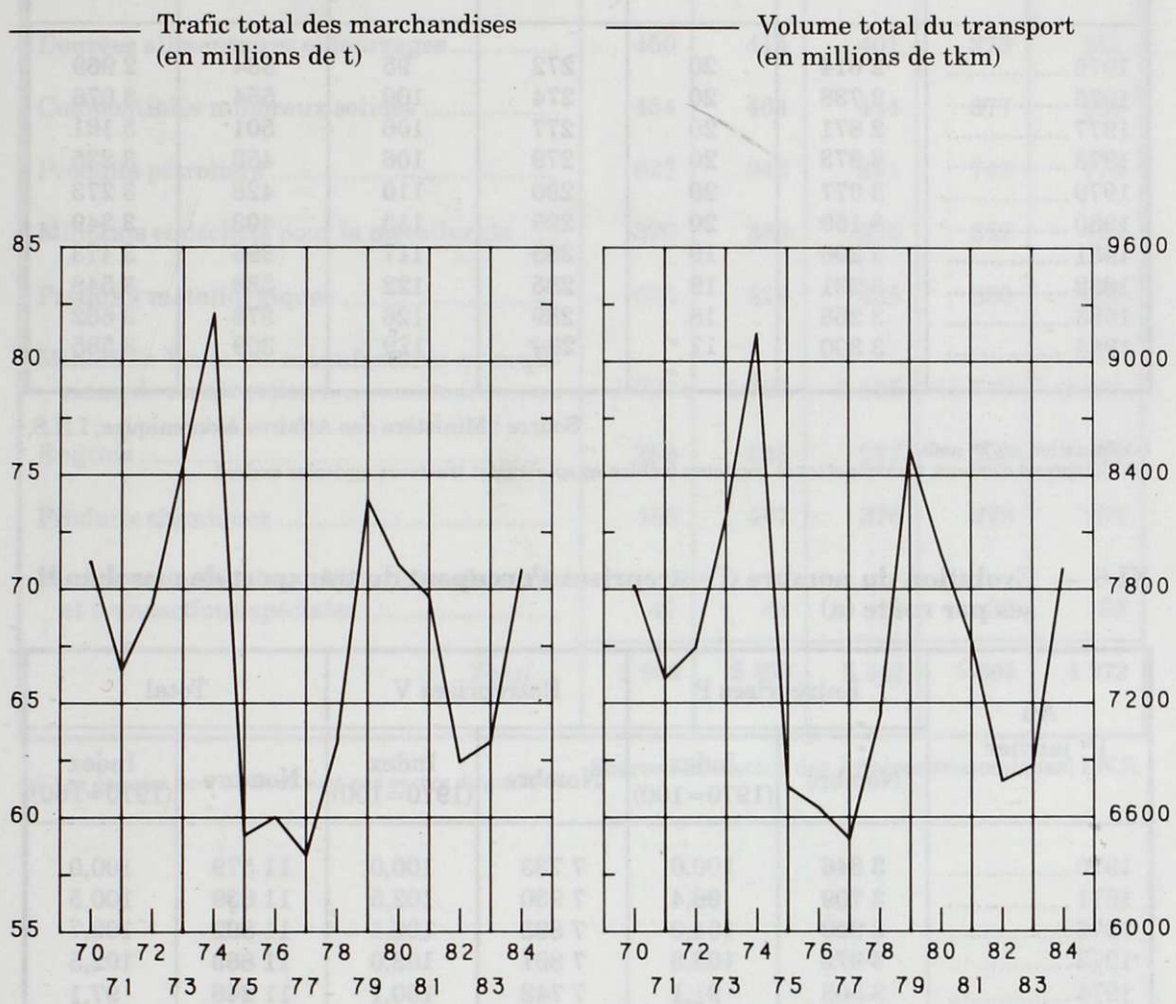
(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

XI-A — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

XI-B — Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

B. TRANSPORT ROUTIER

XI-5 — Parc de véhicules routiers

1000

ANNEE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Vélomoteurs	Bicyclettes
1975	2 614	20	272	95	534	2 969
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 161
1978	2 973	20	279	106	453	3 235
1979	3 077	20	290	110	428	3 273
1980	3 159	20	299	113	403	3 349
1981	3 206	19	285	117	396	3 473
1982	3 231	19	285	122	388	3 548
1983	3 263	18	289	126	379	3 562
1984	3 300	17	294	129	369	3 585

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

XI-6 — Evolution du nombre d'entreprises s'occupant du transport de marchandises par route (a)

Au 1er janvier	Entreprises P		Entreprises V		Total	
	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)	Nombre	Index (1970=100)
1970	3 846	100,0	7 733	100,0	11 579	100,0
1971	3 709	96,4	7 930	102,5	11 639	100,5
1972	3 999	104,0	7 893	102,1	11 892	102,7
1973	3 972	103,3	7 891	102,0	11 863	102,5
1974	3 503	91,1	7 743	100,1	11 246	97,1
1975	3 356	87,3	7 665	99,1	11 021	95,2
1976	3 047	79,2	7 576	98,0	10 623	91,7
1977	2 780	72,3	7 435	96,1	10 215	88,2
1978	2 736	71,1	7 308	94,5	10 044	86,7
1979	2 527	65,7	7 201	93,1	9 728	84,0
1980	1 710	44,5	7 009	90,6	8 719	75,3
1981	1 857	48,3	6 936	89,7	8 793	75,9
1982	1 799	46,8	6 833	88,4	8 632	74,6
1983	1 601	41,6	6 665	86,2	8 266	71,4
1984	1 555	40,4	6 593(b)	85,3	8 148	70,4
1985	1 501	39,0	6 499(b)	84,0	8 000	69,1

Source : Institut pour le Transport par Route (I.T.R.).

(a) Les entreprises P disposent d'un certificat de transport lequel est valable pour une zone dans un rayon de 25 km.
Les entreprises V ont une autorisation de transport valable à l'échelon national.
(b) Y compris 2 388 entreprises disposant d'une autorisation pour le transport international en 1984 et 2 456 en 1985.

C. TRANSPORT FLUVIAL

XI-7 — Répartition du trafic fluvial suivant la nature des marchandises (a)

Millions t/km

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1979	1980	1981	1982	1983
Produits agricoles et animaux vivants	626	654	591	595	576
Denrées alimentaires et fourrages	450	414	401	378	341
Combustibles minéraux solides	454	464	444	377	338
Produits pétroliers	927	943	871	743	774
Minérais et déchets pour la métallurgie	390	389	376	352	429
Produits métallurgiques	575	516	485	380	366
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	1 727	1 736	1 585	1 540	1 434
Engrais	253	288	272	325	392
Produits chimiques	458	407	376	278	285
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	47	42	42	36	36
Total ...	**5 908**	**5 853**	**5 442**	**5 004**	**4 972**

(a) Les données pour 1984 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XI-8 — Trafic fluvial par bassin

Millions de t/km

BASSIN	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Escaut maritime	1 516	1 561	1 609	1 591	1 544	1 254	1 258	1 353
Canaux de la Campine	1 981	1 998	2 017	1 991	1 792	1 748	1 740	1 853
Canaux brabançons	401	402	412	424	375	321	287	304
Meuse et Sambre	643	662	557	521	495	480	497	498
Haut-Escaut	1 118	1 218	1 223	1 235	1 148	1 100	1 078	1 126
Centre et Borinage	77	68	62	61	60	75	89	76
Yser et Côte	27	27	28	30	27	27	24	35
Total ...	**5 763**	**5 936**	**5 908**	**5 853**	**5 441**	**5 004**	**4 972**	**5 245**

Source : Ministère des Affaires économiques I.N.S.

XI-9 — Composition de la flotte fluviale belge

ANNEE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes	Nombre	En milliers de tonnes
Au 1er janvier 1975	3 929	2 065,3	206	177,5	51	78,6	4 186	2 321,4
Au 1er janvier 1976	3 548	1 814,4	206	177,5	51	78,6	3 805	2 070,5
Au 1er janvier 1977	3 025	1 609,6	138	107,6	59	100,9	3 292	1 818,1
Au 1er janvier 1978	2 994	1 594,8	136	106,0	59	100,9	3 189	1 801,7
Au 1er janvier 1979	2 763	1 499,8	117	88,8	63	112,7	2 943	1 701,3
Au 1er janvier 1980	2 572	1 412,3	105	73,3	74	134,4	2 751	1 625,0
Au 1er janvier 1981	2 478	1 387,8	94	70,0	83	151,2	2 655	1 609,0
Au 1er janvier 1982	2 345	1 346,7	87	65,0	86	163,5	2 518	1 575,4
Au 1er janvier 1983	2 244	1 311,5	79	56,1	87	169,9	2 410	1 537,6
Au 1er janvier 1984	2 188	1 281,0	61	48,5	92	186,7	2 341	1 516,1
Au 1er janvier 1985	2 110	1 236,5	55	41,8	108	225,6	2 273	1 503,9

Source : Ministère des Communications; Institut pour le transport par batellerie.

XI-10 — **Marchandises transportées par cours d'eau**

ANNEE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761
1978	20 112	44 230	31 370	4 536	100 248	5 935
1979	21 080	45 198	30 813	4 309	101 400	5 908
1980	20 206	44 106	32 323	4 294	100 930	5 853
1981	18 678	43 447	31 301	3 777	97 204	5 442
1982	21 826	37 020	27 787	3 956	90 589	5 004
1983	20 050	37 195	30 249	3 728	91 222	4 972
1984	21 953	41 119	31 487	4 053	98 613	5 242

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

D. TRANSPORT MARITIME

XI-11 — Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Débarquement	Embarquement	Total
1975	17 376	84 002	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	91 384	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	94 028	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	98 260	39 000	33 100	72 100
1979	17 425	103 542	46 100	33 990	80 090
1980	17 151	102 696	46 549	35 387	81 935
1981	16 802	104 611	43 724	36 036	79 760
1982	17 097	112 683	50 067	34 136	84 203
1983	16 214	108 992	46 469	33 853	80 322
1984	16 802	116 829	50 048	40 291	90 339

Source : Ville d'Anvers, Direction générale du port.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir le T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

XI-12 — Port de Gand
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Chargement (1000 t)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Débarquement	Embarquement	Total
1975	3 398	10 760	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	12 536	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	12 016	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	13 002	12 308	3 179	15 487
1979	3 133	15 278	14 293	4 027	18 320
1980	3 260	15 701	15 147	3 277	18 424
1981	3 032	16 648	15 723	3 604	19 327
1982	3 407	18 674	19 011	3 883	22 894
1983	3 754	19 533	18 943	4 981	23 924
1984	4 786	21 675	20 478	6 114	26 592

Source : Régie du port de la ville de Gand.

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure, à savoir la T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

XI-13 — Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNEE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total chargement (1000 t)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.R.B.) (a)	Chargement (1000 t)			Navires entrés (nombre)	Chargement (1000 t)	
			Débarquement	Embarquement	Total			
1975	7 452	35 987	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	36 511	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	39 654	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413
1978	8 700	42 001	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017
1979	9 050	45 163	10 885	4 191	15 076	1 802	756	15 832
1980	9 550	48 212	10 088	4 101	14 189	1 856	830	15 019
1981	9 043	45 368	8 552	4 289	12 841	1 654	744	13 585
1982	8 625	39 287	5 261	4 097	9 358	1 643	725	10 083
1983	8 930	39 382	5 687	4 618	10 305	1 482	587	10 892
1984	9 775	41 106	6 226	5 775	12 001	1 826	781	12 782

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen ».

(a) Depuis 1978, le tonnage s'exprime par une nouvelle mesure à savoir le T.R.B. (tonneau registre brut). Les données enregistrées les années précédentes en T.N.B. (tonne nette belge) ont été converties en T.R.B.

XI-14 — **Situation de la flotte marchande belge**

TYPE	31 décembre 1983		31 décembre 1984	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-conteneurs ...	30	1 099 679	31	1 173 343
Cargos ...	15	81 524	14	69 963
Navires polyvalents ...	4	32 458	5	24 764
Paquebots et cargos ...	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	4	73 216	4	73 216
Pétroliers ...	4	192 465	3	148 216
Bateaux citernes pour produits résiduaires ...	2	1 678	2	1 678
Navires conteneurs ...	8	187 794	12	269 967
Navires frigorifiques ...	3	21 285	3	21 285
Minéraliers ...	1	38 214	—	—
Allèges de mer ...	6	20 136	6	20 136
Paquebots ...	1	4 356	1	4 356
Car-ferries ...	7	40 181	7	40 181
Bateaux citernes pour le gaz ...	5	138 733	5	138 733
Plate-formes de forage ...	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « offshore » ...	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers ...	5	17 939	5	17 939
Navires pour le transport du bétail ...	1	941	1	941
Hydroptère ...	2	578	2	578
Navires O.B.O. ...	3	206 307	3	206 307
Total ...	**105**	**2 183 585**	**108**	**2 237 704**

Source : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

E. TRANSPORT AERIEN

XI-15 — Trafic commercial des aérodromes belges

DESIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
1979	86 013	15 716	101 729
1980	84 550	15 789	100 339
1981	80 012	14 122	94 134
1982	76 989	14 222	91 211
1983	75 301	14 613	89 914
1984	80 704	15 657	96 361
Passagers (unités)			
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
1979	4 104 051	1 247 540	5 351 591
1980	4 046 643	1 222 596	5 269 239
1981	4 314 844	1 071 270	5 386 114
1982	4 221 263	1 142 702	5 363 965
1983	4 128 185	1 263 135	5 391 320
1984	4 495 353	1 198 467	5 693 820
Fret (tonnes)			
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
1979	146 190	19 795	165 985
1980	158 795	20 012	178 807
1981	159 772	14 519	174 291
1982	152 517	12 601	165 118
1983	122 609	14 236	136 845
1984	146 065	18 252	164 317
Courrier (tonnes)			
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362
1979	6 933	94	7 027
1980	7 765	205	7 970
1981	9 493	153	9 646
1982	8 806	350	9 156
1983	8 064	432	8 496
1984	8 952	163	9 115

Source : Régie des Voies Aériennes.

XI-16 — **Trafic de la SABENA**

ANNEE	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (millions)	Fret (en millions de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Millions de tonnes-kilomètre transportées	Millions de tonnes-kilomètre offertes	Coefficient de chargement (en pour-cent)
1974	1 693,4	4 535,8	287,1	8 589,9	711,8	1 137,6	62,6
1975	1 680,6	4 581,1	286,8	7 953,1	719,2	1 197,4	60,1
1976	1 764,0	4 453,3	366,7	9 130,7	784,2	1 280,3	61,3
1977	1 954,7	4 492,7	371,4	9 317,2	789,6	1 306,4	60,4
1978	2 027,1	4 687,8	447,8	10 248,9	883,7	1 403,2	63,0
1979	2 043,1	4 822,2	504,2	11 066,3	949,3	1 448,8	65,5
1980	1 974,5	4 853,7	468,0	11 277,7	916,1	1 438,3	63,7
1981	2 053,0	5 204,1	461,9	12 542,4	942,9	1 433,9	65,8
1982	2 002,6	5 287,7	487,5	13 125,8	976,5	1 462,4	66,8
1983	1 956,9	5 297,1	493,8	13 820,7	984,1	1 406,0	70,0
1984	2 031,6	5 478,6	533,9	16 453,9	1 043,4	1 413,0	73,8

Source : SABENA.

F. TRANSPORT GLOBAL

XI-17 — Quantités de marchandises transportées par les trois principaux modes de transport

1000 t

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Transport routier :					
— trafic intérieur	310 711	299 884	291 211	289 999	..
— importation (a)	25 989	28 581	29 849	34 245	..
— exportation (a)	25 989	28 581	29 849	34 245	..
— transit (b)	8 574	10 152	9 832	10 810	..
Total ...	**371 263**	**367 198**	**360 741**	**343 299**	..
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	20 206	18 678	21 826	20 050	21 953
— importation	44 106	43 447	37 020	37 195	41 119
— exportation	32 323	31 301	27 787	30 249	31 487
— transit	4 294	3 777	3 956	3 728	4 054
Total ...	**100 930**	**97 204**	**90 589**	**91 222**	**98 613**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	19 008	20 308	18 534	19 162	20 150
— importation	20 025	20 204	18 026	17 919	19 915
— exportation	14 216	13 393	12 249	12 263	13 994
— transit	17 816	15 731	13 592	13 961	16 773
Total ...	**71 063**	**69 636**	**62 401**	**63 305**	**70 832**
Total général ...	**543 256**	**534 038**	**513 731**	**497 826**	..

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) La statistique des transports routiers ne tient compte que des véhicules belges. Afin de comparer les transports routiers avec les deux autres moyens de transport, il est supposé que dans le transport international routier, les importations (les exportations) à l'aide de véhicules étrangers sont égales aux exportations (importations) à l'aide de véhicules belges.
(b) Empruntée à la statistique du commerce extérieur (transit par route, sans transbordement).

XI-18 — **Comparaison en volume des trois principaux modes de transport**

millions de t/km

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983	1984
Transport routier :					
— trafic intérieur	10 315	10 060	10 201	9 910	..
— importation (a)	2 354	2 483	2 642	2 764	..
— exportation (a)	2 354	2 483	2 642	2 764	..
— transit (b)	1 715	2 030	1 966	2 162	..
Total ...	**16 738**	**17 056**	**17 451**	**17 600**	..
Navigation intérieure :					
— trafic intérieur	1 570	1 364	1 656	1 589	1 719
— importation	2 193	1 120	1 660	1 646	1 777
— exportation	1 550	1 478	1 183	1 246	1 223
— transit	540	479	504	491	523
Total ...	**5 853**	**5 442**	**5 004**	**4 972**	**5 242**
Chemin de fer :					
— trafic intérieur	1 109	1 055	1 001	986	1 054
— importation	2 145	2 116	1 882	1 916	2 173
— exportation	1 661	1 560	1 504	1 539	1 720
— transit	3 084	2 796	2 401	2 429	2 958
Total ...	**7 999**	**7 528**	**6 788**	**6 870**	**7 905**
Total général ...	**30 590**	**30 026**	**29 243**	**29 442**	..

Source : Ministère des Affaires économiques. I.N.S.

(a) La statistique des transports routiers ne tient compte que des véhicules belges. Afin de comparer les transports routiers avec les deux autres moyens de transport, il est supposé que dans le transport international routier, les importations (les exportations) à l'aide de véhicules étrangers sont égales aux exportations (importations) à l'aide de véhicules belges.

(b) Empruntée à la statistique du commerce extérieur (transit par route, sans transbordement). La distance parcourue est fixée forfaitairement à 200 km.

XII. FINANCES PUBLIQUES

Introduction 256

XII-1 Situation des recettes fiscales et non fiscales. 262

XII-2 Situation des ristournes, des recettes affectées et cédées : répartition selon la nature et la destination. 264

XII-3 Situation de caisse et besoins de financement du Trésor. 266

XII-4 Dette publique en cours. 268

XII-5 Variations de la dette publique. 269

XII-6 Dette débudgétisée. 270

XII-7 Dette garantie par l'Etat. 271

XII-8 Engagements relatifs aux investissements du secteur public. 273

XII-9 Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central. 276

Graphiques

XII-A Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Italie. 277

XII-B Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, France. 278

XII-C Dette publique totale en cours. 279

XII-D Dette publique en monnaies étrangères. 280

INTRODUCTION

Souvent, lors de la discussion des opérations budgétaires et du solde net à financer, naît une confusion parce que le budget de l'Etat comporte plusieurs classifications : budget des voies et moyens, regroupement économique, comptabilité nationale. Les tableaux XII-1 à XII-3 font appel à la classification sur base du budget des voies et moyens selon le système du budget unique; à cet effet, il est fait usage de la situation du Trésor.

La situation des recettes fiscales et non fiscales (tableau XII-1) groupe pour chaque année, du 1er janvier au 31 décembre, le total des recettes réelles. Les perceptions se rapportent aux recettes au profit de l'Etat (voies et moyens), aux recettes destinées à certaines dépenses (recettes affectées) et aux recettes cédées aux Communautés européennes. Les dotations au profit du Fonds des Communes et des Provinces, ainsi que les recettes propres des administrations locales (provinces, communes et agglomérations) ne figurent pas dans cette situation, pas plus que celles des fonds et organismes ressortissant au pouvoir central (notamment la Caisse de Secours pour Veuves et Orphelins et le Fonds National pour le Reclassement des Invalides).

Les recettes fiscales constituent de loin la majorité des perceptions. Elles figurent ci-après selon une répartition juridique et organique.

Les recettes non fiscales sont d'origines très variées : remboursements (salaires, traitements et pensions payés en trop), ventes de biens (imprimés, du Moniteur Belge entre autres, abattages de bois), prestations de services (frais de perception C.E.E., accords monétaires internationaux), redevances radio et télévision, indemnités de pilotage et de remorquage, indemnités pour l'utilisation de l'espace aérien, intérêts moratoires en matière d'impôts, intérêts sur avances et emprunts (Société Nationale du Logement, Société Nationale Terrienne, Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, Régie des Télégraphes et Téléphones, Caisse des Dépôts et Consignations), part de l'Etat dans les bénéfices des institutions financières (Fonds Monétaire International, Banque Nationale, Société Nationale de Crédit à l'Industrie) et un certain nombre de recettes occasionnelles. La part des recettes non fiscales dans l'ensemble des recettes n'a jamais été très grande (de 3 à 7 %).

La notion de non-affectation est l'un des principes de base du droit budgétaire, imposé par l'article 115 de la constitution et l'article 3 de la loi sur la comptabilité du 28 juin 1963. Cependant, l'article 3 de cette dernière loi stipule aussi que certaines recettes peuvent être destinées à certaines dépenses. Cela signifie que les recettes demeurent inscrites dans un document budgétaire, mais qu'elles ne sont plus reprises dans le budget des voies et moyens. Simultanément aussi, les catégories de dépenses dont les recettes sont affectées, sont retirées du budget-

dépenses. Puisqu'en principe, elles sont couvertes par des affectations, ces dépenses débudgétisées n'ont aucune influence sur le solde budgétaire; en d'autres termes, cette forme de débudgétisation ne conduit pas directement à un accroissement de la dette publique ou à une hausse de l'appel sur le marché des capitaux, pour autant qu'il ne soit pas dérogé à cette condition de base, fixée dans l'art. 3 de la loi du 28 juin 1963, que le niveau des recettes détermine le montant des dépenses. En vertu de dispositions complémentaires (les cavaliers budgétaires), certains fonds peuvent se trouver en position débitrice. L'application de cette affectation contribue donc à la sous-estimation de l'ampleur du déficit public et de l'impact de l'Etat sur l'économie nationale. Des comparaisons avec les pays environnants en sont par conséquent perturbées.

Pour comprendre leur ampleur et les changements qui s'y opèrent, le tableau XII-2 présente une répartition selon la nature et la destination des recettes affectées qui sont essentiellement des recettes d'impôt. Pour 1984 en particulier, elles concernent les accises, la T.V.A., la taxe d'ouverture des débits de boissons, l'impôt sur les appareils automatiques de divertissement, le précompte immobilier, les droits d'enregistrement sur les transferts de biens immobiliers et les droits de succession. Les affectations peuvent aussi être non fiscales. A ce propos, il y a lieu de remarquer que depuis l'introduction du Lotto, les profits de la Loterie Nationale représentent une ressource non négligeable sans toutefois figurer au budget des voies et moyens. Depuis 1976, les profits peuvent être utilisés à diverses fins d'utilité publique, comme p. ex. les Institutions Bicommunautaires de Bruxelles (Budget de la Santé publique), la coopération au développement, le Fonds national des Sports et le Fonds de Solidarité (Affaires économiques). De même, les retenues supplémentaires sur les salaires et les traitements du personnel des services publics ne sont pas reprises au budget des voies et moyens. En 1984, les affectations ont été exclusivement consacrées au financement du Fonds de compensation pour la Sécurité Sociale et à des ristournes aux Régions.

Au tableau XII-2 figurent également les recettes fiscales cédées à la C.E.E. Il s'agit des droits de douanes, cédés partiellement dès 1971 et intégralement à partir de 1975, et de la TVA perçue dès 1979 à concurrence de 1 % au maximum d'une assiette uniforme. Les droits de douanes sont cédés au fur et à mesure de leur perception; la T.V.A. l'est de facto chaque mois, à concurrence d'un douzième de son rendement global estimé pour l'année. Les recettes cédées ne sont pas reprises dans les voies et moyens, ni dans le regroupement économique.

Le tableau XII-3 concerne la situation de caisse du Trésor et les besoins de financement; il comprend toutes les opérations budgétaires de l'année civile donnant lieu à des recettes (perceptions) et des dépenses (paiements) du pouvoir central. Depuis la régionalisation, la trésorerie des Communautés et des Régions est également gérée par le Trésor, ce qui signifie concrètement que celui-ci retire du budget national tous les crédits et dépenses des Communautés et des Régions.

Au niveau des recettes, les montants attribués aux nouvelles institutions ne sont pas repris dans les voies et moyens. La répartition entre un volet national et un autre « Communautés et Régions » débuta dans les publications du Trésor en 1983. Les situations périodiques du Trésor donnent donc l'état financier de l'Etat,

des Communautés et des Régions, dépendant des opérations assurées par les trois entités. Les recettes attribuées aux Fonds et les dépenses s'y rapportant ne sont enregistrées dans les opérations budgétaires (A) que par solde : selon que les recettes sont supérieures ou inférieures aux dépenses réelles, la différence est notée comme hausse ou baisse des dépenses. De même, les opérations que le Trésor exécute comme banquier (argent de caisse) ou au profit de tiers (argent de tiers) sont présentées, ensemble avec les autres opérations non-budgétaires, uniquement par solde (tableaux XII-3 B). L'argent des tiers forme le solde des opérations exécutées au profit du Fonds des veuves et orphelins, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du Fonds monétaire, de l'argent des tiers de la Poste, du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie agricoles (FEOGA), des Communautés européennes, de la dette garantie, des Provinces et des Communes.

Les autres opérations du Trésor qui résultent en différences et influencent finalement les besoins de Trésorerie, concernent l'Office de la Navigation, le Fonds de Rénovation Industrielle, les emprunts de la Région bruxelloise, la dette reprise de la caisse de pension des indépendants et de l'INAMI. Pour ces différences, les explications suivantes peuvent être mises en avant. Le montant nominal des émissions d'emprunts de l'Office de la Navigation et du « Dienst voor de Scheepvaart », chacun des deux chargés de l'exploitation de certains canaux et de l'exécution de travaux de modernisation au Canal Albert, est repris dans la dette indirecte bien que la recette des emprunts bénéficie aux deux institutions. Le Trésor, comme porteur des charges de ces emprunts, apporte annuellement une correction à sa situation des besoins.

Pour le Fonds de Rénovation industrielle, il est prévu que les dépenses en capital soient couvertes par le produit des emprunts, inscrits à la section spéciale du Ministère des Affaires économiques. Ces emprunts sont repris dans la dette consolidée directe de l'Etat. Pour le calcul des besoins du Trésor, ils figurent sous la rubrique « divers ». Dans la mesure où la recette des emprunts est supérieure aux paiements propres du Fonds, les dépenses en capital seront inscrites avec un signe négatif sous les opérations budgétaires.

Dans l'état officiel de la dette publique, les emprunts suivants de la région bruxelloise sont repris dans la dette directe consolidée :

- emprunt pour l'assainissement du budget ordinaire en 1979 de l'Agglomération bruxelloise et des communes de la Région de Bruxelles, dont les intérêts et les amortissements sont à charge du budget du Ministère de l'Intérieur;
- emprunt des communes bruxelloises, émis en éxécution de la loi des pouvoirs spéciaux le 2 février 1982, A.R. n° 43, pour liquider les charges de personnel et les transferts des CPAS (4,7 milliards);
- emprunt émis pour assainir les finances des pouvoirs subordonnés de la Région Bruxelloise (loi du 5 juillet 1983 — max. 9 milliards).

Comme la recette de ces emprunts a été versée au Crédit Communal de Belgique en attendant une répartition future entre les communes concernées, le Trésor applique une correction au niveau de caisse.

La reprise de la dette cumulée de la caisse de pension pour les indépendants, conformément à la loi du 10 février 1981, a aussi eu pour conséquence l'émission

d'un emprunt destiné à l'amortissement de cette dette. Les recettes de cet emprunt sont inscrites à la section spéciale du budget du Ministère des Classes Moyennes; un crédit spécial est affecté à l'amortissement de la dette conformément à un plan : 4 milliards en 1981, 2,4 milliards annuellement de 1982 à 1991 et 1,8 milliard en 1992. Ici également pour déterminer les besoins de trésorerie, la correction a été inscrite aux opérations non budgétaires.

Le même principe est d'application pour la reprise de la dette de l'INAMI à la suite de la loi du 10 février 1981. La recette de l'emprunt est inscrite à la section spéciale du Ministère de la Prévoyance sociale. En application du plan d'amortissement, 4 milliards ont été payés en 1981, 2,2 l'ont été ou le seront annuellement de 1982 à 1991 et 1,6 milliard en 1992.

Lors des émissions des obligations de l'Etat et du Fonds des Routes, le prix d'émission n'est déterminé qu'un jour avant l'ouverture de la période de souscription. Ce prix d'émission peut, étant lié à la situation de l'intérêt, être fixé au-dessus ou au-dessous du pair. La situation officielle de la dette publique ne reprend que les montants nominaux même si le Trésor a perçu une somme supérieure ou inférieure à ceux-ci. Le poste « différences d'émissions » prend en compte les différences entre la recette nette du Trésor et le montant nominal de l'emprunt; il contient aussi les coûts d'émissions et les agios.

Les différences d'amortissement apparaissent de manière analogue à l'occasion de la revente en bourse, de par la différence entre le montant nominal des emprunts et les cotations en bourse. Quand un emprunt est coté sous le pair, le Trésor fera des bénéfices sur les achats effectués et vice-versa.

Le tableau XII-3, rubrique C, présente les amortissements et remboursements en capital des emprunts contractés dans le passé par la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne (loi du 5 mars 1984 concernant les charges du passé des Communautés, des Régions et des secteurs économiques nationaux — M.B. du 16 mars 1984).

Dans le système du budget unitaire, le solde net à financer (tableau XII-3, rubrique D) est égal à la somme des soldes des opérations courantes et de capital, du solde des opérations de trésorerie et des amortissements du passé. Lorsque le solde net à financer est négatif (besoins), la dette publique augmente, en principe d'un montant équivalent. Lorsque le solde est positif, la dette diminue d'autant.

A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que les variations des certificats du trésor en portefeuille à la suite d'opérations avec le Fonds Monétaire International ne sont pas comprises dans l'évolution nette (réelle) de la dette publique. En effet, les opérations avec le F.M.I. ne donnent lieu à aucune variation monétaire au niveau du Trésor, même si juridiquement les certificats continuent à faire partie de la dette publique (nominale). Au fond, ces certificats ne constituent qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique peut être appelée à fournir des francs belges au F.M.I. Il ne s'agit donc pas d'une dette proprement dite. Selon une convention entre le Trésor et la Banque Nationale, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui doit fournir les francs belges de ses propres fonds au cas où le F.M.I. veut réaliser son stock de certificats du Trésor.

Depuis 1983, les fluctuations des cours de change (E) sont à l'origine d'un écart sensible entre le solde net à financer et l'accroissement réel de la dette publique.

Ce fait est indéniablement lié au financement accru par des créances exprimées en monnaies étrangères (surtout en deutsche marks, francs suisses, dollars, florins et yens) et à la tenue du franc belge. La contrevaleur en francs belges de chaque emprunt en monnaie étrangère est calculée périodiquement sur base du cours de change du jour. Pour les monnaies du S.M.E, les cours-pivots sont utilisés; pour les autres monnaies, les cours appliqués sont ceux notés sur le marché réglementé à la fin du mois. La différence entre la valeur d'inventaire atteinte de la dette consolidée et la contre-valeur calculée en francs belges à la date de référence (année précédente) est reprise dans le poste « différences de change » (E), ce qui permet à chaque instant, de fournir une image correcte de l'impact de la dette en devises sur l'évolution de la dette publique. Elle ne deviendra cependant réelle que lors du remboursement final.

A partir du 1er janvier 1982, il faut également tenir compte des dettes contractées par les intercommunales pour les autoroutes (F) et reprises par le Fonds des Routes (A.R. du 10 décembre 1981 — M.B. du 22 décembre 1981); elles appartiennent désormais à la dette débudgétisée.

La situation de la dette publique en cours est donnée au tableau XII-4; le tableau XII-5 présente ses variations annuelles. Deux critères ont été retenus pour l'élaboration de ces tableaux : la valeur (dette en francs belges ou en monnaies étrangères) et la durée (dettes consolidée et flottante). La dette consolidée est celle émise par l'Etat (dette directe) ou les fonds autonomes (dette indirecte) pour couvrir la différence, durant une année, entre recettes et dépenses. Les recettes d'emprunt, les intérêts, les amortissements et les remboursements sont inscrits au budget de la dette publique pour ce qui concerne la dette directe et sur les budgets propres des fonds pour celle qui est indirecte. La dette flottante couvre en principe un découvert temporaire du Trésor; étant subdivisée en dette à moyen terme (plus de 12 mois) et à court terme (entre 1 jour et 12 mois), elle découle des besoins de financement de l'Etat, des Fonds autonomes, des Communautés et des Régions.

La dette flottante se compose de certificats de trésorerie et des avoirs des particuliers auprès des comptes chèques postaux. Le tableau XII-5 fournit l'évolution globale de la dette flottante en francs belges et en monnaies étrangères. Le tableau XII-3, rubrique GII, par contre, donne l'évolution de la dette flottante en francs belges selon le possesseur des certificats de trésorerie. Les emprunts spéciaux de trésorerie et de stabilisation constituent une catégorie spéciale au sein de la dette flottante. Ils indiquent une consolidation du portefeuille aux mains des banques.

Le tableau XII-6 reproduit la situation et l'évolution de la dette débudgétisée, soit celle de certaines institutions à vocation publique relevant financièrement et organiquement de l'Etat. Ces opérations sont exécutées et financées par ces organismes, soit par des emprunts directement contractés par eux, soit par des subsides publics préfinancés par le Crédit Communal. La dette débudgétisée n'est pas reprise dans la dette publique, bien que ses intérêts et amortissements soient à charge de l'Etat.

Le tableau XII-7 présente la situation et l'évolution de la dette garantie par l'Etat, soit celle émise par et au profit de certaines institutions, autres que l'Etat, qui cependant en garantit les intérêts et remboursements, tout en ne les supportant pas en principe. Ces derniers

concernent entre autres les emprunts émis par et au profit de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, la SNCB, la RTT, la S.N.I.

Le tableau XII-8 reproduit les propositions budgétaires du programme des investissements publics. Il concerne la répartition des crédits d'investissements par secteur et par département ou institution.

Le tableau XII-9 donne le regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central, tel qu'il est défini dans la comptabilité nationale. En dehors des voies et moyens, les recettes propres des fonds et organismes ressortissant à l'Etat central y sont également reprises. Le champ d'application est donc quelque peu plus large que celui du budget des voies et moyens.

XII-1 — Situation des recettes fiscales et non fiscales (a)

Impôts perçus du 1er janvier au 31 décembre	1976	1977
A. Recettes fiscales totales, perçues par les administrations :	**691 379**	**779 14**
I. Contributions directes	*388 130*	*450 01*
Impôts sur le revenu	378 609	439 75
Précompte immobilier	1 323	1 36
Précompte mobilier	28 783	34 68
Précompte professionnel	212 337	252 88
Retenues d'impôt sur allocations de chômage	—	.
Versements anticipés (non salariés)	91 700	104 03
Impôts sur le revenu global perçus par rôle	44 338	46 60
à charge : - des non-résidents	(1 030)	(76
- des sociétés	(6 381)	(5 54
- des personnes physiques	(36 927)	(40 30
Divers	128	17
Taxes assimilées aux impôts sur le revenu	9 521	10 25
Taxe de circulation	7 461	7 90
Taxe sur les jeux et paris	1 670	1 83
Taxe sur les appareils de divertissement	390	52
II. Douanes et accises	*80 906*	*84 60*
Droits de douane	12 505	12 72
Taxe de consommation	3 546	2 81
Droits d'accise	64 695	67 88
dont : Huiles minérales	(39 330)	(40 445
Tabacs	(15 338)	(17 308
Boissons alcoolisées	(7 640)	(7 988
Eaux minérales et limonades	(1 757)	(1 620
Taxes d'ouverture des débits boissons	160	17
III. T.V.A., Enregistrement et domaines	*222 343*	*244 53*
Taxe sur la valeur ajoutée	194 217	211 54
Droits d'enregistrement	18 109	22 08
Droits de greffe, droit d'hypothèque et amendes	2 849	3 02
Droits de succession	7 168	7 885
B. Recettes non fiscales totales	**25 402**	**29 313**
Ministère des Finances	17 054	18 333
dont : part aux bénéfices de la B.N.B.	(6 207)	(5 361)
P.T.T. (Redevances radio et télévision)	6 343	9 009
Ministère des Communications	909	1 022
Autres départements	1 096	949
Total général ...	**716 781**	**808 460**

(a) Il s'agit des recettes brutes, à savoir la somme des voies et moyens, des ristournes, des recettes affectées et cédées.

Millions de francs

978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
873 707	**948 906**	**996 480**	**1 034 337**	**1 151 644**	**1 210 542**	**1 314 432**
514 016	*563 917*	*592 962*	*609 425*	*696 692*	*719 951*	*801 350*
502 760	552 259	577 239	583 092	678 314	700 283	779 798
1 455	1 491	1 443	1 832	1 813	1 813	2 524
41 246	48 160	58 736	65 607	74 899	84 153	114 165
293 477	326 761	364 694	394 042	430 694	444 572	487 173
—	—	—	—	—	—	5 275
108 764	129 552	122 979	114 791	133 534	143 385	146 865
57 591	46 046	29 105	16 529	36 858	25 909	23 352
(632)	(111)	(− 354)	(− 97)	(913)	(583)	(946)
(7 002)	(3 006)	(2 644)	(1 652)	(7 725)	(− 1 305)	(− 2 654)
(49 957)	(42 929)	(26 815)	(14 974)	(28 220)	(26 631)	(25 060)
227	249	282	291	516	451	444
11 256	11 658	15 723	16 333	18 378	19 668	21 552
8 918	9 342	12 993	13 677	15 460	16 676	18 255
1 784	1 805	1 909	1 980	2 168	2 225	2 206
554	511	821	676	750	767	1 092
85 262	*92 565*	*97 292*	*96 980*	*110 083*	*121 700*	*125 409*
12 057	13 898	16 219	16 914	18 560	19 781	21 565
3 914	4 085	5 122	—	—	—	—
69 117	74 395	75 747	79 841	92 246	101 631	103 465
(42 570)	(44 558)	(44 867)	(41 284)	(45 969)	(51 541)	(52 784)
(16 445)	(19 461)	(20 196)	(21 221)	(25 422)	(28 314)	(29 630)
(7 858)	(8 107)	(8 360)	(13 318)	(16 588)	(17 302)	(16 770)
(1 652)	(1 728)	(1 772)	(2 232)	(2 922)	(2 977)	(2 980)
174	187	204	225	277	288	379
274 429	*292 424*	*306 226*	*327 932*	*344 869*	*368 891*	*387 673*
237 305	251 535	268 877	293 425	310 694	331 444	346 873
24 352	25 664	22 403	18 558	18 524	21 342	23 535
3 325	3 517	3 614	3 775	4 198	4 481	4 836
9 447	11 708	11 332	12 174	11 453	11 624	12 429
27 952	**37 153**	**47 573**	**60 690**	**80 060**	**73 076**	**75 617**
18 265	24 330	34 563	46 890	64 657	56 679	57 070
(5 955)	(9 482)	(19 316)	(27 752)	(37 328)	(25 373)	(25 496)
7 569	9 980	10 603	11 259	11 743	12 706	14 614
1 200	1 866	1 249	1 506	2 111	1 356	2 479
918	977	1 158	1 035	1 549	2 335	1 454
901 659	**986 059**	**1 014 053**	**1 095 027**	**1 231 704**	**1 283 618**	**1 390 049**

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires Economiques, D.G.E.D.

XII-2 — Situation des ristournes et des recettes affectées et cédées : répartition selon la nature

NATURE	DESTINATION
A. Total des recettes affectées et cédées (I+II+III) (en % du total des recettes fiscales) (a)	Fonds, régions et communautés
I. Total des recettes fiscales affectées	
dont : total affectations (% recettes fiscales) (b)	Fonds budgétaires
total ristournes (% recettes fiscales) (b)	Régions et communautés
1. Contributions directes	Total affecté
	Total des ristournes
Précompte immobilier	Ristournes aux régions
Taxe sur les jeux et paris	Ristournes aux régions
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	Ristournes aux régions
Impôts des sociétés (par rôle)	Fonds de solidarité
	Service financier de la dette publique
Versements anticipés	Total des affectations
	— Fonds spécial des régions
	— F.E.E.R.R.
Précompte professionnel	F.E.E.R.R.
Impôts sur personnes physiques (par rôle)	F.E.E.R.R.
Taxe de circulation	Total des affectations
	— Fonds des Routes
	— Fonds de Promotion des Transports publics
2. Contributions indirectes	Total affecté
	Total des ristournes
Droits d'accise	Total des affectations
	— Fonds des Routes
	— I.N.A.M.I. (taxe pour la santé)
	— O.N.S.S. (Maribel)
	— Ristournes aux régions
Taxe sur la valeur ajoutée	Total des affectations
	— F.E.E.R.R.
	— Fonds des Routes
	— C.E.E. (droits complémentaires)
	— I.N.A.M.I.
	— Fonds de stimulation de la construction
	— Service financier de la dette publique
	— Fonds agricole
	— O.N.S.S. (Maribel)
Droits de timbre	Fonds de Promotion des Transports publics
Droits d'enregistrement	F.E.E.R.R.
	Ristournes aux régions
Droits de succession	Fonds pour les secteurs nationaux
	— Région wallonne
	— Région flamande
II. Total des recettes cédées (en % total recettes fiscales (b)	Total cédé
1. Droits d'entrée	Communautés européennes
2. Taxe sur la valeur ajoutée	Communautés européennes
III. Total des recettes non fiscales affectées (Redevances radio et TV)	Ristournes aux Communautés
B. Autres recettes affectées du Trésor	
Bénéfices Loterie Nationale	Divers
Retenues salaires et traitements	Fonds National de Solidarité
Divers	Fonds de Promotion des Transports publics
C. Total général (A+B)	
dont : recettes fiscales	
(en % total recettes fiscales) (b)	

(a) Part dans le total des recettes fiscales et non fiscales (tableau XII-1, total général).
(b) Part dans le total des recettes fiscales (tableau XII-1, point A).

Millions de francs

76	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
474	51 954	13 920	31 285	38 928	68 687	65 985	69 325	81 498
(7,2)	(6,4)	(1,6)	(3,2)	(3,8)	(6,2)	(5,4)	(5,4)	(5,9)
320	39 505	2 000	3 500	7 800	33 029	27 850	15 000	15 000
(5,7)	(5,1)	(0,2)	(0,4)	(0,8)	(3,2)	(2,4)	(1,2)	(1,1)
—	—	—	—	—	—	341	12 290	16 968
—	—	—	—	—	—	(0,0)	(1,0)	(1,3)
928	17 442	—	—	3 500	6 624	—	—	—
—	—	—	—	—	—	146	2 812	5 286
—	—	—	—	—	—	—	526	2 165
—	—	—	—	—	—	—	1 695	2 035
—	—	—	—	—	—	146	591	1 086
147	1 790	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2 900	—	—	—
320	2 950	—	—	—	—	—	—	—
320	2 250	—	—	—	—	—	—	—
000	700	—	—	—	—	—	—	—
500	24 000	—	—	—	—	—	—	—
500	2 400	—	—	—	—	—	—	—
461	7 902	—	—	3 500	3 724	—	—	—
461	7 902	—	—	2 800	2 979	—	—	—
—	—	—	—	700	745	—	—	—
392	22 063	2 000	3 500	4 300	26 405	27 850	15 000	15 000
—	—	—	—	—	—	195	9 478	11 682
700	7 800	1 664	3 187	3 920	9 855	12 630	6 800	6 840
400	7 800	—	—	—	—	—	—	—
300	—	1 664	3 187	3 920	4 455	—	—	—
—	—	—	—	—	5 400	12 630	6 800	6 840
—	—	—	—	—	—	195	195	327
219	12 573	336	313	380	16 375	15 220	8 200	8 160
407	3 690	—	—	—	—	—	—	—
012	4 083	—	—	—	—	—	—	—
800	4 800	—	—	—	—	—	—	—
—	—	336	313	380	435	—	—	—
—	—	—	—	—	3 000	—	—	—
—	—	—	—	—	3 100	—	—	—
—	—	—	—	—	240	—	—	—
—	—	—	—	—	9 600	15 220	8 200	8 160
—	—	—	—	—	175	—	—	—
1 473	1 690	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1 240
—	—	—	—	—	—	—	9 283	10 115
—	—	—	—	—	—	—	3 790	3 862
—	—	—	—	—	—	—	5 493	6 253
2 154	12 449	11 920	27 785	31 128	35 658	36 886	38 324	44 078
(1,8)	(1,6)	(1,4)	(2,9)	(3,1)	(3,5)	(3,2)	(3,2)	(3,4)
2 154	12 449	11 920	13 785	16 128	16 858	18 386	19 594	21 478
—	—	—	14 000	15 000	18 800	18 500	18 730	22 600
—	—	—	—	—	—	908	3 711	5 452
1 711	1 864	2 423	4 063	5 306	12 327	10 838	9 913	8 302
1 711	1 864	2 423	4 063	5 131	8 690	5 514	4 813	3 302
—	—	—	—	—	3 537	5 324	5 100	5 000
—	—	—	—	175	100	—	—	—
53 185	53 818	16 343	35 348	44 234	81 014	76 823	79 239	89 800
51 474	51 954	13 920	31 285	38 928	68 687	65 077	65 615	76 046
(7,5)	(6,7)	(1,6)	(3,3)	(3,9)	(6,6)	(5,7)	(5,4)	(5,8)

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XII-3 — **Situation de caisse et besoins de financement du Trésor** (en fin de période)

Milliards de francs

DESIGNATION	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Opérations budgétaires (a)									
I. Opérations courantes	− 54,3	− 75,1	− 81,0	− 91,2	−147,4	−264,5	−307,8	−334,8	−310,3
Recettes	657,1	747,8	877,3	942,0	991,7	1 012,3	1 151,0	1 214,6	1 313,0
Dépenses	711,4	822,9	958,3	1 033,3	1 139,1	1 276,9	1 458,8	1 549,4	1 623,3
II. Opérations de capital	− 77,3	− 86,6	− 97,7	−113,6	−144,6	−170,5	−179,0	−175,2	−181,1
Recettes	8,2	8,7	10,4	12,7	12,7	13,9	13,6	5,2	9,0
Dépenses	85,5	95,3	108,1	126,4	157,3	184,4	192,6	180,4	190,1
III. Résultat budgétaire	−131,6	−161,7	−178,7	−204,8	−292,1	−435,0	−486,8	−510,0	−491,4
B. Solde des opérations de trésorerie	− 1,4	− 5,7	− 4,1	− 7,0	− 4,7	− 19,9	− 21,8	− 14,5	− 8,5
C. Amortissement des charges du passé (b)	—	—	—	—	—	—	—	—	− 4,1
D. Besoins nets de financement du Trésor	−133,1	−167,4	−182,8	−211,8	−296,8	−454,9	−508,7	−524,4	−504,1
E. Variations des cours de change	—	—	—	—	− 3,8	− 20,5	− 34,3	− 47,6	− 38,5
F. Impact de la dette indirecte reprise (c)	—	—	—	—	—	—	− 95,4	− 26,1	—
G. Accroissements réels de la dette en cours (d)	+133,1	+167,4	+182,8	+211,8	+300,7	+475,4	+638,4	+598,2	+542,6
I. Variations de la dette consolidée en cours	+ 81,2	+134,2	+143,0	+136,1	+141,1	+125,8	+310,1	+406,3	+361,2
Emissions brutes en francs belges	152,5	198,0	224,3	246,6	189,3	183,0	313,8	499,1	363,8
Remboursements en francs belges	70,2	63,2	80,6	120,5	119,8	156,3	153,4	198,6	202,9
Emissions nettes en francs belges	+ 82,4	+134,8	+143,7	+126,1	+ 69,5	+ 26,7	+160,4	+300,5	+161,0
Emissions brutes en monnaies étrangères	—	—	—	10,5	72,0	100,4	154,3	110,6	305,4
Remboursements en monnaies étrangères	1,1	0,5	0,7	0,5	0,4	1,2	4,5	4,8	105,2

II. Variations des emprunts en cours à moyen et à court terme									
Emissions brutes en francs belges	1 082,5	1 329,0	1 616,1	2 143,7	2 908,7	4 598,6	6 131,7	7 505,2	8 107,7
Remboursements en francs belges	1 030,7	1 295,9	1 588,5	2 100,3	2 773,8	4 384,7	5 907,8	7 389,0	7 920,5
Emissions nettes en francs belges (d)	+ 51,9	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,4	+134,9	+213,9	+224,0	+116,2	+187,2
Marge auprès de la B.N.B.	+ 16,2	+ 16,2	− 0,4	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,0
Avances du Fonds des Rentes	—	− 12,0	+ 13,1	+ 36,5	+ 24,7	+ 74,8	+ 40,5	− 4,0	+ 30,9
Certificats du Trésor aux mains des banques et caisses d'épargne privées	+ 25,6	− 21,2	+ 26,3	+ 17,3	+ 99,2	+ 63,9	+ 65,0	+105,3	+ 23,1
Certificats du Trésor détenus par les parastataux	+ 2,0	+ 47,3	− 17,7	− 8,3	+ 7,7	+ 71,0	+118,6	− 19,5	+ 47,2
Avoirs des particuliers sur compte postal	+ 7,4	+ 3,1	+ 3,8	− 2,7	+ 3,5	+ 3,0	− 1,0	− 2,6	− 13,9
Emprunt spécial de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	+ 37,0	− 2,0
Emprunt de stabilisation	—	—	—	—	—	—	—	—	+100,8
Divers	+ 0,7	+ 0,3	+ 2,5	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,0	+ 1,1
Emissions brutes en monnaies étrangères	—	—	22,9	111,2	235,9	199,2	138,7	112,6	69,4
Remboursements en monnaies étrangères	—	—	10,7	78,9	211,2	63,6	34,4	36,9	75,2
Emissions nettes en monnaies étrangères	—	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 75,7	− 5,8

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Non compris les opérations sur les recettes affectées et cédées et les ristournes.
(b) Remboursements en exécution de la loi du 5 mars 1984 concernant le solde et les charges du passé des Communautés et des Régions et des secteurs économiques nationaux (M.B., 16 mars 1985).
(c) Dettes des intercommunales autoroutières (à l'exception de l'intercommunale E 3) reprises par le Fonds des routes au 1er janvier 1982 et au 30 mai 1983.
(d) Il n'a pas été tenu compte des variations des Certificats du Trésor du F.M.I.

XII-4 — Dette publique en cours

Milliards de francs

SITUATION A FIN DE PERIODE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Dette en francs belges	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**	**1 561,9**	**1 766,3**	**2 006,8**	**2 391,2**	**2 807,9**	**3 156,1**
Dette consolidée :	848,4	983,1	1 126,8	1 252,9	1 322,5	1 349,1	1 509,5	1 810,0	1 971,0
directe	752,5	864,6	976,6	1 064,9	1 117,4	1 127,5	1 184,2	1 402,7	1 561,9
indirecte	95,9	118,5	150,2	188,0	205,1	221,6	325,3 (c)	407,3 (d)	409,1 (e)
Dette flottante :	204,9	238,1	265,7	309,0	443,8	657,7	881,7	997,9	1 185,1
à moyen terme	13,0	6,3	5,9	5,8	5,7	5,7	3,4	45,5	142,7
à court terme (a)	115,1	151,9	176,1	222,3	353,8	564,7	791,9	868,7	972,5
avoirs des particuliers au compte postal	76,8	79,9	83,7	80,9	84,4	87,4	86,4	83,7	69,9
Dette en monnaies étrangères :	**3,9**	**3,4**	**14,9**	**57,2**	**153,5**	**388,4**	**642,4**	**823,9**	**1 018,3**
Dette consolidée :	3,9	3,4	2,7	12,7	84,4	183,6	333,3	439,1	639,3
directe	2,9	2,4	2,1	12,1	82,2	179,5	328,5	433,9	634,0
indirecte (b)	1,0	1,0	0,6	0,6	2,2	4,1	4,8	5,2	5,3
Dette flottante :	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8	309,1	384,8	379,0
à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	1,8	1,8
à court terme	—	—	12,2	44,5	69,2	204,8	309,1	383,0	377,2
Total de la dette réelle (a)	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**	**1 619,1**	**1 919,8**	**2 395,2**	**3 033,6**	**3 631,8**	**4 174,4**
Certificats du Trésor détenus par le F.M.I.	1,5	4,1	19,5	19,8	37,0	43,9	51,4	84,2	90,5
Total de la dette nominale	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**	**1 638,9**	**1 956,8**	**2 439,1**	**3 085,0**	**3 716,0**	**4 264,9**

Source : Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Après élimination des certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.
(b) Pour les années 1975, 1976, 1977 y compris la dette garantie du Congo.
(c) En 1982 y compris la dette indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes; montants concernés : 95,5 milliards au 1.1.1982 et 84,7 milliards au 31.12.1982 (A.R. du 10.12.1981).
(d) Y compris les dettes reprises de l'Intercommunale E 3 par le Fonds des Routes pour un montant de 26.1 milliards au 30.5.1983 (A.R. du 7.3.1983).
(e) Y compris la dette du Palais des Beaux-Arts (0,1 milliard) reprise en vertu de la loi du 12.8.1981 et de l'A.R. du 29.3.1984.

XII-5 — Variations de la dette publique

Milliards de francs

SITUATION A FIN DE PERIODE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Dette en francs belges	**+134,2**	**+167,9**	**+171,3**	**+169,4**	**+204,4**	**+240,5**	**+384,4**	**+416,7**	**+348,2**
Dette consolidée :	+ 82,3	+134,7	+143,7	+126,1	+ 69,5	+ 26,6	+160,4	+300,5	+161,0
directe	+ 70,6	+112,1	+112,0	+ 88,3	+ 52,4	+ 10,1	+ 56,7	+218,5	+159,2
indirecte	+ 11,7	+ 22,6	+ 31,7	+ 37,8	+ 17,1	+ 16,5	+103,7 (c)	+ 82,0 (d)	+ 1,8 (e)
Dette flottante :	+ 51,9	+ 33,2	+ 27,6	+ 43,3	+134,9	+213,9	+224,0	+116,2	+187,2
à moyen terme	− 4,3	− 6,7	− 0,4	− 0,1	− 0,1	—	− 2,3	+ 42,1	+ 97,2
à court terme (a)	+ 48,8	+ 36,8	+ 24,2	+ 46,2	+131,5	+210,8	+227,3	+ 76,8	+103,8
avoirs des particuliers au compte postal	+ 7,4	+ 3,1	+ 3,8	− 2,8	+ 3,5	+ 3,0	− 1,0	− 2,7	− 13,8
Dette en monnaies étrangères	**− 1,1**	**− 0,5**	**+ 11,5**	**+ 42,3**	**+ 96,3**	**+234,9**	**+254,0**	**+181,5**	**+194,4**
Dette consolidée :	− 1,1	− 0,5	− 0,7	+ 10,0	+ 71,6	+ 99,2	+149,7	+105,8	+200,2
directe	− 0,8	− 0,5	− 0,3	+ 10,0	+ 70,1	+ 97,3	+149,0	+105,4	+200,1
indirecte (b)	− 0,3	—	− 0,4	—	+ 1,5	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,1
Dette flottante	—	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 75,7	− 5,8
à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,8	—
à court terme	—	—	+ 12,2	+ 32,3	+ 24,7	+135,6	+104,3	+ 73,9	− 5,8
Dette publique réelle (a)	**+133,1**	**+167,4**	**+182,8**	**+211,7**	**+300,7**	**+475,4**	**+638,4**	**+598,2**	**+542,6**
Certificats du Trésor détenus par le F.M.I.	− 3,2	+ 2,6	+ 15,4	+ 0,3	+ 17,2	+ 7,0	+ 7,5	+ 32,8	+ 6,3
Dette publique nominale	**+129,9**	**+170,0**	**+198,2**	**+212,0**	**+317,8**	**+482,3**	**+645,9**	**+631,0**	**+548,9**

Source : Ministère des Finances, Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Après élimination des certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.
(b) Pour les années 1975, 1976, 1977 y compris la dette garantie du Congo.
(c) Y compris la dette reprise par le Fonds des Routes.
(d) Y compris la dette de l'Intercommunale E 3 reprise par le Fonds des Routes.
(e) Y compris la dette reprise du Palais des Beaux-Arts.

XII-6 — Dette débudgetisée (a)

A. — Dette en cours

Millards de francs

DETTE CONTRACTEE POUR LE FINANCEMENT DE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Construction des autoroutes, canal Bruxelles-Rupel, métro	107,1	119,4	123,9	129,2	130,1	131,0	38,5 (b)	6,7 (c)	8,4
Construction de bâtiments	6,5	6,9	7,2	7,1	6,4	6,2	4,7	3,9	3,1
Pensions de guerre	13,6	13,0	12,2	11,2	10,9	10,9	10,1	9,2	6,8
Travaux des pouvoirs locaux	40,8	47,4	53,6	62,0	72,6	82,5	90,8	95,7	98,7
Primes de construction et d'achat	10,4	11,2	11,5	12,4	12,8	13,2	13,1	14,4	16,7
Divers (d)	10,6	9,8	9,1	8,1	7,2	7,3	6,4	5,5	4,0
Total des émissions nettes	**189,0**	**207,7**	**217,5**	**230,0**	**240,0**	**251,1**	**163,6**	**135,4**	**137,7**

B. — Variations de la dette en cours

Milliards de francs

DETTE CONTRACTEE POUR LE FINANCEMENT DE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Construction des autoroutes, canal Bruxelles-Rupel, métro	+14,0	+12,5	+ 4,5	+ 5,3	+ 0,9	+ 0,9	+ 3,0(e)	− 5,7(e)	+ 1,6
Construction de bâtiments	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	− 0,1	− 0,7	− 0,2	− 1,5	− 0,8	− 0,8
Pensions de guerre	− 0,4	− 0,6	− 0,8	− 1,0	− 0,3	0,0	− 0,8	− 0,9	− 2,3
Travaux des pouvoirs locaux	+ 4,8	+ 6,6	+ 6,2	+ 8,4	+10,6	+ 9,9	+ 8,3	+ 4,9	+ 2,9
Primes de construction et d'achat	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,4	+ 0,4	− 0,1	+ 1,3	+ 2,3
Divers (d)	− 1,3	− 0,8	− 0,7	− 1,0	− 0,9	+ 0,1	− 0,9	− 0,9	− 1,4
Dette totale	**+18,0**	**+18,7**	**+ 9,9**	**+12,5**	**+10,0**	**+11,1**	**+ 8,0**	**− 2,1**	**+ 2,3**
dont : émissions publiques	+ 9,0	+10,6	−12,6	− 5,1	− 7,9	− 8,6	− 2,2	− 4,8	− 1,0
émissions non publiques	+ 8,9	+ 8,1	+22,4	+17,6	+17,9	+19,7	+10,3	+ 3,0	+ 3,4

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Dette dont les intérêts et amortissements sont à charge de l'Etat.
(b) Non compris la dette reprise par le Fonds des Routes : 95,4 milliards au 1er janvier 1982.
(c) Non compris la dette reprise par le Fonds des Routes : 26,1 milliards au 30 mai 1983.
(d) Dettes concernant les dommages de guerre, l'énergie nucléaire, la recherche scientifique, les hôpitaux publics, les programmes de rénovation de la Société Nationale des Chemins de Fer, l'Association intercommunale pour le développement et l'aménagement des Régions du Centre et du Borinage et pour l'« Intercommunale Maatschappij voor ruimtelijke ontwikkeling in Limburg ».
(e) Non compris les variations de la dette reprise par le Fonds des Routes; ces variations ont une influence sur le niveau de la dette de l'Etat mais pas sur le solde net à financer du Trésor.

XII-7 — Dette garantie par l'Etat

A. — Situation de la dette en fin de période

Milliards de francs

SELON L'ACTIVITE DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Institutions de l'Etat	86,2	85,5	90,5	105,2	115,6	107,0	114,5	119,0	153,3
Administration centrale	36,2	35,6	38,1	37,3	39,9	38,3	36,6	37,8	81,4
Sécurité sociale	50,0	49,9	52,4	67,9	75,7	68,7	77,9	81,2	71,9
Entreprises publiques	506,8	626,4	670,5	739,6	846,4	982,4	1 176,6	1 353,8	1 442,0
Intermédiaires financiers	268,1	337,0	357,7	395,1	461,1	517,7	578,6	638,5	676,9
Institutions financières	0,4	0,8	0,9	0,9	1,2	22,4	74,6	116,3	142,5
Transport et communications	132,0	141,1	157,1	166,3	183,8	217,6	259,2	282,9	298,8
Logement	98,2	138,8	145,3	166,3	188,8	212,5	251,0	281,5	282,5
Divers	8,1	8,7	9,5	11,0	11,5	12,2	13,2	34,6	41,3
Dette totale	**593,1**	**711,9**	**761,0**	**844,8**	**962,1**	**1 089,4**	**1 291,1**	**1 472,8**	**1 595,3**
dont : dette en francs belges	571,7	686,9	737,5	791,7	853,8	891,7	1 013,7	1 168,0	1 281,3
dette en monnaies étrangères	21,4	25,0	23,5	53,1	108,3	197,7	277,4	304,8	314,0
— Mark allemand	10,0	10,1	10,6	39,5	76,2	104,7	134,6	140,8	142,9
— Franc suisse	3,1	4,0	4,4	5,7	18,0	51,7	74,1	83,5	84,8
— US-dollar	6,3	9,2	6,7	6,2	11,1	13,4	18,3	20,7	22,0
— Florin	0,9	0,9	0,9	0,4	1,5	13,4	21,1	22,4	24,2
— Yen japonais	—	—	—	—	—	10,9	24,3	31,9	32,1
— autres	1,1	0,8	0,9	1,3	1,5	3,6	5,0	5,7	8,1

XII-7 — Dette garantie par l'Etat

B. — Variations de la dette en fin de période

Milliards de francs

SELON L'ACTIVITE DE L'ORGANISME BENEFICIAIRE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Institutions de l'Etat	+ 18,1	− 0,7	+ 5,0	+ 14,7	+ 10,4	− 8,6	+ 7,5	+ 4,5	+ 34,3
Administration centrale	+ 15,0	− 0,6	+ 2,5	− 0,8	+ 2,6	− 1,6	− 1,7	+ 1,2	+ 43,6
Sécurité sociale	+ 3,1	− 0,1	+ 2,5	+ 15,5	+ 7,8	− 7,0	+ 9,2	+ 3,3	− 9,3
Entreprises publiques	+ 71,8	+119,6	+ 44,1	+ 69,1	+106,8	+136,0	+194,2	+177,2	+ 88,2
Intermédiaires financiers	+ 29,6	+ 68,9	+ 20,7	+ 37,4	+ 66,0	+ 56,6	+ 60,9	+ 59,9	+ 38,4
Institutions financières	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,1	0,0	+ 0,3	+ 21,2	+ 52,2	+ 41,7	+ 26,2
Transport et communication	+ 31,8	+ 9,1	+ 16,0	+ 9,2	+ 17,5	+ 33,8	+ 41,6	+ 23,7	+ 15,9
Logement	+ 10,3	+ 40,6	+ 6,5	+ 21,0	+ 22,5	+ 23,7	+ 38,5	+ 30,5	+ 1,0
Divers	− 0,3	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,7	+ 1,0	+ 21,4	+ 6,7
Dette totale	**+ 90,0**	**+118,8**	**+ 49,1**	**+ 83,8**	**+117,4**	**+127,3**	**+201,7**	**+181,7**	**+122,5**
dont : dette en francs belges	+ 88,6	+115,2	+ 50,6	+ 54,2	+ 62,1	+ 37,9	+122,0	+154,3	+113,3
dette en monnaies étrangères	+ 1,4	+ 3,6	− 1,5	+ 29,6	+ 55,2	+ 89,4	+ 79,7	+ 27,4	+ 9,2
— Mark allemand	− 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 28,9	+ 36,7	+ 28,5	+ 29,9	+ 6,2	+ 2,1
— Francs suisse	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4	+ 1,3	+ 12,3	+ 33,7	+ 22,4	+ 9,4	+ 1,3
— US-dollar	+ 1,9	+ 2,9	− 2,5	− 0,5	+ 4,9	+ 2,3	+ 4,9	+ 2,4	+ 1,3
— Florin	+ 0,8	0,0	0,0	− 0,5	+ 1,1	+ 11,9	+ 7,7	+ 1,0	+ 1,8
— Yen japonais	—	—	—	—	—	+ 10,9	+ 13,4	+ 7,6	+ 0,2
— autres	− 0,2	− 0,3	+ 0,1	− 0,4	+ 0,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 0,7	+ 2,4

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XII-8 — **Engagements relatifs aux investissements du secteur public** (secteur budgétaire) (a)

Milliards de francs

I. — SECTEUR BUDGETAIRE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. National	60,4	70,1	82,1	83,8	84,4	93,3	93,0	95,3	119,9
Travaux publics	15,5	22,6	26,1	28,2	28,7	30,9	32,3	30,4	33,0
Fonds des Routes	14,1	13,6	17,6	14,7	16,5	16,0	21,9	21,8	22,1
Communications	13,8	16,6	18,9	21,2	22,3	24,5	20,3	23,6	31,5
Education Nationale	13,9	13,5	16,2	15,9	15,2	18,8	16,2	15,6	20,2
Santé publique	1,9	1,5	2,1	2,3	0,6	2,0	0,2	0,5	3,4
Agriculture	0,3	0,4	0,4	0,5	0,04	0,04	0,04	0,05	0,06
Affaires économiques	0,2	0,05	0,01	0,03	0,02	0,1	0,08	0,3	0,9
Intérieur	0,3	0,4	0,2	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
Affaires étrangères	0,07	0,08	0,1	0,1	0,09	0,09	0,09	0,06	0,3
Gendarmerie	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Défense	0,07	0,07	0,3	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	1,6
Premier ministre	—	—	0,1	—	—	—	1,0	0,08	—
Programmes complémentaires	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0
Complément software bureautique	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0
Télécommunication	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0
B. Communautés	2,0	2,0	3,5	3,8	7,2	8,0	6,2	..	..
Flamande	0,9	1,0	1,6	1,9	4,3	4,7	4,2	..	..
Française	1,1	1,0	1,8	1,8	2,8	3,0	1,8	..	..
Allemande	—	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	..	..
C. Régions	11,7	13,4	18,7	20,4	16,1	14,7	16,3	..	..
Flandre	6,5	7,2	8,5	10,1	7,2	7,3	8,5	..	..
Wallonie	4,6	5,5	8,6	7,9	8,1	6,8	7,0	..	..
Bruxelles	0,6	0,6	1,6	2,4	0,8	0,6	0,8	..	..
D. Total du secteur budgétaire	74,1	85,5	104,4	108,0	107,7	116,0	115,5	..	..
E. Croissance annuelle (%)	(12,3)	(15,4)	(22,1)	(3,1)	(−0,3)	(7,7)	(−0,4)	..	..

XII-8 — **Engagements relatifs aux investissements du secteur public** (secteur débudgetisé)

Milliards de francs

II. — SECTEUR DEBUDGETISE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. National	20,4	16,4	17,0	14,7	12,9	13,1	4,7	3,4	3,6
Travaux publics	18,2	16,1	16,6	14,4	11,5	12,8	4,5	3,0	3,0
Intercommunales autoroutières	16,4	14,4	13,0	11,3	9,3	10,2	0,9	—	—
E 3	1,3	0,9	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	—	—
E 5	4,7	3,3	2,5	2,7	1,9	1,6	—	—	—
E 39	1,2	1,2	1,0	0,6	0,6	0,3	—	—	—
E 9 - E 40	3,2	4,2	2,6	3,7	2,8	3,6	—	—	—
Bruxelles	2,0	2,1	2,3	1,1	0,9	0,9	—	—	—
Charleroi	1,7	1,4	1,7	1,3	1,2	1,4	—	—	—
Flandre Occidentale	2,2	1,3	1,0	1,1	1,1	1,5	—	—	—
Albertkanaal	—	0,6	1,8	1,3	0,6	1,4	1,4	1,3	1,0
Canal Albert	1,4	0,5	0,8	0,6	0,7	0,3	1,1	0,6	0,9
Canal Bruxelles-Rupel	0,3	0,4	0,6	1,0	0,9	0,9	1,0	1,1	1,0
Travaux subventionnés (financement du Crédit Communal)	0,1	0,2	0,3	0,3	0,03	0,1	0,05	0,0	0,1
Santé publique	2,3	0,2	0,4	0,3	1,4	0,3	0,1	0,3	0,5
Travaux subventionnés	0,3	0,2	0,4	0,1	—	0,01	—	0,06	0,1
Matières personnalisées	—	—	—	—	—	—	0,05	—	0,1
Fonds construction des hôpitaux	—	—	—	0,2	1,4	0,3	0,1	0,3	0,3
Métro	2,0	—	—	—	—	—	—	..	..
B. Communautés	—	—	—	—	—	—	1,8	..	..
Flamande	—	—	—	—	—	—	1,7	..	..
Française	—	—	—	—	—	—	0,1	..	..
Allemande	—	—	—	—	—	—	—	..	..
C. Régions	8,7	9,6	12,5	13,5	7,6	9,3	6,8	..	..
Flandre	5,0	6,2	7,2	8,5	4,1	5,4	3,1	..	..
Wallonie	3,3	3,0	4,7	4,5	2,9	3,3	1,5	..	..
Bruxelles	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,6	2,1	..	..
D. Total secteur débudgetisé	29,2	26,0	29,6	28,2	20,5	22,4	13,3	..	..
E. Croissance annuelle (%)	(34,0)	(−11,0)	(13,9)	(−4,8)	(−27,3)	(4,9)	(−40,6)	..	..

XII-8 — **Engagements relatifs aux investissements du secteur public** (secteur des institutions d'intérêt public)

Milliards de francs

III. — SECTEUR DES INSTITUTIONS D'INTERET PUBLIC	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (b)
A. National	19,7	16,1	20,5	17,3	17,8	23,3	23,4	27,9	24,2
Communications	—	—	—	6,2	6,1	4,9	5,4	11,0	9,7
Office Régulateur de la Navigation	—	—	—	0,0	0,01	0,0	0,0	—	0,0
Régie des Transports Maritimes	—	—	—	0,8	0,2	0,06	0,9	0,2	0,3
S.N.C.B.	1,2	1,5	1,5	1,8	1,5	1,0	3,0	9,4	7,0
S.N.C.V.	0,8	0,9	3,0	2,4	1,6	1,7	0,6	0,4	0,9
Sociétés de transports urbains	1,5	1,7	2,5	2,1	2,8	2,1	1,0	1,0	1,6
P.T.T.	12,3	12,3	13,6	11,2	11,7	18,4	18,0	16,9	14,4
Régie des Télégraphe et Téléphone	10,7	11,2	12,3	10,2	10,7	17,0	17,0	15,0	13,0
Régie des Postes	1,6	1,1	1,3	1,0	1,0	1,4	1,0	1,9	1,4
B. Communautés	1,0	0,9	0,8	0,6	0,5	0,7	0,6	..	..
R.T.B.F.	—	0,4	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	..	..
B.R.T.	—	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	..	..
C. Régions	23,4	29,1	34,5	33,5	33,2	35,1	21,8	..	..
Logements sociaux									
Flandre	12,1	14,9	17,8	18,7	18,0	19,1	14,1	..	..
Wallonie	9,0	11,8	14,0	12,3	12,7	13,2	6,3	..	..
Bruxelles	2,3	2,4	2,7	2,5	2,5	2,8	1,4	..	..
D. Total institutions intérêt public	45,2	46,1	55,9	51,4	51,5	59,1	45,8	..	..
E. Croissance annuelle (%)	(– 2,6)	(+2,0)	(+21,3)	(–8,9)	(+0,2)	(+14,8)	(–28,5)	..	..
Total des engagements du secteur public (ID + IID + IIID)	**148,5**	**157,3**	**189,9**	**187,6**	**179,7**	**197,5**	**174,6**	..	..
Croissance annuelle (%)	(+10,8)	(+5,9)	(+20,7)	(–1,2)	(–4,2)	(+9,9)	(–11,6)	..	..

Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Il s'agit de réalisations pour les années 1976-1983 et du programme accepté pour 1984.
(b) Non compris 1,8 milliards du Fonds de Logement de la Ligue des familles (subdivision non disponible).

XII-9 — Regroupement économique des recettes et des dépenses du pouvoir central

Milliards de francs

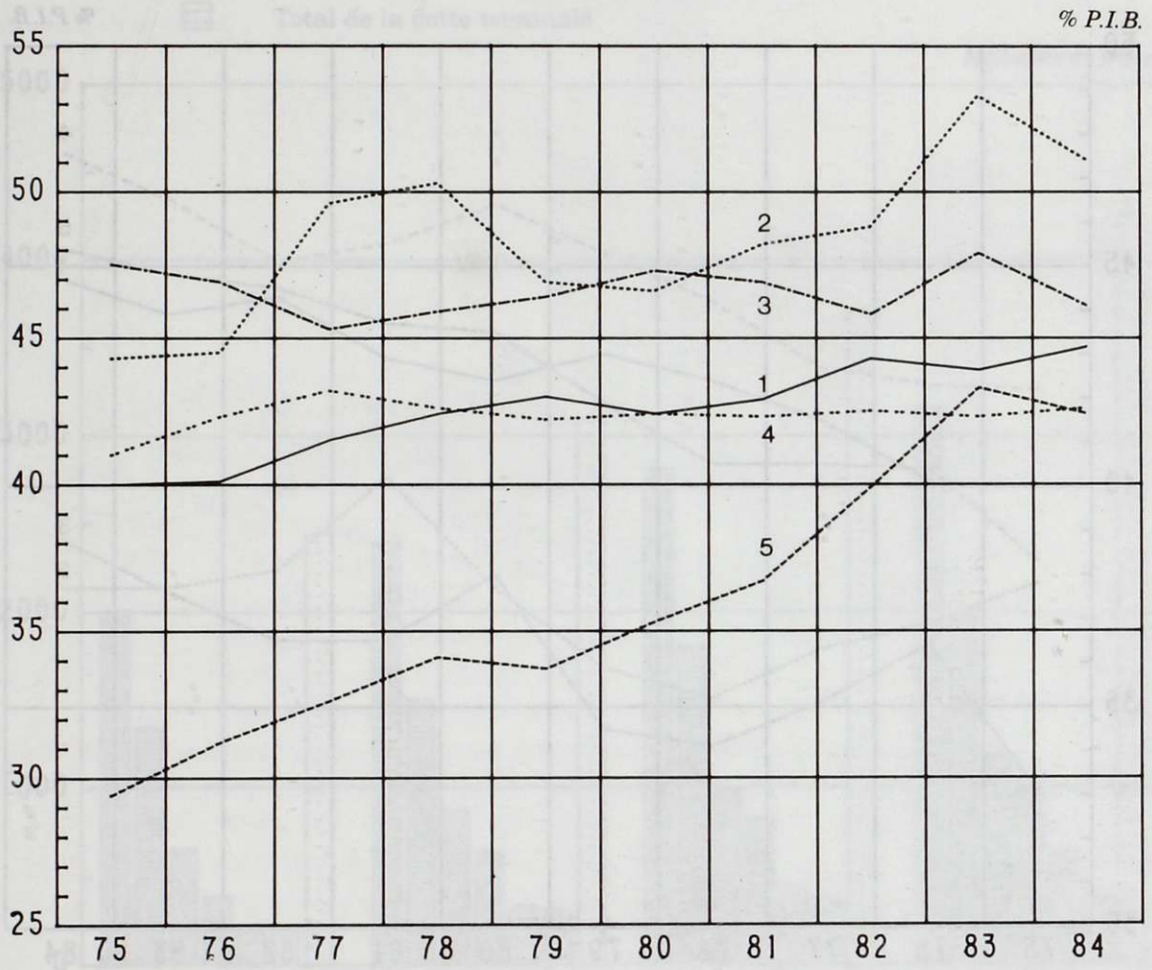
DESIGNATION	1978 (a)	1979 (a)	1980 (a)	1981 (a)	1982 (a)	1983 (a)	1984 (b)	1985 (c)
Recettes courantes	*893,7*	*963,2*	*1 024,4*	*1 071,3*	*1 211,6*	*1 254,1*	*1 371,5*	*1 466,0*
Recettes courantes pour biens et services	5,1	6,2	5,8	6,7	7,1	7,1	8,0	8,7
Intérêts et profits d'entreprises	12,0	19,7	27,6	37,1	54,8	45,7	46,9	52,7
Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	874,2	934,9	978,2	1 012,7	1 136,2	1 189,5	1 303,5	1 390,4
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	2,6	1,9	1,4	2,7	1,8	2,1	2,2	2,3
Recettes des services publics à caractère économique	—	—	10,9	10,8	10,9	9,0	8,6	9,4
Divers	0,3	0,5	0,5	1,3	0,8	0,7	2,3	2,5
Recettes de capital	*13,7*	*16,0*	*17,8*	*16,7*	*16,7*	*17,7*	*20,2*	*17,9*
Transferts de capitaux en provenance d'autres secteurs	10,3	12,6	12,0	12,6	12,1	12,3	12,8	13,1
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Investissements civils	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,4	0,6	0,6
Remboursements et liquidations de participations	2,4	2,4	4,8	3,0	3,6	4,6	6,2	3,6
Divers	—	—	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3
Total des recettes courantes et de capital (I)	**907,4**	**979,2**	**1 042,2**	**1 088,0**	**1 228,3**	**1 271,8**	**1 391,7**	**1 483,9**
Dépenses courantes	*973,3*	*1 057,4*	*1 154,9*	*1 371,3*	*1 502,3*	*1 601,1*	*1 704,9*	*1 776,5*
Dépenses courantes pour biens et services	260,8	278,1	288,3	314,6	326,4	332,0	352,3	372,3
Intérêts et pertes d'entreprises	117,7	143,2	183,9	260,2	326,9	349,4	402,5	471,3
Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	186,2	193,3	167,8	166,3	165,5	193,6	198,6	202,0
Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	408,3	442,4	514,8	630,1	683,4	726,2	750,2	727,4
Divers	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	3,5
Dépenses de capital	*130,7*	*141,6*	*181,7*	*201,6*	*202,1*	*208,8*	*231,3*	*237,6*
Transferts de capitaux à d'autres secteurs	21,0	21,7	12,4	18,8	18,0	23,4	25,5	23,7
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	14,4	15,3	43,2	53,5	51,2	53,6	66,9	79,2
Investissements civils	60,8	69,7	73,8	79,6	78,1	78,2	80,8	77,1
Octrois de crédits et participations	34,5	34,7	52,2	49,4	54,5	53,4	57,6	55,5
Divers	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	0,5	2,1
Total des dépenses courantes et de capital (II)	**1 104,0**	**1 199,0**	**1 336,6**	**1 572,9**	**1 704,4**	**1 809,9**	**1 936,2**	**2 014,1**
Amortissements de la dette	98,5	128,2	94,4	101,7	108,4	96,4	127,7	135,5
Total des dépenses (III)	**1 202,5**	**1 327,2**	**1 431,0**	**1 674,6**	**1 812,8**	**1 906,3**	**2 063,9**	**2 149,6**
Solde des opérations courantes	− 79,6	− 94,0	−130,5	−300,0	−290,7	−347,0	−333,4	−310,5
Solde des opérations de capital	−117,0	−125,6	−163,9	−184,9	−185,4	−191,1	−211,1	−219,7
Solde global (I)−(II)	−196,6	−219,8	−294,4	−484,9	−476,1	−538,1	−544,5	−530,2
Solde global (I)−(III)	−295,1	−348,0	−388,8	−586,6	−584,5	−634,5	−672,2	−665,7

(a) Réalisations.
(b) Crédits ajustés.
(c) Réalisations provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XII-A — Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne Fédérale, Italie

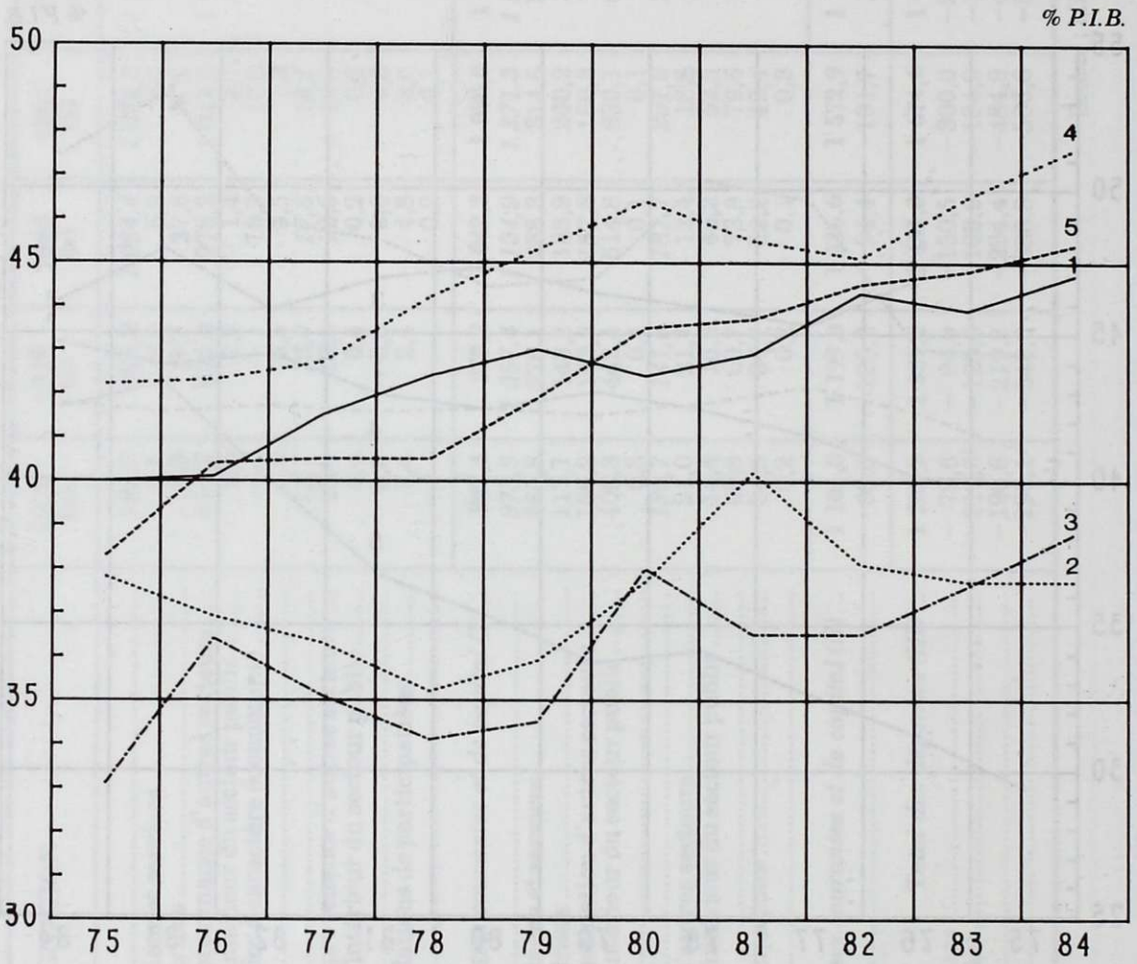
1 ——————— Belgique
2 ..... Luxembourg
3 —·—·—·—·— Pays-Bas
4 .. .. Allemagne fédérale
5 ---------- Italie



Source : 1975-1979, O.C.D.E., Comptes nationaux;
1980-1984, Commission des Communautés Européennes, Budgets économiques.

XII-B — **Prélèvement fiscal et parafiscal dans les pays de la C.E.E. : Belgique, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, France**

1 ———— Belgique
2 ..... Royaume-Uni
3 —.—.—.— Irlande
4 ..... Danemark
5 ---------- France



Source : 1975-1979, O.C.D.E., Comptes nationaux;
1980-1984, Commission des Communautés européennes, Budgets économiques.

XII-C — Dette publique totale en cours

Dette en francs belges

Dette consolidée

Dette flottante

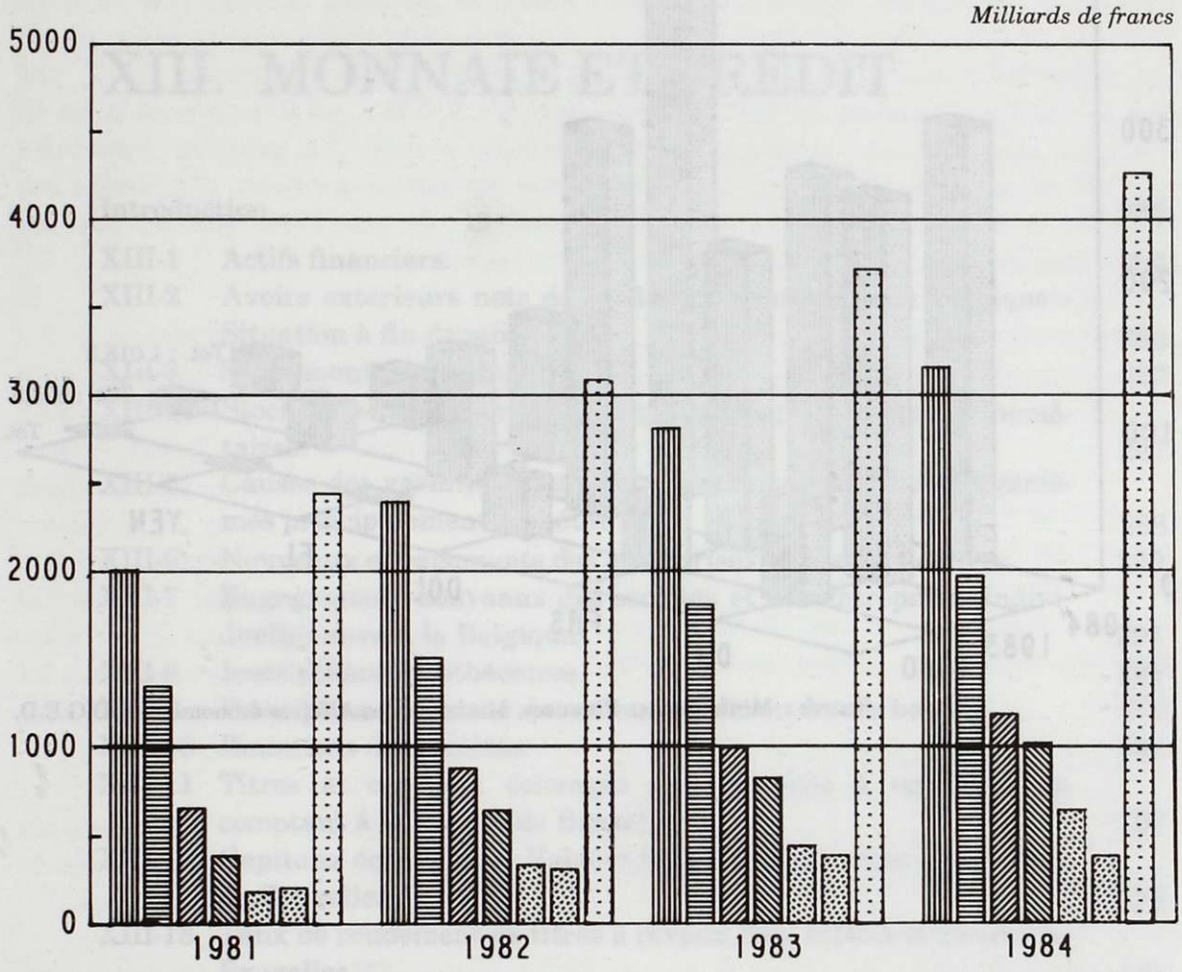
Dette en monnaies étrangères

Dette consolidée

Dette flottante

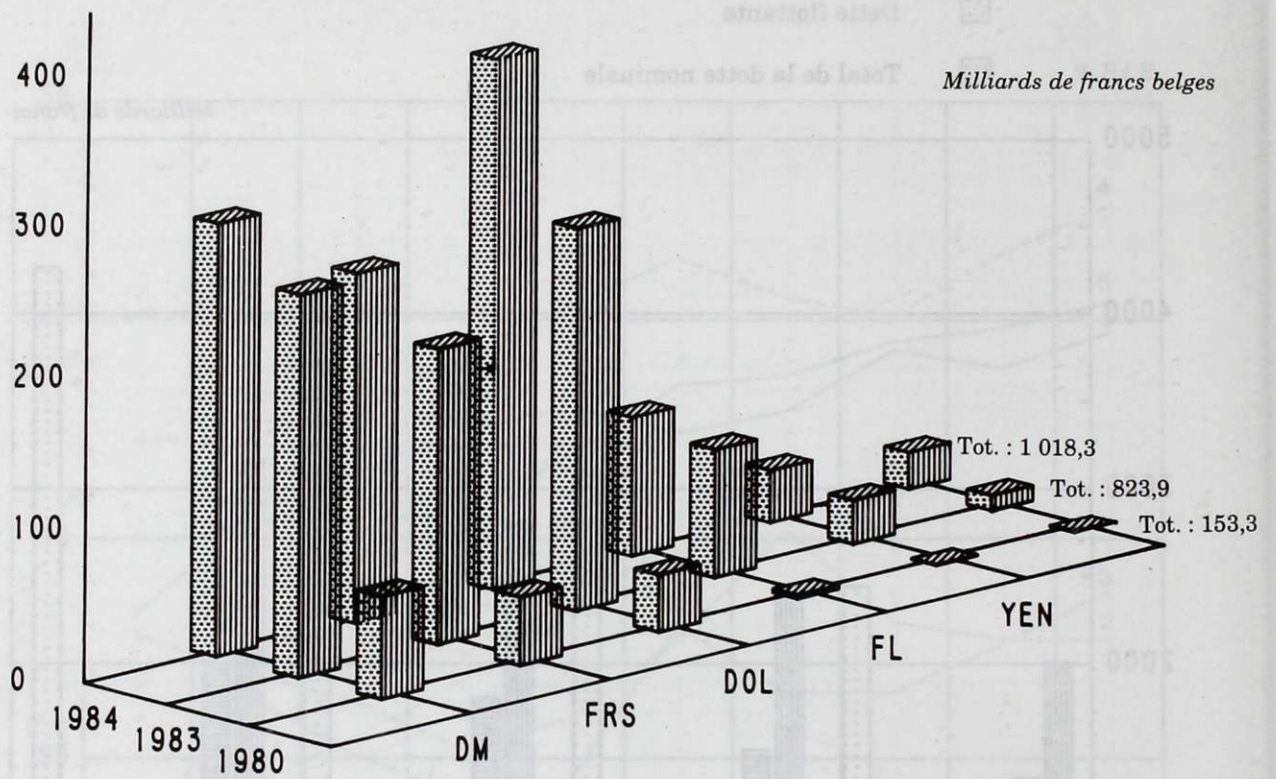
Total de la dette nominale

Milliards de francs



Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

Graphique XII-D — **Dette publique en monnaies étrangères**



Source : Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XIII. MONNAIE ET CREDIT

Introduction		282
XIII-1	Actifs financiers.	284
XIII-2	Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique - Situation à fin de mois.	285
XIII-3	Stock monétaire total.	286
XIII-4	Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires.	287
XIII-5	Causes des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires.	288
XIII-6	Nouveaux engagements des entreprises et des particuliers.	290
XIII-7	Engagements nouveaux des sociétés et des entreprises individuelles envers la Belgique.	291
XIII-8	Inscriptions hypothécaires.	292
XIII-9	Principales émissions du secteur public en francs belges.	293
XIII-10	Emissions des sociétés.	294
XIII-11	Titres et capitaux échangés aux marchés à terme et au comptant à la Bourse de Bruxelles.	295
XIII-12	Capitaux échangés. — Valeurs belges et étrangères à la Bourse de Bruxelles.	296
XIII-13	Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles.	297
XIII-A	Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pour-cent des prix à la consommation.	298
XIII-B	Bourse de Bruxelles.	299

INTRODUCTION

Le tableau XIII-1 contient les données concernant la formation d'actifs financiers des particuliers et des entreprises (sans les institutions financières). Les données ici groupées sont des accroissements ou des diminutions nets des actifs par année. La croissance de ces actifs en 1984 est sensiblement inférieure à celle de 1983 et même de 1981 et 1982, compte tenu de la dépréciation de la monnaie. Cette hausse moins importante est due aux actifs en francs belges alors que ceux en monnaies étrangères connaissaient une augmentation double de celle de 1983.

Le tableau XIII-2 donne les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale; il faut remarquer à cet égard que la réserve d'or et les devises sont comptabilisées à une valeur théorique moins élevée que l'actuelle valeur du marché de l'or et du dollar.

Il peut être inféré du tableau XIII-3 qu'à la fin 1984, la quantité monétaire globale n'était pas plus élevée qu'à la fin 1983, année pendant laquelle elle s'était fortement accrue.

Le tableau XIII-4 présente le stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires; les billets et la monnaie du Trésor sont les pièces de 0,50, 1, 5, 10 et 20 francs et le billet de 50 francs.

A la fin 1984, la quantité de monnaie auprès des organismes principalement monétaires était à peine plus élevée qu'un an auparavant (+0,4 %, voir tableau XIII-4). Deux facteurs expliquent cette évolution (tableau XIII-5). Sur le plan national, la création de monnaie pour les besoins de l'Etat est restée stable par rapport à 1983, principalement pour le pouvoir central. La création monétaire pour les autres pouvoirs n'a jamais été aussi élevée en 1984 que durant les années précédentes.

Les créances sur les entreprises et les particuliers ont toutefois moins augmenté qu'en 1983 (+30,8 milliards contre +55,8 milliards). Sur le plan international, l'impact négatif des transactions avec l'étranger a diminué pour la troisième année consécutive et ce, exclusivement à cause d'un meilleur solde commercial courant puisque les placements en monnaies étrangères ont fortement augmenté en 1984 (comme cela apparaissait déjà au tableau XIII-1).

A partir du tableau XIII-9, certaines données illustrant plus spécifiquement le marché des capitaux sont regroupées.

Le tableau XIII-10 (émissions des sociétés) présente non seulement les émissions d'actions par les sociétés par le biais de souscriptions à la Bourse de Bruxelles, mais également les augmentations chirographaires par le biais d'actions. Ce tableau reflète l'incidence de l'Arrêté royal n° 15 sur les émissions d'actions en 1982, 1983 et 1984.

L'évolution favorable et l'activité accrue de la Bourse de Bruxelles sont reflétées dans les données des tableaux XIII-11 et XIII-12 et au graphique XIII-B; dans ce dernier, les influences saisonnières, assez importantes dans l'évolution boursière (par exemple, hausse au printemps, pause de l'été,...), ont été éliminées.

Dans le graphique XIII-A, certains indicateurs de l'intérêt ont été placés côte à côte. Il convient de remarquer que le « petit épargnant », malgré l'exonération de l'impôt, a perçu, au cours des cinq dernières années, une bonification d'intérêt inférieure à la dépréciation monétaire représentée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation. La perte de capital prêtée diminue bien depuis 1983 mais reste cependant substantielle.

XIII-1 — **Actifs financiers** (a)

Variations en milliards de francs

ANNEE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (b) (d)	Total général (b)
	A un an au plus	A plus d'un an (b)	Total (b)	A un an au plus	A plus d'un an (c)	Total		
1973	+171,3	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	− 3,9	+280,4
1974	+174,6	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	− 8,3	+289,6
1975	+216,5	+112,9	+329,4	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	− 10,4	+359,0
1976	+229,9	+154,4	+384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 46,0	+464,1
1977	+187,5	+224,3	+411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	+ 34,6	+481,4
1978	+224,8	+171,3	+396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	+ 56,6	+472,9
1979	+178,1	+207,8	+385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	+ 71,0	+484,7
1980	+116,0	+261,1	+377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	+ 45,6	+489,9
1981	+141,0	+207,6	+348,6	+115,3	+ 41,9	+157,2	+ 79,9	+585,7
1982	+177,3	+298,6	+475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	+ 15,2	+569,4
1983	+228,0	+349,5	+567,5	− 13,8	+ 63,7	+ 49,9	+ 61,1	+678,5
1984	+212,6	+214,9	+427,5	− 9,4	+103,8	+ 94,4	+ 50,7	+572,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.
(b) Données provisoires à partir de 1977.
(c) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.
(d) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

XIII-2 Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique - Situation à fin de mois

En milliards de francs

MOIS	Encaisses en or	Ecus	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le F.M.I.	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1972 décembre	75,4	—	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+ 29,8
1973 décembre	71,8	—	75,9	—	54,5	14,3	3,5	220,0	+ 25,7
1974 décembre	71,8	—	95,1	6,5	53,3	2,4	—	229,1	+ 9,1
1975 décembre	71,8	—	113,7	6,5	58,7	1,7	—	252,4	+ 23,3
1976 décembre	71,8	—	90,6	6,5	58,9	4,0	—	231,8	− 20,6
1977 décembre	72,3	—	107,7	6,5	57,7	10,1	−23,4	230,9	− 0,9
1978 décembre	72,5	—	106,1	—	49,6	20,2	−26,7	221,7	− 9,2
1979 décembre	58,3	61,1	75,5	—	48,7	16,0	−27,4	232,2	+ 10,5
1980 décembre	58,2	110,7	114,8	—	48,0	0,6	—	332,3	+100,1
1981 décembre	58,2	33,6	112,0	—	50,4	22,7	− 2,8	274,1	−58,2
1982 décembre	58,2	73,0	49,4	—	49,6	26,0	−18,1	238,1	−36,0
1983 décembre	58,2	139,2	47,5	—	45,5	24,0	−48,2	266,2	+ 28,1
1984 janvier	58,2	132,4	50,3	—	45,2	32,7	−50,5	268,3	+ 2,1
février	58,2	130,1	62,5	—	44,9	33,8	−99,2	230,3	− 38,0
mars	58,2	101,5	67,8	—	44,9	36,4	−80,5	228,3	− 2,0
avril	58,2	81,4	78,0	—	44,0	24,5	−40,7	245,4	+ 17,1
mai	58,2	67,6	77,9	—	44,4	23,4	−15,5	259,0	+ 13,6
juin	58,2	65,1	79,9	—	45,1	31,7	−12,0	267,0	+ 8,0
juillet	58,2	69,0	77,4	—	44,2	26,7	− 2,3	273,2	+ 6,2
août	58,2	76,6	76,8	—	45,5	21,7	—	278,8	+ 5,6
septembre	58,2	131,8	60,2	—	45,5	6,2	—	301,9	+ 23,1
octobre	58,2	145,0	60,5	—	45,4	13,2	—	322,2	+ 20,3
novembre	58,2	163,6	40,4	—	46,5	5,8	—	314,5	− 7,7
décembre	58,2	165,4	40,0	—	47,9	5,8	—	317,3	+ 2,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

XIII-3 — Stock monétaire total

Milliards de francs

FIN DE PERIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et les particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
		Monnaie scripturale							
	Monnaie fiduciaire	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)= (2)+(3)	(5)= (1)+(4)	(6)	(7)	(8)= (6)+(7)	(9)= (5)+(8)
1977	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	**791,4**
1978	354,9	380,3	54,9	435,2	790,1	40,1	6,0	46,1	**836,2**
1979	364,5	384,5	67,7	452,2	816,6	44,5	7,6	52,1	**868,7**
1980	370,8	381,6	69,6	451,2	822,0	41,9	5,6	47,5	**869,5**
1981 Mars	362,3	387,9	71,9	459,8	822,1	36,4	7,3	43,7	**865,8**
Juin	382,5	436,2	81,8	518,0	900,5	38,3	10,2	48,5	**949,0**
Septembre	366,4	381,8	82,9	464,7	831,1	36,9	10,1	47,0	**878,1**
Décembre	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	**900,8**
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	**893,9**
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	**964,7**
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	**943,3**
Décembre	374,2	425,2	93,2	518,4	892,6	39,6	8,8	48,4	**941,0**
1983 Mars	366,0	421,8	88,0	509,8	875,8	40,4	9,8	50,2	**926,0**
Juin	392,3	459,8	96,6	556,4	948,7	48,0	15,9	63,9	**1 012,6**
Septembre	388,0	457,6	101,1	558,7	947,0	34,5	15,2	49,7	**996,7**
Décembre (b)	386,5	477,2	95,9	573,1	959,6	42,1	12,4	54,3	**1 014,1**
1984 Mars	376,1	449,3	105,9	555,2	931,3	40,3	11,7	52,0	**983,3**
Juin	396,1	488,8	112,4	601,2	997,3	46,3	21,5	67,8	**1 065,1**
Septembre	382,8	456,0	109,1	565,1	947,9	42,7	15,9	58,6	**1 006,5**
Décembre (b)	381,6	456,8	104,1	560,9	942,5	55,8	9,4	65,2	**1 007,7**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires et organismes publics d'exploitation.
(b) Données provisoires.

XIII-4 — Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

En milliards de francs

FIN DE PERIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et les particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire	Auprès de la Banque Nationale de Belgique	Auprès des organismes publics	Auprès des banques	Total			
	(b) (1)	(2)	(c) (3)	(d) (4)	(e) (5)	(6)	(7)= (4) à (6)	(8)= (3)+(7)	(f) (9)	(10)= (8)+(9)
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	**748,9**
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	**784,9**
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	**804,7**
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	**806,7**
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	**824,9**
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	**821,2**
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	**880,6**
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	**851,8**
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	**856,7**
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	**842,0**
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,3	465,7	866,7	48,0	**914,7**
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	**894,7**
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	**931,0**
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	**891,2**
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	**963,0**
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	**911,5**
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,7	393,9	480,9	878,4	55,8	**934,2**

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII-5 — Causes des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

PERIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant+ opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créa ent
		En francs belges					
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)	(5)= (1) à (4) = (6) à (16)		Crédit d'escom d'avance d'acce tatio (d)
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)
1978	+43,4	+64,9	+19,3	− 6,0	**+121,6**	− 63,2	+ 71
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	**+116,3**	−168,3	+142
1980	+ 1,6	+33,0	+45,9	+16,3	**+ 96,8**	−190,2	+ 79
1981	+18,2	+34,1	+41,8	+49,8	**+143,9**	−316,0	+ 72
1982	+31,8	+63,8	+57,6	+22,1	**+175,3**	−290,2	+ 24
1983	+74,3	+66,1	+62,7	+ 2,9	**+206,4**	−250,0	+ 46
1984 (k)	+ 3,2	+72,2	+37,3	+ 9,1	**+121,8**	−216,5	+ 30
1981 1er trimestre	− 8,2	+13,6	+19,7	+13,9	**+ 39,0**	− 93,0	+ 10
2e trimestre	+75,1	+ 9,1	+ 8,7	+15,0	**+107,9**	− 54,6	+ 11
3e trimestre	−74,1	+ 4,7	+ 4,5	+14,1	**− 50,8**	− 80,8	+ 16
4e trimestre	+25,4	+ 6,7	+ 8,9	+ 6,8	**+ 47,8**	− 87,6	+ 33
1982 1er trimestre	− 3,8	+20,7	+18,9	+18,2	**+ 54,0**	−120,7	+ 19
2e trimestre	+59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	**+ 77,8**	− 81,9	− 0
3e trimestre	−28,8	+31,6	+14,3	+ 0,4	**+ 17,5**	− 69,4	− 18
4e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+15,5	− 0,5	**+ 25,8**	− 10,8	+ 23
1983 1er trimestre	−14,7	− 1,9	+24,8	− 4,2	**+ 4,0**	−126,2	− 14
2e trimestre	+72,4	+ 0,5	+23,4	+ 0,3	**+ 96,9**	− 26,5	− 4
3e trimestre	−20,0	+36,3	+ 9,5	+ 3,0	**+ 28,8**	− 56,7	+ 15
4e trimestre	+36,3	+31,2	+ 5,0	+ 3,8	**+ 76,3**	− 40,6	+ 49
1984 1er trimestre (k)	−39,8	+44,3	+10,2	+19,6	**+ 34,3**	− 33,5	− 40
2e trimestre (k)	+71,8	−10,8	+ 6,4	− 2,5	**+ 64,9**	−109,2	+ 32
3e trimestre (k)	−51,4	+40,3	+ 7,6	+ 1,5	**− 2,0**	− 38,3	− 3
4e trimestre (k)	+22,6	− 1,6	+13,1	− 9,5	**+ 24,6**	− 35,6	+ 42

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variations de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

En milliards de francs

	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation :–) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires (i)	Divers (j)
	de créances commerciales sur l'étranger	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat (g)	Autres pouvoirs publics (h)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
6,0	+ 1,4	−10,5	+111,0	+13,7	−26,5	−4,9	+ 2,1	− 8,9
0,2	− 7,7	− 1,0	+153,7	+31,8	−44,5	+ 5,8	− 0,5	+ 3,6
6,8	−13,4	− 4,0	+264,9	− 1,6	−30,1	−14,8	+12,5	−13,0
5,0	+ 6,5	+ 2,8	+359,3	+ 3,5	−29,4	− 9,7	+66,0	− 6,3
1,4	− 2,9	+ 4,4	+410,2	+20,8	−28,6	− 9,2	+41,2	+ 6,8
9,3	− 5,1	− 1,0	+397,3	+ 2,7	−26,7	+10,9	+25,9	− 3,8
0,0	− 1,4	− 4,3	+324,7	+54,0	−62,0	−12,1	+21,2	− 5,6
1,3	− 0,1	+ 0,7	+125,5	− 8,1	− 5,3	− 4,2	+ 7,0	+ 7,3
1,7	+ 2,2	+ 3,1	+145,1	+ 9,0	− 2,4	+ 2,4	+20,0	−26,3
3,0	− 2,6	− 0,4	+ 23,5	− 7,4	−10,9	− 6,2	+22,8	− 2,6
1,0	+ 7,0	− 0,6	+ 65,2	+10,0	−10,8	− 1,7	+16,2	+15,3
2,2	− 0,1	− 3,0	+202,4	−18,1	− 6,4	− 6,7	+ 6,1	−16,3
1,8	− 1,8	+ 9,7	+125,3	+22,7	− 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 3,5
0,0	− 0,2	− 4,8	+ 81,2	+ 6,6	− 7,8	− 5,2	+41,3	− 5,9
2,0	− 0,8	+ 3,0	− 0,8	+ 9,3	− 6,9	− 1,3	−13,3	+21,7
1,9	− 2,4	− 3,8	+159,6	− 7,0	− 4,0	− 1,8	−23,8	+29,6
2,7	+ 0,3	+ 1,6	+101,4	+ 4,7	− 5,2	− 1,2	+28,4	− 5,3
0,5	− 0,6	− 8,4	+101,7	−16,2	−10,0	+ 7,0	+14,0	−17,2
9,0	− 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+21,2	− 7,5	+ 6,9	+ 7,3	−10,9
0,2	+ 3,3	− 1,5	+ 88,5	+ 1,3	−12,0	−15,3	+31,2	+12,5
1,8	+ 1,1	+ 0,9	+174,5	+15,2	−13,8	− 4,6	−21,7	− 7,7
0,5	− 0,9	− 0,7	+ 84,2	+11,5	−19,8	0,0	+ 3,6	−37,9
2,6	− 5,0	− 2,9	− 22,5	−25,9	−16,3	+ 0,9	+ 8,0	+27,5

Source : Banque Nationale de Belgique

compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
us déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des pôts ou des bons de caisse et obligations.
ouvelle série depuis 1978.
onnées provisoires.

XIII-6 — Engagements nouveaux des entreprises et des particuliers (a)

En milliards de francs

Années	Engagements contractés essentiellement par des particuliers				Engagements de sociétés et d'entreprises individuelles			Total général
	Prêts personnels et crédits à tempérament	Crédits hypothécaires à l'habitation		Total	Envers la Belgique (b)	Envers l'étranger	Total	
		Total	dont : crédits de logement social					
1976	+26	+ 75	(+21)	+101	+131	+36	+167	+268
1977	+23	+ 80	(+27)	+103	+134	+46	+180	+283
1978	+16	+ 98	(+33)	+114	+122	+43	+165	+279
1979	+21	+111	(+29)	+132	+142	+36	+178	+310
1980	+ 6	+ 82	(+38)	+ 88	+100	+64	+164	+252
1981	−10	+ 42	(+26)	+ 32	+ 89	+97	+186	+218
1982	+ 3	+ 26	(+27)	+ 29	+ 41	+83	+124	+153
1983	+ 7	+ 33	(+23)	+ 40	+124	+51	+175	+215
1984 (c)	+13	+ 22	(+13)	+ 35	+ 31	+26	+ 57	+ 92

Source : B.N.B.

(a) Sociétés qui ne sont pas des institutions financières.
(b) Pour la désagrégation de cette colonne, voir tableau XIII-7.
(c) Données provisoires.

XIII-7 — Engagements nouveaux des sociétés et des entreprises individuelles envers la Belgique

En milliards de francs

Années	Actions	Obligations émises par des		Crédits d'investissement	Autres crédits : escompte, avances et acceptations	Divers	Total
		sociétés privées	entreprises publiques				
1976	—	+15	+ 9	+49	+57	+1	+131
1977	+ 9	+ 8	+14	+32	+67	+4	+134
1978	+10	+ 7	+23	+43	+38	+1	+122
1979	+ 5	+ 6	− 2	+48	+83	+2	+142
1980	+ 1	+11	− 5	+40	+46	+7	+100
1981	—	+11	+ 5	+ 7	+57	+9	+ 89
1982	+17	+ 5	+12	+14	−13	+6	+ 41
1983	+45	+24	+19	+27	+ 6	+3	+124
1984 (a)	+16	—	− 3	+29	−14	+3	+ 31

Source : B.N.B.

(a) Données provisoires.

XIII-8 — **Inscriptions hypothécaires** (a) (moyennes mensuelles)

En milliards de francs

1977		16,2
1978		19,9
1979		21,5
1980		17,3
1981		13,5
1982		11,9
1983		12,0
1984		14,1
1983	1er trimestre	10,7
	2e trimestre	11,8
	3e trimestre	12,5
	4e trimestre	12,8
1984	1er trimestre	13,5
	2e trimestre	15,5
	3e trimestre	14,2
	4e trimestre	13,3

Source : B.N.B.

(a) Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XIII-9 — Principales émissions du secteur public en francs belges

Millions de francs

ANNEE	Montant	MOIS	Montant
1973	151 200		
1974	139 500		
1975	175 100	1984 (a)	
1976	196 000	Janvier	72 000
		Février	—
1977	270 300	Mars	—
		Avril	41 000
1978	280 000	Mai	124 000
		Juin	—
1979	277 700	Juillet	—
		Août	—
1980	222 300	Septembre	40 000
		Octobre	97 000
1981	242 500	Novembre	15 000
		Décembre	--
1982	286 000	*Total* ...	**389 000**
1983	489 300		
1984	389 000		

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au Moniteur Belge, à l'exception des émissions continues.

XIII-10 — **Emissions des sociétés** (a)

Milliards de francs

PERIODE	Actions		Obligations (montant nominal) — Emissions non continues brutes	Actions et obligations Total
	Emissions nominales	Emissions nettes		
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)
1974	49,5	19,3	13,4	32,7
1975	39,4	17,7	27,0	44,7
1976 (b)	10,1	21,2	17,4	38,6
1977	91,9	50,5	8,4	58,9
1978	64,3	37,2	6,6	43,8
1979 (c)	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981	**115,9**	**48,2**	**46,0**	**94,2**
1er trimestre	8,5	4,9	2,0	6,9
2e trimestre (c)	54,5	21,2	35,2	56,4
3e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4e trimestre	38,4	15,1	6,4	21,5
1982	**150,8**	**98,4**	**5,6**	**104,0**
1er trimestre	20,2	13,2	—	13,2
2e trimestre	40,4	20,8	1,6	22,4
3e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4e trimestre	68,2	51,9	2,3	54,2
1983	**330,4**	**239,2**	**27,4**	**266,6**
1er trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984	—	—	—	—
1er trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2e trimestre	27,1	17,6	3,1	20,7
3e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4e trimestre	—	—	—	—

Source : Banque Nationale de Belgique; Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge, ayant leur principale exploitation en Belgique.
(b) A partir de 1976 : données provisoires calculées par la Commission bancaire et la Banque Nationale de Belgique.
(c) Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XIII-11 — **Titres et capitaux échangés aux marchés à terme et au comptant à la Bourse de Bruxelles**

En milliers de francs belges

Années	Comptant : obligations industrielles et actions		Terme		Total général		Moyennes globales journalières en capitaux
	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux	Titres	Capitaux	
1979	23 218	16 658 315	41 378	37 885 738	64 597	54 544 054	221 972
1980	21 709	16 747 047	49 791	48 103 959	71 501	64 851 007	260 870
1981	16 833	16 606 883	41 919	43 638 991	58 753	60 245 874	246 144
1982	43 647	25 177 920	55 956	64 056 152	99 604	89 234 072	361 271
1983	60 321	43 094 623	79 696	94 530 678	140 017	137 625 301	559 452
1984	32 970	41 785 197	81 761	117 357 267	114 732	159 142 465	641 703

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

XIII-12 — **Capitaux échangés — valeurs belges et étrangères — à la Bourse de Bruxelles**

En milliers de francs belges

Années	Comptant		Terme		Ensemble des marchés	
	Valeurs belges	Valeurs étrangères	Valeurs belges	Valeurs étrangères	Valeurs belges	Valeurs étrangères
1979	12 184 105	4 474 210	19 184 279	18 701 459	31 368 384	23 175 669
1980	9 131 188	7 615 859	17 047 510	31 056 449	26 178 698	38 672 308
1981	9 274 924	7 331 958	16 812 912	26 826 079	26 087 836	34 158 038
1982	17 918 542	7 259 377	32 454 756	31 601 395	50 373 299	38 860 773
1983	32 303 525	10 791 097	42 894 738	51 635 940	75 198 263	62 427 037
1984	30 315 918	11 469 278	60 827 517	56 529 749	91 143 436	67 999 028

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

XIII-13 — Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles (a)

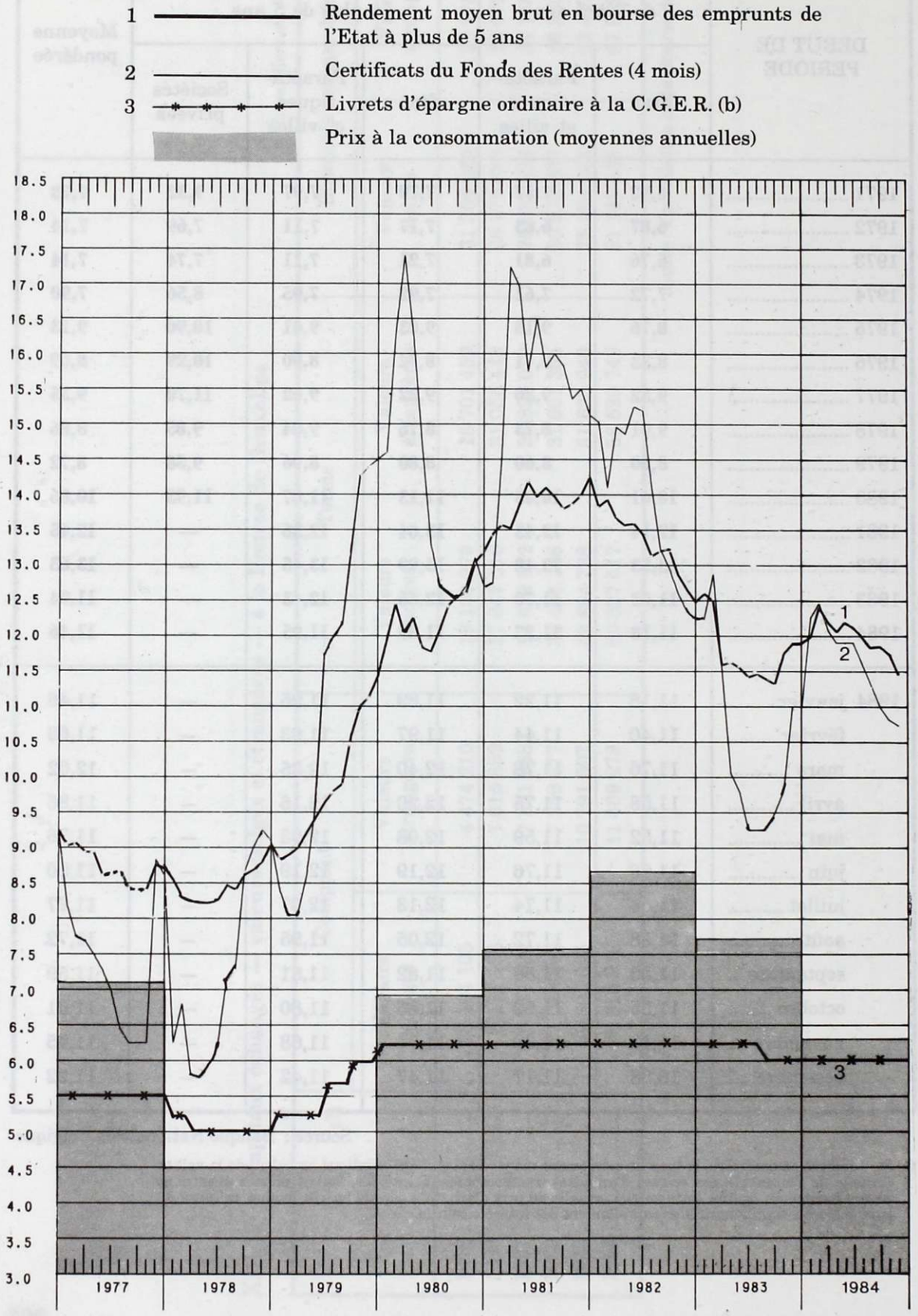
Emprunts émis après le 1er décembre 1965

DEBUT DE PERIODE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Moyenne pondérée
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1971	**6,92**	**7,37**	**7,79**	**7,97**	**9,32**	**7,78**
1972	**6,87**	**6,83**	**7,17**	**7,11**	**7,69**	**7,14**
1973	**6,76**	**6,81**	**7,21**	**7,11**	**7,74**	**7,14**
1974	**7,72**	**7,61**	**7,92**	**7,95**	**8,56**	**7,90**
1975	**8,76**	**9,18**	**9,03**	**9,41**	**10,90**	**9,13**
1976	**8,33**	**8,41**	**8,72**	**8,90**	**10,29**	**8,69**
1977	**9,32**	**9,30**	**9,22**	**9,62**	**11,70**	**9,35**
1978	**9,01**	**8,73**	**8,76**	**9,04**	**9,85**	**8,86**
1979	**8,60**	**8,60**	**8,80**	**8,96**	**9,58**	**8,72**
1980	**10,61**	**10,83**	**11,13**	**11,07**	**11,93**	**10,86**
1981	**12,14**	**12,43**	**13,04**	**12,36**	**—**	**12,45**
1982	**13,53**	**13,48**	**13,99**	**13,45**	**—**	**13,63**
1983	**11,62**	**11,70**	**12,66**	**12,43**	**—**	**11,94**
1984	**11,18**	**11,22**	**11,89**	**11,95**	**—**	**11,46**
1984 janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
février	11,40	11,44	11,97	11,93	—	11,63
mars	11,76	11,78	12,40	12,35	—	12,02
avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
mai	11,52	11,59	12,08	12,03	—	11,76
juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90
juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59
octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
novembre	11,13	11,39	11,74	11,68	—	11,45
décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIII-A — **Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pour cent des prix à la consommation** (a)



Source : Commission de la Bourse; Caisse Générale d'Epargne et de Retraite; Ministère des Finances; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

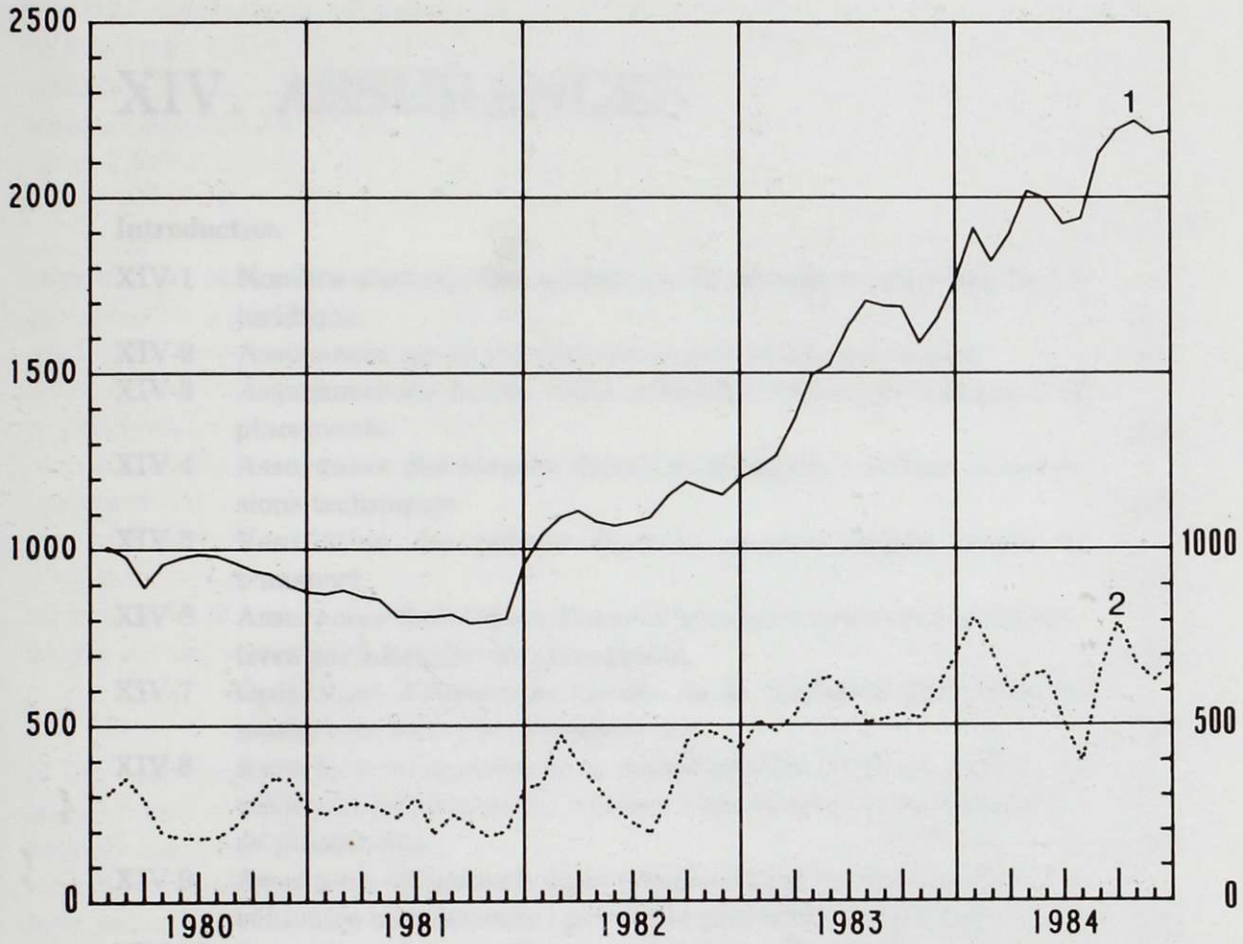
(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Du fait qu'à concurrence d'un montant de 30.000 francs par an actuellement les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaires sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes. Le taux comprend la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre.

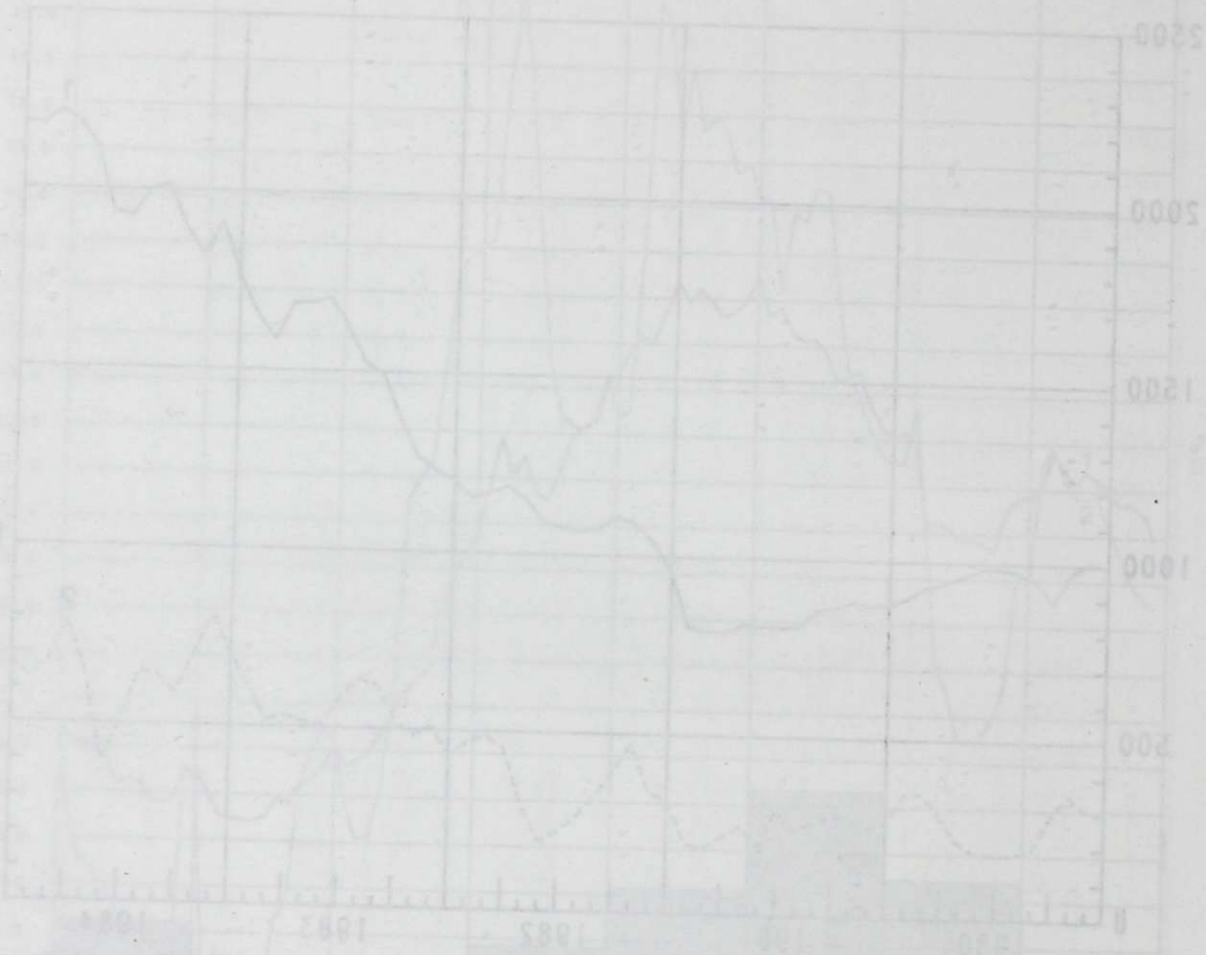
XIII-B — **Bourse de Bruxelles**
Activité

1 ——— Indice du marché au comptant des valeurs belges (1980=1000) (échelle de gauche)

2 ..... Montant des capitaux traités (en millions de francs) (échelle de droite)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.



XIV. ASSURANCES

Introduction		302
XIV-1	Nombre d'entreprises agréées au 31 décembre selon leur forme juridique.	304
XIV-2	Assurances sur la vie : primes et provisions techniques.	304
XIV-3	Assurances sur la vie : valeurs représentatives par catégorie de placements.	305
XIV-4	Assurances des risques divers et transport : primes et provisions techniques.	306
XIV-5	Ventilation des primes dans la gestion risques divers et transport.	306
XIV-6	Assurances des risques divers et transport : valeurs représentatives par catégorie de placements.	307
XIV-7	Opérations d'assurance directe de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.	308
XIV-8	Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs : valeurs représentatives par catégorie de placements.	309
XIV-9	Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs : primes et provisions techniques.	310
XIV-10	Opérations de capitalisation : primes et réserves.	310
XIV-11	Opérations de capitalisation : valeurs représentatives par catégorie de placements.	311
XIV-12	Prêts hypothécaires.	311
XIV-13	Prêts hypothécaires par intervention : valeurs représentatives par catégorie de placements.	312

INTRODUCTION

Les statistiques financières concernant les entreprises d'assurance sont dressées par l'Office de Contrôle des Assurances sur la base des bilans des entreprises concernées. De plus, l'Office tient des états techniques qui fournissent une idée de l'activité dans certaines branches. Ces données ne correspondent pas aux résultats comptables, entre autres en ce qui concerne les primes et les provisions techniques; ces écarts s'expliquent dans la plupart des cas par des différences dans l'application du système comptable des entreprises.

Vu que les résultats comptables ne sont disponibles qu'avec retard, comme c'est aussi le cas pour les données de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale, les tableaux ne contiennent des données que pour l'année 1983, sauf pour le nombre d'entreprises (tableau XIV-1).

Pour les trois principales branches du secteur — assurance-vie, risques divers et assurance obligatoire couvrant la responsabilité civile des véhicules automoteurs — l'encaissement total des primes s'élevait à 166 milliards de francs en 1983, en augmentation de 4,2 % par rapport à l'année précédente durant laquelle une hausse de 7,1 % était enregistrée. Compte tenu de la dépréciation de la monnaie, il peut être établi que l'encaissement réel des primes est inférieur en 1983 à celui de 1982.

La principale branche d'assurance est celle des risques divers (tableau XIV-4) dont l'encaissement des primes représente 43,45 % du total de celui des trois branches ci-dessus citées (contre 42,6 % en 1982). La branche vie (tableau XIV-2) y participait à concurrence de 30,4 % (31,1 % en 1982) et celle de la responsabilité civile pour véhicules automobiles (tableau XIV-9) pour 26,12 % (26,3 % en 1982).

Les provisions techniques ou réserves représentent les obligations calculées et comptabilisées des entreprises pour l'application des contrats d'assurance qu'elles ont souscrits ainsi que pour l'application des dispositions légales relatives aux opérations d'assurance. Selon les branches d'assurance, les réserves doivent être couvertes par des « valeurs représentatives » (tableaux XIV-3, XIV-6 et XIV-8) dont la composition est déterminée par un arrêté royal du 12 mars 1976.

Afin de cerner les activités de la branche « risques divers », une ventilation des primes encaissées est donnée dans le tableau XIV-5. Les principaux postes sont les risques d'incendies simples, les risques d'incendies industriels et les garanties accessoires de la responsabilité civile relative aux véhicules automoteurs. Par rapport à 1982, les primes de risques d'incendie ont augmenté de 6 % alors qu'elles avaient baissé en 1982.

Une diminution de 22 % est notée pour les assurances contre les accidents (individuelle générale et circulation).

Pour l'assurance obligatoire de la responsabilité civile pour les véhicules automoteurs, un aperçu, sur base des états techniques de l'Office de Contrôle des Assurances, est donné au tableau XIV-7. Dans ce tableau, les réserves du « Fonds Commun de Garantie Automobile » sont mentionnées. Un tel fonds commun de garantie était prévu par la loi du 5 juillet 1975 concernant le contrôle des entreprises d'assurances. La mise en application et l'exécution de cette loi dépendent d'un Arrêté Royal du 16 décembre 1981 publié au Moniteur Belge du 26 janvier 1982. Le fonds agréé est le « Fonds Commun de Garantie Automobile », association d'assurance mutuelle. Le fonds peut intervenir, entre autres, lorsque le véhicule qui a causé l'accident n'est pas identifié, en cas de non-assurance, lorsqu'une entreprise d'assurance a été déclarée en faillite, etc...

Hormis le contrôle des entreprises d'assurance, l'Office est également chargé de celui des entreprises de capitalisation (tableau XIV-10 et XIV-11) et des entreprises de prêts hypothécaires (tableaux XIV-12 et XIV-13). La forte diminution de la valeur nominale des emprunts hypothécaires, qui s'était déjà manifestée en 1982, s'est poursuivie en 1983, mais à un rythme moins rapide (−12,9 % contre −28 %).

XIV-1 — Nombre d'entreprises agréées au 31 décembre selon leur forme juridique

DESIGNATION	Nombre		En % des totaux partiels		En % du total général	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Selon le droit belge :						
Sociétés anonymes	134	135	78,8	78,0	43,9	44,1
Sociétés coopératives	8	10	4,7	5,2	2,6	3,3
Mutuelles	24	24	14,1	13,9	7,9	7,8
Divers	4	4	2,4	2,3	1,3	1,3
Total ...	**170**	**173**	**100,0**	**100,0**	**55,7**	**56,5**
Selon le droit étranger :						
Etat membres de la C.E.E.	107	104	79,3	78,2	35,1	34,0
Hors C.E.E.	28	29	20,7	21,8	9,2	9,5
Total ...	**135**	**133**	**100,0**	**100,0**	**44,3**	**43,5**
Total général ...	**305**	**306**	**—**	**—**	**100,0**	**100,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-2 — Assurances sur la vie : primes et provisions techniques

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Total des primes encaissées	40 401	42 650	44 774	49 469	50 542
par des entreprises belges	*35 521*	*37 397*	*39 331*	*43 697*	*45 333*
des entreprises de la C.E.E.	*2 780*	*2 899*	*2 841*	*2 899*	*2 131*
des entreprises hors C.E.E.	*2 100*	*2 354*	*2 602*	*2 873*	*3 078*
Total des provisions techniques	263 688	291 944	322 224	357 158	395 032
des entreprises belges	*235 023*	*260 383*	*287 508*	*319 001*	*361 187*
entreprises C.E.E.	*18 751*	*20 183*	*21 481*	*22 895*	*16 002*
entreprises hors C.E.E.	*9 914*	*11 378*	*13 235*	*15 262*	*17 842*

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-3 — **Assurances sur la vie : valeurs représentatives par catégorie de placements**

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983			
					Siège des entreprises			
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	Total
Valeurs Etat belge et titres assimilés	68 030	73 848	80 834	96 463	96 207	5 304	9 401	110 912
Autres obligations	36 148	40 231	42 617	50 949	56 520	1 544	373	58 437
Actions	20 034	20 227	24 422	31 153	42 077	2 832	892	45 801
Immeubles	28 014	31 789	33 277	36 456	34 567	1 077	1 998	37 642
Prêts hypothécaires	89 884	101 870	111 967	118 699	115 276	5 541	3 558	124 375
Autres prêts et créances	13 950	16 302	1 850	20 366	19 656	812	1 142	21 610
Numéraire	3 039	3 240	5 848	5 213	4 074	34	305	4 463
Autres	7 899	9 126	10 109	12 099	12 127	520	816	13 464
Total ...	**226 993**	**296 633**	**327 624**	**371 398**	**380 504**	**17 714**	**18 485**	**416 704**
En % des provisions techniques ...	**101,3**	**101,6**	**101,7**	**104,0**	**105,3**	**110,7**	**1 036**	**105,5**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-4 — Assurances des risques divers et transport : primes et provisions techniques

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Total des primes encaissées	54 420	59 488	63 928	67 935	72 120
par des entreprises belges	*44 110*	*48 396*	*51 683*	*55 461*	*59 092*
des entreprises de la C.E.E.	*6 117*	*6 453*	*7 111*	*7 058*	*7 444*
des entreprises hors C.E.E.	*4 193*	*4 639*	*5 134*	*5 416*	*5 594*
Total des provisions techniques	59 843	68 924	78 411	88 158	99 298
des entreprises belges	*49 850*	*57 705*	*65 341*	*73 353*	*83 375*
entreprises de la C.E.E.	*5 861*	*6 422*	*7 324*	*7 765*	*8 472*
entreprises hors C.E.E.	*4 132*	*4 797*	*5 746*	*7 040*	*7 445*

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-5 — Ventilation des primes dans la gestion risques divers et transport

Millions de francs

DESIGNATION	1982	1983
Risques d'incendie simples et industriels	22 410	23 752
Garanties accessoires à la responsabilité civile autos	10 766	11 464
Responsabilité civile générale	7 650	7 813
Accidents : individuelle générale et circulation	7 986	6 233
Crédit et caution	1 858	2 105
Maladie	3 003	3 273
Transport	4 705	5 085
Divers	9 691	12 336
Total ...	**68 070**	**72 061**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-6 — Assurances des risques divers et transport : valeurs représentatives par catégorie de placements

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983			
					Siège des entreprises			
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	Total
Valeurs Etat belge et titres assimilés	23 079	26 476	27 680	32 490	32 052	4 620	3 820	40 492
Autres obligations	8 864	9 142	12 235	13 682	11 700	998	1 222	13 920
Actions	6 026	6 535	7 509	9 318	13 778	730	532	15 040
Immeubles	7 317	7 956	8 153	9 554	8 522	492	1 122	10 136
Prêts hypothécaires	6 396	8 683	9 813	11 183	11 592	74	140	11 806
Autres prêts et créances	4 712	6 141	5 427	6 035	5 713	520	330	6 563
Numéraire	2 885	3 049	4 663	4 762	2 656	1 033	229	3 918
Autres	3 236	3 804	6 013	6 234	4 891	756	645	6 292
Total ...	**62 515**	**71 786**	**81 493**	**93 257**	**90 904**	**9 223**	**8 041**	**108 167**
En % des provisions techniques ...	**104,5**	**104,2**	**103,9**	**105,8**	**109,0**	**108,8**	**108,0**	**108,9**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-7 — Opérations d'assurance directe de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Millions de francs

DESIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et voitures de location		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures		Motos et cyclomoteurs		Total	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Nombre de véhicules assurés (×1 000)	13,9	13,0	7,6	7,3	38,3	36,1	415,6	415,6	3 270,7	3 284,3	480,4	472,0	4 226,5	4 228,3
Primes émises	398,6	395,9	195,2	209,1	1 565,7	1 560,7	4 153,0	4 209,4	34 453,6	35 718,9	1 185,2	1 273,0	41 951,4	43 367,0
Montant des sinistres payés	209,5	213,9	167,3	157,2	966,9	1 075,7	2 512,7	2 500,7	16 982,2	18 153,0	690,5	746,6	21 529,2	22 847,1
Evaluation des sinistres en suspens	897,5	962,6	475,2	481,9	3 456,4	3 601,8	7 817,3	8 657,9	58 742,2	65 161,5	3 665,2	3 965,4	75 053,8	82 831,1
Réserve du fonds commun de garantie automobile	30,2	59,0	14,4	25,9	116,8	130,9	305,5	348,2	2 408,8	3 016,0	91,6	105,4	2 967,4	3 685,4
Réserve pour risques en cours	137,2	141,3	67,8	75,1	668,8	678,3	1 823,0	1 872,2	15 020,2	15 715,6	396,6	447,6	18 113,6	18 930,1
Commissions payées	38,7	38,4	16,3	17,4	154,2	155,3	537,5	547,0	5 380,1	5 549,0	191,5	205,3	6 318,3	6 512,4
Charges d'exploitation	85,3	87,9	56,1	53,9	284,7	292,0	1 016,0	1 022,1	8 550,7	8 691,4	625,5	632,0	10 618,3	10 779,3

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-8 — **Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs - Valeurs représentatives par catégorie de placements**

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983			
					Siège des entreprises			Total
					Belgique	C.E.E.	Hors C.E.E.	
Valeurs Etat belge et titres assimilés	20 135	28 469	29 215	34 404	34 242	4 681	1 715	40 637
Autres obligations	14 414	14 609	16 853	17 901	15 348	1 320	739	17 406
Actions	8 614	8 326	9 395	11 576	16 467	437	452	17 405
Immeubles	8 365	9 689	10 820	11 147	8 737	563	1 593	10 893
Prêts hypothécaires	10 166	11 593	11 741	13 092	13 551	449	0	14 001
Autres prêts et créances	2 582	3 380	3 761	4 176	4 338	205	123	4 636
Numéraire	2 152	2 715	4 481	3 146	2 573	370	30	2 973
Autres	2 476	2 657	3 299	3 658	3 561	395	151	4 108
Total ...	**76 904**	**81 438**	**89 565**	**99 100**	**98 737**	**8 471**	**4 802**	**112 059**
En % des provisions techniques ...	**103,1**	**99,6**	**101,7**	**103,1**	**106,2**	**107,8**	**103,8**	**106,2**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-9 — **Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs - primes et provisions techniques**

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Total des primes encaissées	35 777	37 958	39 876	41 947	43 367
par des entreprises belges	*30 866*	*32 725*	*34 504*	*36 422*	*37 939*
entreprises C.E.E.	*2 774*	*2 999*	*3 067*	*3 175*	*3 029*
entreprises hors C.E.E.	*2 137*	*2 234*	*2 305*	*2 350*	*2 399*
Total des provisions techniques	74 627	81 729	88 048	96 118	105 476
des entreprises belges	*64 724*	*70 874*	*76 745*	*84 223*	*92 994*
entreprises C.E.E.	*6 335*	*6 925*	*7 207*	*7 608*	*7 856*
entreprises hors C.E.E.	*3 568*	*3 930*	*4 096*	*4 287*	*4 626*

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-10 — **Opérations de capitalisation - primes et réserves**

Millions de francs

DESIGNATION	1979	1980	1981	1982	1983
Primes encaissées	65,7	98,6	63,4	67,9	137,6
Valeur nominale des contrats souscrits	1 908,6	2 226,5	2 145,5	1 541,8	1 737,1
Réserves mathématiques	409,2	412,0	407,0	414,3	466,8
Cautionnements	12,7	13,4	13,5	13,0	13,5
Total ...	**421,9**	**425,4**	**420,5**	**427,3**	**480,3**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-11 — **Opérations de capitalisation - valeurs représentatives par catégorie de placements**

Millions de francs

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983
Fonds d'organismes internationaux	0,4	0,4	0,4	0,4
Valeurs Etat belges et titres assimilés	134,4	134,5	136,6	143,8
Obligations sociétés belges	0,3	0,3	0,2	} 10,5
Actions sociétés belges	1,8	1,8	4,5	
Immeubles	25,7	31,8	24,4	30,5
Prêts hypothécaires	328,7	294,6	302,5	348,0
Prêts sur polices	0,3	0,3	0,4	0,3
Divers	1,4	7,3	12,6	13,5
Total ...	**493,0**	**471,0**	**481,6**	**547,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-12 — **Prêts hypothécaires**

Millions de francs

DESIGNATION	1980	1981	1982	1983
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 366,3**	**1 268,9**	**914,6**	**796,4**
Fonds de reconstitution	348,7	333,0	293,9	269,4
Cautionnements	5,6	5,5	4,9	4,7
Total ...	**354,3**	**338,5**	**298,8**	**274,1**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**476 141**	**490 638**	**489 858**	**496 044**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XIV-13 — **Prêts hypothécaires par intervention - valeurs représentatives par catégorie de placements**

Millions de francs

DÉSIGNATION	1980	1981	1982	1983
Valeurs Etat belge et titres assimililés	70,7	72,1	71,7	67,1
Fonds d'organismes internationaux	0,3	0,6	0,5	6,7
Obligations sociétés belges	—	—	—	3,4
Actions sociétés belges	—	6,0	8,0	
Immeubles	31,0	48,7	24,3	39,6
Prêts hypothécaires	285,4	272,9	255,3	269,7
Divers	0,5	2,0	11,5	29,4
Total ...	**387,9**	**402,3**	**371,3**	**409,9**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

XV. PRIX

Introduction		314
XV-1	Indices des prix de gros.	315
XV-2	Indices partiels des prix de gros.	316
XV-3	Indices des prix à la consommation par catégories de dépenses.	317
XV-4	Indices des prix à la consommation par groupe d'articles.	318
XV-5	Indice général des prix à la consommation selon l'année de base.	319
XV-6	Variation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays.	320
XV-A	Indices des prix de gros - T.V.A. exclue.	321
XV-B	Indices des prix de gros des produits industriels - T.V.A. exclue.	322
XV-C	Indices des prix à la consommation.	323
XV-D	Prix à la consommation dans les principaux pays.	324
XV-E	Prix à la consommation dans les principaux pays.	325

INTRODUCTION

Jusqu'en mai 1976, les indices particuliers des prix à la consommation n'ont été globalisés que pour trois groupes principaux : les denrées alimentaires, les produits non alimentaires et les services. A partir de juin 1976, les loyers — pour la première fois repris dans l'indice — ont été considérés comme un nouveau groupe principal (tableau XV-4). Depuis juin 1976, dans le cadre de l'harmonisation souhaitée par l'Office Statistique des Communautés européennes, des indices particuliers sont calculés pour huit catégories spécifiques de dépenses (tableaux XV-3).

L'indice général des prix à la consommation (tableau XV-5) est donné pour plusieurs années de base. Bien que les prix de ces années de base n'aient servi de référence pour l'établissement de l'indice que jusqu'à la réforme suivante, il n'est pas sans intérêt de disposer de séries historiques pour effectuer des comparaisons sur une longue période. Pour passer d'une année de base à une autre, il est fait appel à des coefficients officiels de conversion.

Le passage de la base 1981=100 à une base antérieure s'effectue en multipliant cet indice par 1,5401 pour la base juillet 1984–juin 1975=100, par 2,1099 pour la base 1971=100, par 2,5085 pour la base 1966=100 et par 3,259 pour la base 1953=100 ou en divisant respectivement par les cœfficients 0,6493; 0,47394; 0,39863 et 0,30683.

Les pays qui, tels la France et l'Italie, connaissaient au début des années quatre-vingts un rythme d'inflation relativement élevé, enregistrent en 1984 une forte décélération de celui-ci.

Au Royaume-Uni, après avoir été fortement réduite les dernières années, la hausse des prix s'est quelque peu raffermie en 1984. En République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, elle a été assez faible (tableau XV-6).

En Belgique, la réduction progressive de l'inflation, devenue réalité en 1983, s'est poursuivie en 1984. Les prix des produits non alimentaires dont l'évolution avait contribué fortement à cette diminution, ont vu leur hausse plafonner à un niveau élevé (6 %). L'augmentation des prix des produits alimentaires s'est accrue jusqu'au milieu de l'année pour demeurer ensuite stagnante avant de se réduire fortement en fin d'année. La progression des prix des services, sous l'effet de la modération salariale, a diminué et est devenue inférieure en pour-cent à l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation. Les loyers ont quant à eux progressé tout au long de 1984 plus vivement que le même indice général.

XV-1 — Indices des prix de gros

1953=100

PERIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1980 moyenne (a)	**232,0**	**238,3**	**188,6**	**216,8**	**249,0**	**217,6**	**207,9**	**251,5**	**245,1**	**235,6**
1980 moyenne (b)	**207,5**	**225,5**	**179,0**	**204,9**	**218,4**	**195,9**	**189,1**	**218,1**	**214,7**	**208,1**
1981 moyenne (a)	**251,6**	**265,4**	**204,2**	**239,7**	**267,9**	**242,1**	**229,0**	**269,5**	**262,4**	**254,6**
1981 moyenne (b)	**224,4**	**251,2**	**193,8**	**226,6**	**234,1**	**217,5**	**207,8**	**232,8**	**228,9**	**223,8**
1982 moyenne (a)	**271,8**	**285,8**	**215,4**	**256,7**	**290,5**	**261,5**	**248,1**	**295,0**	**281,7**	**275,6**
1982 moyenne (b)	**241,8**	**270,5**	**204,3**	**242,7**	**252,9**	**234,4**	**224,8**	**253,8**	**244,8**	**241,5**
1983 moyenne (a)	**286,5**	**296,4**	**250,4**	**276,6**	**302,4**	**279,7**	**268,3**	**306,9**	**291,5**	**289,0**
1983 moyenne (b)	**254,4**	**279,2**	**237,3**	**261,4**	**262,6**	**250,1**	**242,4**	**263,5**	**252,9**	**252,7**
1984 moyenne (a)	**307,6**	**307,8**	**283,7**	**297,6**	**319,6**	**310,8**	**299,2**	**335,4**	**301,7**	**310,2**
1984 moyenne (b)	**273,2**	**290,5**	**269,2**	**281,3**	**277,6**	**278,3**	**270,5**	**287,8**	**261,8**	**271,2**
1984 (b) janvier	270,1	305,4	273,6	292,7	270,0	277,5	267,3	273,3	258,1	264,6
février	269,5	308,2	263,4	290,6	269,9	275,9	266,0	273,7	258,2	264,4
mars	272,4	305,0	261,0	287,8	274,5	275,5	266,4	286,6	259,1	268,6
avril	273,8	301,7	265,7	287,5	275,6	279,4	269,4	288,4	260,3	270,5
mai	275,0	301,7	269,5	289,1	277,9	278,5	269,8	289,3	261,8	271,5
juin	276,0	308,6	271,8	294,2	277,8	277,4	270,1	289,5	261,6	271,5
juillet	273,7	291,3	269,5	281,6	277,8	277,8	270,4	290,2	261,4	271,7
août	273,2	279,8	264,7	273,1	279,7	278,1	274,3	290,4	262,1	273,1
septembre	273,4	270,9	272,8	270,1	281,1	279,9	273,4	291,3	264,5	274,2
octobre	273,6	269,6	268,9	267,8	281,7	280,9	274,1	293,5	264,3	274,9
novembre	274,3	273,0	275,5	272,1	282,1	279,2	272,1	293,5	265,2	274,8
décembre	273,9	270,8	273,4	269,4	282,5	279,3	272,3	294,3	265,1	275,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

XV-2 — Indices partiels des prix de gros

1953=100

PERIODE	Produits agricoles		Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
	du règne animal	du règne végétal										
1980 moyenne (a)	**238,8**	**197,6**	**251,9**	**275,6**	**207,7**	**207,2**	**186,7**	**240,8**	**243,5**	**177,5**	**237,9**	**235,0**
1980 moyenne (b)	**225,3**	**187,2**	**227,2**	**248,4**	**185,0**	**178,6**	**176,2**	**207,5**	**214,7**	**158,0**	**300,5**	**204,9**
1981 moyenne (a)	**262,7**	**219,7**	**278,6**	**322,8**	**230,6**	**210,9**	**178,1**	**235,3**	**261,1**	**193,6**	**370,1**	**244,7**
1981 moyenne (b)	**247,8**	**208,1**	**250,6**	**290,4**	**204,8**	**181,1**	**168,0**	**202,0**	**229,5**	**171,9**	**318,0**	**212,5**
1982 moyenne (a)	**293,1**	**226,6**	**288,7**	**352,3**	**263,0**	**219,4**	**168,4**	**245,1**	**285,6**	**207,1**	**401,6**	**265,8**
1982 moyenne (b)	**276,5**	**214,7**	**259,2**	**316,3**	**233,0**	**187,5**	**158,8**	**209,5**	**250,2**	**183,4**	**343,5**	**230,0**
1983 moyenne (a)	**307,6**	**250,3**	**326,1**	**362,6**	**279,9**	**224,2**	**249,2**	**258,4**	**286,2**	**220,8**	**410,8**	**278,2**
1983 moyenne (b)	**289,9**	**237,2**	**290,3**	**325,2**	**247,3**	**191,6**	**235,2**	**220,8**	**250,7**	**195,1**	**350,0**	**240,3**
1984 moyenne (a)	**310,7**	**285,4**	**410,0**	**388,9**	**293,0**	**245,0**	**223,0**	**292,0**	**305,2**	**249,0**	**421,6**	**291,0**
1984 moyenne (b)	**293,0**	**270,4**	**365,0**	**348,8**	**258,8**	**209,4**	**211,9**	**248,6**	**267,4**	**220,0**	**359,1**	**251,3**
1984 (b) janvier	300,3	284,9	356,1	342,0	255,7	195,0	275,4	239,5	263,3	208,0	354,2	247,6
février	300,5	280,9	352,1	342,6	256,9	195,8	258,1	239,5	260,8	206,8	354,5	248,1
mars	295,9	279,6	361,4	343,2	256,8	210,8	235,0	239,5	263,5	218,3	354,5	249,4
avril	289,7	284,7	356,9	344,3	259,8	212,5	224,5	244,9	268,5	220,6	354,5	251,1
mai	288,1	289,2	380,5	349,2	257,7	211,0	210,2	245,6	270,2	220,1	356,6	251,4
juin	291,4	295,9	362,7	349,7	257,6	210,9	185,0	245,6	270,6	220,9	356,6	252,8
juillet	287,1	275,7	354,7	347,5	256,4	210,8	207,2	249,6	272,6	221,6	358,4	253,0
août	293,1	255,0	351,8	348,4	257,3	211,5	187,7	255,7	273,2	224,0	364,0	252,8
septembre	292,4	250,1	368,5	353,0	260,3	214,1	184,7	255,7	271,7	224,8	364,0	251,5
octobre	289,8	248,1	374,9	355,4	260,8	213,7	210,0	255,7	268,6	224,3	364,0	252,1
novembre	295,5	251,4	379,4	355,3	262,7	213,2	194,0	255,7	261,8	225,3	364,0	252,6
décembre	292,5	248,7	381,1	354,8	263,4	213,4	171,1	255,7	263,5	225,3	364,0	253,4

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

XV-3 — Indices des prix à la consommation par catégories de dépenses

1981=100

PERIODE	Catégories de dépenses							
	Produits alimentaires, boissons, tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	**264,20**	**96,10**	**151,40**	**104,60**	**39,80**	**142,10**	**76,10**	**125,70**
1979 moyenne	**90,56**	**94,19**	**75,13**	**93,36**	**88,19**	**81,73**	**92,06**	**88,88**
1980 moyenne	**93,78**	**96,51**	**86,90**	**96,23**	**92,40**	**90,37**	**95,68**	**93,28**
1981 moyenne	**99,46**	**100,57**	**99,74**	**100,09**	**97,60**	**98,63**	**100,41**	**99,09**
1982 moyenne	**109,01**	**106,20**	**111,94**	**104,64**	**104,25**	**109,04**	**107,01**	**105,59**
1983 moyenne	**118,47**	**112,62**	**117,82**	**114,08**	**111,90**	**118,61**	**115,59**	**114,12**
Pondération (‰) (a)	**233,10**	**82,25**	**195,75**	**94,50**	**39,95**	**154,50**	**81,65**	**118,30**
1984 moyenne	**127,78**	**118,69**	**125,64**	**120,38**	**119,99**	**123,15**	**124,53**	**121,21**
1984 janvier	124,00	115,46	123,63	117,59	118,18	120,42	121,55	116,68
février	124,99	116,20	125,06	118,37	118,71	120,97	122,23	117,53
mars	126,57	116,95	124,16	118,98	119,00	121,20	122,54	118,53
avril	127,59	117,48	124,57	119,42	119,18	122,13	123,50	120,04
mai	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
juin	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52
juillet	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
août	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18
septembre	129,23	119,73	126,37	121,40	120,89	124,30	125,92	123,73
octobre	129,10	120,62	127,60	121,64	121,09	126,77	126,37	122,38
novembre	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
décembre	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nouvelle pondération à partir de janvier 1984.

XV-4 — Indices des prix à la consommation par groupes d'articles

1981=100

PERIODE	Groupes d'articles				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	**251,50**	**427,90**	**270,60**	**50,00**	**1 000,00**
1979 moyenne	**90,55**	**83,97**	**88,24**	**82,65**	**86,67**
1980 moyenne	**93,83**	**91,55**	**93,28**	**88,90**	**92,43**
1981 moyenne	**99,44**	**100,24**	**98,76**	**97,98**	**99,48**
1982 moyenne	**108,98**	**109,73**	**105,75**	**105,95**	**108,16**
1983 moyenne	**118,18**	**117,31**	**114,12**	**115,51**	**116,45**
Pondération (‰) (a)	**221,45**	**427,95**	**286,60**	**64,00**	**1 000,00**
1984 moyenne	**127,50**	**124,39**	**120,19**	**123,95**	**123,84**
1984 janvier	123,73	121,51	117,41	120,62	120,76
février	124,73	122,33	118,00	123,21	121,67
mars	126,36	122,28	118,50	123,49	122,18
avril	127,32	123,14	119,31	123,45	122,99
mai	127,33	123,55	119,56	123,87	123,26
juin	127,87	123,66	120,20	123,66	123,60
juillet	128,66	124,04	121,27	124,13	124,27
août	129,65	124,41	121,52	124,63	124,76
septembre	128,94	125,39	121,80	125,11	125,13
octobre	128,78	127,18	121,32	124,84	125,71
novembre	128,13	127,50	121,45	125,18	125,76
décembre	128,46	127,65	121,96	125,19	126,04

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nouvelle pondération à partir de janvier 1984.

XV-5 — Indice général des prix à la consommation selon l'année de base

PÉRIODE	Base 1953=100	Base 1966=100	Base 1971=100	Base juill. 1974-juin 1975 =100	Base 1981=100
1974	**196,30**	**151,09**	**127,08**	**92,76**	**60,23**
1975	**221,35**	**170,38**	**143,31**	**104,60**	**67,92**
1976	**241,63**	**185,99**	**156,44**	**114,19**	**74,14**
1977	**258,80**	**199,20**	**167,55**	**122,30**	**79,41**
1978	**270,37**	**208,11**	**175,04**	**127,77**	**82,96**
1979	**282,45**	**217,41**	**182,86**	**133,48**	**86,67**
1980	**301,23**	**231,86**	**195,02**	**142,35**	**92,43**
1981	**324,21**	**249,55**	**209,90**	**153,21**	**99,48**
1982	**352,50**	**271,32**	**228,21**	**166,58**	**108,16**
1983	**379,52**	**292,12**	**245,71**	**179,35**	**116,45**
1984	**403,59**	**310,65**	**261,29**	**190,73**	**123,84**
1984 janvier	393,56	302,93	254,79	185,98	120,76
février	396,52	305,21	256,71	187,38	121,67
mars	398,18	306,49	257,79	188,17	122,18
avril	400,82	308,52	259,50	189,42	122,99
mai	401,70	309,20	260,07	189,83	123,26
juin	402,81	310,05	260,78	190,36	123,60
juillet	405,00	311,73	262,20	191,39	124,27
août	406,59	312,96	263,23	192,14	124,76
septembre	407,80	313,89	264,01	192,71	125,13
octobre	409,69	315,34	265,24	193,61	125,71
novembre	409,85	315,47	265,34	193,68	125,76
décembre	410,76	316,17	265,93	194,11	126,04

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XV-6 — Variation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

En pour-cent

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
Belgique	+ 5,8 (a,c)	+ 8,1 (a,c)	+ 7,8 (a,c)	+ 5,2 (a,c)	+ 7,4 (a,c)	+ 6,6	+ 7,6	+ 8,7	+ 7,7	+ 6,3
Pays-Bas	+ 7,6 (b)	+ 9,0 (b)	+ 6,4 (b)	+ 2,6 (b)	+ 4,2 (b)	+ 6,5	+ 6,7	+ 6,0	+ 2,7	+ 3,3
Rép. féd. d'Allemagne	+ 7,1 (b)	+ 6,0 (b)	+ 4,8 (b)	+ 1,5 (b)	+ 2,8 (b)	+ 5,4	+ 6,3	+ 5,3	+ 3,3	+ 2,4
France	+ 8,7 (b)	+13,4 (b)	+ 8,8 (b)	+11,0 (b)	+13,3 (b)	+13,5	+13,4	+11,8	+ 9,6	+ 7,4
Italie	+17,7 (b)	+17,2 (b)	+14,8 (b)	+12,3 (b)	+ 9,7 (b)	+21,2	+17,8	+16,6	+14,6	+10,8
Royaume-Uni	+16,3 (b)	+ 9,5 (b)	+ 7,8 (b)	+ 5,5 (b)	+ 6,0 (b)	+18,0	+11,9	+ 8,6	+ 4,6	+ 5,0
Danemark	+17,3 (c)	+16,0 (c)	+ 7,8 (c)	+ 4,8 (c)	+ 6,9 (c)	+12,3	+12,0	+ 9,8	+ 7,3	+ 6,1
Japon	+14,7 (b)	+ 1,1 (b)	+ 0,5 (b)	− 0,8 (b)	—	+ 8,0	+ 4,9	+ 2,7	+ 1,9	+ 2,2
Etats-Unis	+13,4 (b)	+ 9,3 (b)	+ 4,0 (b)	+ 1,7 (b)	+ 2,1 (b)	+13,5	+10,4	+ 6,1	+ 3,2	+ 4,3

(a) T.V.A. exclue.
(b) Prix à la production (industries manufacturières).
(c) Indice général des prix de gros.

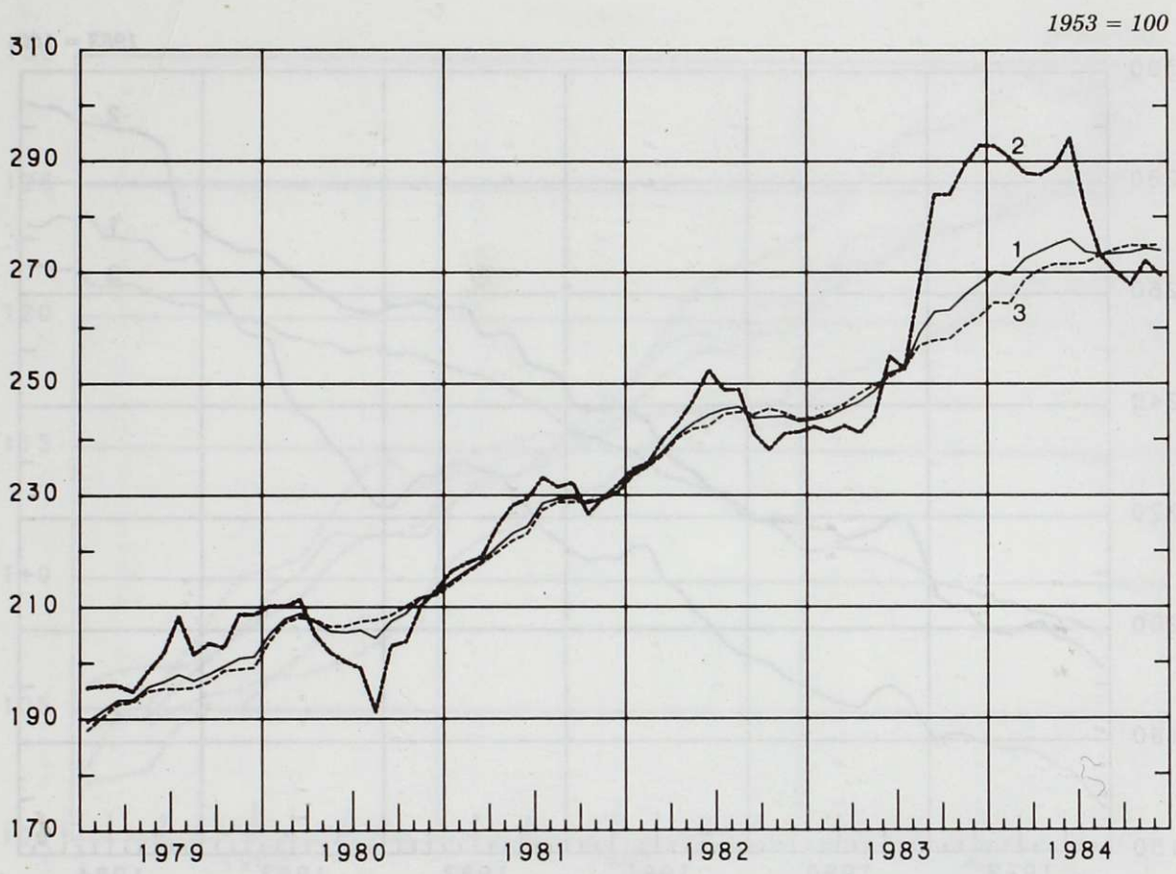
Source : O.C.D.E.

XV-A — Indices des prix de gros
T.V.A. exclue

1 ———————— Indice général

2 —·—·—·—·— Produits agricoles

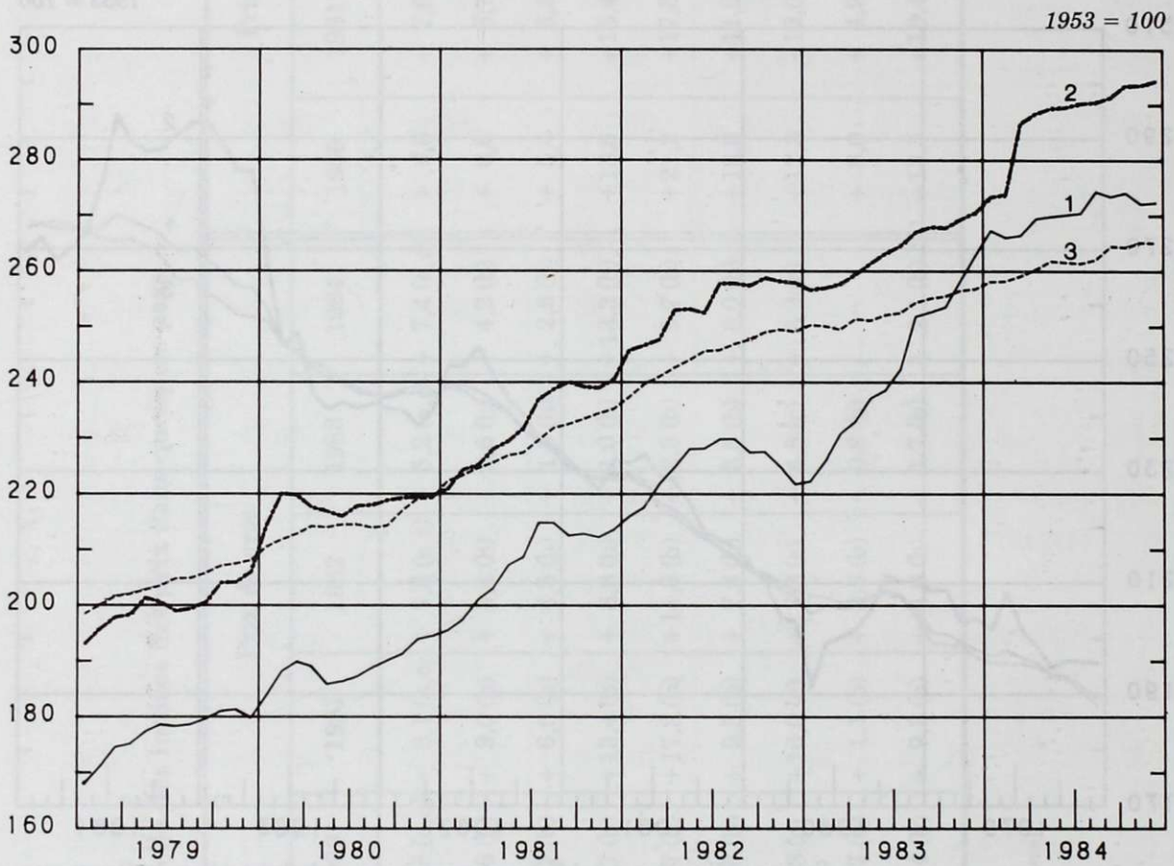
3 ---------- Produits industriels



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XV-B — **Indices des prix de gros des produits industriels**
T.V.A. exclue

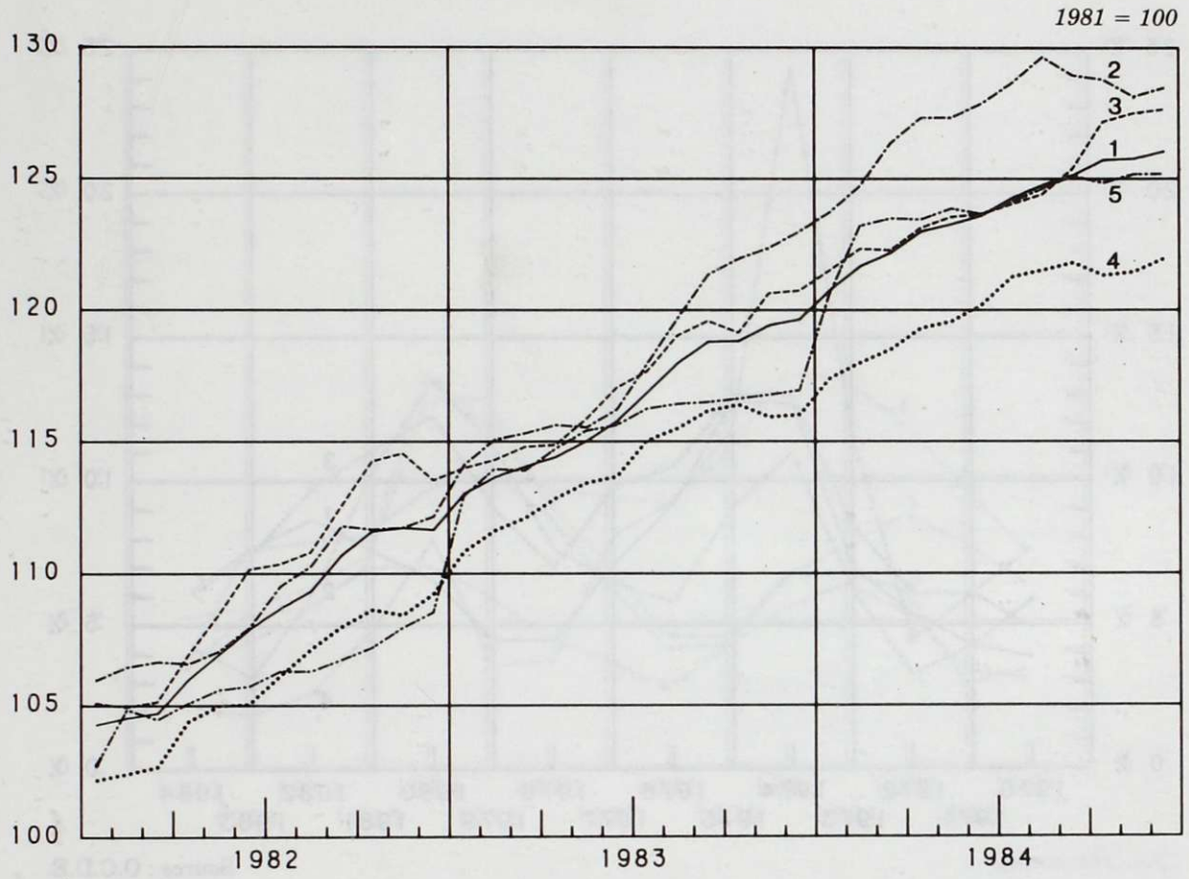
1 ———————— Matières premières
2 —·—·—·—·— Produits demi-finis
3 ---------- Produits finis



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XV-C — Indices des prix à la consommation

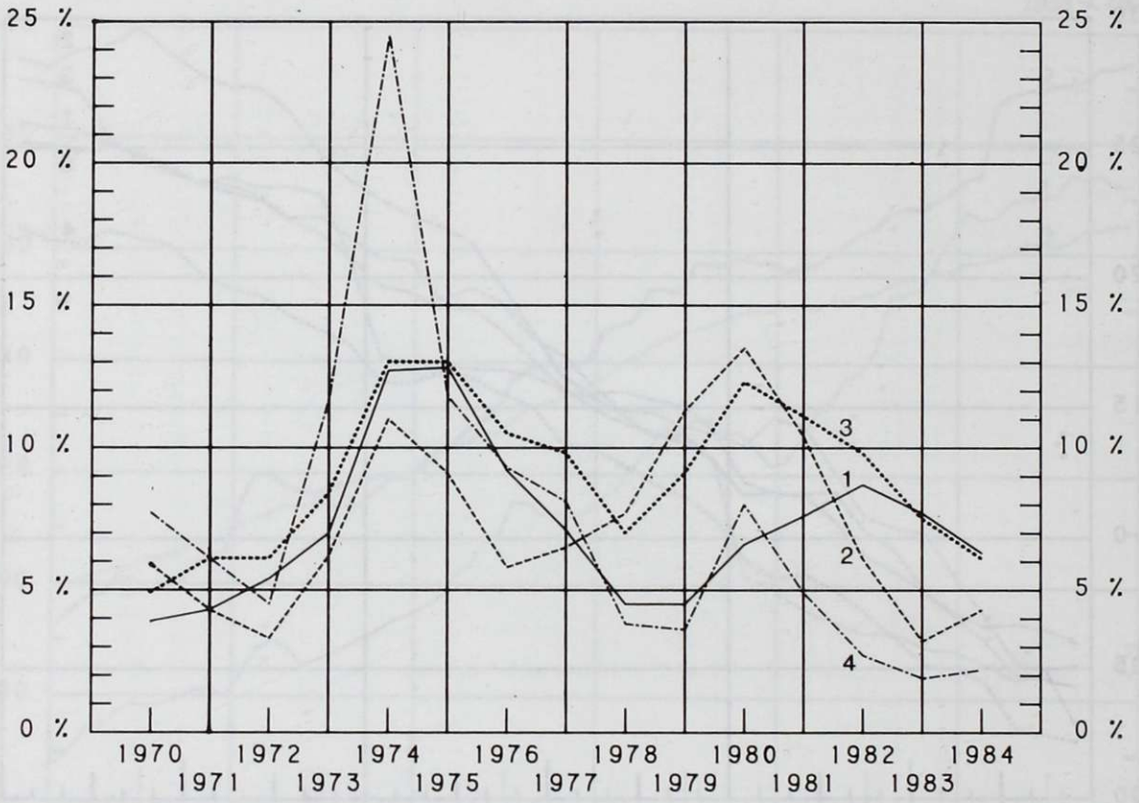
1 ——————— Indice général
2 —·—·—·—·— Produits alimentaires
3 ---------- Produits non alimentaires
4 ..... Services
5 —··—··—··— Loyers



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

XV-D — **Prix à la consommation dans les principaux pays**
(Croissance moyenne annuelle)

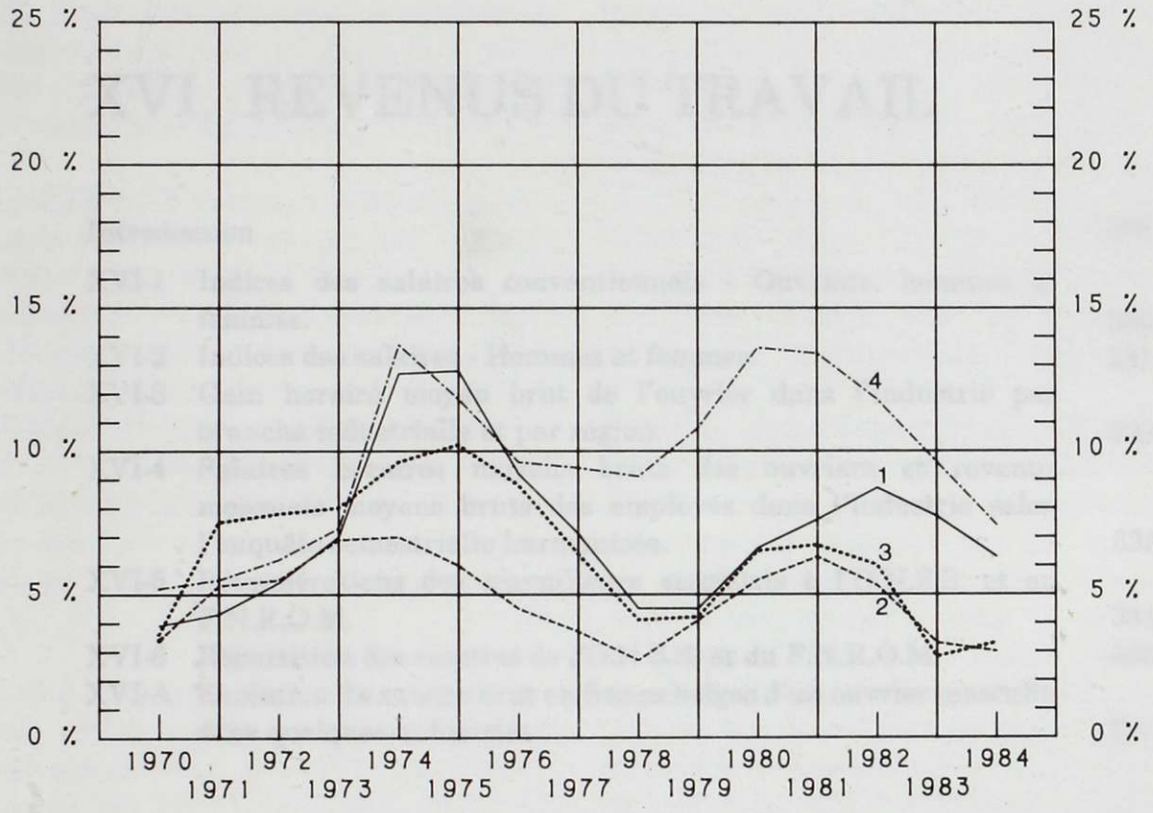
1 ———————— Belgique
2 — — — — — — Etats-Unis
3 ..... C.E.E.
4 —·—·—·—·— Japon



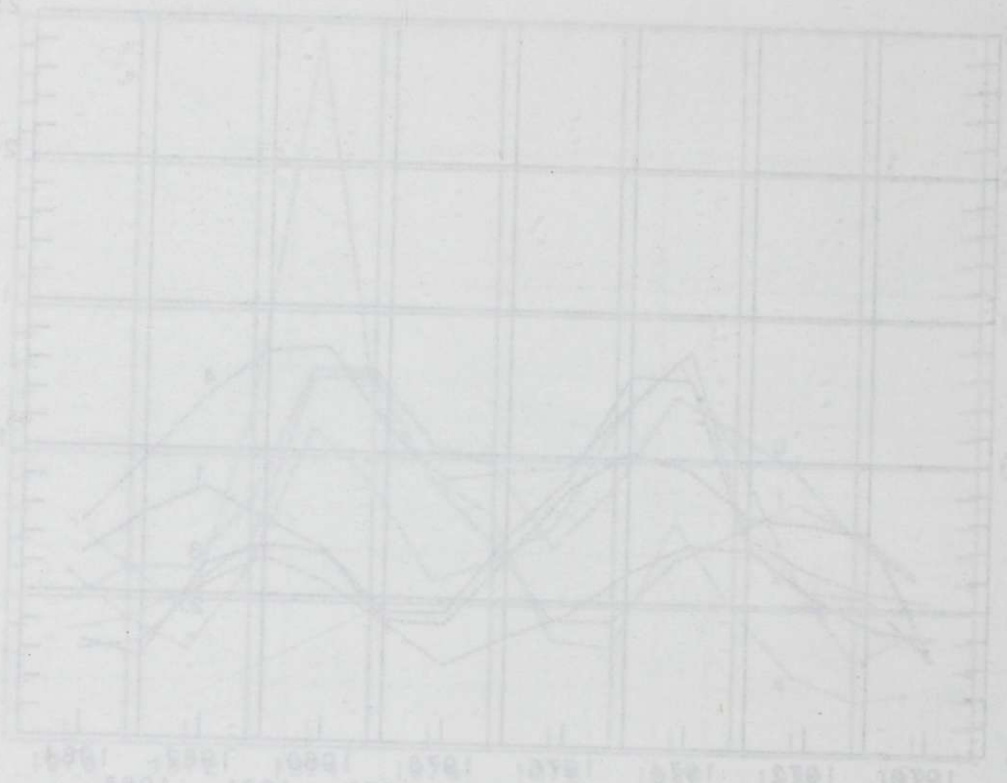
Source : O.C.D.E.

XV-E — Prix à la consommation dans les principaux pays
(Croissance moyenne annuelle)

1 ———— Belgique
2 — — — — — Rép. féd. d'Allemagne
3 ..... Pays-Bas
4 —·—·—·— France



Source : O.C.D.E.



XVI. REVENUS DU TRAVAIL

Introduction 328

XVI-1 Indices des salaires conventionnels - Ouvriers, hommes et femmes. 330

XVI-2 Indices des salaires - Hommes et femmes. 331

XVI-3 Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. 332

XVI-4 Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée. 333

XVI-5 Rémunérations des travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. et au F.N.R.O.M. 334

XVI-6 Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 335

XVI-A Evolution du salaire brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries. 336

INTRODUCTION

Le salaire conventionnel (tableau XVI-1) des ouvriers est le salaire horaire minimum moyen payé par l'employeur au travailleur en vertu d'une convention réalisée dans le cadre des conventions collectives du travail et conclue au sein des commissions paritaires, qu'elle ait été ratifiée par arrêté royal ou non. Ce salaire ne comprend pas les primes diverses. Toutefois, il est tenu compte de la réduction de la durée hebdomadaire du travail en majorant dans la même mesure le montant du salaire horaire.

La Banque Nationale publie un indice salarial pour l'industrie et le transport (tableau XVI-2). Le gain moyen brut par heure œuvrée comporte également les heures supplémentaires, les primes, les 13e et 14e mois, le salaire pour les jours fériés légaux, mais non le pécule de vacances. La masse salariale des entreprises considérées dans le sondage est divisée par le nombre d'heures œuvrées. La Banque Nationale publie également un indice du salaire horaire type de l'ouvrier qualifié et de l'ouvrier non qualifié. Comme d'autres facteurs (tels la rémunération complémentaire et la composition du personnel) jouent également un rôle dans le calcul du gain horaire moyen, l'indice ne se situe pas toujours entre ceux des salaires horaires de base de l'ouvrier qualifié et non qualifié.

Sur la base des données de la Banque Nationale, l'Institut de Recherche Economique et Sociale de Louvain (I.R.E.S.) calcule un indice du coût salarial dans l'industrie et dans quelques secteurs industriels importants (tableau XVI-2). Cette institution calcule également un indice du revenu mensuel d'un ouvrier d'usine, tenant compte du pécule de vacances et des allocations familiales.

Deux fois par an, en avril et en octobre, l'Institut National de Statistique organise une enquête sur les gains bruts moyens des ouvriers et des employés de l'industrie (tableaux XVI-3 et 4 et graphique XVI-A). Les coefficients de pondération sont basés sur la dernière enquête relative à la structure des salaires. En ce qui concerne les ouvriers, la période de paiement au mois d'avril ou d'octobre ne peut comporter aucun jour férié ou de congé.

Pour les ouvriers, le gain brut inclut toute indemnité en argent payée par l'employeur à l'ouvrier, à l'exclusion des allocations familiales légales, des allocations d'assistance personnelle, des indemnités pour l'usure des vêtements personnels de travail ou d'outils, des frais de déplacement et de séjour, des primes spéciales, des gratifications ou participations aux bénéfices, des charges légales et extra-légales d'employeur, des allocations se rapportant à la loi sur le salaire hebdomadaire garanti et les courtes absences. Le montant de l'impôt retenu à la source par l'employeur pour le compte de l'ouvrier et les charges sociales ne sont pas déduits du gain brut.

Pour les employés, le gain brut porte sur la rémunération des prestations fournies au cours du mois de référence, y compris les heures supplémentaires payées, les primes et les allocations familiales. Le traitement brut ne comprend pas les avantages en nature, les gratifications de fin d'année, la participation aux bénéfices, les primes non allouées à chaque paiement de traitement mensuel, les frais de déplacement, les allocations d'assistance personnelle reçues, les cotisations sociales obligatoires et volontaires de l'employeur. Ne sont pas déduits du traitement brut l'impôt retenu à la source par l'employeur et les cotisations sociales à charge de l'employé.

L'Office National de Sécurité Sociale publie, dans son rapport annuel, les cotisations déclarées à l'O.N.S.S. et au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs (F.N.R.O.M.) de même que la répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. selon les diverses branches de la sécurité sociale. De plus, le montant total des salaires des travailleurs assujettis à la sécurité sociale y est repris, ce qui permet (tableau XVI-5) de calculer la part du coût salarial social par rapport aux rémunérations brutes.

Le tableau XVI-6 présente la répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. selon les diverses branches de la sécurité sociale. En 1981 et 1982, les montants totaux à répartir pour ces deux années étaient significativement plus élevés que les cotisations déclarées. Ceci est explicable principalement par les versements du Trésor dans le cadre de l'opération Maribel. Vu la loi du 29 juin 1981, les employeurs, qui satisfont aux conditions d'application et qui embauchent des travailleurs manuels, bénéficient, depuis le 1er juillet 1981, d'une diminution des cotisations sociales. En outre, suivant des arrêtés de pouvoirs spéciaux, de nouvelles cotisations spéciales sont perçues depuis 1982 à charge de l'employé pour alimenter le Fonds pour réaliser l'équilibre financier des organismes de sécurité sociale et le Fonds pour les pensions de survie.

XVI-1 — **Indices des salaires conventionnels - Ouvriers, hommes et femmes**

1975=100

SECTEUR D'ACTIVITE	1983				1984			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	211,4	214,9	217,7	220,8	225,5	225,5	228,4	230,9
Energie et eau	181,2	181,6	183,7	187,3	190,6	190,6	191,3	194,5
Industries manufacturières	183,5	184,9	187,3	190,8	195,0	195,0	196,4	199,2
dont : produits alimentaires	193,2	193,4	196,4	200,6	204,7	204,7	204,8	208,8
textiles	181,3	184,3	187,6	187,8	195,6	195,6	199,4	199,6
confection, chaussures	188,8	192,5	192,7	196,5	200,8	200,8	204,5	204,9
chimie	184,1	186,5	186,5	190,3	196,6	196,6	196,6	200,6
métallurgie	177,1	178,6	180,9	184,7	186,8	189,0	188,9	191,4
fabrications métalliques	179,2	179,3	182,6	186,4	189,9	189,9	190,0	193,7
Construction	194,5	196,5	198,2	200,3	204,6	204,6	207,0	209,6
Commerce	192,2	193,7	196,7	199,9	206,9	206,9	207,9	211,5
Transports	185,8	187,4	190,2	193,4	197,7	197,6	200,3	201,2
Services	184,1	185,3	187,5	188,6	192,2	192,2	194,0	195,5
Indice général ...	**186,9**	**188,5**	**190,8**	**194,1**	**198,4**	**198,5**	**200,1**	**202,8**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

XVI-2 — Indices des salaires - Hommes et femmes

(1970=100)

PERIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût horaire dans l'industrie	Appointements-coût horaire dans l'industrie (hommes)	Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure œuvrée	Salaire horaire type (a)				Célibataire ou marié sans enfant	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1978	281	265	281	289,0	287,5	262,4	257,2	250,3
1979	302	285	301	311,5	310,3	281,0	274,6	266,4
1980	330	311	328	340,5	343,2	300,5	293,1	283,7
1981	364	336	360	367,1	382,9	327,0	318,4	307,7
1982	386	358	385	381,1	413,9	339,9	333,0	323,9
1983	403	374	405	413,8	429,4	348,3	344,1	338,3
1984	422	392	424	445,8	—	358,3	352,7	346,6
1983 mars	392	369	399	402,2	397,5	339,6	337,1	333,2
juin	398	372	402	409,6	407,1	346,0	343,4	339,4
septembre	403	374	406	414,2	321,5	349,9	344,7	337,6
décembre	418	382	413	429,3	521,5	357,6	351,3	342,9
1984 mars	414	390	422	430,0	424,5	350,9	345,9	339,7
juin	419	390	422	444,3	453,8	355,3	349,7	343,9
septembre	418	391	423	443,1	—	354,5	349,8	345,3
décembre	439	398	430	465,6	—	372,6	365,2	357,6

Source : Banque Nationale de Belgique (col. 1 à 3); I.R.E.S. (col. 4 à 8).

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.

XVI-3 — Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région

En francs

DESIGNATION	Avril 1984			Octobre 1984		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**342,83**	**300,13**	**(a)**	**342,52**	**288,38**	**(a)**
Industrie manufacturière	**271,55**	**300,19**	**275,48**	**273,28**	**300,28**	**280,19**
Industrie des métaux non ferreux	351,20	322,21	(a)	344,40	322,03	(a)
Industrie des produits minéraux non métalliques	297,22	288,21	(a)	298,46	291,54	(a)
Raffineries de pétrole	424,84	(a)	(a)	446,23	(a)	(a)
Industrie chimique	339,88	322,42	249,49	343,25	324,48	255,68
Construction d'automobiles et pièces détachées	291,79	304,42	287,10	296,06	302,12	289,59
Chantiers navals	305,89	(a)	(a)	306,12	(a)	(a)
Construction électrique et électronique	282,23	300,54	273,58	283,65	299,15	273,45
Industrie du bois et du meuble	255,72	246,49	264,95	258,87	251,76	273,39
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	294,72	305,79	316,30	292,24	312,91	321,44
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	271,36	265,80	(a)	272,48	274,11	(a)
Industrie du cuir	221,08	253,34	184,49	222,08	257,67	188,96
Industrie du textile	236,47	228,51	207,40	238,67	233,24	220,36
Industrie de l'habillement	203,03	205,82	225,50	205,00	203,59	226,56
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	264,50	274,69	273,19	264,36	278,32	278,15
Construction	**277,48**	**277,62**	**289,24**	**279,31**	**282,73**	**290,01**
Ensemble de l'industrie	**274,29**	**298,49**	**278,32**	**276,11**	**298,20**	**282,25**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Les données n'existent pas ou la moyenne couvre moins de quatre entreprises. Tel est également le cas pour l'« Electricité et gaz » et la « Sidérurgie ».

XVI-4 — Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée (a)

En francs

DESIGNATION	Flandre	Wallonie (b)	Bruxelles Capitale	Le Royaume		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1980	209,13	230,10	211,18	228,98	160,42	214,97
Octobre 1980	215,90	239,63	218,24	237,23	164,61	222,39
Avril 1981	230,28	249,57	231,74	250,17	180,72	235,93
Octobre 1981	239,23	259,83	238,62	259,78	188,38	245,05
Avril 1982	246,52	267,72	247,67	267,55	195,11	252,69
Octobre 1982	251,80	275,14	253,90	273,38	201,23	258,58
Avril 1983	261,15	281,89	262,14	281,84	209,76	267,06
Octobre 1983	265,76	287,06	267,90	287,09	213,82	272,06
Avril 1984	274,29	298,49	278,32	297,16	221,10	281,55
Octobre 1984	276,11	298,20	282,25	298,87	223,29	283,35
Employés :						
Avril 1980	54 277	55 529	53 702	60 004	36 331	54 529
Octobre 1980	56 346	57 251	55 056	62 107	37 603	56 440
Avril 1981	59 286	60 635	57 684	65 790	39 108	59 622
Octobre 1981	60 920	62 494	60 382	67 794	40 278	61 434
Avril 1982	63 340	63 991	62 502	70 159	41 504	63 535
Octobre 1982	64 195	65 509	63 702	71 024	42 790	64 498
Avril 1983	65 160	67 141	64 400	72 176	44 232	65 716
Octobre 1983	66 633	68 300	65 510	73 763	45 158	67 151
Avril 1984	68 304	69 606	68 138	75 520	46 767	68 874
Octobre 1984	69 148	70 106	68 158	76 273	47 024	69 512

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) A partir d'avril 1981, les données globales sont établies à l'aide de nouveaux facteurs de pondération.
(b) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

XVI-5 — **Rémunérations des travailleurs assujettis à l'O.N.S.S. et au F.N.R.O.M.** (a)

ANNEES	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	Part des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1971	478,2	153,8	32,2
1972	543,7	174,3	32,1
1973	632,7	202,2	32,0
1974	773,6	243,2	31,4
1975	897,1	296,1	33,0
1976	1 008,5	330,8	32,8
1977	1 109,5	365,8	33,0
1978	1 179,8	385,5	32,7
1979	1 269,9	412,7	32,5
1980	1 377,7	446,0	32,4
1981	1 452,4	468,0	32,2
1982	1 531,5	505,6	33,0
1983	1 571,8	556,8	35,4

Source : O.N.S.S.

(a) Y compris les apprentis, les fonctionnaires, le personnel domestique et les ouvriers-mineurs; sans les marins de la marine marchande. Les données pour 1984 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris les retenues fiscales et sociales; sans les contributions patronales à la sécurité sociale.

XVI-6 — Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)

En millions de francs.

BRANCHES DE LA SECURITE SOCIALE	1980	1981 (b)	1982 (b)	1983 (b)
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	140 427	161 032	181 620	193 901
Maladie-invalidité	105 408	111 081	122 780	132 451
Chômage	22 746	23 789	24 594	25 420
Allocations familiales	80 589	78 044	78 808	80 368
Vacances annuelles	61 928	65 488	67 255	70 399
Maladies professionnelles	6 736	6 954	7 430	7 762
Accidents du travail	4 162	4 310	3 657	3 461
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence - construction	13 060	13 521	13 236	13 622
Sécurité d'existence - autres secteurs	3 352	3 859	4 082	4 374
Fermetures d'entreprises	2 786	3 045	3 276	3 559
Crédit d'heures	353	335	424	335
Fonds d'équilibre financier (c) :			11 090	19 464
- Retraite et survie	—	—	(4 000)	—
- Maladie-invalidité	—	—	(5 700)	—
- Maladies professionnelles	—	—	(1 300)	—
- Vacances annuelles	—	—	(90)	—
Fonds des pensions de survie (secteur public)	—	—	1 475	3 364
Fonds de solidarité - chômage	—	4 223	5 553	5 207
Total ...	**441 547**	**475 680**	**525 279**	**563 686**

Source : O.N.S.S.

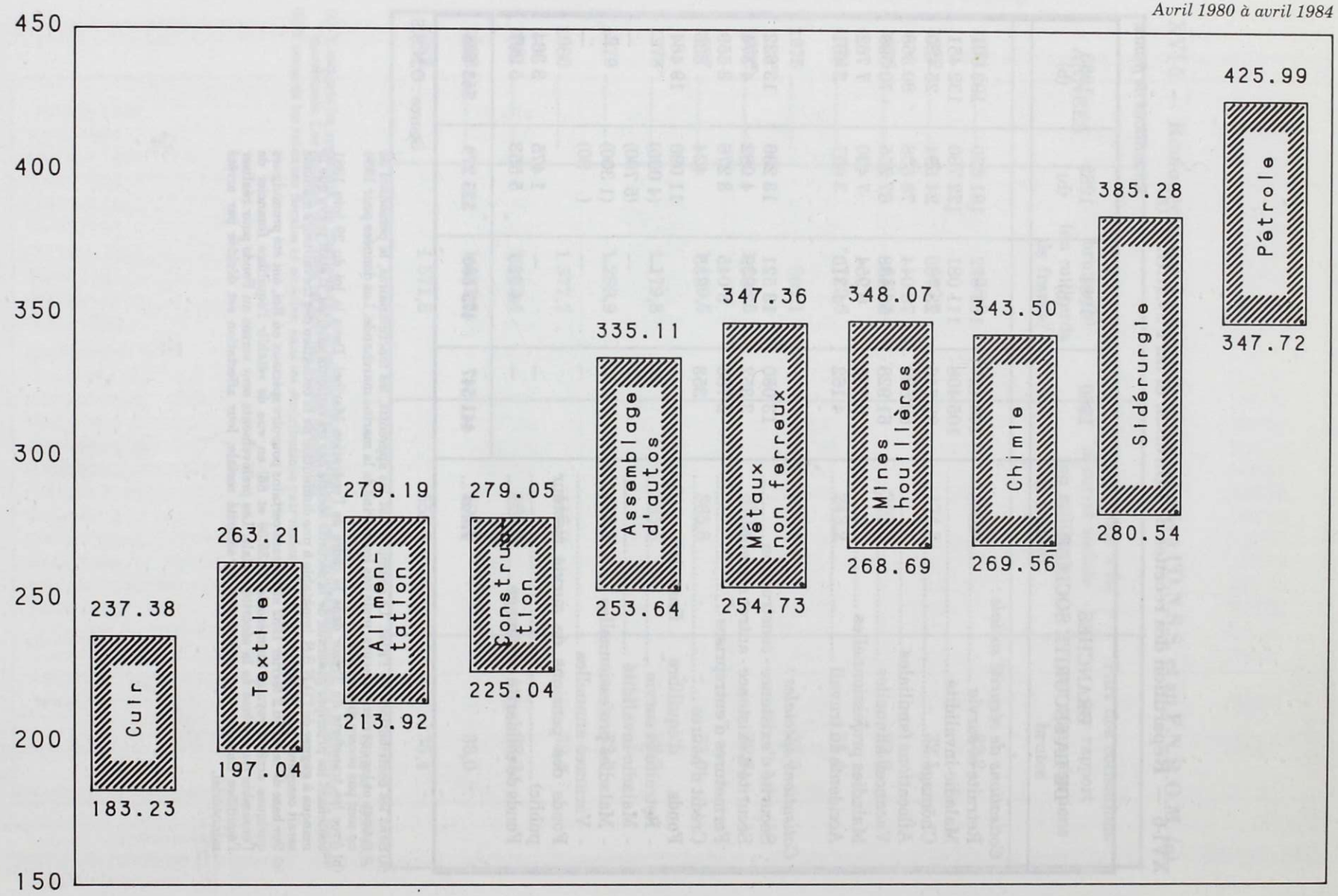
(a) Sans les contributions de l'Etat. Le champ inclut les apprentis, les fonctionnaires, le personnel de maison et les ouvriers-mineurs, mais pas les marins de la marine marchande. Les données pour 1984 ne sont pas encore disponibles.

(b) Avec les transferts du Trésor dans le cadre de l'opération Maribel. Dans la loi du 29 juin 1981 contenant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il était prévu que le manque à gagner de l'O.N.S.S. imputable à une diminution de la cotisation des travailleurs manuels serait compensé par l'Etat.

(c) Sur base de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, ont été promulgués quelques arrêtés royaux (numérotés 23,35,36 et 86) en vue de rétablir l'équilibre financier de l'ensemble du système de la sécurité sociale. Les prélèvements sont versés au Fonds pour réaliser l'équilibre financier des organismes de sécurité sociale; leur affectation est décidée par arrêté ministériel.

XVI-A — Evolution du salaire brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries (a)

Avril 1980 à avril 1984



(a) A partir d'avril 1981, les données sont établies à l'aide de nouveaux coefficients de pondération.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XVII. REVENUS DES SOCIETES

Introduction 338

XVII-1 Rentabilité nette des fonds propres des sociétés après impôt. 340

XVII-2 Fonds propres comparés à l'ensemble des moyens d'action des sociétés. 341

XVII-3 Liquidité au sens strict des sociétés. 342

XVII-4 Rentabilité et endettement de quelques sociétés. 343

INTRODUCTION

Depuis 1977, les données de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique permettent de connaître la structure financière et les résultats des entreprises belges; en outre, cette centrale élabore une statistique de la globalisation des comptes annuels et des principaux coefficients financiers.

Ces résultats sont publiés avec quelque retard parce que d'une part, toutes les entreprises ne clôturent pas leur exercice le 31 décembre et d'autre part, le traitement et le contrôle de quelque 16 000 comptes annuels demande du temps. En plus, des regroupements sectoriels sur base de la classification NACE sont effectués pour rendre possible une analyse par branche d'activité.

La représentativité de ces données peut être montrée par les chiffres suivants : en 1979, par exemple, le total des comptes annuels selon le schéma complet (1) atteignait 2,8 % du total des déclarants à la T.V.A. mais représentait 64,6 % du chiffre d'affaires de tous ces déclarants (2).

Les tableaux XVII-1 à XVII-3 fournissent, pour les années 1977 à 1983 (dernière année disponible à la Centrale des Bilans), un aperçu des principaux coefficients financiers par branche d'activité. La définition, utilisée par la Centrale des Bilans, de la rentabilité nette des fonds propres après impôt est le rapport, multiplié par 100, entre les bénéfices ou les pertes après impôt et les fonds propres. La liquidité au sens strict est le rapport entre les actifs courants diminués des stocks et les fonds de tiers à court terme. La capacité financière des entreprises est donnée par le rapport, multiplié par 100, entre les fonds propres et l'ensemble des moyens d'action (somme des fonds propres et des fonds de tiers).

L'interprétation des données appelle quelques réserves : d'une part, la population statistique se modifie dans le temps, des entreprises disparaissant ou se créant dans chaque secteur; d'autre part, la valeur des coefficients est valable pour un secteur mais pas pour toutes les entreprises de ce secteur car elle peut être influencée par une ou plusieurs grandes entreprises (3).

L'évolution favorable de la structure financière des entreprises s'est maintenue en 1983. La rentabilité nette passe de −1,41 % en 1981 à 4,88 % en 1983 pour

(1) Il s'agit du schéma standard tel qu'établi par l'Arrêté Royal du 8 octobre 1976 concernant les comptes annuels des sociétés.

(2) Jegers (M.) et Buijink (W.) : « Evaluatiegegevens verspreid door de balanscentrale », *Accountancy en bedrijfskunde,* 1982, n° 7, p. 5.

(3) Pour ces raisons, la globalisation de la Centrale des Bilans répartit les coefficients en quartiles ce qui permet aux entreprises de situer leur propre coefficient à l'intérieur des intervalles de quartiles.

l'ensemble des entreprises considérées dans la statistique. De même, le coefficient de capacité financière passe de 25,09 en 1981 à 28,10 en 1982. Il peut en être déduit que les moyens propres des entreprises augmentent plus rapidement que les moyens extérieurs qui y sont attirés.

La liquidité, reflétée par le rapport entre les actifs et les dettes à court terme, s'améliore à nouveau en 1983. Comme la liquidité est considérée au sens strict, les stocks, qui sont difficilement réalisables à court terme, ont été éliminés, ce qui donne une meilleure image que celle offerte par la liquidité au sens large. Pour tous les secteurs, l'ensemble des engagements à court terme est couvert à 81 % par leur actif. Hormis quelques secteurs, la liquidité reste inférieure à 1, ce qui est trop faible.

Enfin, pour fournir des indications sur 1984, les données de l'échantillon « Paribas » ont été présentées au tableau XVII-4. La rentabilité et l'endettement de 167 sociétés y ont été examinés. Les résultats montrent que les tendances de 1982 et 1983 se sont poursuivies en 1984. La structure financière des entreprises a continué de s'améliorer; le taux d'endettement à long terme (4) a régressé de 78,9 % en 1982 à 56,5 % en 1984. L'amélioration de ce taux en 1984 — pour les entreprises de l'échantillon — est dû aux bénéfices réservés et reportés en 1983.

La rentabilité des entreprises de l'échantillon s'est fortement améliorée en 1984 : 9,7 % contre 6,7 % en 1983. Lorsque le secteur sidérurgique n'est pas pris en considération, le taux passe de 9,4 % à 11 %. Grâce à ces résultats, les meilleurs de la dernière décennie, la rentabilité — donc le rendement — du capital à risque est porté à un niveau identique à celui des placements sans risque tels que les emprunts d'Etat. Cette forte rentabilité est en outre probablement quelque peu sous-estimée : aussi bien en 1983 qu'en 1984, des capitaux nouveaux ont été collectés en grand nombre. Les investissements qui en sont résultés, n'ont peut-être pas encore procuré leur rendement maximum.

La rentabilité s'est accrue dans quasi tous les secteurs (et dans la sidérurgie, elle est devenue moins négative), à l'exception de ceux de la distribution — la diminution du pouvoir d'achat ayant entraîné une baisse de ses débouchés — et des banques — où, à cause des augmentations de capital en 1984, la baisse serait passagère.

(4) Le taux d'endettement à long terme est le rapport, exprimé en %, entre les dettes à long terme et les moyens propres.

XVII-1 — Rentabilité nette des fonds propres des sociétés après impôt

En %

SECTEURS	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble des sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	**2,46**	**5,25**	**0,62**	**— 1,41**	**5,49**	**4,88**
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	*3,28*	*— 1,03*	*0,71*	*3,07*	*4,19*	*3,07*
Energie et eau	*14,55*	*18,69*	*8,50*	*6,82*	*8,92*	*10,12*
Raffinage de pétrole, commerce de gros et de détail de produits pétroliers	10,09	28,56	13,36	— 2,60	13,91	17,87
Production et distribution d'énergie (électricité, gaz, vapeur, eau chaude)	21,53	20,91	15,06	14,09	14,67	13,17
Captage, épuration et distribution d'eau	1,75	1,72	1,94	6,82	1,17	1,46
Extraction et transformation de minéraux non énergétique; industrie chimique	*— 7,02*	*2,39*	*— 3,17*	*— 7,33*	*2,46*	*— 3,77*
Production et première transformation des métaux	—22,28	— 0,22	—21,80	—30,87	—14,10	— 63,17
Sidérurgie	—33,71	— 0,29	—39,00	—50,16	—24,94	—169,50
Production et première transformation des métaux non ferreux	— 5,98	0,83	0,98	— 1,02	— 0,99	6,13
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	1,85	3,83	5,12	3,64	1,85	8,45
Industrie des produits minéraux non métalliques	— 2,54	0,72	— 3,44	— 6,49	— 0,82	1,77
Industrie chimique	— 0,94	4,62	6,85	5,30	12,10	14,92
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	*3,45*	*3,36*	*— 0,45*	*— 2,31*	*6,85*	*6,75*
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement)	— 5,42	3,36	— 0,45	— 2,31	6,85	— 3,18
Fabrication d'outillages et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	4,26	— 3,36	— 3,38	— 2,83	— 1,09	12,20
Construction métallique chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	— 0,37	0,55	2,29	— 3,51	7,06	1,23
Construction mécanique, aéronautique	2,10	5,44	2,36	0,78	7,12	5,30
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	4,90	2,54	0,32	0,88	5,95	5,86
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	10,70	13,62	1,24	—10,69	23,79	18,99
Autres industries manufacturières	*0,56*	*4,47*	*3,45*	*0,72*	*7,17*	*6,98*
Industrie des produits alimentaires, des boissons et des tabacs	2,47	4,31	3,13	4,20	8,80	8,36
Industrie textile	— 2,65	3,43	1,72	0,70	4,71	5,48
Industrie du cuir	—16,94	5,30	0,85	— 5,50	6,46	4,80
Industrie des chaussures et de l'habillement	8,67	10,63	5,60	— 7,60	3,94	2,12
Industrie du bois et du meuble en bois	1,32	1,38	4,61	4,32	6,08	3,22
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	— 3,59	4,65	3,38	— 7,28	6,92	8,36
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	— 1,30	5,65	6,27	— 2,50	6,34	6,62
Ensemble de l'industrie manufacturière	**— 2,26**	**3,22**	**— 0,48**	**— 3,93**	**4,96**	**2,42**
Bâtiment et génie civil	*5,64*	*4,90*	*6,34*	*7,67*	*5,93*	*4,12*
Commerce, restauration, hébergement, réparations	*6,99*	*8,07*	*6,79*	*5,70*	*11,47*	*12,89*
Commerce de gros, sauf récupération	8,01	8,53	7,37	5,60	13,50	13,58
Commerce de détail	5,03	5,99	5,82	6,97	1,06	10,96
Transport et communications	*—28,40*	*—53,33*	*—49,72*	*—53,65*	*—48,28*	*— 37,82*
Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location	*1,19*	*0,74*	*— 5,50*	*— 6,43*	*1,15*	*0,90*
Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels	*8,51*	*0,29*	*9,03*	*6,23*	*7,14*	*9,12*

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

XVII-2 — Fonds propres comparés à l'ensemble des moyens d'action des sociétés

En %

SECTEURS	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble des sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	**27,16**	**26,74**	**25,32**	**25,09**	**26,29**	**28,10**
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	*45,86*	*43,83*	*36,11*	*35,14*	*37,42*	*39,63*
Energie et eau	*34,01*	*35,25*	*32,43*	*28,46*	*27,30*	*39,02*
Raffinage de pétrole, commerce de gros et de détail en produits pétroliers	23,75	27,01	27,18	25,59	26,19	28,67
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31,37	31,30	27,23	25,20	37,75	39,63
Captage, épuration et distribution d'eau	61,78	60,81	62,55	—	66,95	67,76
Extraction et transformation de minéraux non énergétiques; industrie chimique	*33,68*	*32,70*	*30,79*	*30,09*	*31,00*	*30,81*
Production et première transformation des métaux	23,60	25,62	20,89	22,42	21,56	17,37
Sidérurgie	19,72	23,13	17,59	20,68	18,91	11,44
Production et première transformation des métaux non ferreux	32,41	27,41	24,19	25,19	25,16	23,92
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	57,00	54,64	53,12	51,97	53,71	54,52
Industrie des produits minéraux non métalliques	41,05	37,76	36,79	35,99	36,76	40,60
Industrie chimique	40,28	37,67	38,15	34,93	37,03	37,61
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	*25,32*	*24,13*	*24,35*	*24,07*	*24,44*	*26,41*
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement, etc.)	27,77	29,62	32,43	27,57	28,51	29,12
Fabrication d'outillages et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	33,00	31,17	32,18	33,19	34,31	35,96
Construction métallique, chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	16,40	15,95	15,35	14,70	15,96	18,95
Construction mécanique, aéronautique, fabrication d'instruments de précision	28,33	27,40	27,43	26,24	26,67	28,77
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	28,51	27,05	25,80	27,55	25,95	27,82
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autre matériel de transport	22,07	20,52	19,60	18,48	22,09	21,91
Autres industries manufacturières	*32,82*	*30,63*	*31,19*	*29,65*	*31,77*	*34,51*
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	34,86	33,74	33,05	31,61	32,40	35,47
Industrie textile	34,71	34,28	33,39	32,52	35,80	38,83
Industrie du cuir	33,37	31,79	27,59	30,83	36,18	33,94
Industrie des chaussures et de l'habillement	34,85	29,34	30,06	25,81	29,98	30,19
Industrie du bois et du meuble en bois	29,31	25,38	29,57	29,18	31,05	33,25
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	29,83	27,36	30,51	29,17	32,47	34,13
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	32,05	28,37	31,21	29,09	30,98	36,00
Ensemble de l'industrie manufacturière	**31,01**	**29,73**	**29,12**	**28,25**	**29,41**	**30,77**
Bâtiment et génie civil	*18,12*	*18,77*	*18,25*	*18,78*	*19,95*	*20,67*
Commerce, restauration et hébergement, réparations	*24,33*	*22,39*	*22,52*	*22,65*	*22,75*	*24,61*
Commerce de gros, sauf récupération	24,07	22,04	22,04	21,69	22,04	23,93
Commerce de détail	25,99	24,54	23,63	25,10	23,90	25,89
Transport et communications	*18,15*	*16,59*	*17,26*	*15,03*	*13,96*	*18,09*
Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location	*18,65*	*21,08*	*17,30*	*13,90*	*14,38*	*16,95*
Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels	*41,00*	*38,93*	*39,04*	*42,38*	*43,37*	*44,75*

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

XVII-3 — Liquidité au sens strict des sociétés

SECTEURS	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble des sociétés dont les comptes ont été inclus dans les statistiques	**0,76**	**0,75**	**0,73**	**0,75**	**0,78**	**0,81**
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	*0,48*	*0,51*	*0,58*	*0,59*	*0,65*	*0,63*
Energie et eau	*0,88*	*0,86*	*0,78*	*0,77*	*0,76*	*0,77*
Raffinage de pétrole, commerce de gros et de détail en produits pétroliers	0,82	0,88	0,84	0,91	0,89	0,89
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	0,85	0,79	0,70	0,71	0,75	0,77
Captage, épuration et distribution d'eau	2,25	2,37	1,57	n.s.	1,51	1,69
Extraction et transformation de minéraux non énergétiques; industrie chimique	*0,74*	*0,74*	*0,69*	*0,72*	*0,80*	*0,84*
Production et première transformation des métaux	0,59	0,58	0,51	0,51	0,60	0,66
Sidérurgie	0,60	0,64	0,60	0,57	0,74	0,73
Production et première transformation des métaux non ferreux	0,51	0,40	0,33	0,37	0,34	0,48
Extraction de minéraux autres que métalliques et énergétiques; tourbières	1,01	1,01	0,92	0,91	1,05	1,04
Industrie des produits minéraux non métalliques	0,82	0,87	0,75	0,79	0,83	0,94
Industrie chimique	0,86	0,84	0,85	0,90	0,95	0,96
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	*0,71*	*0,69*	*0,66*	*0,68*	*0,73*	*0,73*
Transformation des métaux (tréfilage, étirage, laminage, revêtement, etc.)	0,65	0,59	0,67	0,64	0,70	0,85
Fabrication d'outillage et d'articles finis en métaux, ateliers mécaniques	0,85	0,80	0,77	0,77	0,81	0,79
Construction métallique, chaudronnerie, tôlerie, construction navale et ferroviaire	0,55	0,55	0,55	0,53	0,62	0,59
Construction mécanique, aéronautique, fabrication d'instruments de précision	0,62	0,62	0,60	0,65	0,70	0,74
Construction électrique, électronique, de machines de bureau, d'ordinateurs	0,84	0,83	0,76	0,78	0,82	0,86
Construction automobile, de cycles, motocycles et d'autre matériel de transport	0,73	0,68	0,63	0,66	0,68	0,57
Autres industries manufacturières	*0,77*	*0,76*	*0,78*	*0,81*	*0,81*	*0,82*
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	0,73	0,74	0,78	0,78	0,77	0,78
Industrie textile	0,85	0,83	0,80	0,81	0,83	0,87
Industrie du cuir	0,67	0,64	0,50	0,75	0,70	0,69
Industrie des chaussures et de l'habillement	0,82	1,33	0,77	0,83	0,82	0,82
Industrie du bois et du meuble en bois	0,73	0,66	0,73	0,79	0,83	0,83
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier, imprimerie et édition	0,83	0,90	0,89	0,92	0,95	0,97
Industrie du caoutchouc, transformation des matières plastiques	0,68	0,80	0,83	0,84	0,84	0,90
Ensemble de l'industrie manufacturière	**0,74**	**0,73**	**0,71**	**0,73**	**0,78**	**0,80**
Bâtiment et génie civil	*0,54*	*0,56*	*0,59*	*0,62*	*0,66*	*0,65*
Commerce, restauration et hébergement, réparations	*0,79*	*0,78*	*0,75*	*0,78*	*0,82*	*0,82*
Commerce de gros, sauf récupération	0,83	0,82	0,78	0,82	0,85	0,85
Commerce de détail	0,55	0,53	0,50	0,51	0,50	0,52
Transport et communications	*0,99*	*0,96*	*0,99*	*0,96*	*1,02*	*1,10*
Auxiliaires financiers, affaires immobilières, services aux entreprises, location	*0,68*	*0,69*	*0,74*	*0,73*	*0,65*	*0,81*
Services d'hygiène publique, récréatifs, culturels et personnels	*0,98*	*0,97*	*1,07*	*1,10*	*1,11*	*1,16*

Source : B.N.B., Centrale des bilans.

XVII-4 — Rentabilité et endettement de quelques sociétés

DESIGNATION (a)	1983		1984	
	Dettes à long terme (b)	Résultat net recalculé (c)	Dettes à long terme (b)	Résultat net recalculé (c)
Matériel électrique	94,3	8,0	54,6	21,1
Pétrole	48,9	21,7	43,9	19,8
Automobile	35,3	4,4	26,8	15,5
Bâtiment	186,8	− 1,9	63,0	14,6
Chimie	39,0	9,8	28,5	13,9
Trusts	5,2	10,6	4,6	13,5
Electricité	134,3	11,2	134,4	12,7
Papeterie	74,8	1,5	72,7	12,4
Distribution	60,5	12,8	75,0	11,6
Constructions métalliques et mécaniques	79,1	9,9	72,2	11,4
Plantations	3,7	7,1	5,1	10,8
Non-ferreux	34,6	4,3	22,8	9,9
Sociétés à portefeuille (moyennes)	6,8	8,0	5,6	8,6
Minéraux non métalliques	36,9	1,9	37,2	7,8
Divers	137,7	1,5	138,4	7,6
Sociétés à portefeuille (grandes)	9,6	6,1	5,5	7,2
Alimentation	12,0	4,8	8,5	6,2
Textile	30,7	2,6	26,0	5,8
Banques	..	6,0	..	5,7
Immobilier	49,5	2,6	37,4	1,7
Sidérurgie	576,8	−267,1	144,9	−29,8
Total ...	**66,3**	**6,7**	**56,5**	**9,7**
(Total sans sidérurgie) ...	**(60,1)**	**(9,4)**	**(52,9)**	**(11,0)**

Source : Banque Paribas Belgique.

(a) Classé d'après la rentabilité en 1984.
(b) Dettes à long terme en % des fonds propres.
(c) Résultat net recalculé en % des fonds propres.

XVIII. FAILLITES ET FERMETURES D'ENTREPRISES

Introduction 346

XVIII-1 Faillites et fermetures d'entreprises. 347

XVIII-2 Fermetures d'entreprises. 348

INTRODUCTION

Le nombre de faillites est établi par une société privée suivant le relevé de celles publiées dans le Moniteur belge, la prise en compte dans la statistique se faisant à la date de son prononcé.

Comme chaque société est suivie depuis le moment de sa constitution, il est possible de déterminer le capital perdu en cette circonstance (tableau XVIII-1).

Lors de la faillite d'une société coopérative, dans laquelle interviennent des personnes physiques et une personne morale, la faillite de chacune d'elles est comptabilisée.

L'examen de l'évolution des faillites par trimestre permet de déceler la présence d'un facteur saisonnier : le nombre nettement plus faible de faillites durant le 3e trimestre de chaque année comparé à celui des autres trimestres résulte des vacances judiciaires.

Le nombre de fermetures d'entreprises (tableau XVIII-2) ne reprend que les fermetures entraînant une indemnisation des travailleurs licenciés. Leur nombre est dès lors systématiquement moins élevé que le nombre de faillites qui comprend un grand nombre de petites entreprises n'occupant pas de personnel (petits indépendants).

XVIII-1 — Faillites et fermetures d'entreprises

DESIGNATION	1983	1984				
		I	II	III	IV	Année
Faillites (a) :						
Nombre	4 118	1 085	1 069	810	1 062	4 026
— S.A.	475	117	126	86	122	451
— S.P.R.L.	1 412	370	371	295	392	1 428
— Autres	2 231	598	572	429	548	2 147
Capitaux perdus (millions)	6 923	993	1 603	1 022	1 699	5 317
Fermetures d'entreprises (b) :						
Nombre	1 480	318	381	175	399	1 273
Travailleurs touchés	23 901	4 708	4 575	1 709	5 003	15 995

Source : (a) Dun & Bradstreet- Eurinform.
(b) O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

XVIII-2 — Fermetures d'entreprises

SECTEURS	Nombre de fermetures				Nombre de travailleurs touchés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Métal, mécanique, électricité	170	124	164	166	13 172	6 845	5 827	4 286
Construction	332	217	259	207	8 900	3 776	6 205	3 368
Confection	62	38	45	51	2 088	2 089	629	1 118
Alimentation	110	82	113	105	1 667	1 563	1 043	874
Textile	38	25	21	11	2 648	1 222	1 321	304
Horeca	114	78	121	121	811	373	687	438
Peaux et cuir	5	3	8	4	59	65	51	64
Imprimerie	23	14	29	22	208	81	327	217
Papier et carton	9	3	4	4	528	192	15	297
Bois	62	38	54	51	1 193	724	720	902
Verre	4	4	1	—	19	243	172	—
Chimie	20	12	22	10	1 409	460	294	145
Transport	57	49	68	69	653	449	588	482
Nettoyage	17	13	12	26	189	72	68	401
Publicité	7	3	6	3	39	16	83	30
Divers	465	336	553	423	4 118	3 308	5 869	3 069
Total ...	**1 495**	**1 039**	**1 480**	**1 273**	**37 701**	**21 478**	**23 901**	**15 995**

Source : O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs touchés en cas de fermetures.

XIX. REGIONS

Introduction		350
XIX-1	Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975.	352
XIX-2	Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants.	352
XIX-3	Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants.	353
XIX-4	Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975.	354
XIX-5	Répartition par province et région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger.	355
XIX-6	Indices bruts de l'activité industrielle.	356
XIX-7	Faillites par région.	357
XIX-8	Fermetures d'entreprises par région.	357
XIX-9	Répartition des faillites par province.	358
XIX-10	Chômeurs complets indemnisés (Fin décembre).	358
XIX-11	Chômeurs complets indemnisés (Moyennes mensuelles).	359
XIX-12	Evolution du taux de chômage par région.	360

INTRODUCTION

Les données figurant aux tableaux XIX-1 à XIX-4 présentent une ventilation régionale, effectuée par l'I.N.S. sur base de différents critères (1), de la valeur ajoutée brute du Royaume. La somme des P.I.B. est par définition égale au P.I.B. du Royaume.

Le concept pris en considération est celui du produit intérieur brut (amortissements y compris) au coût des facteurs (non compris les impôts indirects mais bien les subventions) lequel correspond à une création de revenus qui trouve son origine dans une production localisée dans un espace géographique déterminé. Cette approche ne permet par ailleurs pas d'identifier la localisation des détenteurs finals des revenus ainsi distribués et dès lors de connaître le revenu de la région. La différence provient des revenus des facteurs de production payés par une région à une autre et des ajustements opérés à l'aide des transferts de sécurité sociale et autres.

Les données à prix constants (2) de 1975 sont établies à partir de données nationales d'évolution des prix et ne tiennent pas compte d'une évolution régionale propre de ceux-ci.

Pour 1979, dernière année disponible au moment de la confection des tableaux qui suivent, les données demeurent provisoires.

Les données des livraisons industrielles intérieures et à l'étranger, présentées au tableau XIX-5, sont établies par l'I.N.S. (3) à partir des résultats des statistiques annuelles de la production industrielle et n'ont trait qu'aux industries extractives et aux seules branches d'industries manufacturières pour lesquelles ces statistiques sont disponibles.

Les livraisons sont évaluées aux prix « départ-usine », frais d'emballage inclus, mais les différentes taxes (T.V.A., douanes) sont exclues. Les frais de transport ne sont inclus que lorsque ce dernier est effectué par l'établissement même.

Cette statistique, dans son volet « livraisons à l'étranger », ne coïncide nullement avec celle des exportations de l'U.E.B.L. établies sur base des documents douaniers (Chapitre X), en raison du mode de collecte différent de l'information.

Le tableau XIX-6 est relatif à la production industrielle. Il faut remarquer que

---

(1) Les différents critères utilisés par l'I.N.S. ont été exposés dans des publications de l'Institut : *Etudes statistiques et économétriques* nº 3 (1962) et nº 12 (1966), *Etudes statistiques* nº 43 (1976) et nº 69 (1983).

(2) La méthode pour évaluer les données en prix contants est expliquée dans *« Etudes statistiques et économétriques »* nº 12 (1966) et nº 43 (1976) de l'I.N.S.

(3) Pour une note méthodologique de cette statistique voir : *Etudes statistiques* nº 55 (1979) de l'Institut National de Statistique.

l'indice de Bruxelles comprend la production des entreprises industrielles de l'arrondissement de Hal-Vilvorde et que donc celui de la Flandre ne l'inclut pas. De plus, comme il est rappelé au chapitre V, les données de 1984 demeurent provisoires.

Le redressement de la conjoncture, lequel atteint d'abord les industries situées en amont du système de production, a bénéficié à la Wallonie, dont l'indice de la production industrielle a augmenté de 7,7 % par rapport à l'année précédente, davantage qu'à la Flandre (+ 0,4 %) ou à Bruxelles (+ 2,4 %). La prépondérance de produits demi-finis dans l'offre industrielle wallonne lui a permis de réaliser ce gain. L'écart entre les indices de production de la Flandre et de la Wallonie qui s'est réduit à 11,8 % en 1984, contre 19,9 % en 1983, n'en demeure pas moins à l'avantage de la région flamande.

Pour les faillites (tableaux XIX-7 et 9), les données disponibles ne permettent pas une désagrégation régionale des S.A. et des S.P.R.L., comme c'est le cas au niveau national (chapitre XVI « Faillites et fermetures d'entreprises »); en effet, elles comprennent aussi les faillites d'indépendants.

La diminution du nombre des faillites s'est poursuivie en 1984 de manière pratiquement identique dans les trois régions du pays. L'amélioration de l'évolution économique générale se reflète également dans les statistiques du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermetures d'entreprises (tableau XIX-8). Le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures s'est sensiblement réduit à Bruxelles et en Flandre où il reste toutefois important. En Wallonie, le nombre de fermetures d'entreprises, enregistrées dans le cadre de ce Fonds, a augmenté, mais le nombre de travailleurs touchés par celles-ci a été moindre que l'année précédente.

L'amélioration du chômage (tableaux XIX-10, 11 et 12) a été plus manifeste à Bruxelles et en Flandre qu'en Wallonie. La moyenne mensuelle du nombre de chômeurs complets indemnisés a même diminué de 2,7 % à Bruxelles (−1,8 % pour les hommes et −3,8 % pour les femmes) par rapport à l'année précédente, tandis qu'elle est demeurée stable en Flandre. En 1983 elle avait encore progressé de respectivement 14,2 et 10,4 %. En Flandre, le nombre mensuel moyen de chômeurs masculins a également diminué de 2,3 % par rapport à l'année antérieure alors qu'il avait cru de 13,2 % en 1983. L'amélioration du chômage est nettement plus limitée en Wallonie où la moyenne mensuelle des chômeurs était encore supérieure de 5,4 % en 1984 à celle de 1983 au cours de laquelle elle avait progressé de 9,8 %. Contrairement aux autres régions le nombre mensuel moyen de chômeurs masculins y progresse encore (6 % en 1984 contre 14,1 % en 1983).

Ces diverses évolutions ont conduit à un abaissement du taux de chômage au 30 juin (calculé sur base des assurés INAMI contre le chômage) en Flandre (17,7 % en 1984 contre 18,6 % en 1983) et à Bruxelles (19,7 % en 1984 contre 20,5 % en 1983). En Wallonie par contre ce taux reste orienté à la hausse : 22,1 % pour 21,4 % en 1983.

XIX-1 — Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1975

En millions de francs

PROVINCE OU REGION	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	397 489	423 591	437 750	447 322	456 902
Brabant	543 418	558 090	559 698	575 302	583 406
Hainaut	220 793	233 438	230 580	241 924	247 159
Liège	210 073	219 871	222 404	229 754	232 645
Limbourg	133 876	146 769	148 844	153 923	159 740
Luxembourg	35 974	37 426	37 698	39 730	40 762
Namur	65 345	70 331	74 257	76 041	77 941
Flandre orientale	246 583	265 805	269 738	280 755	291 635
Flandre occidentale	226 034	238 114	239 583	249 608	255 596
Le Royaume ...	**2 079 585**	**2 193 435**	**2 220 552**	**2 294 359**	**2 345 786**
Région flamande	*1 161 234*	*1 240 074*	*1 262 920*	*1 304 336*	*1 341 932*
Région wallonne	*575 774*	*607 958*	*612 700*	*638 546*	*650 285*
Région bruxelloise	*342 577*	*345 403*	*344 932*	*351 477*	*353 569*

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-2 — Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

En millions de francs

PROVINCE OU REGION	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	397 489	449 445	497 313	527 845	568 235
Brabant	543 418	606 538	655 448	703 643	745 642
Hainaut	220 793	250 019	263 152	287 138	307 056
Liège	210 073	234 917	252 694	272 161	288 522
Limbourg	133 876	157 277	171 202	182 663	197 110
Luxembourg	35 974	40 568	43 222	47 510	51 164
Namur	65 345	75 065	84 598	89 813	96 001
Flandre orientale	246 583	284 476	306 224	331 354	359 078
Flandre occidentale	226 034	256 194	274 871	296 500	315 716
Le Royaume ...	**2 079 585**	**2 354 499**	**2 548 724**	**2 738 627**	**2 928 524**
Région flamande	*1 161 234*	*1 326 588*	*1 441 899*	*1 545 507*	*1 660 902*
Région wallonne	*575 774*	*650 688*	*697 796*	*757 010*	*806 913*
Région bruxelloise	*342 577*	*377 223*	*409 029*	*436 110*	*460 709*

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-3 — Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

En millions de francs.

DESIGNATION	Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	49 729	48 238	25 443	24 495	} 73	} 62	75 243	72 793
2. Industries extractives	15 912	15 774	9 410	9 340			25 324	25 116
3. Industries manufacturières	(493 582)	(527 892)	(217 825)	(233 572)	(66 092)	(68 033)	(777 499)	(829 497)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	81 413	84 899	31 615	32 826	13 045	13 454	126 073	131 179
b) Textiles	29 423	33 700	6 794	7 327	1 577	1 478	37 794	42 505
c) Vêtements et chaussures	16 809	17 815	2 721	2 568	4 053	3 755	23 583	24 138
d) Bois et meubles	28 207	29 584	4 652	4 725	1 363	1 368	34 222	35 677
e) Papier, impression, édition	18 814	20 161	10 641	11 828	9 642	9 813	39 097	41 802
f) Industrie chimique et activités connexes	62 868	70 657	20 072	21 640	4 127	4 314	87 067	96 611
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	17 121	16 803	16 238	16 838	505	518	33 864	34 159
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	18 294	21 931	35 652	40 823	184	171	54 130	62 925
j) Fabrications métalliques (y compris construction navale)	158 188	165 107	64 842	67 794	22 917	23 948	245 947	256 849
k) Garages	30 980	33 768	17 633	19 196	6 698	7 146	55 311	60 110
l) Industries non dénommées ailleurs	31 465	33 467	6 965	8 007	1 981	2 068	40 411	43 542
4. Construction	112 580	115 561	63 389	64 784	25 491	25 046	201 460	205 391
5. Electricité, gaz et eau	49 752	52 452	28 757	28 181	8 284	8 788	86 793	89 421
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation	(291 691)	(313 529)	(136 978)	(146 199)	(163 075)	(174 948)	(591 744)	(634 676)
a) Commerce	174 136	183 822	76 612	79 697	68 759	71 303	319 507	334 822
b) Services financiers et assurances	50 593	57 075	21 410	24 223	65 853	72 813	137 856	154 111
c) Immeubles d'habitation	66 962	72 632	38 956	42 279	28 463	30 832	134 381	145 743
7. Transports et communications	160 417	178 516	42 926	47 179	28 516	30 056	231 859	255 751
8. Services	401 471	436 557	246 794	266 580	152 939	161 437	801 204	864 574
Ajustement statistique	– 29 627	– 27 617	– 14 512	– 13 417	– 8 360	– 7 661	– 52 499	– 48 695
Produit intérieur brut ...	**1 545 507**	**1 660 902**	**757 010**	**806 913**	**436 110**	**460 709**	**2 738 627**	**2 928 524**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-4 — Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1975

1975=100

DESIGNATION	Région flamande		Région wallonne		Région bruxelloise		Le Royaume	
	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)	1978	1979 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	110	111	109	108	} 100	} 85	109	110
2. Industries extractives	89	83	72	69			81	77
3. Industries manufacturières	(115)	(120)	(113)	(116)	(101)	(101)	(113)	(117)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	104	107	107	110	101	104	104	107
b) Textiles	106	119	109	115	117	108	106	118
c) Vêtements et chaussures	83	84	79	72	79	70	82	80
d) Bois et meubles	116	116	107	104	104	99	115	113
e) Papier, impression, édition	104	105	113	119	87	83	102	102
f) Industrie chimique et activités connexes	139	150	156	163	124	127	142	151
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	112	107	112	114	113	115	112	111
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	131	140	124	123	103	89	169	172
j) Fabrications métalliques (y compris construct. navale)	116	119	101	104	107	110	111	114
k) Garages	116	120	115	118	108	109	115	118
l) Industries non dénommées ailleurs	134	133	120	131	82	80	127	129
4. Construction	115	112	113	110	87	81	110	106
5. Electricité, gaz et eau	123	131	140	140	94	94	124	129
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation	(113)	(118)	(111)	(115)	(107)	(111)	(111)	(115)
a) Commerce	111	116	110	114	97	99	108	112
b) Services financiers et assurances	128	138	125	136	118	125	123	132
c) Immeubles d'habitation	108	110	106	109	108	110	107	110
7. Transports et communications	112	118	107	114	98	100	109	115
8. Services	111	115	112	115	107	107	111	114
Produit intérieur brut ...	**112**	**116**	**111**	**113**	**103**	**103**	**110**	**113**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

(a) Dernières données disponibles.

XIX-5 — Répartition par province et région du total des livraisons industrielles et des livraisons industrielles à l'étranger

En millions de francs

REGION	Livraisons totales					Dont à l'étranger				
	1975	1976	1977	1978	1979 (a)	1975	1976	1977	1978	1979 (a)
Anvers	367 829	442 096	479 297	452 824	517 479	190 309	247 070	262 305	259 299	309 551
Brabant	245 309	270 370	287 035	292 616	312 257	97 886	115 804	126 910	134 348	148 987
Hainaut	191 945	208 663	201 296	210 583	231 077	90 668	101 549	95 946	104 107	115 750
Liège	162 431	177 750	183 095	188 867	204 380	77 544	84 084	88 137	94 087	106 326
Limbourg	104 537	136 088	143 591	143 260	160 898	66 603	92 892	97 139	96 126	113 290
Luxembourg	11 415	12 183	10 257	9 786	10 005	4 253	5 714	4 117	3 660	3 582
Namur	27 089	33 116	36 791	35 637	42 122	10 701	12 951	14 813	15 380	18 890
Flandre orientale	204 250	232 542	237 464	253 053	285 731	92 304	107 515	109 353	114 893	135 213
Flandre occidentale	173 581	199 920	206 065	204 664	220 181	82 332	94 845	97 803	97 721	107 998
Le Royaume	**1 488 386**	**1 712 728**	**1 783 891**	**1 791 290**	**1 984 130**	**712 600**	**862 424**	**896 523**	**919 621**	**1 059 587**
Région flamande	*958 422*	*1 133 657*	*1 193 813*	*1 184 483*	*1 318 271*	*474 346*	*596 060*	*624 044*	*628 528*	*729 317*
Région wallonne	*420 407*	*462 673*	*463 021*	*479 532*	*526 937*	*197 866*	*221 159*	*220 325*	*236 573*	*268 485*
Région bruxelloise	*109 557*	*116 398*	*127 057*	*127 275*	*138 922*	*40 388*	*45 205*	*52 154*	*54 520*	*61 785*

(a) Dernières données disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S.

XIX-6 — Indices bruts de l'activité industrielle

1980=100

RÉGION	1983					1984				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction)										
Région flamande	98,7	100,7	91,6	99,9	97,7	96,7	97,6	89,2	100,0	95,9
Région wallonne	78,5	89,9	77,3	87,3	83,3	81,7	89,0	79,1	89,1	84,7
Région bruxelloise	78,8	80,9	69,3	77,9	76,7	79,3	82,1	72,0	78,7	78,0
Le Royaume ...	**90,2**	**95,1**	**84,6**	**93,5**	**90,9**	**90,0**	**93,2**	**84,1**	**94,2**	**90,4**
Indice général (non compris la construction)										
Région flamande	109,9	107,2	99,4	110,1	106,6	111,5	107,1	98,6	110,9	107,0
Région wallonne	87,3	92,8	81,0	94,5	88,9	97,4	97,0	87,8	100,5	95,7
Région bruxelloise	91,7	90,6	79,6	90,8	88,2	94,9	90,7	83,4	92,4	90,3
Le Royaume ...	**101,1**	**101,1**	**91,7**	**103,3**	**99,3**	**105,6**	**102,5**	**93,8**	**106,0**	**102,0**
Industries manufacturières										
Région flamande	109,0	107,3	99,6	109,7	106,4	111,6	107,3	98,7	110,9	107,1
Région wallonne	88,2	93,5	81,7	95,6	89,8	98,8	98,0	88,9	102,5	97,1
Région bruxelloise	91,8	90,7	79,8	90,9	88,3	94,8	90,5	83,3	92,2	90,2
Le Royaume ...	**101,1**	**101,5**	**92,2**	**103,6**	**99,6**	**106,0**	**102,8**	**94,2**	**106,4**	**102,4**
Construction										
Région flamande	61,3	78,5	64,8	69,4	68,5	51,9	65,3	58,0	63,5	59,7
Région wallonne	51,3	79,6	64,7	60,4	64,0	42,1	65,0	54,8	57,4	54,8
Région bruxelloise	53,4	60,8	48,3	48,3	52,7	50,4	62,0	48,3	50,8	52,9
Le Royaume ...	**56,9**	**75,7**	**61,8**	**63,0**	**64,4**	**48,6**	**64,7**	**55,5**	**59,6**	**57,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, I.N.S. et D.G.E.D.

XIX-7 — **Faillites par région**

REGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Région flamande	1 921	1 893	1 844	45,4	46,0	45,8
Région wallonne	1 281	1 310	1 275	30,3	31,8	31,7
Bruxelles (arrond. judic.)	1 028	915	907	24,3	22,2	22,5
Le Royaume ...	**4 230**	**4 118**	**4 026**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Dun & Bradstreet - Eurinform.

XIX-8 — **Fermetures d'entreprises par région**

REGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1982	1983	1984	1982	1983	1984
Région flamande	572	819	636	12 014	12 856	8 326
Région wallonne	268	355	371	5 971	6 902	5 043
Région bruxelloise	199	306	266	3 493	4 143	2 626
Le Royaume ...	**1 039**	**1 480**	**1 273**	**21 478**	**23 901**	**15 995**

Source : O.N.Em., Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

XIX-9 — **Répartition des faillites par province**

PROVINCE	1982	1983	1984	1984 / 1983 %
Anvers	698	651	696	+ 6,9
Brabant	1 236	1 160	1 164	+ 0,3
Flandre occidentale	447	392	392	0
Flandre orientale	358	459	356	−22,4
Hainaut	493	486	457	− 6,0
Liège	456	453	454	+ 0,2
Limbourg	306	276	264	− 4,4
Luxembourg	74	79	77	− 2,5
Namur	162	162	162	0
Le Royaume ...	**4 230**	**4 118**	**4 026**	**− 2,2**

Source : Dun & Bradstreet - Eurinform.

XIX-10 — **Chômeurs complets indemnisés**

Fin décembre

REGION	1983	1983 / 1982 %	1984	1984 / 1983 %
Région flamande	289 657	+5,9	277 568	−4,2
Région wallonne	166 077	+4,7	174 270	4,9
Région bruxelloise	51 899	+0,5	53 667	3,4
Le Royaume ...	**507 633**	**+4,9**	**505 505**	**−0,4**

Source : O.N.Em.

XIX-11 — **Chômeurs complets indemnisés**

Moyennes mensuelles

REGION	1983			1984					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	1984 / 1983 %	Femmes	1984 / 1983 %	Total	1984 / 1983 %
Région flamande	127 258	157 887	285 145	124 275	−2,3	160 882	1,9	285 157	0,0
Région wallonne	78 513	86 435	164 948	83 251	6,0	90 625	4,9	173 876	5,4
Région bruxelloise	29 184	25 685	54 869	28 662	−1,8	24 710	−3,8	53 367	−2,7
Le Royaume ...	**234 955**	**270 007**	**504 962**	**236 188**	**0,5**	**276 217**	**2,3**	**512 400**	**1,5**

Sources : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

XIX-12 — **Evolution du taux de chômage par région** (a)

ANNEE	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1980	6,3	21,2	11,7	9,0	23,5	14,4	9,9	14,4	11,8
1981	9,1	23,2	14,3	12,1	25,6	17,2	13,5	16,8	15,0
1982	11,7	25,4	16,9	14,5	27,6	19,5	16,9	19,3	17,8
1983	13,2	27,5	18,6	16,5	29,3	21,4	19,4	22,0	20,5
1984	12,2	26,9	17,7	17,1	30,1	22,1	18,9	20,8	19,7

Source : O.N.Em.; Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés, et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin de l'année. Pour 1984, le nombre d'assurés au 30 juin 1983 est provisoirement utilisé comme point de comparaison.

XX. DONNEES INTERNATIONALES

XX-1 Belgique. 362
XX-2 Luxembourg. 363
XX-3 Pays-Bas. 364
XX-4 France. 365
XX-5 République Fédérale d'Allemagne. 366
XX-6 Royaume-Uni. 367
XX-7 Etats-Unis. 368

XX-1 — **Belgique**

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	94,7	96,6	100,0	98,7	99,9	100,3	101,8
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*96,9*	*101,3*	*100,0*	*97,3*	*97,2*	*99,1*	*102,2*
biens intermédiaires	*96,0*	*101,4*	*100,0*	*95,9*	*94,0*	*95,5*	*99,6*
biens d'équipement	*100,5*	*103,4*	*100,0*	*96,5*	*97,7*	*102,3*	*103,8*
biens de consommation	*97,2*	*100,3*	*100,0*	*99,2*	*102,1*	*103,9*	*104,6*
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (c) (en %)	92,4	95,3	90,1	89,9	94,6	96,1	93,0
Termes de l'échange (c)	—	—	100,0	94,8	95,1	94,0	93,6
Prix à la consommation (indice général) (a)	89,8	93,8	100,0	107,6	117,0	126,0	134,0
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	96,2	98,2	100,0	102,1	100,8	98,5	97,5
Chômage enregistré (d)	8,1	8,4	9,1	11,1	13,0	14,3	14,4

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) De l'U.E.B.L.
(d) En pourcentage de la population active.

XX-2 — **Luxembourg**

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	94,6	98,4	100,0	98,2	97,1	95,0	96,7
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*100,0*	*103,4*	*100,0*	*94,3*	*96,4*	*101,7*	*113,6*
biens intermédiaires	*102,1*	*104,9*	*100,0*	*93,4*	*94,8*	*100,1*	*114,4*
biens d'équipement	*97,2*	*96,5*	*100,0*	*94,5*	*87,4*	*81,3*	*92,1*
biens de consommation	*93,3*	*97,3*	*100,0*	*100,2*	*114,0*	*128,7*	*125,9*
Prix à la consommation (indice général) (a)	90,0	94,1	100,0	108,1	118,2	128,4	135,7
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	—	—	100,0	96,6	94,4	92,3	94,9
Chômage enregistré (c)	0,7	0,7	0,7	1,0	1,3	1,6	1,7

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) En pourcentage de la population active.

XX-3 — **Pays-Bas**

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	96,8	99,1	100,0	98,2	97,1	95,0	96,7
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*97,0*	*100,0*	*100,0*	*97,8*	*94,2*	*96,2*	*101,2*
biens intermédiaires	*99,0*	*103,0*	*100,0*	*95,5*	*88,8*	*94,1*	*98,6*
biens d'équipement	*94,0*	*97,0*	*100,0*	*100,3*	*100,4*	*97,2*	*104,9*
biens de consommation	*96,0*	*98,0*	*100,0*	*100,4*	*99,3*	*99,7*	*102,6*
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	*94,7*	*94,9*	*94,7*	*102,2*	*105,7*	*106,6*	*105,8*
Termes de l'échange	—	—	100,0	98,4	102,3	101,8	104,2
Prix à la consommation (indice général) (a)	89,6	93,5	100,0	106,7	112,8	115,9	119,6
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	—	100,9	100,0	97,4	98,9	98,9	98,1
Chômage enregistré (c)	5,4	5,5	6,2	8,8	11,7	14,0	14,4

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) En pourcentage de la population active.

XX-4 — **France**

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	95,8	99,0	100,0	100,2	102,2	103,2	104,7
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*96,6*	*100,5*	*100,0*	*97,7*	*96,5*	*97,5*	*99,9*
biens intermédiaires	*95,7*	*101,1*	*100,0*	*96,6*	*93,3*	*93,3*	*96,8*
biens d'équipement	*100,4*	*98,3*	*100,0*	*102,8*	*101,6*	*100,4*	*101,1*
biens de consommation	*96,4*	*100,6*	*100,0*	*97,0*	*99,9*	*103,7*	*104,6*
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	93,5	92,0	82,4	84,1	79,5	86,9	90,1
Termes de l'échange	—	—	100,0	95,8	96,4	99,5	100,6
Prix à la consommation (indice général) (a)	79,5	88,0	100,0	113,4	126,8	139,0	149,2
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	—	99,1	100,0	101,2	105,1	107,7	108,6
Chômage enregistré (c)	5,2	6,0	6,4	7,8	8,8	8,9	10,0

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) En pourcentage de la population active.

XX-5 — République Fédérale d'Allemagne

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	94,2	98,1	100,0	100,1	99,2	100,1	102,5
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*95,0*	*99,9*	*100,0*	*98,1*	*95,3*	*95,9*	*98,8*
biens intermédiaires	*95,4*	*102,2*	*100,0*	*96,5*	*92,5*	*93,9*	*97,6*
biens d'équipement	*90,4*	*95,0*	*100,0*	*99,6*	*97,8*	*95,5*	*98,3*
biens de consommation	*98,4*	*100,6*	*100,0*	*99,2*	*97,1*	*98,6*	*100,5*
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	116,6	107,9	102,6	107,4	113,5	110,7	112,3
Termes de l'échange	—	—	100,0	93,4	96,8	98,4	96,0
Prix à la consommation (indice général) (a)	91,1	94,9	100,0	106,3	111,9	115,6	118,4
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	97,3	98,9	100,0	99,4	98,8	98,7	98,6
Chômage enregistré (c)	3,8	3,3	3,3	4,8	6,9	8,4	8,4

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) En pourcentage de la population active.

XX-6 — Royaume-Uni

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Produit intérieur brut en volume (a)	100,1	102,2	100,0	98,9	100,7	104,2	106,1
Production industrielle (a) (b) :							
indice général (sans la construction)	*103,1*	*107,0*	*100,0*	*96,5*	*98,6*	*101,9*	*102,9*
biens intermédiaires	*99,2*	*107,9*	*100,0*	*99,3*	*102,7*	*107,6*	*106,8*
biens d'équipement	*105,7*	*104,3*	*100,0*	*90,8*	*92,4*	*92,7*	*96,4*
biens de consommation	*108,5*	*108,4*	*100,0*	*96,4*	*95,8*	*98,9*	*101,3*
Exportations F.O.B./Importations C.A.F. (en %)	91,2	89,0	96,3	99,9	97,0	91,4	89,6
Termes de l'échange	—	—	100,0	101,0	99,6	100,4	99,1
Prix à la consommation (indice général) (a)	74,7	84,8	100,0	111,9	121,5	127,1	133,4
Salaires horaires dans l'industrie (réels) (a)	98,0	98,9	100,0	99,0	102,0	105,2	106,3
Chômage enregistré (c)	5,1	4,7	6,0	9,2	10,6	11,6	12,0

Source : Eurostat, *Revue 1974-1983* et *Eurostatistiques, Données pour l'Analyse de la conjoncture.*

(a) 1980=100.
(b) Série désaisonnalisée.
(c) En pourcentage de la population active.

XX-7 — **Etats-Unis**

DESIGNATION	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 (f)
Produit intérieur brut en volume (a)	115,6	118,3	118,0	121,5	118,7	127,9	142,0
Production industrielle (b) (c) :							
indice général	*146,1*	*152,5*	*147,0*	*151,0*	*138,6*	*147,6*	*163,3*
biens intermédiaires	*154,1*	*160,5*	*151,9*	*154,4*	*143,3*	*156,4*	*172,3*
biens d'équipement	*132,8*	*142,2*	*145,2*	*151,8*	*139,8*	*140,7*	*164,1*
biens de consommation	*149,1*	*150,8*	*145,4*	*147,9*	*142,6*	*151,8*	*161,7*
Exportations/Importations (en %)	83,5	88,1	91,6	89,4	87,0	77,7	66,9
Termes de l'échange	77,1	94,5	85,6	88,5	91,0	96,1	95,5
Prix à la consommation (b)	121,2	134,9	153,1	272,3	288,6	297,4	307,6
Salaires horaires dans l'industrie (c) (d)	112,9	116,7	127,3	138,9	148,3	155,0	160,5
Chômage enregistré (e)	5,9	5,7	7,0	7,6	9,7	9,6	7,5

Source : Eurostat; *Survey of Current Business;* Calculs : Ministère des Affaires économiques, D.G.E.D.

(a) 1975=100.
(b) 1967=100.
(c) Série désaisonnalisée.
(d) 1977=100.
(e) En pourcentage de la population active.
(f) Moyenne des indices mensuels.